

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

25 avril 2014

**TABLEAU DES PROJETS DE LOI ET PROPOSITIONS
CONSIDÉRÉS COMME NON AVENUS PAR L'EFFET DE LA DISSOLUTION
DES CHAMBRES DU 28 AVRIL 2014**

N-VA	:	Nieuw-Vlaamse Alliantie
PS	:	Parti Socialiste
MR	:	Mouvement Réformateur
CD&V	:	Christen-Democratisch en Vlaams
sp.a	:	socialistische partij anders
Ecolo-Groen	:	Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
Open Vld	:	Open Vlaamse liberalen en democraten
VB	:	Vlaams Belang
cdH	:	centre démocrate Humaniste
FDF	:	Fédéralistes Démocrates Francophones
LDD	:	Lijst Dedecker
MLD	:	Mouvement pour la Liberté et la Démocratie
INDEP-ONAFH	:	Indépendant-Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkortingen bij de nummering van de publicaties:	
DOC 53 0000/000:	Document parlementaire de la 53 ^e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif	DOC 53 0000/000:	Parlementair document van de 53 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA:	Questions et Réponses écrites	QRVA:	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV:	Version Provisoire du Compte Rendu intégral	CRIV:	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV:	Compte Rendu Analytique	CRABV:	Beknopt Verslag
CRIV:	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV:	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN:	Séance plénière	PLEN:	Plenum
COM:	Réunion de commission	COM:	Commissievergadering
MOT:	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT:	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

Publications officielles éditées par la Chambre des représentants

Commandes:
Place de la Nation 2
1008 Bruxelles
Tél. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.lachambre.be
courriel : publications@lachambre.be

Les publications sont imprimées exclusivement sur du papier certifié FSC

Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers

Bestellingen:
Natieplein 2
1008 Brussel
Tel. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.dekamer.be
e-mail : publicaties@dekamer.be

De publicaties worden uitsluitend gedrukt op FSC gecertificeerd papier

A. Projets de loi et propositions déposés à la Chambre (Classés d'après l'état de la procédure) :	5
I. Projets de loi et propositions dont l'examen est terminé en commission :	5
a) Projets de loi et propositions dont la discussion et/ou le vote ont été ajournés en séance plénière.	5
b) Projets de loi et propositions que les commissions proposent d'adopter.	5
c) Projets de loi et propositions que les commissions proposent de ne pas adopter.	6
II. Projets de loi et propositions en commission.	11
Commissions réunies des Relations extérieures et de la Défense nationale	11
Commission de la Défense nationale.	11
Commission de l'Économie, de la Politique scientifique, de l'Éducation, des Institutions scientifiques et culturelles nationales, des Classes moyennes et de l'Agriculture.	14
Commission chargée des Problèmes de Droit commercial et économique	44
Commission des Affaires sociales	48
Commission de la Défense nationale.	91
Commission des Finances et du Budget	94
Commission de l'Infrastructure, des Communications et des Entreprises publiques	122
Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique	137
Commission de la Justice	164
Commission de Révision de la Constitution et de la Réforme des Institutions	216
Commission des Relations extérieures	223
Commission de la Santé publique, de l'Environnement et du Renouveau de la Société	235
Commission spéciale du Règlement et de la Réforme du Travail parlementaire.	260
Comité d'avis pour l'Emancipation sociale	263
III. Propositions qui n'ont pas été renvoyées en commission.	264
B. Projets de loi adoptés et transmis par le Sénat avant la dissolution des chambres du 28 avril 2014	267
I. Projets de loi dont l'examen est terminé en commission :	267
II. Projets de loi en commission.	267
Commission de la Justice	267
Commission de Révision de la Constitution et de la Réforme des Institutions	267
Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique	268
Commission de l'Économie, de la Politique scientifique, de l'Éducation, des Institutions scientifiques et culturelles nationales, des Classes moyennes et de l'Agriculture.	268
Commission des Finances et du Budget	269
Commission de la Santé publique, de l'Environnement et du Renouveau de la Société	269

Tableau des projets de loi et propositions considérés comme non avenus par l'effet de la dissolution des Chambres du 28 avril 2014

A. Projets de loi et propositions déposés à la Chambre (Classés d'après l'état de la procédure) :

I. Projets de loi et propositions dont l'examen est terminé en commission :

a) Projets de loi et propositions dont la discussion et/ou le vote ont été ajournés en séance plénière.

PROTECTION DU CONSOMMATEUR

1. Proposition de loi portant diverses mesures concernant la revente des titres d'accès à certains événements.

Déposée par Mme Karine Lalieux, Mme Ann Vanheste, M. Philippe Blanchart, Mme Linda Musin, n°1109/1 du 24 janvier 2011.

Rapport de M. Peter Dedecker, n°1109/2 du 30 avril 2013.

b) Projets de loi et propositions que les commissions proposent d'adopter.

DROIT COMMERCIAL

1. Proposition de loi portant insertion d'un titre 2, "Certaines règles relatives au cadre juridique pour les signatures électroniques, l'archivage électronique, le recommandé électronique, l'horodatage électronique et les services de certification", dans le livre XII du Code de droit économique, et portant insertion des définitions propres au titre 2 précité et des dispositions d'application de la loi propres au même titre, dans les livres Ier et XV du Code de droit économique.

Déposée par Mme Sabien Lahaye-Battheu, M. David Geerts, M. Joseph George, Mme Karine Lalieux, M. Willem-Frederik Schiltz, M. Vincent Van Quickenborne, Mme Valérie Warzée-Caverenne, Mme Leen Dierick, Mme Liesbeth Van der Auwera, n°2745/1 du 15 avril 2013.

Addendum, n°2745/2 du 19 avril 2013.

Avis du Conseil d'État, n°2745/3 du 31 mai 2013.

Amendement du gouvernement, n°2745/4 du 25 septembre 2013.

Amendement de M. Peter Dedecker, Mme Cathy Coudyser, M. Karel Uyttersprot, n°2745/5 du 22 octobre 2013.

Texte adopté par la commission, n°2745/6 du 28 octobre 2013.

Rapport de M. Joseph George, n°2745/7 du 6 novembre 2013.

SANTE PUBLIQUE

1. Proposition de loi visant à interdire la fabrication, la mise sur le marché et l'utilisation de tout système répulsif vis-à-vis des jeunes.

Déposée par Mme Katrin Jadin, M. Daniel Bacquelaine, M. David Clarinval, Mme Valérie De Bue, Mme Valérie Warzée-Caverenne, n°2799/1 du 7 mai 2013.

Amendements de Mme Colette Burgeon, Mme Jeanne Nyanga-Lumbala, Mme Katrin Jadin, Mme Nik Van Gool, Mme Lieve Wierinck, Mme Maya Detiège, Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers, n°2799/2 du 26 mars 2014.

Rapport de Mme Reinilde Van Moer, n°2799/3 du 2 avril 2014.

Texte adopté par la commission, n°2799/4 du 2 avril 2014.

c) Projets de loi et propositions que les commissions proposent de ne pas adopter.

ARMEE

1. Proposition de loi modifiant la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée en ce qui concerne le dépôt du rapport.

Déposée par M. Filip De Man, Mme Annick Ponthier, M. Tanguy Veys, n°930/1 du 15 décembre 2010.

Rapport de M. Bert Maertens, n°930/2 du 17 juin 2011.

2. Proposition de loi modifiant la loi du 1er mars 1958 relative au statut des officiers de carrière des forces armées en ce qui concerne le statut des princes de la famille royale.

Déposée par Mme Annick Ponthier, M. Filip De Man, M. Tanguy Veys, n°1430/1 du 4 mai 2011.

Rapport de M. Theo Francken, n°1430/2 du 23 juin 2011.

3. Proposition de résolution visant à mettre fin au détachement de membres du personnel de la Défense sur le yacht privé du roi Albert, aux frais du contribuable.

Déposée par Mme Annick Ponthier, M. Hagen Goyvaerts, M. Filip De Man, M. Tanguy Veys, n°1486/1 du 20 mai 2011.

Rapport de Mme Karolien Grosemans, n°1486/2 du 23 juin 2011.

4. Proposition de loi modifiant la loi du 14 janvier 1975 portant le règlement de discipline des forces armées en vue de permettre aux militaires d'exercer des mandats politiques.

Déposée par Mme Annick Ponthier, M. Filip De Man, M. Tanguy Veys, n°1602/1 du 16 juin 2011.

Rapport de M. Bert Maertens, n°1602/2 du 5 décembre 2011.

5. Proposition de résolution concernant la mise en place d'un sas d'adaptation au terme des missions à l'étranger.

Déposée par Mme Karolien Grosemans, M. Theo Francken, M. Bert Maertens, M. Jan Jambon, M. David Geerts, M. Wouter De Vriendt, n°1669/1 du 7 juillet 2011.

Retrait de signature (M. David Geerts), n°1669/2 du 8 février 2012.

Rapport de Mme Annick Ponthier, n°1669/3 du 5 mars 2012.

6. Proposition de loi modifiant la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée en ce qui concerne le statut et le fonctionnement de la commission d'inspection linguistique.

Déposée par Mme Annick Ponthier, M. Filip De Man, M. Tanguy Veys, n°1795/1 du 12 octobre 2011.

Amendements de M. Bert Maertens, Mme Karolien Grosemans, M. Theo Francken, n°1795/2 du 23 novembre 2011.

Rapport de Mme Karolien Grosemans, n°1795/3 du 5 décembre 2011.

COMMERCE DES ARMES

1. Proposition de résolution relative au maintien de l'embargo sur les armes décrété par l'Union européenne à l'encontre de la République populaire de Chine.

Déposée par M. Gerolf Annemans, M. Bert Schoofs, Mme Alexandra Colen, M. Peter Logghe, n°543/1 du 10 novembre 2010.

Rapport de Mme Ingeborg De Meulemeester, n°543/2 du 4 mars 2011.

COMMERCE INTERNATIONAL

1. Proposition de résolution relative aux accords concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements conclus entre l'Union européenne et l'Union économique belgo-luxembourgeoise, d'une part, et des Etats tiers, d'autre part.

Déposée par Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers, Mme Eva Brems, M. Fouad Lahssaini, n°2513/1 du 21 novembre 2012.

Amendement de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers, Mme Juliette Boulet, n°2513/2 du 27 mars 2014.

Rapport de M. Herman De Croo, n°2513/3 du 16 avril 2014.

COMMISSION D'ENQUETE

1. Proposition visant à instituer une commission d'enquête parlementaire chargée d'examiner s'il y a eu fraude et mauvaise gestion dans le cadre du déménagement des services centraux de la police fédérale vers la Cité administrative de l'Etat.

Déposée par M. Koenraad Degroote, M. Siegfried Bracke, M. Ben Weyts, Mme Zuhail Demir, n°2596/1 du 8 janvier 2013.

Addendum, n°2596/2 du 10 janvier 2013.

Rapport de Mme Bercy Slegers, n°2596/3 du 6 mai 2013.

CONTROLE PARLEMENTAIRE

1. Proposition de résolution visant à instituer un Comité D chargé de contrôler les différents lieux de privation de liberté en Belgique.

Déposée par M. Fouad Lahssaini, M. Stefaan Van Hecke, M. Eric Jadot, n°2781/1 du 29 avril 2013.

Rapport de Mme Marie-Christine Marghem, n°2781/2 du 19 juin 2013.

DISTINCTION HONORIFIQUE

1. Proposition de résolution relative à la suppression de l'Ordre de Léopold, de l'Ordre de la Couronne et de l'Ordre de Léopold II.

Déposée par Mme Alexandra Colen, M. Peter Logghe, M. Bert Schoofs, n°426/1 du 20 octobre 2010.
Rapport de Mme Corinne De Permentier, n°426/2 du 4 mars 2011.

DROIT DE GREVE

1. Proposition de loi relative au droit de grève des agents des services extérieurs de la direction générale des Etablissements pénitentiaires (EPI) du Service public fédéral Justice.

Déposée par M. Koenraad Degroote, Mme Sarah Smeyers, Mme Els Demol, M. Steven Vandeput, Mme Karolien Grosemans, Mme Ingeborg De Meulemeester, Mme Sophie De Wit, n°1512/1 du 31 mai 2011.
Addendum, n°1512/2 du 22 mars 2013.

Rapport de M. Christian Brotcorne, n°1512/3 du 17 janvier 2014.

DROITS DE L'HOMME

1. Proposition de résolution visant à soulever la problématique des "plaasmoorde" - assassinats systématiques de fermiers blancs et de leur famille - en Afrique du Sud, auprès du gouvernement sud-africain, du Conseil européen des ministres des Affaires étrangères et au sein des institutions internationales dont la Belgique fait partie.

Déposée par Mme Rita De Bont, Mme Alexandra Colen, M. Bruno Valkeniers, M. Peter Logghe, M. Bert Schoofs, n°541/1 du 10 novembre 2010.

Rapport de Mme Daphné Dumery, n°541/2 du 4 mars 2011.

2. Proposition de résolution visant à instituer une enquête internationale sur l'existence présumée de camps d'extermination et de trafics d'organes humains en République Populaire de Chine.

Déposée par M. Gerolf Annemans, M. Bert Schoofs, Mme Alexandra Colen, M. Peter Logghe, n°545/1 du 10 novembre 2010.

Rapport de Mme Ingeborg De Meulemeester, n°545/2 du 4 mars 2011.

3. Proposition de résolution relative à la reconnaissance en tant que génocide du "Holodomor" ou famine organisée dont fut victime la population ukrainienne en URSS.

Déposée par Mme Alexandra Colen, M. Peter Logghe, M. Bert Schoofs, n°700/1 du 25 novembre 2010.

Rapport de Mme Daphné Dumery, n°700/2 du 4 mars 2011.

MALADIE

1. Proposition de résolution visant à faire reconnaître les patients atteints d'électro-hypersensibilité.

Déposée par Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers, Mme Muriel Gerkens, Mme Eva Brems, n°1723/1 du 1 septembre 2011.

Rapport de Mme Reinilde Van Moer, n°1723/2 du 26 février 2013.

ORGANISATION ELECTORALE

1. Proposition de loi modifiant le Code électoral en vue d'interdire le port de signes convictionnels par les membres des bureaux électoraux.

Déposée par M. Daniel Bacquelaine, M. Philippe Collard, Mme Corinne De Permentier, M. Denis Ducarme, n°120/1 du 9 septembre 2010.

Avis du Conseil d'État, n°120/2 du 31 janvier 2013.

Amendements de M. Ben Weyts, M. Koenraad Degroote, Mme Daphné Dumery, Mme Jacqueline Galant, M. Daniel Bacquelaine, n°120/3 du 20 mars 2013.

Rapport de M. Koenraad Degroote, n°120/4 du 15 avril 2013.

2. Proposition de loi modifiant le Code électoral en vue de garantir la neutralité des bureaux de vote.

Déposée par M. Filip De Man, M. Peter Logghe, n°256/1 du 1 octobre

2010. Avis du Conseil d'État, n°256/2 du 31 janvier 2013.

Addendum, n°256/3 du 30 janvier 2013.

Rapport de M. Koenraad Degroote, n°256/4 du 15 avril 2013.

PROTECTION DU CONSOMMATEUR

1. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 5 septembre 2001 relatif à la disponibilité d'informations sur la consommation de carburant et les émissions de CO2 à l'intention des consommateurs lors de la commercialisation des voitures particulières neuves.

Déposée par M. Philippe Blanchart, Mme Colette Burgeon, Mme Marie-Claire Lambert, M. Yvan Mayeur, M. Franco Seminara, n°427/1 du 20 octobre 2010.

Amendements de M. Philippe Blanchart, Mme Catherine Fonck, Mme Maya Detiège, n°427/2 du 25 janvier 2011.

Avis du Conseil d'État, n°427/3 du 11 février 2011.

Amendements de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers, M. Philippe Blanchart, Mme Annick Van Den Ende (**), M. Damien Thiéry, Mme Colette Burgeon, Mme Marie-Claire Lambert, M. Franco Seminara, n°427/4 du 22 février 2011.

Rapport de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers, n°427/5 du 2 mars 2011.

2. Proposition de loi modifiant la loi du 6 avril 2010 relative aux pratiques du marché et à la protection du consommateur en ce qui concerne l'emploi des langues en matière de publicité.

Déposée par M. Bruno Valkeniers, M. Filip De Man, M. Hagen Goyvaerts, M. Peter Logghe, Mme Barbara Pas, n°1039/1 du 18 janvier 2011.

Rapport de M. Willem-Frederik Schiltz, n°1039/2 du 9 juin 2011.

REFUGIE

1. Proposition de résolution relative à la nécessité d'instaurer un nouveau régime international de protection des réfugiés.

Déposée par M. Filip De Man, Mme Alexandra Colen, M. Peter Logghe, M. Bert Schoofs, Mme Annick Ponthier, n°519/1 du 4 novembre 2010.

Addendum, n°519/2 du 24 mai 2011.

Rapport de M. Jan Van Esbroeck, n°519/3 du 9 juin 2011.

RESSORTISSANT ETRANGER

1. Proposition de loi modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et prévoyant un contrôle des Chambres sur le Commissariat Général aux Réfugiés et Apatrides.

Déposée par Mme Zoé Genot, M. Wouter De Vriendt, Mme Eva Brems, n°101/1 du 8 septembre 2010.
Rapport de Mme Leen Dierick, n°101/2 du 9 juin 2011.

2. Proposition de résolution relative à la nécessité de durcir la législation européenne en matière de regroupement familial.

Déposée par M. Filip De Man, Mme Alexandra Colen, M. Peter Logghe, M. Bert Schoofs, Mme Annick Ponthier, n°457/1 du 26 octobre 2010.

Addendum, n°457/2 du 24 mai 2011.

Rapport de M. Jan Van Esbroeck, n°457/3 du 9 juin 2011.

3. Proposition de loi modifiant la loi du 12 janvier 2007 sur l'accueil des demandeurs d'asile et de certaines autres catégories d'étrangers.

Déposée par Mme Sarah Smeyers, M. Theo Francken, Mme Daphné Dumery, M. Manu Beuselinck (**), n°677/1 du 23 novembre 2010.

Amendement de Mme Rita De Bont, n°677/2 du 17 décembre 2010.

Rapport de M. Franco Seminara, n°677/3 du 11 janvier 2011.

SANTE PUBLIQUE

1. Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne les mentions apposées sur les emballages de médicaments, l'arrêté royal du 14 décembre 2006 relatif aux médicaments à usage humain et vétérinaire.

Déposée par M. Manu Beuselinck (**), Mme Reinilde Van Moer, Mme Nadia Sminate, n°2254/1 du 12 juin 2012.

Addendum, n°2254/2 du 14 juin 2012.

Rapport de Mme Maya Detiège, M. Franco Seminara, n°2254/3 du 15 janvier 2014.

SOCIETE

1. Proposition de loi modifiant le Code des sociétés, concernant la représentation des travailleurs au sein du comité de rémunération.

Déposée par M. Olivier Maingain, M. Damien Thiéry, M. Bernard Clerfayt, n°2537/1 du 3 décembre 2012.

Rapport de M. Karel Uyttersprot, n°2537/2 du 19 avril 2013.

SOCIETE COMMERCIALE

1. Proposition de loi complétant le Code des sociétés en ce qui concerne la scission de sociétés par absorption.

Déposée par M. Karel Uyttersprot, Mme Zuhail Demir, Mme Sophie De Wit, Mme Veerle Wouters, n°2192/1 du 14 mai 2012.

Rapport de M. David Clarinval, n°2192/2 du 20 juin 2013.

TRANSPARENCE ADMINISTRATIVE

1. Proposition de loi modifiant la loi du 11 avril 1994 relative à la publicité de l'administration en ce qui concerne la publicité et la neutralité de l'administration.

Déposée par M. Ben Weyts, M. Siegfried Bracke, M. Koenraad Degroote, M. Jan Van Esbroeck, n°2545/1 du 6 décembre 2012.

Rapport de Mme Bercy Slegers, n°2545/2 du 4 février 2014.

TURQUIE

1. Proposition de résolution relative à la situation en Turquie.

Déposée par M. Bruno Valkeniers, Mme Annick Ponthier, M. Bert Schoofs, Mme Barbara Pas, n°2912/1 du 27 juin 2013.

Rapport de Mme Ingeborg De Meulemeester, n°2912/2 du 16 avril 2014.

UNION EUROPEENNE

1. Proposition de résolution relative à la candidature de la Turquie à l'adhésion à l'Union européenne.

Déposée par Mme Alexandra Colen, M. Peter Logghe, M. Bert Schoofs, n°699/1 du 25 novembre 2010.

Rapport de Mme Daphné Dumery, n°699/2 du 4 mars 2011.

II. Projets de loi et propositions en commission.***Commissions réunies des Relations extérieures et de la Défense nationale*****ARME NUCLEAIRE**

1. Proposition de loi relative à la dénucléarisation de la Belgique.

Déposée par M. Dirk Van der Maelen, M. Peter Vanvelthoven, M. David Geerts, n°3138/1 du 20 novembre 2013.

Addendum, n°3138/2 du 28 novembre 2013.

Addendum, n°3138/3 du 6 février 2014.

2. Proposition de loi interdisant les armes nucléaires en Belgique.

Déposée par M. Wouter De Vriendt, Mme Juliette Boulet, n°3284/1 du 13 janvier 2014.

Commission de la Défense nationale**ARMEE**

1. Proposition de résolution relative au suivi des risques sanitaires pour les militaires ayant travaillé avec le système de défense antiaérienne HAWK.

Déposée par M. David Geerts, M. Anthony Dufrane (**), n°258/1 du 4 octobre 2010.

Addendum, n°258/2 du 12 octobre 2010.

Addendum, n°258/3 du 12 octobre 2010.

Addendum, n°258/4 du 31 janvier 2012.

Rapporteur(s) : M. Philippe Blanchart

2. Proposition de résolution visant à améliorer la politique sportive à la Défense et la condition physique des militaires.

Déposée par M. Theo Francken, M. Jean Marie Dedecker, M. Laurent Louis, n°1663/1 du 7 juillet 2011.

Retrait de signature, n°1663/2 du 14 juillet 2011.

Rapporteur(s) : Mme Annick Ponthier

3. Proposition de loi modifiant la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée.

Déposée par M. Patrick Moriau (**), M. Philippe Blanchart, M. David Geerts, M. Christophe Lacroix, M. Denis Ducarme, n°1706/1 du 29 juillet 2011.

Addendum, n°1706/2 du 12 mars 2012.

Addendum, n°1706/3 du 19 novembre 2012.

Amendement de M. Filip De Man, Mme Annick Ponthier, n°1706/4 du 14 décembre 2012.

Amendement de M. Bert Maertens, Mme Karolien Grosemans, M. Theo Francken, n°1706/5 du 17 décembre 2012.

Addendum, n°1706/6 du 18 décembre 2012.

Rapporteur(s) : M. Kristof Waterschoot

4. Proposition de résolution relative à la procédure de nomination du Chief of Defence (Chod).

Déposée par M. David Geerts, M. Dirk Van der Maelen, n°2149/1 du 16 avril 2012.

5. Proposition de loi modifiant la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée.

Déposée par M. Damien Thiéry, M. Olivier Maingain, M. Bernard Clerfayt, n°2168/1 du 24 avril 2012.

6. Proposition de loi modifiant la loi du 27 mars 2003 relative au recrutement des militaires et au statut des musiciens militaires et modifiant diverses lois applicables au personnel de la Défense.

Déposée par M. Georges Dallemagne, M. Christophe Bastin, M. Christian Brotcorne, n°2569/1 du 13 décembre 2012.

Amendements de M. Gerald Kindermans, M. David Geerts, M. Luk Van Biesen, M. Georges Dallemagne, M. Christophe Lacroix, M. Denis Ducarme, Mme Karolien Grosemans, M. Bert Maertens, M. Theo Francken, n°2569/2 du 6 mars 2013.

Rapporteur(s) : Mme Karolien Grosemans

7. Proposition de résolution visant à renforcer le screening des candidats et des membres civils et militaires de la Défense, et à renforcer les moyens du Service général du renseignement et de la sécurité (SGRS).

Déposée par M. Denis Ducarme, Mme Corinne De Permentier, n°2641/1 du 18 février 2013.

Rapporteur(s) : Mme Karolien Grosemans

8. Proposition de résolution relative à l'aide à la Nation pour une armée tournée vers la population.

Déposée par M. Christophe Lacroix, M. Vincent Sampaoli, M. Philippe Blanchart, M. Eric Thiébaud, n°3051/1 du 8 octobre 2013.

Rapporteur(s) : Mme Karolien Grosemans

GUERRE

1. Proposition de loi créant le Mémorial National du Fort de Huy.
Déposée par M. Daniel Bacquelaine n°1309/1 du 23 mars 2011.

MAINTIEN DE LA PAIX

1. Proposition de résolution relative au désarmement et à la non-prolifération nucléaires et à la revue de posture de défense et de dissuasion ("Defence and Deterrence Posture Review") au sein de l'OTAN.
Déposée par M. Dirk Van der Maelen, M. David Geerts, Mme Eva Brems, M. Daniel Bacquelaine, n°1798/1 du 12 octobre 2011.

2. Proposition de résolution relative au retrait des armes nucléaires tactiques du territoire belge.
Déposée par M. Dirk Van der Maelen n°2846/1 du 30 mai 2013.

MINISTERE

1. Proposition de résolution relative à la modification de la dénomination néerlandaise du département de la Défense et de la dénomination néerlandaise de la fonction de ministre de la Défense.
Déposée par Mme Karolien Grosemans, M. Jan Jambon, M. Theo Francken, M. Bert Maertens, n°3334/1 du 30 janvier 2014.

OTAN

1. Proposition de résolution relative à la révision du Concept stratégique de l'OTAN.
Déposée par M. Dirk Van der Maelen, M. David Geerts, n°530/1 du 8 novembre 2010.

POLITIQUE EXTERIEURE

1. Proposition de résolution concernant les opérations militaires belges.
Déposée par M. Georges Dallemagne n°2844/1 du 30 mai 2013.

PREMIERE GUERRE MONDIALE

1. Proposition de résolution demandant de présenter des excuses aux familles de soldats exécutés durant la Première Guerre mondiale.
Déposée par Mme Kristien Van Vaerenbergh, Mme Sarah Smeyers, M. Koenraad Degroote, Mme Sophie De Wit, n°3246/1 du 12 décembre 2013.

Commission de l'Économie, de la Politique scientifique, de l'Éducation, des Institutions scientifiques et culturelles nationales, des Classes moyennes et de l'Agriculture**ACCES A LA PROFESSION**

1. Proposition de résolution visant à actualiser la liste des diplômes donnant accès à la profession d'agent immobilier.
Déposée par Mme Katrin Jadin, M. Denis Ducarme, n°424/1 du 20 octobre 2010.

2. Proposition de loi modifiant la loi du 22 juillet 1953 créant un Institut des réviseurs d'entreprises et organisant la supervision publique de la profession de réviseur d'entreprises, afin de supprimer la limite d'âge des réviseurs d'entreprises.

Déposée par Mme Isabelle Emmery, M. Luk Van Biesen, M. Mohammed Jabour, Mme Karine Lalieux, Mme Laurence Meire, M. Willem-Frederik Schiltz, n°3322/1 du 28 janvier 2014.

ADOPTION D'ENFANT

1. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 20 décembre 2006 instaurant les conditions d'octroi d'une allocation d'adoption en faveur des travailleurs indépendants en vue de modifier la procédure de demande d'une telle allocation.

Déposée par Mme Sonja Becq, Mme Nahima Lanjri, M. Stefaan Vercamer, n°916/1 du 28 décembre 2010.

APPAREIL DE MESURE

1. Projet de loi instaurant le Temps Universel Coordonné (UTC) comme base de l'heure légale en Belgique.

Déposé par le gouvernement n°3255/1 du 17 décembre 2013.

APPROVISIONNEMENT ENERGETIQUE

1. Proposition de loi modifiant la loi du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisations.

Déposée par M. Joseph George n°264/1 du 4 octobre 2010.

2. Proposition de loi modifiant la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité.
Déposée par M. Joseph George n°265/1 du 4 octobre 2010.

3. Proposition de loi modifiant la loi du 8 décembre 2006 établissant un prélèvement visant à lutter contre la non-utilisation d'un site de production d'électricité par un producteur en vue d'instaurer un impôt communal complémentaire.

Déposée par M. Servais Verherstraeten, Mme Liesbeth Van der Auwera, M. Jef Van den Bergh, n°566/1 du 16 novembre 2010.

Avis du Conseil d'État, n°566/2 du 5 août 2011.

Rapporteur(s) : Mme Ann Vanheste

4. Proposition de loi modifiant la loi du 11 avril 2003 sur les provisions constituées pour le démantèlement des centrales nucléaires et pour la gestion des matières fissiles irradiées dans ces centrales.

Déposée par Mme Liesbeth Van der Auwera n°685/1 du 24 novembre 2010.

5. Proposition de loi relative à la cotisation fédérale et modifiant la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité et la loi du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisations.

Déposée par Mme Karine Lalieux, Mme Linda Musin, M. Philippe Blanchart, M. Olivier Henry, n°1138/1 du 28 janvier 2011.

6. Proposition de loi abrogeant la loi du 31 janvier 2003 sur la sortie progressive de l'énergie nucléaire à des fins de production industrielle de l'électricité.

Déposée par M. Hagen Goyvaerts, M. Bert Schoofs, M. Bruno Valkeniers, M. Peter Logghe, Mme Barbara Pas, n°1216/1 du 15 février 2011.

7. Proposition de loi modifiant la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité en ce qui concerne la cotisation fédérale, l'exonération applicable à l'électricité verte et le financement de l'énergie éolienne produite en mer du Nord.

Déposée par M. Bert Wollants, M. Peter Dedecker, M. Peter Luykx, M. Karel Uyttersprot, M. Flor Van Noppen, n°1232/1 du 18 février 2011.

8. Proposition de loi modifiant la loi du 31 janvier 2003 sur la sortie progressive de l'énergie nucléaire à des fins de production industrielle d'électricité, en vue de supprimer le régime de sortie.

Déposée par M. Bert Wollants, M. Peter Dedecker, M. Peter Luykx, M. Karel Uyttersprot, M. Flor Van Noppen, n°1233/1 du 18 février 2011.

9. Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne l'établissement d'une taxe sur la capacité thermique des centrales nucléaires, la loi du 11 avril 2003 sur les provisions constituées pour le démantèlement des centrales nucléaires et pour la gestion des matières fissiles irradiées dans ces centrales.

Déposée par M. Bert Wollants, M. Peter Dedecker, M. Peter Luykx, M. Karel Uyttersprot, M. Flor Van Noppen, n°1234/1 du 18 février 2011.

Amendements de M. Bert Wollants, n°1234/2 du 16 juin 2011.

Amendement de M. Bert Wollants, n°1234/3 du 22 juin 2011.

Rapporteur(s) : M. Philippe Blanchart

10. Proposition de loi modifiant la législation en ce qui concerne la régulation du prix du gaz naturel et de l'électricité.

Déposée par M. Bruno Tobback n°1311/1 du 23 mars 2011.

11. Proposition de loi modifiant la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité en ce qui concerne la cotisation fédérale et l'exonération applicable à l'électricité verte.

Déposée par M. Olivier Deleuze (**), M. Kristof Calvo, M. Georges Gilkinet, M. Eric Jadot, M. Wouter De Vriendt, n°1428/1 du 4 mai 2011.

12. Proposition de loi modifiant la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité en ce qui concerne la création d'une Centrale d'achat publique pour l'électricité.

Déposée par M. Bruno Tobback n°1445/1 du 10 mai 2011.

Rapporteur(s) : M. Bert Wollants

13. Proposition de loi modifiant la loi du 8 décembre 2006 établissant un prélèvement visant à lutter contre la non-utilisation d'un site de production d'électricité par un producteur.

Déposée par M. Kristof Calvo, M. Olivier Deleuze (**), n°1609/1 du 20 juin

2011. Avis du Conseil d'État, n°1609/2 du 5 août 2011.

14. Proposition de loi modifiant la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité.

Déposée par M. Jean Marie Dedecker n°1612/1 du 21 juin 2011.

15. Proposition de loi modifiant la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité et permettant au gestionnaire de réseau de transport de s'engager dans certaines activités de production.

Déposée par M. Kristof Calvo, M. Olivier Deleuze (**), n°1727/1 du 5 septembre 2011.

16. Proposition de loi modifiant la loi du 11 avril 2003 sur les provisions constituées pour le démantèlement des centrales nucléaires et pour la gestion des matières fissiles irradiées dans ces centrales.

Déposée par M. Kristof Calvo, M. Olivier Deleuze (**), n°1820/1 du 18 octobre 2011.

Rapport de M. Guy Coëme (**), n°1820/2 du 29 novembre 2011.

17. Proposition de loi modifiant la loi du 8 décembre 2006 établissant un prélèvement visant à lutter contre la non-utilisation d'un site de production d'électricité par un producteur.

Déposée par M. Bert Wollants, M. Peter Dedecker, M. Peter Luykx, M. Karel Uyttersprot, M. Flor Van Noppen, n°2012/1 du 20 janvier 2012.

18. Proposition de loi visant à introduire une procédure d'autorisation préalable à la fermeture définitive ou temporaire d'une installation de production d'électricité.

Déposée par M. Kristof Calvo, Mme Muriel Gerkens, M. Eric Jadot, n°2200/1 du 16 mai 2012.

19. Proposition de loi modifiant la loi du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisations et la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité en ce qui concerne une liste exhaustive de critères admis en vue de l'élaboration par les fournisseurs des paramètres d'indexation.

Déposée par Mme Muriel Gerkens, M. Kristof Calvo, n°2532/1 du 28 novembre 2012.

20. Proposition de loi modifiant la loi du 8 décembre 2006 établissant un prélèvement visant à lutter contre la non-utilisation d'un site de production d'électricité par un producteur.
Déposée par M. Willem-Frederik Schiltz n°2696/1 du 14 mars 2013.

ARTS

1. Proposition de résolution visant à changer le nom "BOZAR" en "Palais des Beaux-Arts - Paleis voor Schone Kunsten".
Déposée par M. Peter Logghe, M. Hagen Goyvaerts, Mme Barbara Pas, M. Bruno Valkeniers, n°1088/1 du 20 janvier 2011.

ASSURANCE

1. Proposition de loi modifiant la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre en vue de garantir le libre choix d'un avocat dans toute phase judiciaire, dans le cadre d'un contrat d'assurance de la protection juridique.

Déposée par M. Christian Brotcorne, M. Christophe Bastin, n°54/1 du 9 août 2010.
Addendum, n°54/2 du 5 octobre 2010.

2. Proposition de loi modifiant l'article 67, § 2, de la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre.

Déposée par Mme Karine Lalieux, Mme Colette Burgeon, M. Alain Mathot, M. Philippe Blanchart, M. Olivier Henry, n°206/1 du 23 septembre 2010.

3. Proposition de loi instaurant l'assurance incendie obligatoire.

Déposée par Mme Muriel Gerkens, M. Ronny Balcaen, Mme Meyrem Almaci, M. Georges Gilkinet, M. Wouter De Vriendt, M. Stefaan Van Hecke, n°208/1 du 24 septembre 2010.

Rapporteur(s) : Mme Ann Vanheste

4. Proposition de loi modifiant la loi du 21 novembre 1989 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité en matière de véhicules automoteurs et la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre.

Déposée par M. Joseph George n°273/1 du 5 octobre 2010.

Rapporteur(s) : Mme Katrin Jadin

5. Proposition de loi relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile extra-contractuelle en matière d'incendie concernant les risques simples.

Déposée par M. Daniel Bacquellaine, Mme Katrin Jadin, M. André Frédéric, M. Joseph George, M. Willem-Frederik Schiltz, M. Bart Somers, n°493/1 du 28 octobre 2010.

Addendum, n°493/2 du 23 novembre 2010.

Rapporteur(s) : Mme Ann Vanheste

6. Proposition de loi modifiant la loi du 21 novembre 1989 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs, en vue de rétablir le système de bonus-malus obligatoire et généralisé.

Déposée par Mme Ann Vanheste, Mme Karine Lalieux, M. Philippe Blanchart, M. Olivier Henry, Mme Linda Musin, M. Anthony Dufrane (**), n°523/1 du 8 novembre 2010.

Addendum, n°523/2 du 16 novembre 2010.

Errata, n°523/3 du 20 janvier 2011.

Rapporteur(s) : Mme Katrin Jadin

7. Proposition de loi améliorant le statut juridique des enfants mineurs et des parents en cas de responsabilité extracontractuelle.

Déposée par M. Raf Terwingen, Mme Sonja Becq, Mme Leen Dierick, Mme Liesbeth Van der Auwera, Mme Nahima Lanjri, n°807/1 du 10 décembre 2010.

8. Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne l'obligation de déclaration, la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre.

Déposée par Mme Karine Lalieux, Mme Ann Vanheste, n°938/1 du 8 décembre 2010.

9. Proposition de loi modifiant la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre en vue d'améliorer le statut juridique des enfants mineurs et des parents en cas de responsabilité extracontractuelle.

Déposée par M. Raf Terwingen, Mme Sonja Becq, Mme Leen Dierick, M. Gerald Kindermans, Mme Nahima Lanjri, Mme Nathalie Muylle, M. Jef Van den Bergh, M. Stefaan Vercamer, n°995/1 du 10 janvier 2011.

10. Proposition de loi relative à l'indemnisation des dommages corporels et moraux découlant d'un accident technologique.

Déposée par Mme Marie-Christine Marghem, M. David Clarinval, M. André Frédéric, M. Ronny Balcaen, Mme Karine Lalieux, Mme Linda Musin, n°1010/1 du 12 janvier 2011.

Addendum, n°1010/2 du 22 février 2011.

Addendum, n°1010/3 du 25 février 2011.

11. Proposition de loi modifiant l'arrêté du 10 août 1947 relatif à l'organisation du contrôle technique des véhicules automobiles relatif à la vérification de l'obligation d'assurance.

Déposée par Mme Katrin Jadin n°1035/1 du 17 janvier 2011.

12. Proposition de loi relative à l'assurance responsabilité professionnelle des entrepreneurs de travaux immobiliers.

Déposée par Mme Liesbeth Van der Auwera n°1077/1 du 19 janvier 2011.

13. Proposition de loi relative à l'instauration d'une garantie obligatoire recours des tiers dans l'assurance incendie.

Déposée par Mme Liesbeth Van der Auwera, M. Jef Van den Bergh, Mme Leen Dierick, n°1113/1 du 25 janvier 2011.

Addendum, n°1113/2 du 14 mai 2013.

Rapporteur(s) : Mme Ann Vanheste

14. Proposition de loi adaptant la loi sur le contrat d'assurance terrestre à l'abolition de la peine de mort.

Déposée par Mme Carina Van Cauter, M. Willem-Frederik Schiltz, M. Mathias De Clercq, Mme Ine Somers, M. Herman De Croo, n°1152/1 du 2 février 2011.

15. Proposition de loi modifiant l'article 92 de la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre.

Déposée par M. Thierry Giet (**), Mme Sabien Lahaye-Battheu, M. Christian Brotcorne, Mme Carina Van Cauter, Mme Juliette Boulet, Mme Karine Lalieux, M. Renaat Landuyt, M. Olivier Henry, M. Stefaan Van Hecke, n°1239/1 du 21 février 2011.

16. Proposition de loi visant à limiter les fortes augmentations soudaines des primes des assurances hospitalisation.

Déposée par M. Bruno Tobback, Mme Myriam Vanlerberghe (**), M. Hans Bonte, Mme Ann Vanheste, Mme Meyrem Almaci, Mme Muriel Gerkens, n°1351/1 du 31 mars 2011.

17. Proposition de loi modifiant la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre, en ce qui concerne le libre choix des conseils dans le cadre de l'assurance protection juridique.

Déposée par Mme Liesbeth Van der Auwera, Mme Sonja Becq, M. Hendrik Bogaert, Mme Nahima Lanjri, M. Jef Van den Bergh, n°1433/1 du 5 mai 2011.

18. Proposition de loi modifiant le Code de commerce et la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre, concernant la prescription contre les mineurs dans le domaine des assurances.

Déposée par Mme Özlem Özen, Mme Julie Fernandez Fernandez, M. Olivier Henry, M. Rachid Madrane (**), n°1443/1 du 10 mai 2011.

Addendum, n°1443/2 du 17 mai 2011.

19. Proposition de loi modifiant la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre la discrimination entre les femmes et les hommes en ce qui concerne les assurances sur la vie.

Déposée par Mme Ann Vanheste, Mme Myriam Vanlerberghe (**), Mme Karin Temmerman, n°1483/1 du 19 mai 2011.

20. Proposition de résolution visant à lutter plus effectivement et plus efficacement contre le problème de la non-assurance automobile.

Déposée par M. Peter Logghe, M. Hagen Goyvaerts, Mme Barbara Pas, n°1761/1 du 28 septembre 2011.

21. Proposition de loi modifiant l'article 91bis de la loi relative au contrôle des entreprises d'assurances du 9 juillet 1975 aux fins d'y introduire la notion de société holding d'assurance mutuelle.
Déposée par M. Daniel Bacquelaine, Mme Kattrin Jadin, n°2126/1 du 26 mars 2012.

22. Proposition de loi modifiant la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre, concernant le don d'organes.
Déposée par Mme Catherine Fonck, Mme Ine Somers, Mme Valérie Warzée-Caverenne, Mme Marie-Claire Lambert, M. Benoît Lutgen, n°2348/1 du 9 juillet 2012.

23. Proposition de loi modifiant la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre.
Déposée par M. Franco Seminara, Mme Julie Fernandez Fernandez, M. Olivier Henry, Mme Karine Lalieux, Mme Isabelle Emmerly, Mme Maya Detiège, n°2484/1 du 9 novembre 2012.
Addendum, n°2484/2 du 28 mars 2013.

24. Proposition de loi relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de calamités naturelles pour les événements en plein air.
Déposée par Mme Liesbeth Van der Auwera, M. Jef Van den Bergh, M. Roel Deseyn, Mme Leen Dierick, Mme Nahima Lanjri, n°2540/1 du 4 décembre 2012.
Addendum, n°2540/2 du 17 décembre 2012.

25. Proposition de loi modifiant la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre, relative à l'instauration de la couverture obligatoire des dommages corporels des tiers dans l'assurance incendie risques simples.
Déposée par Mme Kattrin Jadin, Mme Marie-Christine Marghem, M. Daniel Bacquelaine, M. Willem-Frederik Schiltz, M. André Frédéric, n°2804/1 du 13 mai 2013.
Rapporteur(s) : Mme Ann Vanheste

26. Proposition de loi modifiant la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre en ce qui concerne l'assurance contre le chômage commercial.
Déposée par M. Peter Logghe, M. Hagen Goyvaerts, Mme Barbara Pas, n°2914/1 du 27 juin 2013.

27. Proposition de résolution visant à supprimer les discriminations non justifiables créées entre les preneurs d'assurance sur la base de caractéristiques personnelles ne résultant pas d'un choix.
Déposée par M. Jan Van Esbroeck, Mme Jacqueline Galant, M. Bart Somers, n°3024/1 du 24 septembre 2013.

ASSURANCE AUTOMOBILE

1. Proposition de loi imposant d'avertir le preneur de l'assurance obligatoire de la responsabilité en matière de véhicules automoteurs lorsque celle-ci ne couvre pas le conducteur.

Déposée par M. Christian Brotcorne n°185/1 du 20 septembre 2010.

2. Proposition de loi modifiant la loi du 21 novembre 1989 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité en matière de véhicules automoteurs en ce qui concerne l'introduction d'une vignette automobile.

Déposée par M. Peter Logghe, M. Hagen Goyvaerts, M. Gerolf Annemans, Mme Rita De Bont, Mme Barbara Pas, n°672/1 du 23 novembre 2010.

Rapporteur(s) : Mme Katrin Jadin

3. Proposition de loi modifiant la loi du 21 novembre 1989 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité en matière de véhicules automoteurs en ce qui concerne la vignette automobile.

Déposée par M. Peter Luykx, M. Peter Dedecker, M. Karel Uyttersprot, M. Flor Van Noppen, n°1070/1 du 19 janvier 2011.

Rapporteur(s) : Mme Katrin Jadin

4. Proposition de loi modifiant la législation relative à l'assurance automobile pour les jeunes conducteurs.

Déposée par M. Peter Logghe, M. Hagen Goyvaerts, Mme Barbara Pas, n°1075/1 du 19 janvier 2011.

Rapporteur(s) : Mme Katrin Jadin

5. Proposition de loi modifiant la législation en vue d'instaurer une assurance automobile d'un prix accessible pour les jeunes.

Déposée par Mme Liesbeth Van der Auwera, Mme Sonja Becq, Mme Nathalie Muylle, M. Raf Terwingen, M. Jef Van den Bergh, Mme Leen Dierick, n°1107/1 du 21 janvier 2011.

Rapporteur(s) : Mme Katrin Jadin

6. Proposition de loi modifiant la loi du 21 novembre 1989 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité en matière de véhicules automoteurs, en vue d'instaurer l'obligation d'apposer une vignette de manière apparente sur les véhicules assurés.

Déposée par M. Daniel Bacquelaine, Mme Jacqueline Galant, Mme Valérie De Bue, Mme Katrin Jadin, M. Denis Ducarme, n°1246/1 du 23 février 2011.

Rapporteur(s) : Mme Katrin Jadin

ASSURANCE D'INVALIDITE

1. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 20 juillet 1971 instituant une assurance indemnités et une assurance maternité en faveur des travailleurs indépendants et des conjoints aidants.

Déposée par Mme Muriel Gerkens, Mme Meyrem Almaci, Mme Zoé Genot, n°487/1 du 27 octobre 2010.

2. Proposition de loi modifiant, en vue de promouvoir la réinsertion socioprofessionnelle des travailleurs indépendants en incapacité de travail, l'arrêté royal du 20 juillet 1971 instituant une assurance indemnités et une assurance maternité en faveur des travailleurs indépendants et des conjoints aidants.

Déposée par Mme Meryame Kitir, Mme Maya Detiège, M. Hans Bonte, Mme Ann Vanheste, Mme Myriam Vanlerberghe (**), n°587/1 du 17 novembre 2010.

ASSURANCE MALADIE

1. Proposition de loi complétant la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre en vue d'améliorer la situation juridique de l'assuré dans le cadre d'une assurance maladie complémentaire.

Déposée par Mme Liesbeth Van der Auwera n°569/1 du 16 novembre 2010.

Rapporteur(s) : Mme Karine Lalieux

ASSURANCE OBLIGATOIRE

1. Proposition de loi portant diverses mesures complémentaires visant à satisfaire l'obligation d'assurance de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs.

Déposée par M. Christian Brotcorne n°187/1 du 20 septembre 2010.

ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE

1. Proposition de loi modifiant la loi du 21 novembre 1989 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité en matière de véhicules automoteurs, concernant la dérogation à l'assurance obligatoire responsabilité pour les fauteuils roulants électriques à destination des personnes handicapées.

Déposée par Mme Catherine Fonck n°3010/1 du 17 septembre 2013.

BAIL RURAL

1. Proposition de loi modifiant la loi sur le bail à ferme en ce qui concerne le congé donné par le bailleur.

Déposée par M. Herman De Croo, M. Mathias De Clercq, Mme Carina Van Cauter, Mme Sabien Lahaye-Battheu, n°1171/1 du 4 février 2011.

2. Proposition de loi modifiant la loi sur les baux à ferme en ce qui concerne le droit d'action du preneur en cas de vente du bien à une administration publique ou à une personne juridique de droit public.

Déposée par M. Bert Schoofs, M. Bruno Valkeniers, M. Peter Logghe, M. Hagen Goyvaerts, Mme Barbara Pas, n°1361/1 du 5 avril 2011.

BATEAU

1. Proposition de loi modifiant la loi du 4 août 1992 relative au crédit hypothécaire en ce qui concerne l'élargissement du champ d'application aux bâtiments de navigation intérieure autres que les bateaux d'intérieur immatriculés au registre des navires.

Déposée par M. Peter Dedecker, Mme Daphné Dumery, Mme Zuhail Demir, n°2558/1 du 12 décembre 2012.

Addendum, n°2558/2 du 17 décembre 2012.

BIEN-ETRE SOCIAL

1. Proposition de loi portant création d'une commission de prospective économique, sociale et environnementale en vue d'établir des indicateurs de prospérité.

Déposée par M. Yvan Mayeur, M. Thierry Giet (**), Mme Colette Burgeon, M. Olivier Henry, M. André Frédéric, n°1692/1 du 19 juillet 2011.

CHOMAGE

1. Proposition de résolution visant à créer un régime d'assurance libre de protection contre le chômage pour les indépendants.

Déposée par Mme Valérie Déom (**), M. Alain Mathot, M. Olivier Henry, M. Philippe Blanchart, Mme Linda Musin, M. Anthony Dufrane (**), n°143/1 du 13 septembre 2010.

Addendum, n°143/2 du 20 janvier 2011.

CREDIT

1. Proposition de loi modifiant la loi du 4 août 1992 relative au crédit hypothécaire afin d'établir une obligation d'information et de conseil dans le chef du prêteur et de l'intermédiaire de crédit et portant des mesures diverses.

Déposée par Mme Karine Lalieux, Mme Colette Burgeon, Mme Valérie Déom (**), M. André Frédéric, M. Thierry Giet (**), M. Olivier Henry, M. Philippe Blanchart, n°312/1 du 6 octobre 2010.

Reprise par Mme Laurence Meire, le 21 janvier 2014 en remplacement de Mme Valérie Déom (**).

Rapporteur(s) : M. Jef Van den Bergh

2. Proposition de loi modifiant la loi du 4 août 1992 relative au crédit hypothécaire et concernant le remboursement en situation de crise.

Déposée par M. David Clarinval, Mme Corinne De Permentier, Mme Kattrin Jadin, M. Denis Ducarme, n°638/1 du 19 novembre 2010.

3. Proposition de loi modifiant la loi du 4 août 1992 relative au crédit hypothécaire afin de diminuer l'indemnité en cas de remboursement anticipé total ou partiel.

Déposée par M. Joseph George, M. Christian Brotcorne, n°1383/1 du 7 avril 2011.

4. Proposition de loi modifiant la loi du 4 août 1992 relative au crédit hypothécaire, visant à permettre la suspension temporaire du remboursement d'un crédit hypothécaire en cas de perte d'emploi du preneur de crédit.

Déposée par M. Georges Gilkinet, Mme Meyrem Almaci, Mme Muriel Gerken, M. Stefaan Van Hecke, n°2559/1 du 12 décembre 2012.

5. Proposition de loi relative au microcrédit et modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992.

Déposée par Mme Karine Lalieux, Mme Isabelle Emmery, M. Mohammed Jabour, Mme Laurence Meire, n°3126/1 du 12 novembre 2013.

CREDIT A LA CONSOMMATION

1. Proposition de loi modifiant la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation.

Déposée par Mme Zoé Genot, Mme Meyrem Almaci, M. Fouad Lahssaini, M. Ronny Balcaen, M. Wouter De Vriendt, M. Eric Jadot, n°2384/1 du 19 juillet 2012.

DEVELOPPEMENT DURABLE

1. Proposition de loi modifiant la loi du 21 décembre 1994 portant des dispositions sociales et diverses et la loi du 5 mai 1997 relative à la coordination de la politique fédérale de développement durable, en ce qui concerne les indicateurs complémentaires pour la détermination du PIB.

Déposée par M. Olivier Deleuze (**), Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers, M. Kristof Calvo, Mme Meyrem Almaci, n°1511/1 du 26 mai 2011.

DISTRIBUTION COMMERCIALE

1. Proposition de loi modifiant la loi du 10 novembre 2006 relative aux heures d'ouverture dans le commerce, l'artisanat et les services et permettant aux communes de réglementer davantage les heures d'ouverture des commerces.

Déposée par M. Christian Brotcorne, Mme Annick Van Den Ende (**), Mme Marie-Martine Schyns (**), n°1705/1 du 28 juillet 2011.

Reprise par M. Joseph George, le 26 janvier 2012 en remplacement de Mme Annick Van Den Ende (**). Addendum, n°1705/2 du 26 janvier 2012.

Addendum, n°1705/3 du 16 février 2012.

Rapporteur(s) : M. Karel Uyttersprot

2. Proposition de loi modifiant l'article 16 de la loi du 10 novembre 2006 relative aux heures d'ouverture dans le commerce, l'artisanat et les services, concernant les heures d'ouverture en cas de nuisances occasionnées par des travaux publics.

Déposée par Mme Valérie Warzée-Caverenne, M. David Clarinval, Mme Jacqueline Galant, M. Daniel Bacquelaine, Mme Valérie De Bue, Mme Isabelle Emmery, M. Mathias De Clercq, n°2417/1 du 19 septembre 2012.

Addendum, n°2417/2 du 6 décembre 2012.

Rapporteur(s) : Mme Karine Lalieux

3. Proposition de loi modifiant la loi du 10 novembre 2006 relative aux heures d'ouverture dans le commerce, l'artisanat et les services afin de soumettre à autorisation communale l'exploitation des unités d'établissement bénéficiant de dérogations visées à l'article 16, § 2, de cette loi.

Déposée par Mme Isabelle Emmery, Mme Christiane Vienne, M. Anthony Dufrane (**), Mme Julie Fernandez Fernandez, n°2439/1 du 10 octobre 2012.

4. Proposition de loi modifiant la loi du 10 novembre 2006 relative aux heures d'ouverture dans le commerce, l'artisanat et les services.

Déposée par Mme Kattrin Jadin, Mme Valérie Warzée-Caverenne, M. Daniel Bacquelaine, n°3039/1 du 2 octobre 2013.

DISTRIBUTION DE L'ELECTRICITE

1. Proposition de résolution concernant l'organisation d'une adjudication publique en faveur de nouvelles capacités de production en vue de préparer l'avenir de l'approvisionnement en électricité.
Déposée par M. Kristof Calvo, M. Olivier Deleuze (**), n°1664/1 du 7 juillet 2011.

DROIT D'AUTEUR

1. Proposition de loi modifiant la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins.
Déposée par M. Renaat Landuyt n°40/1 du 29 juillet 2010.
2. Proposition de loi modifiant la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins en vue d'améliorer le statut juridique de l'auteur.
Déposée par Mme Liesbeth Van der Auwera, M. Jef Van den Bergh, n°197/1 du 22 septembre 2010.
3. Proposition de loi modifiant l'article 87 de la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins en ce qui concerne la responsabilité des intermédiaires lors d'atteintes au droit d'auteur et aux droits voisins.
Déposée par Mme Karine Lalieux, Mme Valérie Déom (**), M. Olivier Henry, M. Philippe Blanchart, Mme Linda Musin, n°1084/1 du 19 janvier 2011.
4. Proposition de loi favorisant la protection de la création culturelle sur Internet.
Déposée par M. David Clarinval, M. Denis Ducarme, Mme Kattrin Jadin, M. François-Xavier de Donnea, Mme Corinne De Permentier, n°1120/1 du 26 janvier 2011.
5. Proposition de loi visant à adapter la perception du droit d'auteur à l'évolution technologique tout en préservant le droit à la vie privée des usagers d'Internet.
Déposée par Mme Zoé Genot, Mme Meyrem Almaci, M. Eric Jadot, M. Stefaan Van Hecke, Mme Muriel Gerkens, n°1402/1 du 27 avril 2011.
6. Proposition de loi modifiant la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins afin d'élargir le champ des exceptions au droit d'auteur.
Déposée par Mme Karine Lalieux, Mme Karin Temmerman, Mme Isabelle Emmery, Mme Julie Fernandez Fernandez, M. Renaat Landuyt, Mme Ann Vanheste, n°2269/1 du 18 juin 2012.
7. Proposition de loi modifiant la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins en ce qui concerne l'exonération, pour les professionnels, de la redevance Auvibel.
Déposée par M. Peter Dedecker, Mme Cathy Coudyser, M. Karel Uyttersprot, M. Bert Wollants, n°2694/1 du 13 mars 2013.

8. Proposition de loi modifiant la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins en ce qui concerne la rémunération équitable et le fonctionnement des sociétés de gestion.
Déposée par M. Willem-Frederik Schiltz n°2882/1 du 12 juin 2013.

DROIT PENAL

1. Proposition de résolution visant à combattre les vols de métaux et plus particulièrement du cuivre.
Déposée par M. Anthony Dufrane (**), M. André Frédéric, Mme Karine Lalieux, Mme Linda Musin, M. Philippe Blanchart, M. Laurent Devin, n°425/1 du 20 octobre 2010.
Addendum, n°425/2 du 14 juillet 2011.

DROIT SUCCESSORAL

1. Proposition de loi modifiant la loi du 29 août 1988 relative au régime successoral des exploitations agricoles.
Déposée par M. Gerald Kindermans, Mme Nathalie Muylle, M. Jef Van den Bergh, n°768/1 du 3 décembre 2010.

2. Proposition de loi modifiant la loi du 29 août 1988 relative au régime successoral des exploitations agricoles en vue d'en promouvoir la continuité, afin de préciser le droit de reprise.
Déposée par Mme Sabien Lahaye-Battheu, Mme Carina Van Cauter, M. Willem-Frederik Schiltz, M. Mathias De Clercq, Mme Ine Somers, n°1118/1 du 26 janvier 2011.

EGALITE HOMME-FEMME

1. Proposition de résolution relative à l'entrepreneuriat féminin.
Déposée par Mme Kattrin Jadin n°1034/1 du 14 janvier 2011.

ENERGIE ELECTRIQUE

1. Proposition de résolution visant à développer en Belgique des accords de partenariat dans le domaine de l'énergie.
Déposée par M. David Clarinval, Mme Kattrin Jadin, M. Denis Ducarme, n°321/1 du 7 octobre 2010.

ENERGIE NUCLEAIRE

1. Proposition de loi établissant une taxe sur les combustibles nucléaires.
Déposée par Mme Liesbeth Van der Auwera, M. Raf Terwingen, Mme Catherine Fonck, M. Joseph George, n°1307/1 du 17 mars 2011.
Amendement de Mme Liesbeth Van der Auwera, n°1307/2 du 7 juin 2011.
Rapporteur(s) : Mme Karine Lalieux

2. Proposition de loi modifiant la loi du 22 juillet 1985 sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire et introduisant une responsabilité civile illimitée des exploitants d'installations nucléaires.
Déposée par M. Joseph George, Mme Catherine Fonck, n°1877/1 du 14 novembre 2011.

ENSEIGNEMENT

1. Proposition de loi modifiant la loi du 29 juin 1983 concernant l'obligation scolaire afin d'instaurer l'obligation scolaire à partir de l'âge de cinq ans.

Déposée par Mme Catherine Fonck, M. Melchior Wathelet, M. Joseph George, M. Christian Brotcorne, n°137/1 du 10 septembre 2010.

Addendum, n°137/2 du 16 septembre 2010.

2. Proposition de loi modifiant la loi du 29 juin 1983 concernant l'obligation scolaire, en ce qui concerne le début de l'obligation scolaire.

Déposée par Mme Karine Lalieux, M. Yvan Mayeur, M. André Frédéric, M. Olivier Henry, M. Philippe Blanchart, Mme Linda Musin, n°220/1 du 29 septembre 2010.

3. Proposition de loi modifiant la loi du 29 juin 1983 concernant l'obligation scolaire afin d'instaurer l'obligation scolaire à partir de l'âge de cinq ans.

Déposée par Mme Valérie De Bue, Mme Kattrin Jadin, M. Denis Ducarme, Mme Corinne De Permentier, n°748/1 du 1 décembre 2010.

4. Proposition de loi modifiant la loi du 29 juin 1983 concernant l'obligation scolaire.

Déposée par M. Bart Somers, M. Willem-Frederik Schiltz, M. Herman De Croo, n°1260/1 du 25 février 2011.

5. Proposition de loi modifiant la loi du 29 juin 1983 concernant l'obligation scolaire, abaissant l'âge du début de l'obligation scolaire.

Déposée par M. Olivier Maingain, M. Damien Thiéry, M. Bernard Clerfayt, n°2834/1 du 27 mai 2013.

ENTREPRISE COMMERCIALE

1. Proposition de loi modifiant la loi du 13 août 2004 relative à l'autorisation d'implantations commerciales en ce qui concerne l'obligation d'entendre les communes limitrophes.

Déposée par M. Peter Logghe, M. Bert Schoofs, M. Bruno Valkeniers, M. Hagen Goyvaerts, Mme Barbara Pas, n°998/1 du 11 janvier 2011.

2. Proposition de loi modifiant la loi du 10 novembre 2006 relative aux heures d'ouverture dans le commerce, l'artisanat et les services, concernant les heures d'ouverture des dancings.

Déposée par Mme Isabelle Emmery, Mme Christiane Vienne, M. Mohammed Jabour, Mme Laurence Meire, n°2682/1 du 4 mars 2013.

3. Proposition de loi modifiant la loi du 10 novembre 2006 relative aux heures d'ouverture dans le commerce, l'artisanat et les services, en vue d'autoriser la fermeture des dancings.

Déposée par Mme Kattrin Jadin, Mme Valérie Warzée-Caverenne, Mme Marie-Christine Marghem, M. Olivier Destrebecq, M. Daniel Bacquelaine, n°2829/1 du 23 mai 2013.

GAZ

1. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 28 juin 1971 déterminant les mesures de sécurité à prendre lors de l'établissement et dans l'exploitation des installations de distribution de gaz par canalisations.

Déposée par M. Joseph George n°263/1 du 4 octobre 2010.

2. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 28 juin 1971 déterminant les mesures de sécurité à prendre lors de l'établissement et dans l'exploitation des installations de distribution de gaz par canalisations.

Déposée par M. Olivier Deleuze (**), M. Kristof Calvo, n°1726/1 du 5 septembre 2011.

GUERRE

1. Proposition de résolution en faveur d'une augmentation de la participation financière de la Belgique au musée d'Auschwitz-Birkenau en Pologne.

Déposée par M. Denis Ducarme, Mme Corinne De Permentier, n°107/1 du 8 septembre 2010.

INDUSTRIE DE LA RESTAURATION

1. Proposition de loi modifiant la loi du 10 novembre 2006 relative aux heures d'ouverture dans le commerce, l'artisanat et les services, visant à autoriser les communes à réglementer davantage les heures d'ouverture des débits de boissons.

Déposée par M. Christian Brotcorne, Mme Catherine Fonck, M. Joseph George, Mme Marie-Martine Schyns (**), n°1724/1 du 1 septembre 2011.

Addendum, n°1724/2 du 26 janvier 2012.

Addendum, n°1724/3 du 26 février 2013.

Rapporteur(s) : Mme Valérie Warzée-Caverenne

2. Proposition de loi modifiant l'article 135 de la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988 en vue d'autoriser les communes à réglementer les heures d'ouverture des débits de boissons.

Déposée par Mme Myriam Delacroix-Rolin (**), M. Christian Brotcorne, Mme Catherine Fonck, Mme Marie-Martine Schyns (**), M. Joseph George, n°2099/1 du 8 mars 2012.

Addendum, n°2099/2 du 3 décembre 2012.

Addendum, n°2099/3 du 28 février 2013.

Avis du Conseil d'État, n°2099/4 du 28 mars 2013.

Rapporteur(s) : Mme Ann Vanheste

(Renvoi pour avis)

3. Proposition de résolution relative à une politique volontariste pour l'horeca.

Déposée par M. Jan Van Esbroeck, Mme Zuhail Demir, M. Karel Uyttersprot, Mme Veerle Wouters, Mme Nadia Sminate, Mme Daphné Dumery, n°2408/1 du 20 août 2012.

4. Proposition de loi modifiant les dispositions légales concernant les débits de boissons fermentées, coordonnées le 3 avril 1953, en ce qui concerne la possibilité, pour une autorité communale, de refuser d'accorder un avis positif.

Déposée par M. Vincent Van Quickenborne, M. Bart Somers, M. Frank Wilrycx, n°2750/1 du 16 avril 2013.

Addendum, n°2750/2 du 16 janvier 2014.

Rapporteur(s) : Mme Isabelle Emmery
(Renvoi pour avis)

INTERNET

1. Proposition de résolution visant la création d'un label "Offre légale.be" afin d'identifier clairement le caractère légal des offres en ligne en matière de téléchargement de contenus culturels sur Internet.

Déposée par M. Olivier Henry, Mme Karine Lalieux, n°1797/1 du 12 octobre 2011.

LUTTE ANTI-INCENDIE

1. Proposition de résolution relative à la prévention et à la limitation des incendies d'étable.

Déposée par Mme Rita De Bont, M. Filip De Man, Mme Annick Ponthier, M. Tanguy Veys, n°1516/1 du 27 mai 2011.

MARIAGE

1. Proposition de loi modifiant la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre en ce qui concerne la récompense due au patrimoine commun.

Déposée par Mme Liesbeth Van der Auwera, Mme Nahima Lanjri, M. Raf Terwingen, M. Jef Van den Bergh, Mme Leen Dierick, M. Joseph George, n°1917/1 du 30 novembre 2011.

Addendum, n°1917/2 du 23 octobre 2012.

MEDIATEUR

1. Proposition de résolution relative au service de médiation pour l'énergie.

Déposée par Mme Kattrin Jadin, M. David Clarinval, M. Denis Ducarme, n°298/1 du 6 octobre 2010.

NEGOCIANT

1. Proposition de loi introduisant une obligation d'identification pour le commerce de la ferraille.

Déposée par M. Jef Van den Bergh, Mme Liesbeth Van der Auwera, n°734/1 du 30 novembre 2010.

Addendum, n°734/2 du 21 janvier 2011.

ORDRE PUBLIC

1. Proposition de loi modifiant la loi du 10 novembre 2006 relative aux heures d'ouverture dans le commerce, l'artisanat et les services.

Déposée par Mme Leen Dierick, Mme Liesbeth Van der Auwera, n°2995/1 du 9 août 2013.

ORGANISATION DE LA PROFESSION

1. Proposition de loi réformant l'Ordre des Architectes.

Déposée par M. Hendrik Bogaert, Mme Liesbeth Van der Auwera, n°86/1 du 31 août 2010.

Rapporteur(s) : Mme Ann Vanheste

2. Proposition de loi réformant l'Ordre des Architectes.

Déposée par M. Peter Luykx, M. Jan Jambon, M. Karel Uyttensprot, M. Bert Wollants, M. Flor Van Noppen, n°864/1 du 17 décembre 2010.

Rapporteur(s) : Mme Ann Vanheste

3. Proposition de loi modifiant la loi du 26 juin 1963 créant un Ordre des architectes en ce qui concerne la création d'un Ordre des architectes francophones et germanophones et d'un Ordre des architectes flamands.

Déposée par M. Peter Logghe, M. Bruno Valkeniers, Mme Barbara Pas, M. Hagen Goyvaerts, n°892/1 du 22 décembre 2010.

Rapporteur(s) : Mme Ann Vanheste

4. Proposition de résolution en vue d'instaurer une représentation germanophone garantie au sein des instituts professionnels créés pour les professions intellectuelles prestataires de services.

Déposée par Mme Katrin Jadin n°1027/1 du 13 janvier 2011.

5. Proposition de loi sur les organismes chargés du contrôle de la profession d'architecte.

Déposée par Mme Katrin Jadin, M. Damien Thiéry, Mme Karine Lalieux, n°1275/1 du 3 mars 2011.

Rapporteur(s) : Mme Ann Vanheste

6. Proposition de loi modifiant la loi du 22 juillet 1953 créant un Institut des Réviseurs d'Entreprises et organisant la supervision publique de la profession, en ce qui concerne la création d'un Institut des réviseurs d'entreprises francophones et germanophones et d'un Institut des réviseurs d'entreprises flamands.

Déposée par M. Peter Logghe, M. Hagen Goyvaerts, Mme Barbara Pas, M. Bruno Valkeniers, n°1865/1 du 8 novembre 2011.

PENSIONS

1. Proposition de loi modifiant les conditions de prise de cours de la pension de retraite anticipée pour les travailleurs indépendants.

Déposée par M. Christian Brotcorne, M. Josy Arens, n°66/1 du 9 août 2010.

Addendum, n°66/2 du 28 septembre 2011.

2. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 19 décembre 1967 portant règlement général en exécution de l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants en vue de prendre en considération les trimestres où le travailleur indépendant a été dispensé du paiement de ses cotisations sociales dans le calcul de la pension.

Déposée par M. Christian Brotcorne n°71/1 du 9 août 2010.

3. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 22 décembre 1967 portant règlement général relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants visant à établir une égalité concernant les périodes assimilables du service militaire.

Déposée par M. Daniel Bacquelaine, Mme Valérie De Bue, M. Denis Ducarme, M. David Clarinval, n°428/1 du 20 octobre 2010.

4. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal n° 72 du 10 novembre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants afin de consacrer un droit d'accès anticipé à la pension de retraite pour les travailleurs indépendants handicapés.

Déposée par Mme Muriel Gerkens, Mme Zoé Genot, Mme Meyrem Almaci, n°490/1 du 27 octobre 2010.

5. Proposition de loi modifiant la réglementation en ce qui concerne les droits de pension des travailleurs indépendants.

Déposée par M. Mathias De Clercq, Mme Maggie De Block, M. Willem-Frederik Schiltz, Mme Carina Van Cauter, Mme Ine Somers, n°708/1 du 25 novembre 2010.

Rapporteur(s) : Mme Karine Lalieux

6. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal n° 72 du 10 novembre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants, en ce qui concerne les droits à la pension des indépendants à titre accessoire.

Déposée par Mme Carina Van Cauter, M. Willem-Frederik Schiltz, M. Mathias De Clercq, Mme Ine Somers, Mme Maggie De Block, M. Herman De Croo, Mme Katrin Jadin, n°1040/1 du 17 janvier 2011.

7. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 30 janvier 1997 relatif au régime de pension des travailleurs indépendants en application des articles 15 et 27 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions et de l'article 3, § 1er, 4°, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne, en ce qui concerne le coefficient de réduction.

Déposée par M. Hagen Goyvaerts, M. Peter Logghe, M. Guy D'haeseleer, Mme Barbara Pas, n°1089/1 du 20 janvier 2011.

8. Proposition de loi instaurant le crédit-pension.

Déposée par M. Willem-Frederik Schiltz, Mme Gwendolyn Rutten, M. Herman De Croo, Mme Carina Van Cauter, n°1229/1 du 17 février 2011.

Addendum, n°1229/2 du 20 septembre 2012.

9. Proposition de loi visant à supprimer le malus pension du régime de pension des travailleurs indépendants.

Déposée par Mme Katrin Jadin, Mme Valérie Warzée-Caverenne, M. Daniel Bacquelaine, M. David Clarinval, Mme Valérie De Bue, n°2181/1 du 10 mai 2012.

10. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 22 décembre 1967 portant règlement général relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants.

Déposée par M. Roland Defreyne (**), M. Mathias De Clercq, M. Luk Van Biesen, n°2278/1 du 21 juin 2012.

11. Proposition de loi améliorant le montant de la pension minimum de certains conjoints aidants.

Déposée par Mme Nathalie Muylle, Mme Leen Dierick, M. Jef Van den Bergh, M. Michel Doomst (**), M. Gerald Kindermans, Mme Liesbeth Van der Auwera, Mme Nik Van Gool, n°2611/1 du 22 janvier 2013.

Amendement de Mme Nathalie Muylle, Mme Nik Van Gool, n°2611/2 du 30 janvier 2013.

12. Proposition de loi améliorant la pension libre complémentaire des indépendants.

Déposée par Mme Nathalie Muylle, Mme Leen Dierick, M. Jef Van den Bergh, M. Michel Doomst (**), M. Gerald Kindermans, Mme Liesbeth Van der Auwera, Mme Catherine Fonck, M. Mathias De Clercq, Mme Nik Van Gool, n°2624/1 du 30 janvier 2013.

Addendum, n°2624/2 du 22 février 2013.

POLITIQUE ECONOMIQUE

1. Proposition de loi modifiant la loi du 10 novembre 2006 relative aux heures d'ouverture dans le commerce, l'artisanat et les services en vue d'étendre les heures d'ouverture.

Déposée par M. Vincent Van Quickenborne n°3489/1 du 26 mars 2014.

POLITIQUE ENERGETIQUE

1. Proposition de résolution relative aux pics du pétrole et du gaz.

Déposée par M. Olivier Deleuze (**), M. Kristof Calvo, n°1028/1 du 13 janvier 2011.

2. Proposition de résolution visant à garantir la sécurité d'approvisionnement en électricité en Belgique.

Déposée par Mme Muriel Gerkens, M. Kristof Calvo, n°2528/1 du 28 novembre 2012.

3. Proposition de loi relative à la mention du plan tarifaire le plus avantageux sur la facture de clôture des fournisseurs d'énergie.

Déposée par Mme Leen Dierick, M. Jenne De Potter, Mme Nahima Lanjri, Mme Nik Van Gool, M. Stefaan Vercamer, M. Joseph George, M. Willem-Frederik Schiltz, M. Frank Wilrycx, n°2907/1 du 25 juin 2013.

4. Proposition de résolution visant à étendre à l'ensemble du plan fédéral de sécurité d'approvisionnement électrique l'obligation d'élaborer un plan d'accompagnement social telle que prévue dans la loi du 31 janvier 2003 sur la sortie progressive de l'énergie nucléaire à des fins de production industrielle d'électricité.

Déposée par Mme Karine Lalieux, Mme Isabelle Emmery, M. Mohammed Jabour, Mme Linda Musin, n°3308/1 du 21 janvier 2014.

PRESTATION FAMILIALE

1. Proposition de loi modifiant la réglementation relative aux prestations familiales des travailleurs indépendants et visant l'égalisation des prestations familiales entre les travailleurs indépendants et salariés.

Déposée par M. Christian Brotcorne n°70/1 du 9 août 2010.

2. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 8 avril 1976 établissant le régime des prestations familiales en faveur des travailleurs indépendants.

Déposée par M. Guy D'haeseleer, M. Hagen Goyvaerts, M. Bert Schoofs, M. Bruno Valkeniers, M. Gerolf Annemans, M. Peter Logghe, Mme Barbara Pas, n°926/1 du 16 décembre 2010.

PRODUIT ALIMENTAIRE

1. Proposition de loi visant à promouvoir la restauration de qualité et la mise en valeur du savoir-faire des restaurateurs, des bouchers-charcutiers, des traiteurs-organisateurs de banquets et des artisans.

Déposée par Mme Laurence Meire, M. Mohammed Jabour, Mme Isabelle Emmery, Mme Karine Lalieux, n°3077/1 du 21 octobre 2013.

PROFESSION DE L'URBANISME

1. Proposition de résolution relative aux barèmes d'honoraires des architectes.

Déposée par M. Daniel Bacquelaine, Mme Valérie De Bue, M. Denis Ducarme, Mme Katrin Jadin, n°538/1 du 9 novembre 2010.

2. Proposition de loi modifiant la loi du 20 février 1939 sur la protection du titre et de la fonction d'architecte, visant à clarifier les incompatibilités inhérentes à l'exercice conjoint de la profession indépendante d'architecte et de celle d'architecte au sein d'établissements publics.

Déposée par Mme Katrin Jadin, Mme Valérie Warzée-Caverenne, M. Daniel Bacquelaine, Mme Laurence Meire, n°2857/1 du 4 juin 2013.

PROFESSION INDEPENDANTE

1. Proposition de résolution visant à mieux encadrer les demandes de garanties réelles et personnelles par les dispensateurs de crédit à l'occasion du financement d'activités d'indépendants.

Déposée par Mme Valérie Déom (**), M. Alain Mathot, M. Olivier Henry, M. Philippe Blanchart, Mme Karine Lalieux, M. Anthony Dufrane (**), n°144/1 du 13 septembre 2010.

Addendum, n°144/2 du 20 janvier 2011.

2. Proposition de loi modifiant la loi du 28 avril 2010 portant des dispositions diverses, visant à la création d'un Fonds solidaire d'aide au remplacement des indépendants.

Déposée par Mme Muriel Gerken, M. Stefaan Van Hecke, M. Georges Gilkinet, n°1547/1 du 7 juin 2011.

3. Proposition de loi élargissant, en ce qui concerne la protection de la résidence principale des travailleurs indépendants contre la saisie, le champ d'application de la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV).

Déposée par M. Roland Defreyne (**), Mme Carina Van Cauter, M. Mathias De Clercq, M. Herman De Croo, M. Luk Van Biesen, n°2188/1 du 10 mai 2012.

4. Proposition de résolution relative à la création d'un statut de candidat indépendant.

Déposée par M. Olivier Maingain, M. Damien Thiéry, M. Bernard Clerfayt, n°2650/1 du 19 février 2013.

5. Proposition de loi modifiant l'article 37 de l'arrêté royal du 19 décembre 1967 portant règlement général en exécution de l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants.

Déposée par Mme Valérie Warzée-Caverenne, Mme Kattrin Jadin, M. Daniel Bacquelaine, n°3038/1 du 2 octobre 2013.

6. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des indépendants, garantissant un système de bonification dans le calcul des cotisations sociales.

Déposée par Mme Valérie Warzée-Caverenne, Mme Kattrin Jadin, M. Daniel Bacquelaine, n°3079/1 du 23 octobre 2013.

PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

1. Proposition de résolution demandant la création d'un pictogramme clair pour les emballages qui peuvent être recyclés via les sacs PMC.

Déposée par Mme Linda Musin, M. André Frédéric, M. Yvan Mayeur, n°243/1 du 1 octobre 2010.

PROTECTION DU CONSOMMATEUR

1. Proposition de loi créant un Conseil fédéral des pratiques publicitaires et une Commission fédérale des litiges en matière de publicité.

Déposée par M. André Frédéric, Mme Colette Burgeon, M. Yvan Mayeur, M. Olivier Henry, n°165/1 du 14 septembre 2010.

2. Proposition de loi modifiant la loi du 10 août 2001 relative à la Centrale des Crédits aux Particuliers afin de mesurer l'endettement réel des consommateurs.

Déposée par M. André Frédéric, Mme Karine Lalieux, M. Yvan Mayeur, Mme Colette Burgeon, n°222/1 du 29 septembre 2010.

3. Proposition de résolution visant à renforcer la protection des consommateurs dans le marché libéralisé de l'électricité et du gaz.

Déposée par Mme Karine Lalieux, M. Philippe Blanchart, Mme Colette Burgeon, M. Olivier Henry, n°245/1 du 1 octobre 2010.

Rapporteur(s) : M. Peter Luykx

4. Proposition de loi réglementant le prix du livre.

Déposée par Mme Liesbeth Van der Auwera, M. Joseph George, n°254/1 du 1 octobre 2010.

5. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 3 avril 2003 relatif aux factures de fourniture d'électricité et de gaz.

Déposée par M. Joseph George n°266/1 du 4 octobre 2010.

Rapporteur(s) : M. Peter Luykx

6. Proposition de résolution relative au prix du gaz et de l'électricité.

Déposée par M. David Clarinval, Mme Katrin Jadin, M. Daniel Bacquelaine, M. Denis Ducarme, n°301/1 du 6 octobre 2010.

7. Proposition de loi relative à la sécurité des piscines privées.

Déposée par M. André Frédéric, M. Yvan Mayeur, Mme Marie-Claire Lambert, Mme Linda Musin, n°340/1 du 12 octobre 2010.

8. Proposition de loi insérant un article 83/1 dans la loi du 6 avril 2010 relative aux pratiques du marché et à la protection du consommateur en vue de réglementer les campagnes publicitaires précédant certaines fêtes annuelles.

Déposée par M. André Frédéric, Mme Karine Lalieux, Mme Linda Musin, Mme Julie Fernandez Fernandez, M. Olivier Henry, Mme Valérie Déom (**), n°400/1 du 15 octobre 2010.

9. Proposition de résolution protégeant le consommateur de la réception de services SMS payants et de la souscription tacite à un abonnement.

Déposée par Mme Valérie De Bue, Mme Katrin Jadin, M. Denis Ducarme, n°415/1 du 19 octobre 2010.

10. Proposition de loi visant à compléter la loi du 16 février 1994 régissant le contrat d'organisation de voyages et le contrat d'intermédiaire de voyages en vue de permettre aux consommateurs d'être mieux informés sur le type d'avion qui va les transporter.

Déposée par M. Daniel Bacquelaine, Mme Corinne De Permentier, M. Olivier Maingain, M. Damien Thiéry, Mme Katrin Jadin, M. Denis Ducarme, n°604/1 du 18 novembre 2010.

11. Proposition de loi modifiant la loi du 6 avril 2010 relative aux pratiques du commerce et à la protection du consommateur, en ce qui concerne l'offre conjointe de polices d'assurances.

Déposée par M. Peter Logghe, M. Hagen Goyvaerts, M. Bert Schoofs, Mme Rita De Bont, Mme Barbara Pas, n°673/1 du 23 novembre 2010.

12. Proposition de loi modifiant la législation en vue d'étendre la protection des clients finals de gaz et de l'électricité.

Déposée par M. Renaat Landuyt, Mme Ann Vanheste, n°692/1 du 25 novembre 2010.

Rapporteur(s) : M. Peter Luykx

13. Proposition de loi instaurant une taxe sur les bénéfices des centrales nucléaires amorties en vue d'assurer une meilleure ouverture du marché belge de l'électricité, de promouvoir les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique et de réduire le coût global de l'énergie.

Déposée par M. Olivier Deleuze (**), M. Kristof Calvo, n°732/1 du 30 novembre 2010.

Amendement de M. Olivier Deleuze (**), M. Kristof Calvo, n°732/2 du 7 juin 2011.

Amendement de M. Olivier Deleuze (**), M. Kristof Calvo, n°732/3 du 7 juin 2011.

Rapporteur(s) : Mme Ann Vanheste

14. Proposition de loi modifiant la loi sur le contrat d'assurance terrestre du 25 juin 1992 ainsi que la loi sur le crédit hypothécaire du 4 août 1992.

Déposée par M. Joseph George, M. Josy Arens, Mme Annick Van Den Ende (**), n°745/1 du 1 décembre 2010.

Addendum, n°745/2 du 16 février 2011.

Rapporteur(s) : M. Jef Van den Bergh

15. Proposition de loi modifiant la loi du 6 avril 2010 relative aux pratiques du marché et à la protection du consommateur en vue d'améliorer la lisibilité des contrats.

Déposée par M. Peter Logghe, M. Bruno Valkeniers, M. Hagen Goyvaerts, Mme Barbara Pas, n°887/1 du 22 décembre 2010.

16. Proposition de loi complétant la loi du 22 janvier 1945 sur la réglementation économique et les prix, portant un contrôle accru de l'évolution des prix.

Déposée par M. Peter Vanvelthoven n°960/1 du 7 décembre 2010.

17. Proposition de loi modifiant le Code civil en ce qui concerne le délai de réparation ou de remplacement de biens de consommation non conformes.

Déposée par M. Peter Logghe, Mme Barbara Pas, M. Hagen Goyvaerts, n°981/1 du 4 janvier 2011.

18. Proposition de loi modifiant la loi du 6 avril 2010 relative aux pratiques du marché et à la protection du consommateur, en ce qui concerne l'interdiction de la mise sur le marché et de la publicité de denrées alimentaires utilisant un nom de drogue ou incitant à leur consommation.

Déposée par Mme Catherine Fonck, Mme Annick Van Den Ende (**), Mme Myriam Delacroix-Rolin (**), n°992/1 du 6 janvier 2011.

Reprise par Mme Marie-Martine Schyns (**), le 16 février 2012 en remplacement de Mme Annick Van Den Ende (**).

Avis du Conseil d'État, n°992/2 du 28 février 2011.

19. Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne la publicité, la loi du 4 août 1992 relative au crédit hypothécaire.

Déposée par Mme Liesbeth Van der Auwera, Mme Sonja Becq, Mme Leen Dierick, Mme Nathalie Muylle, M. Raf Terwingen, M. Jef Van den Bergh, n°1038/1 du 18 janvier 2011.

Rapporteur(s) : M. Jef Van den Bergh

20. Proposition de loi modifiant la législation en ce qui concerne les compétences du Service de médiation pour l'énergie et l'instauration d'un modèle de facture pour la fourniture d'électricité et de gaz aux utilisateurs finals.

Déposée par Mme Liesbeth Van der Auwera, Mme Nathalie Muylle, M. Jef Van den Bergh, n°1086/1 du 20 janvier 2011.

Rapporteur(s) : M. Peter Luykx

21. Proposition de loi modifiant la loi-cadre du 3 août 2007 relative aux professions intellectuelles prestataires de services en ce qui concerne le traitement des plaintes.

Déposée par Mme Liesbeth Van der Auwera, Mme Sabien Lahaye-Battheu, M. Willem-Frederik Schiltz, M. Raf Terwingen, M. Jef Van den Bergh, Mme Kristien Van Vaerenbergh, M. Servais Verherstraeten, n°1274/1 du 2 mars 2011.

22. Proposition de loi modifiant la loi du 16 février 1994 régissant le contrat d'organisation de voyages et le contrat d'intermédiaire de voyages, en ce qui concerne le contrat de transport aérien.

Déposée par Mme Liesbeth Van der Auwera, Mme Nahima Lanjri, Mme Nathalie Muylle, M. Raf Terwingen, M. Jef Van den Bergh, n°1281/1 du 8 mars 2011.

23. Proposition de loi visant à instaurer un contrôle accru de l'évolution des prix.

Déposée par M. Bruno Tobback, Mme Karine Lalieux, M. Peter Vanvelthoven, M. Olivier Henry, n°1301/1 du 17 mars 2011.

24. Proposition de loi modifiant la loi du 6 avril 2010 relative aux pratiques du marché et à la protection du consommateur concernant le décompte annuel des intérêts d'épargne.

Déposée par Mme Karine Lalieux, M. Philippe Blanchart, M. Olivier Henry, Mme Linda Musin, M. Anthony Dufrane (**), n°1335/1 du 30 mars 2011.

25. Proposition de loi modifiant la loi du 6 avril 2010 relative aux pratiques du marché et à la protection du consommateur et la loi du 11 mars 2003 sur certains aspects juridiques de la société de l'information, en vue d'améliorer les dispositions protectrices des jeunes consommateurs.

Déposée par M. Joseph George, M. Christian Brotcorne, n°1384/1 du 8 avril 2011.

26. Proposition de loi modifiant la législation relative à l'organisation du marché de l'électricité et du gaz, en ce qui concerne le modèle de facture.

Déposée par M. Kristof Calvo, M. Olivier Deleuze (**), n°1392/1 du 15 avril 2011.

Reprise par Mme Muriel Gerken, le 16 juillet 2013 en remplacement de M. Olivier Deleuze (**).

Amendement de Mme Muriel Gerken, M. Kristof Calvo, n°1392/3 du 17 juillet 2013.

27. Proposition de loi étendant le champ d'application de la loi du 6 avril 2010 relative aux pratiques du marché et à la protection du consommateur aux titulaires d'une profession libérale, aux dentistes et aux kinésithérapeutes.

Déposée par M. Peter Logghe, M. Hagen Goyvaerts, Mme Barbara Pas, n°1643/1 du 30 juin 2011.

28. Proposition de loi visant à réglementer davantage les ouvertures de crédit.

Déposée par M. Josy Arens, Mme Annick Van Den Ende (**), n°1810/1 du 14 octobre 2011.

Reprise par Mme Marie-Martine Schyns (**), le 16 février 2012 en remplacement de Mme Annick Van Den Ende (**).

29. Proposition de loi modifiant la loi du 2 août 2002 relative à la publicité trompeuse et à la publicité comparative, aux clauses abusives et aux contrats à distance en ce qui concerne les professions libérales.

Déposée par Mme Liesbeth Van der Auwera, M. Jef Van den Bergh, M. Jenne De Potter, M. Joseph George, n°2017/1 du 25 janvier 2012.

Rapporteur(s) : M. Peter Luyckx

30. Proposition de loi interdisant aux fournisseurs d'énergie de refuser d'approvisionner les clients résidentiels qui sont ou ont été desservis par le gestionnaire de réseau.

Déposée par M. Gerald Kindermans, Mme Sonja Becq, M. Jenne De Potter, M. Roel Deseyn, M. Stefaan Vercamer, n°2027/1 du 30 janvier 2012.

Addendum, n°2027/2 du 2 février 2012.

31. Proposition de loi modifiant la loi du 6 avril 2010 relative aux pratiques du marché et à la protection du consommateur, concernant l'information des consommateurs en matière d'obsolescence de biens de consommation.

Déposée par M. Ronny Balcaen, Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers, Mme Meyrem Almaci, M. Kristof Calvo, M. Wouter De Vriendt, Mme Juliette Boulet, M. Stefaan Van Hecke, Mme Muriel Gerken, Mme Zoé Genot, M. Olivier Deleuze (**), n°2060/1 du 14 février 2012.

32. Proposition de loi modifiant la loi du 9 février 1994 relative à la sécurité des produits et des services, visant la prévention de l'obsolescence.

Déposée par Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers, M. Ronny Balcaen, Mme Meyrem Almaci, n°2061/1 du 14 février 2012.

Rapporteur(s) : Mme Isabelle Emmery

33. Proposition de loi modifiant la loi du 16 février 1994 régissant le contrat d'organisation de voyages et le contrat d'intermédiaire de voyages en ce qui concerne la vente de bons de valeur.

Déposée par Mme Liesbeth Van der Auwera, M. Jef Van den Bergh, n°2071/1 du 16 février 2012. Avis du Conseil d'État, n°2071/2 du 2 avril 2012.

34. Proposition de loi modifiant la loi du 6 avril 2010 relative aux pratiques du marché et à la protection du consommateur, instaurant un avertissement sanitaire sur les publicités.

Déposée par Mme Marie-Martine Schyns (**), M. Joseph George, M. Georges Dallemagne, n°2159/1 du 20 avril 2012.

35. Proposition de loi du 6 avril 2010 relative aux pratiques du marché et à la protection du consommateur et portant création de la Commission de Régulation de la Publicité.

Déposée par M. Ronny Balcaen, M. Kristof Calvo, Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers, n°2242/1 du 7 juin 2012.

36. Proposition de loi modifiant la loi du 6 avril 2010 relative aux pratiques du marché et à la protection du consommateur, concernant les images corporelles retouchées.

Déposée par Mme Jacqueline Galant n°2939/1 du 10 juillet 2013.

37. Proposition de loi relative à la disponibilité des informations aux consommateurs relatives aux taxes de circulation lors de la mise sur le marché de voitures.

Déposée par M. Jef Van den Bergh, M. Joseph George, n°2994/1 du 9 août 2013.

Addendum, n°2994/2 du 25 octobre 2013.

38. Proposition de loi modifiant la loi du 20 décembre 2002 relatif au recouvrement amiable des dettes du consommateur, en vue de lutter contre les abus.

Déposée par Mme Isabelle Emmery, Mme Özlem Özen, M. Mohammed Jabour, Mme Laurence Meire, M. Christian Brotcorne, n°3220/1 du 4 décembre 2013.

Addendum, n°3220/2 du 5 décembre 2013.

39. Proposition de loi modifiant la loi du 6 avril 2010 relative aux pratiques du marché et à la protection du consommateur afin de mieux encadrer les allégations relatives à la cuisson et à la fraîcheur des produits de boulangerie et de viennoiserie.

Déposée par M. Ronny Balcaen, Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers, M. Wouter De Vriendt, n°3293/1 du 16 janvier 2014.

RECHERCHE SCIENTIFIQUE

1. Proposition de résolution relative aux nanotechnologies.

Déposée par M. Denis Ducarme, Mme Kattrin Jadin, M. David Clarinval, Mme Corinne De Permentier, n°828/1 du 15 décembre 2010.

REGIONALISATION

1. Proposition de résolution relative à la défédéralisation des établissements scientifiques et culturels fédéraux.

Déposée par M. Peter Logghe, M. Hagen Goyvaerts, Mme Barbara Pas, M. Bruno Valkeniers, n°1054/1 du 18 janvier 2011.

RESOLUTION DU PARLEMENT

1. Proposition de résolution visant à développer un label "Made in the European Union".

Déposée par M. Denis Ducarme, Mme Corinne De Permentier, M. Charles Michel, n°3153/1 du 26 novembre 2013.

RESPONSABILITE CIVILE

1. Proposition de loi modifiant diverses dispositions relatives au régime d'indemnisation des usagers de la route les plus vulnérables.

Déposée par M. Daniel Bacquelaine, Mme Valérie De Bue, Mme Corinne De Permentier, Mme Jacqueline Galant, Mme Katrin Jadin, M. Denis Ducarme, n°641/1 du 19 novembre 2010.

SANTE PUBLIQUE

1. Proposition de résolution visant à mieux encadrer l'utilisation des bancs solaires.

Déposée par Mme Marie-Martine Schyns (**), M. Joseph George, Mme Catherine Fonck, n°2676/1 du 28 février 2013.

Addendum, n°2676/2 du 5 mars 2013.

2. Proposition de résolution visant à renforcer la prévention des risques liés à l'utilisation des rayons UV à caractère esthétique.

Déposée par Mme Colette Burgeon, Mme Laurence Meire, M. Franco Seminara, M. Mohammed Jabour, Mme Marie-Claire Lambert, Mme Isabelle Emmery, M. Yvan Mayeur, Mme Karine Lalieux, n°2688/1 du 6 mars 2013.

SECURITE NUCLEAIRE

1. Proposition de résolution visant à garantir le respect des obligations de sûreté, de démantèlement, de financement et de gestion des déchets nucléaires en cas de faillite des entreprises ou d'arrêt anticipé de leurs activités.

Déposée par Mme Muriel Gerkens, M. Kristof Calvo, M. Georges Gilkinet, M. Ronny Balcaen, n°2531/1 du 28 novembre 2012.

Rapporteur(s) : Mme Karine Lalieux

SECURITE SOCIALE

1. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants en vue de réformer le fonctionnement de la Commission des dispenses de cotisations.

Déposée par M. Christian Brotcorne n°760/1 du 2 décembre 2010.

2. Proposition de loi tendant à modifier l'arrêté royal du 20 juillet 1971 instituant une assurance indemnités et une assurance maternité en faveur des travailleurs indépendants et des conjoints aidants.

Déposée par M. Daniel Bacquelaine, Mme Valérie De Bue, M. David Clarinval, M. François-Xavier de Donnea, Mme Kattrin Jadin, M. Denis Ducarme, Mme Corinne De Permentier, n°862/1 du 17 décembre 2010.

Addendum, n°862/2 du 25 janvier 2011.

3. Proposition de loi modifiant la réglementation en ce qui concerne le repos de maternité des travailleurs indépendants et des conjoints aidants.

Déposée par M. Guy D'haeseleer, M. Peter Logghe, M. Hagen Goyvaerts, Mme Barbara Pas, M. Bert Schoofs, M. Bruno Valkeniers, n°1076/1 du 19 janvier 2011.

4. Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne la durée de l'assurance, l'arrêté royal du 18 novembre 1996 instaurant une assurance sociale en faveur des travailleurs indépendants en cas de faillite et des personnes assimilées, en application des articles 29 et 49 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions.

Déposée par M. Peter Logghe, M. Bruno Valkeniers, M. Hagen Goyvaerts, Mme Rita De Bont, Mme Barbara Pas, n°1090/1 du 20 janvier 2011.

5. Proposition de loi modifiant la loi du 30 décembre 1992 portant des dispositions sociales et diverses en ce qui concerne la suppression de la cotisation à charge des sociétés.

Déposée par M. Guy D'haeseleer, M. Hagen Goyvaerts, M. Bruno Valkeniers, M. Peter Logghe, Mme Barbara Pas, n°1200/1 du 10 février 2011.

6. Proposition de loi concernant l'assurance sociale des indépendants en cas de faillite.

Déposée par Mme Muriel Gerkens, Mme Meyrem Almaci, M. Georges Gilkinet, M. Wouter De Vriendt, n°1762/1 du 28 septembre 2011.

7. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants.

Déposée par Mme Kristien Van Vaerenbergh, M. Peter Dedecker, M. Karel Uyttersprot, Mme Miranda Van Eetvelde, n°1765/1 du 30 septembre 2011.

8. Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne les cotisations sociales, l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants.

Déposée par M. Mathias De Clercq, Mme Maggie De Block, Mme Carina Van Cauter, n°1858/1 du 31 octobre 2011.

9. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 19 décembre 1967 portant règlement général en exécution de l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants, en ce qui concerne la mensualisation des cotisations sociales.

Déposée par Mme Reinilde Van Moer, M. Karel Uyttersprot, Mme Karolien Grosemans, Mme Nadia Sminate, n°1900/1 du 23 novembre 2011.

10. Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne la dispense de cotisations, l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants.

Déposée par M. Bert Schoofs, M. Guy D'haeseleer, Mme Rita De Bont, Mme Barbara Pas, n°2086/1 du 27 février 2012.

11. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants, concernant l'immunisation de cotisations sociales pour les aides à la première installation des indépendants.

Déposée par Mme Marie-Martine Schyns (**) n°2258/1 du 13 juin 2012.

Reprise par Mme Catherine Fonck, le 10 juillet 2013 en remplacement de Mme Marie-Martine Schyns (**).

12. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants en vue de lutter contre l'usage impropre du statut de travailleur indépendant à titre complémentaire dans le cadre du statut social des travailleurs indépendants.

Déposée par Mme Nahima Lanjri, M. Roel Deseyn, M. Stefaan Vercamer, n°2356/1 du 12 juillet 2012.

13. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants, visant la non prise en compte de la prime "Impulseo" dans le calcul des cotisations sociales.

Déposée par M. David Clarinval, M. Daniel Bacquelaine, Mme Kattrin Jadin, Mme Valérie Warzée-Caverenne, Mme Valérie De Bue, Mme Corinne De Permentier, Mme Jacqueline Galant, M. Luc Gustin, M. Denis Ducarme, M. Charles Michel, n°3142/1 du 21 novembre 2013.

Addendum, n°3142/2 du 26 novembre 2013.

SOCIETE

1. Proposition de loi modifiant la loi du 30 décembre 1992 portant des dispositions sociales et diverses en ce qui concerne l'exonération de la cotisation annuelle pour le statut social des travailleurs indépendants accordée aux sociétés de personnes débutantes.

Déposée par M. Hendrik Bogaert, M. Jenne De Potter, M. Carl Devlies, n°1879/1 du 14 novembre 2011.

Reprise par M. Carl Devlies, n°1879/2 du 15 février 2012 en remplacement de M. Hendrik Bogaert.

Addendum, n°1879/3 du 29 février 2012.

SPORT

1. Proposition de loi réglementant la profession d'intermédiaire sportif.

Déposée par M. Denis Ducarme, Mme Kattrin Jadin, M. David Clarinval, M. François-Xavier de Donnea, Mme Corinne De Permentier, n°975/1 du 3 janvier 2011.

TRANSPORT ROUTIER

1. Proposition de résolution visant à organiser une base de données, consultable par les citoyens, reprenant toutes les informations relatives aux licences, agréments et respect des normes de sécurité des autocars dits de services occasionnels.

Déposée par Mme Valérie Warzée-Caverenne, M. Daniel Bacquelaine, Mme Jacqueline Galant, M. Denis Ducarme, Mme Valérie De Bue, Mme Kattrin Jadin, M. Philippe Goffin, n°2573/1 du 14 décembre 2012.

TRAVAIL

1. Proposition de loi complétant l'arrêté royal du 9 mai 2007 relatif à l'occupation au travail le dimanche dans les magasins de détail et les salons de coiffure situés dans les stations balnéaires et climatiques ainsi que dans les centres touristiques.

Déposée par Mme Meryame Kitir n°1454/1 du 12 mai 2011.

TRAVAUX PUBLICS

1. Proposition de loi modifiant la loi du 3 décembre 2005 instaurant une indemnité compensatoire de pertes de revenus en faveur des travailleurs indépendants victimes de nuisances dues à la réalisation de travaux sur le domaine public.

Déposée par Mme Ann Vanheste, M. David Geerts, Mme Karin Temmerman, Mme Caroline Gennez, M. Renaat Landuyt, Mme Myriam Vanlerberghe (**), M. Karel Uyttersprot, n°1484/1 du 19 mai 2011.

Errata, n°1484/2 du 24 mai 2011.

Rapporteur(s) : Mme Karine Lalieux

2. Proposition de loi modifiant la loi du 3 décembre 2005 instaurant une indemnité compensatoire de pertes de revenus en faveur des travailleurs indépendants victimes de nuisances dues à la réalisation de travaux sur le domaine public.

Déposée par M. Mathias De Clercq, Mme Ine Somers, M. Herman De Croo, n°1623/1 du 23 juin 2011.

Rapporteur(s) : Mme Karine Lalieux

3. Proposition de loi modifiant la loi du 3 décembre 2005 instaurant une indemnité compensatoire de pertes de revenus en faveur des travailleurs indépendants victimes de nuisances dues à la réalisation de travaux sur le domaine public en ce qui concerne les conditions d'octroi et différents aspects procéduraux.

Déposée par Mme Leen Dierick, M. Mathias De Clercq, M. Jenne De Potter, M. Joseph George, Mme Liesbeth Van der Auwera, Mme Nik Van Gool, n°2908/1 du 26 juin 2013.

Commission chargée des Problèmes de Droit commercial et économique

BAIL COMMERCIAL

1. Proposition de loi modifiant le Code civil en ce qui concerne la résiliation d'un bail commercial pour non-respect d'une obligation d'achat.

Déposée par M. David Geerts, Mme Ann Vanheste, n°1398/1 du 27 avril 2011.

Amendements de M. David Geerts, Mme Ann Vanheste, n°1398/2 du 17 mai 2011. Avis du Conseil d'État, n°1398/3 du 27 mai 2011.

Rapporteur(s) : M. Guy Coëme (**)

2. Proposition de loi modifiant le Code civil en ce qui concerne la résiliation d'un bail commercial pour non-respect d'une obligation d'achat.

Déposée par Mme Barbara Pas, M. Peter Logghe, M. Bert Schoofs, n°1446/1 du 11 mai

2011. Avis du Conseil d'État, n°1446/2 du 27 mai 2011.

Rapporteur(s) : M. Guy Coëme (**)

DROIT COMMERCIAL

1. Proposition de loi modifiant le Code des sociétés, concernant les normes et les valeurs coopératives.

Déposée par Mme Laurence Meire, Mme Karin Temmerman, n°3054/1 du 8 octobre 2013.

EGALITE HOMME-FEMME

1. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 30 janvier 2001 portant exécution du Code des sociétés.

Déposée par Mme Valérie Déom (**), Mme Özlem Özen, M. Olivier Henry, M. Guy Coëme (**), n°740/1 du 30 novembre 2010.

Rapport de Mme Marie-Martine Schyns (**), n°740/2 du 27 février 2012.

ENTREPRISE

1. Proposition de loi visant à assurer l'indemnisation en équité du trouble grave et anormal causé dans le cadre de la responsabilité sociétale des entreprises.

Déposée par M. Joseph George, M. Christian Brotcorne, n°2722/1 du 22 mars 2013.

ENTREPRISE PUBLIQUE

1. Proposition de résolution visant à modérer les rémunérations des dirigeants des entreprises publiques autonomes.

Déposée par Mme Christiane Vienne, Mme Linda Musin, Mme Karine Lalieux, M. Olivier Henry, M. Yvan Mayeur, M. Guy Coëme (**), M. Anthony Dufrane (**), M. André Frédéric, M. Laurent Devin, n°1397/1 du 26 avril 2011.

Rapporteur(s) : Mme Zuhail Demir

2. Proposition de résolution visant à lier le salaire variable des dirigeants des entreprises publiques autonomes à la réalisation d'objectifs qualitatifs en matière de missions de service public.

Déposée par Mme Karine Lalieux, Mme Linda Musin, M. André Frédéric, M. Anthony Dufrane (**), n°1649/1 du 1 juillet 2011.

3. Proposition de résolution visant à limiter les salaires des patrons des entreprises publiques.
Déposée par M. David Clarinval, Mme Marie-Christine Marghem, M. Charles Michel, n°2204/1 du 21 mai 2012.

4. Proposition de loi modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques en ce qui concerne la désignation d'administrateurs indépendants.
Déposée par M. Bruno Tuybens n°2244/1 du 7 juin 2012.
Rapporteur(s) : M. Karel Uyttersprot

FAILLITE

1. Proposition de loi modifiant la loi du 8 août 1997 sur les faillites, le Code judiciaire et la loi du 31 janvier 2009 relative à la continuité des entreprises et réformant le régime de la décharge des cautions en matière de faillite.
Déposée par M. Joseph George n°167/1 du 16 septembre 2010.

2. Proposition de loi visant à compléter l'article 46 de la loi du 8 août 1997 sur les faillites.
Déposée par M. Joseph George, M. Christian Brotcorne, n°172/1 du 17 septembre 2010.

3. Proposition de loi complétant la loi sur les faillites en cas de faillite de maisons de repos et de soins.
Déposée par Mme Liesbeth Van der Auwera n°198/1 du 22 septembre 2010.

4. Proposition de loi modifiant la législation en ce qui concerne la réforme du régime de la décharge des cautions en matière de faillite.
Déposée par M. Raf Terwingen, Mme Leen Dierick, Mme Liesbeth Van der Auwera, n°1018/1 du 13 janvier 2011.

5. Proposition de loi modifiant la loi du 31 janvier 2009 relative à la continuité des entreprises en ce qui concerne l'homologation de l'accord amiable.
Déposée par Mme Liesbeth Van der Auwera, Mme Sonja Becq, Mme Leen Dierick, Mme Nathalie Muylle, M. Raf Terwingen, M. Jef Van den Bergh, n°1037/1 du 18 janvier 2011.

6. Proposition de loi modifiant la loi sur les faillites du 8 août 1997 en ce qui concerne l'excusabilité des ex-conjoints.
Déposée par M. Raf Terwingen, Mme Leen Dierick, Mme Liesbeth Van der Auwera, n°1600/1 du 16 juin 2011.

7. Proposition de loi modifiant la loi du 8 août 1997 sur les faillites, le Code judiciaire et la loi du 31 janvier 2009 relative à la continuité des entreprises et réformant le régime de la décharge des cautions en matière de faillite.

Déposée par M. Joseph George n°2407/1 du 30 août 2012.

Rapporteur(s) : M. Karel Uyttersprot

8. Proposition de loi modifiant la loi du 8 août 1997 sur les faillites.

Déposée par Mme Carina Van Cauter, M. Frank Wilrycx, n°2669/1 du 26 février 2013.

Addendum, n°2669/2 du 14 mars 2013.

9. Proposition de loi modifiant la loi du 8 août 1997 sur les faillites, en ce qui concerne la désignation de curateurs.

Déposée par M. Koenraad Degroote, Mme Sophie De Wit, Mme Sarah Smeyers, M. Karel Uyttersprot, Mme Kristien Van Vaerenbergh, n°2717/1 du 20 mars 2013.

Rapporteur(s) : M. Frank Wilrycx

10. Proposition de loi visant à adapter la procédure de réorganisation judiciaire aux spécificités du secteur agricole.

Déposée par M. David Clarinval, Mme Jacqueline Galant, M. Luc Gustin, Mme Valérie Warzée-Caverenne, M. Denis Ducarme, n°2889/1 du 19 juin 2013.

IMPOT

1. Proposition de loi visant à lutter contre les parachutes dorés et les rémunérations excessives.

Déposée par M. Stefaan Van Hecke, Mme Muriel Gerken, M. Kristof Calvo, M. Georges Gilkinet, Mme Meyrem Almaci, Mme Zoé Genot, n°1336/1 du 30 mars 2011.

Errata, n°1336/2 du 13 septembre 2011.

Rapporteur(s) : Mme Zuhail Demir

IMPOT DIRECT

1. Proposition de loi complétant l'article 198 du Code des impôts sur les revenus 1992 afin de décourager l'utilisation abusive des rémunérations variables.

Déposée par M. Josy Arens, M. Joseph George, n°1447/1 du 11 mai 2011.

Rapporteur(s) : Mme Christiane Vienne

POLITIQUE AGRICOLE

1. Proposition de loi relative aux procédures collectives visant à assurer le maintien des exploitations et de l'emploi dans le secteur agricole.

Déposée par M. Jean-Marc Delizée, Mme Laurence Meire, n°2737/1 du 3 avril 2013.

Rapporteur(s) : Mme Leen Dierick

PROFESSION INDEPENDANTE

1. Proposition de loi visant à créer une "allocation-rebond" pour les indépendants en difficultés.

Déposée par Mme Muriel Gerken, M. Stefaan Van Hecke, M. Georges Gilkinet, n°2693/1 du 12 mars 2013.

Rapporteur(s) : M. Karel Uyttersprot, M. Bruno Tuybens

PROTECTION DU CONSOMMATEUR

1. Proposition de loi modifiant la loi du 6 avril 2010 relative aux pratiques du marché et à la protection du consommateur.

Déposée par M. Thierry Giet (**), Mme Valérie Déom (**), M. Christian Brotcorne, M. Renaat Landuyt, M. Stefaan Van Hecke, Mme Liesbeth Van der Auwera, Mme Marie-Christine Marghem, Mme Juliette Boulet, Mme Sabien Lahaye-Battheu, M. Mathias De Clercq, n°831/1 du 15 décembre 2010.

Addendum, n°831/2 du 21 février 2011.

Amendement de M. Thierry Giet (**), M. Renaat Landuyt, n°831/3 du 15 mars 2011.

Amendement de Mme Liesbeth Van der Auwera, Mme Leen Dierick, M. Karel Uyttersprot, M. David Clarinval, M. Mathias De Clercq, n°831/4 du 29 mars 2011.

Rapporteur(s) : M. David Clarinval

2. Proposition de loi modifiant la réglementation concernant la garantie d'achèvement de travaux exécutés par des entrepreneurs agréés et par des personnes autres que des entrepreneurs agréés.

Déposée par Mme Liesbeth Van der Auwera, M. Jef Van den Bergh, n°2072/1 du 16 février 2012.

SOCIETE

1. Proposition de loi modifiant le Code des sociétés et la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, en ce qui concerne la modération et la justification de la rémunération variable des dirigeants.

Déposée par M. Guy Coëme (**), Mme Christiane Vienne, Mme Valérie Déom (**), M. Olivier Henry, M. Yvan Mayeur, M. Alain Mathot, n°1395/1 du 26 avril 2011.

Rapporteur(s) : Mme Muriel Gerken

2. Proposition de loi modifiant le Code des sociétés et la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, en ce qui concerne la publication des écarts de rémunérations.

Déposée par M. Olivier Henry, Mme Christiane Vienne, Mme Valérie Déom (**), M. Guy Coëme (**), M. Yvan Mayeur, M. Alain Mathot, n°1396/1 du 26 avril 2011.

Rapporteur(s) : Mme Zuhail Demir

3. Proposition de loi modifiant le Code des sociétés et la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, instaurant des bonus aux travailleurs en cas d'importantes rémunérations variables des dirigeants.

Déposée par M. David Clarinval, M. Philippe Goffin, n°2108/1 du 15 mars 2012.

SOCIÉTÉ SANS BUT LUCRATIF

1. Proposition de loi modifiant l'arrêté-loi du 30 janvier 1947 fixant le statut de création et de fonctionnement de centres chargés de promouvoir et de coordonner le progrès technique des diverses branches de l'économie nationale, par la recherche scientifique, en vue d'accroître la transparence des centres collectifs.

Déposée par M. Karel Uyttersprot, Mme Cathy Coudyser, M. Peter Dedecker, M. Flor Van Noppen, n°2486/1 du 9 novembre 2012.

Amendement de M. Karel Uyttersprot, Mme Veerle Wouters, Mme Cathy Coudyser, Mme Sophie De Wit, n°2486/2 du 18 mars 2014.

Rapporteur(s) : M. Jean-Marc Delizée

TRAVAIL

1. Proposition de loi instaurant l'obligation, pour les sociétés cotées en bourse, de rédiger un rapport social.

Déposée par M. Dirk Van der Maelen, M. Hans Bonte, Mme Meryame Kitir, Mme Christiane Vienne, n°1337/1 du 30 mars 2011.

Addendum, n°1337/2 du 31 mars 2011.

Rapporteur(s) : Mme Leen Dierick

2. Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne les options, la loi du 26 mars 1999 relative au plan d'action belge pour l'emploi 1998 et portant des dispositions diverses.

Déposée par M. Bruno Tuybens n°2073/1 du 16 février 2012.

Rapporteur(s) : M. Olivier Henry

Commission des Affaires sociales

ADOPTION D'ENFANT

1. Proposition de loi relative à l'allongement du congé d'adoption.

Déposée par Mme Catherine Fonck n°90/1 du 6 septembre 2010.

2. Proposition de loi modifiant la législation relative au congé d'adoption.

Déposée par M. Peter Vanvelthoven, Mme Meryame Kitir, Mme Karin Temmerman, n°584/1 du 17 novembre 2010.

3. Proposition de loi modifiant la réglementation en vue de renforcer le congé d'adoption.

Déposée par Mme Nahima Lanjri, Mme Sonja Becq, M. Stefaan Vercamer, n°805/1 du 10 décembre 2010.

ASSURANCE CHOMAGE

1. Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne les compléments de reprise du travail, l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage.

Déposée par Mme Miranda Van Eetvelde, M. Siegfried Bracke, Mme Nadia Sminate, Mme Zuhail Demir, n°3298/1 du 17 janvier 2014.

ASSURANCE MALADIE

1. Proposition de loi modifiant l'article 115 de la loi du 14 juillet 1994 relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités en vue de permettre l'exercice de certaines activités durant le congé de maternité.

Déposée par Mme Kattrin Jadin, M. Daniel Bacquelaine, M. Denis Ducarme, M. David Clarinval, Mme Jacqueline Galant, M. Damien Thiéry, Mme Corinne De Permentier, Mme Valérie Warzée-Caverenne, n°294/1 du 6 octobre 2010.

Addendum, n°294/2 du 25 mars 2013.

Amendement de Mme Annick Ponthier, n°294/3 du 12 juin 2013.

Amendement de Mme Lieve Wierinck, n°294/4 du 25 juin 2013.

Avis, n°294/5 du 28 novembre 2013.

2. Proposition de loi visant à octroyer une indemnité aux parents d'un enfant hospitalisé.

Déposée par Mme Myriam Vanlerberghe (**), Mme Meryame Kitir, n°510/1 du 29 octobre 2010.

Rapporteur(s) : Mme Christiane Vienne

3. Proposition de loi modifiant la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 en ce qui concerne les différentes qualités de "personne à charge".

Déposée par Mme Nahima Lanjri, Mme Sonja Becq, Mme Nathalie Muylle, M. Stefaan Vercamer, n°568/1 du 16 novembre 2010.

4. Proposition de loi modifiant la réglementation en vue d'étendre le régime du tiers payant.

Déposée par Mme Maggie De Block, M. Mathias De Clercq, Mme Gwendolyn Rutten, n°728/1 du 30 novembre 2010.

5. Proposition de loi généralisant le régime du tiers payant.

Déposée par Mme Maya Detiège, Mme Myriam Vanlerberghe (**), M. Hans Bonte, Mme Ann Vanheste, M. Bruno Tobback, n°746/1 du 1 décembre 2010.

6. Proposition de loi modifiant la législation relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, en ce qui concerne les différentes qualités de "personne à charge".

Déposée par M. Stefaan Vercamer, Mme Nahima Lanjri, Mme Sonja Becq, Mme Nathalie Muylle, Mme Catherine Fonck, Mme Karolien Grosemans, Mme Christiane Vienne, n°1119/1 du 26 janvier 2011.

Addendum, n°1119/2 du 9 février 2011.

Addendum, n°1119/3 du 2 mars 2011.

Rapporteur(s) : Mme Maggie De Block

7. Proposition de loi modifiant la réglementation en ce qui concerne le supplément accordé en cas de pension pour handicap grave.

Déposée par Mme Meryame Kitir n°1259/1 du 25 février 2011.

8. Proposition de loi modifiant la réglementation en ce qui concerne l'extension du régime du tiers payant social.

Déposée par Mme Nahima Lanjri, Mme Nathalie Muylle, Mme Maggie De Block, M. Stefaan Vercamer, n°1377/1 du 6 avril 2011.

Addendum, n°1377/2 du 15 avril 2011.

9. Proposition de loi modifiant la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994, en ce qui concerne le choix de l'organisme assureur.

Déposée par M. Manu Beuselinck (**), Mme Zuhal Demir, Mme Nadia Sminate, n°1613/1 du 21 juin 2011.

10. Proposition de loi modifiant la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994.

Déposée par Mme Nadia Sminate, Mme Miranda Van Eetvelde, M. Manu Beuselinck (**), Mme Karolien Grosemans, n°1646/1 du 1 juillet 2011.

11. Proposition de loi modifiant la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994.

Déposée par Mme Nadia Sminate, M. Manu Beuselinck (**), n°1745/1 du 20 septembre 2011.

12. Proposition de loi modifiant la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, en ce qui concerne la sensibilisation de l'assuré social.

Déposée par M. Manu Beuselinck (**), Mme Reinilde Van Moer, Mme Nadia Sminate, n°2253/1 du 12 juin 2012.

13. Proposition de loi modifiant la loi du 14 juillet 1994 relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités en vue de permettre l'exercice de certaines activités durant le congé de maternité.

Déposée par Mme Catherine Fonck, Mme Marie-Martine Schyns (**), n°2536/1 du 3 décembre 2012.

Avis, n°2536/2 du 28 novembre 2013.

BENEVOLAT

1. Proposition de loi créant un statut social pour un service citoyen volontaire.

Déposée par M. Christian Brotcorne, Mme Myriam Delacroix-Rolin (**), n°73/1 du 9 août 2010.

Addendum, n°73/2 du 29 octobre 2010.

2. Proposition de loi modifiant la réglementation en ce qui concerne le volontariat exercé par des personnes en incapacité de travail.

Déposée par Mme Nadia Sminate, Mme Karolien Grosemans, Mme Zuhail Demir, Mme Miranda Van Eetvelde, n°606/1 du 18 novembre 2010.

3. Proposition de loi modifiant la loi du 3 juillet 2005 relative aux droits des volontaires en ce qui concerne l'indemnisation des frais et le congé pour volontariat.

Déposée par Mme Sonja Becq, Mme Nahima Lanjri, M. Stefaan Vercamer, n°822/1 du 15 décembre 2010.

4. Proposition de loi modifiant la loi du 3 juillet 2005 relative aux droits des volontaires.

Déposée par Mme Sonja Becq, Mme Nahima Lanjri, M. Stefaan Vercamer, n°823/1 du 15 décembre 2010.

5. Proposition de loi relative à la reconnaissance sociale de l'aidant proche.

Déposée par Mme Julie Fernandez Fernandez, Mme Christiane Vienne, Mme Colette Burgeon, M. Yvan Mayeur, n°1192/1 du 10 février 2011.

6. Proposition de loi modifiant la loi du 3 juillet 2005 relative aux droits des volontaires en ce qui concerne l'exonération de l'indemnité de défraiement.

Déposée par Mme Sonja Becq, Mme Nahima Lanjri, M. Stefaan Vercamer, n°1622/1 du 23 juin 2011.

7. Proposition de loi modifiant la loi du 3 juillet 2005 relative aux droits des volontaires.

Déposée par M. Siegfried Bracke, Mme Zuhail Demir, Mme Veerle Wouters, n°2412/1 du 13 septembre 2012.

CHOMAGE

1. Proposition de résolution visant à réformer le système d'assurance-chômage.

Déposée par M. Daniel Bacquelaine, Mme Valérie De Bue, M. David Clarinval, M. Denis Ducarme, M. Charles Michel, n°353/1 du 12 octobre 2010.

Addendum, n°353/2 du 28 juillet 2011.

2. Proposition de loi modifiant la loi du 13 février 1998 portant des dispositions en faveur de l'emploi, en vue d'instaurer l'obligation de répondre aux postulants.

Déposée par M. Hans Bonte, Mme Meryame Kitir, Mme Ann Vanheste, Mme Karin Temmerman, n°453/1 du 26 octobre 2010.

3. Proposition de loi modifiant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs en vue de prémunir le chômeur contre une sanction arbitraire.

Déposée par Mme Zoé Genot, M. Wouter De Vriendt, M. Georges Gilkinet, M. Kristof Calvo, Mme Muriel Gerkens, Mme Eva Brems, M. Eric Jadot, n°459/1 du 26 octobre 2010.

4. Proposition de résolution relative à l'instauration de mesures fiscales et sociales soutenant les demandeurs d'emploi se réorientant volontairement dans un métier en pénurie ou dans une activité d'indépendant.

Déposée par Mme Valérie De Bue, M. David Clarinval, Mme Jacqueline Galant, M. Daniel Bacquelaine, M. Charles Michel, n°536/1 du 9 novembre 2010.

Addendum, n°536/2 du 28 juillet 2011.

5. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage en ce qui concerne les artistes.

Déposée par M. David Clarinval, Mme Valérie De Bue, M. Denis Ducarme, M. Philippe Goffin, M. Damien Thiéry, n°666/1 du 29 novembre 2010.

6. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage afin d'octroyer aux accueillantes d'enfants conventionnées le bénéfice de l'assurance chômage.

Déposée par M. David Clarinval, Mme Valérie De Bue, M. Denis Ducarme, M. Philippe Goffin, M. Damien Thiéry, n°720/1 du 29 novembre 2010.

7. Proposition de résolution sur la discrimination en matière de chômage selon que le cohabitant soit salarié ou indépendant.

Déposée par Mme Valérie De Bue, M. David Clarinval, n°753/1 du 1 décembre 2010.

8. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation de chômage.

Déposée par Mme Maggie De Block, Mme Sabien Lahaye-Battheu, M. Herman De Croo, Mme Carina Van Cauter, Mme Gwendolyn Rutten, M. Mathias De Clercq, n°959/1 du 29 décembre 2010.

9. Proposition de loi modifiant la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés, concernant les allocations de chômage.

Déposée par M. Laurent Louis n°1341/1 du 31 mars 2011.

10. Proposition de résolution relative à la réinsertion des demandeurs d'emploi de longue durée via l'accomplissement de services à la collectivité.

Déposée par M. David Clarinval, Mme Maggie De Block, Mme Valérie De Bue, M. Denis Ducarme, M. Bart Somers, n°1596/1 du 15 juin 2011.

11. Proposition de résolution relative au statut social et au chômage des artistes.

Déposée par Mme Özlem Özen, Mme Christiane Vienne, Mme Karine Lalieux, M. Yvan Mayeur, M. Patrick Moriau (**), n°1903/1 du 24 novembre 2011.

12. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage, visant à améliorer le statut des artistes.

Déposée par Mme Muriel Gerkens, Mme Zoé Genot, Mme Meyrem Almaci, M. Olivier Deleuze (**), M. Eric Jadot, n°2008/1 du 19 janvier 2012.

13. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage, concernant les prestations ALE relatives à l'accompagnement des enfants.

Déposée par Mme Valérie Warzée-Caverenne, M. David Clarinval, Mme Valérie De Bue, M. Olivier Destrebecq, n°2667/1 du 22 février 2013.

14. Proposition de loi visant à maintenir certaines aides à l'embauche au profit de certains demandeurs d'emploi qui ne sont plus chômeurs complets indemnisés.

Déposée par M. Jean-Marc Delizée, M. Yvan Mayeur, M. Bruno Van Grootenbrulle, n°2686/1 du 5 mars 2013.

15. Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne le complément de mobilité fédéral, l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage.

Déposée par Mme Miranda Van Eetvelde, M. Siegfried Bracke, Mme Zuhail Demir, M. Bert Maertens, Mme Nadia Sminate, n°2895/1 du 20 juin 2013.

16. Proposition de loi-cadre visant la réinsertion des demandeurs d'emplois dans la vie sociale et professionnelle par l'accomplissement de services de proximité.

Déposée par M. David Clarinval, M. Daniel Bacquelaine, M. Charles Michel, n°3470/1 du 20 mars 2014.

COMMUNAUTE ET REGION

1. Proposition de loi relative à l'habilitation à rendre obligatoires les conventions collectives de travail concernant des matières relevant de la compétence des Communautés ou des Régions.

Déposée par M. Guy D'haeseleer, Mme Rita De Bont, Mme Barbara Pas, n°1058/1 du 18 janvier 2011.

COMPETITIVITE

1. Proposition de loi modifiant la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité, en ce qui concerne les avantages non-récurrents liés aux résultats.

Déposée par Mme Meryame Kitir, M. Dirk Van der Maelen, n°1545/1 du 6 juin 2011.

CONGE DE MATERNITE

1. Proposition de loi modifiant la législation en ce qui concerne la possibilité de prendre un congé de maternité de manière flexible en cas d'incapacité de travail.

Déposée par M. Stefaan Vercamer, Mme Nahima Lanjri, Mme Sonja Becq, n°955/1 du 28 décembre 2010.

2. Proposition de loi modifiant l'article 39 de la loi du 16 mars 1971 sur le travail et l'article 114 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, en vue de prolonger le congé de maternité.

Déposée par Mme Nahima Lanjri, Mme Sonja Becq, M. Stefaan Vercamer, n°987/1 du 4 janvier 2011.

CONGE PARENTAL

1. Proposition de loi modifiant la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales en ce qui concerne l'extension du droit au congé parental.

Déposée par Mme Nahima Lanjri, Mme Sonja Becq, M. Stefaan Vercamer, n°531/1 du 8 novembre 2010.

2. Proposition de loi modifiant la législation en vue d'étendre le droit au congé de paternité.

Déposée par Mme Nahima Lanjri, Mme Sonja Becq, M. Stefaan Vercamer, n°631/1 du 19 novembre 2010.

3. Proposition de loi modifiant la réglementation en vue d'étendre le droit au congé parental pour les parents isolés.

Déposée par Mme Nahima Lanjri, Mme Sonja Becq, M. Stefaan Vercamer, n°691/1 du 25 novembre 2010.

4. Proposition de loi modifiant la législation en matière de congé de paternité, en ce qui concerne la durée du congé.

Déposée par Mme Nahima Lanjri, Mme Sonja Becq, M. Stefaan Vercamer, n°956/1 du 7 décembre 2010.

5. Proposition de loi modifiant l'article 30 de la loi du 3 juillet 1978 visant à supprimer la discrimination existant pour les couples homosexuels concernant le droit au congé lors de la naissance d'un enfant.

Déposée par Mme Valérie Déom (**), Mme Karine Lalieux, Mme Marie-Claire Lambert, M. Franco Seminara, Mme Julie Fernandez Fernandez, n°1079/1 du 19 janvier 2011.

6. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 29 octobre 1997 relatif à l'introduction d'un droit au congé parental dans le cadre d'une interruption de la carrière professionnelle, concernant le congé parental pour les familles d'accueil.

Déposée par Mme Catherine Fonck, Mme Nahima Lanjri, n°1514/1 du 27 mai 2011.

Addendum, n°1514/2 du 13 septembre 2011.

7. Proposition de loi modifiant la loi du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales en ce qui concerne le congé parental.

Déposée par Mme Nahima Lanjri, Mme Sonja Becq, M. Mathias De Clercq, M. Jenne De Potter, M. Roel Deseyn, Mme Leen Dierick, Mme Catherine Fonck, Mme Bercy Slegers, M. Stefaan Vercamer, Mme Inge Vervotte (**), n°2298/1 du 26 juin 2012.

Avis du Conseil d'État, n°2298/2 du 16 janvier 2013.

CONGE SOCIAL

1. Proposition de loi modifiant la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail en ce qui concerne le congé d'accueil.

Déposée par Mme Nahima Lanjri, M. Stefaan Vercamer, Mme Sonja Becq, Mme Liesbeth Van der Auwera, M. Roel Deseyn, Mme Catherine Fonck, n°1985/1 du 11 janvier 2012.

Addendum, n°1985/2 du 20 janvier 2012.

Addendum, n°1985/3 du 31 janvier 2012.

CPAS

1. Proposition de loi modifiant la législation en vue d'instaurer l'obligation, pour les allocataires du CPAS, d'effectuer des travaux d'utilité sociale non rémunérés.

Déposée par M. Tanguy Veys, M. Guy D'haeseleer, Mme Rita De Bont, Mme Barbara Pas, n°2867/1 du 6 juin 2013.

DIVORCE

1. Proposition de loi répartissant les droits de pension entre partenaires.

Déposée par Mme Sonja Becq n°3129/1 du 13 novembre 2013.

DROIT CIVIL

1. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 12 décembre 2001 concernant les titres-services en ce qui concerne le nettoyage des parties communes en cas de copropriété.

Déposée par M. Raf Terwingen, M. Stefaan Vercamer, n°1530/1 du 8 juin 2011.

DROIT PENAL

1. Proposition de loi modifiant la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail.

Déposée par Mme Muriel Gerken, Mme Meyrem Almaci, Mme Zoé Genot, M. Georges Gilkinet, n°485/1 du 27 octobre 2010.

2. Proposition de loi instaurant une évaluation périodique de la loi du 11 juin 2002 relative à la protection contre la violence et le harcèlement moral ou sexuel au travail.

Déposée par Mme Maggie De Block, M. Mathias De Clercq, Mme Gwendolyn Rutten, M. Herman De Croo, Mme Sabien Lahaye-Battheu, Mme Carina Van Cauter, n°962/1 du 29 décembre 2010.

3. Proposition de loi modifiant la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail et la loi du 6 juin 2010 introduisant le Code pénal social, afin de porter la prescription à dix ans en cas de violence ou de harcèlement moral ou sexuel au travail.

Déposée par Mme Catherine Fonck n°1100/1 du 21 janvier 2011.

4. Proposition de loi réprimant la violence et le harcèlement moral ou sexuel au travail.

Déposée par Mme Zuhal Demir, M. Karel Uyttersprot, Mme Karolien Grosemans, Mme Nadia Sminate, Mme Miranda Van Eetvelde, n°1115/1 du 25 janvier 2011.

DUMPING SOCIAL

1. Proposition de résolution visant à lutter contre le "dumping social".

Déposée par Mme Zoé Genot, M. Georges Gilkinet, M. Kristof Calvo, M. Stefaan Van Hecke, Mme Muriel Gerken, M. Wouter De Vriendt, Mme Juliette Boulet, n°3222/1 du 4 décembre 2013.

EGALITE HOMME-FEMME

1. Proposition de résolution visant à introduire la clause de l'Européenne la plus favorisée.

Déposée par Mme Colette Burgeon, M. Philippe Blanchart, Mme Özlem Özen, Mme Marie-Claire Lambert, n°109/1 du 9 septembre 2010.

2. Proposition de résolution visant à introduire la clause de l'Européenne la plus favorisée.

Déposée par Mme Muriel Gerken, Mme Meyrem Almaci, n°397/1 du 14 octobre 2010.

3. Proposition de résolution sur l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Déposée par M. Mathias De Clercq, Mme Maggie De Block, Mme Gwendolyn Rutten, M. Herman De Croo, n°1158/1 du 2 février 2011.

FAMILLE

1. Proposition de résolution relative à l'octroi d'un salaire parental pour les parents au foyer.

Déposée par M. Laurent Louis n°2215/1 du 25 mai 2012.

FONCTION PUBLIQUE

1. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 7 mai 1999 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle du personnel des administrations.

Déposée par Mme Miranda Van Eetvelde n°1722/1 du 1 septembre 2011.

2. Proposition de loi modifiant la loi du 3 juillet 1967 sur la prévention ou la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public, en ce qui concerne le paiement des allocations en cas de séjour en prison ou en établissement de défense sociale.

Déposée par Mme Carina Van Cauter, M. Stefaan Vercamer, n°1910/1 du 24 novembre 2011.

Addendum, n°1910/2 du 1 décembre 2011.

Rapporteur(s) : Mme Zoé Genot

HANDICAPE

1. Proposition de loi modifiant la loi du 23 juin 1976 instituant un pécule de vacances pour certaines catégories de personnes et instaurant un pécule de vacances en faveur des personnes invalides.

Déposée par Mme Catherine Fonck, Mme Annick Van Den Ende (**), n°134/1 du 10 septembre 2010.

Reprise par Mme Marie-Martine Schyns (**), le 16 février 2012 en remplacement de Mme Annick Van Den Ende (**).

2. Proposition de loi instaurant une carte d'accès unique en faveur de la personne handicapée.

Déposée par M. Franco Seminara, M. Yvan Mayeur, Mme Christiane Vienne, Mme Julie Fernandez Fernandez, n°135/1 du 10 septembre 2010.

3. Proposition de résolution demandant d'assurer un niveau de vie décent pour les personnes en invalidité.

Déposée par Mme Catherine Fonck, Mme Annick Van Den Ende (**), n°138/1 du 10 septembre 2010.

Reprise par Mme Marie-Martine Schyns (**), le 16 février 2012 en remplacement de Mme Annick Van Den Ende (**).

4. Proposition de résolution relative à la vie affective et sexuelle des personnes handicapées.

Déposée par M. Franco Seminara, Mme Christiane Vienne, Mme Julie Fernandez Fernandez, Mme Marie-Claire Lambert, M. Yvan Mayeur, Mme Colette Burgeon, Mme Maya Detiège, n°207/1 du 24 septembre 2010.

Addendum, n°207/2 du 30 septembre 2010.

5. Proposition de loi modifiant l'article 7 de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux personnes handicapées, visant à supprimer le "prix du travail".

Déposée par M. David Clarinval, M. Denis Ducarme, Mme Valérie De Bue, n°295/1 du 6 octobre 2010.

6. Proposition de loi modifiant l'article 7 de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations des personnes handicapées, visant à supprimer les réductions d'allocation liées aux revenus du conjoint ou du cohabitant.

Déposée par M. David Clarinval, M. Denis Ducarme, Mme Valérie De Bue, Mme Jacqueline Galant, M. Daniel Bacquelaine, n°296/1 du 6 octobre 2010.

7. Proposition de loi modifiant l'arrêté ministériel du 7 mai 1999 relatif à la carte de stationnement pour personnes handicapées.

Déposée par Mme Muriel Gerkens, Mme Zoé Genot, M. Wouter De Vriendt, n°432/1 du 21 octobre 2010.

8. Proposition de loi modifiant la loi du 27 février 1987 sur les allocations aux personnes handicapées, visant à soutenir l'autonomie des personnes âgées.

Déposée par M. Georges Gilkinet, M. Wouter De Vriendt, M. Kristof Calvo, Mme Zoé Genot, Mme Muriel Gerken, n°447/1 du 26 octobre 2010.

9. Proposition de résolution relative à la neutralisation des revenus du partenaire de la personne handicapée pour le calcul de l'allocation d'intégration.

Déposée par Mme Maggie De Block, M. Mathias De Clercq, Mme Gwendolyn Rutten, n°482/1 du 27 octobre 2010.

10. Proposition de loi visant à revaloriser les allocations accordées à des personnes handicapées.

Déposée par Mme Muriel Gerken, Mme Meyrem Almaci, Mme Zoé Genot, M. Wouter De Vriendt, n°488/1 du 27 octobre 2010.

11. Proposition de loi modifiant la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux personnes handicapées en ce qui concerne la date de prise de cours d'une nouvelle décision.

Déposée par M. Peter Vanvelthoven, Mme Sonja Becq, M. David Clarinval, M. Wouter De Vriendt, Mme Catherine Fonck, Mme Muriel Gerken, Mme Nahima Lanjri, M. Franco Seminara, M. Stefaan Vercamer, M. Mathias De Clercq, n°558/1 du 16 novembre 2010.

Addendum, n°558/2 du 21 janvier 2011.

Rapporteur(s) : Mme Nadia Sminate

12. Proposition de loi visant à adapter la législation relative aux allocations aux personnes handicapées et aux allocations familiales à la suite de la fixation de la majorité civile à dix-huit ans.

Déposée par Mme Meryame Kitir, Mme Maya Detiège, M. Hans Bonte, Mme Ann Vanheste, Mme Myriam Vanlerberghe (**), n°589/1 du 17 novembre 2010.

13. Proposition de résolution visant à réaliser un cadastre global des personnes en situation de handicap.

Déposée par Mme Valérie De Bue, M. David Clarinval, n°749/1 du 1 décembre 2010.

14. Proposition de résolution visant à demander au gouvernement de déposer annuellement au Parlement un rapport sur l'évaluation des objectifs fixés en terme d'emploi des personnes handicapées dans les administrations publiques.

Déposée par Mme Valérie De Bue, M. David Clarinval, n°750/1 du 1 décembre 2010.

15. Proposition de loi modifiant la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux personnes handicapées en vue d'instaurer le système d'allocation dormante.

Déposée par Mme Valérie De Bue, M. David Clarinval, M. Daniel Bacquelaïne, M. Damien Thiéry, n°875/1 du 22 décembre 2010.

Rapporteur(s) : M. Frank Wilrycx

16. Proposition de loi modifiant la loi du 24 février 1987 relative aux allocations aux personnes handicapées et l'arrêté royal du 5 mars 1990, en vue de soutenir les aînés en perte d'autonomie.
Déposée par Mme Catherine Fonck n°902/1 du 23 décembre 2010.

17. Proposition de loi modifiant la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités en ce qui concerne l'instauration d'un pécule de vacances en faveur des invalides.
Déposée par Mme Nahima Lanjri, Mme Sonja Becq, M. Stefaan Vercamer, n°911/1 du 28 décembre 2010.

18. Proposition de loi modifiant, en vue de relever les allocations minimales dont bénéficient les chefs de ménage invalides, l'arrêté royal du 3 juillet 1996 portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994.
Déposée par Mme Nahima Lanjri, M. Stefaan Vercamer, Mme Sonja Becq, n°912/1 du 28 décembre 2010.

19. Proposition de loi modifiant l'article 12, § 1er, de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux personnes handicapées, visant à supprimer la retenue opérée sur l'allocation d'intégration lorsque la personne handicapée est admise en institution.
Déposée par M. David Clarinval, Mme Valérie De Bue, n°989/1 du 5 janvier 2011.

20. Proposition de loi complétant la loi-programme (I) du 24 décembre 2002 visant à instaurer une nouvelle réduction de cotisation groupe-cible pour les employeurs engageant des personnes handicapées.
Déposée par Mme Valérie De Bue, M. David Clarinval, n°1080/1 du 19 janvier 2011.

21. Proposition de loi en vue d'accélérer le traitement des demandes en matière d'allocations pour personnes handicapées.
Déposée par M. Josy Arens, Mme Catherine Fonck, n°1262/1 du 28 février 2011.

22. Proposition de loi modifiant la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux personnes handicapées, concernant les pièges à l'emploi des personnes handicapées.
Déposée par Mme Catherine Fonck n°1636/1 du 28 juin 2011.

23. Proposition de loi modifiant la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés.
Déposée par Mme Nadia Sminate, M. Manu Beuselinck (**), Mme Miranda Van Eetvelde, Mme Karolien Grosemans, Mme Zuhail Demir, M. Bert Maertens, n°2303/1 du 28 juin 2012.

24. Proposition de résolution visant à adapter la législation en matière de personnes handicapées.

Déposée par Mme Valérie De Bue, M. Frank Wilrycx, M. Jean-Marc Delizée, Mme Nahima Lanjri, Mme Catherine Fonck, Mme Myriam Vanlerberghe (**), Mme Valérie Warzée-Caverenne, n°2363/1 du 13 juillet 2012.

25. Proposition de loi modifiant la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux personnes handicapées, concernant la suppression de la retenue de l'allocation d'intégration en cas de séjour en institution.

Déposée par Mme Catherine Fonck n°2654/1 du 20 février 2013.

IMPOT DIRECT

1. Proposition de loi visant à immuniser la rémunération de l'apprenti pour l'octroi des allocations familiales et la définition de personne à charge.

Déposée par M. Christian Brotcorne, M. Josy Arens, n°157/1 du 14 septembre 2010.

Addendum, n°157/2 du 28 septembre 2010.

INDUSTRIE DE LA RESTAURATION

1. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, ainsi que le Code des impôts sur les revenus 1992, en vue d'adapter le régime du travail occasionnel dans le secteur horeca.

Déposée par Mme Liesbeth Van der Auwera, Mme Leen Dierick, M. Jef Van den Bergh, n°2219/1 du 29 mai 2012.

Addendum, n°2219/2 du 8 juin 2012.

2. Proposition de loi instaurant un prélèvement libératoire forfaitaire pour le travail occasionnel dans le secteur horeca.

Déposée par M. Mathias De Clercq, Mme Ine Somers, Mme Sabien Lahaye-Battheu, n°2300/1 du 26 juin 2012.

INDUSTRIE DES SERVICES

1. Proposition de loi attribuant des titres-services gratuits aux familles monoparentales à revenus modestes.

Déposée par M. Hans Bonte, Mme Meryame Kitir, Mme Maya Detiège, Mme Ann Vanheste, Mme Myriam Vanlerberghe (**), n°565/1 du 16 novembre 2010.

2. Proposition de loi modifiant l'article 3, § 2, de l'arrêté royal du 12 décembre 2001 concernant les titres-services, en ce qui concerne l'abaissement du nombre minimum de titres-services à commander.

Déposée par Mme Catherine Fonck n°2936/1 du 9 juillet 2013.

INFORMATION DES TRAVAILLEURS

1. Proposition de résolution relative aux droits d'information et d'expertise des délégués du personnel au sein des conseils d'entreprise.

Déposée par Mme Nahima Lanjri, M. Stefaan Vercamer, n°3328/1 du 29 janvier 2014.

JOUR FERIE

1. Proposition de loi modifiant la réglementation relative aux jours fériés en vue de faire du 8 mars un jour férié supplémentaire.

Déposée par Mme Maya Detiège, Mme Meryame Kitir, n°625/1 du 18 novembre 2010.

2. Proposition de résolution visant à supprimer le jour férié légal payé du 21 juillet et à le remplacer par le 11 juillet pour la Communauté flamande, le 27 septembre pour la Communauté française et le 15 novembre pour la Communauté germanophone.

Déposée par M. Gerolf Annemans, M. Guy D'haeseleer, Mme Rita De Bont, Mme Barbara Pas, n°918/1 du 21 décembre 2010.

3. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 18 avril 1974 déterminant les modalités générales d'exécution de la loi du 4 janvier 1974 relative aux jours fériés, en ce qui concerne le remplacement du 21 juillet en tant que jour férié légal.

Déposée par M. Gerolf Annemans, M. Guy D'haeseleer, Mme Rita De Bont, Mme Barbara Pas, n°994/1 du 5 janvier 2011.

4. Proposition de loi modifiant la loi du 4 janvier 1974 relative aux jours fériés et l'arrêté royal du 18 avril 1974 déterminant les modalités générales d'exécution de la loi du 4 janvier 1974 relative aux jours fériés.

Déposée par M. Laurent Louis n°1707/1 du 2 août 2011.

5. Proposition de loi modifiant la loi du 4 janvier 1974 relative aux jours fériés afin d'instituer pour les travailleurs un jour férié payé le jour de la fête de leur communauté.

Déposée par M. Ben Weyts, M. Jan Jambon, Mme Zuhal Demir, n°2324/1 du 4 juillet 2012.

LIBRE CIRCULATION DES TRAVAILLEURS

1. Proposition de résolution relative à la fraude au détachement.

Déposée par M. Bert Schoofs, M. Guy D'haeseleer, Mme Rita De Bont, Mme Barbara Pas, n°3436/1 du 11 mars 2014.

2. Proposition de résolution concernant les travailleurs détachés.

Déposée par M. David Clarinval n°3443/1 du 13 mars 2014.

MALADIE PROFESSIONNELLE

1. Proposition de loi modifiant les lois relatives à la prévention des maladies professionnelles et à la réparation des dommages résultant de celles-ci, coordonnées le 3 juin 1970, en ce qui concerne la suppression des règles de décumul entre les pensions de retraite et les indemnités en cas de maladie professionnelle.

Déposée par M. Bert Schoofs, M. Guy D'haeseleer, Mme Rita De Bont, Mme Barbara Pas, M. Hagen Goyvaerts, n°1869/1 du 8 novembre 2011.

2. Proposition de résolution concernant l'intégration de l'analyse de genre dans l'identification et la reconnaissance des maladies professionnelles.

Déposée par Mme Muriel Gerkens, Mme Meyrem Almaci, Mme Zoé Genot, Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers, n°2118/1 du 21 mars 2012.

3. Proposition de loi modifiant les lois relatives à la prévention des maladies professionnelles et à la réparation des dommages résultant de celles-ci, coordonnées le 3 juin 1970.

Déposée par Mme Nadia Sminate, M. Manu Beuselinck (**), Mme Miranda Van Eetvelde, Mme Karolien Grosemans, Mme Zuhail Demir, M. Bert Maertens, n°2302/1 du 28 juin 2012.

MATERNITE

1. Proposition de loi modifiant la loi du 16 mars 1971 sur le travail en vue d'améliorer la protection de la travailleuse enceinte.

Déposée par M. Guy D'haeseleer, M. Hagen Goyvaerts, M. Peter Logghe, Mme Rita De Bont, Mme Barbara Pas, n°1063/1 du 18 janvier 2011.

MEDIATEUR

1. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 27 avril 1997 instaurant un Service de médiation Pensions en application de l'article 15, 5°, de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions.

Déposée par Mme Carina Van Cauter, Mme Sonja Becq, Mme Catherine Fonck, n°2401/1 du 10 août 2012.

Addendum, n°2401/2 du 9 novembre 2012.

PAUVRETE

1. Proposition de résolution relative à la lutte contre la pauvreté.

Déposée par M. Wouter De Vriendt, Mme Maya Detiège, Mme Zoé Genot, M. Georges Gilkinet, M. Bruno Tuybens, M. Hans Bonte, n°532/1 du 9 novembre 2010.

PENSIONS

1. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés en vue de permettre le cumul des allocations accordées en cas d'interruption de carrière ou de réduction des prestations en vue d'assurer des soins palliatifs, pour

congé parental ou pour l'assistance ou l'octroi de soins à un membre de sa famille avec la pension des salariés.

Déposée par M. Christian Brotcorne n°51/1 du 9 août 2010.

2. Proposition de loi complétant la loi du 22 mars 2001 instituant la garantie de revenus aux personnes âgées et la loi du 1er avril 1969 instituant un revenu garanti aux personnes âgées.

Déposée par Mme Catherine Fonck, Mme Annick Van Den Ende (**), n°91/1 du 6 septembre 2010.

Reprise par Mme Marie-Martine Schyns (**), le 16 février 2012 en remplacement de Mme Annick Van Den Ende (**).

3. Proposition de loi complétant l'article 14 de la loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale.

Déposée par M. Daniel Bacquelaine, M. David Clarinval, Mme Valérie De Bue, M. Denis Ducarme, n°283/1 du 5 octobre 2010.

4. Proposition de loi relative au partage des droits à la pension entre époux et cohabitants légaux.

Déposée par M. Daniel Bacquelaine, M. David Clarinval, Mme Valérie De Bue, M. Denis Ducarme, n°285/1 du 5 octobre 2010.

5. Proposition de loi modifiant les articles 7 et 9 de l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés.

Déposée par M. Daniel Bacquelaine, M. David Clarinval, Mme Valérie De Bue, n°286/1 du 5 octobre 2010.

6. Proposition de loi instaurant un nouveau système de pensions légales.

Déposée par M. Daniel Bacquelaine, Mme Valérie De Bue, M. David Clarinval, M. Denis Ducarme, M. Charles Michel, n°292/1 du 5 octobre 2010.

Addendum, n°292/2 du 26 juillet 2011.

7. Proposition de loi modifiant la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pensions.

Déposée par M. David Clarinval, Mme Valérie De Bue, Mme Jacqueline Galant, M. Denis Ducarme, n°297/1 du 6 octobre 2010.

8. Proposition de loi relative à l'interruption de carrière.

Déposée par M. David Clarinval, Mme Valérie De Bue, Mme Jacqueline Galant, n°299/1 du 6 octobre 2010.

9. Proposition de loi visant à modifier la réglementation relative aux périodes assimilées pour le calcul des pensions dans le domaine de l'éducation des enfants.

Déposée par Mme Kattrin Jadin, Mme Valérie De Bue, M. David Clarinval, n°300/1 du 6 octobre 2010.

10. Proposition de loi modifiant l'article 131bis de la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pensions.

Déposée par M. Daniel Bacquelaine, M. David Clarinval, Mme Valérie De Bue, M. Denis Ducarme, n°309/1 du 6 octobre 2010.

11. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés afin de prendre en considération pour le calcul de la pension des travailleurs salariés la rémunération afférente à l'année au cours de laquelle la prestation prend cours et la rémunération afférente à l'année pendant laquelle la pension prend cours.

Déposée par Mme Catherine Fonck, Mme Annick Van Den Ende (**), Mme Myriam Delacroix-Rolin (**), M. Benoît Drèze, n°313/1 du 6 octobre 2010.

Addendum, n°313/2 du 9 octobre 2013.

12. Proposition de loi modifiant la loi du 8 août 1980 relative aux propositions budgétaires 1979-1980 et la loi du 15 mai 1984 portant des mesures d'harmonisation dans les régimes de pensions.

Déposée par Mme Catherine Fonck n°324/1 du 8 octobre 2010.

13. Proposition de loi modifiant l'article 7, § 2, du décret du 28 juin 1957 portant statut de la caisse coloniale d'assurance en ce qui concerne les pensions de survie des veuves divorcées d'anciens coloniaux.

Déposée par M. Daniel Bacquelaine, M. David Clarinval, Mme Valérie De Bue, M. Denis Ducarme, n°335/1 du 8 octobre 2010.

14. Proposition de loi modifiant la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales pour ce qui concerne la prise en compte de la rente fictive dans le calcul du montant de pension soumis à la cotisation de solidarité.

Déposée par Mme Valérie De Bue, M. David Clarinval, n°370/1 du 12 octobre 2010.

15. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés, l'arrêté royal n° 72 du 10 novembre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants et la loi du 5 avril 1994 régissant le cumul des pensions du secteur public avec des revenus provenant de l'exercice d'une activité professionnelle ou avec un revenu de remplacement, afin de supprimer les limites du travail autorisé pour les pensionnés.

Déposée par M. Daniel Bacquelaine, Mme Valérie De Bue, M. David Clarinval, M. Denis Ducarme, n°408/1 du 19 octobre 2010.

16. Proposition de loi visant à permettre aux personnes âgées bénéficiant de la GRAPA de séjourner 90 jours à l'étranger.

Déposée par Mme Zoé Genot, Mme Muriel Gerken, M. Stefaan Van Hecke, M. Georges Gilkinet, M. Wouter De Vriendt, Mme Meyrem Almaci, n°458/1 du 26 octobre 2010.

17. Proposition de loi modifiant la loi du 20 juillet 1990 instaurant un âge flexible de la retraite pour les travailleurs salariés et adaptant les pensions des travailleurs salariés à l'évolution du bien-être général afin d'instaurer un accès anticipé à la pension de retraite en faveur des travailleurs salariés handicapés. Déposée par Mme Muriel Gerken, Mme Zoé Genot, Mme Meyrem Almaci, n°489/1 du 27 octobre 2010.

18. Proposition de loi modifiant l'article 8 de la loi du 23 décembre 2005 relative au pacte de solidarité entre les générations concernant l'information sur les pensions.

Déposée par Mme Catherine Fonck n°492/1 du 28 octobre 2010.

19. Proposition de résolution sur les objectifs du Pacte de solidarité entre les générations en ce qui concerne l'information des actifs sur leurs futurs droits à la pension.

Déposée par Mme Catherine Fonck n°507/1 du 28 octobre 2010.

20. Proposition de loi abrogeant les articles 68 à 68quinquies de la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales et instaurant la suppression progressive de la retenue sur pensions prévue par ces articles.

Déposée par M. Daniel Bacquelaine, Mme Valérie De Bue, M. Denis Ducarme, M. David Clarinval, M. Charles Michel, n°521/1 du 5 novembre 2010.

Addendum, n°521/2 du 28 juillet 2011.

21. Proposition de loi relative au calcul de la pension, de retraite des travailleurs salariés, afin d'encourager l'emploi des travailleurs âgés.

Déposée par Mme Julie Fernandez Fernandez n°529/1 du 8 novembre 2010.

22. Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne les conditions de paiement, l'arrêté royal du 21 décembre 1967 portant règlement général du régime de pension de retraite et de survie des travailleurs salariés.

Déposée par M. Peter Vanvelthoven, M. Bruno Tobback, n°585/1 du 17 novembre 2010.

23. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 2 janvier 1991 relatif à l'octroi d'allocations d'interruption.

Déposée par Mme Meryame Kitir, M. Hans Bonte, Mme Maya Detiège, Mme Myriam Vanlerberghe (**), n°588/1 du 17 novembre 2010.

24. Proposition de loi modifiant la loi du 26 juin 1992 portant des dispositions sociales et diverses en ce qui concerne la pension des fonctionnaires déclarés physiquement inaptes.

Déposée par Mme Meryame Kitir n°678/1 du 23 novembre 2010.

25. Proposition de loi concernant la pension de retraite du secteur public en cas de séparation de fait et de divorce.

Déposée par Mme Nahima Lanjri, Mme Sonja Becq, M. Stefaan Vercamer, n°690/1 du 25 novembre 2010.

26. Proposition de résolution relative à l'organisation d'une campagne de sensibilisation destinée aux jeunes femmes.

Déposée par Mme Maggie De Block, Mme Sabien Lahaye-Battheu, M. Herman De Croo, M. Mathias De Clercq, Mme Gwendolyn Rutten, n°702/1 du 25 novembre 2010.

27. Proposition de loi supprimant le plafond de la pension minimum en cas de carrière mixte.

Déposée par Mme Maggie De Block, M. Mathias De Clercq, Mme Gwendolyn Rutten, n°726/1 du 30 novembre 2010.

28. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés en ce qui concerne la répartition des droits de pension entre partenaires.

Déposée par Mme Maggie De Block, M. Mathias De Clercq, Mme Gwendolyn Rutten, n°727/1 du 30 novembre 2010.

29. Proposition de loi modifiant la réglementation en vue de supprimer l'interdiction de cumul entre pension et revenus du travail.

Déposée par Mme Maggie De Block, M. Mathias De Clercq, Mme Gwendolyn Rutten, n°778/1 du 6 décembre 2010.

30. Proposition de loi modifiant la loi du 20 juillet 1991 portant des dispositions sociales et diverses afin d'assimiler les membres du personnel des centres psycho-médico-sociaux et des centres d'encadrement des élèves aux membres du personnel des établissements d'enseignement en matière de pension à charge du Trésor public.

Déposée par M. Stefaan Vercamer, Mme Nahima Lanjri, Mme Sonja Becq, M. Wouter De Vriendt, M. Georges Gilkinet, Mme Catherine Fonck, Mme Christiane Vienne, n°867/1 du 21 décembre 2010.

Addendum, n°867/2 du 7 février 2011.

Avis, n°867/3 du 26 mars 2012.

31. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés en ce qui concerne les plafonds des rémunérations réelles.

Déposée par Mme Valérie De Bue, M. David Clarinval, M. Daniel Bacquelaine, n°876/1 du 22 décembre 2010.

32. Proposition de résolution relative à l'instauration d'une communication annuelle du portefeuille pension.

Déposée par Mme Maggie De Block, M. Mathias De Clercq, Mme Gwendolyn Rutten, Mme Sabien Lahaye-Battheu, n°908/1 du 21 décembre 2010.

33. Proposition de loi modifiant la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales, en ce qui concerne le calcul de la cotisation de solidarité pour les pensions.

Déposée par Mme Sonja Becq, M. Stefaan Vercamer, Mme Nahima Lanjri, n°914/1 du 28 décembre 2010.

34. Proposition de loi modifiant la réglementation en ce qui concerne la pension d'un conjoint divorcé d'un travailleur.

Déposée par Mme Sonja Becq, M. Stefaan Vercamer, Mme Nahima Lanjri, n°915/1 du 28 décembre 2010.

35. Proposition de loi modifiant la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales en ce qui concerne la suppression des cotisations de solidarité sur les pensions.

Déposée par M. Guy D'haeseleer, M. Hagen Goyvaerts, M. Peter Logghe, Mme Rita De Bont, Mme Barbara Pas, n°925/1 du 16 décembre 2010.

36. Proposition de loi augmentant les montants forfaitaires accordés aux victimes d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle et réinstaurant les pourcentages socio-économiques dans le calcul du taux d'incapacité permanente des victimes d'une maladie professionnelle qui ont atteint l'âge de 65 ans.

Déposée par M. Stefaan Vercamer, Mme Nahima Lanjri, Mme Sonja Becq, n°951/1 du 28 décembre 2010.

37. Proposition de loi relative au cumul de la pension de survie et de la pension de retraite avec des revenus professionnels.

Déposée par Mme Sonja Becq, Mme Nahima Lanjri, M. Stefaan Vercamer, n°953/1 du 28 décembre 2010.

38. Proposition de loi modifiant la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales en ce qui concerne la suppression des cotisations de solidarité sur les pensions.

Déposée par M. Hagen Goyvaerts, M. Peter Logghe, M. Guy D'haeseleer, Mme Rita De Bont, Mme Barbara Pas, n°1092/1 du 20 janvier 2011.

39. Proposition de résolution demandant une meilleure accessibilité à la GRAPA.

Déposée par M. Christian Brotcorne, Mme Catherine Fonck, n°1103/1 du 21 janvier 2011.

40. Proposition de loi visant à aménager la sanction en cas de dépassement du plafond de revenus du travail autorisé dans les régimes de la pension de retraite des salariés, des indépendants et du secteur public afin de la rendre plus proportionnelle.

Déposée par Mme Catherine Fonck n°1134/1 du 27 janvier 2011.

41. Proposition de loi modifiant, en matière de cumuls, différentes dispositions relatives à la pension de survie des travailleurs salariés, indépendants et du secteur public et instaurant la variabilité du montant de la pension de survie en fonction des revenus professionnels.

Déposée par Mme Catherine Fonck, M. Benoît Drèze, n°1175/1 du 7 février 2011.

Addendum, n°1175/2 du 9 octobre 2013.

42. Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne la pension de survie, la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pensions.

Déposée par Mme Maggie De Block, M. Herman De Croo, M. Mathias De Clercq, n°1569/1 du 9 juin 2011.

43. Proposition de loi concernant la liaison de l'âge de la pension, de l'âge du départ à la retraite anticipée, de la condition de carrière pour la retraite anticipée et de la fraction de pension à l'évolution de l'espérance de vie.

Déposée par Mme Maggie De Block, M. Mathias De Clercq, Mme Gwendolyn Rutten, n°1668/1 du 8 juillet 2011.

44. Proposition de loi relative à la suppression de la prépension conventionnelle.

Déposée par M. Laurent Louis n°1711/1 du 9 août 2011.

45. Proposition de loi relative à la condition de carrière en cas de pension anticipée.

Déposée par Mme Maggie De Block, Mme Gwendolyn Rutten, M. Mathias De Clercq, n°1716/1 du 31 août 2011.

46. Proposition de loi relative à l'instauration d'une pension complémentaire libre pour les travailleurs.

Déposée par Mme Maggie De Block, Mme Gwendolyn Rutten, M. Mathias De Clercq, M. Daniel Bacquelaine, n°1731/1 du 8 septembre 2011.

Addendum, n°1731/2 du 11 octobre 2011.

47. Proposition de loi en vue de permettre le cumul de la pension de retraite et de l'allocation de maladie professionnelle ou d'accident du travail.

Déposée par Mme Catherine Fonck n°1733/1 du 9 septembre 2011.

48. Proposition de loi visant à supprimer les règles de décumul entre les pensions et les allocations en cas d'accidents du travail.

Déposée par M. Bert Schoofs, M. Guy D'haeseleer, Mme Rita De Bont, Mme Barbara Pas, n°1743/1 du 19 septembre 2011.

49. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 12 mai 1927 relatif à l'âge de la mise à la retraite des fonctionnaires, employés et gens de service des administrations de l'Etat, en ce qui concerne la suppression de la mise à la retraite d'office des fonctionnaires à l'âge de 65 ans.

Déposée par Mme Karolien Grosemans, Mme Nadia Sminate, Mme Miranda Van Eetvelde, Mme Zuhair Demir, n°1773/1 du 5 octobre 2011.

50. Proposition de loi modifiant la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail et les lois relatives à la prévention des maladies professionnelles et à la réparation des dommages résultant de celles-ci, coordonnées le 3 juin 1970.

Déposée par Mme Christiane Vienne, M. Yvan Mayeur, Mme Colette Burgeon, Mme Julie Fernandez Fernandez, n°1809/1 du 14 octobre 2011.

51. Proposition de loi visant à supprimer l'interdiction de cumul entre une pension de retraite ou de survie et un revenu du travail.

Déposée par Mme Karolien Grosemans n°1883/1 du 16 novembre 2011.

52. Proposition de loi modifiant la loi du 28 décembre 2011 portant des dispositions diverses, concernant le maintien du droit à la pension anticipée en cas de nouvelle réglementation.

Déposée par M. Georges Gilkinet, M. Wouter De Vriendt, Mme Zoé Genot, M. Ronny Balcaen, Mme Muriel Gerken, Mme Eva Brems, Mme Juliette Boulet, M. Kristof Calvo, n°2039/1 du 6 février 2012.

53. Proposition de loi modifiant la loi du 28 décembre 2011 portant des dispositions diverses, concernant le maintien des régimes favorables en matière de pensions pour les pompiers et les fonctions contraignantes.

Déposée par M. Georges Gilkinet, M. Wouter De Vriendt, M. Ronny Balcaen, M. Stefaan Van Hecke, Mme Zoé Genot, n°2044/1 du 7 février 2012.

54. Proposition de loi autorisant le cumul illimité des revenus provenant de l'exercice du mandat de conseiller communal, de conseiller provincial ou de membre d'un conseil de l'aide sociale avec une pension de retraite ou de survie.

Déposée par M. Guy D'haeseleer, M. Filip De Man, M. Peter Logghe, M. Tanguy Veys, n°2088/1 du 29 février 2012.

55. Proposition de loi modifiant la législation relative à la pension en ce qui concerne le cumul avec d'autres revenus.

Déposée par M. Guy D'haeseleer, Mme Rita De Bont, M. Hagen Goyvaerts, M. Peter Logghe, Mme Barbara Pas, n°2089/1 du 29 février 2012.

56. Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne la condition de carrière, la loi du 22 mars 2001 instituant la garantie de revenus aux personnes âgées.

Déposée par Mme Rita De Bont, M. Guy D'haeseleer, Mme Barbara Pas, n°2153/1 du 17 avril 2012.

57. Proposition de loi garantissant le maintien des droits acquis dans le cadre du bonus de pension.

Déposée par Mme Sonja Becq, Mme Meryame Kitir, Mme Catherine Fonck, Mme Nahima Lanjri, n°2375/1 du 18 juillet 2012.

58. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 21 décembre 1967 portant règlement général du régime de pension de retraite et de survie des travailleurs salariés, concernant la période des études.

Déposée par M. Daniel Bacquelaine, M. David Clarinval, Mme Valérie De Bue, n°2593/1 du 28 décembre 2012.

59. Proposition de loi réformant la pension des membres de la députation permanente d'une province, du Collège provincial ou de la députation du Conseil.

Déposée par M. Mathias De Clercq, M. Jean-Marc Delizée, Mme Meryame Kitir, M. Stefaan Vercamer, Mme Leen Dierick, Mme Nathalie Muylle, Mme Carina Van Cauter, M. Josy Arens, M. Daniel Bacquelaine, M. Jenne De Potter, n°2942/1 du 10 juillet 2013.

Addendum, n°2942/2 du 17 juillet 2013.

Avis du Conseil d'État, n°2942/3 du 4 septembre 2013.

Retrait de signature (MM. Jean-Marc Delizée, Josy Arens et Daniel Bacquelaine), n°2942/4 du 21 octobre 2013.

60. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 22 décembre 1967 portant règlement général relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants, concernant le délai de quatre mois pour prendre une décision en matière de pension.

Déposée par M. Daniel Bacquelaine, Mme Valérie Warzée-Caverenne, Mme Kattrin Jadin, Mme Valérie De Bue, M. David Clarinval, n°2954/1 du 16 juillet 2013.

PERSONNEL DE SERVICE

1. Proposition de résolution visant à faire ratifier dans les meilleurs délais la convention de l'OIT concernant le travail décent pour les travailleuses et travailleurs domestiques.

Déposée par M. Stefaan Vercamer, Mme Nahima Lanjri, Mme Zuhail Demir, M. Dirk Van der Maelen, Mme Eva Brems, M. Christian Brotcorne, M. Roel Deseyn, M. Georges Dallemagne, M. Patrick Moriau (**), n°1805/1 du 12 octobre 2011.

Addendum, n°1805/2 du 24 janvier 2012.

Addendum, n°1805/3 du 8 juin 2012.

Amendement de Mme Christiane Vienne, M. Patrick Moriau (**), Mme Corinne De Permentier, M. Georges Dallemagne, M. Roel Deseyn, M. Herman De Croo, M. Bruno Tuybens, Mme Isabelle Emmery, n°1805/4 du 13 juin 2012.

Addendum, n°1805/5 du 19 juin 2012.

POLITIQUE DE L'EMPLOI

1. Proposition de loi modifiant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs.

Déposée par Mme Miranda Van Eetvelde, M. Theo Francken, n°3257/1 du 18 décembre 2013.

2. Proposition de loi modifiant la loi du 23 décembre 2005 relative au pacte de solidarité entre les générations, visant à encourager les entreprises à augmenter leurs efforts de formation des travailleurs.

Déposée par M. Georges Gilkinet, M. Kristof Calvo, n°3560/1 du 22 avril 2014.

POLITIQUE DES TRANSPORTS

1. Proposition de loi visant à instaurer un plan de mobilité dans les entreprises.

Déposée par Mme Catherine Fonck, M. Christophe Bastin, n°93/1 du 6 septembre 2010.

2. Proposition de loi relative au budget mobilité.

Déposée par M. Jef Van den Bergh n°3309/1 du 22 janvier 2014.

PRESTATION FAMILIALE

1. Proposition de loi visant à modifier l'article 56bis des lois coordonnées relatives aux allocations familiales des travailleurs salariés.

Déposée par Mme Valérie De Bue, M. David Clarinval, Mme Jacqueline Galant, n°357/1 du 12 octobre 2010.

2. Proposition de loi visant à protéger les assurés sociaux de la récupération des prestations familiales quand aucune faute ne leur est imputable.

Déposée par Mme Muriel Gerkens, M. Georges Gilkinet, M. Wouter De Vriendt, n°486/1 du 27 octobre 2010.

3. Proposition de loi adaptant automatiquement les allocations familiales à l'évolution des plafonds de revenus.

Déposée par Mme Meryame Kitir, M. Hans Bonte, Mme Myriam Vanlerberghe (**), n°592/1 du 17 novembre 2010.

4. Proposition de loi modifiant les lois coordonnées du 19 décembre 1939 relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés et l'arrêté royal du 8 avril 1976 établissant le régime des prestations familiales en faveur des travailleurs indépendants.

Déposée par Mme Carina Van Cauter, Mme Sabien Lahaye-Battheu, Mme Maggie De Block, M. Mathias De Clercq, Mme Gwendolyn Rutten, n°737/1 du 30 novembre 2010.

5. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 10 août 2005 fixant les conditions auxquelles les allocations familiales sont accordées en faveur de l'enfant qui suit des cours ou poursuit sa formation.

Déposée par Mme Meryame Kitir n°877/1 du 22 décembre 2010.

6. Proposition de loi complétant les lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés.

Déposée par Mme Meryame Kitir n°878/1 du 22 décembre 2010.

7. Proposition de loi modifiant les lois coordonnées du 19 décembre 1939 relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés en ce qui concerne la majoration des allocations familiales.

Déposée par M. Guy D'haeseleer, M. Gerolf Annemans, Mme Rita De Bont, M. Filip De Man, M. Hagen Goyvaerts, Mme Barbara Pas, n°1073/1 du 19 janvier 2011.

8. Proposition de loi modifiant les lois relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés coordonnées le 19 décembre 1939, en ce qui concerne la suppression des allocations familiales en cas d'absentéisme scolaire.

Déposée par M. Filip De Man, M. Guy D'haeseleer, Mme Rita De Bont, Mme Barbara Pas, n°1099/1 du 20 janvier 2011.

9. Proposition de loi modifiant les lois coordonnées du 19 décembre 1939 relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, concernant l'octroi de l'allocation forfaitaire.

Déposée par M. Georges Gilkinet, M. Kristof Calvo, Mme Zoé Genot, Mme Muriel Gerkens, M. Wouter De Vriendt, n°1607/1 du 20 juin 2011.

10. Proposition de loi modifiant les lois relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, coordonnées le 19 décembre 1939.

Déposée par Mme Miranda Van Eetvelde, Mme Zuhel Demir, Mme Karolien Grosemans, Mme Nadia Sminate, n°1666/1 du 7 juillet 2011.

11. Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne la suppression du Fonds d'équipements et de services collectifs, les lois relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, coordonnées le 19 décembre 1939.

Déposée par M. Guy D'haeseleer, M. Hagen Goyvaerts, Mme Rita De Bont, Mme Barbara Pas, n°1980/1 du 10 janvier 2012.

12. Proposition de loi modifiant les lois relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, coordonnées le 19 décembre 1939.

Déposée par Mme Miranda Van Eetvelde, Mme Nadia Sminate, M. Manu Beuselinck (**), Mme Karolien Grosemans, Mme Zuhail Demir, M. Bert Maertens, n°2304/1 du 28 juin 2012.

13. Proposition de résolution pour la suppression des rangs dans le système des allocations familiales.

Déposée par Mme Catherine Fonck n°2325/1 du 4 juillet 2012.

PROFESSION INDEPENDANTE

1. Proposition de loi visant à faciliter les conditions d'accès aux prestations d'aide à la maternité afin d'élargir ces prestations à certains indépendants ne rentrant pas en compte pour l'octroi des prestations d'aide à la maternité.

Déposée par M. Christian Brotcorne n°155/1 du 14 septembre 2010.

2. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 17 janvier 2006 instaurant un régime de prestations d'aide à la maternité en faveur des travailleuses indépendantes et modifiant l'arrêté royal du 12 décembre 2001 concernant les titres-services.

Déposée par M. Christian Brotcorne n°180/1 du 20 septembre 2010.

3. Proposition de loi visant à octroyer aux travailleurs indépendants et aux conjoints aidants une assurance paternité.

Déposée par M. Christian Brotcorne n°186/1 du 20 septembre 2010.

4. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 22 décembre 1967 portant règlement général relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants, concernant le cumul entre une activité autorisée et la pension.

Déposée par M. Daniel Bacquelaine, M. David Clarinval, Mme Kattrin Jadin, Mme Valérie Warzée-Caverenne, Mme Valérie De Bue, Mme Corinne De Permentier, M. Luc Gustin, M. Charles Michel, n°3140/1 du 21 novembre 2013.

Addendum, n°3140/2 du 26 novembre 2013.

REPRESENTATION DU PERSONNEL

1. Proposition de loi modifiant la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie en ce qui concerne les droits des délégués du personnel au sein des conseils d'entreprise.

Déposée par M. Yvan Mayeur, Mme Valérie Déom (**), Mme Colette Burgeon, Mme Christiane Vienne, Mme Julie Fernandez Fernandez, n°224/1 du 29 septembre 2010.

Avis, n°224/2 du 6 juin 2013.

Amendements de Mme Julie Fernandez Fernandez, M. Jean-Marc Delizée, Mme Meryame Kitir, n°224/3 du 1 avril 2014.

Rapporteur(s) : Mme Karolien Grosemans, Mme Meryame Kitir

2. Proposition de loi modifiant la législation relative aux élections sociales en ce qui concerne les listes de candidats.

Déposée par Mme Maggie De Block, Mme Gwendolyn Rutten, M. Mathias De Clercq, n°963/1 du 29 décembre 2010.

RESSORTISSANT ETRANGER

1. Proposition de résolution relative au monitoring de l'emploi des travailleurs d'origine étrangère.

Déposée par Mme Nahima Lanjri, M. Stefaan Vercamer, Mme Sonja Becq, n°707/1 du 25 novembre 2010.

2. Proposition de résolution relative à la nécessité de renforcer la lutte contre l'abus ou l'usage improprie de notre sécurité sociale, en particulier par des étrangers.

Déposée par M. Gerolf Annemans, M. Filip De Man, Mme Annick Ponthier, M. Tanguy Veys, n°1815/1 du 17 octobre 2011.

3. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage en ce qui concerne la suppression de la possibilité offerte aux étrangers, de bénéficier d'une allocation dans le cadre du chômage temporaire après un seul jour de travail.

Déposée par M. Gerolf Annemans, M. Guy D'haeseleer, Mme Rita De Bont, Mme Barbara Pas, n°1864/1 du 8 novembre 2011.

SALAIRE

1. Proposition de loi visant à adapter le système des titres-repas.

Déposée par M. Stefaan Vercamer, Mme Nahima Lanjri, n°3282/1 du 9 janvier 2014.

SANTE PUBLIQUE

1. Proposition de loi modifiant la loi programme (I) du 27 décembre 2006, en ce qui concerne le Fonds amiante.

Déposée par Mme Muriel Gerkens, M. Kristof Calvo, Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers, n°1926/1 du 1 décembre 2011.

Amendements de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers, Mme Muriel Gerkens, M. Stefaan Van Hecke, n°1926/2 du 19 juillet 2012.

SECTEUR AGRICOLE

1. Proposition de loi instaurant un prélèvement libératoire forfaitaire pour le travail occasionnel dans les entreprises horticoles et l'agriculture.

Déposée par M. Frank Wilrycx, Mme Lieve Wierinck, M. Mathias De Clercq, M. Herman De Croo, n°2392/1 du 24 juillet 2012.

SECURITE DU TRAVAIL

1. Proposition de loi modifiant la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail.

Déposée par Mme Sabien Lahaye-Battheu n°3494/1 du 27 mars 2014.

SECURITE SOCIALE

1. Proposition de résolution relative à l'instauration d'un système de planification de la carrière (SPC).
Déposée par Mme Sonja Becq, Mme Nahima Lanjri, Mme Nathalie Muylle, Mme Liesbeth Van der Auwera, Mme Leen Dierick, M. Stefaan Vercamer, M. Jef Van den Bergh, n°87/1 du 2 septembre 2010.
Addendum, n°87/2 du 19 octobre 2010.

2. Proposition de résolution visant à procéder à la distribution généralisée par les organismes assureurs de la carte européenne d'assurance maladie en Belgique.

3. Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne le délai de prescription de l'action en recouvrement des cotisations spéciales de sécurité sociale, l'article 64 de la loi du 28 décembre 1983 portant des dispositions fiscales et budgétaires.

Déposée par M. Daniel Bacquelaine, Mme Valérie De Bue, M. David Clarinval, n°209/1 du 24 septembre 2010.

4. Proposition de loi visant à relever certains minima sociaux et à individualiser les droits sociaux.

Déposée par Mme Zoé Genot, M. Wouter De Vriendt, M. Georges Gilkinet, M. Kristof Calvo, Mme Muriel Gerken, Mme Eva Brems, Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers, Mme Juliette Boulet, n°319/1 du 7 octobre 2010.

Avis, n°319/2 du 2 octobre 2012.

Rapporteur(s) : M. David Clarinval

5. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 5 mars 1990 relatif à l'allocation pour l'aide aux personnes âgées.

Déposée par Mme Valérie De Bue, M. David Clarinval, M. Denis Ducarme, n°351/1 du 12 octobre 2010.

6. Proposition de loi modifiant l'article 42bis de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail.

Déposée par M. Olivier Maingain, M. Daniel Bacquelaine, M. David Clarinval, Mme Valérie De Bue, n°522/1 du 5 novembre 2010.

7. Proposition de loi modifiant l'article 17quater de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs afin d'exonérer les pompiers volontaires de cotisations sociales.

Déposée par M. Josy Arens n°542/1 du 10 novembre 2010.

8. Proposition de loi modifiant la législation relative au salaire garanti et supprimant le jour de carence.

Déposée par M. Hans Bonte, Mme Meryame Kitir, Mme Maya Detiège, n°562/1 du 16 novembre 2010.

9. Proposition de loi modifiant la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994 en ce qui concerne les jours de carence.

Déposée par Mme Meryame Kitir, M. Hans Bonte, Mme Myriam Vanlerberghe (**), n°590/1 du 7 novembre 2010.

10. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs.

Déposée par Mme Meryame Kitir, M. Hans Bonte, Mme Maya Detiège, Mme Myriam Vanlerberghe (**), n°591/1 du 17 novembre 2010.

11. Proposition de loi modifiant la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs en ce qui concerne l'emploi supplémentaire lors de journées portes ouvertes ou d'ouvertures.

Déposée par Mme Nadia Sminate, Mme Karolien Grosemans, Mme Zuhail Demir, M. Jan Jambon, Mme Sarah Smeyers, Mme Miranda Van Eetvelde, n°600/1 du 18 novembre 2010.

12. Proposition de loi instaurant une indemnité-éducation et un statut social pour le parent au foyer.

Déposée par M. Gerolf Annemans, M. Hagen Goyvaerts, M. Guy D'haeseleer, Mme Alexandra Colen, Mme Rita De Bont, Mme Barbara Pas, n°722/1 du 30 novembre 2010.

13. Proposition de loi supprimant les cotisations de sécurité sociale appliquées aux primes accordées pour le travail posté, le travail de nuit et le travail irrégulier.

Déposée par Mme Nahima Lanjri, Mme Sonja Becq, M. Stefaan Vercamer, n°803/1 du 10 décembre 2010.

14. Proposition de loi instaurant la liaison des allocations au bien-être.

Déposée par Mme Nahima Lanjri, Mme Sonja Becq, M. Stefaan Vercamer, n°910/1 du 28 décembre 2010.

15. Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne le travail saisonnier et occasionnel, l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs.

Déposée par M. Guy D'haeseleer, M. Peter Logghe, M. Hagen Goyvaerts, Mme Rita De Bont, Mme Barbara Pas, n°922/1 du 16 décembre 2010.

16. Proposition de loi visant à améliorer la situation de revenus des personnes en incapacité de travail.

Déposée par Mme Nahima Lanjri, M. Stefaan Vercamer, Mme Sonja Becq, n°973/1 du 29 décembre 2010.

17. Proposition de résolution relative à la scission de la sécurité sociale.

Déposée par M. Guy D'haeseleer, M. Hagen Goyvaerts, Mme Rita De Bont, Mme Barbara Pas, M. Bruno Valkeniers, n°1127/1 du 27 janvier 2011.

18. Proposition de loi modifiant la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, en vue d'assurer la prise en charge des soins spéciaux liés à la perte d'autonomie.

Déposée par M. Olivier Maingain, M. Damien Thiéry, M. Daniel Bacquelaine, Mme Valérie De Bue, M. David Clarinval, M. Denis Ducarme, Mme Jacqueline Galant, Mme Corinne De Permentier, M. Charles Michel, n°1318/1 du 24 mars 2011.

Addendum, n°1318/2 du 26 juillet 2011.

19. Proposition de loi étendant l'octroi des réductions groupes-cibles accordées dans le cadre de "restructuration" aux victimes d'une faillite, d'une fermeture ou d'une liquidation.

Déposée par Mme Meryame Kitir n°1380/1 du 7 avril 2011.

20. Proposition de loi modifiant l'article 316 de la loi-programme du 27 décembre 2006, en vue de lutter contre la fraude aux allocations.

Déposée par M. Mathias De Clercq, M. Bart Somers, Mme Sabien Lahaye-Battheu, n°1571/1 du 9 juin 2011.

Addendum, n°1571/2 du 10 février 2012.

21. Proposition de loi relative à la suspension du droit aux indemnités d'incapacité de travail en cas de détention préventive ou de privation de liberté.

Déposée par Mme Nadia Sminate, Mme Miranda Van Eetvelde, Mme Karolien Grosemans, n°1678/1 du 13 juillet 2011.

Amendements de Mme Nadia Sminate, n°1678/2 du 27 mars 2012.

Rapporteur(s) : Mme Zoé Genot

22. Proposition de loi favorisant l'assurance-dépendance collective.

Déposée par Mme Maggie De Block, Mme Ine Somers, n°1679/1 du 13 juillet 2011.

Reprise par M. Mathias De Clercq, le 22 décembre 2011 en remplacement de Mme Maggie De Block.

Addendum, n°1679/2 du 22 décembre 2011.

23. Proposition de loi suspendant le paiement des prestations de sécurité sociale des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants détenus dans les prisons ou placés dans les établissements de défense sociale.

Déposée par Mme Carina Van Cauter, Mme Sabien Lahaye-Battheu, M. Stefaan Vercamer, n°1911/1 du 24 novembre 2011.

Addendum, n°1911/2 du 1 décembre 2011.

Rapporteur(s) : Mme Zoé Genot

24. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs en vue d'exonérer la prime d'équipe des cotisations sociales.

Déposée par M. Guy D'haeseleer, M. Hagen Goyvaerts, Mme Rita De Bont, Mme Barbara Pas, M. Bert Schoofs, n°1981/1 du 10 janvier 2012.

25. Proposition de loi adaptant la charte de l'assuré social en ce qui concerne le versement d'intérêts de retard.

Déposée par M. Siegfried Bracke, Mme Zuhail Demir, M. Bert Maertens, Mme Nadia Sminate, Mme Miranda Van Eetvelde, n°2913/1 du 27 juin 2013.

TRAVAIL

1. Proposition de loi relative aux licenciements collectifs.

Déposée par M. Yvan Mayeur, M. Alain Mathot, M. Guy Coëme (**), M. Thierry Giet (**), Mme Christiane Vienne, M. Franco Seminara, Mme Julie Fernandez Fernandez, n°58/1 du 9 août 2010.

Reprise par M. Christophe Lacroix, le 6 février 2013 en remplacement de M. Guy Coëme (**).

Addendum, n°58/2 du 6 février 2013.

2. Proposition de loi visant à protéger les droits des travailleurs lors d'un transfert conventionnel d'entreprise.

Déposée par Mme Christiane Vienne, M. Yvan Mayeur, Mme Valérie Déom (**), n°113/1 du 9 septembre 2010.

3. Proposition de loi visant à améliorer le congé pour maladie grave d'un membre du ménage ou de la famille et pour soins palliatifs.

Déposée par Mme Catherine Fonck, Mme Annick Van Den Ende (**), n°131/1 du 10 septembre 2010.

Reprise par Mme Marie-Martine Schyns (**), le 16 février 2012 en remplacement de Mme Annick Van Den Ende (**).

Rapporteur(s) : Mme Christiane Vienne

4. Proposition de loi visant à porter à dix jours le congé en cas de décès d'un membre de la famille proche.

Déposée par Mme Catherine Fonck, Mme Annick Van Den Ende (**), n°136/1 du 10 septembre 2010.

Reprise par Mme Marie-Martine Schyns (**), le 16 février 2012 en remplacement de Mme Annick Van Den Ende (**).

Rapporteur(s) : M. Jean-Marc Delizée

5. Proposition de loi visant à lutter contre l'écart salarial entre les femmes et les hommes.

Déposée par Mme Sonja Becq, Mme Leen Dierick, M. Stefaan Vercamer, Mme Nahima Lanjri, Mme Catherine Fonck, n°237/1 du 30 septembre 2010.

Addendum, n°237/2 du 2 décembre 2010.

Addendum, n°237/3 du 15 décembre 2010.

Rapport de Mme Marie-Martine Schyns (**), n°237/4 du 27 février 2012.

6. Proposition de loi visant à améliorer les droits des travailleurs intérimaires.

Déposée par Mme Christiane Vienne, M. Yvan Mayeur, Mme Linda Musin, n°247/1 du 1 octobre 2010.

Rapporteur(s) : Mme Catherine Fonck, Mme Miranda Van Eetvelde

7. Proposition de loi modifiant la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail afin d'étendre la protection contre le licenciement abusif aux employés de plus de cinquante ans.

Déposée par Mme Christiane Vienne, Mme Valérie Déom (**), M. Guy Coëme (**), n°248/1 du 1 octobre 2010.

8. Proposition de loi permettant le recours au travail intérimaire pour motif d'insertion.

Déposée par Mme Valérie De Bue, M. David Clarinval, n°352/1 du 12 octobre 2010.

Rapporteur(s) : Mme Catherine Fonck, Mme Miranda Van Eetvelde

9. Proposition de loi visant à allonger le congé de deuil en cas de perte d'un parent proche.

Déposée par Mme Valérie De Bue, M. David Clarinval, Mme Jacqueline Galant, M. Denis Ducarme, n°356/1 du 12 octobre 2010.

Rapporteur(s) : M. Jean-Marc Delizée

10. Proposition de loi modifiant la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail en ce qui concerne les clauses d'écologie.

Déposée par Mme Julie Fernandez Fernandez, Mme Christiane Vienne, M. Franco Seminara, n°358/1 du 12 octobre 2010.

11. Proposition de loi modifiant la loi du 20 juillet 2001 visant à favoriser le développement de services et d'emplois de proximité.

Déposée par Mme Valérie De Bue, M. David Clarinval, Mme Jacqueline Galant, M. Daniel Bacquelaine, n°365/1 du 12 octobre 2010.

12. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 28 août 1963 relatif au maintien de la rémunération normale des ouvriers, des travailleurs domestiques, des employés et des travailleurs engagés pour le service des bâtiments de navigation intérieure, pour les jours d'absence à l'occasion d'événements familiaux ou en vue de l'accomplissement d'obligations civiques ou de missions civiles.

Déposée par M. David Geerts, Mme Myriam Vanlerberghe (**), n°374/1 du 12 octobre 2010.

Rapporteur(s) : M. Jean-Marc Delizée

13. Proposition de loi visant la remise au travail des invalides suite à une pathologie grave.

Déposée par Mme Valérie De Bue, M. Daniel Bacquelaine, Mme Jacqueline Galant, M. David Clarinval, n°413/1 du 19 octobre 2010.

14. Proposition de loi améliorant le statut des travailleurs intérimaires.

Déposée par M. Hans Bonte, Mme Meryame Kitir, M. Peter Vanvelthoven, n°448/1 du 26 octobre 2010.

Rapporteur(s) : Mme Catherine Fonck, Mme Miranda Van Eetvelde

15. Proposition de loi modifiant la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail, en ce qui concerne le stress et la pression du travail.

Déposée par M. Peter Vanvelthoven, Mme Meryame Kitir, M. Hans Bonte, Mme Ann Vanheste, Mme Karin Temmerman, n°449/1 du 26 octobre 2010.

16. Proposition de loi instaurant une responsabilité solidaire entre le donneur d'ordre et le sous-traitant pour le paiement des dettes sociales.

Déposée par M. Hans Bonte, Mme Meryame Kitir, Mme Ann Vanheste, Mme Karin Temmerman, n°450/1 du 26 octobre 2010.

17. Proposition de loi visant à établir la différence entre travailleurs salariés et indépendants.

Déposée par Mme Meryame Kitir, M. Hans Bonte, M. Peter Vanvelthoven, Mme Karin Temmerman, n°452/1 du 26 octobre 2010.

Addendum, n°452/2 du 8 mars 2011.

18. Proposition de résolution sur les services à la personne.

Déposée par Mme Valérie De Bue, M. David Clarinval, n°508/1 du 28 octobre 2010.

19. Proposition de résolution visant à lutter contre l'écart salarial entre les femmes et les hommes à travers l'utilisation de systèmes analytiques de classification de fonctions sexuellement neutres.

Déposée par Mme Valérie Déom (**), Mme Colette Burgeon, Mme Özlem Özen, M. Olivier Henry, n°512/1 du 29 octobre 2010.

20. Proposition de loi modifiant la loi du 16 mars 1971 sur le travail en ce qui concerne la prestation des heures supplémentaires.

Déposée par M. François-Xavier de Donnea, Mme Valérie De Bue, M. David Clarinval, Mme Marie-Christine Marghem, M. Denis Ducarme, n°534/1 du 9 novembre 2010.

21. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 10 août 1998 instaurant un droit à l'interruption de carrière pour l'assistance ou l'octroi de soins à un membre du ménage ou de la famille gravement malade en ce qui concerne l'octroi du droit à la réduction des prestations de travail aux travailleurs des PME.

Déposée par M. Hans Bonte, Mme Meryame Kitir, M. Peter Vanvelthoven, Mme Myriam Vanlerberghe (**), Mme Maya Detiège, n°559/1 du 16 novembre 2010.

22. Proposition de loi modifiant la loi du 26 juin 2002 relative aux fermetures d'entreprises, en vue d'octroyer l'indemnité de fermeture aux travailleurs occupés dans de petites entreprises.

Déposée par M. Hans Bonte, M. Peter Vanvelthoven, Mme Meryame Kitir, Mme Maya Detiège, n°560/1 du 16 novembre 2010.

23. Proposition de loi instaurant un système de crédit-temps, de diminution de carrière et de réduction des prestations de travail à un mi-temps.

Déposée par M. Hans Bonte, Mme Meryame Kitir, Mme Myriam Vanlerberghe (**), Mme Maya Detiège, n°561/1 du 16 novembre 2010.

24. Proposition de loi modifiant la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail en vue d'instaurer une suspension du délai de préavis pendant une grève.

Déposée par M. Hans Bonte, Mme Meryame Kitir, Mme Maya Detiège, n°563/1 du 16 novembre 2010.

25. Proposition de loi modifiant la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail en ce qui concerne le délai de préavis des ouvriers.

Déposée par M. Hans Bonte, Mme Meryame Kitir, Mme Maya Detiège, n°564/1 du 16 novembre 2010.

26. Proposition de loi modifiant la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail en vue d'instituer la représentation des travailleurs dans les petites et moyennes entreprises.

Déposée par Mme Meryame Kitir, M. Hans Bonte, Mme Maya Detiège, Mme Myriam Vanlerberghe (**), n°583/1 du 17 novembre 2010.

27. Proposition de loi modifiant la réglementation en vue de garantir le double pécule de vacance et la prime de fin d'année aux travailleurs en incapacité de travail qui reprennent le travail dans le cadre de la "reprise du travail progressive".

Déposée par Mme Meryame Kitir, M. Hans Bonte, M. David Geerts, Mme Maya Detiège, Mme Myriam Vanlerberghe (**), n°586/1 du 17 novembre 2010.

28. Proposition de résolution visant à lutter contre l'écart salarial entre les hommes et les femmes.

Déposée par Mme Valérie De Bue, M. David Clarinval, Mme Corinne De Permentier, Mme Katrin Jadin, Mme Jacqueline Galant, M. Denis Ducarme, n°621/1 du 18 novembre 2010.

29. Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes, entre les travailleurs allochtones et autochtones et entre les travailleurs atteints d'un handicap et les travailleurs sans handicap.

Déposée par Mme Maya Detiège, M. Hans Bonte, Mme Meryame Kitir, M. Bruno Tuybens, M. Renaat Landuyt, Mme Myriam Vanlerberghe (**), Mme Ann Vanheste, M. Dirk Van der Maelen, M. Peter Vanvelthoven, n°626/1 du 18 novembre 2010.

Rapport de Mme Marie-Martine Schyns (**), n°626/2 du 27 février 2012.

30. Proposition de loi modifiant la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, en vue de la reconnaissance des organisations représentatives des cadres.

Déposée par M. Daniel Bacquelaine, Mme Valérie De Bue, M. David Clarinval, Mme Corinne De Permentier, Mme Maggie De Block, n°637/1 du 19 novembre 2010.

Addendum, n°637/2 du 28 décembre 2010.

31. Proposition de loi relative au télétravail.

Déposée par M. Philippe Blanchart, M. Eric Thiébaut, Mme Julie Fernandez Fernandez, Mme Colette Burgeon, Mme Christiane Vienne, M. Yvan Mayeur, M. Anthony Dufrane (**), n°697/1 du 25 novembre 2010.

Addendum, n°697/2 du 31 mars 2011.

32. Proposition de résolution visant à créer la possibilité de prendre tout ou partie du congé pour raisons impérieuses en heures plutôt qu'en jours.

Déposée par Mme Maggie De Block, M. Mathias De Clercq, M. Herman De Croo, Mme Gwendolyn Rutten, n°703/1 du 25 novembre 2010.

33. Proposition de loi relative à l'octroi de titres-services par l'employeur.

Déposée par M. Mathias De Clercq, Mme Maggie De Block, Mme Gwendolyn Rutten, n°714/1 du 26 novembre 2010.

34. Proposition de loi modifiant la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail en ce qui concerne le licenciement abusif de travailleurs.

Déposée par Mme Nahima Lanjri, Mme Sonja Becq, M. Stefaan Vercamer, n°717/1 du 26 novembre 2010.

35. Proposition de loi instaurant un statut spécifique de travailleur salarié à part entière pour les accueillants conventionnés.

Déposée par Mme Sonja Becq, M. Stefaan Vercamer, Mme Nahima Lanjri, n°751/1 du 1 décembre 2010.

Rapporteur(s) : Mme Catherine Fonck, M. Georges Gilkinet

36. Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne le contrat de travail pour le travail intérimaire, la loi du 24 juillet 1987 sur le travail temporaire, le travail intérimaire et la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs.

Déposée par Mme Maggie De Block, M. Mathias De Clercq, Mme Gwendolyn Rutten, n°764/1 du 2 décembre 2010.

Rapporteur(s) : Mme Catherine Fonck, Mme Miranda Van Eetvelde

37. Proposition de loi modifiant la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail en vue d'instaurer une suspension du délai de préavis pendant une grève.

Déposée par Mme Nahima Lanjri, Mme Sonja Becq, M. Stefaan Vercamer, n°804/1 du 10 décembre 2010.

38. Proposition de résolution visant à autoriser l'occupation de travailleurs intérimaires dans des entreprises ressortissant à la compétence de la Commission paritaire n° 139 de la batellerie.

Déposée par M. Willem-Frederik Schiltz, M. Mathias De Clercq, Mme Maggie De Block, Mme Gwendolyn Rutten, Mme Carina Van Cauter, n°906/1 du 21 décembre 2010.

39. Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne le congé pour soins palliatifs, l'arrêté royal du 2 janvier 1991 relatif à l'octroi d'allocations d'interruption.

Déposée par M. Stefaan Vercamer, Mme Nahima Lanjri, Mme Sonja Becq, n°950/1 du 28 décembre 2010.

40. Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne l'extension du congé, l'arrêté royal du 10 août 1998 instaurant un droit à l'interruption de carrière pour l'assistance ou l'octroi de soins à un membre du ménage ou de la famille gravement malade.

Déposée par M. Stefaan Vercamer, Mme Sonja Becq, Mme Nahima Lanjri, n°952/1 du 28 décembre 2010.

Rapporteur(s) : Mme Christiane Vienne

41. Proposition de loi modifiant l'article 31 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

Déposée par M. Stefaan Vercamer, Mme Sonja Becq, Mme Nahima Lanjri, n°954/1 du 28 décembre 2010.

42. Proposition de loi modifiant la loi du 24 juillet 1987 sur le travail temporaire, le travail intérimaire et la mise des travailleurs à la disposition d'utilisateurs, en ce qui concerne la mise à disposition de travailleurs âgés.

Déposée par Mme Maggie De Block, M. Mathias De Clercq, Mme Sabien Lahaye-Battheu, Mme Gwendolyn Rutten, n°964/1 du 29 décembre 2010.

43. Proposition de loi modifiant la loi-programme (I) du 24 décembre 2002 en vue d'encourager la formation ou le recyclage de travailleurs âgés.

Déposée par Mme Maggie De Block, Mme Sabien Lahaye-Battheu, M. Herman De Croo, Mme Carina Van Cauter, Mme Gwendolyn Rutten, M. Mathias De Clercq, n°965/1 du 29 décembre 2010.

Rapporteur(s) : Mme Miranda Van Eetvelde

44. Proposition de loi sur le télétravail à domicile.

Déposée par Mme Maggie De Block, M. Herman De Croo, Mme Sabien Lahaye-Battheu, Mme Carina Van Cauter, M. Mathias De Clercq, Mme Gwendolyn Rutten, n°974/1 du 29 décembre 2010.

45. Proposition de loi allongeant le congé de deuil accordé lors du décès du partenaire ou d'un enfant cohabitant.

Déposée par Mme Nahima Lanjri, M. Stefaan Vercamer, Mme Sonja Becq, n°1036/1 du 18 janvier 2011.

Rapporteur(s) : M. Jean-Marc Delizée

46. Proposition de loi instaurant un statut unique pour les travailleurs salariés.

Déposée par M. Guy D'haeseleer, Mme Rita De Bont, Mme Barbara Pas, n°1074/1 du 19 janvier 2011.

47. Proposition de loi modifiant la loi du 1er avril 1936 sur les contrats d'engagement pour le service des bâtiments de navigation intérieure et la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

Déposée par Mme Catherine Fonck, M. Christophe Bastin, Mme Annick Van Den Ende (**), n°1101/1 du 21 janvier 2011.

48. Proposition de loi créant un point-contact "harcèlement au travail".

Déposée par Mme Zuhail Demir, M. Karel Uyttersprot, Mme Karolien Grosemans, Mme Nadia Sminate, Mme Miranda Van Eetvelde, n°1114/1 du 25 janvier 2011.

49. Proposition de loi modifiant la législation relative au crédit d'heures supplémentaires et au traitement fiscal et parafiscal des heures supplémentaires.

Déposée par M. Guy D'haeseleer, M. Hagen Goyvaerts, Mme Rita De Bont, Mme Barbara Pas, n°1128/1 du 27 janvier 2011.

50. Proposition de loi levant l'interdiction d'exécuter des travaux de construction le samedi.

Déposée par M. Guy D'haeseleer, Mme Rita De Bont, Mme Barbara Pas, n°1129/1 du 27 janvier 2011.

51. Proposition de loi modifiant la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre la discrimination entre les femmes et les hommes, instituant le rapport et le plan pour l'égalité des chances entre les femmes et les hommes.

Déposée par Mme Catherine Fonck, Mme Sonja Becq, n°1168/1 du 3 février 2011.

Rapport de Mme Marie-Martine Schyns (**), n°1168/2 du 27 février 2012.

52. Proposition de loi modifiant la réglementation en matière de congé de deuil.

Déposée par M. Wouter De Vriendt, M. Georges Gilkinet, Mme Zoé Genot, M. Kristof Calvo, n°1225/1 du 17 février 2011.

Rapporteur(s) : M. Jean-Marc Delizée

53. Proposition de résolution relative à la levée de l'interdiction d'embaucher des travailleurs intérimaires dans le secteur du déménagement.

Déposée par Mme Karolien Grosemans, Mme Zuhail Demir, Mme Miranda Van Eetvelde, Mme Nadia Sminate, n°1243/1 du 22 février 2011.

Rapporteur(s) : Mme Catherine Fonck, Mme Miranda Van Eetvelde

54. Proposition de loi modifiant les lois du 16 mars 1971 sur le travail et du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail instituant une protection pour les travailleuses et les travailleurs qui s'absentent du travail pour le diagnostic et le traitement de l'infertilité.

Déposée par Mme Catherine Fonck n°1268/1 du 1 mars 2011.

55. Proposition de loi modifiant la loi du 16 mars 1971 sur le travail, instaurant une protection des travailleuses et des travailleurs dans le cadre d'un traitement de l'infertilité.

Déposée par M. Yvan Mayeur, M. David Clarinval, Mme Valérie Déom (**), Mme Colette Burgeon, Mme Marie-Claire Lambert, Mme Christiane Vienne, Mme Julie Fernandez Fernandez, n°1269/1 du 1 mars 2011.

56. Proposition de loi modifiant la loi du 24 juillet 1987 sur le travail temporaire, le travail intérimaire et la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs en ce qui concerne la préembauche de collaborateurs.

Déposée par Mme Maggie De Block, M. Mathias De Clercq, Mme Gwendolyn Rutten, n°1271/1 du 2 mars 2011.

57. Proposition de loi instaurant la désignation obligatoire de personnes de confiance et déterminant les compétences requises de ces personnes de confiance.

Déposée par Mme Myriam Vanlerberghe (**), Mme Meryame Kitir, n°1305/1 du 17 mars 2011.

58. Proposition de résolution visant à permettre aux entreprises d'évaluer leur politique salariale entre hommes et femmes en mettant à leur disposition le logiciel suisse d'autocontrôle de l'égalité salariale LOGIB.

Déposée par Mme Valérie Déom (**), Mme Colette Burgeon, n°1313/1 du 23 mars 2011.

59. Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne les interdictions et restrictions en matière de travail intérimaire, la loi du 24 juillet 1987 sur le travail temporaire, le travail intérimaire et la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs.

Déposée par Mme Maggie De Block, M. Bart Somers, M. Mathias De Clercq, M. Patrick Dewael, n°1326/1 du 28 mars 2011.

60. Proposition de loi modifiant la loi du 24 juillet 1987 sur le travail temporaire, le travail intérimaire et la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs en vue de l'extension des possibilités de travail intérimaire dans le secteur public.

Déposée par Mme Maggie De Block, M. Bart Somers, M. Mathias De Clercq, M. Patrick Dewael, n°1328/1 du 29 mars 2011.

61. Proposition de résolution concernant la création de comptes formation continue.
Déposée par Mme Catherine Fonck n°1400/1 du 27 avril 2011.

62. Proposition de loi supprimant le piège pour les bas salaires par le biais du bonus à l'emploi.
Déposée par Mme Meryame Kitir n°1401/1 du 27 avril 2011.

63. Proposition de loi créant une alliance emploi-environnement dans la concertation sociale.
Déposée par M. Olivier Deleuze (**), M. Georges Gilkinet, M. Kristof Calvo, Mme Meyrem Almaci, Mme Zoé Genot, M. Wouter De Vriendt, M. Eric Jadot, M. Stefaan Van Hecke, Mme Eva Brems, Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers, n°1438/1 du 5 mai 2011.

64. Proposition de loi modifiant la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail en vue d'un renforcement de la lutte contre la charge psychosociale et le harcèlement au travail.
Déposée par Mme Catherine Fonck, Mme Nahima Lanjri, n°1461/1 du 17 mai 2011.

65. Proposition de résolution pour un renforcement de la lutte contre la charge psychosociale et le harcèlement au travail.
Déposée par Mme Catherine Fonck, Mme Nahima Lanjri, n°1462/1 du 17 mai 2011.

66. Proposition de loi modifiant la loi-programme (I) du 24 décembre 2002 et instaurant l'indexation automatique de la borne bas salaire.
Déposée par Mme Catherine Fonck n°1470/1 du 18 mai 2011.

67. Proposition de loi modifiant la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail en ce qui concerne les tarifs et les interventions des Services externes de prévention et de protection.
Déposée par Mme Miranda Van Eetvelde, Mme Zuhail Demir, Mme Karolien Grosemans, Mme Nadia Sminate, M. Karel Uyttersprot, n°1477/1 du 18 mai 2011.

68. Proposition de loi relative à la protection des droits des travailleurs dans les entreprises de transport aérien.
Déposée par M. Georges Gilkinet, Mme Zoé Genot, M. Kristof Calvo, n°1503/1 du 26 mai 2011.

69. Proposition de loi modifiant la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, visant à prendre en compte les périodes de travail intérimaire dans le calcul de l'ancienneté des travailleurs.
Déposée par Mme Zoé Genot, M. Kristof Calvo, M. Georges Gilkinet, M. Wouter De Vriendt, n°1550/1 du 8 juin 2011.

70. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 10 août 1998 instaurant un droit à l'interruption de carrière pour l'assistance ou l'octroi de soins à un membre du ménage ou de la famille gravement malade en vue d'instituer un congé pour l'assistance ou l'octroi de soins à un enfant hospitalisé.

Déposée par Mme Catherine Fonck, Mme Myriam Vanlerberghe (**), Mme Nahima Lanjri, Mme Christiane Vienne, Mme Zoé Genot, M. Kristof Calvo, M. David Clarinval, M. Mathias De Clercq, n°1559/1 du 8 juin 2011.

Addendum, n°1559/2 du 16 juin 2011.

Addendum, n°1559/3 du 29 juin 2011.

Addendum, n°1559/4 du 10 juillet 2012.

Rapporteur(s) : Mme Miranda Van Eetvelde

71. Proposition de loi visant à mieux encadrer les conditions d'accès au chômage économique des employés.

Déposée par M. Georges Gilkinet, M. Kristof Calvo, Mme Zoé Genot, Mme Muriel Gerkens, M. Wouter De Vriendt, n°1608/1 du 20 juin 2011.

72. Proposition de loi modifiant la loi sur le travail en ce qui concerne l'annualisation de la durée du travail.

Déposée par Mme Zuhail Demir, M. David Clarinval, Mme Maggie De Block, M. Mathias De Clercq, M. Karel Uyttersprot, n°1630/1 du 27 juin 2011.

Rapporteur(s) : Mme Miranda Van Eetvelde

73. Proposition de loi modifiant la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, visant à supprimer le jour de carence chez les ouvriers.

Déposée par Mme Zoé Genot, M. Kristof Calvo, M. Georges Gilkinet, n°1641/1 du 30 juin 2011.

74. Proposition de loi modifiant la loi du 20 juillet 2001 visant à favoriser le développement de services et d'emplois de proximité, tendant à améliorer la qualité de l'emploi dans le cadre des titres-services.

Déposée par Mme Julie Fernandez Fernandez, M. Yvan Mayeur, Mme Christiane Vienne, Mme Colette Burgeon, n°1647/1 du 1 juillet 2011.

75. Proposition de résolution contre l'inégalité salariale entre les femmes et les hommes.

Déposée par Mme Annick Van Den Ende (**), Mme Catherine Fonck, n°1654/1 du 4 juillet 2011.

76. Proposition de résolution relative à l'instauration d'un compte épargne-temps.

Déposée par Mme Miranda Van Eetvelde, Mme Zuhail Demir, Mme Karolien Grosemans, Mme Nadia Sminate, n°1660/1 du 5 juillet 2011.

77. Proposition de loi modifiant la réglementation concernant le statut de l'aide-ménager.

Déposée par Mme Nahima Lanjri, Mme Sonja Becq, Mme Nathalie Muylle, M. Stefaan Vercamer, M. Jef Van den Bergh, Mme Meryame Kitir, n°1673/1 du 12 juillet 2011.

Addendum, n°1673/2 du 23 novembre 2011.

78. Proposition de loi visant à augmenter le revenu minimum mensuel et à supprimer la différence entre les plus et les moins de 21 ans.

Déposée par M. Kristof Calvo, Mme Zoé Genot, M. Georges Gilkinet, Mme Muriel Gerkens, M. Wouter De Vriendt, n°1682/1 du 15 juillet 2011.

79. Proposition de loi modifiant la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail en ce qui concerne le congé de sollicitation.

Déposée par Mme Zuhail Demir, M. Karel Uyttersprot, n°1738/1 du 16 septembre 2011.

80. Proposition de loi modifiant la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie en ce qui concerne les élections sociales.

Déposée par Mme Zuhail Demir, M. Karel Uyttersprot, n°1739/1 du 16 septembre 2011.

81. Proposition de résolution en vue d'une amélioration du système des titres-services quant à la qualité et à la pérennité de l'emploi.

Déposée par M. Georges Gilkinet, Mme Muriel Gerkens, Mme Zoé Genot, M. Wouter De Vriendt, M. Kristof Calvo, n°1749/1 du 20 septembre 2011.

82. Proposition de loi modifiant la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail.

Déposée par Mme Miranda Van Eetvelde, Mme Karolien Grosemans, Mme Nadia Sminate, n°1757/1 du 23 septembre 2011.

83. Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne les détachements de complaisance, la loi du 24 juillet 1987 sur le travail temporaire, le travail intérimaire et la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs.

Déposée par M. Gerolf Annemans, M. Guy D'haeseleer, Mme Rita De Bont, Mme Barbara Pas, n°1867/1 du 8 novembre 2011.

84. Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne les faux détachements, la loi du 24 juillet 1987 sur le travail temporaire, le travail intérimaire et la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs.

Déposée par Mme Karin Temmerman, M. Hans Bonte, n°1924/1 du 1 décembre 2011.

85. Proposition de loi visant à améliorer les conditions de travail dans le secteur du nucléaire.

Déposée par M. Olivier Deleuze (**), M. Kristof Calvo, M. Georges Gilkinet, M. Wouter De Vriendt, Mme Eva Brems, Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers, Mme Meyrem Almaci, Mme Zoé Genot, n°1938/1 du 6 décembre 2011.

86. Proposition de loi modifiant la loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers en ce qui concerne les conditions de nationalité.

Déposée par Mme Daphné Dumery, M. Theo Francken, Mme Sarah Smeyers, n°1977/1 du 23 décembre 2011.

87. Proposition de loi modifiant la loi du 24 juillet 1987 sur le travail temporaire, le travail intérimaire et la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs.

Déposée par M. Stefaan Vercamer, Mme Nahima Lanjri, Mme Sonja Becq, Mme Leen Dierick, Mme Nathalie Muylle, M. Jef Van den Bergh, n°1984/1 du 10 janvier 2012.

Rapporteur(s) : Mme Catherine Fonck, Mme Miranda Van Eetvelde

88. Proposition de loi visant à permettre la récupération des aides publiques octroyées à des entreprises bénéficiaires en cas de réduction socialement injustifiée de l'activité.

Déposée par M. Georges Gilkinet, M. Kristof Calvo, Mme Muriel Gerken, Mme Zoé Genot, M. Wouter De Vriendt, Mme Juliette Boulet, M. Stefaan Van Hecke, M. Olivier Deleuze (**), n°2003/1 du 18 janvier 2012.

89. Proposition de loi modifiant la loi du 24 juillet 1987 sur le travail temporaire, le travail intérimaire et la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs et la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, visant à améliorer le régime du travail intérimaire.

Déposée par Mme Catherine Fonck n°2036/1 du 6 février 2012.

90. Proposition de résolution instaurant un compte-carrière et une utilisation souple du crédit-temps, de l'interruption de carrière et des congés thématiques.

Déposée par M. Mathias De Clercq, Mme Lieve Wierinck, M. Patrick Dewael, M. Herman De Croo, n°2124/1 du 22 mars 2012.

Rapporteur(s) : M. David Clarinval

91. Proposition de résolution demandant l'octroi d'un statut complet pour les accueillants d'enfants conventionnés.

Déposée par Mme Marie-Martine Schyns (**) n°2164/1 du 24 avril 2012.

Reprise par Mme Catherine Fonck, le 10 juillet 2013 en remplacement de Mme Marie-Martine Schyns (**).

Rapporteur(s) : Mme Catherine Fonck, M. Georges Gilkinet

92. Proposition de loi visant à réduire les cotisations patronales dues lors de l'engagement des trois premiers travailleurs.

Déposée par Mme Muriel Gerken, M. Kristof Calvo, M. Georges Gilkinet, Mme Meyrem Almaci, n°2193/1 du 15 mai 2012.

93. Proposition de loi modifiant la loi du 12 avril 1965 concernant la protection de la rémunération des travailleurs en ce qui concerne le paiement de la rémunération.

Déposée par M. Jenne De Potter, M. Stefaan Vercamer, M. Yvan Mayeur, Mme Catherine Fonck, Mme Nahima Lanjri, Mme Bercy Slegers, n°2265/1 du 15 juin 2012.

94. Proposition de loi en vue de faciliter l'adaptation des jobs pour les travailleurs de 55 ans et plus dans les entreprises occupant habituellement en moyenne au moins 50 travailleurs.

Déposée par M. Georges Gilkinet, M. Wouter De Vriendt, Mme Zoé Genot, M. Kristof Calvo, Mme Muriel Gerken, n°2306/1 du 28 juin 2012.

95. Proposition de loi modifiant la loi du 23 décembre 2005 relative au pacte de solidarité entre générations, visant à encourager les entreprises à augmenter leurs efforts de formation des travailleurs et à respecter la pyramide des âges de leur personnel dans leurs efforts de formation.

Déposée par M. Wouter De Vriendt, M. Georges Gilkinet, Mme Zoé Genot, M. Kristof Calvo, Mme Muriel Gerken, n°2307/1 du 28 juin 2012.

96. Proposition de loi modifiant la loi-programme (I) du 29 mars 2012, visant à concrétiser le Plan pour l'emploi des travailleurs âgés.

Déposée par M. Wouter De Vriendt, Mme Zoé Genot, M. Georges Gilkinet, M. Kristof Calvo, Mme Muriel Gerken, n°2308/1 du 28 juin 2012.

97. Proposition de loi modifiant la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie et la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, visant à développer la formation des travailleurs.

Déposée par Mme Zoé Genot, M. Wouter De Vriendt, M. Georges Gilkinet, M. Kristof Calvo, Mme Muriel Gerken, n°2317/1 du 2 juillet 2012.

98. Proposition de loi modifiant la loi du 13 février 1998 portant des dispositions en faveur de l'emploi en ce qui concerne l'instauration d'une obligation de répondre aux candidatures.

Déposée par M. Filip De Man, M. Guy D'haeseleer, Mme Rita De Bont, Mme Barbara Pas, n°2470/1 du 25 octobre 2012.

99. Proposition de loi relative à la protection contre le licenciement des travailleurs donneurs d'organes.

Déposée par Mme Catherine Fonck, M. Benoît Lutgen, n°2515/1 du 22 novembre 2012.

Avis, n°2515/2 du 22 juillet 2013.

Rapporteur(s) : M. Mathias De Clercq

100. Proposition de loi modifiant l'article 30 de la loi du 23 décembre 2005 relative au pacte de solidarité entre les générations, pour un accès non discriminant à la formation.

Déposée par Mme Zoé Genot, M. Wouter De Vriendt, M. Georges Gilkinet, n°2551/1 du 7 décembre 2012.

101. Proposition de résolution visant à renforcer quantitativement et qualitativement les ressources des services d'inspection afin de favoriser le bien-être au travail.

Déposée par Mme Zoé Genot, M. Georges Gilkinet, M. Kristof Calvo, M. Wouter De Vriendt, n°2597/1 du 9 janvier 2013.

102. Proposition de résolution visant à lancer une concertation avec les partenaires sociaux en vue de permettre l'adaptation du temps de travail à l'activité des entreprises.

Déposée par M. Olivier Maingain, M. Damien Thiéry, M. Bernard Clerfayt, n°2663/1 du 21 février 2013.

103. Proposition de loi modifiant certains arrêtés royaux relatifs aux allocations d'interruption.

Déposée par Mme Miranda Van Eetvelde, M. Siegfried Bracke, Mme Zuhail Demir, M. Bert Maertens, Mme Nadia Sminate, n°2842/1 du 29 mai 2013.

104. Proposition de loi créant un "Plan Tandem pour l'Emploi".

Déposée par M. Georges Gilkinet, M. Wouter De Vriendt, M. Kristof Calvo, Mme Zoé Genot, Mme Muriel Gerkens, Mme Juliette Boulet, Mme Meyrem Almaci, n°2845/1 du 30 mai 2013.

105. Proposition de loi modifiant la législation en ce qui concerne la protection contre le licenciement dans le cadre du congé de paternité.

Déposée par Mme Miranda Van Eetvelde, M. Siegfried Bracke, Mme Zuhail Demir, M. Bert Maertens, Mme Nadia Sminate, n°2896/1 du 20 juin 2013.

106. Proposition de résolution visant à supprimer le lien entre le salaire et l'ancienneté afin de faire davantage correspondre la rémunération à la productivité et aux compétences des travailleurs.

Déposée par M. Mathias De Clercq, Mme Gwendolyn Rutten, n°2956/1 du 9 juillet 2013.

107. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 12 décembre 2001 concernant les titres-services en ce qui concerne la "règle de 60 pour cent".

Déposée par M. Mathias De Clercq, M. Frank Wilrycx, n°3014/1 du 20 septembre 2013.

108. Projet de loi abrogeant certaines dispositions de la loi-programme du 27 décembre 2012 et modifiant la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

Déposé par le gouvernement n°3559/1 du 18 avril 2014.

Commission de la Défense nationale

ARMÉE

1. Proposition de résolution relative au suivi des risques sanitaires pour les militaires ayant travaillé avec le système de défense antiaérienne HAWK.

Déposée par M. David Geerts, M. Anthony Dufrane (**), n°258/1 du 4 octobre 2010.

Addendum, n°258/2 du 12 octobre 2010.

Addendum, n°258/3 du 12 octobre 2010.

Addendum, n°258/4 du 31 janvier 2012.

Rapporteur(s) : M. Philippe Blanchart

2. Proposition de résolution visant à améliorer la politique sportive à la Défense et la condition physique des militaires.

Déposée par M. Theo Francken, M. Jean Marie Dedecker, M. Laurent Louis, n°1663/1 du 7 juillet 2011.

Retrait de signature, n°1663/2 du 14 juillet 2011.

Rapporteur(s) : Mme Annick Ponthier

3. Proposition de loi modifiant la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée.

Déposée par M. Patrick Moriau (**), M. Philippe Blanchart, M. David Geerts, M. Christophe Lacroix, M. Denis Ducarme, n°1706/1 du 29 juillet 2011.

Addendum, n°1706/2 du 12 mars 2012.

Addendum, n°1706/3 du 19 novembre 2012.

Amendement de M. Filip De Man, Mme Annick Ponthier, n°1706/4 du 14 décembre 2012.

Amendement de M. Bert Maertens, Mme Karolien Grosemans, M. Theo Francken, n°1706/5 du 17 décembre 2012.

Addendum, n°1706/6 du 18 décembre 2012.

Rapporteur(s) : M. Kristof Waterschoot

4. Proposition de résolution relative à la procédure de nomination du Chief of Defence (Chod).

Déposée par M. David Geerts, M. Dirk Van der Maelen, n°2149/1 du 16 avril 2012.

5. Proposition de loi modifiant la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée.

Déposée par M. Damien Thiéry, M. Olivier Maingain, M. Bernard Clerfayt, n°2168/1 du 24 avril 2012.

6. Proposition de loi modifiant la loi du 27 mars 2003 relative au recrutement des militaires et au statut des musiciens militaires et modifiant diverses lois applicables au personnel de la Défense.

Déposée par M. Georges Dallemagne, M. Christophe Bastin, M. Christian Brotcorne, n°2569/1 du 13 décembre 2012.

Amendements de M. Gerald Kindermans, M. David Geerts, M. Luk Van Biesen, M. Georges Dallemagne, M. Christophe Lacroix, M. Denis Ducarme, Mme Karolien Grosemans, M. Bert Maertens, M. Theo Francken, n°2569/2 du 6 mars 2013.

Rapporteur(s) : Mme Karolien Grosemans

7. Proposition de résolution visant à renforcer le screening des candidats et des membres civils et militaires de la Défense, et à renforcer les moyens du Service général du renseignement et de la sécurité (SGRS).

Déposée par M. Denis Ducarme, Mme Corinne De Permentier, n°2641/1 du 18 février 2013.

Rapporteur(s) : Mme Karolien Grosemans

8. Proposition de résolution relative à l'aide à la Nation pour une armée tournée vers la population.

Déposée par M. Christophe Lacroix, M. Vincent Sampaoli, M. Philippe Blanchart, M. Eric Thiébaud, n°3051/1 du 8 octobre 2013.

Rapporteur(s) : Mme Karolien Grosemans

GUERRE

1. Proposition de loi créant le Mémorial National du Fort de Huy.

Déposée par M. Daniel Bacquelaine n°1309/1 du 23 mars 2011.

MAINTIEN DE LA PAIX

1. Proposition de résolution relative au désarmement et à la non-prolifération nucléaires et à la revue de posture de défense et de dissuasion ("Defence and Deterrence Posture Review") au sein de l'OTAN.

Déposée par M. Dirk Van der Maelen, M. David Geerts, Mme Eva Brems, M. Daniel Bacquelaine, n°1798/1 du 12 octobre 2011.

2. Proposition de résolution relative au retrait des armes nucléaires tactiques du territoire belge.

Déposée par M. Dirk Van der Maelen n°2846/1 du 30 mai 2013.

MINISTERE

1. Proposition de résolution relative à la modification de la dénomination néerlandaise du département de la Défense et de la dénomination néerlandaise de la fonction de ministre de la Défense.

Déposée par Mme Karolien Grosemans, M. Jan Jambon, M. Theo Francken, M. Bert Maertens, n°3334/1 du 30 janvier 2014.

OTAN

1. Proposition de résolution relative à la révision du Concept stratégique de l'OTAN.

Déposée par M. Dirk Van der Maelen, M. David Geerts, n°530/1 du 8 novembre 2010.

POLITIQUE EXTERIEURE

1. Proposition de résolution concernant les opérations militaires belges.

Déposée par M. Georges Dallemagne n°2844/1 du 30 mai 2013.

PREMIERE GUERRE MONDIALE

1. Proposition de résolution demandant de présenter des excuses aux familles de soldats exécutés durant la Première Guerre mondiale.

Déposée par Mme Kristien Van Vaerenbergh, Mme Sarah Smeyers, M. Koenraad Degroote, Mme Sophie De Wit, n°3246/1 du 12 décembre 2013.

Commission des Finances et du Budget

AIDE A L'AGRICULTURE

1. Proposition de loi modifiant la loi-programme du 23 décembre 2009 en ce qui concerne l'aide à l'agriculture.

Déposée par Mme Catherine Fonck, Mme Marie-Martine Schyns (**), M. Josy Arens, Mme Nathalie Muylle, M. Jenne De Potter, M. Benoît Lutgen, M. Frank Wilrycx, n°2542/1 du 5 décembre 2012.

Addendum, n°2542/2 du 6 décembre 2012.

Amendements de M. Dirk Van der Maelen, M. Luk Van Biesen, M. Carl Devlies, Mme Karin Temmerman, M. Josy Arens, Mme Valérie Warzée-Caverenne, n°2542/3 du 26 février 2013.

Amendement de Mme Veerle Wouters, n°2542/4 du 27 février 2013.

Avis, n°2542/5 du 31 mai 2013.

Avis, n°2542/6 du 6 juin 2013.

Avis, n°2542/7 du 6 juin 2013.

Rapporteur(s) : M. Luk Van Biesen

2. Proposition de loi modifiant la loi-programme du 23 décembre 2009 en vue de prolonger l'aide à l'agriculture.

Déposée par Mme Valérie Warzée-Caverenne, M. Daniel Bacquelaine, Mme Jacqueline Galant, M. Philippe Goffin, Mme Kattrin Jadin, n°2554/1 du 11 décembre 2012.

Avis, n°2554/2 du 31 mai 2013.

Rapporteur(s) : M. Luk Van Biesen

ARTS

1. Proposition de loi portant création de "CONSERVABRU" sous la forme d'une société anonyme de droit public à finalité sociale.

Déposée par M. François-Xavier de Donnea, M. Herman De Croo, Mme Myriam Delacroix-Rolin (**), M. Yvan Mayeur, n°1606/1 du 20 juin 2011.

Amendements de M. Olivier Deleuze (**), n°1606/2 du 1 juillet 2011.

Errata, n°1606/3 du 29 novembre 2011.

Avis, n°1606/4 du 8 novembre 2012.

BUDGET

1. Proposition de résolution relative au dépôt d'une stratégie budgétaire à moyen terme ainsi qu'un programme national de réforme auprès de la Commission européenne ("semestre européen").

Déposée par M. Hagen Goyvaerts, M. Gerolf Annemans, Mme Alexandra Colen, Mme Barbara Pas, M. Bruno Valkeniers, n°1358/1 du 5 avril 2011.

2. Proposition de résolution relative au Semestre européen.

Déposée par M. Jan Jambon, M. Ben Weyts, M. Theo Francken, M. Peter Luykx, M. Siegfried Bracke, M. Manu Beuselinck (**), Mme Reinilde Van Moer, n°1373/1 du 9 avril 2011.

3. Proposition de loi modifiant la loi du 22 mai 2003 portant organisation du budget de la comptabilité de l'Etat fédéral.

Déposée par M. François-Xavier de Donnea, Mme Christiane Vienne, M. Hendrik Bogaert, n°1449/1 du 11 mai 2011.

4. Proposition de loi modifiant la loi du 21 décembre 1994 portant des dispositions sociales et diverses, relative à la prise en compte de paramètres budgétaires européens dans le budget économique belge. Déposée par Mme Muriel Gerkens, M. Stefaan Van Hecke, M. Kristof Calvo, Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers, Mme Zoé Genot, n°2485/1 du 9 novembre 2012.

CHEF D'ETAT

1. Proposition de loi modifiant la loi du 27 novembre 2013 concernant les dotations et les indemnités octroyées à des membres de la Famille royale ainsi que la transparence du financement de la monarchie, en ce qui concerne les incompatibilités applicables aux bénéficiaires de dotations. Déposée par M. Theo Francken, M. Jan Jambon, M. Peter Luykx, Mme Sarah Smeyers, M. Jan Van Esbroeck, n°3306/1 du 21 janvier 2014.

COMMERCE DES ARMES

1. Proposition de résolution demandant d'urgence l'établissement et la publication de la liste des entreprises belges et étrangères actives dans la production d'armes à sous-munitions et/ou de mines antipersonnel. Déposée par M. Josy Arens n°2397/1 du 1 août 2012.

COMMISSION D'ENQUETE

1. Proposition visant à instituer une commission d'enquête parlementaire en ce qui concerne les dotations accordées à la famille royale. Déposée par M. Hagen Goyvaerts, Mme Alexandra Colen, Mme Barbara Pas, n°679/1 du 23 novembre 2010.

2. Proposition visant à instituer une commission d'enquête parlementaire chargée d'enquêter sur les incitations et circonstances ayant conduit à l'adoption de la loi du 14 avril 2011 portant des dispositions diverses et de déterminer les responsabilités politiques. Déposée par M. Olivier Maingain n°2449/1 du 18 octobre 2012.

CONTROLE BANCAIRE

1. Proposition de loi modifiant la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers, visant à mettre fin à l'accaparement des terres par des investissements ou produits financiers. Déposée par Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers, M. Georges Gilkinet, M. Kristof Calvo, n°3480/1 du 24 mars 2014.

COOPERATIVE

1. Proposition de loi étendant le contrôle de la liquidation des sociétés coopératives adhérant au Fonds spécial de protection.

Déposée par M. Peter Dedecker, M. Jan Jambon, n°2894/1 du 20 juin 2013.

CPAS

1. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne l'enquête bancaire.

Déposée par M. Hans Bonte, Mme Inge Vervotte (**), n°2235/1 du 6 juin 2012.

CREDIT

1. Proposition de résolution relative à un cadre légal spécifique pour le financement participatif.

Déposée par M. Jef Van den Bergh, M. Mathias De Clercq, M. Joseph George, Mme Leen Dierick, n°3335/1 du 3 février 2014.

DEPOT BANCAIRE

1. Proposition de loi visant à interdire le mécanisme de la compensation dans le secteur bancaire.

Déposée par Mme Karine Lalieux, M. Philippe Blanchart, Mme Colette Burgeon, M. Olivier Henry, Mme Linda Musin, n°204/1 du 23 septembre 2010.

2. Proposition de loi visant à créer un livret d'épargne vert.

Déposée par M. Georges Gilkinet, Mme Meyrem Almaci, M. Stefaan Van Hecke, Mme Muriel Gerkens, M. Ronny Balcaen, Mme Zoé Genot, n°2410/1 du 6 septembre 2012.

3. Proposition de loi créant un nouveau compte d'épargne dénommé "livret B".

Déposée par Mme Christiane Vienne, M. Alain Mathot, Mme Julie Fernandez Fernandez, Mme Karine Lalieux, M. Guy Coëme (**), Mme Linda Musin, M. Yvan Mayeur, Mme Isabelle Emmery, n°2426/1 du 1 octobre 2012.

Reprise par M. Christophe Lacroix, le 6 février 2013 en remplacement de M. Guy Coëme (**).

Addendum, n°2426/2 du 6 février 2013.

Avis, n°2426/3 du 22 mars 2013.

DETTE PUBLIQUE

1. Proposition de loi portant diverses mesures visant à promouvoir la bonne gestion de l'Etat.

Déposée par Mme Alexandra Colen, M. Hagen Goyvaerts, Mme Barbara Pas, n°839/1 du 16 décembre 2010.

2. Proposition de résolution relative à l'émission au niveau européen d'euro-obligations ("Eurobonds").

Déposée par Mme Christiane Vienne, M. Olivier Henry, M. Alain Mathot, M. Guy Coëme (**), M. Dirk Van der Maelen, n°1444/1 du 10 mai 2011.

Reprise par M. Christophe Lacroix, le 6 février 2013 en remplacement de M. Guy Coëme (**).

Addendum, n°1444/2 du 5 juillet 2011.

Addendum, n°1444/3 du 6 février 2013.

3. Proposition de résolution relative à la mise en œuvre d'une agence européenne publique de notation financière indépendante.

Déposée par M. Guy Coëme (**), M. Dirk Van der Maelen, Mme Christiane Vienne, M. Alain Mathot, M. Olivier Henry, n°1621/1 du 22 juin 2011.

Reprise par M. Christophe Lacroix, le 6 février 2013 en remplacement de M. Guy Coëme (**).

Addendum, n°1621/2 du 6 février 2013.

DROIT PENAL

1. Proposition de loi instaurant la règle una via dans les affaires pénales fiscales et instituant un auditeur fiscal et un comité F.

Déposée par M. Dirk Van der Maelen, M. Alain Mathot, M. Bruno Tobback, M. Peter Vanvelthoven, n°630/1 du 19 novembre 2010.

Rapporteur(s) : M. Georges Gilkinet

2. Proposition de loi modifiant la loi du 11 janvier 1993 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme.

Déposée par Mme Veerle Wouters, M. Jan Jambon, M. Steven Vandeput, n°2201/1 du 16 mai 2012.

Avis, n°2201/2 du 13 juillet 2012.

Rapporteur(s) : M. Luk Van Biesen

DROITS DE TIMBRE

1. Proposition de loi modifiant le Code des droits et taxes divers en ce qui concerne les procurations notariées.

Déposée par Mme Rosaline Mouton n°3329/1 du 30 janvier 2014.

EGALITE HOMME-FEMME

1. Proposition de résolution demandant à la Cour des comptes d'intégrer dans ses missions la dimension du genre ("gender budgeting").

Déposée par Mme Colette Burgeon, Mme Valérie Déom (**), Mme Marie-Claire Lambert, M. Alain Mathot, M. Guy Coëme (**), M. Olivier Henry, n°112/1 du 9 septembre 2010.

Reprise par Mme Laurence Meire, le 21 janvier 2014 en remplacement de Mme Valérie Déom (**).

ENTREPRISE

1. Proposition de résolution visant à faciliter la création de groupements d'employeurs pour ceux non assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée.

Déposée par Mme Katrin Jadin n°1137/1 du 28 janvier 2011.

ETABLISSEMENT DE CREDIT

1. Proposition de loi visant à scinder les activités bancaires.

Déposée par M. Stefaan Van Hecke, M. Wouter De Vriendt, Mme Zoé Genot, Mme Eva Brems, Mme Muriel Gerkens, n°166/1 du 15 septembre 2010.

2. Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne l'ouverture de comptes à vue par des mineurs non émancipés et les services y afférents, la loi du 30 avril 1958 relative à la capacité du mineur pour certaines opérations liées à l'épargne.

Déposée par Mme Karine Lalieux, Mme Colette Burgeon, M. Philippe Blanchart, M. Olivier Henry, n°205/1 du 23 septembre 2010.

3. Proposition de loi modifiant la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit, en vue de confiner les banques d'épargne.

Déposée par M. Dirk Van der Maelen, M. Bruno Tobback, M. Peter Vanvelthoven, n°502/1 du 28 octobre 2010.

4. Proposition de loi modifiant la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit en vue de renforcer l'assise financière des banques et de séparer les métiers bancaires.

Déposée par Mme Meyrem Almaci, M. Georges Gilkinet, Mme Muriel Gerkens, M. Stefaan Van Hecke, n°1835/1 du 21 octobre 2011.

Avis, n°1835/2 du 18 juin 2012.

Rapporteur(s) : M. Carl Devlies

5. Proposition de loi imposant la transparence en ce qui concerne les relations des institutions financières avec les paradis fiscaux.

Déposée par M. Alain Mathot, M. Christophe Lacroix, M. Olivier Henry, Mme Christiane Vienne, n°2765/1 du 24 avril 2013.

FINANCEMENT

1. Proposition de loi visant la dissolution du Fonds de vieillissement.

Déposée par Mme Veerle Wouters n°3090/1 du 24 octobre 2013.

FINANCES LOCALES

1. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne le précompte mobilier pour les autorités locales lorsqu'elles effectuent des opérations sans but lucratif.

Déposée par M. Carl Devlies, M. Kristof Waterschoot, Mme Bercy Slegers, n°3302/1 du 21 janvier 2014.

Rapporteur(s) : Mme Veerle Wouters

FISCALITE

1. Proposition de loi portant création d'un Comité de contrôle des services spécifiquement en charge de la lutte contre la fraude fiscale, sociale ou économique, ainsi que des services de lutte contre le blanchiment d'argent (Comité F).

Déposée par M. François-Xavier de Donnea, M. Philippe Goffin, M. Damien Thiéry, Mme Marie-Christine Marghem, n°442/1 du 21 octobre 2010.

Addendum, n°442/2 du 9 novembre 2010.

Rapporteur(s) : M. Georges Gilkinet

2. Proposition de loi optimisant le fonctionnement du service de conciliation fiscale.

Déposée par M. Jenne De Potter, M. Carl Devlies, M. Jef Van den Bergh, M. Kristof Waterschoot, M. Josy Arens, n°2455/1 du 22 octobre 2012.

Addendum, n°2455/2 du 9 novembre 2012.

Avis, n°2455/3 du 5 avril 2013.

3. Proposition de loi modifiant l'article 133 du Code des impôts sur les revenus 1992, en vue de soutenir l'accès à l'enseignement supérieur.

Déposée par Mme Valérie Warzée-Caverenne, Mme Kattrin Jadin, M. Luc Gustin, Mme Valérie De Bue, M. Denis Ducarme, Mme Jacqueline Galant, M. Philippe Goffin, n°3127/1 du 12 novembre 2013.

Addendum, n°3127/2 du 20 novembre 2013.

Avis, n°3127/3 du 3 avril 2014.

Rapporteur(s) : M. Luk Van Biesen

FONCTION PUBLIQUE

1. Proposition de loi organique du contrôle du Service public fédéral Finances.

Déposée par M. Servais Verherstraeten, M. Hendrik Bogaert, M. Jenne De Potter, M. Carl Devlies, n°939/1 du 21 décembre 2010.

Reprise par M. Carl Devlies, n°939/2 du 15 février 2012 en remplacement de MM. Servais Verherstraeten et Hendrik Bogaert.

Addendum, n°939/3 du 29 février 2012.

Rapporteur(s) : M. Georges Gilkinet

FONDS DE COMMERCE

1. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992, visant à diminuer la taxation des Fonds de commerce pour les plus de 65 ans.

Déposée par Mme Valérie De Bue, M. David Clarinval, M. Daniel Bacquelaine, n°1191/1 du 10 février 2011.

IMPOT

1. Proposition de loi modifiant l'article 147 de la loi programme du 27 avril 2007 afin de rendre applicable le mécanisme de réduction sur facture en fonction des émissions de CO2 pour l'achat d'un véhicule de type familial.

Déposée par M. Christian Brotcorne n°53/1 du 9 août 2010.

2. Proposition de loi complétant l'article 176/2, 1° du Code des droits et taxes divers afin d'exonérer de la taxe sur les opérations d'assurance les primes des contrats d'assurance-caution.

Déposée par M. Philippe Goffin, M. Damien Thiéry, M. Joseph George, n°599/1 du 18 novembre 2010.
Addendum, n°599/2 du 8 décembre 2010.

3. Proposition de loi organisant l'évaluation des résultats de la lutte contre la fraude fiscale.
Déposée par M. Dirk Van der Maelen, M. Alain Mathot, n°966/1 du 29 décembre 2010.

4. Proposition de loi modifiant la loi-programme du 27 avril 2007 en ce qui concerne la réduction sur la facture pour les voitures électroniques.
Déposée par M. Willem-Frederik Schiltz, Mme Gwendolyn Rutten, Mme Ine Somers, n°1006/1 du 11 janvier 2011.

5. Proposition de loi modifiant la loi-programme du 27 avril 2007 en ce qui concerne les émissions de CO2 des véhicules roulant au LPG.
Déposée par M. Willem-Frederik Schiltz, Mme Gwendolyn Rutten, Mme Ine Somers, n°1007/1 du 11 janvier 2011.

6. Proposition de loi visant à réformer le système de régularisation fiscale permanente.
Déposée par Mme Meyrem Almaci, Mme Muriel Gerken, M. Georges Gilkinet, M. Stefaan Van Hecke, n°1195/1 du 10 février 2011.

7. Proposition de loi modifiant la loi-programme du 27 avril 2007 en vue d'instaurer une limite de CO2 distincte pour les véhicules à moteur à essence.
Déposée par M. Jef Van den Bergh, Mme Nathalie Muylle, M. Hendrik Bogaert, Mme Nahima Lanjri, Mme Liesbeth Van der Auwera, M. Stefaan Vercamer, n°1432/1 du 5 mai 2011.

8. Proposition de loi instaurant une taxe sur les transactions financières spéculatives.
Déposée par Mme Christiane Vienne, M. Dirk Van der Maelen, M. Guy Coëme (**), M. Olivier Henry, M. Alain Mathot, n°1632/1 du 28 juin 2011.
Reprise par M. Christophe Lacroix, le 6 février 2013 en remplacement de M. Guy Coëme (**).
Avis, n°1632/2 du 3 août 2012.
Addendum, n°1632/3 du 6 février 2013.

9. Proposition de loi portant réforme de la taxe bancaire.
Déposée par M. Dirk Van der Maelen, Mme Caroline Gennez, n°1640/1 du 29 juin 2011.

10. Proposition de loi instaurant une contribution variable sur les banques.
Déposée par Mme Meyrem Almaci, M. Georges Gilkinet, Mme Muriel Gerken, M. Olivier Deleuze (**), M. Stefaan Van Hecke, Mme Zoé Genot, n°1676/1 du 12 juillet 2011.
Rapporteur(s) : M. Carl Devlies

11. Proposition de loi relative aux dossiers fiscaux non actifs pendants devant les cours d'appel.
Déposée par Mme Sabien Lahaye-Battheu, Mme Carina Van Cauter, n°2078/1 du 22 février 2012.

12. Proposition de loi visant à compléter le système "una via" par le renforcement des sanctions contre les intermédiaires liés à des fraudes et à des planifications fiscales agressives reposant sur des violations des règles fiscales ou déontologiques.

Déposée par M. Alain Mathot, M. Dirk Van der Maelen, Mme Christiane Vienne, M. Olivier Henry, M. Christophe Lacroix, n°2738/1 du 5 avril 2013.

Rapporteur(s) : Mme Veerle Wouters

13. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992, afin d'étendre l'exonération de la première tranche de 1 250 euros à tous les revenus de capitaux et de biens mobiliers.

Déposée par M. Bernard Clerfayt, M. Olivier Maingain, M. Damien Thiéry, n°3221/1 du 4 décembre 2013.

IMPOT DIRECT

1. Proposition de loi relative aux intérêts notionnels.

Déposée par M. Alain Mathot, Mme Christiane Vienne, M. Olivier Henry, M. Yvan Mayeur, M. Christophe Lacroix, n°59/1 du 9 août 2010.

Addendum, n°59/2 du 5 février 2013.

2. Proposition de loi modifiant l'article 375 du Code des impôts sur les revenus 1992.

Déposée par M. Christian Brotcorne n°60/1 du 9 août 2010.

3. Proposition de loi modifiant l'article 133 du Code des impôts sur les revenus 1992 afin de mieux prendre en compte la situation des familles monoparentales.

Déposée par M. Christian Brotcorne n°64/1 du 9 août 2010.

4. Proposition de loi modifiant l'article 52, 11°, du Code des impôts sur les revenus 1992.

Déposée par M. Christian Brotcorne n°65/1 du 9 août 2010.

5. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en vue de mieux prendre en considération la charge d'un enfant handicapé.

Déposée par M. Christian Brotcorne, M. Benoît Drèze, n°67/1 du 9 août 2010.

Addendum, n°67/2 du 12 février 2014.

Rapporteur(s) : Mme Veerle Wouters

6. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne les dépenses pour garde d'enfants.

Déposée par M. Christian Brotcorne n°68/1 du 9 août 2010.

7. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 et visant à développer la recherche dans les PME grâce aux valorisateurs de la recherche.

Déposée par M. Christian Brotcorne n°69/1 du 9 août 2010.

8. Proposition de loi visant à supprimer le secret bancaire.

Déposée par M. Georges Gilkinet, M. Stefaan Van Hecke, Mme Meyrem Almaci, Mme Muriel Gerkens, M. Olivier Deleuze (**), M. Wouter De Vriendt, Mme Zoé Genot, Mme Juliette Boulet, M. Ronny Balcaen, Mme Eva Brems, n°95/1 du 6 septembre 2010.

Rapporteur(s) : Mme Veerle Wouters

9. Proposition de loi modifiant certaines dispositions du Code des impôts sur les revenus 1992 relatives à la levée du secret bancaire.

Déposée par M. Dirk Van der Maelen, M. Alain Mathot, M. Guy Coëme (**), M. Olivier Henry, Mme Christiane Vienne, n°130/1 du 10 septembre 2010.

Rapporteur(s) : Mme Veerle Wouters

10. Proposition de loi rétablissant l'article 117 et modifiant l'article 289bis du Code des impôts sur les revenus 1992, en vue de promouvoir le développement du capital humain et la formation tout au long de la vie.

Déposée par M. Christian Brotcorne n°147/1 du 13 septembre 2010.

11. Proposition de loi modifiant l'article 12, § 1er, du Code des impôts sur les revenus 1992.

Déposée par M. Christian Brotcorne n°148/1 du 13 septembre 2010.

12. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en vue d'instaurer une réduction d'impôt pour l'installation d'un système de ventilation à double flux avec récupération de chaleur.

Déposée par M. Christian Brotcorne n°149/1 du 13 septembre 2010.

13. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en vue de promouvoir le mécénat d'entreprises.

Déposée par M. Christian Brotcorne, M. Josy Arens, n°154/1 du 13 septembre 2010.

Addendum, n°154/2 du 6 juillet 2011.

Avis, n°154/3 du 21 août 2012.

Rapporteur(s) : M. Jenne De Potter

14. Proposition de loi modifiant l'article 157 du Code des impôts sur les revenus 1992, en vue de permettre le transfert entre conjoints de l'excédent des versements anticipés.

Déposée par M. Christian Brotcorne n°156/1 du 14 septembre 2010.

15. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en vue de modifier les conditions de taxation des droits d'auteur et des droits voisins portant sur des prestations ou des œuvres artistiques.

Déposée par M. Christian Brotcorne n°179/1 du 20 septembre 2010.

16. Proposition de loi modifiant l'article 66bis du Code des impôts sur les revenus 1992 en vue de permettre la déductibilité des équipements en matière de sécurité liés à l'utilisation d'une motocyclette pour les déplacements professionnels.

Déposée par M. Christian Brotcorne n°181/1 du 20 septembre 2010.

17. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en vue de promouvoir la construction et la rénovation de bâtiments scolaires.

Déposée par M. Christian Brotcorne n°184/1 du 20 septembre 2010.

18. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 afin de mieux prendre en compte la dépendance de nos aînés au niveau fiscal.

Déposée par M. Christian Brotcorne n°188/1 du 20 septembre 2010.

19. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en vue de prendre en compte les frais liés à la recherche d'un emploi.

Déposée par M. Christian Brotcorne, M. Benoît Drèze, n°191/1 du 20 septembre 2010.

Addendum, n°191/2 du 9 octobre 2013.

Rapporteur(s) : Mme Veerle Wouters

20. Proposition de loi modifiant l'article 113 du Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne la déductibilité des frais de garde d'enfants atteints d'un handicap.

Déposée par M. Daniel Bacquelaine, M. Philippe Goffin, M. Damien Thiéry, n°271/1 du 5 octobre 2010.

Avis, n°271/2 du 7 décembre 2012.

Rapporteur(s) : Mme Veerle Wouters

21. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en vue d'étendre aux indépendants, agriculteurs, titulaires de professions libérales et dirigeants d'entreprise le bénéfice d'une taxation distincte des arriérés d'indemnités compensatoires d'une perte temporaire de revenus dont ils bénéficient.

Déposée par M. Daniel Bacquelaine, M. François-Xavier de Donnea, Mme Marie-Christine Marghem, M. Philippe Goffin, M. Damien Thiéry, n°282/1 du 5 octobre 2010.

22. Proposition de loi modifiant l'article 38, § 1er, du Code des impôts sur les revenus 1992.

Déposée par M. David Clarinval, M. Daniel Bacquelaine, Mme Kattrin Jadin, M. Denis Ducarme, M. Philippe Goffin, M. Damien Thiéry, Mme Marie-Christine Marghem, Mme Maggie De Block, n°303/1 du 6 octobre 2010.

Addendum, n°303/2 du 20 janvier 2011.

Addendum, n°303/3 du 30 juin 2011.

Rapporteur(s) : M. Hendrik Bogaert

23. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 pour ce qui concerne l'impôt afférent aux pensions.

Déposée par M. David Clarinval, Mme Valérie De Bue, M. Denis Ducarme, n°310/1 du 6 octobre 2010.

24. Proposition de loi visant à modifier l'article 170 du Code des impôts sur les revenus 1992.

Déposée par M. François-Xavier de Donnea, M. Damien Thiéry, M. Philippe Goffin, n°333/1 du 8 octobre 2010.

25. Proposition de loi instaurant dans le Code des impôts sur les revenus 1992 un système de carry back pour le secteur agricole et horticole.

Déposée par Mme Nathalie Muylle, M. Jef Van den Bergh, Mme Liesbeth Van der Auwera, n°371/1 du 12 octobre 2010.

26. Proposition de résolution visant à augmenter la quotité du revenu exemptée d'impôt en cas de garde à domicile de parents atteints d'une maladie chronique grave.

Déposée par M. Guy D'haeseleer, M. Hagen Goyvaerts, Mme Alexandra Colen, Mme Barbara Pas, n°483/1 du 27 octobre 2010.

27. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne l'instauration d'une proposition d'imposition.

Déposée par M. Dirk Van der Maelen, M. Guy Coëme (**), M. Bruno Tobback, M. Peter Vanvelthoven, n°499/1 du 28 octobre 2010.

Avis, n°499/2 du 10 août 2012.

Rapporteur(s) : Mme Christiane Vienne

28. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne l'exonération des plus-values réalisées sur des actions ou parts dans l'impôt des sociétés.

Déposée par M. Dirk Van der Maelen, M. Bruno Tobback, M. Peter Vanvelthoven, n°500/1 du 28 octobre 2010.

29. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne la déduction fiscale pour capital à risque.

Déposée par M. Dirk Van der Maelen, M. Bruno Tobback, M. Peter Vanvelthoven, n°501/1 du 28 octobre 2010.

30. Proposition de loi modifiant les articles 133 et 289ter du Code des impôts sur les revenus 1992 afin de permettre une majoration de la quotité exemptée d'impôts pour les enfants qui poursuivent des études dans l'enseignement supérieur ainsi qu'une majoration du crédit d'impôt.

Déposée par M. Josy Arens, M. Christian Brotcorne, n°503/1 du 28 octobre 2010.

Avis, n°503/2 du 13 octobre 2011.

Rapporteur(s) : M. Philippe Goffin, M. Luk Van Biesen

31. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne la prise en charge des enfants.

Déposée par Mme Veerle Wouters, M. Jan Jambon, M. Peter Luykx, M. Flor Van Noppen, n°504/1 du 28 octobre 2010.

Avis, n°504/2 du 10 août 2012.

Amendements de Mme Veerle Wouters, n°504/3 du 3 octobre 2012.

Rapporteur(s) : M. Peter Dedecker

32. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 afin d'accorder une réduction d'impôt pour les dépenses d'équipements de sécurité liés à l'utilisation d'un véhicule ainsi que les dépenses de formation à la conduite.

Déposée par M. Christian Brotcorne, M. Joseph George, M. Josy Arens, n°506/1 du 28 octobre 2010.

33. Proposition de loi portant des dispositions fiscales.

Déposée par M. François-Xavier de Donnea, Mme Katrin Jadin, M. Philippe Goffin, M. Damien Thiéry, n°539/1 du 10 novembre 2010.

34. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 afin d'étendre les avantages fiscaux liés aux libéralités en faveur de la recherche scientifique.

Déposée par M. François-Xavier de Donnea, M. Daniel Bacquelaine, M. Philippe Goffin, Mme Jacqueline Galant, M. Damien Thiéry, n°540/1 du 10 novembre 2010.

35. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 afin d'instaurer diverses mesures fiscales en faveur des activités artistiques.

Déposée par M. François-Xavier de Donnea, M. Damien Thiéry, M. Philippe Goffin, n°548/1 du 10 novembre 2010.

36. Proposition de loi relative au mécénat.

Déposée par M. François-Xavier de Donnea, M. Philippe Goffin, M. Damien Thiéry, Mme Katrin Jadin, n°549/1 du 10 novembre 2010.

Avis, n°549/2 du 7 septembre 2012.

Rapporteur(s) : M. Jenne De Potter

37. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 afin de stimuler le recours aux chèques sport et culture.

Déposée par Mme Jacqueline Galant, M. François-Xavier de Donnea, M. Philippe Goffin, M. Damien Thiéry, n°550/1 du 10 novembre 2010.

38. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne les libéralités faites aux institutions qui assistent les patients.

Déposée par Mme Gwendolyn Rutten, M. Willem-Frederik Schiltz, Mme Ine Somers, M. Luk Van Biesen, n°593/1 du 17 novembre 2010.

Addendum, n°593/2 du 2 février 2012.

Avis, n°593/3 du 9 juillet 2012.

Rapporteur(s) : M. Philippe Goffin, Mme Veerle Wouters

39. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne la réduction d'impôt pour les travaux de rénovation effectués dans des habitations privées.

Déposée par Mme Gwendolyn Rutten, M. Willem-Frederik Schiltz, Mme Ine Somers, M. Luk Van Biesen, n°594/1 du 17 novembre 2010.

Addendum, n°594/2 du 2 février 2012.

Avis, n°594/3 du 6 février 2012.

Rapporteur(s) : M. Franco Seminara

40. Proposition de loi modifiant l'article 113 du Code des impôts sur les revenus 1992 visant à augmenter la déductibilité des frais de garde d'enfants de 0 à 3 ans.

Déposée par Mme Jacqueline Galant, M. Damien Thiéry, n°659/1 du 22 novembre 2010.

41. Proposition de loi visant à instaurer la déductibilité fiscale totale des frais de représentation dans l'HORECA.

Déposée par M. Denis Ducarme, M. Daniel Bacquelaine, M. Philippe Goffin, M. Damien Thiéry, M. Charles Michel, n°660/1 du 22 novembre 2010.

Addendum, n°660/2 du 28 juillet 2011.

42. Proposition de loi modifiant les articles 322 et 374 du Code des impôts sur les revenus 1992 et insérant un article 333/1 afin d'assouplir les conditions permettant la levée du secret bancaire en matière d'impôts sur les revenus.

Déposée par M. Christian Brotcorne, M. Josy Arens, M. Joseph George, n°665/1 du 22 novembre 2010.

Addendum, n°665/2 du 7 décembre 2010.

Rapporteur(s) : Mme Veerle Wouters

43. Proposition de loi modifiant l'article 145/24 du Code des impôts sur les revenus 1992.

Déposée par M. Georges Gilkinet, M. Kristof Calvo, Mme Catherine Fonck, M. Philippe Goffin, M. Dirk Van der Maelen, n°683/1 du 24 novembre 2010.

Amendement de M. Philippe Goffin, M. Damien Thiéry, M. Dirk Van der Maelen, Mme Gwendolyn Rutten, M. Josy Arens, M. Joseph George, M. Georges Gilkinet, n°683/2 du 8 décembre 2010.

Avis, n°683/3 du 21 décembre 2010.

Errata, n°683/4 du 10 janvier 2011.

Rapport de M. Damien Thiéry, n°683/5 du 17 avril 2012.

44. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne la déductibilité fiscale des libéralités faites aux institutions qui assistent les patients.

Déposée par Mme Gwendolyn Rutten, M. Willem-Frederik Schiltz, Mme Ine Somers, n°693/1 du 25 novembre 2010.

45. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne la réduction d'impôt pour les travaux de rénovation effectués dans des habitations privées.

Déposée par Mme Gwendolyn Rutten, M. Willem-Frederik Schiltz, Mme Ine Somers, n°696/1 du 25 novembre 2010.

46. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en vue de supprimer les discriminations fiscales à l'égard des personnes mariées.

Déposée par Mme Alexandra Colen, M. Hagen Goyvaerts, Mme Barbara Pas, n°710/1 du 26 novembre 2010.

47. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 et rendant obligatoire la souscription de certaines assurances.

Déposée par M. Joseph George n°767/1 du 2 décembre 2010.

48. Proposition de loi complétant l'article 171 du Code des impôts sur les revenus 1992 en vue d'établir une imposition distincte sur certains revenus professionnels d'artistes.

Déposée par M. Daniel Bacquelaïne, M. Philippe Goffin, M. Damien Thiéry, n°863/1 du 17 décembre 2010.

49. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne les compensations fiscales pour la garde d'enfants.

Déposée par Mme Alexandra Colen, M. Hagen Goyvaerts, Mme Barbara Pas, n°884/1 du 22 décembre 2010.

50. Proposition de loi modifiant l'article 116 du Code des impôts sur les revenus 1992.

Déposée par Mme Nahima Lanjri, Mme Leen Dierick, Mme Nathalie Muylle, M. Jef Van den Bergh, Mme Liesbeth Van der Auwera, M. Stefaan Vercamer, n°897/1 du 23 décembre 2010.

51. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne la déduction de frais professionnels afférents aux équipements collectifs destinés à l'accueil d'enfants.

Déposée par Mme Nahima Lanjri, Mme Leen Dierick, Mme Nathalie Muylle, M. Jef Van den Bergh, Mme Liesbeth Van der Auwera, M. Stefaan Vercamer, n°898/1 du 23 décembre 2010.

52. Proposition de loi relative à la promotion de la rénovation d'immeubles.

Déposée par Mme Nahima Lanjri, Mme Nathalie Muylle, M. Jef Van den Bergh, Mme Liesbeth Van der Auwera, M. Stefaan Vercamer, n°899/1 du 23 décembre 2010.

53. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en matière d'accueil extrascolaire des enfants.

Déposée par Mme Nahima Lanjri, Mme Leen Dierick, Mme Nathalie Muylle, M. Jef Van den Bergh, Mme Liesbeth Van der Auwera, M. Stefaan Vercamer, n°900/1 du 23 décembre 2010.

54. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992, visant à octroyer un crédit d'impôt en faveur de ménages ayant la charge d'étudiants-kotteurs.

Déposée par M. Alain Mathot, M. André Frédéric, M. Olivier Henry, Mme Christiane Vienne, M. Christophe Lacroix, n°901/1 du 23 décembre 2010.

Avis, n°901/2 du 13 octobre 2011.

Addendum, n°901/3 du 6 février 2013.

Rapporteur(s) : M. Philippe Goffin, M. Luk Van Biesen

55. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne les frais de restaurant et de réception.

Déposée par M. Hagen Goyvaerts, M. Guy D'haeseleer, Mme Barbara Pas, Mme Alexandra Colen, n°934/1 du 14 décembre 2010.

56. Proposition de loi relative au remboursement d'impôts payés indûment sur les indemnités pour maladies professionnelles et accidents du travail.

Déposée par Mme Maya Detiège, M. Hans Bonte, Mme Meryame Kitir, Mme Ann Vanheste, Mme Myriam Vanlerberghe (**), n°946/1 du 28 décembre 2010.

57. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne l'encouragement fiscal de la formation tout au long de la vie et dans tous les domaines.

Déposée par M. Peter Vanvelthoven, M. Dirk Van der Maelen, n°949/1 du 7 décembre 2010.

58. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne la déductibilité fiscale générale des frais de restaurant.

Déposée par M. Hagen Goyvaerts, M. Peter Logghe, Mme Barbara Pas, Mme Alexandra Colen, n°977/1 du 4 janvier 2011.

59. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne les indemnités allouées pour l'aide juridique de deuxième ligne.

Déposée par M. Raf Terwingen, Mme Sonja Becq, Mme Leen Dierick, M. Gerald Kindermans, Mme Nahima Lanjri, Mme Nathalie Muylle, M. Jef Van den Bergh, M. Stefaan Vercamer, M. Servais Verherstraeten, Mme Sabien Lahaye-Battheu, M. Christian Brotcorne, n°988/1 du 4 janvier 2011.

Addendum, n°988/2 du 26 avril 2012.

Avis, n°988/3 du 10 août 2012.

60. Proposition de loi portant modification de l'article 53 du Code des impôts sur les revenus 1992 concernant les frais professionnels.

Déposée par M. Olivier Henry, M. Alain Mathot, M. Guy Coëme (**), Mme Christiane Vienne, n°1013/1 du 12 janvier 2011.

Reprise par M. Christophe Lacroix, le 6 février 2013 en remplacement de M. Guy Coëme (**).

Addendum, n°1013/2 du 6 février 2013.

61. Proposition de loi modifiant l'article 342 du Code des impôts sur les revenus 1992.

Déposée par M. Daniel Bacquelaine, M. Damien Thiéry, M. Philippe Goffin, M. Denis Ducarme, n°1053/1 du 18 janvier 2011.

62. Proposition de loi modifiant la loi-programme du 22 décembre 2003 en ce qui concerne la dispense partielle du précompte professionnel en cas de travail de nuit ou en équipe.

Déposée par Mme Nahima Lanjri n°1066/1 du 18 janvier 2011.

63. Proposition de loi relative à l'instauration d'un système d'avances automatiques sur le produit des additionnels communaux à l'impôt des personnes physiques et sur sa perception gratuite au profit des communes.

Déposée par M. Christian Brotcorne, M. Joseph George, n°1105/1 du 21 janvier 2011.

64. Proposition de loi visant à compléter, afin d'assurer une meilleure lutte contre la grande fraude fiscale, les dispositions relatives au système de décisions anticipées en matière fiscale, instauré par la loi du 24 décembre 2002.

Déposée par M. Alain Mathot, M. Dirk Van der Maelen, M. Guy Coëme (**), Mme Christiane Vienne, M. Olivier Henry, n°1116/1 du 26 janvier 2011.

Reprise par M. Christophe Lacroix, le 6 février 2013 en remplacement de M. Guy Coëme (**).

Addendum, n°1116/2 du 6 février 2013.

65. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne l'introduction d'une réclamation écrite.

Déposée par M. Dirk Van der Maelen n°1161/1 du 2 février 2011.

Avis, n°1161/2 du 22 mars 2013.

Rapporteur(s) : M. Jenne De Potter

66. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne les maisons passives.

Déposée par M. Mathias De Clercq n°1183/1 du 8 février 2011.

67. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne la déduction fiscale du loyer payé pour un logement.

Déposée par Mme Rita De Bont, M. Hagen Goyvaerts, Mme Barbara Pas, Mme Alexandra Colen, n°1184/1 du 8 février 2011.

68. Proposition de loi modifiant le Code d'instruction criminelle en ce qui concerne le règlement transactionnel et la déclaration libératoire et visant à introduire une procédure d'enquête en banque en matière d'impôts directs en insérant dans le Code des impôts sur les revenus 1992 les articles 322/1 et 338ter.

Déposée par M. Philippe Goffin, M. Damien Thiéry, Mme Gwendolyn Rutten, Mme Carina Van Cauter, Mme Marie-Christine Marghem, n°1185/1 du 8 février 2011.

Rapporteur(s) : Mme Veerle Wouters

69. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne l'exonération d'impôt pour l'aide financière accordée aux structures d'accueil indépendantes.

Déposée par Mme Maggie De Block, Mme Gwendolyn Rutten, M. Willem-Frederik Schiltz, Mme Ine Somers, M. Luk Van Biesen, n°1186/1 du 9 février 2011.

Addendum, n°1186/2 du 3 février 2012.

70. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en vue de lever le secret bancaire dans le cadre d'une lutte efficace contre la fraude.

Déposée par M. Raf Terwingen, M. Servais Verherstraeten, n°1189/1 du 9 février 2011.

Rapporteur(s) : Mme Veerle Wouters

71. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne le traitement fiscal des libéralités.

Déposée par M. Dirk Van der Maelen, M. David Geerts, M. Hans Bonte, M. Peter Vanvelthoven, Mme Maya Detiège, n°1263/1 du 28 février 2011.

72. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992, visant à combattre les abus en matière de prix de transfert.

Déposée par M. Georges Gilkinet, Mme Meyrem Almaci, M. Olivier Deleuze (**), M. Stefaan Van Hecke, Mme Muriel Gerken, Mme Zoé Genot, n°1330/1 du 29 mars 2011.

73. Proposition de loi visant à créer un registre des contrats d'assurance épargne et à faciliter la perception du précompte mobilier sur les contrats d'assurance épargne conclus avec des établissements bancaires situés à l'étranger.

Déposée par M. Georges Gilkinet, Mme Muriel Gerkens, Mme Meyrem Almaci, M. Stefaan Van Hecke, n°1331/1 du 29 mars 2011.

Avis, n°1331/2 du 12 octobre 2012.

Rapporteur(s) : Mme Veerle Wouters

74. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en vue de conditionner l'octroi des réductions pour les dépenses faites en vue d'économiser l'énergie aux priorités établies par un audit énergétique.

Déposée par M. Joseph George, M. Christian Brotcorne, n°1333/1 du 29 mars 2011.

75. Proposition de loi instaurant une prime incitant à travailler plus longtemps.

Déposée par Mme Maggie De Block, Mme Gwendolyn Rutten, M. Herman De Croo, M. Luk Van Biesen, n°1334/1 du 30 mars 2011.

Addendum, n°1334/2 du 3 février 2012.

76. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne l'indexation de la déduction forfaitaire des frais de transport entre le domicile et le lieu de travail.

Déposée par M. Jan Jambon, M. Jan Van Esbroeck, Mme Veerle Wouters, n°1439/1 du 6 mai 2011.

Avis, n°1439/2 du 3 août 2012.

77. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne les ménages des travailleurs transfrontaliers.

Déposée par Mme Annick Ponthier, M. Bert Schoofs, Mme Alexandra Colen, M. Hagen Goyvaerts, Mme Barbara Pas, n°1521/1 du 27 mai 2011.

78. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992, en ce qui concerne l'exonération d'impôt pour la cession de l'emphytéose.

Déposée par Mme Sarah Smeyers, Mme Veerle Wouters, M. Jan Jambon, M. Peter Luykx, n°1601/1 du 16 juin 2011.

79. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992, visant à ajuster et à réorienter les possibilités de déduction d'intérêts notionnels.

Déposée par M. Georges Gilkinet, Mme Meyrem Almaci, Mme Muriel Gerkens, M. Stefaan Van Hecke, M. Olivier Deleuze (**), n°1628/1 du 24 juin 2011.

80. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne l'usage privé d'un téléphone portable mis à disposition par l'employeur ou par la société.

Déposée par Mme Gwendolyn Rutten, M. Willem-Frederik Schiltz, Mme Ine Somers, n°1735/1 du 14 septembre 2011.

Avis, n°1735/2 du 3 août 2012.

81. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne l'imposition des revenus afférents aux antennes GSM.

Déposée par Mme Leen Dierick, Mme Nahima Lanjri, Mme Liesbeth Van der Auwera, M. Carl Devlies, n°1853/1 du 28 octobre 2011.

Addendum, n°1853/2 du 15 février 2012.

82. Proposition de loi adaptant les délais en matière de bonus logement.

Déposée par Mme Gwendolyn Rutten n°1880/1 du 14 novembre 2011.

83. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en vue d'augmenter la déduction fiscale forfaitaire prévue pour les déplacements entre le domicile et le lieu de travail.

Déposée par M. Hagen Goyvaerts, Mme Barbara Pas, Mme Alexandra Colen, n°2009/1 du 20 janvier 2012.

84. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne l'instauration d'une déduction pour investissement majorée pour l'installation de fumoirs dans les débits de boisson.

Déposée par M. David Geerts, M. Olivier Destrebecq, n°2137/1 du 2 avril 2012.

Addendum, n°2137/2 du 8 juin 2012.

85. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992, concernant l'imposition de la rémunération des membres du personnel de l'enseignement payés à terme doublement échu.

Déposée par Mme Catherine Fonck n°2163/1 du 23 avril 2012.

86. Proposition de résolution visant à augmenter la quotité du revenu exemptée d'impôt en cas de garde à domicile de parents atteints d'une maladie chronique grave.

Déposée par Mme Rita De Bont, Mme Annick Ponthier, M. Guy D'haeseleer, n°2381/1 du 19 juillet 2012.

87. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne la déductibilité fiscale des frais de repas chauds proposés par une cantine labellisée.

Déposée par Mme Catherine Fonck n°2448/1 du 18 octobre 2012.

88. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992, instaurant une taxation dégressive des plus-values.

Déposée par M. Georges Gilkinet, M. Stefaan Van Hecke, Mme Meyrem Almaci, Mme Muriel Gerkens, n°2562/1 du 13 décembre 2012.

89. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992, en vue de promouvoir les dons de produits alimentaires.

Déposée par M. Georges Dallemagne, M. Benoît Lutgen, Mme Lieve Wierinck, M. Josy Arens, n°2606/1 du 18 janvier 2013.

Addendum, n°2606/2 du 4 février 2013.

Addendum, n°2606/3 du 8 mai 2013.

90. Proposition de loi modifiant la législation en vue d'instaurer une exonération générale pour les revenus de l'épargne et de l'investissement.

Déposée par Mme Veerle Wouters, M. Jan Jambon, M. Peter Dedecker, M. Karel Uyttersprot, M. Steven Vandeput, n°2629/1 du 6 février 2013.

91. Proposition de loi insérant dans le Code des impôts sur les revenus 1992 des dispositions prévoyant l'immunisation, au titre de revenus exonérés, des investissements réalisés dans l'industrie de la mode.

Déposée par M. Luk Van Biesen, M. Willem-Frederik Schiltz, M. Herman De Croo, n°2647/1 du 19 février 2013.

92. Proposition de loi visant à augmenter la quotité du revenu exemptée d'impôt.

Déposée par M. Olivier Maingain, M. Damien Thiéry, M. Bernard Clerfayt, n°2651/1 du 19 février 2013.

93. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992, visant à encourager les apports en capitaux dans les sociétés.

Déposée par M. Olivier Maingain, M. Damien Thiéry, M. Bernard Clerfayt, n°2656/1 du 20 février 2013.

94. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992, concernant les intérêts notionnels.

Déposée par M. Olivier Maingain, M. Damien Thiéry, M. Bernard Clerfayt, n°2662/1 du 21 février 2013.

95. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne l'imposabilité des revenus et produits des capitaux et biens mobiliers des communes.

Déposée par M. Frank Wilrycx, M. Luk Van Biesen, n°2687/1 du 6 mars 2013.

Rapporteur(s) : Mme Veerle Wouters

96. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne les avantages non récurrents liés aux résultats.

Déposée par Mme Meryame Kitir n°2754/1 du 17 avril 2013.

97. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992, visant à lutter contre la fraude fiscale internationale et les paradis fiscaux par l'instauration de règles dites "CFC".

Déposée par Mme Meyrem Almaci, M. Georges Gilkinet, M. Stefaan Van Hecke, Mme Muriel Gerkens, n°2810/1 du 14 mai 2013.

98. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992, visant à créer un régime de sanction pour les intermédiaires financiers et les conseillers fiscaux complices de fraude fiscale.

Déposée par M. Georges Gilkinet, Mme Meyrem Almaci, Mme Muriel Gerken, M. Stefaan Van Hecke, n°2811/1 du 14 mai 2013.

Rapporteur(s) : Mme Veerle Wouters

99. Proposition de loi modifiant l'article 34 du Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne les rentes et pensions d'origine étrangère.

Déposée par M. Christian Brotcorne n°3056/1 du 9 octobre 2013.

100. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne les libéralités accordées aux hautes écoles.

Déposée par M. Luk Van Biesen n°3277/1 du 8 janvier 2014.

Addendum, n°3277/2 du 30 janvier 2014.

101. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne l'imposition distincte.

Déposée par Mme Veerle Wouters n°3292/1 du 15 janvier 2014.

Avis, n°3292/2 du 27 mars 2014.

Rapporteur(s) : M. Luk Van Biesen

102. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne l'instauration d'une proposition d'imposition.

Déposée par M. Dirk Van der Maelen, Mme Christiane Vienne, n°3305/1 du 21 janvier 2014.

Rapporteur(s) : M. Luk Van Biesen

103. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992, en vue d'introduire le mécanisme fiscal dit de la "tante Agathe" au profit d'entrepreneurs débutants.

Déposée par M. Christian Brotcorne n°3358/1 du 13 février 2014.

104. Proposition de loi modification du Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne les titres-repas et les écochèques.

Déposée par M. Mathias De Clercq n°3362/1 du 14 février 2014.

IMPOT INDIRECT

1. Proposition de loi visant à optimiser la taxe sur les opérations de bourse.

Déposée par M. Georges Gilkinet, M. Stefaan Van Hecke, Mme Meyrem Almaci, M. Wouter De Vriendt, Mme Muriel Gerken, M. Eric Jadot, Mme Zoé Genot, n°48/1 du 9 août 2010.

2. Proposition de loi relative à l'application du taux réduit de TVA aux prestations des centres de contrôle technique en faveur de certaines personnes invalides ou handicapées.

Déposée par M. Christian Brotcorne n°193/1 du 22 septembre 2010.

3. Proposition de loi modifiant le Tableau A annexé à l'arrêté royal n° 20 du 20 juillet 1970 fixant le taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux.

Déposée par Mme Liesbeth Van der Auwera, M. Hendrik Bogaert, n°196/1 du 22 septembre 2010.

4. Proposition de loi visant à clarifier l'interprétation faite de la notion "d'utilisation personnelle" dans le cadre des avantages fiscaux octroyés aux personnes en situation de handicap en matière de véhicules automobiles.

Déposée par M. Yvan Mayeur, Mme Linda Musin, Mme Colette Burgeon, M. Philippe Blanchart, M. Guy Coëme (**), Mme Christiane Vienne, n°223/1 du 29 septembre 2010.

5. Proposition de résolution concernant la baisse du taux de la taxe sur la valeur ajoutée sur les deux-roues motorisés et les équipements de sécurité de leurs conducteurs.

Déposée par Mme Valérie De Bue, Mme Jacqueline Galant, M. Philippe Goffin, M. Damien Thiéry, n°262/1 du 4 octobre 2010.

6. Proposition de résolution relative à la baisse du taux de la taxe sur la valeur ajoutée sur les stages de conduite des deux-roues motorisés.

Déposée par Mme Valérie De Bue, Mme Jacqueline Galant, M. Daniel Bacquelaine, M. Philippe Goffin, M. Damien Thiéry, n°367/1 du 12 octobre 2010.

7. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal n° 20 du 20 juillet 1970 fixant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux en ce qui concerne le taux de TVA relatif à la livraison de plantes et de fleurs.

Déposée par Mme Nathalie Muylle, M. Jef Van den Bergh, Mme Liesbeth Van der Auwera, n°567/1 du 16 novembre 2010.

8. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal n° 20 du 20 juillet 1970 fixant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux, en vue de ramener de 21 % à 6 % le taux de TVA applicable aux bicyclettes.

Déposée par M. Peter Logghe, M. Hagen Goyvaerts, Mme Barbara Pas, Mme Rita De Bont, Mme Alexandra Colen, n°674/1 du 23 novembre 2010.

9. Proposition de loi relative au taux réduit de TVA pour la démolition et la reconstruction des bâtiments d'habitation.

Déposée par M. David Clarinval, M. Damien Thiéry, M. Philippe Goffin, M. Josy Arens, n°731/1 du 30 novembre 2010.

Avis, n°731/2 du 21 décembre 2010.

Amendements de Mme Muriel Gerken, M. Georges Gilkinet, Mme Meyrem Almaci, n°731/3 du 7 juin 2011.

Rapporteur(s) : M. Georges Gilkinet

10. Proposition de loi visant à instaurer le sursis dans la procédure d'imposition d'amendes fiscales en matière de TVA.

Déposée par M. Christian Brotcorne, M. Joseph George, n°766/1 du 2 décembre 2010.

11. Proposition de loi réduisant le taux de la TVA applicable à la formation à la conduite.

Déposée par Mme Alexandra Colen, M. Hagen Goyvaerts, Mme Barbara Pas, n°845/1 du 16 décembre 2010.

12. Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne le taux réduit de TVA pour les soins à domicile, l'arrêté royal n° 20 du 20 juillet 1970 fixant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux.

Déposée par Mme Gwendolyn Rutten, Mme Ine Somers, M. Willem-Frederik Schiltz, M. Herman De Croo, n°1011/1 du 12 janvier 2011.

13. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal n° 20 du 20 juillet 1970 fixant le taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux, en vue d'abaisser la TVA en ce qui concerne les restaurants, les cafés et les services de restauration.

Déposée par M. Hagen Goyvaerts, M. Guy D'haeseleer, Mme Barbara Pas, n°1014/1 du 12 janvier 2011.

14. Proposition de loi modifiant le Code de la taxe sur la valeur ajoutée en ce qui concerne l'acquisition de voitures automobiles par des personnes pouvant prétendre à une carte spéciale de parking pour handicapés.

Déposée par M. Hagen Goyvaerts, M. Guy D'haeseleer, Mme Barbara Pas, Mme Alexandra Colen, n°1094/1 du 20 janvier 2011.

15. Proposition de loi visant à empêcher l'évitement de la taxe sur les opérations boursières et à protéger les investisseurs.

Déposée par M. Georges Gilkinet, Mme Meyrem Almaci, Mme Muriel Gerken, M. Stefaan Van Hecke, n°1564/1 du 8 juin 2011.

16. Proposition de loi visant à diminuer le taux de la taxe sur la valeur ajoutée en ce qui concerne les faire-part de décès.

Déposée par M. Hagen Goyvaerts, Mme Alexandra Colen, Mme Barbara Pas, n°1635/1 du 28 juin 2011.

17. Proposition de loi modifiant le Code de la taxe sur la valeur ajoutée en ce qui concerne les voyages en dehors de l'Union.

Déposée par M. Philippe Goffin, M. Hendrik Bogaert, M. Herman De Croo, Mme Gwendolyn Rutten, M. Raf Terwingen, Mme Veerle Wouters, n°1697/1 du 20 juillet 2011.

Addendum, n°1697/2 du 19 octobre 2011.

18. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal n° 20 du 20 juillet 1970 fixant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux en ce qui concerne le taux de TVA applicable au gaz naturel et à l'électricité.

Déposée par M. Bruno Valkeniers, Mme Barbara Pas, M. Peter Logghe, M. Hagen Goyvaerts, Mme Alexandra Colen, n°2000/1 du 17 janvier 2012.

Rapport de M. Olivier Destrebecq, n°2000/3 du 17 octobre 2013.

19. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal n° 20 du 20 juillet 1970 fixant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux, en ce qui concerne la diminution du taux appliqué aux combustibles.

Déposée par M. Hagen Goyvaerts, Mme Barbara Pas, M. Peter Logghe, M. Bruno Valkeniers, Mme Alexandra Colen, n°2010/1 du 20 janvier 2012.

20. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne la réinsertion professionnelle des personnes en incapacité de travail.

Déposée par Mme Catherine Fonck n°2109/1 du 15 mars 2012.

21. Proposition de loi portant réduction du droit d'accise spécial sur certains carburants.

Déposée par M. Steven Vandeput, M. Jan Jambon, M. Peter Dedecker, Mme Veerle Wouters, n°2406/1 du 28 août 2012.

22. Proposition de loi prolongeant les délais en matière de déclaration de TVA.

Déposée par Mme Veerle Wouters, M. Steven Vandeput, n°2658/1 du 21 février 2013.

23. Proposition de loi modifiant le Code de la taxe sur la valeur ajoutée en vue de promouvoir les libéralités en nature.

Déposée par M. Georges Dallemagne, M. Benoît Lutgen, M. Josy Arens, M. Olivier Maingain, M. Benoît Drèze, n°2697/1 du 14 mars 2013.

Addendum, n°2697/2 du 8 mai 2013.

Addendum, n°2697/3 du 5 juin 2013.

Avis, n°2697/4 du 5 juillet 2013.

Addendum, n°2697/5 du 6 novembre 2013.

Rapporteur(s) : Mme Christiane Vienne

24. Proposition de loi exemptant les dons alimentaires de la taxe sur la valeur ajoutée.
Déposée par Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers, M. Wouter De Vriendt, n°2803/1 du 13 mai 2013.

IMPOT SUR LE REVENU

1. Proposition de résolution relative à l'instauration d'une liaison systématique entre, d'une part, les données concernant la possession d'un véhicule de la classe de prix supérieure et, d'autre part, les revenus déclarés.

Déposée par M. Hagen Goyvaerts, Mme Barbara Pas, Mme Alexandra Colen, n°1963/1 du 14 décembre 2011.

INSTITUTION FINANCIERE

1. Proposition de loi modifiant la loi du 10 décembre 2009 relative aux services de paiement améliorant la mobilité interbancaire.

Déposée par Mme Christiane Vienne, Mme Karine Lalieux, M. Alain Mathot, M. Guy Coëme (**), M. Olivier Henry, n°132/1 du 10 septembre 2010.

Reprise par M. Christophe Lacroix, le 6 février 2013 en remplacement de M. Guy Coëme (**).

Addendum, n°132/2 du 6 février 2013.

2. Proposition de résolution relative à la dépolitisation du secteur bancaire et des assurances.

Déposée par M. Gerolf Annemans, M. Hagen Goyvaerts, Mme Barbara Pas, Mme Alexandra Colen, n°1148/1 du 1 février 2011.

3. Proposition de loi portant réforme du secteur bancaire.

Déposée par Mme Karin Temmerman, Mme Christiane Vienne, M. Guy Coëme (**), Mme Caroline Gennez, Mme Karine Lalieux, M. Yvan Mayeur, M. Bruno Tobback, M. Bruno Tuybens, M. Dirk Van der Maelen, Mme Ann Vanheste, n°1816/1 du 18 octobre 2011.

Avis, n°1816/2 du 8 juin 2012.

Rapporteur(s) : M. Carl Devlies

INSTRUMENT FINANCIER

1. Proposition de loi visant à interdire en Belgique la spéculation financière sur la hausse des prix des produits alimentaires.

Déposée par M. Patrick Moriau (**), M. Dirk Van der Maelen, M. André Flahaut, M. Philippe Blanchart, M. Guy Coëme (**), M. Alain Mathot, Mme Christiane Vienne, n°81/1 du 9 août 2010.

Reprise par M. Christophe Lacroix, le 6 février 2013 en remplacement de M. Guy Coëme (**).

Addendum, n°81/2 du 6 février 2013.

Avis, n°81/3 du 5 avril 2013.

Amendement de M. Christophe Lacroix, n°81/4 du 29 avril 2013.

Rapport de M. Carl Devlies, M. Olivier Henry, Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers, n°81/5 du 24 septembre 2013.

JEU DE HASARD

1. Proposition de résolution relative au contrôle éthique de tous les jeux de la Loterie nationale.

Déposée par Mme Minneke De Ridder, M. Bert Wollants, M. Peter Dedecker, M. Steven Vandeput, n°1870/1 du 8 novembre 2011.

2. Proposition de résolution visant à objectiver les subsides de la Loterie Nationale.

Déposée par Mme Minneke De Ridder, M. Bert Wollants, M. Peter Dedecker, Mme Miranda Van Eetvelde, M. Theo Francken, n°2256/1 du 12 juin 2012.

MARCHE PUBLIC

1. Proposition de loi modifiant la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fourniture et de services, visant l'inclusion de clauses sociales et environnementales dans les marchés publics.

Déposée par M. Olivier Henry, M. Christophe Lacroix, Mme Christiane Vienne, M. Alain Mathot, n°3304/1 du 21 janvier 2014.

2. Proposition de loi modifiant la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services concernant les marchés publics passés dans le domaine des services sociaux et sanitaires.

Déposée par Mme Catherine Fonck n°3435/1 du 11 mars 2014.

OBLIGATION ALIMENTAIRE

1. Proposition de résolution demandant une amélioration du fonctionnement du Service des créances alimentaires (SECAL).

Déposée par M. Christian Brotcorne, Mme Catherine Fonck, Mme Annick Van Den Ende (**), M. Josy Arens, n°215/1 du 28 septembre 2010.

Reprise par Mme Marie-Martine Schyns (**), le 16 février 2012 en remplacement de Mme Annick Van Den Ende (**).

Addendum, n°215/2 du 18 novembre 2010.

Addendum, n°215/3 du 6 juin 2011.

Rapporteur(s) : M. Steven Vandeput, Mme Christiane Vienne

2. Proposition de loi modifiant la loi du 21 février 2003 créant un Service des créances alimentaires au sein du SPF Finances.

Déposée par Mme Maya Detiège, M. Bruno Tobback, M. Dirk Van der Maelen, M. Peter Vanvelthoven, n°1381/1 du 7 avril 2011.

Addendum, n°1381/2 du 9 mai 2011.

Rapporteur(s) : M. Steven Vandeput, Mme Christiane Vienne

3. Proposition de loi modifiant l'article 4 de la loi du 21 février 2003 créant un Service des créances alimentaires au sein du SPF Finances afin de mieux prendre en considération la charge financière d'un enfant handicapé.

Déposée par Mme Catherine Fonck n°1950/1 du 12 décembre 2011.

4. Proposition de loi modifiant diverses dispositions de la loi du 21 février 2003 créant un Service des créances alimentaires au sein du SPF Finances et modifiant le Code judiciaire en vue d'assurer le recouvrement effectif des créances alimentaires.

Déposée par Mme Sonja Becq, M. Raf Terwingen, Mme Nahima Lanjri, Mme Liesbeth Van der Auwera, M. Jenne De Potter, Mme Bercy Slegers, M. Jef Van den Bergh, M. Roel Deseyn, M. Michel Doomst (**), n°2076/1 du 20 février 2012.

Avis, n°2076/2 du 3 août 2012.

5. Proposition de loi modifiant la loi du 21 février 2003 créant un Service des créances alimentaires au sein du SPF Finances et modifiant le Code judiciaire.

Déposée par Mme Sabien Lahaye-Battheu, Mme Carina Van Cauter, n°2079/1 du 22 février 2012.

6. Proposition de loi visant à améliorer le fonctionnement du Service des créances alimentaires.

Déposée par Mme Karine Lalieux, Mme Laurence Meire, Mme Marie-Claire Lambert, M. Olivier Henry, n°2877/1 du 12 juin 2013.

OPERATION DE BOURSE

1. Proposition de loi visant à instaurer une taxe sur les opérations de trading haute fréquence.

Déposée par M. Alain Mathot, Mme Christiane Vienne, M. Olivier Henry, M. Christophe Lacroix, n°3396/1 du 24 février 2014.

ORGANISATION NON GOUVERNEMENTALE

1. Proposition de loi visant à étendre le contrôle de la Cour des comptes à l'utilisation des fonds récoltés par les organismes faisant appel à la générosité publique.

Déposée par M. François-Xavier de Donnea, M. Daniel Bacquelaine, M. Philippe Goffin, M. Damien Thiéry, n°675/1 du 23 novembre 2010.

PENSIONS

1. Proposition de loi promouvant la transparence et l'investissement socialement responsable en ce qui concerne les produits d'épargne-pension.

Déposée par Mme Meryame Kitir, M. Bruno Tobback, n°1633/1 du 28 juin 2011.

2. Proposition de loi visant à la reconnaissance et la promotion de l'investissement socialement responsable et à l'orientation durable des fonds de pension et du Fonds de vieillissement.

Déposée par M. Ronny Balcaen, M. Georges Gilkinet, Mme Meyrem Almaci, Mme Muriel Gerkens, M. Stefaan Van Hecke, n°2749/1 du 15 avril 2013.

POLITIQUE CULTURELLE

1. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992, le Code de la taxe sur la valeur ajoutée et l'arrêté royal du 27 août 1993 d'exécution du Code des impôts sur les revenus 1992, visant à encourager le mécénat.

Déposée par M. Yvan Mayeur, M. Alain Mathot, M. Guy Coëme (**), Mme Christiane Vienne, n°359/1 du 12 octobre 2010.

Avis, n°359/2 du 2 octobre 2012.

POLITIQUE DE L'ENTREPRISE

1. Proposition de résolution relative au soutien à la création et à la transmission de PME.

Déposée par M. Olivier Maingain, M. Damien Thiéry, M. Bernard Clerfayt, n°2664/1 du 21 février 2013.

POLITIQUE FINANCIERE

1. Proposition de loi modifiant la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers en ce qui concerne la nomination des membres des comités de direction.

Déposée par M. Peter Dedecker, M. Jan Jambon, n°3097/1 du 25 octobre 2013.

PRODUIT ALIMENTAIRE

1. Proposition de loi modifiant la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers, visant à encadrer la spéculation sur les produits financiers liés aux matières premières agricoles.

Déposée par M. Christophe Lacroix, M. Dirk Van der Maelen, M. Olivier Henry, M. Alain Mathot, Mme Christiane Vienne, n°3078/1 du 22 octobre 2013.

PROPRIETE PUBLIQUE

1. Proposition de résolution chargeant la Cour des comptes d'un examen supplémentaire et d'un contrôle effectif de la Donation royale et supprimant définitivement celle-ci.

Déposée par Mme Barbara Pas, M. Peter Logghe, M. Hagen Goyvaerts, Mme Alexandra Colen, Mme Rita De Bont, n°1566/1 du 8 juin 2011.

PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

1. Proposition de résolution visant à encourager les dons en nature par une exonération élargie de la TVA.

Déposée par M. Georges Dallemagne, M. Benoît Lutgen, M. Benoît Drèze, n°3294/1 du 16 janvier 2014.
Addendum, n°3294/2 du 23 janvier 2014.

Rapporteur(s) : M. Carl Devlies

RECESSION ECONOMIQUE

1. Proposition de loi instituant l'emprunt populaire.

Déposée par Mme Karin Temmerman, M. Dirk Van der Maelen, n°1920/1 du 30 novembre 2011.

SOCIETE

1. Proposition de résolution visant à mettre fin à la distorsion communautaire existant en matière de contrôle des sociétés.

Déposée par M. Peter Logghe, M. Hagen Goyvaerts, Mme Alexandra Colen, Mme Barbara Pas, n°401/1 du 15 octobre 2010.

2. Proposition de loi instaurant des exigences d'expertise, d'impartialité et d'honorabilité professionnelle pour les administrateurs de sociétés coopératives qui participent au secteur financier.

Déposée par M. Peter Dedecker, M. Jan Jambon, M. Steven Vandeput, Mme Veerle Wouters, n°3278/1 du 9 janvier 2014.

TRAVAIL

1. Proposition de loi modifiant la loi du 12 avril 1965 concernant la protection de la rémunération des travailleurs et le Code des impôts sur les revenus 1992 visant à instaurer un titre-service octroyé par l'employeur.

Déposée par Mme Valérie De Bue, M. Philippe Goffin, M. Damien Thiéry, M. Denis Ducarme, n°787/1 du 9 décembre 2010.

2. Proposition de loi modifiant la réglementation en vue de généraliser la responsabilité solidaire des commettants en vis-à-vis des entrepreneurs.

Déposée par Mme Nahima Lanjri, Mme Sonja Becq, M. Stefaan Vercamer, n°817/1 du 14 décembre 2010.

UNION EUROPEENNE

1. Proposition de résolution concernant le mandat de la Belgique au sein du Mécanisme européen de stabilité.

Déposée par M. Stefaan Van Hecke, Mme Muriel Gerken, n°2103/1 du 14 mars 2012.

2. Proposition de résolution relative à la régulation de la fixation des taux interbancaires au niveau européen.

Déposée par Mme Christiane Vienne, M. Alain Mathot, M. Olivier Henry, M. Guy Coëme (**), n°2378/1 du 19 juillet 2012.

Reprise par M. Christophe Lacroix, le 6 février 2013 en remplacement de M. Guy Coëme (**).

Addendum, n°2378/2 du 6 février 2013.

Commission de l'Infrastructure, des Communications et des Entreprises publiques

ACTIONNAIRE

1. Proposition de loi modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques en ce qui concerne la participation de l'Etat belge dans bpost et Belgacom.

Déposée par Mme Sabien Lahaye-Battheu, M. Vincent Van Quickenborne, n°3139/1 du 21 novembre 2013.

AEROPORT

1. Proposition de résolution relative à la création d'un organe public indépendant de contrôle des nuisances sonores liées au survol des habitations à partir de l'aéroport de Bruxelles-National.

Déposée par M. François-Xavier de Donnea, M. Olivier Maingain, Mme Corinne De Permentier, Mme Valérie De Bue, Mme Kattrin Jadin, Mme Jacqueline Galant, n°607/1 du 18 novembre 2010.

Amendement de Mme Valérie De Bue, n°607/2 du 24 mai 2011.

Rapporteur(s) : M. Christophe Bastin

AMENDE

1. Proposition de loi relative à la lutte contre la fraude au tachygraphe.

Déposée par M. David Geerts, Mme Karin Temmerman, n°3485/1 du 26 mars 2014.

CIRCULATION AERIENNE

1. Proposition de résolution relative à la création d'un espace aérien Benelux unifié dans le cadre de FABEC.

Déposée par M. Jef Van den Bergh, M. Bert Wollants, n°2438/1 du 9 octobre 2012.

CIRCULATION ROUTIERE

1. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique en ce qui concerne les capitaines de route encadrant les groupes de cyclistes et de motocyclistes.

Déposée par M. Thierry Giet (**), M. Anthony Dufrane (**), Mme Karine Lalieux, M. André Frédéric, Mme Linda Musin, n°275/1 du 5 octobre 2010.

2. Proposition de loi complétant l'article 12 de l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique.

Déposée par M. Thierry Giet (**), Mme Linda Musin, M. Anthony Dufrane (**), M. André Frédéric, Mme Karine Lalieux, n°276/1 du 5 octobre 2010.

3. Proposition de loi modifiant la loi du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière en ce qui concerne la prise de cours de la déchéance du droit de conduire en cas de condamnations multiples.

Déposée par M. Raf Terwingen, M. Jef Van den Bergh, Mme Leen Dierick, n°329/1 du 8 octobre 2010.

4. Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne les délais de prescription des infractions de roulage, la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968.

Déposée par M. Jef Van den Bergh, Mme Liesbeth Van der Auwera, M. Stefaan Vercamer, Mme Nahima Lanjri, Mme Nathalie Muylle, M. Servais Verherstraeten, Mme Leen Dierick, n°440/1 du 21 octobre 2010.

Amendement de Mme Miranda Van Eetvelde, n°440/2 du 28 mai 2013.

Rapporteur(s) : Mme Isabelle Emmery

5. Proposition de loi modifiant la réglementation en vue de rendre obligatoire l'immatriculation des cyclomoteurs et d'instaurer le permis de conduire pour les conducteurs de cyclomoteurs.

Déposée par Mme Alexandra Colen, M. Tanguy Veys, Mme Annick Ponthier, M. Bruno Valkeniers, n°841/1 du 16 décembre 2010.

Amendement de M. Tanguy Veys, n°841/2 du 4 juin 2013.

Rapporteur(s) : M. Bert Wollants

6. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique en ce qui concerne les emplacements de stationnement réservés aux personnes handicapées.

Déposée par Mme Alexandra Colen, M. Tanguy Veys, Mme Annick Ponthier, M. Bruno Valkeniers, n°843/1 du 16 décembre 2010.

Amendement de M. Tanguy Veys, n°843/2 du 29 mai 2013.

Rapporteur(s) : M. Ronny Balcaen

7. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité.

Déposée par Mme Alexandra Colen, M. Tanguy Veys, Mme Annick Ponthier, M. Bruno Valkeniers, n°880/1 du 22 décembre 2010.

8. Proposition de loi instaurant l'enregistrement des bicyclettes.

Déposée par M. Tanguy Veys, Mme Annick Ponthier, M. Bruno Valkeniers, n°929/1 du 15 décembre 2010.

9. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique en ce qui concerne le stationnement des médecins et du personnel infirmier.

Déposée par M. Hagen Goyvaerts, Mme Rita De Bont, M. Tanguy Veys, Mme Annick Ponthier, M. Bruno Valkeniers, n°933/1 du 14 décembre 2010.

10. Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne le certificat de conformité, l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité.

Déposée par M. Koenraad Degroote, Mme Sarah Smeyers, M. Jan Van Esbroeck, M. Ben Weyts, M. Karel Uyttersprot, n°1230/1 du 17 février 2011.

Amendements de M. Koenraad Degroote, M. Bert Wollants, M. Steven Vandeput, n°1230/2 du 13 juin 2012.

Rapporteur(s) : M. Kristof Waterschoot

11. Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne le certificat d'immatriculation, l'arrêté royal du 20 juillet 2001 relatif à l'immatriculation de véhicules.

Déposée par M. Koenraad Degroote, Mme Sarah Smeyers, M. Jan Van Esbroeck, M. Ben Weyts, M. Karel Uyttersprot, n°1231/1 du 17 février 2011.

Rapporteur(s) : M. Steven Vandeput

12. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique en ce qui concerne le stationnement des véhicules de chauffeurs professionnels en agglomération.

Déposée par M. Tanguy Veys, Mme Annick Ponthier, M. Bruno Valkeniers, n°1367/1 du 6 avril 2011.

13. Proposition de loi modifiant la réglementation relative à la circulation routière en ce qui concerne l'insertion alternée en cas de rétrécissement de la voie publique.

Déposée par M. Tanguy Veys, Mme Annick Ponthier, M. Bruno Valkeniers, M. Guy D'haeseleer, n°1368/1 du 6 avril 2011.

14. Proposition de loi modifiant la loi relative à la police de la circulation routière en ce qui concerne la définition de la notion de mission urgente.

Déposée par M. Koenraad Degroote, M. Ben Weyts, M. François-Xavier de Donnea, M. André Frédéric, M. Rachid Madrane (**), M. Peter Vanvelthoven, M. Servais Verherstraeten, Mme Sabien Lahaye-Battheu, n°1473/1 du 18 mai 2011.

Addendum, n°1473/2 du 12 juin 2013.

15. Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne le chargement des véhicules, l'arrêté royal du 30 septembre 2005 désignant les infractions par degré aux règlements généraux pris en exécution de la loi relative à la police de la circulation routière.

Déposée par M. Tanguy Veys, M. Bruno Valkeniers, Mme Annick Ponthier, n°1491/1 du 23 mai 2011.

16. Proposition de loi relative au principe de la fermeture éclair dans la circulation.

Déposée par M. Bert Wollants, M. Bert Maertens, M. Steven Vandeput, Mme Minneke De Ridder, Mme Veerle Wouters, n°1567/1 du 9 juin 2011.

Amendement de Mme Miranda Van Eetvelde, n°1567/2 du 28 mai 2013.

Rapporteur(s) : M. Ronny Balcaen

17. Proposition de loi modifiant la loi du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière en ce qui concerne l'identification du contrevenant.

Déposée par M. Jef Van den Bergh, Mme Leen Dierick, M. Stefaan Vercamer, M. Hendrik Bogaert, Mme Nahima Lanjri, Mme Liesbeth Van der Auwera, Mme Nathalie Muylle, n°1791/1 du 12 octobre 2011.

Rapporteur(s) : M. Anthony Dufrane (**), Mme Isabelle Emmery

18. Proposition de loi modifiant la réglementation en vue de lutter contre le blocage des carrefours.

Déposée par M. Tanguy Veys, Mme Annick Ponthier, M. Bruno Valkeniers, n°1987/1 du 11 janvier 2012.

19. Proposition de loi modifiant la loi du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière en ce qui concerne l'introduction d'une réglementation applicable en cas de récidive pour les excès de vitesse graves.

Déposée par M. Jef Van den Bergh, Mme Sabien Lahaye-Battheu, Mme Karin Temmerman, n°2054/1 du 14 février 2012.

Addendum, n°2054/2 du 16 février 2012.

20. Proposition de loi modifiant la loi du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière en ce qui concerne la confiscation et l'immobilisation des véhicules en cas d'abus d'alcool et de drogue.

Déposée par M. Jef Van den Bergh, Mme Karin Temmerman, n°2055/1 du 14 février 2012.

Addendum, n°2055/2 du 16 février 2012.

21. Proposition de loi relative à l'action directe et au droit de rétention des services de remorquage.

Déposée par M. Karel Uyttersprot, Mme Zuhail Demir, M. Bert Wollants, Mme Minneke De Ridder, Mme Miranda Van Eetvelde, n°2171/1 du 26 avril 2012.

Rapporteur(s) : M. Jef Van den Bergh

22. Proposition de loi modifiant la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968, en ce qui concerne la durée d'une déchéance du droit de conduire un véhicule à moteur.

Déposée par M. Jef Van den Bergh, Mme Sonja Becq, M. Jenne De Potter, Mme Leen Dierick, Mme Bercy Slegers, M. Kristof Waterschoot, Mme Karin Temmerman, n°2245/1 du 7 juin 2012.

Rapporteur(s) : Mme Isabelle Emmerly

23. Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne la zone cyclable, l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique.

Déposée par M. Renaat Landuyt, Mme Karin Temmerman, n°2778/1 du 26 avril 2013.

24. Proposition de loi relative au principe de la fermeture éclair dans la circulation.

Déposée par M. Jef Van den Bergh, M. Christophe Bastin, Mme Valérie De Bue, Mme Sabien Lahaye-Battheu, Mme Karin Temmerman, n°2850/1 du 31 mai 2013.

Addendum, n°2850/2 du 10 juin 2013.

25. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière en ce qui concerne le statut des aéroports.

Déposée par M. Jef Van den Bergh, Mme Karin Temmerman, Mme Sabien Lahaye-Battheu, Mme Lieve Wierinck, n°2887/1 du 17 juin 2013.

Rapporteur(s) : Mme Valérie De Bue

26. Proposition de loi modifiant la loi du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière en ce qui concerne la déchéance du droit de conduire pour les véhicules non motorisés.

Déposée par Mme Sabien Lahaye-Battheu, M. Patrick Dewael, n°2916/1 du 27 juin 2013.

Rapporteur(s) : Mme Isabelle Emmery

COMMISSION D'ENQUETE

1. Proposition visant à instituer une commission d'enquête parlementaire en ce qui concerne la sécurité des chemins de fer belges.

Déposée par M. Tanguy Veys, Mme Annick Ponthier, M. Bruno Valkeniers, n°345/1 du 12 octobre 2010.

2. Proposition visant à instituer une commission d'enquête parlementaire sur la manière dont le groupe SNCB a conduit le projet Fyra.

Déposée par Mme Barbara Pas, M. Tanguy Veys, Mme Annick Ponthier, M. Bruno Valkeniers, n°2868/1 du 6 juin 2013.

COMMUNE

1. Proposition de loi modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques et visant à permettre la perception d'impôts au profit des communes sur les pylônes et supports pour antennes GSM.

Déposée par Mme Marie-Martine Schyns (**), M. Christophe Bastin, n°2115/1 du 20 mars 2012.

CONTRAT COMMERCIAL

1. Proposition de loi modifiant la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques en ce qui concerne le changement d'opérateur.

Déposée par M. Roel Deseyn n°3325/1 du 29 janvier 2014.

DROIT DE GREVE

1. Proposition de loi modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, visant à garantir le droit au travail dans le cadre des missions de service public et d'intérêt général.

Déposée par M. Olivier Destrebecq, Mme Valérie De Bue, M. Philippe Goffin, Mme Jacqueline Galant, M. Denis Ducarme, M. Luc Gustin, M. Charles Michel, n°3111/1 du 7 novembre 2013.

Addendum, n°3111/2 du 19 novembre 2013.

ENDETTEMENT

1. Proposition de résolution visant à freiner l'endettement du nouveau Groupe SNCB.

Déposée par Mme Sabien Lahaye-Battheu, M. Christophe Bastin, n°3084/1 du 23 octobre 2013.

Addendum, n°3084/2 du 21 novembre 2013.

ENTREPRISE PUBLIQUE

1. Proposition de résolution relative à l'avenir des services publics.

Déposée par Mme Valérie De Bue, Mme Jacqueline Galant, M. David Clarinval, Mme Katrin Jadin, n°392/1 du 13 octobre 2010.

2. Proposition de loi modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques en ce qui concerne le service minimum garanti.

Déposée par Mme Maggie De Block, Mme Sabien Lahaye-Battheu, n°1734/1 du 9 septembre 2011.

Reprise par Mme Sabien Lahaye-Battheu, n°1734/2 du 15 décembre 2011 en remplacement de Mme Maggie De Block.

3. Proposition de loi modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, en ce qui concerne les infractions aux lois linguistiques commises par des entreprises publiques.

Déposée par M. Bert Maertens, M. Karel Uyttersprot, M. Bert Wollants, Mme Minneke De Ridder, M. Steven Vandeput, n°1961/1 du 15 décembre 2011.

4. Proposition de loi interprétative de l'article 98, § 2, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques.

Déposée par M. Alain Mathot, M. Olivier Henry, M. Olivier Destrebecq, n°3226/1 du 5 décembre 2013.

FONCTION PUBLIQUE

1. Proposition de loi relative à l'organisation d'élections sociales dans le secteur public.

Déposée par M. Guy D'haeseleer, M. Peter Logghe, M. Hagen Goyvaerts, Mme Rita De Bont, M. Tanguy Veys, Mme Annick Ponthier, M. Bruno Valkeniers, n°1059/1 du 18 janvier 2011.

GREVE

1. Proposition de loi réglant le droit de grève dans les entreprises publiques.

Déposée par M. Bert Maertens, M. Bert Wollants, Mme Minneke De Ridder, M. Theo Francken, M. Steven Vandeput, n°1699/1 du 22 juillet 2011.

HANDICAPE

1. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique en vue de garantir le respect des places de parking réservées aux personnes handicapées.

Déposée par M. Christian Brotcorne, M. Christophe Bastin, M. Joseph George, n°190/1 du 20 septembre 2010.

Addendum, n°190/2 du 29 octobre 2010.

2. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 30 septembre 2005 désignant les infractions par degré aux règlements généraux pris en exécution de la loi relative à la police de la circulation routière, visant à ériger l'utilisation non autorisée d'emplacements pour personnes handicapées en infraction du 3e degré.

Déposée par Mme Valérie De Bue, M. David Clarinval, n°1081/1 du 19 janvier 2011.

IMMATRICULATION DE VEHICULE

1. Projet de loi modifiant la loi relative à la police de la circulation routière coordonnée le 16 mars 1968, et la loi du 19 mai 2010 portant création de la banque carrefour des véhicules.

Déposé par le gouvernement n°3578/1 du 25 avril 2014.

IMPOT

1. Proposition de résolution relative à une taxation des billets d'avion.

Déposée par M. Laurent Louis n°1744/1 du 20 septembre 2011.

INFORMATIQUE

1. Proposition de loi réglant le signallement d'une atteinte à la sécurité ou d'une perte d'intégrité de systèmes d'information électroniques d'une importance vitale pour la société.

Déposée par Mme Karolien Grosemans, M. Theo Francken, M. Jan Jambon, M. Bert Maertens, n°3296/1 du 17 janvier 2014.

INTERNET

1. Proposition de loi modifiant la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques en vue de garantir la neutralité des réseaux Internet.

Déposée par Mme Valérie Déom (**), Mme Karine Lalieux, M. Olivier Henry, M. Laurent Devin, Mme Julie Fernandez Fernandez, M. Anthony Dufrane (**), n°1467/1 du 17 mai 2011.

Amendement de M. Jef Van den Bergh, M. Peter Dedecker, Mme Valérie Déom (**), n°1467/2 du 7 juillet 2011.

Amendements de M. Peter Dedecker, M. Bert Wollants, Mme Minneke De Ridder, M. Steven Vandeput, Mme Valérie Déom (**), n°1467/3 du 12 juillet 2011.

Avis du Conseil d'État, n°1467/4 du 19 septembre 2011.

Amendement de Mme Karine Lalieux, n°1467/5 du 9 janvier 2014.

Rapporteur(s) : M. Peter Dedecker, Mme Valérie De Bue

2. Proposition de loi modifiant la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, en ce qui concerne la neutralité du réseau.

Déposée par M. Jef Van den Bergh, Mme Nathalie Muylle, Mme Leen Dierick, Mme Liesbeth Van der Auwera, Mme Nahima Lanjri, M. Stefaan Vercamer, M. Roel Deseyn, n°1536/1 du 1 juin 2011.

Addendum, n°1536/2 du 6 juin 2013.

Rapporteur(s) : M. Peter Dedecker, Mme Valérie De Bue

3. Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne l'accès à l'internet en tant que droit fondamental, la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques.

Déposée par M. Roel Deseyn, Mme Sonja Becq, M. Jenne De Potter, Mme Leen Dierick, Mme Nathalie Muylle, M. Jef Van den Bergh, Mme Liesbeth Van der Auwera, n°3012/1 du 18 septembre 2013.

4. Proposition de résolution relative à la protection de l'internet ouvert.

Déposée par M. Peter Dedecker, M. Steven Vandeput, M. Bert Wollants, Mme Miranda Van Eetvelde, n°3247/1 du 12 décembre 2013.

Rapporteur(s) : M. Peter Dedecker, Mme Valérie De Bue

POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

1. Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne les amendes administratives, la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et télécommunications belges.

Déposée par M. Roel Deseyn n°3326/1 du 29 janvier 2014.

PROTECTION DU CONSOMMATEUR

1. Proposition de loi modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques en vue de lutter contre le surendettement lié aux dettes de GSM.

Déposée par M. Christian Brotcorne n°61/1 du 9 août 2010.

PROTECTION DU PATRIMOINE

1. Proposition de résolution visant à protéger et à mettre en valeur le patrimoine artistique et culturel des entreprises publiques et autres organismes d'intérêt public.

Déposée par Mme Linda Musin, Mme Karine Lalieux, Mme Isabelle Emmery, Mme Véronique Bonni, n°3015/1 du 23 septembre 2013.

REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION

1. Proposition de loi octroyant des facilités de stationnement aux professionnels de la santé lors des visites à domicile.

Déposée par Mme Catherine Fonck n°2820/1 du 22 mai 2013.

SANCTION PENALE

1. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 30 septembre 2005 désignant les infractions par degré aux règlements généraux pris en exécution de la loi relative à la police de la circulation routière, concernant le non-respect du panneau C21.

Déposée par M. André Frédéric n°3048/1 du 4 octobre 2013.

SANTE PUBLIQUE

1. Proposition de loi modifiant la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques concernant la bonne utilisation des téléphones mobiles.

Déposée par Mme Catherine Fonck, M. Christophe Bastin, n°1776/1 du 5 octobre 2011.

SECURITE PUBLIQUE

1. Proposition de loi créant un Comité permanent de contrôle de la sécurité des infrastructures publiques fédérales.

Déposée par M. Olivier Maingain, M. Damien Thiéry, M. Bernard Clerfayt, n°2565/1 du 13 décembre 2012.

SECURITE ROUTIERE

1. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique, en vue de supprimer des exceptions au port obligatoire de la ceinture de sécurité.

Déposée par M. Jef Van den Bergh, M. Raf Terwingen, M. Servais Verherstraeten, M. Christian Brotcorne, M. Christophe Bastin, n°127/1 du 9 septembre 2010.

Addendum, n°127/2 du 11 février 2011.

2. Proposition de loi modifiant la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968, en ce qui concerne l'immobilisation d'un véhicule au titre de mesure de sûreté.

Déposée par M. Jef Van den Bergh, M. Raf Terwingen, M. Servais Verherstraeten, n°128/1 du 9 septembre 2010.

3. Proposition de résolution relative à une formation à la sécurité routière dans l'enseignement.

Déposée par M. Christian Brotcorne n°160/1 du 14 septembre 2010.

4. Proposition de résolution relative à la sécurisation des cyclistes dans l'angle mort des camions.

Déposée par M. David Geerts, Mme Karin Temmerman, n°259/1 du 4 octobre 2010.

Addendum, n°259/2 du 14 octobre 2010.

5. Proposition de loi modifiant l'article 11 de l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière.

Déposée par M. Daniel Bacquelaïne, Mme Jacqueline Galant, Mme Valérie De Bue, n°291/1 du 5 octobre 2010.

6. Proposition de résolution relative à la modification de l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière en vue d'améliorer la sécurité des cyclistes et cyclomoteurs.

Déposée par M. Joseph George, M. Christophe Bastin, Mme Myriam Delacroix-Rolin (**), n°514/1 du 29 octobre 2010.

7. Proposition de résolution relative à l'amélioration de la signalisation routière à l'intention des personnes atteintes de dyschromatopsie.

Déposée par M. Jef Van den Bergh, Mme Liesbeth Van der Auwera, Mme Leen Dierick, Mme Nathalie Muylle, M. Stefaan Vercamer, Mme Nahima Lanjri, n°517/1 du 29 octobre 2010.

Addendum, n°517/2 du 17 février 2011.

8. Proposition de résolution concernant l'amélioration de la visibilité et de la lisibilité des signaux, notamment concernant l'abord et la sortie d'agglomération ainsi que la signalisation des passages pour piétons et des SUL.

Déposée par M. Joseph George, M. Christian Brotcorne, n°814/1 du 14 décembre 2010.

9. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique en ce qui concerne le port du casque par les jeunes cyclistes.

Déposée par Mme Alexandra Colen, M. Tanguy Veys, Mme Annick Ponthier, M. Bruno Valkeniers, n°840/1 du 16 décembre 2010.

10. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière en ce qui concerne la circulation des cyclistes aux carrefours équipés de signaux lumineux.

Déposée par Mme Alexandra Colen, M. Tanguy Veys, Mme Annick Ponthier, M. Bruno Valkeniers, n°842/1 du 16 décembre 2010.

11. Proposition de loi étendant l'obligation du port de la ceinture de sécurité.

Déposée par Mme Alexandra Colen, M. Tanguy Veys, Mme Annick Ponthier, M. Bruno Valkeniers, n°844/1 du 16 décembre 2010.

12. Proposition de loi améliorant la sécurité des passages à niveau.

Déposée par Mme Alexandra Colen, M. Tanguy Veys, Mme Annick Ponthier, M. Bruno Valkeniers, n°852/1 du 16 décembre 2010.

13. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique en ce qui concerne la distance de sécurité à respecter entre les véhicules sur les autoroutes.

Déposée par Mme Alexandra Colen, M. Tanguy Veys, Mme Annick Ponthier, M. Bruno Valkeniers, n°882/1 du 22 décembre 2010.

14. Proposition de loi modifiant la réglementation afin d'accroître la sécurité routière aux feux de signalisation.

Déposée par Mme Alexandra Colen, M. Tanguy Veys, Mme Annick Ponthier, M. Bruno Valkeniers, n°883/1 du 22 décembre 2010.

15. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique en ce qui concerne la vitesse minimale imposée sur les autoroutes.

Déposée par M. Tanguy Veys, Mme Annick Ponthier, M. Bruno Valkeniers, Mme Alexandra Colen, n°928/1 du 15 décembre 2010.

16. Proposition de loi modifiant la réglementation en vue de prévenir les excès de vitesse en cas de modification temporaire des conditions de circulation.

Déposée par Mme Alexandra Colen, M. Tanguy Veys, Mme Annick Ponthier, n°976/1 du 4 janvier 2011.

17. Proposition de loi visant à alourdir les amendes infligées aux conducteurs qui compromettent la sécurité des usagers de la route les plus vulnérables.

Déposée par Mme Alexandra Colen, M. Tanguy Veys, Mme Annick Ponthier, M. Bruno Valkeniers, n°986/1 du 4 janvier 2011.

18. Proposition de résolution relative à la sécurité routière, en ce qui concerne en particulier la problématique du gonflage payant des pneus dans les stations services.

Déposée par M. Laurent Louis n°1638/1 du 29 juin 2011.

19. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique en ce qui concerne la vitesse maximale autorisée sur les autoroutes.

Déposée par M. Tanguy Veys, Mme Annick Ponthier, M. Bruno Valkeniers, n°1992/1 du 13 janvier 2012.

20. Proposition de loi modifiant la loi du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière, en ce qui concerne la contre-expertise en cas d'intoxication alcoolique.

Déposée par Mme Sabien Lahaye-Battheu n°2721/1 du 26 mars 2013.

Rapporteur(s) : Mme Isabelle Emmery

21. Proposition de loi relative à la lutte contre la fraude au tachygraphe.

Déposée par M. Jef Van den Bergh, M. Roel Deseyn, n°3034/1 du 1 octobre 2013.

Rapporteur(s) : M. Jef Van den Bergh

22. Proposition de loi modifiant la loi du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière en ce qui concerne le non-respect des exigences relatives à l'aptitude professionnelle.

Déposée par M. Jef Van den Bergh, Mme Sabien Lahaye-Battheu, M. Jenne De Potter, M. Roel Deseyn, Mme Gerda Mylle, Mme Nik Van Gool, n°3131/1 du 13 novembre 2013.

Rapporteur(s) : M. Jef Van den Bergh

SERVICE POSTAL

1. Proposition de résolution visant à confier l'évaluation concrète de la libéralisation du secteur postal, et de ses effets sur les usagers et les travailleurs de ce secteur, au comité consultatif du secteur postal.

Déposée par Mme Karine Lalieux, Mme Linda Musin, M. Anthony Dufrane (**), M. André Frédéric, n°800/1 du 10 décembre 2010.

2. Proposition de résolution relative à l'amélioration du régime d'ouverture des bureaux de poste en Belgique.

Déposée par M. Bert Maertens, Mme Minneke De Ridder, M. Bert Wollants, M. Steven Vandeput, n°1793/1 du 6 octobre 2011.

3. Proposition de loi modifiant la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et des télécommunications belges en vue de renforcer le statut autonome de l'IBPT.

Déposée par M. Peter Dedecker, M. Steven Vandeput, M. Bert Wollants, n°3085/1 du 23 octobre 2013.

4. Projet de loi modifiant la loi du 6 juillet 1971 relative à la création de bpost et à certains services postaux.

Déposé par le gouvernement n°3556/1 du 15 avril 2014.

SERVICE PUBLIC

1. Proposition de loi visant à garantir un service minimum dans le cadre des missions de service public et des missions d'intérêt général.

Déposée par M. Daniel Bacquelaine, Mme Valérie De Bue, M. Denis Ducarme, Mme Jacqueline Galant, M. David Clarinval, n°537/1 du 9 novembre 2010.

TELECOMMUNICATION

1. Proposition de résolution concernant l'instauration d'un code de conduite pour les opérateurs de téléphonie mobile.

Déposée par M. Christian Brotcorne n°150/1 du 13 septembre 2010.

2. Proposition de loi modifiant la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques en vue d'assurer une meilleure protection de la vie privée pour les "services à données de localisation" ou services de "géolocalisation" par téléphone portable.

Déposée par M. Christian Brotcorne, M. Josy Arens, M. Christophe Bastin, n°615/1 du 18 novembre 2010.

3. Proposition de loi modifiant la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques en ce qui concerne les systèmes d'appel d'urgence à bord des véhicules.

Déposée par M. Jef Van den Bergh, Mme Leen Dierick, M. Roel Deseyn, Mme Nathalie Muylle, Mme Liesbeth Van der Auwera, n°2402/1 du 10 août 2012.

TELEVISION

1. Proposition de loi modifiant la loi du 30 mars 1995 concernant les réseaux de communications électroniques et services de communications électroniques et l'exercice d'activités de radiodiffusion dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale, visant à créer une contribution au profit d'organismes de radiodiffusion régionaux.

Déposée par M. Rachid Madrane (**) n°1455/1 du 12 mai 2011.

Retrait de signature, n°1455/2 du 18 mai 2011.
Avis du Conseil d'État, n°1455/3 du 28 juin 2011.

TRANSPORT AERIEN

1. Proposition de résolution visant à reconnaître pleinement l'aéroport de Courtrai-Wevelgem et à l'intégrer dans l'accord de coopération du 30 novembre 1989 entre l'Etat et les gestionnaires des aéroports régionaux.

Déposée par M. Peter Logghe, M. Tanguy Veys, Mme Annick Ponthier, M. Bruno Valkeniers, n°993/1 du 23 décembre 2010.

2. Proposition de loi relative à la réglementation des interdictions de survol.

Déposée par M. Bert Wollants, Mme Minneke De Ridder, M. Bert Maertens, M. Steven Vandeput, M. Theo Francken, n°2151/1 du 17 avril 2012.

Addendum, n°2151/2 du 26 avril 2012.

TRANSPORT DE MARCHANDISES

1. Proposition de loi relative à la tenue obligatoire d'un registre de lettres de voiture dans le secteur du transport routier de marchandises.

Déposée par M. David Geerts, Mme Karin Temmerman, n°3478/1 du 20 mars 2014.

TRANSPORT DE MARCHANDISES DANGEREUSES

1. Proposition de résolution pour une politique intégrée et rigoureuse en matière de transport de substances dangereuses.

Déposée par Mme Karin Temmerman, M. David Geerts, n°2847/1 du 30 mai 2013.

TRANSPORT FERROVIAIRE

1. Proposition de résolution relative à l'accompagnement des victimes d'accidents ferroviaires.

Déposée par Mme Catherine Fonck, M. Christophe Bastin, M. David Geerts, n°1441/1 du 6 mai 2011.

Addendum, n°1441/2 du 19 mai 2011.

Rapporteur(s) : Mme Linda Musin

2. Proposition de résolution relative aux contrats de gestion liant les entreprises publiques du groupe SNCB à l'Etat.

Déposée par M. Christophe Bastin, Mme Catherine Fonck, M. Ronny Balcaen, M. David Geerts, M. Stefaan Van Hecke, n°1442/1 du 6 mai 2011.

Addendum, n°1442/2 du 19 mai 2011.

3. Proposition de résolution exhortant le gouvernement fédéral à présenter au Parlement un plan de réforme du groupe SNCB pour le 15 novembre 2011.

Déposée par M. Steven Vandeput, Mme Minneke De Ridder, M. Bert Wollants, M. Bert Maertens, n°1736/1 du 13 septembre 2011.

4. Proposition de résolution visant à réformer la structure du Groupe SNCB.

Déposée par Mme Maggie De Block, Mme Ine Somers, M. Herman De Croo, Mme Sabien Lahaye-Battheu, n°1808/1 du 11 octobre 2011.

Addendum, n°1808/2 du 27 octobre 2011.

Reprise par Mme Sabien Lahaye-Battheu, n°1808/3 du 15 décembre 2011, en remplacement de Mme Maggie De Block.

5. Proposition de loi modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques en ce qui concerne le statut du personnel du groupe SNCB.

Déposée par Mme Maggie De Block, Mme Ine Somers, M. Herman De Croo, Mme Sabien Lahaye-Battheu, n°1830/1 du 20 octobre 2011.

Reprise par Mme Sabien Lahaye-Battheu, n°1830/2 du 15 décembre 2011, en remplacement de Mme Maggie De Block.

6. Proposition de résolution relative à la réactivation de la ligne ferroviaire 20.

Déposée par M. Bert Schoofs, Mme Annick Ponthier, M. Tanguy Veys, M. Bruno Valkeniers, n°1989/1 du 11 janvier 2012.

7. Proposition de résolution visant l'électrification de la ligne 15 Herentals-Mol-Lommel-Neerpelt.

Déposée par M. David Geerts, M. Peter Vanvelthoven, M. Jef Van den Bergh, Mme Liesbeth Van der Auwera, n°2067/1 du 15 février 2012.

8. Proposition de résolution concernant les dispositifs de sécurité de la ligne ferroviaire Braine-le-Comte-Louvain.

Déposée par M. Ben Weyts n°2270/1 du 21 juin 2012.

9. Proposition de résolution visant à la préservation du trafic ferroviaire en régions rurales.

Déposée par M. Christophe Bastin, M. Josy Arens, M. Georges Dallemagne, Mme Catherine Fonck, M. Benoît Lutgen, Mme Marie-Martine Schyns (**), n°2594/1 du 7 janvier 2013.

10. Proposition de résolution relative à la réalisation d'un audit externe sur la procédure selon laquelle le choix s'est porté sur le train Fyra d'AnsaldoBreda en 2004, ainsi que sur le suivi de la commande et sur les implications financières de ce dossier pour la SNCB jusqu'en 2013.

Déposée par M. Stefaan Van Hecke, M. Ronny Balcaen, n°2903/1 du 24 juin 2013.

TRANSPORT PUBLIC

1. Proposition de résolution visant à faciliter la mobilité des jeunes en formation.

Déposée par Mme Colette Burgeon, Mme Karine Lalieux, Mme Linda Musin, M. André Frédéric, M. Anthony Dufrane (**), M. David Geerts, n°2461/1 du 23 octobre 2012.

Addendum, n°2461/2 du 19 novembre 2012.

TRANSPORT ROUTIER

1. Proposition de résolution en vue de modifier les règles nationales et européennes relatives aux dimensions et aux masses des camions.

Déposée par M. Tanguy Veys, Mme Annick Ponthier, M. Bruno Valkeniers, n°1431/1 du 4 mai 2011.

2. Proposition de résolution relative aux effets de la libéralisation du marché interne sur le secteur du transport routier intérieur.

Déposée par M. David Geerts, M. Hans Bonte, n°2368/1 du 17 juillet 2012.

Amendements de M. Jef Van den Bergh, M. David Geerts, M. Christophe Bastin, M. André Frédéric, n°2368/2 du 4 décembre 2012.

Rapporteur(s) : M. Jef Van den Bergh

3. Proposition de résolution visant à organiser une base de données, consultable par les citoyens, reprenant toutes les informations relatives aux licences, agréments et respect des normes de sécurité des autocars dits de services occasionnels.

Déposée par Mme Valérie Warzée-Caverenne, M. Daniel Bacquelaïne, Mme Jacqueline Galant, M. Denis Ducarme, Mme Valérie De Bue, Mme Kattrin Jadin, M. Philippe Goffin, n°2573/1 du 14 décembre 2012.

Rapporteur(s) : M. Jef Van den Bergh

4. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 7 mai 2002 relatif au transport de choses par route, en ce qui concerne le cautionnement en cas de créances.

Déposée par M. Frank Wilrycx, M. David Clarinval, Mme Sabien Lahaye-Battheu, n°2833/1 du 24 mai 2013.

Addendum, n°2833/2 du 12 juin 2013.

Rapporteur(s) : M. Jef Van den Bergh

Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique**BOISSON ALCOOLISEE**

1. Proposition de loi modifiant les dispositions légales concernant les débits de boissons fermentées, coordonnées le 3 avril 1953, et la loi sur la patente pour le débit des boissons spiritueuses.

Déposée par Mme Zuhail Demir, M. Bert Maertens, M. Karel Uyttersprot, M. Jan Van Esbroeck, n°3495/1 du 27 mars 2014.

COMMISSION D'ENQUETE

1. Proposition visant à instituer une commission d'enquête parlementaire chargée d'examiner les cas dans lesquels le Service de la Sûreté de l'Etat surveille des hommes ou femmes politiques élus.

Déposée par M. Gerolf Annemans, M. Filip De Man, M. Peter Logghe, M. Bert Schoofs, M. Tanguy Veys, n°2652/1 du 20 février 2013.

2. Proposition visant à instituer une commission d'enquête parlementaire chargée d'enquêter sur le cyberespionnage.

Déposée par Mme Karin Temmerman n°3383/1 du 18 février 2014.

COMMUNE

1. Proposition de loi complétant les articles 15 et 107 de la nouvelle loi communale.

Déposée par M. Christian Brotcorne, Mme Myriam Delacroix-Rolin (**), n°152/1 du 13 septembre 2010.

Addendum, n°152/2 du 29 octobre 2010.

2. Proposition de loi relative à la promotion des projets de médiation de voisinage lancés par les pouvoirs locaux.

Déposée par Mme Karin Temmerman n°810/1 du 13 décembre 2010.

3. Proposition de loi modifiant la législation concernant la présomption de connaissance de la langue.

Déposée par M. Gerolf Annemans, M. Filip De Man, Mme Annick Ponthier, M. Tanguy Veys, n°1093/1 du 20 janvier 2011.

4. Proposition de loi modifiant la Nouvelle loi communale en ce qui concerne l'abrogation des conditions d'âge de mise à la retraite des agents des communes.

Déposée par M. Olivier Maingain, M. Damien Thiéry, M. Bernard Clerfayt, n°2949/1 du 12 juillet 2013.

CONGE POLITIQUE

1. Proposition de loi modifiant la loi du 18 septembre 1986 instituant le congé politique pour les membres du personnel des services publics, en vue d'instaurer une incompatibilité entre une fonction de management ou d'encadrement et l'exercice d'un mandat politique.

Déposée par M. Christian Brotcorne, Mme Myriam Delacroix-Rolin (**), n°189/1 du 20 septembre 2010.

Addendum, n°189/2 du 29 octobre 2010.

2. Proposition de loi modifiant la loi du 19 juillet 1976 instituant un congé pour l'exercice d'un mandat politique ainsi que la loi du 20 juillet 1991 portant des dispositions sociales et diverses, en vue de favoriser l'accès au mandat parlementaire par l'élargissement du droit au congé politique, à l'interruption de carrière et aux allocations chômage.

Déposée par Mme Zoé Genot, M. Wouter De Vriendt, Mme Muriel Gerkens, M. Stefaan Van Hecke, Mme Juliette Boulet, Mme Meyrem Almaci, M. Olivier Deleuze (**), n°2034/1 du 3 février 2012.

CPAS

1. Proposition de loi modifiant la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population, aux cartes d'identité, aux cartes d'étranger et aux documents de séjour et modifiant la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques.

Déposée par M. Yvan Mayeur, M. André Frédéric, M. Eric Thiébaud, M. Laurent Devin, M. Rachid Madrane (**), n°2040/1 du 6 février 2012.

DIVORCE

1. Proposition de loi modifiant la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques, en ce qui concerne la mention d'un divorce.

Déposée par M. Bert Maertens, Mme Juliette Boulet, Mme Valérie Déom (**), M. Jean Marie Dedecker, M. Stefaan Van Hecke, n°1916/1 du 30 novembre 2011.

Amendements de M. Bert Maertens, n°1916/2 du 21 mars 2014.

Rapporteur(s) : M. Bruno Tuybens, M. Jan Van Esbroeck

DOCUMENT OFFICIEL

1. Proposition de loi modifiant le Code civil, relative à la modification de la mention "divorcé(e)" dans les actes administratifs.

Déposée par M. Eric Thiébaud, M. Renaat Landuyt, M. Denis Ducarme, Mme Carina Van Cauter, M. André Frédéric, M. Laurent Devin, n°3272/1 du 7 janvier 2014.

Amendements de M. Bert Maertens, n°3272/2 du 21 mars 2014.

Rapporteur(s) : M. Jan Van Esbroeck

DOMICILE LEGAL

1. Proposition de loi modifiant la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population, aux cartes d'identité, aux cartes d'étranger et aux documents de séjour et modifiant la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques.

Déposée par M. Mathias De Clercq n°1572/1 du 9 juin 2011.

DROIT PENAL

1. Proposition de résolution relative à l'amélioration de l'enregistrement des infractions par la police ainsi qu'à l'affinement des statistiques qui en découlent en tenant compte de l'origine ethnique de leurs auteurs présumés.

Déposée par M. Filip De Man, M. Gerolf Annemans, M. Bert Schoofs, Mme Annick Ponthier, M. Tanguy Veys, n°905/1 du 21 décembre 2010.

2. Proposition de résolution visant à légaliser la recherche proactive de plantations de cannabis à l'aide de caméras thermiques.

Déposée par M. Bert Schoofs, M. Filip De Man, Mme Annick Ponthier, M. Tanguy Veys, n°1177/1 du 8 février 2011.

3. Proposition de loi visant à interdire le port de tout vêtement cachant totalement ou de manière principale le visage.

Déposée par Mme Leen Dierick, Mme Nathalie Muylle, Mme Liesbeth Van der Auwera, M. Stefaan Vercamer, n°1375/1 du 6 avril 2011.

4. Proposition de loi modifiant la législation relative à la répression du racisme en vue d'interdire les réunions de groupes racistes et néonazis.

Déposée par M. Raf Terwingen, M. Stefaan De Clerck (**), M. Roel Deseyn, Mme Nahima Lanjri, Mme Sonja Becq, M. Jenne De Potter, M. Kristof Waterschoot, Mme Leen Dierick, n°2160/1 du 20 avril 2012. Avis du Conseil d'État, n°2160/2 du 29 janvier 2013.

Rapporteur(s) : M. Jan Van Esbroeck, M. André Frédéric, Mme Nahima Lanjri

DROITS DE L'ENFANT

1. Proposition de loi modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, interdisant la détention de mineurs dans des centres fermés.

Déposée par Mme Zoé Genot, Mme Eva Brems, Mme Muriel Gerken, M. Eric Jadot, M. Wouter De Vriendt, Mme Meyrem Almaci, M. Georges Gilkinet, n°1087/1 du 20 janvier 2011.

2. Proposition de loi modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, en ce qui concerne la détention d'enfants en centres fermés.

Déposée par M. Filip De Man, Mme Annick Ponthier, M. Tanguy Veys, n°1729/1 du 6 septembre 2011.

ELECTION

1. Proposition de loi modifiant l'article 180bis du Code électoral relatif au vote des Belges résidant à l'étranger visant à introduire le "vote par correspondance électronique".

Déposée par M. Denis Ducarme, M. Daniel Bacquelaine, Mme Corinne De Permentier, Mme Jacqueline Galant, M. Philippe Collard, M. Charles Michel, n°350/1 du 12 octobre 2010.

Addendum, n°350/2 du 26 juillet 2011.

2. Proposition de loi modifiant la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, visant à opérer la désignation des membres du conseil de police.

Déposée par Mme Marie-Martine Schyns (**), M. Christian Brotcorne, M. Christophe Bastin, n°2729/1 du 28 mars 2013.

Addendum, n°2729/2 du 18 avril 2013.

3. Proposition de loi modifiant le Code électoral, visant à supprimer la case de tête et son effet dévolutif.

Déposée par M. Benoît Lutgen, Mme Catherine Fonck, M. Benoît Drèze, n°3252/1 du 17 décembre 2013.

4. Proposition de loi modifiant le Code électoral et la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des Chambres fédérales ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques, visant à supprimer les listes de suppléants.

Déposée par M. Benoît Lutgen, Mme Catherine Fonck, M. Benoît Drèze, n°3253/1 du 17 décembre 2013.

5. Proposition de loi modifiant la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des Chambres fédérales ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques, la loi du 19 mai 1994 réglementant la campagne électorale, concernant la limitation et la déclaration des dépenses électorales engagées pour les élections du Parlement wallon, du Parlement flamand, du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale et du Parlement de la Communauté germanophone, et fixant le critère de contrôle des communications officielles des autorités publiques.

Déposée par M. Olivier Maingain, M. Bernard Clerfayt, n°3426/1 du 7 mars 2014.

EMPLOI DES LANGUES

1. Proposition de loi modifiant les lois coordonnées du 18 juillet 1966 sur l'emploi des langues en matière administrative.

Déposée par Mme Alexandra Colen, M. Hagen Goyvaerts, M. Filip De Man, Mme Annick Ponthier, M. Tanguy Veys, n°838/1 du 16 décembre 2010.

2. Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne les actes et documents destinés au personnel, les lois coordonnées du 18 juillet 1966 sur l'emploi des langues en matière administrative.

Déposée par M. Guy D'haeseleer, M. Filip De Man, Mme Annick Ponthier, M. Tanguy Veys, n°1130/1 du 27 janvier 2011.

3. Proposition de loi modifiant la loi du 12 juin 2002 modifiant les lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, en ce qui concerne l'entrée en vigueur de cette loi.

Déposée par M. Koenraad Degroote, M. Ben Weyts, M. Jan Van Esbroeck, M. Siegfried Bracke, n°3332/1 du 30 janvier 2014.

Errata, n°3332/2 du 5 février 2014.

Rapporteur(s) : Mme Bercy Slegers

ENERGIE NUCLEAIRE

1. Proposition de résolution en vue de l'étude des conséquences financières, sociales et environnementales d'une catastrophe nucléaire.

Déposée par M. Kristof Calvo, Mme Muriel Gerken, n°2865/1 du 6 juin 2013.

ESPIONNAGE

1. Proposition visant à instituer une commission d'enquête parlementaire chargée d'enquêter sur le rôle des services de renseignement dans le cyberespionnage.

Déposée par M. Stefaan Van Hecke, M. Ronny Balcaen, n°3341/1 du 6 février 2014.

ETAT CIVIL

1. Proposition de loi modifiant la législation relative aux registres de la population en ce qui concerne l'inscription de personnes installées dans certains logements dont l'occupation permanente n'est pas autorisée.

Déposée par Mme Nahima Lanjri, Mme Sonja Becq, Mme Leen Dierick, M. Jef Van den Bergh, M. David Clarinval, M. Bart Somers, Mme Bercy Slegers, n°323/1 du 8 octobre 2010.

Addendum, n°323/2 du 16 novembre 2010.

Addendum, n°323/3 du 4 mars 2013.

Addendum, n°323/4 du 19 mars 2013.

Amendement de Mme Nahima Lanjri, M. Peter Vanvelthoven, M. Bart Somers, Mme Jacqueline Galant, Mme Bercy Slegers, n°323/5 du 24 avril 2013.

Amendement de Mme Nahima Lanjri, M. Peter Vanvelthoven, Mme Bercy Slegers, Mme Marie-Martine Schyns (**), Mme Jacqueline Galant, Mme Julie Fernandez Fernandez, n°323/6 du 22 mai 2013.

Avis du Conseil d'État, n°323/7 du 27 juin 2013.

Amendement de Mme Nahima Lanjri, Mme Bercy Slegers, M. Peter Vanvelthoven, Mme Jacqueline Galant, Mme Julie Fernandez Fernandez, Mme Marie-Martine Schyns (**), M. Joseph George, n°323/8 du 9 juillet 2013.

Rapporteur(s) : Mme Jacqueline Galant

2. Proposition de loi modifiant la loi relative aux registres de la population, aux cartes d'identité, aux cartes d'étranger et aux documents de séjour et modifiant la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques en ce qui concerne la photo figurant sur la carte d'identité.

Déposée par M. Guy D'haeseleer, M. Bert Schoofs, M. Filip De Man, Mme Annick Ponthier, n°923/1 du 16 décembre 2010.

3. Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne l'inscription des détenus, la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population, aux cartes d'identité, aux cartes d'étranger et aux documents de séjour et modifiant la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques.

Déposée par M. Bart Somers, Mme Gwendolyn Rutten, Mme Sabien Lahaye-Battheu, M. Frank Wilrycx, n°1801/1 du 13 octobre 2011.

Addendum, n°1801/2 du 17 février 2012.

EXPULSION

1. Proposition de loi modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en vue de sanctionner l'entrave à l'éloignement forcé par voie aérienne.

Déposée par M. Theo Francken, Mme Sarah Smeyers, Mme Daphné Dumery, n°3023/1 du 24 septembre 2013.

FINANCEMENT DES PARTIS

1. Proposition de loi modifiant la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses engagées pour les élections de chambres fédérales, ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques.

Déposée par M. Laurent Louis n°1277/1 du 4 mars 2011.

FONCTION PUBLIQUE

1. Proposition de résolution visant à interdire le port de signes convictionnels au sein de l'administration publique de l'Etat fédéral et des organismes d'intérêt public qui en dépendent.

Déposée par M. Daniel Bacquelaine, Mme Corinne De Permentier, M. Denis Ducarme, Mme Jacqueline Galant, M. Charles Michel, n°218/1 du 28 septembre 2010.

Addendum, n°218/2 du 26 juillet 2011.

2. Proposition de loi modifiant l'article 35 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966.

Déposée par M. Olivier Maingain, M. Damien Thiéry, M. François-Xavier de Donnea, M. Denis Ducarme, Mme Jacqueline Galant, n°411/1 du 19 octobre 2010.

3. Proposition de loi modifiant la loi du 22 mars 1995 instaurant des médiateurs fédéraux, afin d'assurer une protection légale aux fonctionnaires qui dénoncent des irrégularités.

Déposée par M. Servais Verherstraeten, Mme Leen Dierick, M. Jef Van den Bergh, n°456/1 du 26 octobre 2010.

4. Proposition de résolution visant à élargir les possibilités de travail intérimaire dans le secteur public.

Déposée par M. Bart Somers, Mme Carina Van Cauter, Mme Maggie De Block, M. Mathias De Clercq, Mme Gwendolyn Rutten, n°513/1 du 28 octobre 2010.

5. Proposition de loi modifiant la loi du 21 mars 1964 relative aux traitements des membres de la Cour des comptes et la loi du 22 mars 1995 instaurant des médiateurs fédéraux.

Déposée par M. Daniel Bacquelaine, M. Olivier Maingain, M. Denis Ducarme, Mme Jacqueline Galant, n°627/1 du 18 novembre 2010.

6. Proposition de loi modifiant les lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, en ce qui concerne la Commission permanente de contrôle linguistique.

Déposée par M. Filip De Man, Mme Annick Ponthier, M. Tanguy Veys, n°931/1 du 15 décembre 2010.

7. Proposition de loi interdisant le port du foulard ou du voile pour le personnel des services publics fédéraux.

Déposée par M. Filip De Man, Mme Annick Ponthier, M. Tanguy Veys, n°1324/1 du 25 mars 2011.

8. Proposition de loi modifiant les lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, en ce qui concerne les connaissances linguistiques des agents temporaires.

Déposée par M. Bert Schoofs, M. Filip De Man, Mme Annick Ponthier, M. Tanguy Veys, n°1522/1 du 27 mai 2011.

9. Proposition de loi modifiant la loi du 11 avril 1994 relative à la publicité de l'administration.
Déposée par Mme Leen Dierick, M. Jef Van den Bergh, Mme Nahima Lanjri, Mme Liesbeth Van der Auwera, M. Michel Doomst (**), Mme Bercy Slegers, n°2096/1 du 7 mars 2012.

GOUVERNEMENT

1. Proposition de loi limitant drastiquement le nombre de collaborateurs au sein des cellules stratégiques ministérielles.

Déposée par M. Hagen Goyvaerts, M. Peter Logghe, M. Bert Schoofs, M. Gerolf Annemans, M. Filip De Man, Mme Annick Ponthier, M. Tanguy Veys, n°664/1 du 22 novembre 2010.

2. Proposition de loi réglementant l'emploi des langues pour certains actes de l'autorité publique.

Déposée par M. Ben Weyts, M. Siegfried Bracke, M. Koenraad Degroote, M. Jan Van Esbroeck, n°1923/1 du 30 novembre 2011.

Addendum, n°1923/2 du 20 janvier 2012.

HANDICAPE

1. Proposition de résolution relative à l'accessibilité des services de secours et de police pour les personnes sourdes et malentendantes.

Déposée par M. David Geerts, M. Peter Vanvelthoven, n°1149/1 du 1 février 2011.

INCOMPATIBILITE

1. Proposition de loi modifiant la loi du 6 août 1931 établissant des incompatibilités et interdictions concernant les ministres et anciens ministres et ministres d'Etat, ainsi que les membres et anciens membres des Chambres législatives.

Déposée par Mme Catherine Fonck n°770/1 du 6 décembre 2010.

2. Proposition de loi modifiant la loi de réformes institutionnelles du 31 décembre 1983 pour la Communauté germanophone.

Déposée par Mme Catherine Fonck n°773/1 du 6 décembre 2010.

3. Proposition de loi modifiant l'article 2 de la loi du 6 août 1931 établissant les incompatibilités et interdictions concernant les ministres, anciens ministres et ministres d'Etat ainsi que les membres et anciens membres des Chambres législatives.

Déposée par Mme Catherine Fonck, M. Christian Brotcorne, Mme Myriam Delacroix-Rolin (**), n°776/1 du 6 décembre 2010.

4. Proposition de loi modifiant la loi du 6 août 1931 établissant des incompatibilités et interdictions concernant les ministres, anciens ministres et ministres d'Etat, ainsi que les membres et anciens membres des Chambres législatives.

Déposée par M. Olivier Deleuze (**), M. Stefaan Van Hecke, Mme Meyrem Almaci, Mme Juliette Boulet, M. Wouter De Vriendt, Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers, n°777/1 du 6 décembre 2010.

5. Proposition de loi visant à établir une incompatibilité entre, d'une part, le mandat de parlementaire et, d'autre part, la fonction de réviseur d'entreprises ou de commissaire aux comptes pour le compte de l'Etat, des communes, des provinces, des entreprises publiques et des organismes publics dépendant de l'Etat.

Déposée par M. Joseph George, M. Christian Brotcorne, Mme Annick Van Den Ende (**), n°1721/1 du 1 septembre 2011.

INDUSTRIE DE LA RESTAURATION

1. Proposition de loi modifiant l'article 135 de la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988 en vue d'autoriser les communes à réglementer les heures d'ouverture des débits de boissons.

Déposée par Mme Myriam Delacroix-Rolin (**), M. Christian Brotcorne, Mme Catherine Fonck, Mme Marie-Martine Schyns (**), M. Joseph George, n°2099/1 du 8 mars 2012.

Addendum, n°2099/2 du 3 décembre 2012.

Addendum, n°2099/3 du 28 février 2013.

Avis du Conseil d'État, n°2099/4 du 28 mars 2013.

Rapporteur(s) : Mme Bercy Slegers

2. Proposition de loi modifiant les dispositions légales concernant les débits de boissons fermentées, coordonnées le 3 avril 1953, en ce qui concerne la possibilité, pour une autorité communale, de refuser d'accorder un avis positif.

Déposée par M. Vincent Van Quickenborne, M. Bart Somers, M. Frank Wilrycx, n°2750/1 du 16 avril 2013.

Addendum, n°2750/2 du 16 janvier 2014.

Rapporteur(s) : M. Koenraad Degroote

INFORMATIQUE

1. Proposition de résolution visant à instaurer un Centre pour la cybersécurité en Belgique.

Déposée par M. Georges Dallemagne, Mme Bercy Slegers, n°2918/1 du 27 juin 2013.

Amendements de M. Georges Dallemagne, n°2918/2 du 7 février 2014.

Amendement de M. Denis Ducarme, M. Georges Dallemagne, n°2918/3 du 11 février 2014.

Amendement de M. Koenraad Degroote, M. Jan Van Esbroeck, n°2918/4 du 12 février 2014.

Addendum, n°2918/5 du 20 février 2014.

Rapporteur(s) : M. Jenne De Potter

LIBERTE D'ASSOCIATION

1. Proposition de loi modifiant la loi du 29 juillet 1934 interdisant les milices privées en vue d'interdire les groupements non démocratiques.

Déposée par M. Peter Vanvelthoven, M. David Geerts, M. Rachid Madrane (**), M. Laurent Devin, n°809/1 du 13 décembre 2010.

Addendum, n°809/2 du 8 juin 2012.

Amendement de M. Olivier Maingain, M. Damien Thiéry, M. Bernard Clerfayt, n°809/3 du 12 juin 2012.

Amendements de Mme Catherine Fonck, M. Georges Dallemagne, n°809/4 du 22 juin 2012.

Amendements de M. Denis Ducarme, M. Daniel Bacquelaine, n°809/5 du 3 juillet 2012.

Amendements de M. Peter Vanvelthoven, M. Laurent Devin, M. Michel Doomst (**), n°809/6 du 4 juillet 2012.

Amendements de Mme Catherine Fonck, M. Georges Dallemagne, n°809/7 du 6 juillet 2012.

Avis du Conseil d'État, n°809/8 du 15 mars 2013.

Amendement de M. Peter Vanvelthoven, n°809/9 du 10 juillet 2013.

Amendement de M. Olivier Maingain, M. Damien Thiéry, M. Bernard Clerfayt, n°809/11 du 11 juillet 2013.

Avis du Conseil d'État, n°809/12 du 8 octobre 2013.

Amendements de M. Jenne De Potter, M. Peter Logghe, n°809/13 du 11 février 2014.

Amendements de M. Bart Somers, n°809/14 du 18 février 2014.

Rapport de M. Jan Van Esbroeck, M. André Frédéric, Mme Nahima Lanjri, n°809/15 du 25 avril 2014.

LUTTE CONTRE LA DISCRIMINATION

1. Proposition de loi visant à créer un Centre de promotion de la diversité linguistique.

Déposée par M. Denis Ducarme, M. Daniel Bacquelaine, M. François-Xavier de Donnea, M. Damien Thiéry, Mme Jacqueline Galant, n°435/1 du 21 octobre 2010.

Avis du Conseil d'État, n°435/2 du 6 janvier 2011.

MALADIE

1. Proposition de résolution concernant la création d'une base de données concernant l'accès aux soins dans les pays d'origine.

Déposée par Mme Jacqueline Galant n°1732/1 du 8 septembre 2011.

MARCHE DU TRAVAIL

1. Proposition de résolution relative à l'instauration d'un objectif chiffré en ce qui concerne les travailleurs d'origine étrangère.

Déposée par Mme Nahima Lanjri, M. Stefaan Vercamer, n°3338/1 du 5 février 2014.

MARIAGE

1. Proposition de loi visant à créer une interdiction temporaire volontaire de sortie du territoire en cas de crainte de mariage forcé à l'étranger.

Déposée par M. Daniel Bacquelaine, Mme Katrin Jadin, n°2051/1 du 9 février 2012.

2. Proposition de résolution visant à réprimer effectivement les mariages de complaisance.

Déposée par M. Peter Logghe, M. Bert Schoofs, M. Gerolf Annemans, Mme Rita De Bont, n°2353/1 du 10 juillet 2012.

MINORITE SEXUELLE

1. Proposition de résolution relative à l'instauration de la plainte anonyme en cas de violence homophobe.

Déposée par M. Mathias De Clercq, Mme Lieve Wierinck, n°2136/1 du 30 mars 2012.

NATIONALITE

1. Proposition de résolution relative à l'exclusion des personnes possédant la double nationalité des fonctions gouvernementales et d'autres fonctions d'autorité publiques.

Déposée par M. Filip De Man, Mme Annick Ponthier, M. Tanguy Veys, n°544/1 du 10 novembre 2010.

ORGANISATION ELECTORALE

1. Proposition de loi modifiant l'article 180bis du Code électoral relatif au vote des Belges résidant à l'étranger afin que les règles de constitution des listes d'électeurs soient identiques pour l'ensemble des Belges, qu'ils résident au pays ou à l'étranger.

Déposée par M. Denis Ducarme, Mme Corinne De Permentier, M. Daniel Bacquelaîne, M. Charles Michel, n°142/1 du 13 septembre 2010.

Addendum, n°142/2 du 10 décembre 2010.

Addendum, n°142/3 du 26 juillet 2011.

2. Proposition de loi modifiant la loi du 23 mars 1989 relative à l'élection du Parlement européen, visant à étendre le droit de vote aux élections européennes pour les Belges vivant en dehors de l'Union européenne.

Déposée par M. Christian Brotcorne, M. Josy Arens, Mme Myriam Delacroix-Rolin (**), M. Georges Dallemagne, n°159/1 du 14 septembre 2010.

Addendum, n°159/2 du 22 septembre 2010.

Addendum, n°159/3 du 29 octobre 2010.

Addendum, n°159/4 du 18 mai 2012.

3. Proposition de loi abrogeant l'article 147bis, § 1er, 5° du Code électoral.

Déposée par M. Thierry Giet (**), M. Patrick Moriau (**), Mme Özlem Özen, Mme Karine Lalieux, Mme Valérie Déom (**), n°163/1 du 14 septembre 2010.

4. Proposition de loi modifiant la législation électorale en vue d'interdire aux élus et aux mandataires de siéger dans les bureaux de vote et de dépouillement.

Déposée par M. André Frédéric, M. Eric Thiébaud, M. Thierry Giet (**), M. Yvan Mayeur, Mme Karine Lalieux, Mme Valérie Déom (**), n°164/1 du 14 septembre 2010.

Amendement de M. André Frédéric, n°164/2 du 29 novembre 2012.

Amendements de M. André Frédéric, Mme Jacqueline Galant, n°164/3 du 25 janvier 2013.

Amendements de M. André Frédéric, Mme Jacqueline Galant, Mme Marie-Martine Schyns (**), Mme Bercy Slegers, M. Bart Somers, n°164/4 du 20 mars 2013.

Avis du Conseil d'État, n°164/5 du 7 mai 2013.

Amendement de M. Eric Thiébaud, Mme Jacqueline Galant, Mme Marie-Martine Schyns (**), Mme Bercy Slegers, M. Bart Somers, n°164/6 du 10 juillet 2013.

Rapporteur(s) : M. Fouad Lahssaini, M. Bart Somers

5. Proposition de loi modifiant les lois électorales, en vue de scinder la circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde (II).

Déposée par M. Jean Marie Dedecker n°347/1 du 12 octobre 2010.

6. Proposition de loi modifiant la loi relative à l'élection au Parlement européen du 23 mars 1989 afin d'octroyer le droit de vote aux élections européennes aux Belges résidant hors de l'Union européenne. Déposée par M. Denis Ducarme, M. Daniel Bacquelaine, Mme Corinne De Permentier, Mme Jacqueline Galant, M. Philippe Collard, M. Charles Michel, n°348/1 du 12 octobre 2010. Addendum, n°348/2 du 26 juillet 2011.

7. Proposition de loi modifiant l'article 180bis du Code électoral relatif au vote des Belges résidant à l'étranger visant à introduire le "vote par correspondance électronique". Déposée par M. Denis Ducarme, M. Daniel Bacquelaine, Mme Corinne De Permentier, Mme Jacqueline Galant, M. Philippe Collard, M. Charles Michel, n°350/1 du 12 octobre 2010. Addendum, n°350/2 du 26 juillet 2011.

8. Proposition de loi modifiant les lois électorales, en vue de scinder la circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde. Déposée par M. Ben Weyts, M. Jan Jambon, Mme Els Demol, M. Theo Francken, Mme Nadia Sminate, M. Jan Van Esbroeck, Mme Kristien Van Vaerenbergh, n°410/1 du 18 octobre 2010.

9. Proposition de loi modifiant la loi ordinaire du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat, la loi du 12 janvier 1989 réglant les modalités de l'élection du Conseil de la Région de Bruxelles-capitale et des membres bruxellois du Conseil flamand et la loi du 6 juillet 1990 réglant les modalités de l'élection du conseil de la Communauté germanophone, en vue d'octroyer le droit de vote aux Belges résidant à l'étranger pour l'élection du Conseil régional wallon et du Parlement flamand, du Conseil régional Bruxellois et du Conseil de la Communauté germanophone. Déposée par M. Daniel Bacquelaine, Mme Corinne De Permentier, M. François-Xavier de Donnea, M. Denis Ducarme, Mme Jacqueline Galant, M. Charles Michel, n°610/1 du 18 novembre 2010. Addendum, n°610/2 du 28 juillet 2011.

10. Proposition de loi spéciale modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises en vue d'octroyer le droit de vote aux Belges résidant à l'étranger pour l'élection du Conseil régional wallon et du Parlement flamand d'une part, et pour l'élection du Conseil régional bruxellois d'autre part. Déposée par M. Daniel Bacquelaine, Mme Corinne De Permentier, M. François-Xavier de Donnea, Mme Jacqueline Galant, M. Denis Ducarme, M. Charles Michel, n°611/1 du 18 novembre 2010. Addendum, n°611/2 du 28 juillet 2011.

11. Proposition de loi modifiant le Code électoral en ce qui concerne l'inscription des électeurs résidant à l'étranger dans la commune de leur dernière résidence officielle. Déposée par M. Filip De Man, Mme Annick Ponthier, M. Tanguy Veys, n°671/1 du 23 novembre 2010.

12. Proposition de loi modifiant le Code électoral visant à faciliter le vote des Belges à l'étranger.
Déposée par M. Josy Arens, M. Christian Brotcorne, Mme Myriam Delacroix-Rolin (**), M. Georges Dallemagne, n°747/1 du 1 décembre 2010.
Addendum, n°747/2 du 18 mai 2012.

13. Proposition de loi modifiant le Code électoral et la loi du 23 mars 1989 relative à l'élection du Parlement européen en vue d'instituer, pour les élections de la Chambre des représentants, du Sénat et du Parlement européen, une circonscription électorale composée des arrondissements administratifs de Bruxelles-Hal-Vilvorde, Nivelles et Louvain.
Déposée par M. Daniel Bacquelaine, M. Olivier Maingain, M. Denis Ducarme, Mme Jacqueline Galant, M. Charles Michel, n°833/1 du 16 décembre 2010.
Addendum, n°833/2 du 26 juillet 2011.

14. Proposition de loi modifiant le Code électoral afin d'étendre le droit de vote à l'ensemble des citoyens, quel que soit leur âge.
Déposée par Mme Alexandra Colen, M. Hagen Goyvaerts, M. Gerolf Annemans, M. Filip De Man, Mme Annick Ponthier, M. Tanguy Veys, n°837/1 du 16 décembre 2010.

15. Proposition de loi modifiant l'article 105 du Code électoral en vue d'aligner le rythme de renouvellement de la Chambre des représentants et du Sénat sur celui des parlements de communauté et de région.
Déposée par M. Peter Vanvelthoven n°855/1 du 17 décembre 2010.

16. Proposition de loi modifiant l'article 180bis du Code électoral relatif au vote des Belges résidant à l'étranger afin que les règles de constitution des listes d'électeurs soient identiques pour l'ensemble des Belges, qu'ils résident au pays ou à l'étranger.
Déposée par M. Daniel Bacquelaine, Mme Corinne De Permentier, M. François-Xavier de Donnea, Mme Jacqueline Galant, M. Denis Ducarme, M. Damien Thiéry, M. Charles Michel, n°873/1 du 22 décembre 2010.
Addendum, n°873/2 du 4 avril 2011.
Addendum, n°873/3 du 26 juillet 2011.

17. Proposition de loi supprimant le droit de vote aux élections communales pour les ressortissants non européens.
Déposée par M. Gerolf Annemans, M. Filip De Man, Mme Annick Ponthier, M. Tanguy Veys, n°917/1 du 13 décembre 2010.

18. Proposition de résolution relative à la communication d'un rapport d'évaluation sur les difficultés rencontrées par les Belges résidant à l'étranger aux élections législatives du 13 juin 2010.
Déposée par M. Denis Ducarme, M. Daniel Bacquelaine, Mme Jacqueline Galant, Mme Corinne De Permentier, M. Charles Michel, n°1003/1 du 11 janvier 2011.
Addendum, n°1003/2 du 26 juillet 2011.

19. Proposition de loi modifiant diverses législations électorales en vue de supprimer l'obligation de se présenter aux urnes.

Déposée par M. Jan Van Esbroeck, Mme Ingeborg De Meulemeester, M. Theo Francken, M. Steven Vandeput, n°1371/1 du 6 avril 2011.

20. Proposition de loi modifiant la loi du 23 mars 1989 relative à l'élection du Parlement européen en vue de supprimer l'obligation de se présenter aux urnes.

Déposée par M. Jan Van Esbroeck, Mme Ingeborg De Meulemeester, M. Theo Francken, M. Steven Vandeput, n°1372/1 du 6 avril 2011.

21. Proposition de loi modifiant le Code électoral et portant de nouvelles modalités de vote et de représentation des Belges résidant à l'étranger.

Déposée par M. André Frédéric, M. Patrick Moriau (**), M. Thierry Giet (**), M. Eric Thiébaud, M. Laurent Devin, M. Rachid Madrane (**), n°1465/1 du 17 mai 2011.

22. Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne le vote par carte magnétique et le vote par bulletin, la loi du 11 avril 1994 organisant le vote automatisé.

Déposée par M. Filip De Man, Mme Annick Ponthier, M. Tanguy Veys, n°1493/1 du 24 mai 2011.

23. Proposition de loi abrogeant l'interdiction pour les fonctionnaires de police de la police locale de se porter candidat à un mandat politique local ou provincial en dehors de leur zone de police et modifiant la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux en ce qui concerne le mandat politique.

Déposée par M. Ben Weyts, M. Peter Vanvelthoven, n°1746/1 du 20 septembre 2011.

24. Proposition de loi modifiant le Code électoral en ce qui concerne l'obligation de vote.

Déposée par M. Bart Somers, Mme Gwendolyn Rutten, Mme Sabien Lahaye-Battheu, n°1802/1 du 13 octobre 2011.

25. Proposition de loi spéciale modifiant l'article 25 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et l'article 13 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, en vue d'octroyer le droit de vote aux étrangers résidant en Belgique aux élections régionales.

Déposée par M. Eric Jadot, Mme Eva Brems, Mme Zoé Genot, Mme Meyrem Almaci, n°2006/1 du 19 janvier 2012.

26. Proposition de loi modifiant la loi ordinaire du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat et la loi du 12 janvier 1989 réglant les modalités de l'élection du Parlement de la Région de Bruxelles Capitale, concernant le droit de vote des étrangers aux élections régionales.

Déposée par M. Eric Jadot, Mme Eva Brems, Mme Zoé Genot, Mme Meyrem Almaci, n°2007/1 du 19 janvier 2012.

27. Proposition de loi assurant une présence égale alternée entre les hommes et les femmes sur les listes de candidatures aux élections des Chambres législatives et du Conseil de la Communauté germanophone.

Déposée par Mme Catherine Fonck n°2272/1 du 20 juin 2012.

28. Proposition de loi spéciale assurant une présence égale alternée entre les hommes et les femmes sur les listes de candidatures aux élections du Parlement wallon, du Parlement flamand et du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale.

Déposée par Mme Catherine Fonck n°2273/1 du 20 juin 2012.

29. Proposition de loi assurant une présence égale alternée entre les hommes et les femmes sur les listes de candidatures aux élections du Parlement européen.

Déposée par Mme Catherine Fonck n°2274/1 du 20 juin 2012.

30. Proposition de loi visant à modifier la législation électorale afin de favoriser l'égalité des chances entre les femmes et les hommes lors des élections.

Déposée par Mme Zoé Genot, Mme Eva Brems, Mme Muriel Gerken, n°2331/1 du 5 juillet 2012.

31. Proposition de loi concernant la désignation des membres des bureaux électoraux.

Déposée par M. Bart Somers, M. Herman De Croo, n°2626/1 du 4 février 2013.

Rapporteur(s) : M. Fouad Lahssaini, M. Bart Somers

32. Proposition de résolution relative à la révision du système électoral et à l'instauration du tirage au sort des membres du Parlement fédéral du Royaume de Belgique.

Déposée par M. Laurent Louis n°2860/1 du 5 juin 2013.

33. Proposition de loi modifiant la loi du 23 mars 1989 relative à l'élection du Parlement européen.

Déposée par M. Filip De Man, M. Peter Logghe, M. Tanguy Veys, n°2957/1 du 17 juillet 2013.

34. Proposition de loi visant à supprimer l'effet dévolutif de la case de tête et les suppléants pour les élections législatives.

Déposée par M. Daniel Bacquelaine, M. Olivier Destrebecq, M. Philippe Goffin, Mme Jacqueline Galant, Mme Corinne De Permentier, M. Luc Gustin, Mme Valérie Warzée-Caverenne, n°3135/1 du 14 novembre 2013.

ORGANISATION JUDICIAIRE

1. Proposition de loi soumettant les magistrats à l'obligation de déposer une liste de mandats, fonctions et professions et une déclaration de patrimoine.

Déposée par M. Bert Schoofs, M. Filip De Man, Mme Annick Ponthier, M. Tanguy Veys, n°1122/1 du 26 janvier 2011.

PARLEMENT NATIONAL

1. Proposition de loi modifiant la loi du 6 août 1931 établissant des incompatibilités et interdictions concernant les ministres, anciens ministres et ministres d'Etat, ainsi que les membres et anciens membres des Chambres législatives.

Déposée par M. Olivier Maingain, Mme Jacqueline Galant, M. Damien Thiéry, n°379/1 du 13 octobre 2010.

PENSIONS

1. Proposition de loi modifiant l'article 3 de l'arrêté royal du 22 septembre 1980 portant exécution de l'article 50, § 2, alinéa 2, de la loi du 5 août 1978 de réformes économiques et budgétaires, en vue de modifier l'impact financier des pensions de bourgmestre, échevin et président de CPAS sur les finances communales.

Déposée par M. Christian Brotcorne n°182/1 du 20 septembre 2010.

POLICE

1. Proposition de loi créant la zone de police de Bruxelles-Capitale.

Déposée par M. Renaat Landuyt n°43/1 du 29 juillet 2010.

2. Proposition de loi modifiant la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, en ce qui concerne la suppression du cautionnement pour les comptables spéciaux.

Déposée par Mme Leen Dierick, Mme Nahima Lanjri, M. Jef Van den Bergh, Mme Sonja Becq, Mme Nathalie Muylle, M. Hendrik Bogaert, n°170/1 du 17 septembre 2010.

Addendum, n°170/2 du 24 septembre 2010.

Rapporteur(s) : M. Jan Van Esbroeck, M. Rachid Madrane (**)

3. Proposition de loi modifiant la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, en ce qui concerne le plan national de sécurité.

Déposée par Mme Leen Dierick, Mme Nahima Lanjri, M. Jef Van den Bergh, Mme Sonja Becq, Mme Nathalie Muylle, M. Hendrik Bogaert, n°171/1 du 17 septembre 2010.

Addendum, n°171/2 du 24 septembre 2010.

4. Proposition de loi modifiant la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, en ce qui concerne la participation du Conseil communal.

Déposée par Mme Leen Dierick, Mme Liesbeth Van der Auwera, M. Stefaan Vercamer, M. Jef Van den Bergh, n°420/1 du 20 octobre 2010.

5. Proposition de loi modifiant la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, en ce qui concerne la publicité des données relatives à la criminalité.

Déposée par M. Peter Vanvelthoven n°794/1 du 7 décembre 2010.

6. Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne les pouvoirs de contrôle des conseillers de police, la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux.

Déposée par M. Filip De Man, Mme Annick Ponthier, M. Tanguy Veys, n°806/1 du 8 décembre 2010.

7. Proposition de loi modifiant la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, en ce qui concerne la prestation de serment des membres des conseils de police.

Déposée par M. Ben Weyts, Mme Sarah Smeyers, M. Jan Van Esbroeck, M. Koenraad Degroote, n°967/1 du 13 décembre 2010.

8. Proposition de loi complétant la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police en vue de présenter au public les objets retrouvés et saisis.

Déposée par M. Peter Vanvelthoven, Mme Maya Detiège, n°970/1 du 7 décembre 2010.

9. Proposition de résolution relative à la prime Copernic en faveur des services de police.

Déposée par M. Josy Arens, Mme Catherine Fonck, Mme Myriam Delacroix-Rolin (**), n°1389/1 du 12 avril 2011.

10. Proposition de loi modifiant la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, en ce qui concerne la prestation de serment des membres des conseils de police.

Déposée par M. Filip De Man, Mme Annick Ponthier, M. Tanguy Veys, n°1492/1 du 24 mai 2011.

11. Proposition de résolution relative à la mise en place d'une plate-forme informatique unique pour les services de police.

Déposée par Mme Myriam Delacroix-Rolin (**), Mme Catherine Fonck, n°1832/1 du 20 octobre 2011.

12. Proposition de loi modifiant la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, visant à faciliter le remplacement des membres effectifs du conseil de police.

Déposée par M. Laurent Devin, M. Eric Thiébaud, M. André Frédéric, M. Rachid Madrane (**), n°1979/1 du 28 décembre 2011.

Amendement de M. Laurent Devin, n°1979/2 du 21 novembre 2012.

Rapporteur(s) : Mme Bercy Slegers

13. Proposition de loi modifiant la loi du 1er août 1985 portant des mesures fiscales et autres en ce qui concerne l'extension de l'indemnité spéciale octroyée aux membres des services de police et de secours.

Déposée par M. Peter Logghe, M. Filip De Man, M. Tanguy Veys, n°2056/1 du 14 février 2012.

14. Proposition de loi modifiant la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police en ce qui concerne la fiche de déclaration à la police.

Déposée par M. Bert Schoofs, M. Filip De Man, M. Peter Logghe, M. Tanguy Veys, n°2128/1 du 28 mars 2012.

15. Proposition de loi modifiant la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, en ce qui concerne la prestation de serment du secrétaire de police.

Déposée par M. Koenraad Degroote, M. Siegfried Bracke, M. Jan Van Esbroeck, M. Ben Weyts, n°2383/1 du 19 juillet 2012.

16. Proposition de loi créant la zone de police de Bruxelles-Capitale.

Déposée par M. Ben Weyts, M. Siegfried Bracke, M. Koenraad Degroote, M. Jan Van Esbroeck, n°2462/1 du 24 octobre 2012.

17. Proposition de loi modifiant la loi du 7 décembre 1998 organisant une police intégrée, structurée à deux niveaux, en vue d'instaurer un droit d'interpellation auprès du conseil de police.

Déposée par M. Eric Jadot, M. Stefaan Van Hecke, Mme Muriel Gerkens, Mme Zoé Genot, n°2487/1 du 12 novembre 2012.

18. Proposition de loi modifiant la loi du 26 avril 2002 relative aux éléments essentiels du statut des membres du personnel des services de police et portant diverses autres dispositions relatives aux services de police.

Déposée par M. Laurent Devin, M. André Frédéric, M. Eric Thiébaud, Mme Julie Fernandez Fernandez, n°2653/1 du 20 février 2013.

19. Proposition de loi modifiant la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré structuré à deux niveaux, en ce qui concerne l'approbation du plan zonal de sécurité.

Déposée par Mme Marie-Martine Schyns (**) n°2695/1 du 13 mars 2013.

20. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police.

Déposée par Mme Kattrin Jadin n°2898/1 du 20 juin 2013.

21. Proposition de loi modifiant la loi du 10 avril 1990 réglementant la sécurité privée et particulière en ce qui concerne la prise en charge de missions de police.

Déposée par M. Bart Somers n°3327/1 du 29 janvier 2014.

POLITIQUE DE LA JEUNESSE

1. Proposition de loi visant à créer un Conseil fédéral de la Jeunesse.

Déposée par Mme Kattrin Jadin, M. Denis Ducarme, Mme Jacqueline Galant, n°868/1 du 21 décembre 2010.

POLITIQUE MIGRATOIRE

1. Proposition de résolution relative à la crise de l'accueil des demandeurs d'asile.

Déposée par Mme Zoé Genot, Mme Eva Brems, Mme Muriel Gerkens, M. Wouter De Vriendt, n°57/1 du 9 août 2010.

2. Proposition de résolution concernant la nécessité de prendre des mesures contre la "filière européenne" en matière de regroupement familial.

Déposée par M. Gerolf Annemans, Mme Alexandra Colen, M. Bert Schoofs, M. Peter Logghe, n°1846/1 du 25 octobre 2011.

3. Proposition de loi modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, visant à protéger les étrangers, sans titre de séjour propre, victimes de violences intrafamiliales.

Déposée par Mme Julie Fernandez Fernandez, M. André Frédéric, M. Laurent Devin, M. Eric Thiébaud, n°3041/1 du 2 octobre 2013.

4. Proposition de loi modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en vue d'élargir l'autorisation de séjour temporaire au mineur étranger non accompagné.

Déposée par Mme Nahima Lanjri, Mme Catherine Fonck, Mme Bercy Slegers, M. Jenne De Potter, n°3043/1 du 3 octobre 2013.

Addendum, n°3043/2 du 11 octobre 2013.

5. Proposition de loi modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en vue de mieux protéger les mineurs étrangers non accompagnés.

Déposée par Mme Karin Temmerman n°3044/1 du 3 octobre 2013.

6. Proposition de loi modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur les étrangers en vue d'ouvrir l'accès au Centre de documentation et de recherche aux demandeurs d'asile.

Déposée par Mme Zoé Genot, Mme Meyrem Almaci, n°3060/1 du 11 octobre 2013.

7. Proposition de loi modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en ce qui concerne l'octroi d'une autorisation de séjour temporaire au mineur étranger non accompagné.

Déposée par Mme Nahima Lanjri, Mme Karin Temmerman, M. Josy Arens, n°3350/1 du 10 février 2014.

Addendum, n°3350/2 du 19 février 2014.

PROPAGANDE ELECTORALE

1. Proposition de loi visant à étendre aux mutualités et aux unions nationales de mutualités les règles relatives à certaines interdictions de propagande applicables aux partis politiques et à leurs candidats en période électorale.

Déposée par M. Daniel Bacquelaine, Mme Jacqueline Galant, M. Denis Ducarme, M. Charles Michel, n°145/1 du 13 septembre 2010.

Addendum, n°145/2 du 26 juillet 2011.

2. Proposition de loi relative à l'analyse, par la Cour des comptes, des conséquences budgétaires et macroéconomiques des programmes électoraux présentés par les partis politiques lors de l'élection du Parlement flamand, du Parlement de la Région wallonne, du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale et du Parlement de la Communauté française.

Déposée par M. Servais Verherstraeten, Mme Sonja Becq, M. Pieter De Crem, Mme Bercy Slegers, M. Benoît Lutgen, n°577/1 du 17 novembre 2010.

Amendements de M. Jan Van Esbroeck, M. Koenraad Degroote, M. Siegfried Bracke, n°577/2 du 19 février 2014.

Addendum, n°577/3 du 26 février 2014.

Addendum, n°577/4 du 24 mars 2014.

Amendement de M. André Frédéric, n°577/5 du 31 mars 2014.

Amendements de Mme Jacqueline Galant, n°577/6 du 1 avril 2014.

Rapporteur(s) : M. Jan Van Esbroeck, Mme Jacqueline Galant

3. Proposition de loi modifiant l'article 4bis de la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées par les élections des Chambres fédérales ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques.

Déposée par M. Daniel Bacquelaine, Mme Jacqueline Galant, M. Charles Michel, n°658/1 du 22 novembre 2010.

Addendum, n°658/2 du 28 juillet 2011.

4. Proposition de loi concernant l'affichage électoral et l'information des électeurs.

Déposée par M. Laurent Louis n°1340/1 du 31 mars 2011.

5. Proposition de loi modifiant la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des Chambres fédérales ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques.

Déposée par M. Laurent Louis n°2362/1 du 13 juillet 2012.

PROTECTION CIVILE

1. Proposition de loi modifiant la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile et relative au financement complémentaire des services de secours.

Déposée par M. André Frédéric, M. André Flahaut, M. Alain Mathot, M. Guy Coëme (**), M. Philippe Blanchart, Mme Linda Musin, Mme Karine Lalieux, M. Laurent Devin, M. Rachid Madrane (**), M. Eric Thiébaut, n°395/1 du 13 octobre 2010.

Reprise par M. Christophe Lacroix, le 6 février 2013 en remplacement de M. Guy Coëme (**).

Addendum, n°395/2 du 6 février 2013.

2. Proposition de loi modifiant la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile.

Déposée par M. André Frédéric, M. Alain Mathot, M. Guy Coëme (**), M. Rachid Madrane (**), M. Eric Thiébaut, M. Laurent Devin, M. Olivier Henry, Mme Christiane Vienne, n°1306/1 du 17 mars 2011.

3. Proposition de loi modifiant la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile en vue d'assurer un financement des services incendie de Bruxelles-Capitale.

Déposée par M. Bernard Clerfayt, M. Olivier Maingain, M. Damien Thiéry, n°2890/1 du 20 juin 2013.

4. Proposition de loi visant à créer un Comité permanent d'enquête sur la Sécurité civile.

Déposée par M. Koenraad Degroote, M. Karel Uyttersprot, n°2996/1 du 9 août 2013.

5. Proposition de loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile en ce qui concerne l'indemnité du secrétaire du conseil ou du collège d'une zone de secours.

Déposée par M. Jan Van Esbroeck, M. Jan Jambon, n°3488/1 du 26 mars 2014.

PROTECTION DES MINORITES

1. Proposition de loi modifiant la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques.

Déposée par M. Daniel Bacquelaine, Mme Corinne De Permentier, Mme Jacqueline Galant, M. Damien Thiéry, n°741/1 du 30 novembre 2010.

2. Proposition de loi modifiant la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques, en vue de réformer la Commission nationale permanente du Pacte culturel.

Déposée par M. Filip De Man, Mme Annick Ponthier, M. Tanguy Veys, M. Bruno Valkeniers, n°1272/1 du 2 mars 2011.

PUBLICITE DE L'ADMINISTRATION

1. Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne le secret professionnel, la loi du 11 avril 1994 relative à la publicité de l'administration.

Déposée par M. Stefaan Van Hecke, Mme Muriel Gerkens, n°2764/1 du 24 avril 2013.

Avis du Conseil d'État, n°2764/2 du 7 janvier 2014.

Amendement de Mme Muriel Gerkens, M. Stefaan Van Hecke, n°2764/3 du 28 janvier 2014. Avis du Conseil d'État, n°2764/4 du 17 mars 2014.

Rapporteur(s) : M. Eric Thiébaut

RACISME

1. Proposition de loi abrogeant la loi du 15 février 1993 créant un Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme.

Déposée par M. Filip De Man, Mme Annick Ponthier, M. Tanguy Veys, M. Hagen Goyvaerts, M. Bert Schoofs, n°1818/1 du 18 octobre 2011.

REFUGIE

1. Proposition de requête au Collège des médiateurs fédéraux de mener un audit sur le Commissariat Général aux Réfugiés et aux Apatrides et sur l'Office des étrangers en ce qui concerne le traitement des dossiers Afghans.

Déposée par Mme Zoé Genot, Mme Muriel Gerkens, Mme Meyrem Almaci, M. Wouter De Vriendt, n°3331/1 du 30 janvier 2014.

REGLEMENT DE LA CHAMBRE

1. Proposition de modification du Règlement de la Chambre des représentants en ce qui concerne l'exposé et l'évaluation de la politique des ministres et secrétaires d'Etat.

Déposée par M. Ben Weyts, M. Siegfried Bracke, M. Koenraad Degroote, M. Jan Van Esbroeck, n°2766/1 du 24 avril 2013.

RESSORTISSANT

1. Proposition de résolution relative à la définition d'une politique spécifique à l'égard des Belges de l'étranger.

Déposée par M. Denis Ducarme, M. Daniel Bacquelaine, Mme Jacqueline Galant, Mme Corinne De Permentier, M. Charles Michel, n°406/1 du 19 octobre 2010.

Addendum, n°406/2 du 9 novembre 2010.

Addendum, n°406/3 du 28 juillet 2011.

RESSORTISSANT ETRANGER

1. Proposition de loi visant à modifier la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Déposée par M. Olivier Maingain, M. Damien Thiéry, n°385/1 du 13 octobre 2010.

Rapporteur(s) : M. Rachid Madrane (**)

2. Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne le séjour de plus de trois mois, la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Déposée par Mme Leen Dierick, Mme Liesbeth Van der Auwera, M. Stefaan Vercamer, M. Jef Van den Bergh, Mme Nahima Lanjri, n°419/1 du 20 octobre 2010.

Addendum, n°419/2 du 2 décembre 2010.

Rapporteur(s) : Mme Sarah Smeyers

3. Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne la procédure d'asile, la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Déposée par Mme Sarah Smeyers, M. Theo Francken, Mme Daphné Dumery, n°695/1 du 25 novembre 2010.

Amendements de Mme Karin Temmerman, M. Bart Somers, n°695/2 du 23 juin 2011.

Amendements de Mme Sarah Smeyers, Mme Nahima Lanjri, M. Bart Somers, Mme Karin Temmerman, n°695/3 du 19 juillet 2011.

Avis du Conseil d'État, n°695/4 du 31 août 2011.

Rapporteur(s) : Mme Leen Dierick

4. Proposition de résolution relative à la réalisation d'une analyse coût-profit objective de la présence d'étrangers dans notre pays.

Déposée par M. Filip De Man, Mme Annick Ponthier, M. Tanguy Veys, n°721/1 du 29 novembre 2010.

5. Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne les astreintes, la loi du 12 janvier 2007 sur l'accueil des demandeurs d'asile et de certaines autres catégories d'étrangers.

Déposée par M. Thierry Giet (**), Mme Nahima Lanjri, Mme Catherine Fonck, Mme Özlem Özen, M. Rachid Madrane (**), Mme Valérie Déom (**), M. Yvan Mayeur, n°755/1 du 2 décembre 2010.

Amendements de Mme Sarah Smeyers, n°755/2 du 15 décembre 2010.

Amendement de Mme Zoé Genot, Mme Eva Brems, n°755/3 du 14 janvier 2011.

Amendements de Mme Sarah Smeyers, M. Manu Beuselinck (**), Mme Nahima Lanjri, M. Thierry Giet (**), n°755/4 du 16 février 2011.

6. Proposition de loi modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en vue de résoudre la crise de l'asile.

Déposée par M. Bart Somers, Mme Carina Van Cauter, Mme Gwendolyn Rutten, Mme Sabien Lahaye-Battheu, n°812/1 du 14 décembre 2010.

Amendements de Mme Karin Temmerman, n°812/2 du 22 juin 2011.

Rapporteur(s) : Mme Leen Dierick

7. Proposition de loi modifiant la loi sur les étrangers, en ce qui concerne la demande d'autorisation de séjour.

Déposée par M. Filip De Man, Mme Annick Ponthier, M. Tanguy Veys, n°830/1 du 15 décembre 2010.

8. Proposition de loi modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, en ce qui concerne l'octroi automatique d'une autorisation de séjour sur la base du regroupement familial en cas d'absence de décision.

Déposée par M. Filip De Man, M. Tanguy Veys, Mme Annick Ponthier, n°1068/1 du 18 janvier 2011.

9. Proposition de loi modifiant la législation en vue d'accueillir des demandeurs d'asile dans des centres fermés.

Déposée par M. Guy D'haeseleer, M. Gerolf Annemans, M. Filip De Man, M. Hagen Goyvaerts, Mme Annick Ponthier, M. Tanguy Veys, n°1072/1 du 19 janvier 2011.

10. Proposition de loi visant à protéger de l'expulsion la personne victime d'actes de violence physique ou morale de son partenaire dans le cadre du regroupement familial.

Déposée par Mme Linda Musin, M. André Frédéric, M. Rachid Madrane (**), M. Eric Thiébaud, M. Laurent Devin, n°1140/1 du 28 janvier 2011.

11. Proposition de loi modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en vue de prévoir une procédure prioritaire pour les demandeurs d'asile provenant de pays d'origine sûrs.

Déposée par M. Denis Ducarme, M. Daniel Bacquelaine, Mme Corinne De Permentier, Mme Jacqueline Galant, n°1146/1 du 1 février 2011.

Amendements de Mme Karin Temmerman, n°1146/2 du 22 juin 2011.

Rapporteur(s) : Mme Leen Dierick

12. Proposition de résolution visant à réinstaurer la Task force retour.

Déposée par M. Theo Francken, Mme Sarah Smeyers, Mme Daphné Dumery, M. Bart Somers, Mme Caroline Gennez, M. Jean Marie Dedecker, Mme Jacqueline Galant, Mme Karin Temmerman, n°1285/1 du 15 mars 2011.

13. Proposition de loi modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en ce qui concerne la migration étudiante.

Déposée par M. Theo Francken, Mme Daphné Dumery, Mme Reinilde Van Moer, Mme Sarah Smeyers, n°1294/1 du 16 mars 2011.

Amendements de M. Theo Francken, Mme Sarah Smeyers, Mme Daphné Dumery, n°1294/2 du 9 octobre 2012.

14. Proposition de loi modifiant la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale, impliquant les CPAS dans l'accueil des demandeurs d'asile.

Déposée par Mme Zoé Genot, Mme Eva Brems, Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers, n°1495/1 du 24 mai 2011.

15. Proposition de résolution relative à l'aide médicale urgente pour les étrangers qui séjournent illégalement dans le Royaume.

Déposée par Mme Sabien Lahaye-Battheu, Mme Maggie De Block, n°1740/1 du 14 septembre 2011.

16. Proposition de loi précisant la notion de "charge déraisonnable pour le système d'aide sociale" figurant dans la loi sur les étrangers.

Déposée par M. Filip De Man, Mme Annick Ponthier, M. Tanguy Veys, n°1755/1 du 23 septembre 2011.

17. Proposition de résolution relative à la création d'un service central d'identification des étrangers.

Déposée par M. Gerolf Annemans, M. Filip De Man, Mme Annick Ponthier, M. Tanguy Veys, n°1814/1 du 17 octobre 2011.

18. Proposition de loi modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, en ce qui concerne l'approbation tacite des demandes de regroupement familial.

Déposée par M. Gerolf Annemans, M. Filip De Man, Mme Annick Ponthier, M. Tanguy Veys, n°1881/1 du 14 novembre 2011.

19. Proposition de loi modifiant la loi du 12 janvier 2007 sur l'accueil des demandeurs d'asile et de certaines autres catégories d'étrangers, en ce qui concerne l'emploi des langues lors du dépôt de plaintes et de l'introduction d'une procédure de recours.

Déposée par Mme Annick Ponthier, M. Filip De Man, M. Tanguy Veys, n°1918/1 du 30 novembre 2011.

20. Proposition de loi modifiant la loi du 12 janvier 2007 sur l'accueil des demandeurs d'asile et de certaines autres catégories d'étrangers.

Déposée par Mme Nahima Lanjri, M. Bart Somers, Mme Karin Temmerman, M. Denis Ducarme, Mme Leen Dierick, M. Servais Verherstraeten, M. Stefaan Vercamer, Mme Nathalie Muylle, Mme Sonja Becq, Mme Liesbeth Van der Auwera, n°1919/1 du 30 novembre 2011.

21. Proposition de loi modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en ce qui concerne la migration pour raisons professionnelles.

Déposée par Mme Daphné Dumery, M. Theo Francken, Mme Sarah Smeyers, n°1974/1 du 23 décembre 2011.

22. Proposition de loi modifiant la loi du 12 janvier 2007 sur l'accueil des demandeurs d'asile et de certaines autres catégories d'étrangers.

Déposée par M. Theo Francken, Mme Sarah Smeyers, Mme Daphné Dumery, M. Siegfried Bracke, M. Peter Dedecker, n°1999/1 du 17 janvier 2012.

23. Proposition de loi introduisant les notions de "pays tiers sûr" et de "premier pays d'asile" dans la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, et excluant de la procédure d'asile les citoyens de l'Union européenne et les résidents permanents d'Etats membres de l'Union européenne.

Déposée par M. Filip De Man, Mme Annick Ponthier, M. Tanguy Veys, n°2021/1 du 27 janvier 2012.

24. Proposition de loi modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en ce qui concerne la régularisation médicale.

Déposée par Mme Sarah Smeyers, M. Theo Francken, Mme Daphné Dumery, n°2042/1 du 7 février 2012.

Amendements de Mme Sarah Smeyers, M. Theo Francken, Mme Daphné Dumery, n°2042/2 du 19 mars 2012.

25. Proposition de résolution invitant le gouvernement fédéral à réagir de façon adéquate au Livre vert de la Commission européenne relatif au droit au regroupement familial.

Déposée par M. Peter Logghe, Mme Alexandra Colen, M. Bert Schoofs, Mme Annick Ponthier, n°2120/1 du 22 mars 2012.

26. Proposition de loi modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, en ce qui concerne la procédure de régularisation.

Déposée par Mme Sarah Smeyers, M. Theo Francken, Mme Daphné Dumery, n°2165/1 du 24 avril 2012.

27. Proposition de loi complétant la loi sur les étrangers afin d'accorder une meilleure protection aux enfants.

Déposée par Mme Zoé Genot, Mme Eva Brems, Mme Meyrem Almaci, n°2567/1 du 13 décembre 2012.

28. Proposition de résolution demandant la mise en place d'une étude scientifique et d'un rapport sur la régularisation de 2009.

Déposée par Mme Jacqueline Galant n°2702/1 du 15 mars 2013.

29. Proposition de loi modifiant la loi du 12 janvier 2007 sur l'accueil des demandeurs d'asile et de certaines autres catégories d'étrangers.

Déposée par Mme Sarah Smeyers, M. Theo Francken, Mme Karolien Grosemans, Mme Daphné Dumery, n°2899/1 du 20 juin 2013.

SANTE PUBLIQUE

1. Proposition de résolution relative à la nécessité d'élaborer un plan d'approche pour les incendies d'amiante.

Déposée par Mme Nahima Lanjri, Mme Nathalie Muylle, M. Jef Van den Bergh, n°575/1 du 17 novembre 2010.

SECURITE NUCLEAIRE

1. Proposition de résolution visant à faire procéder à une analyse de l'environnement socioéconomique, des plans d'évacuation et des conséquences sociales d'une éventuelle catastrophe nucléaire.

Déposée par M. Peter Vanvelthoven, Mme Karin Temmerman, M. Bruno Tobback, M. David Clarinval, M. Olivier Deleuze (**), M. Kristof Calvo, n°1624/1 du 24 juin 2011.

SECURITE PUBLIQUE

1. Proposition de résolution visant à accroître la sécurité du quartier européen de Bruxelles par les forces de police.

Déposée par M. Denis Ducarme, M. François-Xavier de Donnea, Mme Jacqueline Galant, n°98/1 du 8 septembre 2010.

2. Proposition de résolution relative à l'organisation d'une conférence permanente des autorités publiques pour la sécurité en Région bruxelloise.

Déposée par M. Olivier Maingain, M. Bernard Clerfayt, M. Damien Thiéry, n°2202/1 du 16 mai 2012.

3. Proposition de loi relative à la sécurité dans les domaines récréatifs.

Déposée par M. Michel Doomst (**), Mme Sonja Becq, M. Jenne De Potter, M. Roel Deseyn, Mme Leen Dierick, Mme Nahima Lanjri, Mme Bercy Slegers, Mme Inge Vervotte (**), M. Kristof Waterschoot, n°2224/1 du 1 juin 2012.

4. Proposition de loi complétant la loi du 21 décembre 1998 relative à la sécurité lors des matches de football en ce qui concerne la sécurité dans les domaines récréatifs.

Déposée par M. Peter Vanvelthoven, Mme Karin Temmerman, n°2328/1 du 4 juillet 2012.

5. Proposition de loi modifiant la loi du 21 mars 2007 réglant l'installation et l'utilisation de caméras de surveillance.

Déposée par M. Josy Arens, M. Jenne De Potter, Mme Jacqueline Galant, Mme Bercy Slegers, n°3290/1 du 14 janvier 2014.

Addendum, n°3290/2 du 26 février 2014.

Rapporteur(s) : M. Koenraad Degroote

SECURITE ROUTIERE

1. Proposition de loi modifiant les lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, en ce qui concerne la signalisation routière et les messages relatifs à la circulation routière.

Déposée par Mme Sabien Lahaye-Battheu, M. Bart Somers, Mme Gwendolyn Rutten, n°1212/1 du 11 février 2011.

SPORT

1. Proposition de loi modifiant la loi du 21 décembre 1998 relative à la sécurité lors des matches de football en vue d'assortir l'interdiction de stade d'une interdiction de périmètre et d'une obligation de se présenter.

Déposée par M. Peter Vanvelthoven n°795/1 du 7 décembre 2010.

VIDEOSURVEILLANCE

1. Proposition de loi modifiant la législation relative à l'utilisation de caméras de surveillance par les fonctionnaires de police.

Déposée par Mme Bercy Slegers, M. Jenne De Potter, Mme Nahima Lanjri, n°3042/1 du 3 octobre 2013.

Addendum, n°3042/2 du 10 octobre 2013.

Commission de la Justice

ADOPTION D'ENFANT

1. Proposition de loi modifiant en matière d'adoption le Code judiciaire et la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse.

Déposée par M. Christian Brotcorne, Mme Catherine Fonck, n°178/1 du 20 septembre 2010.

Addendum, n°178/2 du 27 janvier 2012.

Rapporteur(s) : Mme Carina Van Cauter

2. Proposition de loi modifiant l'article 348-11 du Code civil, en ce qui concerne le refus de consentement de la mère ou du père à l'adoption.

Déposée par Mme Zoé Genot, Mme Eva Brems, Mme Meyrem Almaci, n°2798/1 du 7 mai 2013.

AIDE JUDICIAIRE

1. Proposition de loi modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne l'évaluation périodique de l'aide juridique de deuxième ligne.

Déposée par Mme Sarah Smeyers, M. Koenraad Degroote, Mme Sophie De Wit, Mme Kristien Van Vaerenbergh, n°2329/1 du 4 juillet 2012.

ARCHIVES

1. Proposition de loi relative à la réalisation d'une étude menée par le Centre d'Etudes et de Documentation "Guerre et Sociétés contemporaines" (CEGES), sur l'assassinat de Julien Lahaut.

Déposée par Mme Muriel Gerkens, Mme Eva Brems, n°2419/1 du 21 septembre 2012.

Amendement de Mme Muriel Gerkens, Mme Eva Brems, n°2419/2 du 13 mars 2013.

ARTS

1. Proposition de loi organisant un système de signalétique des films.

Déposée par M. Denis Ducarme, Mme Kattrin Jadin, M. David Clarinval, Mme Corinne De Permentier, n°827/1 du 15 décembre 2010.

2. Proposition de résolution visant à interdire les réalisations artistiques qui véhiculent des appels à la haine, à la violence et qui encouragent des comportements inciviques et asociaux.

Déposée par M. Laurent Louis n°2361/1 du 13 juillet 2012.

ASSOCIATION

1. Proposition de résolution visant à une meilleure prise en compte du secteur associatif belge.

Déposée par M. Daniel Bacquelaïne, M. Olivier Maingain, M. Denis Ducarme, Mme Marie-Christine Marghem, Mme Corinne De Permentier, Mme Jacqueline Galant, M. Charles Michel, n°613/1 du 18 novembre 2010.

Addendum, n°613/2 du 28 juillet 2011.

AUTORITE PARENTALE

1. Proposition de loi modifiant l'article 374 du Code civil.

Déposée par M. Servais Verherstraeten, M. Raf Terwingen, Mme Liesbeth Van der Auwera, Mme Sonja Becq, n°116/1 du 9 septembre 2010.

2. Proposition de loi modifiant la législation relative à la protection de l'enfant, en ce qui concerne l'instauration de la parentalité sociale.

Déposée par M. Servais Verherstraeten n°119/1 du 9 septembre 2010.

3. Proposition de loi introduisant la parentalité sociale dans le Code civil.

Déposée par M. Christian Brotcorne, M. Joseph George, n°819/1 du 14 décembre 2010.

4. Proposition de loi modifiant le Code civil et le Code judiciaire en vue d'instaurer un droit de codécision pour les beaux-parents à l'égard de l'enfant de leur partenaire.

Déposée par Mme Sabien Lahaye-Battheu, Mme Carina Van Cauter, M. Patrick Dewael, n°943/1 du 21 décembre 2010.

5. Proposition de loi modifiant l'article 374 du Code civil.

Déposée par Mme Sabien Lahaye-Battheu, Mme Carina Van Cauter, M. Herman De Croo, n°1662/1 du 7 juillet 2011.

AVOCAT

1. Proposition de loi visant à modifier les articles 508/5 et 508/8 du Code judiciaire, concernant la qualité de l'aide juridique.

Déposée par Mme Valérie Déom (**), Mme Özlem Özen, M. Christian Brotcorne, n°2390/1 du 23 juillet 2012.

2. Proposition de loi visant à modifier les articles 508/5, § 4, et 508/8 du Code judiciaire.

Déposée par M. Olivier Maingain, M. Damien Thiéry, M. Bernard Clerfayt, n°2422/1 du 1 octobre 2012.

AVORTEMENT

1. Proposition de loi modifiant le Code pénal en matière d'avortement.

Déposée par Mme Alexandra Colen, M. Bert Schoofs, M. Peter Logghe, M. Gerolf Annemans, n°881/1 du 22 décembre 2010.

BAIL

1. Proposition de loi modifiant le Code civil en ce qui concerne l'instauration du loyer d'habitation juste.

Déposée par M. Renaat Landuyt, Mme Karin Temmerman, n°38/1 du 29 juillet 2010.
Addendum, n°38/2 du 14 octobre 2010.

2. Proposition de loi modifiant le Code civil en ce qui concerne le bail de courte durée.

Déposée par M. Servais Verherstraeten, M. Raf Terwingen, n°118/1 du 9 septembre 2010.

3. Proposition de loi instituant un "Fonds fédéral des garanties locatives" et modifiant les règles du Code civil portant sur les garanties offertes par le preneur d'un bail relatif à la résidence principale du preneur.

Déposée par M. Christian Brotcorne n°161/1 du 14 septembre 2010.

4. Proposition de loi relative à la garantie locative constituée par une garantie bancaire.

Déposée par Mme Manuella Senecaut, Mme Laurence Meire, Mme Özlem Özen, n°213/1 du 27 septembre 2010.

Addendum, n°213/2 du 21 janvier 2014.

5. Proposition de loi modifiant le Code civil en ce qui concerne la résiliation d'un bail par le bailleur.

Déposée par M. Raf Terwingen, Mme Sonja Becq, Mme Leen Dierick, Mme Liesbeth Van der Auwera, M. Stefaan Vercamer, M. Servais Verherstraeten, n°236/1 du 30 septembre 2010.

6. Proposition de loi modifiant le Code civil en ce qui concerne le droit au bail des conjoints et des cohabitants légaux ou de fait.

Déposée par M. Servais Verherstraeten n°339/1 du 11 octobre 2010.

7. Proposition de loi relative à la location de kots d'étudiants.

Déposée par M. Daniel Bacquelaïne, Mme Katrin Jadin, Mme Jacqueline Galant, M. Olivier Maingain, Mme Marie-Christine Marghem, Mme Corinne De Permentier, M. Charles Michel, n°551/1 du 10 novembre 2010.

Addendum, n°551/2 du 18 novembre 2010.

Addendum, n°551/3 du 28 juillet 2011.

8. Proposition de loi modifiant le Code civil et le Code judiciaire, afin de garantir les droits des sous-locataires.

Déposée par Mme Valérie De Bue, Mme Marie-Christine Marghem, Mme Kattrin Jadin, M. Olivier Maingain, n°642/1 du 19 novembre 2010.

9. Proposition de loi modifiant l'article 10 de la loi du 20 février 1991 relative aux baux à loyers.

Déposée par Mme Marie-Christine Marghem, M. Olivier Maingain, n°654/1 du 19 novembre 2010.

10. Proposition de loi visant à améliorer la situation sociale et juridique des personnes prostituées.

Déposée par M. François-Xavier de Donnea, Mme Kattrin Jadin, Mme Jacqueline Galant, M. Olivier Maingain, Mme Marie-Christine Marghem, M. Denis Ducarme, n°872/1 du 22 décembre 2010.

11. Proposition de loi modifiant certaines dispositions relatives aux baux à loyer.

Déposée par Mme Zoé Genot, M. Wouter De Vriendt, Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers, Mme Muriel Gerken, M. Georges Gilkinet, n°1156/1 du 2 février 2011.

12. Proposition de loi visant à objectiver et contrôler les loyers des logements, à mieux garantir le maintien dans le logement et à instituer des commissions des baux.

Déposée par M. André Frédéric, M. Thierry Giet (**), Mme Marie-Claire Lambert, M. Yvan Mayeur, Mme Karine Lalieux, Mme Özlem Özen, M. Rachid Madrane (**), n°1304/1 du 17 mars 2011.

13. Proposition de loi modifiant la législation relative aux baux à loyer en vue de rendre obligatoire le versement de la garantie locative afférente aux chambres d'étudiant sur un compte bloqué.

Déposée par Mme Sarah Smeyers, M. Peter Dedecker, Mme Reinilde Van Moer, n°1496/1 du 24 mai 2011.

14. Proposition de loi modifiant le Code civil afin de prévoir des règles particulières pour les baux des étudiants.

Déposée par Mme Muriel Gerken, M. Georges Gilkinet, M. Wouter De Vriendt, n°1701/1 du 26 juillet 2011.

BAIL COMMERCIAL

1. Proposition de loi modifiant le livre III, titre VIII, chapitre II, section 2bis du Code civil, afin d'assurer le renouvellement automatique du bail commercial.

Déposée par Mme Karine Lalieux, M. Thierry Giet (**), Mme Özlem Özen, Mme Valérie Déom (**), n°214/1 du 28 septembre 2010.

2. Proposition de loi modifiant le Code civil en ce qui concerne la garantie locative en matière de bail commercial.

Déposée par M. Raf Terwingen, Mme Sonja Becq, Mme Leen Dierick, Mme Liesbeth Van der Auwera, M. Servais Verherstraeten, M. Stefaan Vercamer, n°227/1 du 30 septembre 2010.

3. Proposition de loi modifiant le Code civil en ce qui concerne les règles relatives aux baux commerciaux.

Déposée par Mme Carina Van Cauter, Mme Sabien Lahaye-Battheu, M. Patrick Dewael, M. Herman De Croo, n°1051/1 du 17 janvier 2011.

BUDGET

1. Proposition de loi instituant un Fonds d'aide de deuxième ligne.

Déposée par Mme Sophie De Wit, Mme Sarah Smeyers, Mme Kristien Van Vaerenbergh, M. Koenraad Degroote, n°2100/1 du 9 mars 2012.

Avis, n°2100/2 du 28 janvier 2013.

Rapporteur(s) : Mme Sonja Becq

CHEF D'ETAT

1. Proposition de loi abrogeant la loi du 6 avril 1847 portant répression des offenses envers le Roi.

Déposée par M. Theo Francken, M. Jan Jambon, Mme Kristien Van Vaerenbergh, n°3011/1 du 18 septembre 2013.

CIRCULATION ROUTIERE

1. Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne la perception immédiate d'une somme, la loi du 24 février 1921 concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, psychotropes, désinfectantes ou antiseptiques et des substances pouvant servir à la fabrication illicite de substances stupéfiantes et psychotropes.

Déposée par M. Raf Terwingen, M. Jef Van den Bergh, Mme Leen Dierick, n°526/1 du 8 novembre 2010.

2. Proposition de loi modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne les litiges relatifs aux redevances de stationnement.

Déposée par M. Koenraad Degroote, Mme Sophie De Wit, Mme Sarah Smeyers, Mme Kristien Van Vaerenbergh, n°1842/1 du 25 octobre 2011.

COMMERCE DES ARMES

1. Proposition de loi modifiant la loi du 8 juin 2006 réglant des activités économiques et individuelles avec des armes.

Déposée par M. Renaat Landuyt n°45/1 du 29 juillet 2010.

2. Proposition de loi modifiant la loi du 8 juin 2006 réglant des activités économiques et individuelles avec des armes et visant à instaurer l'ordre de paiement imposé par le procureur du Roi pour les chasseurs ou tireurs sportifs qui n'ont pas déclaré leur(s) arme(s) avant le 31 octobre 2008.

Déposée par Mme Jacqueline Galant n°281/1 du 5 octobre 2010.

3. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 24 avril 1997 déterminant les conditions de sécurité lors du stockage, de la détention et de la collection d'armes à feu ou de munitions en vue d'interdire d'exposer des armes en vitrine.

Déposée par M. Renaat Landuyt, Mme Nahima Lanjri, M. Bart Somers, M. Bruno Tuybens, M. Stefaan Van Hecke, Mme Maya Detiège, n°1648/1 du 1 juillet 2011.

Addendum, n°1648/2 du 14 juillet 2011.

COMMISSION D'ENQUETE

1. Proposition visant à instituer une commission d'enquête parlementaire en ce qui concerne la manière dont sont traités les délits à caractère sexuel et, en particulier, la pédophilie.

Déposée par M. Renaat Landuyt n°30/1 du 28 juillet 2010.

2. Proposition visant à instituer une commission d'enquête parlementaire concernant la transmission d'informations et le suivi judiciaire de faits de pédophilie commis par des membres du clergé belge sur des mineurs.

Déposée par M. Stefaan Van Hecke, M. Olivier Deleuze (**), n°373/1 du 12 octobre 2010.

3. Proposition visant à instituer une commission d'enquête parlementaire chargée d'enquêter sur la manière dont la police et la justice ont mené l'enquête dans l'affaire "Ronald Janssen".

Déposée par M. Bert Schoofs, M. Gerolf Annemans, M. Peter Logghe, n°1125/1 du 26 janvier 2011.

COPROPRIETE

1. Proposition de loi modifiant la loi hypothécaire du 16 décembre 1851, en vue de créer un privilège en faveur des associations de copropriétaires.

Déposée par M. Christian Brotcorne n°175/1 du 20 septembre 2010.

CPAS

1. Proposition de loi modifiant les articles 1344ter et 1344sexies du Code judiciaire afin d'améliorer le rôle dévolu aux centres publics d'action sociale en cas d'expulsion de locataires.

Déposée par Mme Marie-Christine Marghem, M. Olivier Maingain, Mme Sabien Lahaye-Battheu, n°651/1 du 19 novembre 2010.

Addendum, n°651/2 du 27 octobre 2011.

DELINQUANCE JUVENILE

1. Proposition de loi modifiant la législation relative à la protection de la jeunesse en ce qui concerne les sanctions administratives communales.

Déposée par M. Peter Vanvelthoven n°793/1 du 7 décembre 2010.

DELIT SEXUEL

1. Proposition de loi imposant la mise à disposition du tribunal de l'application des peines ainsi qu'un traitement ou une guidance pour les délinquants sexuels.

Déposée par M. Bert Schoofs, M. Gerolf Annemans, M. Peter Logghe, n°3086/1 du 23 octobre 2013.

DIVORCE

1. Proposition de loi modifiant le Code civil en ce qui concerne l'exigence d'une décision judiciaire pour obtenir des mesures de contrainte.

Déposée par M. Raf Terwingen, Mme Sonja Becq, Mme Leen Dierick, Mme Liesbeth Van der Auwera, n°234/1 du 30 septembre 2010.

2. Proposition de loi portant réforme du divorce.

Déposée par Mme Marie-Christine Marghem n°343/1 du 12 octobre 2010.

3. Proposition de loi visant à promouvoir une objectivation du calcul de la pension alimentaire après divorce.

Déposée par M. Raf Terwingen, Mme Sonja Becq, Mme Leen Dierick, M. Jef Van den Bergh, M. Servais Verherstraeten, M. Carl Devlies, n°1133/1 du 27 janvier 2011.

Addendum, n°1133/2 du 15 février 2012.

4. Proposition de loi modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne l'adaptation de la pension après un divorce, en cas d'abus de droit.

Déposée par Mme Sabien Lahaye-Battheu n°1967/1 du 21 décembre 2011.

5. Proposition de loi modifiant le Code civil en ce qui concerne la pension alimentaire.

Déposée par Mme Sabien Lahaye-Battheu, Mme Carina Van Cauter, n°2299/1 du 26 juin 2012.

6. Proposition de loi modifiant la législation en vue d'instaurer le plan de parentalité en cas de divorce.

Déposée par Mme Sonja Becq, M. Jenne De Potter, M. Roel Deseyn, M. Raf Terwingen, M. Kristof Waterschoot, n°2595/1 du 7 janvier 2013.

7. Proposition de loi modifiant le Code civil en ce qui concerne la répétibilité des frais extraordinaires que les parents paient pour leurs enfants.

Déposée par Mme Sabien Lahaye-Battheu, Mme Carina Van Cauter, n°2727/1 du 27 mars 2013.

DROIT CIVIL

1. Proposition de loi modifiant l'article 2277bis du Code civil.

Déposée par Mme Marie-Christine Marghem, M. Olivier Maingain, n°653/1 du 19 novembre 2010.

2. Proposition de loi modifiant le Code civil, en ce qui concerne la compétence de recevoir des actes authentiques.

Déposée par M. Peter Vanvelthoven n°957/1 du 14 décembre 2010.

3. Proposition de loi modifiant la loi hypothécaire du 16 décembre 1851 en ce qui concerne la transcription d'actes notariés translatifs de droits réels immobiliers.

Déposée par M. Bert Schoofs, M. Peter Logghe, M. Gerolf Annemans, n°1121/1 du 26 janvier 2011.

4. Proposition de loi modifiant le Code civil en ce qui concerne l'achat de vin, d'huile et d'autres choses que l'on est dans l'usage de goûter.

Déposée par Mme Sabien Lahaye-Battheu, Mme Carina Van Cauter, M. Patrick Dewael, n°1210/1 du 11 février 2011.

5. Proposition de loi modifiant le Code civil en ce qui concerne le billet écrit sous seing privé ou la promesse écrite sous seing privé.

Déposée par Mme Sabien Lahaye-Battheu, Mme Carina Van Cauter, M. Patrick Dewael, n°1211/1 du 11 février 2011.

6. Proposition de loi modifiant la loi hypothécaire du 16 décembre 1851 en ce qui concerne la transcription d'actes notariés translatifs de droits réels immobiliers.

Déposée par Mme Sarah Smeyers, Mme Kristien Van Vaerenbergh, M. Ben Weyts, Mme Nadia Sminate, Mme Els Demol, M. Theo Francken, Mme Reinilde Van Moer, n°1388/1 du 11 avril 2011.

Rapporteur(s) : Mme Sabien Lahaye-Battheu

7. Proposition de loi insérant un article 1383bis dans le Code civil précisant qu'il n'y a pas de préjudice du seul fait de sa naissance.

Déposée par M. Daniel Bacquelaine, M. Christian Brotcorne, n°2032/1 du 3 février 2012.

Addendum, n°2032/2 du 19 mars 2012.

8. Proposition de loi modifiant le Code civil, relative à la copropriété.

Déposée par Mme Linda Musin, Mme Laurence Meire, Mme Özlem Özen, Mme Manuella Senecaut, Mme Marie-Christine Marghem, n°2129/1 du 28 mars 2012.

Addendum, n°2129/2 du 8 janvier 2013.

Amendements de Mme Valérie Déom (**), Mme Linda Musin, n°2129/3 du 9 janvier 2013.

Amendement de Mme Linda Musin, n°2129/4 du 8 janvier 2014.

Addendum, n°2129/5 du 21 janvier 2014.

Amendement de Mme Marie-Christine Marghem, Mme Linda Musin, n°2129/6 du 5 février 2014.

Amendement de Mme Linda Musin, n°2129/7 du 11 février 2014.

Rapport de Mme Sonja Becq, n°2129/8 du 11 avril 2014.

9. Proposition de loi modifiant la loi hypothécaire en ce qui concerne la radiation des exploits de saisie.
Déposée par Mme Bercy Slegers, M. Roland Defreyne (**), Mme Valérie Déom (**), M. Jenne De Potter, M. Roel Deseyn, Mme Leen Dierick, Mme Nahima Lanjri, M. Stefaan Vercamer, n°2231/1 du 1 juin 2012.

10. Proposition de loi modifiant le Code civil en ce qui concerne les clauses de tontine et d'accroissement.
Déposée par Mme Gwendolyn Rutten, M. Luk Van Biesen, n°2373/1 du 18 juillet 2012.

11. Proposition de loi modifiant la loi du 16 décembre 1851 relative aux privilèges et aux hypothèques en vue de prolonger la durée de validité de l'inscription hypothécaire.
Déposée par Mme Carina Van Cauter, Mme Sabien Lahaye-Battheu, M. Christian Brotcorne, M. Renaat Landuyt, M. Philippe Goffin, Mme Özlem Özen, n°2822/1 du 22 mai 2013.
Addendum, n°2822/2 du 31 mai 2013.

DROIT D'AGIR EN JUSTICE

1. Proposition de loi relative aux procédures de réparation collective (I).
Déposée par M. Stefaan De Clerck (**), Mme Sonja Becq, M. Raf Terwingen, n°2863/1 du 5 juin 2013.

2. Proposition de loi relative aux procédures de réparation collective (II).
Déposée par M. Stefaan De Clerck (**), Mme Sonja Becq, M. Raf Terwingen, n°2864/1 du 5 juin 2013.

DROIT DE LA FAMILLE

1. Proposition de loi modifiant le Code civil en ce qui concerne les liens personnels entre frères et sœurs.
Déposée par M. Olivier Maingain, M. Damien Thiéry, n°455/1 du 26 octobre 2010.

DROIT MATRIMONIAL

1. Proposition de loi modifiant la loi du 10 juillet 1931 concernant la compétence des agents diplomatiques et consulaires en matière notariale en ce qui concerne la compétence en matière de contrats de mariage.
Déposée par M. Raf Terwingen, Mme Sonja Becq, Mme Leen Dierick, Mme Liesbeth Van der Auwera, M. Stefaan Vercamer, M. Servais Verherstraeten, n°240/1 du 30 septembre 2010.

2. Projet de loi visant à modifier l'article 301 du Code civil et diverses dispositions en matière de régimes matrimoniaux, et en particulier en rapport avec l'assurance vie, les récompenses et les conséquences du divorce.

Déposé par le gouvernement n°2998/1 du 20 août 2013.

Rapport de Mme Sonja Becq, Mme Sarah Smeyers, n°2998/2 du 14 avril 2014.

DROIT PENAL

1. Proposition de loi modifiant la législation relative aux amendes pénales en ce qui concerne la liaison des amendes aux moyens financiers du prévenu.

Déposée par M. Renaat Landuyt n°32/1 du 29 juillet 2010.

2. Proposition de loi en matière d'exécution effective de la peine d'emprisonnement.

Déposée par M. Renaat Landuyt n°34/1 du 29 juillet 2010.

3. Proposition de loi relative à l'interdiction de résidence à l'encontre des personnes condamnées pour certains faits de mœurs.

Déposée par M. Renaat Landuyt n°37/1 du 29 juillet 2010.

4. Proposition de loi modifiant la loi sur les enquêtes parlementaires du 3 mai 1880 afin de permettre l'accès d'une commission d'enquête à un dossier judiciaire civil.

Déposée par M. Christian Brotcorne n°63/1 du 9 août 2010.

5. Proposition de résolution pour l'établissement du port du bracelet électronique pour les conjoints violents en Belgique.

Déposée par M. Denis Ducarme, Mme Katrin Jadin, Mme Jacqueline Galant, n°99/1 du 8 septembre 2010.

6. Proposition de loi modifiant le Code pénal en vue de réprimer la destruction volontaire de la signalisation routière ou de dispositifs de contrôle de la circulation fonctionnant en l'absence d'agents qualifiés.

Déposée par M. Jef Van den Bergh, M. Raf Terwingen, M. Servais Verherstraeten, n°129/1 du 9 septembre 2010.

7. Proposition de loi modifiant la loi du 8 juin 2006 réglant des activités économiques et individuelles avec des armes et visant à aggraver la peine relative aux infractions concernant les armes à feu automatique.

Déposée par M. Christian Brotcorne, Mme Myriam Delacroix-Rolin (**), n°146/1 du 13 septembre 2010.

Addendum, n°146/2 du 29 octobre 2010.

8. Proposition de loi modifiant les articles 399, 400 et 405bis du Code pénal en ce qui concerne les coups et blessures volontaires.

Déposée par M. Thierry Giet (**), Mme Valérie Déom (**), Mme Özlem Özen, M. Rachid Madrane (**), n°212/1 du 24 septembre 2010.

Rapporteur(s) : M. Christian Brotcorne

9. Proposition de loi modifiant le Code pénal en vue d'incriminer l'incitation aux jeux dangereux.
Déposée par Mme Corinne De Permentier, Mme Kattrin Jadin, Mme Jacqueline Galant, n°216/1 du 28 septembre 2010.
10. Proposition de résolution relative à la conclusion d'un accord de coopération relatif à l'intégration et l'harmonisation de la politique en faveur des victimes.
Déposée par M. Daniel Bacquelaine, Mme Corinne De Permentier, Mme Kattrin Jadin, n°217/1 du 28 septembre 2010.
11. Proposition de loi modifiant la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine, en ce qui concerne l'admissibilité à la libération conditionnelle en cas d'évasion ou de tentative d'évasion.
Déposée par Mme Marie-Christine Marghem n°277/1 du 5 octobre 2010.
Amendements de Mme Marie-Christine Marghem, Mme Sabien Lahaye-Battheu, M. Philippe Goffin, n°277/2 du 4 juillet 2012.
Rapporteur(s) : Mme Sophie De Wit, M. Koenraad Degroote
12. Proposition de loi modifiant le Code pénal en ce qui concerne l'information de la victime quant à l'exécution de la peine de travail infligée au condamné.
Déposée par M. Thierry Giet (**), Mme Özlem Özen, Mme Valérie Déom (**), Mme Karine Lalieux, n°278/1 du 5 octobre 2010.
13. Proposition de loi modifiant le Code pénal afin d'aggraver les peines prononcées à l'encontre de délinquants sexuels récidivistes.
Déposée par M. Daniel Bacquelaine, M. Denis Ducarme, M. Charles Michel, n°289/1 du 5 octobre 2010.
Addendum, n°289/2 du 26 juillet 2011.
14. Proposition de loi visant à modifier l'article 417bis du Code pénal.
Déposée par M. Olivier Maingain, Mme Marie-Christine Marghem, M. Damien Thiéry, Mme Kattrin Jadin, n°391/1 du 13 octobre 2010.
15. Proposition de loi visant à réprimer le happy slapping.
Déposée par M. Denis Ducarme, Mme Kattrin Jadin, n°417/1 du 19 octobre 2010.
16. Proposition de loi visant à rendre automatique le prononcé de la suspension des droits politiques en tant que peine accessoire à toute infraction aux lois du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie, du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste allemand pendant la seconde guerre mondiale et du 10 mai 2007 tendant à lutter contre certaines formes de discrimination.

Déposée par M. Olivier Maingain, Mme Katrin Jadin, M. Damien Thiéry, n°478/1 du 27 octobre 2010.

17. Proposition de loi modifiant le Code pénal en ce qui concerne la maternité de substitution à finalité commerciale.

Déposée par Mme Myriam Vanlerberghe (**), M. Renaat Landuyt, Mme Maya Detiège, n°497/1 du 28 octobre 2010.

18. Proposition de loi modifiant l'article 85 du Code pénal.

Déposée par Mme Nathalie Muylle, M. Servais Verherstraeten, M. Stefaan De Clerck (**), M. Raf Terwingen, Mme Liesbeth Van der Auwera, n°579/1 du 17 novembre 2010.

19. Proposition de loi visant à mettre en place des commissaires généraux aux droits des victimes.

Déposée par M. Daniel Bacquelaine, M. François-Xavier de Donnea, M. Denis Ducarme, Mme Marie-Christine Marghem, Mme Jacqueline Galant, Mme Corinne De Permentier, M. Charles Michel, n°603/1 du 18 novembre 2010.

Addendum, n°603/2 du 28 juillet 2011.

20. Proposition de loi visant à introduire la possibilité de recourir à un dispositif de surveillance électronique et à un traitement pharmacologique hormonal des agresseurs sexuels remis en liberté.

Déposée par M. Daniel Bacquelaine, Mme Corinne De Permentier, Mme Jacqueline Galant, Mme Marie-Christine Marghem, M. Philippe Collard, M. Denis Ducarme, M. Charles Michel, n°609/1 du 18 novembre 2010.

Addendum, n°609/2 du 28 juillet 2011.

21. Proposition de loi modifiant le Code pénal en vue d'ériger en infraction le fait de masquer son identité dans le but de commettre des infractions.

Déposée par M. Daniel Bacquelaine, Mme Corinne De Permentier, Mme Jacqueline Galant, M. Denis Ducarme, M. Charles Michel, n°616/1 du 18 novembre 2010.

Addendum, n°616/2 du 28 juillet 2011.

22. Proposition de loi modifiant la loi du 3 mai 1880 sur les enquêtes parlementaires.

Déposée par Mme Barbara Pas, M. Gerolf Annemans, M. Bert Schoofs, M. Hagen Goyvaerts, M. Peter Logghe, n°629/1 du 19 novembre 2010.

23. Proposition de loi complétant le Code pénal en ce qui concerne l'évasion des détenus.

Déposée par Mme Corinne De Permentier, M. Daniel Bacquelaine, n°639/1 du 19 novembre 2010.

Rapporteur(s) : Mme Sophie De Wit, M. Koenraad Degroote

24. Proposition de résolution relative à l'échange d'informations extraites du casier judiciaire.

Déposée par Mme Corinne De Permentier, Mme Jacqueline Galant, n°640/1 du 19 novembre 2010.

25. Proposition de loi visant à prévoir des sanctions pénales pour les personnes qui de manière intentionnelle et répétitive ne paient pas leurs loyers.

Déposée par M. David Clarinval, M. Denis Ducarme, n°647/1 du 19 novembre 2010.

26. Proposition de loi insérant un article 556 dans le Code pénal visant à interdire l'intimidation au moyen de chiens.

Déposée par M. Daniel Bacquelaine, M. Denis Ducarme, n°657/1 du 22 novembre 2010.

27. Proposition de loi visant à organiser l'information en cas d'appel public à la solidarité sociale.

Déposée par M. David Clarinval, Mme Valérie De Bue, n°662/1 du 22 novembre 2010.

28. Proposition de loi modifiant le Code pénal en vue de sanctionner les autorités publiques qui contournent la loi pénale.

Déposée par Mme Alexandra Colen, M. Bert Schoofs, M. Gerolf Annemans, M. Peter Logghe, n°711/1 du 26 novembre 2010.

29. Proposition de loi modifiant le Code pénal en ce qui concerne la mise à disposition du tribunal de l'application des peines.

Déposée par Mme Sophie De Wit, Mme Sarah Smeyers, M. Siegfried Bracke, Mme Kristien Van Vaerenbergh, n°758/1 du 2 décembre 2010.

30. Proposition de loi modifiant le Code pénal en vue de réprimer l'appel frauduleux à la générosité.

Déposée par M. Peter Vanvelthoven n°788/1 du 7 décembre 2010.

31. Proposition de loi réglementant la prostitution.

Déposée par M. Peter Vanvelthoven n°789/1 du 7 décembre 2010.

32. Proposition de loi réprimant la violence familiale et modifiant le Code pénal en ce qui concerne le secret professionnel.

Déposée par M. Peter Vanvelthoven n°790/1 du 7 décembre 2010.

33. Proposition de loi visant à reformer les articles 398, 399 et 400 du Code pénal en matière de coups et blessures volontaires.

Déposée par M. Joseph George, M. Gerald Kindermans, n°815/1 du 14 décembre 2010.

34. Proposition de loi tendant à l'introduction dans notre législation pénale de périodes de sûreté en cas de condamnation pour des actes criminels d'une extrême gravité.

Déposée par M. Daniel Bacquelaine, M. Philippe Collard, M. François-Xavier de Donnea, Mme Corinne De Permentier, Mme Marie-Christine Marghem, M. Denis Ducarme, M. Charles Michel, n°871/1 du 22 décembre 2010.

Addendum, n°871/2 du 26 juillet 2011.

35. Proposition de loi complétant le Code pénal en vue d'incriminer la vente d'enfants.

Déposée par Mme Nahima Lanjri, Mme Sonja Becq, M. Raf Terwingen, n°874/1 du 22 décembre 2010.

36. Proposition de loi étendant les catégories de personnes et de postes de dommages susceptibles de faire l'objet d'une indemnisation par la commission pour l'aide financière aux victimes d'actes intentionnels de violence.

Déposée par M. Peter Logghe, M. Hagen Goyvaerts, M. Bert Schoofs, M. Filip De Man, M. Gerolf Annemans, Mme Rita De Bont, n°893/1 du 22 décembre 2010.

37. Proposition de loi insérant un nouvel article incriminant le squat dans le Code pénal.

Déposée par M. Filip De Man, M. Hagen Goyvaerts, M. Bert Schoofs, M. Gerolf Annemans, M. Peter Logghe, n°932/1 du 15 décembre 2010.

38. Proposition de loi visant à réprimer plus sévèrement les délits de violence dans les transports publics.

Déposée par M. Bert Schoofs, M. Gerolf Annemans, M. Peter Logghe, n°979/1 du 4 janvier 2011.

39. Proposition de loi insérant dans le Code pénal une disposition érigeant en infraction l'entrave aux soins médicaux urgents.

Déposée par Mme Rita De Bont, M. Bert Schoofs, M. Gerolf Annemans, M. Peter Logghe, n°1021/1 du 13 janvier 2011.

40. Proposition de loi modifiant le Code pénal en ce qui concerne la prescription des peines de police.

Déposée par M. Raf Terwingen, M. Jef Van den Bergh, Mme Leen Dierick, n°1024/1 du 13 janvier 2011.

41. Proposition de loi modifiant la loi de principes du 12 janvier 2005 concernant l'administration des établissements pénitentiaires ainsi que le statut juridique des détenus, en vue de garantir la disponibilité du personnel des prisons.

Déposée par Mme Carina Van Cauter, Mme Sabien Lahaye-Battheu, M. Patrick Dewael, M. Daniel Bacquelaine, M. Charles Michel, n°1046/1 du 17 janvier 2011.

Addendum, n°1046/2 du 14 février 2011.

Addendum, n°1046/3 du 5 juillet 2011.

Rapporteur(s) : M. Christian Brotcorne

42. Proposition de loi modifiant le Code pénal en ce qui concerne les détournements commis par des personnes exerçant une fonction publique.

Déposée par Mme Kristien Van Vaerenbergh, M. Siegfried Bracke, Mme Sophie De Wit, n°1056/1 du 18 janvier 2011.

43. Proposition de loi régissant l'identification des auteurs d'infractions et le droit des victimes d'infractions de rendre publiques des photographies des auteurs filmés ou photographiés en flagrant délit.

Déposée par M. Filip De Man, M. Bert Schoofs, M. Gerolf Annemans, M. Peter Logghe, n°1069/1 du 18 janvier 2011.

44. Proposition de loi modifiant le Code pénal en ce qui concerne la propagande en faveur de la guerre en temps de paix.

Déposée par M. Filip De Man, M. Guy D'haeseleer, M. Bert Schoofs, M. Peter Logghe, M. Gerolf Annemans, n°1155/1 du 2 février 2011.

45. Proposition de loi incriminant le commerce d'organes et le tourisme de transplantation.

Déposée par M. Manu Beuselinck (**), M. Bert Wollants, M. Flor Van Noppen, Mme Reinilde Van Moer, n°1202/1 du 10 février 2011.

46. Proposition de loi modifiant le Code pénal en vue d'interdire la pratique des sports de combat aux personnes condamnées pour certains délits contre des personnes.

Déposée par M. Filip De Man, M. Bert Schoofs, M. Peter Logghe, M. Gerolf Annemans, n°1205/1 du 10 février 2011.

47. Proposition de loi modifiant le Code pénal en ce qui concerne les infractions non intentionnelles en matière de roulage.

Déposée par Mme Sabien Lahaye-Battheu, Mme Carina Van Cauter, M. Patrick Dewael, n°1213/1 du 11 février 2011.

48. Proposition de loi insérant un article 446/1 dans le Code pénal, réprimant la destruction, la détérioration ou l'utilisation de manière dégradante de certains drapeaux.

Déposée par M. Laurent Louis n°1220/1 du 16 février 2011.

49. Proposition de loi renforçant les peines prévues par la loi du 24 février 1921 concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, psychotropes, désinfectantes ou antiseptiques et des substances pouvant servir à la fabrication illicite de substances stupéfiantes et psychotropes.

Déposée par M. Gerolf Annemans, M. Filip De Man, n°1253/1 du 24 février 2011.

50. Proposition de loi incriminant le squat d'immeubles et étendant l'incrimination de la violation de domicile.

Déposée par M. Stefaan Vercamer, Mme Leen Dierick, M. Raf Terwingen, Mme Liesbeth Van der Auwera, n°1266/1 du 1 mars 2011.

51. Proposition de loi insérant un article 458ter dans le Code pénal concernant le secret professionnel des CPAS face à la fraude sociale à l'aide de faux documents.

Déposée par M. Laurent Louis n°1291/1 du 15 mars 2011.

52. Proposition de loi modifiant le Code pénal en ce qui concerne la mendicité en compagnie de mineurs.

Déposée par M. Bert Schoofs, M. Gerolf Annemans, M. Peter Logghe, n°1319/1 du 24 mars 2011.

53. Proposition de loi relative à la pénalisation de l'évasion.

Déposée par Mme Sabien Lahaye-Battheu, Mme Carina Van Cauter, M. Patrick Dewael, n°1325/1 du 25 mars 2011.

Rapporteur(s) : Mme Sophie De Wit, M. Koenraad Degroote

54. Proposition de loi modifiant la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait, en ce qui concerne l'âge de la majorité pénale de principe à seize ans.

Déposée par M. Laurent Louis n°1359/1 du 5 avril 2011.

55. Proposition de loi introduisant la période de sûreté dans le droit pénal.

Déposée par M. Laurent Louis n°1360/1 du 5 avril 2011.

Avis du Conseil d'État, n°1360/2 du 6 décembre 2012.

Rapporteur(s) : Mme Sophie De Wit, M. Stefaan Van Hecke, Mme Sarah Smeyers

56. Proposition de loi modifiant le Code pénal en ce qui concerne l'utilisation d'armes à feu par les fonctionnaires de police.

Déposée par M. Filip De Man, M. Bert Schoofs, n°1362/1 du 5 avril 2011.

57. Proposition de loi complétant le Code pénal par des dispositions relatives à la commercialisation de la maternité de substitution et à la médiation aux fins de celle-ci.

Déposée par Mme Nahima Lanjri, Mme Sonja Becq, Mme Leen Dierick, Mme Nathalie Muylle, M. Jef Van den Bergh, Mme Liesbeth Van der Auwera, n°1429/1 du 4 mai 2011.

58. Proposition de loi instaurant dans le Code pénal l'éloignement du territoire comme peine autonome.

Déposée par Mme Sabien Lahaye-Battheu, Mme Carina Van Cauter, M. Herman De Croo, M. Patrick Dewael, n°1434/1 du 5 mai 2011.

59. Proposition de loi insérant un article 331ter dans le Code pénal, en ce qui concerne l'évasion des détenus.

Déposée par M. Laurent Louis n°1466/1 du 17 mai 2011.

60. Proposition de loi modifiant le Code pénal en ce qui concerne l'évasion de prisonniers.

Déposée par M. Bert Schoofs, M. Peter Logghe, M. Gerolf Annemans, n°1526/1 du 30 mai 2011.

Rapporteur(s) : Mme Sophie De Wit, M. Koenraad Degroote

61. Proposition de loi modifiant le Code pénal afin d'introduire la récidive de crime sur délit et modifiant les dispositions légales relatives à la libération conditionnelle, à la mise en liberté provisoire en vue de l'éloignement du territoire ou de la remise et à la mise à la disposition du tribunal de l'application des peines.

Déposée par Mme Marie-Christine Marghem, M. Olivier Maingain, M. Daniel Bacquelaine, M. Denis Ducarme, Mme Corinne De Permentier, Mme Carina Van Cauter, M. Charles Michel, n°1563/1 du 8 juin 2011.

Addendum, n°1563/2 du 26 juillet 2011.

62. Proposition de loi modifiant le Code pénal en vue de garantir le droit au travail durant les actions de grève.

Déposée par Mme Sabien Lahaye-Battheu, M. Willem-Frederik Schiltz, Mme Carina Van Cauter, M. Daniel Bacquelaine, n°1565/1 du 9 juin 2011.

63. Proposition de loi visant à l'introduction dans le Code pénal de périodes de sûreté en cas de condamnation pour des actes criminels d'une extrême gravité.

Déposée par Mme Marie-Christine Marghem, M. Olivier Maingain, M. Daniel Bacquelaine, M. Denis Ducarme, n°1595/1 du 15 juin 2011.

Avis du Conseil d'État, n°1595/2 du 6 décembre 2012.

Rapporteur(s) : Mme Sophie De Wit, M. Stefaan Van Hecke, Mme Sarah Smeyers

64. Proposition de loi modifiant la législation en vue d'instaurer l'assignation à résidence comme peine autonome.

Déposée par M. Renaat Landuyt n°1610/1 du 21 juin 2011.

65. Proposition de loi instaurant le régime des repentis.

Déposée par M. Servais Verherstraeten, M. Raf Terwingen, Mme Liesbeth Van der Auwera, Mme Sonja Becq, n°1631/1 du 27 juin 2011.

66. Proposition de loi modifiant le Code pénal en vue d'informer la victime quant à l'exécution d'une peine de travail.

Déposée par Mme Sabien Lahaye-Battheu, Mme Carina Van Cauter, n°1717/1 du 31 août 2011.

67. Proposition de loi modifiant le Code pénal en ce qui concerne la responsabilité pénale de certaines personnes morales de droit public.

Déposée par M. Koenraad Degroote, M. Siegfried Bracke, Mme Sophie De Wit, Mme Sarah Smeyers, M. Jan Van Esbroeck, Mme Kristien Van Vaerenbergh, M. Ben Weyts, n°1767/1 du 30 septembre 2011.

68. Proposition de loi modifiant le Code pénal, le Code d'instruction criminelle et la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine, concernant l'instauration de périodes de sûreté.

Déposée par M. Christian Brotcorne, M. Joseph George, n°1779/1 du 5 octobre 2011.

Avis du Conseil d'État, n°1779/2 du 6 décembre 2012.

Rapporteur(s) : Mme Sophie De Wit, M. Stefaan Van Hecke, Mme Sarah Smeyers

69. Proposition de loi modifiant le Code pénal en ce qui concerne l'instauration de la peine de la déchéance du droit de conduire un véhicule à moteur.

Déposée par M. Servais Verherstraeten, M. Raf Terwingen, Mme Sonja Becq, M. Jef Van den Bergh, n°1827/1 du 19 octobre 2011.

70. Proposition de loi modifiant le Code pénal en ce qui concerne l'incapacité temporaire et permanente.

Déposée par M. Raf Terwingen, Mme Sonja Becq, n°1874/1 du 9 novembre 2011.

71. Proposition de loi modifiant le Code pénal, visant à interdire les bizutages, baptêmes estudiantins et week-ends d'intégration.

Déposée par M. Laurent Louis n°1905/1 du 24 novembre 2011.

72. Proposition de loi modifiant le Code pénal en ce qui concerne l'attentat à la pudeur et le viol.

Déposée par Mme Carina Van Cauter, Mme Sabien Lahaye-Battheu, n°1912/1 du 24 novembre 2011.

73. Proposition de loi modifiant le Code pénal en vue d'instaurer le dol spécial du "mariage forcé" en matière de traite des êtres humains.

Déposée par Mme Karin Temmerman n°1958/1 du 15 décembre 2011.

74. Proposition de loi modifiant la loi du 8 juin 2006 réglant des activités économiques et individuelles avec des armes en ce qui concerne la légalisation, dans certains cas, des aérosols diffusant des substances incapacitantes.

Déposée par M. Filip De Man, M. Peter Logghe, M. Bert Schoofs, n°2030/1 du 1 février 2012.

75. Proposition de loi renforçant les règles relatives au concours de plusieurs infractions.

Déposée par M. Bert Schoofs, M. Filip De Man, M. Peter Logghe, M. Gerolf Annemans, n°2090/1 du 29 février 2012.

76. Proposition de loi modifiant le Code pénal en ce qui concerne la responsabilité pénale des personnes morales.

Déposée par M. Michel Doomst (**), M. Herman De Croo, M. Bruno Tuybens, Mme Sabien Lahaye-Battheu, n°2147/1 du 13 avril 2012.

Reprise par M. Raf Terwingen, le 13 mars 2013 en remplacement de M. Michel Doomst (**).

Addendum, n°2147/2 du 11 mai 2012.

Addendum, n°2147/3 du 13 mars 2013.

77. Proposition de résolution visant à sécuriser les rencontres virtuelles en permettant aux citoyens d'obtenir certaines informations émanant du casier judiciaire de la personne rencontrée, dans les limites des règles relatives à la préservation de l'honneur et de la vie privée, de la lutte contre l'insulte ou contre la diffamation.

Déposée par M. Laurent Louis n°2148/1 du 16 avril 2012.

78. Proposition de loi modifiant le Code pénal en ce qui concerne l'infraction d'outrage.

Déposée par M. Bert Schoofs, M. Gerolf Annemans, M. Peter Logghe, n°2152/1 du 17 avril 2012.

79. Proposition de loi modifiant la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine en ce qui concerne l'évasion de détenus.

Déposée par Mme Sonja Becq, M. Raf Terwingen, M. Roel Deseyn, M. Michel Doomst (**), M. Jenne De Potter, n°2176/1 du 4 mai 2012.

Addendum, n°2176/2 du 11 mai 2012.

Rapporteur(s) : Mme Sophie De Wit, M. Koenraad Degroote

80. Proposition de loi modifiant le Code pénal en ce qui concerne la présomption réfragable de légitime défense pour les agents de police.

Déposée par M. Bert Schoofs, M. Gerolf Annemans, M. Peter Logghe, n°2297/1 du 26 juin 2012.

81. Proposition de loi modifiant le Code pénal en ce qui concerne le vol commis entre parents.

Déposée par M. Bert Schoofs, M. Gerolf Annemans, M. Peter Logghe, n°2382/1 du 19 juillet 2012.

82. Proposition de loi relative à la mise à disposition de téléphones portables de grand danger pour les victimes de violences entre partenaires.

Déposée par Mme Valérie Déom (**), Mme Colette Burgeon, Mme Özlem Özen, M. André Perpète, Mme Laurence Meire, n°2474/1 du 6 novembre 2012.

Reprise par M. Eric Thiébaud, le 20 novembre 2013 en remplacement de Mme Valérie Déom (**).

Addendum, n°2474/2 du 20 novembre 2013.

Addendum, n°2474/3 du 21 janvier 2014.

83. Proposition de loi modifiant le Code pénal en ce qui concerne l'incrimination du harcèlement moral.

Déposée par Mme Carina Van Cauter n°2622/1 du 30 janvier 2013.

84. Proposition de loi modifiant le Code pénal en vue d'incriminer le harcèlement moral.

Déposée par M. Renaat Landuyt n°2646/1 du 19 février 2013.

85. Proposition de loi modifiant la loi du 1er août 1985 portant des mesures fiscales et autres, concernant l'aide aux victimes d'actes intentionnels de violence.

Déposée par M. Charles Michel, M. Daniel Bacquellaine, M. Philippe Goffin, Mme Marie-Christine Marghem, Mme Valérie De Bue, M. Denis Ducarme, Mme Jacqueline Galant, n°2708/1 du 18 mars 2013.

Addendum, n°2708/2 du 21 mars 2013.

86. Proposition de loi modifiant la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste allemand pendant la seconde guerre mondiale, concernant l'utilisation d'insignes nazis.

Déposée par Mme Catherine Fonck n°2725/1 du 26 mars 2013.

87. Proposition de loi concernant l'indépendance et le fonctionnement des organes de surveillance pénitentiaire (I).

Déposée par Mme Sophie De Wit, M. Koenraad Degroote, Mme Sarah Smeyers, Mme Kristien Van Vaerenbergh, n°2730/1 du 28 mars 2013.

Rapporteur(s) : Mme Marie-Christine Marghem

88. Proposition de loi concernant l'indépendance et le fonctionnement des organes de surveillance pénitentiaire (II).

Déposée par Mme Sophie De Wit, M. Koenraad Degroote, Mme Sarah Smeyers, Mme Kristien Van Vaerenbergh, n°2731/1 du 28 mars 2013.

Rapporteur(s) : Mme Marie-Christine Marghem

89. Proposition de loi modifiant la loi de principes du 12 janvier 2005 concernant l'administration pénitentiaire ainsi que le statut juridique des détenus, concernant l'extraction sous escorte.

Déposée par M. Fouad Lahssaini, Mme Eva Brems, M. Eric Jadot, n°2813/1 du 15 mai 2013.

90. Proposition de loi visant à punir plus sévèrement les personnes appelant à la haine ou à la violence dans l'intention de porter atteinte aux droits et libertés garantis par l'Etat.

Déposée par M. Daniel Bacquelaine, M. Charles Michel, M. Denis Ducarme, Mme Jacqueline Galant, Mme Corinne De Permentier, n°2832/1 du 24 mai 2013.

91. Proposition de loi modifiant le Code pénal en ce qui concerne l'occupation d'un immeuble sans l'autorisation du propriétaire.

Déposée par M. Mathias De Clercq, M. Herman De Croo, n°2869/1 du 6 juin 2013.

92. Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne l'absence de condamnations antérieures, la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation.

Déposée par Mme Sonja Becq, M. Stefaan De Clerck (**), M. Raf Terwingen, n°2870/1 du 6 juin 2013.

Rapporteur(s) : M. Christian Brotcorne

93. Proposition de résolution relative à la révision du Code pénal.

Déposée par M. Stefaan De Clerck (**), Mme Sonja Becq, M. Raf Terwingen, Mme Özlem Özen, M. Christian Brotcorne, M. Joseph George, M. Philippe Goffin, Mme Catherine Fonck, Mme Marie-Christine Marghem, n°2888/1 du 17 juin 2013.

Addendum, n°2888/2 du 2 juillet 2013.

94. Proposition de loi modifiant le Code pénal en ce qui concerne l'incrimination de l'attentat à la pudeur.

Déposée par M. Patrick Dewael, Mme Sabien Lahaye-Battheu, n°2993/1 du 5 août 2013.

Addendum, n°2993/2 du 26 septembre 2013.

DROIT PENITENTIAIRE

1. Proposition de résolution relative à l'élaboration d'un projet pilote en matière d'exécution différenciée des peines.

Déposée par Mme Sarah Smeyers, M. Renaat Landuyt, Mme Sophie De Wit, M. Stefaan Van Hecke, M. Eric Jadot, M. Fouad Lahssaini, n°2443/1 du 10 octobre 2012.

Addendum, n°2443/2 du 7 février 2013.

DROIT SUCCESSORAL

1. Proposition de loi modifiant la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations ainsi que le Code judiciaire en ce qui concerne la part héréditaire d'un enfant handicapé.

Déposée par M. Raf Terwingen, Mme Sonja Becq, Mme Leen Dierick, Mme Liesbeth Van der Auwera, M. Stefaan Vercamer, M. Servais Verherstraeten, Mme Catherine Fonck, n°241/1 du 30 septembre 2010.

Amendements de M. Raf Terwingen, n°241/2 du 15 juin 2011.

Amendements de M. Raf Terwingen, Mme Sonja Becq, n°241/3 du 14 janvier 2014.

Addendum, n°241/4 du 28 novembre 2013.

2. Proposition de loi modifiant le Code civil en ce qui concerne le paiement libératoire au conjoint survivant.

Déposée par M. Servais Verherstraeten, M. Raf Terwingen, Mme Sonja Becq, n°251/1 du 1 octobre 2010.

3. Proposition de loi modifiant le Code civil en ce qui concerne les successions en déshérence.

Déposée par M. Filip De Man, M. Bert Schoofs, M. Gerolf Annemans, M. Peter Logghe, n°889/1 du 22 décembre 2010.

4. Proposition de loi modifiant le Code civil en vue d'autoriser la représentation de l'héritier renonçant.

Déposée par Mme Carina Van Cauter, Mme Sabien Lahaye-Battheu, M. Patrick Dewael, n°1044/1 du 17 janvier 2011.

5. Proposition de loi modifiant le Code civil en ce qui concerne le droit successoral des beaux-enfants.

Déposée par Mme Carina Van Cauter, Mme Sabien Lahaye-Battheu, M. Patrick Dewael, M. Willem-Frederik Schiltz, n°1047/1 du 17 janvier 2011.

6. Proposition de loi modifiant le Code civil en ce qui concerne le pacte successoral global relatif à une succession non ouverte.

Déposée par Mme Sarah Smeyers, M. Koenraad Degroote, Mme Sophie De Wit, Mme Daphné Dumery, Mme Kristien Van Vaerenbergh, n°2788/1 du 30 avril 2013.

DROITS DE L'ENFANT

1. Proposition de loi modifiant le Code civil en vue d'accorder la personnalité civile à l'enfant à naître.

Déposée par M. Gerolf Annemans, Mme Alexandra Colen, M. Bert Schoofs, M. Peter Logghe, n°624/1 du 18 novembre 2010.

2. Proposition de résolution visant à interdire les concours de mini-miss et plus largement les concours de beauté pour les enfants de moins de 12 ans.

Déposée par M. Laurent Louis n°1878/1 du 14 novembre 2011.

3. Proposition de loi instituant une évaluation de l'incidence des décisions sur l'enfant.

Déposée par Mme Nahima Lanjri, Mme Liesbeth Van der Auwera, M. Kristof Waterschoot, Mme Catherine Fonck, n°2370/1 du 17 juillet 2012.

Addendum, n°2370/2 du 27 août 2012.

DROITS DE L'HOMME

1. Proposition de loi créant une Commission fédérale des droits de l'homme.

Déposée par M. Olivier Maingain, Mme Kattrin Jadin, M. Damien Thiéry, n°418/1 du 19 octobre 2010. Avis du Conseil d'État, n°418/2 du 29 décembre 2010.

DROITS DE LA DEFENSE

1. Proposition de résolution relative au droit d'accès à un avocat dès le début de la privation de liberté.
Déposée par M. Josy Arens n°403/1 du 15 octobre 2010.

ENQUETE JUDICIAIRE

1. Proposition de loi modifiant le Code judiciaire en vue d'octroyer à la Commission d'avis et d'enquête réunie du Conseil supérieur de la Justice la compétence de consulter des dossiers judiciaires non clôturés.
Déposée par M. Koenraad Degroote, Mme Sophie De Wit, Mme Daphné Dumery, Mme Kristien Van Vaerenbergh, n°2728/1 du 27 mars 2013.
Avis du Conseil d'État, n°2728/2 du 15 mai 2013.

ETABLISSEMENT PENITENTIAIRE

1. Proposition de résolution visant au respect de la liberté religieuse et à la lutte contre le radicalisme dans les établissements pénitentiaires belges.
Déposée par M. Denis Ducarme n°2346/1 du 9 juillet 2012.

ETAT CIVIL

1. Proposition de loi relative à la mention dans le registre national des descendants au premier degré.
Déposée par M. Servais Verherstraeten, M. Raf Terwingen, n°958/1 du 17 décembre 2010.
2. Proposition de loi modifiant le Code civil en ce qui concerne la déclaration d'enfant sans vie.
Déposée par Mme Carina Van Cauter, Mme Sabien Lahaye-Battheu, M. Herman De Croo, n°1350/1 du 31 mars 2011.
3. Proposition de loi relative aux enfants nés sans vie.
Déposée par Mme Catherine Fonck n°2301/1 du 27 juin 2012.
4. Proposition de loi modifiant le Code civil en ce qui concerne la déclaration d'enfant sans vie.
Déposée par M. Patrick Dewael, Mme Carina Van Cauter, Mme Sabien Lahaye-Battheu, M. Herman De Croo, n°2454/1 du 22 octobre 2012.

EUTHANASIE

1. Proposition de loi modifiant la loi du 28 mai 2002 relative à l'euthanasie.
Déposée par Mme Myriam Vanlerberghe (**), M. Renaat Landuyt, Mme Maya Detiège, n°498/1 du 28 octobre 2010.
2. Proposition de loi portant modification de la loi du 28 mai 2002 relative à l'euthanasie en vue d'instaurer l'obligation pour le médecin qui refuse de pratiquer une euthanasie d'adresser le patient à un confrère.

Déposée par Mme Myriam Vanlerberghe (**), M. Renaat Landuyt, Mme Maya Detiège, n°2479/1 du 8 novembre 2012.

3. Proposition de loi portant modification de la loi du 28 mai 2002 relative à l'euthanasie, en ce qui concerne la durée de validité de la déclaration anticipée.

Déposée par Mme Myriam Vanlerberghe (**), M. Renaat Landuyt, Mme Maya Detiège, n°2480/1 du 8 novembre 2012.

4. Proposition de loi modifiant la loi du 28 mai 2002 relative à l'euthanasie en ce qui concerne l'obligation du médecin traitant opposé à l'euthanasie de renvoyer le patient à un confrère.

Déposée par Mme Carina Van Cauter, M. Patrick Dewael, n°2634/1 du 7 février 2013.

5. Proposition de loi modifiant la loi du 28 mai 2002 relative à l'euthanasie en ce qui concerne l'auto-euthanasie assistée.

Déposée par Mme Carina Van Cauter, M. Patrick Dewael, n°2635/1 du 7 février 2013.

6. Proposition de loi modifiant la loi du 28 mai 2002 relative à l'euthanasie en ce qui concerne la déclaration anticipée.

Déposée par Mme Carina Van Cauter, M. Patrick Dewael, n°2636/1 du 7 février 2013.

EXPROPRIATION

1. Proposition de loi modifiant l'article 21 de la loi du 26 juillet 1962 relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique.

Déposée par Mme Marie-Christine Marghem, M. Olivier Maingain, n°474/1 du 26 octobre 2010.

2. Proposition de loi modifiant la loi du 26 juillet 1962 relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, en ce qui concerne la révision de l'expropriation.

Déposée par Mme Carina Van Cauter, M. Herman De Croo, n°2162/1 du 20 avril 2012.

FILIATION

1. Proposition de loi visant à réglementer l'usage des analyses génétiques à des fins d'identification en matière de filiation.

Déposée par M. Christian Brotcorne n°192/1 du 20 septembre 2010.

2. Proposition de loi modifiant le Code civil en ce qui concerne l'accouchement discret.

Déposée par Mme Nahima Lanjri, Mme Sonja Becq, Mme Leen Dierick, M. Gerald Kindermans, M. Raf Terwingen, M. Servais Verherstraeten, Mme Catherine Fonck, n°349/1 du 12 octobre 2010.

Addendum, n°349/2 du 13 novembre 2012.

3. Proposition de loi modifiant la réglementation afin de permettre l'accouchement anonyme.

Déposée par Mme Alexandra Colen, M. Bert Schoofs, M. Gerolf Annemans, M. Peter Logghe, n°701/1 du 25 novembre 2010.

4. Proposition de loi modifiant le Code civil afin de permettre l'accouchement discret.

Déposée par Mme Maya Detiège, Mme Myriam Vanlerberghe (**), n°829/1 du 15 décembre 2010.

5. Proposition de résolution relative à la création d'un service d'enregistrement des accouchements discrets.

Déposée par Mme Sabien Lahaye-Battheu, Mme Carina Van Cauter, M. Herman De Croo, n°1354/1 du 1 avril 2011.

6. Proposition de loi modifiant le Code civil en ce qui concerne l'accouchement discret.

Déposée par Mme Sabien Lahaye-Battheu, Mme Carina Van Cauter, M. Herman De Croo, n°1404/1 du 27 avril 2011.

7. Proposition de loi modifiant le Code civil, concernant l'établissement de la filiation.

Déposée par M. Olivier Henry, Mme Karine Lalieux, Mme Valérie Déom (**), Mme Özlem Özen, M. André Perpète, Mme Kattrin Jadin, Mme Maya Detiège, n°2472/1 du 30 octobre 2012.

Reprise par Mme Laurence Meire, le 21 janvier 2014 en remplacement de Mme Valérie Déom (**).

Addendum, n°2472/2 du 7 mars 2013.

Addendum, n°2472/3 du 17 mai 2013.

8. Proposition de loi modifiant les articles 318 et 330 du Code civil en ce qui concerne la contestation de la présomption de paternité et la contestation de la reconnaissance.

Déposée par M. Olivier Maingain, M. Damien Thiéry, M. Bernard Clerfayt, n°3004/1 du 9 septembre 2013.

FRAIS DE JUSTICE

1. Proposition de loi visant à maîtriser les frais de justice.

Déposée par M. Raf Terwingen, Mme Sonja Becq, M. Servais Verherstraeten, n°1859/1 du 3 novembre 2011.

HUISSIER

1. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 30 novembre 1976 fixant le tarif des actes accomplis par les huissiers de justice en matière civile et commerciale ainsi que celui de certaines allocations, en ce qui concerne l'assistance policière aux huissiers de justice.

Déposée par M. Peter Vanvelthoven n°796/1 du 7 décembre 2010.

2. Proposition de loi modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne les informations relatives aux frais de l'huissier de justice.

Déposée par M. Hans Bonte n°1284/1 du 14 mars 2011.

3. Proposition de résolution relative à l'évaluation et à la réforme de la profession et du corps des huissiers de justice.

Déposée par Mme Sarah Smeyers, Mme Sabien Lahaye-Battheu, M. Raf Terwingen, n°1329/1 du 28 mars 2011.

INDEPENDANCE DE LA JUSTICE

1. Proposition de résolution relative à l'organisation des états généraux de la Justice afin de préserver la primauté de l'État de droit et l'indépendance du pouvoir judiciaire.

Déposée par M. Olivier Maingain, M. Bernard Clerfayt, M. Damien Thiéry, n°3001/1 du 4 septembre 2013.

INTERNET

1. Proposition de résolution visant à garantir le droit à la vie privée virtuelle et à instaurer un droit à l'oubli numérique.

Déposée par M. Laurent Louis n°2360/1 du 13 juillet 2012.

JEU DE HASARD

1. Proposition de loi visant à modifier la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs.

Déposée par M. Bert Schoofs, M. Gerolf Annemans, M. Peter Logghe, n°744/1 du 30 novembre 2010.

2. Proposition de loi interdisant les programmes de jeux téléphoniques télévisés.

Déposée par Mme Meyrem Almaci, M. Ronny Balcaen, n°1176/1 du 8 février 2011.

3. Proposition de loi modifiant la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les paris, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs.

Déposée par Mme Sarah Smeyers, M. Jan Jambon, M. Bert Maertens, M. Peter Dedecker, M. Siegfried Bracke, Mme Sophie De Wit, Mme Kristien Van Vaerenbergh, n°1218/1 du 16 février 2011.

4. Proposition de loi modifiant la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les paris, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs, en ce qui concerne la commission des jeux de hasard.

Déposée par Mme Sarah Smeyers, M. Jan Jambon, M. Bert Maertens, M. Peter Dedecker, M. Siegfried Bracke, Mme Sophie De Wit, Mme Kristien Van Vaerenbergh, n°1219/1 du 16 février 2011.

5. Proposition de loi modifiant la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les paris, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs, concernant la limitation des jeux par les communes.

Déposée par M. Bernard Clerfayt, M. Olivier Maingain, M. Damien Thiéry, n°2828/1 du 23 mai 2013.

6. Proposition de loi modifiant la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les paris, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs, en vue de permettre aux exploitants d'établissements de classe II d'exercer leur profession dans de meilleures conditions de concurrence.

Déposée par Mme Jacqueline Galant n°2933/1 du 9 juillet 2013.

JURIDICTION PENALE

1. Proposition de loi modifiant la législation en ce qui concerne la cour d'assises.

Déposée par M. Renaat Landuyt n°249/1 du 1 octobre 2010.

2. Proposition de loi modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne les cours d'assises (I).

Déposée par M. Raf Terwingen, M. Servais Verherstraeten, Mme Liesbeth Van der Auwera, Mme Nathalie Muylle, M. Hendrik Bogaert, Mme Sonja Becq, n°252/1 du 1 octobre 2010.

3. Proposition de loi modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne les cours d'assises (II).

Déposée par M. Raf Terwingen, M. Servais Verherstraeten, Mme Liesbeth Van der Auwera, M. Hendrik Bogaert, Mme Sonja Becq, n°253/1 du 1 octobre 2010.

Amendement de M. Raf Terwingen, Mme Sonja Becq, n°253/2 du 13 octobre 2010.

Amendement de M. Raf Terwingen, n°253/3 du 6 septembre 2011.

4. Proposition de loi modifiant l'article 76 du Code judiciaire en vue d'organiser les audiences du tribunal de l'application des peines uniquement dans les palais de justice.

Déposée par M. Daniel Bacquelaine, Mme Corinne De Permentier, n°617/1 du 18 novembre 2010.

LEGISLATION

1. Proposition de loi modifiant la loi du 10 juillet 2006 relative à la procédure par voie électronique en ce qui concerne l'entrée en vigueur de l'article 863 du Code judiciaire.

Déposée par M. Christian Brotcorne n°1494/1 du 24 mai 2011.

Avis, n°1494/2 du 5 décembre 2011.

Rapporteur(s) : Mme Valérie Déom (**)

2. Proposition de loi modifiant la législation en ce qui concerne l'emploi de l'allemand en matière réglementaire.

Déposée par M. Bert Schoofs, M. Gerolf Annemans, M. Peter Logghe, M. Bruno Valkeniers, n°1533/1 du 31 mai 2011.

3. Proposition de loi portant différentes corrections techniques dans certains codes et dans certaines lois.

Déposée par Mme Özlem Özen, Mme Valérie Déom (**), Mme Carina Van Cauter, n°1993/1 du 13 janvier 2012.

Reprise par Mme Manuella Senecaut, le 21 janvier 2014 en remplacement de Mme Valérie Déom (**).
Addendum, n°1993/2 du 23 janvier 2012.

4. Proposition de résolution relative à la finalisation des traductions officielles des textes de lois existants du français en néerlandais.

Déposée par M. Bert Schoofs, M. Gerolf Annemans, M. Peter Logghe, n°2016/1 du 23 janvier 2012.

LOGEMENT

1. Proposition de loi modifiant la loi du 9 juillet 1971 réglementant la construction d'habitations et la vente d'habitations à construire ou en voie de construction, en vue d'assurer une meilleure protection de l'acheteur.

Déposée par Mme Rosaline Mouton n°3389/1 du 20 février 2014.

MARIAGE

1. Proposition de loi modifiant certaines dispositions du Code civil en ce qui concerne les conditions requises pour pouvoir contracter mariage.

Déposée par M. Raf Terwingen, Mme Sonja Becq, Mme Leen Dierick, Mme Liesbeth Van der Auwera, M. Servais Verherstraeten, n°226/1 du 30 septembre 2010.

2. Proposition de loi modifiant le Code civil en ce qui concerne l'attribution préférentielle et le patrimoine considéré comme donation.

Déposée par M. Raf Terwingen, Mme Sonja Becq, Mme Leen Dierick, Mme Liesbeth Van der Auwera, M. Servais Verherstraeten, M. Stefaan Vercamer, n°239/1 du 30 septembre 2010.

3. Proposition de résolution sur l'intensification et l'amélioration de la répression contre les "mariages gris".

Déposée par M. Laurent Louis n°2347/1 du 9 juillet 2012.

MINORITE SEXUELLE

1. Proposition de résolution visant à améliorer le respect et les droits des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles et transgenres en Belgique.

Déposée par M. Olivier Henry, Mme Marie-Claire Lambert, Mme Valérie Déom (**), Mme Karine Lalieux, Mme Julie Fernandez Fernandez, Mme Maya Detiège, n°2352/1 du 10 juillet 2012.

NATIONALITE

1. Proposition de loi modifiant le Code de la nationalité belge, et le Code d'instruction criminelle, visant à instaurer un crédit de citoyenneté pour les personnes naturalisées ou disposant de la double nationalité.

Déposée par M. Laurent Louis n°1588/1 du 14 juin 2011.

2. Proposition de loi modifiant le Code de la nationalité belge en ce qui concerne la procédure de naturalisation.

Déposée par M. Theo Francken, Mme Sarah Smeyers, Mme Daphné Dumery, Mme Miranda Van Eetvelde, Mme Els Demol, Mme Ingeborg De Meulemeester, n°2116/1 du 20 mars 2012.

Addendum, n°2116/2 du 28 mars 2012.

3. Proposition de loi modifiant le Code de la nationalité belge en ce qui concerne la déchéance de la nationalité.

Déposée par M. Theo Francken, Mme Sarah Smeyers, Mme Daphné Dumery, M. Jan Van Esbroeck, M. Ben Weyts, n°2257/1 du 13 juin 2012.

4. Proposition de loi modifiant l'article 15 du Code de la nationalité belge afin de permettre la suspension de la demande d'octroi de nationalité lorsque le mariage du conjoint étranger avec un conjoint de nationalité belge fait l'objet d'une procédure judiciaire de dissolution ou d'annulation sur la base de l'article 146bis du Code civil.

Déposée par Mme Jacqueline Galant n°2920/1 du 27 juin 2013.

NATURALISATION

1. Proposition de loi modifiant le Code de la nationalité belge en ce qui concerne la condition de séjour pour introduire une demande de naturalisation.

Déposée par M. Georges Dallemagne, Mme Jacqueline Galant, n°3320/1 du 28 janvier 2014.

Addendum, n°3320/2 du 29 janvier 2014.

NOTAIRE

1. Proposition de loi modifiant la loi du 16 mars 1803 contenant organisation du notariat, en ce qui concerne l'appel contre une peine disciplinaire.

Déposée par Mme Sarah Smeyers, Mme Kristien Van Vaerenbergh, M. Siegfried Bracke, Mme Sophie De Wit, n°971/1 du 14 décembre 2010.

2. Proposition de loi modifiant la loi du 16 mars 1803 contenant organisation du notariat en ce qui concerne les conditions de nomination.

Déposée par Mme Sarah Smeyers, M. Siegfried Bracke, Mme Kristien Van Vaerenbergh, Mme Sophie De Wit, n°972/1 du 14 décembre 2010.

3. Proposition de loi modifiant la loi du 16 mars 1803 contenant l'organisation du notariat en ce qui concerne la scission de la Chambre nationale des notaires.

Déposée par M. Bert Schoofs, M. Gerolf Annemans, M. Peter Logghe, n°1982/1 du 10 janvier 2012.

4. Proposition de loi modifiant la loi du 25 ventôse an XI contenant organisation du notariat en ce qui concerne la levée de l'interdiction de la rééligibilité immédiate des membres des commissions de nomination pour le notariat afin de permettre l'exercice de deux mandats successifs.

Déposée par M. Philippe Goffin, Mme Marie-Christine Marghem, Mme Carina Van Cauter, M. Charles Michel, n°3232/1 du 6 décembre 2013.

OBLIGATION ALIMENTAIRE

1. Proposition de loi modifiant le Code civil en ce qui concerne l'obligation alimentaire.

Déposée par Mme Sabien Lahaye-Battheu, Mme Carina Van Cauter, n°2154/1 du 17 avril 2012.

ORGANISATION JUDICIAIRE

1. Proposition de loi modifiant le Code judiciaire, en vue de permettre aux stagiaires judiciaires de prêter leur stage extérieur dans une juridiction internationale ou auprès de la Cour constitutionnelle.

Déposée par M. Christian Brotcorne n°52/1 du 9 août 2010.

2. Proposition de loi relative aux auditions du Conseil supérieur de la Justice dans la procédure de nomination des chefs de corps de l'ordre judiciaire.

Déposée par M. Christian Brotcorne n°74/1 du 9 août 2010.

3. Proposition de loi modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne le traitement des magistrats de la Cour de cassation.

Déposée par M. Christian Brotcorne n°76/1 du 9 août 2010.

4. Proposition de loi modifiant l'article 259terdecies du Code judiciaire.

Déposée par M. Christian Brotcorne n°78/1 du 9 août 2010.

5. Proposition de loi visant à modifier des règles relatives à l'intervention du ministère public dans le cadre du contentieux disciplinaire des magistrats.

Déposée par M. Christian Brotcorne, M. Joseph George, n°177/1 du 20 septembre 2010.

Addendum, n°177/2 du 2 décembre 2010.

6. Proposition de loi modifiant le Code judiciaire en vue d'organiser une évaluation des référendaires près la Cour de cassation en cours de stage.

Déposée par M. Olivier Maingain, M. Damien Thiéry, n°383/1 du 13 octobre 2010.

7. Proposition de loi modifiant le Code judiciaire afin d'instituer des juges et substituts de renfort et des juges de renfort mobiles.

Déposée par M. Olivier Maingain, M. Damien Thiéry, n°386/1 du 13 octobre 2010.

8. Proposition de loi modifiant la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire, en vue d'améliorer le fonctionnement des juridictions de l'arrondissement de Bruxelles.

Déposée par M. Olivier Maingain, M. Damien Thiéry, n°394/1 du 13 octobre 2010.

9. Proposition de loi organisant le dédoublement linguistique du tribunal de première instance dans l'arrondissement judiciaire de Bruxelles.

Déposée par M. Olivier Maingain, M. Daniel Bacquelaine, M. Damien Thiéry, n°423/1 du 20 octobre 2010.

10. Proposition de loi modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne les mandats et l'évaluation des chefs de corps de la magistrature assise.

Déposée par Mme Marie-Christine Marghem, M. Daniel Bacquelaine, M. Olivier Maingain, M. Charles Michel, n°473/1 du 26 octobre 2010.

Addendum, n°473/2 du 28 juillet 2011.

11. Proposition de loi modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne la suppression de la possibilité de détacher des magistrats du parquet.

Déposée par M. Bert Schoofs, M. Gerolf Annemans, M. Peter Logghe, n°743/1 du 30 novembre 2010. Avis du Conseil d'État, n°743/2 du 31 mai 2012.

Rapporteur(s) : M. Stefaan Van Hecke

12. Proposition de loi modifiant la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire en ce qui concerne l'emploi des langues dans les apostilles.

Déposée par M. Bert Schoofs, Mme Alexandra Colen, M. Peter Logghe, M. Gerolf Annemans, n°885/1 du 22 décembre 2010.

13. Proposition de loi modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne la scission de la Chambre nationale des huissiers de justice.

Déposée par M. Peter Logghe, M. Bert Schoofs, M. Gerolf Annemans, n°886/1 du 22 décembre 2010.

14. Proposition de loi modifiant la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire, en ce qui concerne la fonction de substitut spécialisé en matière fiscale.

Déposée par M. Bert Schoofs, M. Peter Logghe, M. Gerolf Annemans, Mme Alexandra Colen, n°888/1 du 22 décembre 2010.

15. Proposition de loi modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne la composition du tribunal du travail et de la cour du travail en cas de litiges portant sur des élections sociales.

Déposée par M. Bert Schoofs, M. Peter Logghe, M. Gerolf Annemans, M. Guy D'haeseleer, n°1180/1 du 8 février 2011.

16. Proposition de loi portant création d'un Collège des cours et tribunaux.

Déposée par M. Servais Verherstraeten, Mme Maggie De Block, Mme Sabien Lahaye-Battheu, Mme Sonja Becq, M. Raf Terwingen, n°1782/1 du 6 octobre 2011.

17. Proposition de loi modifiant le Code judiciaire en vue d'accélérer la procédure.

Déposée par Mme Sabien Lahaye-Battheu, Mme Carina Van Cauter, M. Patrick Dewael, n°1829/1 du 20 octobre 2011.

18. Proposition de loi relative à l'abrogation de la loi du 10 août 2005 instituant le système d'information Phenix.

Déposée par Mme Sonja Becq, M. Servais Verherstraeten, n°1921/1 du 30 novembre 2011.

19. Proposition de loi modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne le détachement des magistrats du parquet.

Déposée par M. Raf Terwingen, M. Jenne De Potter, M. Michel Doomst (**), Mme Sonja Becq, M. Kristof Waterschoot, Mme Liesbeth Van der Auwera, n°2161/1 du 20 avril 2012.

20. Proposition de loi visant à intégrer le canton judiciaire de Waremme à l'arrondissement judiciaire de Huy.

Déposée par M. Joseph George n°2166/1 du 24 avril 2012.

21. Proposition de loi modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne la suppression de la condition d'ancienneté requise auprès de la même juridiction pour la désignation de magistrats à certains mandats adjoints.

Déposée par Mme Özlem Özen, Mme Manuella Senecaut, n°2638/1 du 8 février 2013.

Addendum, n°2638/2 du 21 janvier 2014.

22. Proposition de loi modifiant diverses dispositions du Code judiciaire relatives à l'accès à la magistrature.

Déposée par Mme Özlem Özen, Mme Manuella Senecaut, Mme Laurence Meire, n°2723/1 du 25 mars 2013.

Addendum, n°2723/2 du 21 janvier 2014.

Rapporteur(s) : M. Christian Brotcorne

23. Proposition de loi modifiant le Code judiciaire en vue de régler le contrôle des autorités judiciaires.

Déposée par M. Renaat Landuyt n°2861/1 du 5 juin 2013.

Rapporteur(s) : M. Stefaan De Clerck (**)

PAIEMENT

1. Projet de loi modifiant la procédure sommaire d'injonction de payer.

Déposé par le gouvernement n°3512/1 du 31 mars 2014.

PENSIONS

1. Proposition de loi accordant la pension de survie aux cohabitants légaux.

Déposée par M. David Clarinval, Mme Valérie De Bue, M. Denis Ducarme, Mme Kattrin Jadin, n°308/1 du 6 octobre 2010.

Addendum, n°308/2 du 18 avril 2013.

2. Proposition de loi modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne l'âge de la retraite des magistrats. Déposée par M. Koenraad Degroote n°3468/1 du 19 mars 2014.

POLICE

1. Proposition de loi établissant les conditions de transfèrement des détenus.

Déposée par M. Olivier Maingain, M. Damien Thiéry, Mme Jacqueline Galant, n°369/1 du 12 octobre 2010.

POLITIQUE FAMILIALE

1. Proposition de loi instaurant le rapport d'incidence sur les familles.

Déposée par M. Guy D'haeseleer, M. Hagen Goyvaerts, M. Bert Schoofs, Mme Alexandra Colen, M. Gerolf Annemans, M. Peter Logghe, n°759/1 du 2 décembre 2010.

2. Proposition de loi instaurant un rapport fédéral d'incidence sur les familles.

Déposée par Mme Nahima Lanjri, Mme Liesbeth Van der Auwera, M. Kristof Waterschoot, Mme Catherine Fonck, n°2371/1 du 17 juillet 2012.

Addendum, n°2371/2 du 27 août 2012.

POUVOIR JUDICIAIRE

1. Proposition de loi modifiant le Code judiciaire, en ce qui concerne la durée et l'indemnité forfaitaire d'une fonction publique exercée par des magistrats auprès d'une institution internationale, supranationale ou étrangère.

Déposée par M. Dirk Van der Maelen, M. David Geerts, n°1374/1 du 6 avril 2011.

2. Proposition de loi modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne la réparation de la charge de travail entre les différentes juridictions.

Déposée par Mme Carina Van Cauter n°2670/1 du 26 février 2013.

PRESCRIPTION D'ACTION

1. Proposition de résolution concernant la limitation du nombre de délais de prescription.

Déposée par Mme Kristien Van Vaerenbergh, Mme Sophie De Wit, Mme Sarah Smeyers, M. Koenraad Degroote, M. Stefaan Van Hecke, n°2211/1 du 23 mai 2012.

2. Proposition de loi modifiant la loi du 17 avril 1878 contenant le titre préliminaire du Code de procédure pénale en vue d'établir de meilleurs délais de prescription pour les abus sexuels commis sur des personnes mineures en cas d'unité d'intention.

Déposée par Mme Sophie De Wit, M. Koenraad Degroote, Mme Sarah Smeyers, Mme Kristien Van Vaerenbergh, n°3033/1 du 1 octobre 2013.

PRESTATION FAMILIALE

1. Proposition de loi relative à la suspension du droit aux allocations familiales et à l'imposition d'une guidance parentale aux parents défailants ou démissionnaires.

Déposée par M. Laurent Louis n°2047/1 du 8 février 2012.

PROCEDURE CIVILE

1. Proposition de loi modifiant le Code judiciaire en vue d'étendre la représentation en justice.

Déposée par M. Renaat Landuyt n°33/1 du 29 juillet 2010.

2. Proposition de loi modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne l'introduction par voie de requête.

Déposée par M. Renaat Landuyt n°35/1 du 29 juillet 2010.

3. Proposition de loi modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne la procédure de signification.

Déposée par M. Renaat Landuyt n°36/1 du 29 juillet 2010.

4. Proposition de loi modifiant les articles 43 et 46 du Code judiciaire, en vue de compléter l'information du justiciable.

Déposée par M. Christian Brotcorne n°49/1 du 9 août 2010.

5. Proposition de loi modifiant l'article 43 du Code judiciaire, en vue de simplifier le langage judiciaire.

Déposée par Mme Özlem Özen, M. André Frédéric, Mme Laurence Meire, Mme Manuella Senecaut, n°84/1 du 9 août 2010.

Addendum, n°84/2 du 21 janvier 2014.

6. Proposition de loi modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne le recouvrement de petites sommes d'argent.

Déposée par M. Raf Terwingen, Mme Sonja Becq, Mme Leen Dierick, Mme Liesbeth Van der Auwera, M. Servais Verherstraeten, M. Stefaan Vercamer, n°228/1 du 30 septembre 2010.

7. Proposition de loi visant à modifier le Code judiciaire et le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe en ce qui concerne la conversion de la procédure de divorce.

Déposée par M. Servais Verherstraeten, Mme Sonja Becq, M. Raf Terwingen, n°232/1 du 30 septembre 2010.

8. Proposition de loi modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne la condamnation de l'officier de l'état civil au paiement d'une indemnité de procédure.

Déposée par M. Raf Terwingen, Mme Leen Dierick, Mme Sonja Becq, Mme Liesbeth Van der Auwera, M. Servais Verherstraeten, n°238/1 du 30 septembre 2010.

9. Proposition de loi modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne la compensation des dépens entre les cohabitants non mariés.

Déposée par M. Raf Terwingen, M. Servais Verherstraeten, Mme Liesbeth Van der Auwera, M. Hendrik Bogaert, M. Jef Van den Bergh, Mme Sonja Becq, Mme Leen Dierick, n°250/1 du 1 octobre 2010.

10. Proposition de loi modifiant l'article 57 du Code de droit international privé.

Déposée par Mme Nahima Lanjri, Mme Leen Dierick, Mme Liesbeth Van der Auwera, Mme Sonja Becq, n°325/1 du 8 octobre 2010.

11. Proposition de loi modifiant le Code judiciaire afin d'organiser un contrôle de l'accès au pourvoi en cassation.

Déposée par M. Olivier Maingain, M. Damien Thiéry, n°384/1 du 13 octobre 2010.

12. Proposition de loi modifiant le Code judiciaire et relative au règlement collectif de dettes.

Déposée par Mme Christiane Vienne, M. Alain Mathot, M. Guy Coëme (**), M. Olivier Henry, n°414/1 du 19 octobre 2010.

13. Proposition de loi modifiant le Code judiciaire et visant à instaurer une indemnisation fixe des avocats de l'aide juridique de deuxième ligne.

Déposée par M. Daniel Bacquelaine, M. Olivier Maingain, n°454/1 du 26 octobre 2010.

Amendements de Mme Marie-Christine Marghem, M. Olivier Maingain, M. Daniel Bacquelaine, n°454/2 du 13 décembre 2010.

Addendum, n°454/3 du 17 décembre 2010.

Amendement de Mme Sabien Lahaye-Battheu, n°454/4 du 29 juin 2011.

Avis, n°454/5 du 9 septembre 2011.

Avis, n°454/6 du 25 novembre 2011.

Rapporteur(s) : Mme Sabien Lahaye-Battheu

14. Proposition de loi complétant l'article 587 du Code judiciaire en vue de protéger la présomption d'innocence.

Déposée par M. Christian Brotcorne, M. Thierry Giet (**), Mme Valérie Déom (**), n°464/1 du 26 octobre 2010.

Addendum, n°464/2 du 20 janvier 2012.

Rapporteur(s) : M. Stefaan Van Hecke

15. Proposition de loi visant à renforcer le rôle des juges de paix en cas de décès d'un locataire sans héritier ou héritier connu permettant au bailleur de récupérer rapidement son bien.

Déposée par M. Olivier Maingain, Mme Marie-Christine Marghem, n°468/1 du 26 octobre 2010.

16. Proposition de loi complétant le Code judiciaire en ce qui concerne le compte de tiers des huissiers de justice.

Déposée par M. Raf Terwingen, Mme Sonja Becq, Mme Leen Dierick, Mme Sabien Lahaye-Battheu, n°527/1 du 8 novembre 2010.

Addendum, n°527/2 du 17 décembre 2010.

17. Proposition de loi modifiant l'article 962 du Code judiciaire relatif à la qualification des médecins experts.

Déposée par M. Daniel Bacquelaine, M. Olivier Maingain, n°644/1 du 19 novembre 2010.

18. Proposition de loi modifiant le Code judiciaire en vue d'opter pour l'introduction de l'instance par voie de requête contradictoire en matière de copropriété.

Déposée par Mme Marie-Christine Marghem, M. Olivier Maingain, n°650/1 du 19 novembre 2010.

19. Proposition de loi modifiant l'article 1057 du Code judiciaire, en ce qui concerne le contenu de l'acte d'appel.

Déposée par Mme Marie-Christine Marghem, M. Olivier Maingain, n°655/1 du 19 novembre 2010.

20. Proposition de loi modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne l'instauration d'une réglementation uniforme relative à l'audition de mineurs.

Déposée par Mme Sabien Lahaye-Battheu, Mme Carina Van Cauter, M. Patrick Dewael, n°779/1 du 6 décembre 2010.

21. Proposition de loi complétant l'article 1107 du Code judiciaire en ce qui concerne le déroulement de l'audience devant la Cour de cassation.

Déposée par Mme Marie-Christine Marghem, M. Olivier Maingain, n°834/1 du 16 décembre 2010.

22. Proposition de loi modifiant le Code judiciaire en vue de l'introduction de l'utilisation de moyens de télécommunication et de la signature électronique dans la procédure judiciaire.

Déposée par M. Renaat Landuyt n°895/1 du 23 décembre 2010.

Avis, n°895/2 du 5 décembre 2011.

Rapporteur(s) : Mme Valérie Déom (**)

23. Proposition de loi complétant le Code judiciaire en ce qui concerne les demandes sur requête unilatérale qui ont trait à la liberté de la presse.

Déposée par M. Dirk Van der Maelen, M. Renaat Landuyt, n°961/1 du 29 décembre 2010.

24. Proposition de loi modifiant le Code judiciaire en vue d'avertir le cité des conséquences de la non-comparution.

Déposée par Mme Sabien Lahaye-Battheu, Mme Carina Van Cauter, M. Patrick Dewael, n°1030/1 du 11 janvier 2011.

25. Proposition de loi modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne les délais d'appel et de pourvoi en cassation.

Déposée par Mme Sabien Lahaye-Battheu, Mme Carina Van Cauter, M. Patrick Dewael, n°1032/1 du 12 janvier 2011.

26. Proposition de loi modifiant la législation relative aux affaires de roulage en ce qui concerne la compétence territoriale du juge.

Déposée par Mme Carina Van Cauter, Mme Sabien Lahaye-Battheu, M. Patrick Dewael, n°1041/1 du 17 janvier 2011.

27. Proposition de loi modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne la requête contradictoire.

Déposée par Mme Carina Van Cauter, Mme Sabien Lahaye-Battheu, M. Patrick Dewael, n°1045/1 du 17 janvier 2011.

28. Proposition de loi modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne l'introduction d'un titre exécutoire européen pour les créances incontestées.

Déposée par Mme Carina Van Cauter, Mme Sabien Lahaye-Battheu, M. Patrick Dewael, M. Herman De Croo, n°1049/1 du 17 janvier 2011.

29. Proposition de loi modifiant l'article 516 du Code judiciaire.

Déposée par Mme Carina Van Cauter, Mme Sabien Lahaye-Battheu, M. Patrick Dewael, M. Herman De Croo, n°1052/1 du 17 janvier 2011.

30. Proposition de loi modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne la comparution personnelle du conducteur d'un véhicule qui n'est pas partie au procès.

Déposée par Mme Sophie De Wit, M. Siegfried Bracke, Mme Kristien Van Vaerenbergh, n°1055/1 du 11 janvier 2011.

31. Proposition de loi instaurant le droit à l'aide juridique gratuite pour les victimes de crimes.

Déposée par M. Bert Schoofs, M. Gerolf Annemans, M. Peter Logghe, n°1123/1 du 26 janvier 2011.

32. Proposition de loi modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne les mesures de contrainte en cas de non-respect des règles relatives à l'hébergement et au droit aux relations personnelles.

Déposée par Mme Sabien Lahaye-Battheu n°1320/1 du 24 mars 2011.

33. Proposition de loi modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne la représentation des cohabitants légaux.

Déposée par Mme Sabien Lahaye-Battheu, Mme Carina Van Cauter, M. Herman De Croo, n°1353/1 du 1 avril 2011.

34. Proposition de loi relative aux listes d'experts à établir par les tribunaux de première instance, les tribunaux du travail et les tribunaux de commerce.

Déposée par M. Bert Schoofs, M. Gerolf Annemans, M. Peter Logghe, n°1642/1 du 30 juin 2011.

35. Proposition de loi modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne les frais de justice.

Déposée par Mme Sonja Becq, M. Raf Terwingen, M. Servais Verherstraeten, n°1644/1 du 30 juin 2011.

36. Proposition de loi modifiant le Code judiciaire en vue d'accorder aux associations le droit d'introduire une action d'intérêt collectif.

Déposée par Mme Muriel Gerkens, M. Stefaan Van Hecke, M. Georges Gilkinet, Mme Zoé Genot, M. Renaat Landuyt, n°1680/1 du 14 juillet 2011.

Addendum, n°1680/2 du 29 novembre 2011.

Avis du Conseil d'État, n°1680/3 du 16 mars 2012.

Rapporteur(s) : Mme Sonja Becq

37. Proposition de loi modifiant les articles 1033 et 1034 du Code judiciaire, en ce qui concerne la procédure sur requête unilatérale.

Déposée par M. Thierry Giet (**), Mme Valérie Déom (**), Mme Özlem Özen, M. Rachid Madrane (**), n°1875/1 du 9 novembre 2011.

38. Proposition de loi modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne la compétence du juge des référés dans les procédures de divorce.

Déposée par Mme Sabien Lahaye-Battheu, Mme Carina Van Cauter, n°1925/1 du 1 décembre 2011.

39. Proposition de loi modifiant le Code judiciaire, visant à promouvoir une publicité minimale lors des ventes judiciaires d'immeubles de gré à gré.

Déposée par M. Anthony Dufrane (**), Mme Karine Lalieux, Mme Linda Musin, Mme Isabelle Emmery, M. Laurent Devin, n°1965/1 du 19 décembre 2011.

Addendum, n°1965/2 du 6 février 2012.

40. Proposition de loi modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne la réouverture de la procédure en matière civile.

Déposée par M. Laurent Louis n°2014/1 du 20 janvier

2012. Avis du Conseil d'État, n°2014/2 du 1 août 2013.

41. Proposition de loi modifiant le Code judiciaire en vue de prévenir toute utilisation abusive de la procédure de saisie en matière de contrefaçon.

Déposée par M. Peter Dedecker, M. Koenraad Degroote, Mme Sophie De Wit, Mme Sarah Smeyers, Mme Kristien Van Vaerenbergh, M. Karel Uyttersprot, n°2029/1 du 31 janvier 2012.

42. Proposition de loi modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne la caution judicatum solvi.

Déposée par M. Kristof Waterschoot n°2184/1 du 10 mai 2012.

43. Proposition de loi modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne le défaut.

Déposée par Mme Sabien Lahaye-Battheu, Mme Carina Van Cauter, n°2326/1 du 4 juillet 2012.

44. Proposition de loi modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne le règlement sur citation.

Déposée par Mme Carina Van Cauter, M. Herman De Croo, Mme Sabien Lahaye-Battheu, n°2403/1 du 10 août 2012.

Addendum, n°2403/2 du 9 novembre 2012.

PROCEDURE PENALE

1. Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne la déclaration de personne lésée, le Titre préliminaire du Code de procédure pénale.

Déposée par M. Renaat Landuyt n°44/1 du 29 juillet 2010.

2. Proposition de loi complétant l'article 17 du Code judiciaire et l'article 3 du titre préliminaire du Code d'instruction criminelle en vue d'instaurer au profit des associations une action d'intérêt collectif.

Déposée par M. Christian Brotcorne n°153/1 du 13 septembre 2010.

Avis du Conseil d'État, n°153/2 du 14 mars 2012.

Rapporteur(s) : Mme Sonja Becq

3. Proposition de loi étendant les possibilités d'écoutes, de prise de connaissance et d'enregistrement de communications et de télécommunications privées visées à l'article 90ter du Code d'instruction criminelle aux infractions de pédopornographie.

Déposée par M. Christian Brotcorne n°158/1 du 14 septembre 2010.

4. Proposition de loi modifiant les dispositions du Code d'instruction criminelle en ce qui concerne la communication des décisions pénales.

Déposée par M. Joseph George, M. Christian Brotcorne, n°173/1 du 17 septembre 2010.

5. Proposition de loi modifiant les articles 21 et 21bis de la loi du 17 avril 1878 contenant le Titre préliminaire du Code de procédure pénale en vue de prévoir un délai de prescription de quinze ans pour certains faits graves commis sur des mineurs d'âge.

Déposée par M. Daniel Bacquelaine, Mme Jacqueline Galant, M. Denis Ducarme, n°246/1 du 1 octobre 2010.

6. Proposition de loi modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne les cours d'assises (II).

Déposée par M. Raf Terwingen, M. Servais Verherstraeten, Mme Liesbeth Van der Auwera, M. Hendrik Bogaert, Mme Sonja Becq, n°253/1 du 1 octobre 2010.

Amendement de M. Raf Terwingen, Mme Sonja Becq, n°253/2 du 13 octobre 2010.

Amendement de M. Raf Terwingen, n°253/3 du 6 septembre 2011.

7. Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne la communication de la décision pénale, les articles 163, 176, 195 et 211 du Code d'instruction criminelle.

Déposée par Mme Laurence Meire, Mme Manuella Senecaut, Mme Özlem Özen, n°280/1 du 5 octobre 2010.

Amendement de M. Thierry Giet (**), n°280/2 du 11 juin 2013.

Addendum, n°280/3 du 21 janvier 2014.

8. Proposition de loi modifiant la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive en vue de prévoir l'arrestation immédiate systématique en cas de condamnation du chef d'infractions d'attentat à la pudeur ou de viol commises sur un mineur de moins de 16 ans.

Déposée par M. Daniel Bacquelaine, Mme Jacqueline Galant, M. Charles Michel, n°290/1 du 5 octobre 2010.

Addendum, n°290/2 du 26 juillet 2011.

9. Proposition de loi modifiant l'article 417 du Code d'instruction criminelle en vue d'assurer l'égalité de traitement au niveau de l'information des parties en cas de pourvoi en cassation.

Déposée par M. Daniel Bacquelaine n°311/1 du 6 octobre 2010.

10. Proposition de loi modifiant la loi du 17 avril 1878 contenant le titre préliminaire du Code de procédure pénale en vue de supprimer la prescription des délits sexuels commis sur des mineurs.

Déposée par M. Renaat Landuyt n°314/1 du 7 octobre 2010.

11. Proposition de loi modifiant la loi du 17 avril 1878 contenant le titre préliminaire du Code de procédure pénale en ce qui concerne le délai de prescription de certains délits commis à l'égard de mineurs.

Déposée par Mme Sabien Lahaye-Battheu, M. Herman De Croo, M. Patrick Dewael, Mme Carina Van Cauter, n°315/1 du 7 octobre 2010.

Rapporteur(s) : Mme Valérie Déom (**), Mme Kristien Van Vaerenbergh

12. Proposition de loi modifiant le titre préliminaire du Code de procédure pénale en ce qui concerne l'incrimination universelle des personnes qui font travailler des enfants à l'étranger.

Déposée par M. Dirk Van der Maelen, M. Hans Bonte, Mme Meryame Kitir, M. Renaat Landuyt, M. Patrick Moriau (**), n°398/1 du 14 octobre 2010.

13. Proposition de loi modifiant la loi du 21 avril 2007 relative à l'internement des personnes atteintes d'un trouble mental en ce qui concerne l'information du conseil de l'interné.

Déposée par M. Raf Terwingen, Mme Sonja Becq, Mme Leen Dierick, Mme Nahima Lanjri, Mme Liesbeth Van der Auwera, M. Stefaan Vercamer, M. Servais Verherstraeten, n°402/1 du 15 octobre 2010.

14. Proposition de loi modifiant le Code d'instruction criminelle et la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive.

Déposée par M. Stefaan Van Hecke, Mme Juliette Boulet, M. Eric Jadot, n°422/1 du 20 octobre 2010.

15. Proposition de loi modifiant l'article 143bis du Code judiciaire.

Déposée par Mme Marie-Christine Marghem, M. Olivier Maingain, n°472/1 du 26 octobre 2010.

16. Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne les circonstances atténuantes et les circonstances aggravantes, la loi du 4 octobre 1867 sur les circonstances atténuantes.

Déposée par M. Raf Terwingen, M. Servais Verherstraeten, n°525/1 du 8 novembre 2010.

17. Proposition de loi insérant un article 61septies dans le Code d'instruction criminelle afin d'organiser un recours contre le refus du juge d'instruction d'autoriser une inhumation ou une incinération.

Déposée par Mme Marie-Christine Marghem n°533/1 du 9 novembre 2010.

18. Proposition de loi modifiant les articles 172, 203 et 373 du Code d'instruction criminelle afin de fixer le point de départ des délais de recours contre les décisions réputées contradictoires.

Déposée par Mme Marie-Christine Marghem n°535/1 du 9 novembre 2010.

19. Proposition de loi rétablissant l'article 134 du Code d'instruction criminelle en vue d'accélérer le traitement de certains dossiers pénaux.

Déposée par M. Daniel Bacquelaine, Mme Jacqueline Galant, n°546/1 du 10 novembre 2010.

20. Proposition de loi modifiant la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive ainsi que la loi du 13 mars 1973 relative à l'indemnité en cas de détention préventive inopérante.

Déposée par Mme Marie-Christine Marghem, Mme Katrin Jadin, Mme Jacqueline Galant, n°547/1 du 10 novembre 2010.

21. Proposition de loi modifiant le Code d'instruction criminelle en ce qui concerne la lecture des procès-verbaux.

Déposée par M. Servais Verherstraeten, M. Raf Terwingen, n°578/1 du 17 novembre 2010.

22. Proposition de loi modifiant la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine en vue de rendre obligatoire le suivi d'une guidance ou d'un traitement en cas de condamnation pour une infraction à caractère sexuel commise sur une personne mineure.

Déposée par M. Daniel Bacquelaine, Mme Jacqueline Galant, Mme Marie-Christine Marghem, M. Philippe Collard, M. Denis Ducarme, Mme Corinne De Permentier, M. Charles Michel, n°608/1 du 18 novembre 2010.

Addendum, n°608/2 du 28 juillet 2011.

23. Proposition de loi modifiant l'article 216bis du Code d'instruction criminelle ainsi que les lois relatives à la police de la circulation routière, coordonnées le 16 mars 1968, en vue de permettre au ministère public de proposer une réponse alternative aux poursuites judiciaires traditionnelles en matière de roulage.

Déposée par Mme Valérie De Bue, Mme Jacqueline Galant, M. Daniel Bacquelaine, n°612/1 du 18 novembre 2010.

24. Proposition de loi modifiant l'article 143bis du Code judiciaire.

Déposée par Mme Marie-Christine Marghem, M. Olivier Maingain, M. Daniel Bacquelaine, Mme Jacqueline Galant, M. Philippe Goffin, M. François-Xavier de Donnea, Mme Corinne De Permentier, n°634/1 du 19 novembre 2010.

25. Proposition de loi modifiant la loi du 17 avril 1878 contenant le titre préliminaire du Code de procédure pénale, en ce qui concerne la prescription de l'action publique pour certaines infractions.

Déposée par M. Gerolf Annemans, M. Peter Logghe, M. Bert Schoofs, n°667/1 du 23 novembre 2010.

26. Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne l'arrestation immédiate, la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive.

Déposée par M. Filip De Man, M. Bert Schoofs, M. Gerolf Annemans, M. Peter Logghe, n°668/1 du 23 novembre 2010.

27. Proposition de loi modifiant le Code d'instruction criminelle en ce qui concerne l'audition des personnes.

Déposée par M. Gerolf Annemans, M. Bert Schoofs, M. Peter Logghe, n°669/1 du 23 novembre 2010.

28. Proposition de loi modifiant la loi du 24 février 1921 concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, psychotropes, désinfectantes ou antiseptiques et des substances pouvant servir à la fabrication illicite de substances stupéfiantes et psychotropes, en ce qui concerne la compétence d'effectuer des perquisitions.

Déposée par M. Filip De Man, M. Bert Schoofs, M. Gerolf Annemans, M. Peter Logghe, n°684/1 du 24 novembre 2010.

29. Proposition de loi modifiant le Code d'instruction criminelle et la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive en ce qui concerne les droits des personnes interrogées.

Déposée par Mme Carina Van Cauter, Mme Sabien Lahaye-Battheu, M. Patrick Dewael, M. Herman De Croo, n°723/1 du 30 novembre 2010.

30. Proposition de loi modifiant la législation en ce qui concerne la procédure de comparution immédiate en matière pénale.

Déposée par M. Bert Schoofs, M. Peter Logghe, M. Filip De Man, M. Gerolf Annemans, Mme Barbara Pas, n°982/1 du 4 janvier 2011.

Addendum, n°982/2 du 14 février 2011.

31. Proposition de loi modifiant le titre préliminaire du Code de procédure pénale en vue de l'incrimination universelle de certaines violations des droits sociaux fondamentaux.

Déposée par M. Dirk Van der Maelen, M. Hans Bonte, Mme Meryame Kitir, M. Renaat Landuyt, n°1025/1 du 13 janvier 2011.

32. Proposition de loi modifiant le Code d'instruction criminelle en ce qui concerne la perception des amendes.

Déposée par Mme Sabien Lahaye-Battheu, Mme Carina Van Cauter, M. Patrick Dewael, n°1029/1 du 12 janvier 2011.

33. Proposition de loi modifiant l'article 136 du Code d'instruction criminelle en ce qui concerne le délai d'instruction.

Déposée par Mme Carina Van Cauter, Mme Sabien Lahaye-Battheu, M. Patrick Dewael, M. Herman De Croo, n°1048/1 du 17 janvier 2011.

34. Proposition de loi modifiant le Code d'instruction criminelle en ce qui concerne le droit d'injonction positive.

Déposée par Mme Carina Van Cauter, Mme Sabien Lahaye-Battheu, M. Patrick Dewael, n°1153/1 du 2 février 2011.

35. Proposition de loi modifiant le Code d'instruction criminelle en vue de rendre possibles la transmission de dénonciations et le dépôt de plaintes par voie électronique.

Déposée par M. Gerolf Annemans, M. Bert Schoofs, M. Peter Logghe, n°1181/1 du 8 février 2011.

36. Proposition de loi modifiant l'article 595 du Code d'instruction criminelle.

Déposée par M. Thierry Giet (**), Mme Valérie Déom (**), M. Rachid Madrane (**), Mme Özlem Özen, M. Renaat Landuyt, M. Raf Terwingen, M. Stefaan Van Hecke, M. Christian Brotcorne, Mme Juliette Boulet, n°1226/1 du 17 février 2011.

37. Proposition de loi modifiant le Code d'instruction criminelle en ce qui concerne l'extinction de l'action publique moyennant le paiement d'une somme d'argent.

Déposée par M. Servais Verherstraeten, Mme Sonja Becq, M. Raf Terwingen, n°1252/1 du 24 février 2011.

38. Proposition de loi modifiant le Code d'instruction criminelle, organisant un recours contre les arrêts de la cour d'assises.

Déposée par Mme Marie-Christine Marghem, M. Thierry Giet (**), n°1270/1 du 1 mars 2011.
Addendum, n°1270/2 du 3 mars 2011.

39. Proposition de loi modifiant la législation relative à l'application des peines, l'emploi des langues, ainsi que le Code judiciaire, concernant l'appel en matière d'application des peines.

Déposée par M. Christian Brotcorne, Mme Carina Van Cauter, n°1506/1 du 26 mai 2011.

Addendum, n°1506/2 du 30 mai 2011.

Rapporteur(s) : M. Renaat Landuyt

40. Proposition de loi modifiant le Code d'instruction criminelle en ce qui concerne la confrontation au travers d'une glace sans tain.

Déposée par M. Bert Schoofs, M. Gerolf Annemans, M. Peter Logghe, Mme Annick Ponthier, M. Filip De Man, M. Tanguy Veys, n°1553/1 du 8 juin 2011.

Addendum, n°1553/2 du 9 juin 2011.

41. Proposition de loi modifiant le Code d'instruction criminelle en ce qui concerne la publicité des transactions.

Déposée par M. Bert Schoofs, M. Gerolf Annemans, M. Peter Logghe, n°1554/1 du 8 juin 2011.

Rapporteur(s) : Mme Sophie De Wit

42. Proposition de loi relative à la notification des décisions pénales.

Déposée par M. Bert Schoofs, M. Peter Logghe, M. Gerolf Annemans, n°1555/1 du 8 juin 2011.

43. Proposition de loi modifiant le Code d'instruction criminelle en ce qui concerne la consultation du casier judiciaire.

Déposée par Mme Nahima Lanjri, M. Raf Terwingen, Mme Leen Dierick, M. Servais Verherstraeten, Mme Sonja Becq, M. Jef Van den Bergh, M. Stefaan De Clerck (**), n°1674/1 du 12 juillet 2011.

Addendum, n°1674/2 du 24 mai 2013.

Avis, n°1674/3 du 10 avril 2014.

44. Proposition de loi modifiant le Code d'instruction criminelle en ce qui concerne la suppression de l'ordonnance requise du juge d'instruction en vue de la localisation d'un GSM.

Déposée par M. Bert Schoofs, M. Gerolf Annemans, M. Peter Logghe, n°1781/1 du 6 octobre 2011.

45. Proposition de loi visant à créer un Registre national des auteurs d'infractions sexuelles au sein du casier judiciaire central.

Déposée par M. Olivier Maingain, M. Damien Thiéry, n°1861/1 du 3 novembre 2011.

Amendement de M. Olivier Maingain, M. Damien Thiéry, n°1861/2 du 17 novembre 2011.

46. Proposition de loi complétant le Code d'instruction criminelle en ce qui concerne l'écoute téléphonique en cas de trafic d'armes.

Déposée par M. Kristof Waterschoot, M. Raf Terwingen, Mme Sonja Becq, M. Roel Deseyn, Mme Liesbeth Van der Auwera, M. Jef Van den Bergh, M. Jenne De Potter, Mme Nathalie Muylle, Mme Bercy Slegers, n°2013/1 du 20 janvier 2012.

47. Proposition de loi instituant une Commission d'évaluation des affaires pénales clôturées.

Déposée par M. Bert Schoofs, M. Gerolf Annemans, M. Peter Logghe, n°2028/1 du 31 janvier 2012.

48. Proposition de résolution visant à promouvoir la communication d'informations au citoyen en vue d'accélérer le déroulement d'enquêtes criminelles en cours.

Déposée par M. Gerolf Annemans, M. Bert Schoofs, M. Peter Logghe, n°2058/1 du 14 février 2012.

49. Proposition de loi insérant, dans le Titre préliminaire du Code de procédure pénale, une deuxième partie concernant les principes généraux de la procédure pénale.

Déposée par Mme Sonja Becq, M. Raf Terwingen, n°2236/1 du 6 juin 2012.

50. Proposition de loi modifiant les articles 216bis et 590 du Code d'instruction criminelle, relative à la transaction pénale.

Déposée par M. Stefaan Van Hecke, Mme Juliette Boulet, Mme Meyrem Almaci, M. Georges Gilkinet, n°2437/1 du 9 octobre 2012.

Rapporteur(s) : Mme Sophie De Wit

51. Proposition de loi modifiant le titre préliminaire du Code de procédure pénale en ce qui concerne la constitution de partie civile.

Déposée par Mme Sabien Lahaye-Battheu, Mme Carina Van Cauter, n°2514/1 du 22 novembre 2012.

52. Proposition de loi modifiant le Code d'instruction criminelle afin de prévoir que les auditions effectuées sans consultation préalable ou assistance d'un avocat ne peuvent servir de preuve aux fins d'une condamnation de la personne interrogée.

Déposée par M. Olivier Maingain, M. Damien Thiéry, M. Bernard Clerfayt, n°2534/1 du 30 novembre 2012.

53. Proposition de loi modifiant la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine.

Déposée par M. Stefaan Van Hecke, Mme Juliette Boulet, M. Fouad Lahssaini, n°2563/1 du 13 décembre 2012.

Rapport de M. Renaat Landuyt, n°2563/2 du 30 janvier 2013.

54. Proposition de loi modifiant le titre préliminaire du Code d'instruction criminelle ainsi que le Code judiciaire, concernant l'égalité des parties au procès pénal.

Déposée par M. Olivier Maingain, M. Damien Thiéry, M. Bernard Clerfayt, n°2666/1 du 22 février 2013.

55. Proposition de loi modifiant la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive.

Déposée par Mme Carina Van Cauter n°2671/1 du 26 février 2013.

56. Proposition de loi portant le délai de prescription pour les crimes non correctionnalisables à 20 ans.

Déposée par M. Charles Michel, Mme Marie-Christine Marghem, M. Philippe Goffin, Mme Jacqueline Galant, M. Denis Ducarme, n°2703/1 du 18 mars 2013.

Addendum, n°2703/2 du 21 mars 2013.

Addendum, n°2703/3 du 28 mars 2013.

57. Proposition de loi modifiant le Code d'instruction criminelle en vue d'améliorer la communication à l'égard de la presse et de la société en matière pénale.

Déposée par Mme Sophie De Wit, M. Koenraad Degroote, Mme Daphné Dumery, Mme Sarah Smeyers, Mme Kristien Van Vaerenbergh, n°2719/1 du 20 mars 2013.

58. Proposition de loi modifiant le Code d'instruction criminelle en vue d'améliorer le contrôle des modalités d'exécution de la peine.

Déposée par Mme Sophie De Wit n°2720/1 du 20 mars 2013.

59. Proposition de loi relative à l'utilisation de la vidéoconférence pour la comparution d'inculpés en détention préventive.

Déposée par M. Koenraad Degroote, Mme Daphné Dumery, Mme Sarah Smeyers, Mme Kristien Van Vaerenbergh, n°3030/1 du 27 septembre 2013.

60. Proposition de loi modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne la conciliation.

Déposée par Mme Sabien Lahaye-Battheu n°3103/1 du 31 octobre 2013.

61. Proposition de loi visant à préserver les droits de la victime dans le cadre de l'exécution de la peine.
Déposée par M. Bert Schoofs, M. Gerolf Annemans, M. Peter Logghe, n°3276/1 du 8 janvier 2014.

62. Proposition de loi modifiant le Code d'instruction criminelle en ce qui concerne la possibilité de transmission d'une maladie contagieuse grave.

Déposée par Mme Carina Van Cauter n°3279/1 du 9 janvier 2014.

Rapport de Mme Sophie De Wit, n°3279/2 du 25 avril 2014.

63. Proposition de loi modifiant le Code d'instruction criminelle en ce qui concerne l'extension de la mini-instruction à la perquisition.

Déposée par M. Carl Devlies, Mme Liesbeth Van der Auwera, Mme Sonja Becq, Mme Carina Van Cauter, n°3281/1 du 9 janvier 2014.

Addendum, n°3281/2 du 16 janvier 2014.

64. Proposition de loi modifiant le Code d'instruction criminelle en ce qui concerne la mini-instruction.

Déposée par M. Renaat Landuyt n°3286/1 du 13 janvier 2014.

65. Proposition de loi complétant le Code d'instruction criminelle en vue de réglementer la procédure de dépistage d'une maladie contagieuse grave transmise lors de la commission d'une infraction.

Déposée par Mme Sonja Becq n°3440/1 du 12 mars 2014.

Rapporteur(s) : Mme Sophie De Wit

66. Proposition de loi modifiant le Code d'instruction criminelle en ce qui concerne l'utilisation de caméras thermiques.

Déposée par M. Frank Wilrycx, Mme Carina Van Cauter, n°3459/1 du 18 mars 2014.

PROPRIETE IMMOBILIERE

1. Proposition de loi instaurant les enchères dématérialisées dans le cadre des ventes publiques d'immeubles.

Déposée par Mme Sarah Smeyers, M. Siegfried Bracke, Mme Sophie De Wit, Mme Kristien Van Vaerenbergh, n°1091/1 du 20 janvier 2011.

2. Proposition de loi modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne la déclaration de command.

Déposée par Mme Sarah Smeyers, Mme Sophie De Wit, Mme Kristien Van Vaerenbergh, M. Koenraad Degroote, n°1960/1 du 15 décembre 2011.

PROSTITUTION

1. Proposition de résolution relative à la reconnaissance d'un statut légal pour les travailleuses et travailleurs du sexe.

Déposée par M. Laurent Louis n°1895/1 du 23 novembre 2011.

2. Proposition de résolution réaffirmant la position abolitionniste de la Belgique en matière de prostitution.

Déposée par Mme Catherine Fonck, Mme Marie-Martine Schyns (**), n°2276/1 du 21 juin 2012.

PROTECTION DE L'ENFANCE

1. Proposition de loi remplaçant l'article 29 de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait.

Déposée par Mme Corinne De Permentier, M. Daniel Bacquelaine, Mme Jacqueline Galant, M. David Clarinval, Mme Valérie De Bue, M. Charles Michel, n°781/1 du 7 décembre 2010.

Addendum, n°781/2 du 26 juillet 2011.

PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE

1. Proposition de résolution sur le droit à l'oubli numérique.

Déposée par Mme Valérie Déom (**), Mme Karine Lalieux, M. Rachid Madrane (**), M. André Frédéric, M. Anthony Dufrane (**), Mme Linda Musin, n°1131/1 du 27 janvier 2011.

2. Proposition de loi modifiant la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, en ce qui concerne les sanctions administratives, la notification de fuites de données, le droit de consultation et les conseillers en sécurité de l'information.

Déposée par Mme Sonja Becq, Mme Nahima Lanjri, M. Jef Van den Bergh, Mme Liesbeth Van der Auwera, M. Roel Deseyn, n°1509/1 du 26 mai 2011.

Addendum, n°1509/2 du 17 septembre 2013.

Rapporteur(s) : M. Philippe Goffin

3. Proposition de résolution visant à garantir le respect de la vie privée et l'intégrité des infrastructures publiques dans le cadre des prises de vues opérées par la firme Google dans le cadre de son programme "Street View".

Déposée par M. Eric Jadot, Mme Meyrem Almaci, Mme Zoé Genot, M. Stefaan Van Hecke, n°1540/1 du 1 juin 2011.

Rapporteur(s) : M. Philippe Goffin

4. Proposition de résolution relative à l'identification par radiofréquence (radio frequency identification, RFID).

Déposée par M. Eric Thiébaud, M. Willem-Frederik Schiltz, M. Roel Deseyn, n°1860/1 du 3 novembre 2011.

Addendum, n°1860/2 du 21 novembre 2012.

5. Proposition de résolution relative à la sécurisation des supports électroniques de données.

Déposée par M. Peter Dedecker, M. Bert Wollants, M. Steven Vandeput, Mme Minneke De Ridder, Mme Kristien Van Vaerenbergh, n°2639/1 du 7 février 2013.

6. Proposition de loi modifiant la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel en ce qui concerne la nomination des membres de la commission de la protection de la vie privée.

Déposée par M. Peter Dedecker, M. Koenraad Degroote, Mme Zuhail Demir, Mme Sophie De Wit, Mme Sarah Smeyers, Mme Kristien Van Vaerenbergh, M. Ben Weyts, n°2881/1 du 12 juin 2013.

Rapporteur(s) : M. Philippe Goffin

PROTECTION DU CONSOMMATEUR

1. Proposition de loi modifiant l'article 1584 du Code civil et prévoyant une condition suspensive obligatoire lors d'une convention de vente d'un bien immobilier.

Déposée par M. Thierry Giet (**), Mme Valérie Déom (**), Mme Özlem Özen, M. André Frédéric, Mme Colette Burgeon, Mme Karine Lalieux, n°1264/1 du 1 mars 2011.

2. Proposition de loi relative au compte de qualité des agents immobiliers.

Déposée par M. Raf Terwingen, Mme Liesbeth Van der Auwera, Mme Leen Dierick, M. Willem-Frederik Schiltz, n°1789/1 du 12 octobre 2011.

Addendum, n°1789/2 du 26 octobre 2011.

Rapporteur(s) : M. Stefaan Van Hecke

3. Proposition de loi modifiant l'article 1649quater du Code civil visant à prolonger la garantie des produits.

Déposée par M. Ronny Balcaen, Mme Meyrem Almaci, n°3558/1 du 16 avril 2014.

RELIGION

1. Proposition de résolution visant à organiser une enquête concernant la possibilité d'interdire le financement des mosquées et des instituts islamiques au moyen de fonds internationaux provenant des milieux fondamentalistes musulmans.

Déposée par M. Filip De Man, M. Bert Schoofs, M. Gerolf Annemans, M. Peter Logghe, n°909/1 du 15 décembre 2010.

2. Proposition de résolution concernant le message dangereux véhiculé par le Coran.

Déposée par M. Filip De Man, M. Bert Schoofs, M. Peter Logghe, M. Gerolf Annemans, n°1147/1 du 1 février 2011.

3. Proposition de loi visant à fixer un critère objectif de répartition du budget finançant les cultes et la laïcité.

Déposée par Mme Zoé Genot, Mme Meyrem Almaci, n°1214/1 du 11 février 2011. Avis du Conseil d'État, n°1214/2 du 3 mai 2011.

4. Proposition de loi modifiant la législation en matière de reconnaissance du culte islamique.
Déposée par M. Filip De Man, M. Bert Schoofs, M. Gerolf Annemans, M. Peter Logghe, n°1327/1 du 28 mars 2011.

5. Proposition de loi réglant le financement des traitements des ministres des cultes reconnues par la loi qui offrent une assistance morale selon une conception philosophique non confessionnelle.
Déposée par Mme Gwendolyn Rutten, Mme Meyrem Almaci, n°1750/1 du 22 septembre 2011.

6. Proposition de loi modifiant la loi du 2 juin 1998 portant création d'un Centre d'Information et d'Avis sur les organisations sectaires nuisibles et d'une Cellule administrative de Coordination de la lutte contre les organisations sectaires nuisibles, afin d'étendre son champ d'application aux sectes thérapeutiques.
Déposée par M. André Frédéric, Mme Manuella Senecaut, Mme Özlem Özen, Mme Laurence Meire, M. André Perpète, n°3288/1 du 13 janvier 2014.

RESPONSABILITE

1. Proposition de loi sur l'action en réparation pour la naissance et l'existence d'êtres humains.
Déposée par Mme Alexandra Colen, M. Bert Schoofs, M. Gerolf Annemans, M. Peter Logghe, n°1117/1 du 26 janvier 2011.

RESSORTISSANT ETRANGER

1. Proposition de loi instituant une banque de données en vue de lutter contre les mariages de complaisance.
Déposée par Mme Nahima Lanjri, Mme Leen Dierick, M. Raf Terwingen, M. Servais Verherstraeten, n°719/1 du 26 novembre 2010.
Rapporteur(s) : Mme Sonja Becq, Mme Rosaline Mouton

2. Proposition de loi modifiant la loi-programme (I) du 24 décembre 2002, en ce qui concerne la tutelle des mineurs étrangers non accompagnés.
Déposée par Mme Myriam Delacroix-Rolin (**) n°1273/1 du 2 mars 2011.

3. Proposition de résolution concernant la problématique des reconnaissances frauduleuses de paternité.
Déposée par M. Gerolf Annemans, M. Bert Schoofs, M. Peter Logghe, n°1813/1 du 17 octobre 2011.

4. Proposition de loi modifiant le Code de la nationalité belge en ce qui concerne la définition de la notion de "séjour légal".
Déposée par M. Bert Schoofs, M. Gerolf Annemans, M. Peter Logghe, n°2084/1 du 27 février 2012.

5. Proposition de loi relative à l'aide juridique en ce qui concerne les étrangers.
Déposée par Mme Karin Temmerman, M. Renaat Landuyt, n°2691/1 du 11 mars 2013.

SANTE PUBLIQUE

1. Proposition de loi modifiant la loi du 26 juin 1990 relative à la protection de la personne des malades mentaux.

Déposée par M. Gerolf Annemans, M. Filip De Man, M. Guy D'haeseleer, M. Bert Schoofs, Mme Rita De Bont, Mme Annick Ponthier, n°1376/1 du 6 avril 2011.

2. Proposition de loi insérant un article 1383/1 dans le Code civil, en ce qui concerne la responsabilité objective de l'autorité publique pour tout dommage causé par la vaccination qu'elle a rendue obligatoire pour l'homme.

Déposée par M. Laurent Louis n°1456/1 du 13 mai 2011.

SECURITE PUBLIQUE

1. Proposition de loi relative à la sécurité et au contrôle des pièces à conviction dangereuses dans les locaux des palais de justice.

Déposée par Mme Marie-Christine Marghem, M. Olivier Maingain, Mme Carina Van Cauter, n°1238/1 du 21 février 2011.

2. Proposition de résolution relative à la lutte contre les chaînes satellitaires, stations de radio et sites Internet islamiques qui diffusent une propagande haineuse anti-occidentale sur le territoire belge et européen.

Déposée par M. Bert Schoofs, M. Hagen Goyvaerts, M. Filip De Man, Mme Alexandra Colen, Mme Rita De Bont, n°1518/1 du 27 mai 2011.

SIGNATURE ELECTRONIQUE

1. Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne la signature des lois et des arrêtés, la loi du 31 mai 1961 relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires.

Déposée par M. Theo Francken, M. Jan Jambon, M. Peter Luykx, Mme Kristien Van Vaerenbergh, n°3055/1 du 9 octobre 2013.

SOCIETE SANS BUT LUCRATIF

1. Proposition de résolution visant à la simplification administrative de la publication au greffe dans le cadre de la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations.

Déposée par M. Daniel Bacquelaine, M. Olivier Maingain, Mme Marie-Christine Marghem, Mme Corinne De Permentier, n°605/1 du 18 novembre 2010.

SYNDICAT

1. Proposition de loi accordant la personnalité juridique aux organisations représentatives des travailleurs et des agents des services publics.

Déposée par M. Guy D'haeseleer, Mme Rita De Bont, Mme Barbara Pas, n°1998/1 du 17 janvier 2012.

TRAFIC DE PERSONNES

1. Proposition de résolution relative à la lutte contre la traite des êtres humains.

Déposée par Mme Nahima Lanjri, Mme Sonja Becq, Mme Leen Dierick, n°327/1 du 8 octobre 2010.

TRANSFEREMENT DE DETENUS

1. Proposition de loi visant à modifier la loi du 23 mai 1990 sur le transfèrement interétatique des personnes condamnées, la reprise et le transfert de la surveillance de personnes condamnées sous condition ou libérées sous condition ainsi que la reprise et le transfert de l'exécution de peines et de mesures privatives de liberté.

Déposée par M. Olivier Maingain, Mme Marie-Christine Marghem, M. Damien Thiéry, Mme Katrin Jadin, n°390/1 du 13 octobre 2010.

TRANSPORT MARITIME

1. Proposition de loi modifiant la loi du 5 juin 1928 portant révision du Code disciplinaire et pénal pour la marine marchande et la pêche maritime.

Déposée par M. Kristof Waterschoot, M. Jenne De Potter, M. Roel Deseyn, Mme Bercy Slegers, M. Jef Van den Bergh, n°2354/1 du 12 juillet 2012.

TRAVAIL

1. Proposition de loi modifiant la loi de principes du 12 janvier 2005 concernant l'administration pénitentiaire ainsi que le statut juridique des détenus, en ce qui concerne l'exercice de travaux d'intérêt général par les détenus pendant leur séjour en prison.

Déposée par M. Laurent Louis n°1551/1 du 8 juin 2011.

TUTELLE

1. Proposition de loi modifiant la législation en ce qui concerne les droits et les devoirs des parents nourriciers.

Déposée par M. Servais Verherstraeten, Mme Sonja Becq, M. Raf Terwingen, Mme Liesbeth Van der Auwera, M. Stefaan Vercamer, n°117/1 du 9 septembre 2010.

Addendum, n°117/2 du 16 novembre 2010.

2. Proposition de loi modifiant le Code civil et la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques afin d'accroître la publicité de la décision portant désignation d'un administrateur provisoire.

Déposée par M. Thierry Giet (**), M. André Frédéric, M. Yvan Mayeur, n°279/1 du 5 octobre 2010.

3. Proposition de loi modifiant la législation réglant le statut des parents nourriciers.

Déposée par Mme Sabien Lahaye-Battheu, Mme Maggie De Block, M. Herman De Croo, Mme Carina Van Cauter, n°941/1 du 21 décembre 2010.

4. Proposition de loi modifiant la législation en ce qui concerne l'interdiction judiciaire et l'assistance d'un conseil judiciaire.

Déposée par Mme Sabien Lahaye-Battheu, Mme Carina Van Cauter, M. Patrick Dewael, n°942/1 du 21 décembre 2010.

5. Proposition de loi modifiant le Code civil et le Code judiciaire en ce qui concerne la protection des biens des personnes totalement ou partiellement incapables d'en assumer la gestion en raison de leur état physique ou mental.

Déposée par Mme Sabien Lahaye-Battheu, Mme Carina Van Cauter, M. Patrick Dewael, n°945/1 du 21 décembre 2010.

6. Proposition de loi modifiant le Code civil en vue de permettre aux déséquilibrés mentaux placés sous administration provisoire de tester moyennant l'autorisation du juge de paix.

Déposée par Mme Sabien Lahaye-Battheu, Mme Carina Van Cauter, M. Patrick Dewael, n°1031/1 du 11 janvier 2011.

UNION CIVILE

1. Proposition de loi modifiant le Code civil en ce qui concerne la notification de la cessation unilatérale de la cohabitation légale.

Déposée par Mme Sabien Lahaye-Battheu, Mme Carina Van Cauter, M. Patrick Dewael, n°1236/1 du 18 février 2011.

UNION LIBRE

1. Proposition de loi modifiant le Code judiciaire, concernant la fixation de résidences séparées pour les cohabitants de fait.

Déposée par M. Philippe Goffin, Mme Sonja Becq, Mme Katrin Jadin, M. Charles Michel, Mme Jacqueline Galant, M. Denis Ducarme, M. Luc Gustin, M. Daniel Bacquelaine, Mme Corinne De Permentier, Mme Marie-Christine Marghem, n°3231/1 du 6 décembre 2013.

Commission de Révision de la Constitution et de la Réforme des Institutions

CHEF D'ETAT

1. Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne les membres de la famille royale, la loi du 2 mai 1995 relative à l'obligation de déposer une liste de mandats, fonctions et professions et une déclaration de patrimoine.

Déposée par Mme Alexandra Colen, Mme Barbara Pas, M. Gerolf Annemans, Mme Rita De Bont, n°1568/1 du 9 juin 2011.

2. Proposition de résolution relative à la limitation du pouvoir de la monarchie belge, à la suppression de certaines prérogatives de la maison royale et à l'abolition pure et simple de la monarchie.

Déposée par Mme Barbara Pas, M. Gerolf Annemans, Mme Rita De Bont, M. Hagen Goyvaerts, n°3031/1 du 24 septembre 2013.

COMMERCE EXTERIEUR

1. Proposition de résolution visant à dénoncer l'accord de coopération relatif à la création de l'Agence pour le commerce extérieur.

Déposée par Mme Rita De Bont, Mme Barbara Pas, M. Gerolf Annemans, n°1016/1 du 10 janvier 2011.

COMMUNAUTE ET REGION

1. Proposition de loi précisant que la Communauté germanophone est habilitée à rendre obligatoires les conventions collectives de travail conclues dans des matières relevant de sa compétence.

Déposée par M. Guy D'haeseleer, Mme Rita De Bont, Mme Barbara Pas, n°1064/1 du 18 janvier 2011.

2. Proposition de loi spéciale modifiant, en ce qui concerne l'utilisation de modèles de formulaires, la loi spéciale du 2 mai 1995 relative à l'obligation de déposer une liste de mandats, fonctions et professions et une déclaration de patrimoine.

Déposée par M. Gerolf Annemans, M. Guy D'haeseleer, Mme Rita De Bont, Mme Barbara Pas, n°1421/1 du 3 mai 2011.

CUMUL DE MANDATS

1. Proposition de loi modifiant la loi du 2 mai 1995 relative à l'obligation de déposer une liste de mandats, fonctions et professions et une déclaration de patrimoine en ce qui concerne les dirigeants d'organisations représentatives de travailleurs et d'employeurs ainsi que les administrateurs de mutualités.

Déposée par Mme Rita De Bont, M. Peter Logghe, M. Hagen Goyvaerts, Mme Barbara Pas, M. Gerolf Annemans, n°1023/1 du 13 janvier 2011.

DROIT PENAL

1. Proposition de loi modifiant la loi du 25 juin 1998 réglant la responsabilité pénale des ministres en ce qui concerne quelques procédures.

Déposée par M. Renaat Landuyt n°39/1 du 29 juillet 2010.

ENSEIGNEMENT

1. Proposition de loi spéciale modifiant la loi du 2 août 1963 sur l'emploi des langues en matière administrative en vue de supprimer la condition de résidence permettant d'accéder à l'enseignement en français organisé dans les communes périphériques.

Déposée par M. Olivier Maingain, M. Damien Thiéry, M. Denis Ducarme, Mme Jacqueline Galant, n°646/1 du 19 novembre 2010.

FONCTION PUBLIQUE

1. Proposition de loi modifiant le décret du 20 juillet 1831 concernant le serment à la mise en vigueur de la monarchie constitutionnelle représentative en ce qui concerne la formule de prestation de serment des membres du personnel des Communautés et des Régions et des membres de gouvernements des Communautés et des Régions.

Déposée par M. Ben Weyts, Mme Daphné Dumery, M. Theo Francken, Mme Kristien Van Vaerenbergh, n°969/1 du 13 décembre 2010.

IMPOT DIRECT

1. Proposition de loi spéciale modifiant la loi spéciale du 2 mai 1995 relative à l'obligation de déposer une liste de mandats, fonctions et professions et une déclaration de patrimoine, en vue d'introduire une déclaration de régularité fiscale.

Déposée par M. Olivier Deleuze (**), Mme Zoé Genot, M. Wouter De Vriendt, Mme Meyrem Almaci, n°272/1 du 5 octobre 2010.

Reprise par Mme Muriel Gerken, le 18 avril 2013 en remplacement de M. Olivier Deleuze (**).

Addendum, n°272/2 du 18 avril 2013.

2. Proposition de loi modifiant la loi du 2 mai 1995 relative à l'obligation de déposer une liste de mandats, fonctions et professions et une déclaration de patrimoine et modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en vue d'étendre l'application du précompte professionnel.

Déposée par M. Olivier Deleuze (**), Mme Zoé Genot, M. Wouter De Vriendt, Mme Meyrem Almaci, M. Georges Gilkinet, M. Stefaan Van Hecke, M. Eric Jadot, Mme Eva Brems, M. Kristof Calvo, n°1108/1 du 21 janvier 2011.

Reprise par Mme Muriel Gerken, le 18 avril 2013 en remplacement de M. Olivier Deleuze (**).

Addendum, n°1108/2 du 18 avril 2013.

INCOMPATIBILITE

1. Proposition de loi spéciale modifiant la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 en ce qui concerne le cumul des mandats.

Déposée par Mme Catherine Fonck n°775/1 du 6 décembre 2010.

JURIDICTION CONSTITUTIONNELLE

1. Proposition de loi spéciale modifiant la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle en vue d'y introduire le système des opinions séparées.

Déposée par M. Olivier Maingain, M. Damien Thiéry, n°1241/1 du 21 février 2011.

MANDAT ELECTIF

1. Proposition de loi modifiant la loi du 2 mai 1995 relative à l'obligation de déposer une liste de mandats, fonctions et professions et une déclaration de patrimoine.

Déposée par M. Joseph George n°3248/1 du 16 décembre 2013.

2. Proposition de loi spéciale modifiant la loi spéciale du 2 mai 1995 relative à l'obligation de déposer une liste de mandats, fonctions et professions et une déclaration de patrimoine.
Déposée par M. Joseph George n°3249/1 du 16 décembre 2013.

ORGANISATION ELECTORALE

1. Proposition de loi spéciale modifiant la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises.
Déposée par Mme Zoé Genot, Mme Eva Brems, Mme Muriel Gerken, n°2330/1 du 5 juillet 2012.

ORGANISATION JUDICIAIRE

1. Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne les juges et les officiers du ministère public, la loi du 2 mai 1995 relative à l'obligation de déposer une liste de mandats, fonctions et professions et une déclaration de patrimoine.
Déposée par M. Renaat Landuyt n°42/1 du 29 juillet 2010.

PARLEMENT NATIONAL

1. Proposition de loi modifiant la loi du 2 mai 1995 relative à l'obligation de déposer une liste de mandats, fonctions et professions et une déclaration de patrimoine, en ce qui concerne la publicité des rémunérations.
Déposée par M. Wouter De Vriendt, M. Olivier Deleuze (**), M. Stefaan Van Hecke, n°318/1 du 7 octobre 2010.
Reprise par Mme Muriel Gerken, le 18 avril 2013 en remplacement de M. Olivier Deleuze (**).
Addendum, n°318/2 du 18 avril 2013.

2. Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne l'utilisation de modèles de formulaires, la loi du 2 mai 1995 relative à l'obligation de déposer une liste de mandats, fonctions et professions et une déclaration de patrimoine.
Déposée par M. Gerolf Annemans, M. Guy D'haeseleer, Mme Rita De Bont, Mme Barbara Pas, n°1422/1 du 3 mai 2011.

3. Proposition de loi modifiant la législation en ce qui concerne la déclaration électronique des mandats.
Déposée par Mme Nathalie Muylle, M. Roel Deseyn, M. Michel Doomst (**), Mme Catherine Fonck, Mme Nahima Lanjri, Mme Bercy Slegers, Mme Karin Temmerman, M. Jef Van den Bergh, M. Stefaan Vercamer, M. Kristof Waterschoot, n°2334/1 du 5 juillet 2012.
Avis, n°2334/2 du 17 janvier 2013.

PARLEMENT REGIONAL

1. Proposition de loi spéciale modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles en ce qui concerne le cumul du mandat du Parlement de la Communauté française, du Parlement wallon, du Parlement flamand et du Parlement bruxellois avec d'autres fonctions.
Déposée par M. Olivier Maingain, M. Damien Thiéry, n°635/1 du 19 novembre 2010.

2. Proposition de loi visant à compléter la loi spéciale du 2 mai 1995 relative à l'obligation de déposer une liste de mandats, fonctions et professions et une déclaration de patrimoine.

Déposée par Mme Kattrin Jadin, M. Joseph George, n°709/1 du 26 novembre 2010.

Addendum, n°709/2 du 2 décembre 2010.

3. Proposition de loi spéciale modifiant la législation spéciale en ce qui concerne la déclaration électronique des mandats.

Déposée par Mme Nathalie Muylle, Mme Leen Dierick, M. Roel Deseyn, M. Michel Doomst (**), Mme Catherine Fonck, Mme Nahima Lanjri, Mme Bercy Slegers, Mme Karin Temmerman, M. Jef Van den Bergh, M. Stefaan Vercamer, n°2333/1 du 5 juillet 2012.

Avis, n°2333/2 du 17 janvier 2013.

PROPAGANDE ELECTORALE

1. Proposition de loi spéciale modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, en ce qui concerne l'affichage électoral et l'information des électeurs.

Déposée par M. Laurent Louis n°1276/1 du 4 mars 2011.

REFORME INSTITUTIONNELLE

1. Proposition de loi spéciale modifiant l'article 49, § 1er, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

Déposée par Mme Gwendolyn Rutten, M. Luk Van Biesen, n°2049/1 du 9 février 2012.

2. Proposition de résolution appelant à l'élaboration d'une nouvelle loi spéciale en vue de faire de Bruxelles une ville-région, et ce, dans la perspective de son avenir de capitale bilingue de la Flandre.

Déposée par M. Gerolf Annemans, Mme Barbara Pas, M. Filip De Man, Mme Rita De Bont, M. Bruno Valkeniers, M. Hagen Goyvaerts, M. Bert Schoofs, Mme Annick Ponthier, M. Peter Logghe, M. Tanguy Veys, n°2649/1 du 19 février 2013.

REGIONALISATION

1. Proposition de loi spéciale modifiant la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises et la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles en ce qui concerne la fixation démocratique des limites territoriales des Régions et des Communautés et organisant une consultation populaire à ce sujet.

Déposée par M. Olivier Maingain, M. François-Xavier de Donnea, M. Damien Thiéry, n°465/1 du 26 octobre 2010.

2. Proposition de loi spéciale modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles en vue du transfert de la compétence relative à la fixation de la formule de prestation de serment.

Déposée par Mme Alexandra Colen, Mme Barbara Pas, M. Gerolf Annemans, Mme Rita De Bont, n°850/1 du 16 décembre 2010.

3. Proposition de loi modifiant le décret du 20 juillet 1831 concernant le serment à la mise en vigueur de la monarchie constitutionnelle représentative.

Déposée par Mme Alexandra Colen n°851/1 du 16 décembre 2010.

4. Proposition de loi spéciale modifiant l'article 4 de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, en ce qui concerne les archives.

Déposée par Mme Barbara Pas, M. Gerolf Annemans, Mme Rita De Bont, n°3152/1 du 26 novembre 2013.

REVISION DE LA CONSTITUTION

1. Révision de la Constitution. Révision de l'article 23 de la Constitution en vue de consacrer le droit à l'eau.

Proposition déposée par Mme Karine Lalieux, M. Dirk Van der Maelen, M. Patrick Moriau (**), n°229/1 du 30 septembre 2010.

2. Révision de la Constitution. Proposition de révision de l'article 63 de la Constitution, en vue d'élire un quart des membres de la Chambre des représentants au sein d'une circonscription électorale fédérale.

Proposition déposée par M. Stefaan Van Hecke, M. Olivier Deleuze (**), Mme Zoé Genot, Mme Muriel Gerkens, M. Georges Gilkinet, Mme Meyrem Almaci, M. Ronny Balcaen, M. Wouter De Vriendt, M. Kristof Calvo, M. Eric Jadot, n°317/1 du 7 octobre 2010.

3. Proposition de révision de l'article 44, alinéa 1er, de la Constitution en vue de limiter les vacances parlementaires à quatre semaines.

Proposition déposée par M. Gerolf Annemans, Mme Rita De Bont, Mme Barbara Pas, n°572/1 du 16 novembre 2010.

4. Proposition de révision de l'article 195 de la Constitution en vue d'adapter la procédure de révision de la Constitution.

Proposition déposée par M. Peter Vanvelthoven n°856/1 du 17 décembre 2010.

5. Proposition de révision de l'article 49 de la Constitution visant à disposer que nul ne peut être simultanément candidat aux élections à la Chambre et au Sénat.

Proposition déposée par M. Peter Vanvelthoven n°858/1 du 17 décembre 2010.

6. Proposition de révision de l'article 117 de la Constitution en vue d'y insérer un alinéa prévoyant que nul ne peut être simultanément candidat aux élections du Parlement fédéral et à celles des parlements de Communauté et de Région.

Proposition déposée par M. Peter Vanvelthoven n°861/1 du 17 décembre 2010.

7. Révision de la Constitution. Proposition de révision de l'article 167, § 1er, alinéa 2, de la Constitution en ce qui concerne la compétence de mener la guerre.

Proposition déposée par M. Dirk Van der Maelen, M. Patrick Moriau (**), M. David Geerts, n°879/1 du 22 décembre 2010.

8. Révision de la Constitution. Révision de l'article 167, § 2, deuxième phrase, de la Constitution afin d'inscrire la possibilité d'organiser une consultation populaire dans le cadre de la procédure d'assentiment aux traités internationaux visés par l'article 34 de la Constitution.

Proposition déposée par M. Daniel Bacquelaine, M. Charles Michel, n°999/1 du 11 janvier 2011.
Addendum, n°999/2 du 26 juillet 2011.

9. Révision de la Constitution. Révision de l'article 195 de la Constitution en ce qui concerne la procédure de révision de la Constitution.

Proposition déposée par M. Filip De Man, Mme Barbara Pas, M. Gerolf Annemans, Mme Rita De Bont, n°1065/1 du 18 janvier 2011.

10. Révision de la Constitution. Proposition de révision de la Constitution en vue d'y insérer un article 39bis relatif à la consultation populaire.

Proposition déposée par M. Daniel Bacquelaine, M. Denis Ducarme, M. Olivier Maingain, M. Charles Michel, n°1159/1 du 2 février 2011.
Addendum, n°1159/2 du 26 juillet 2011.

11. Révision de la Constitution. Proposition de révision des articles 25, 148 et 150 de la Constitution.

Proposition déposée par M. Dirk Van der Maelen n°1182/1 du 8 février 2011.

Amendement de M. Dirk Van der Maelen, n°1182/2 du 19 avril 2012.

12. Proposition de révision de l'article 68 de la Constitution en vue de supprimer l'obligation de se présenter aux urnes.

13. Révision de la Constitution. Révision des articles 43, 67, 68 et 69 de la Constitution en vue d'améliorer la représentation des Belges résidant à l'étranger.

Proposition déposée par M. André Frédéric, M. Patrick Moriau (**), M. Thierry Giet (**), M. Eric Thiébaud, M. Laurent Devin, M. Rachid Madrane (**), n°1464/1 du 17 mai 2011.

14. Proposition de révision de la Constitution complétant l'article 23, afin de consacrer le principe de la neutralité des réseaux Internet.

Proposition déposée par Mme Valérie Déom (**), Mme Karine Lalieux, M. Olivier Henry, M. Laurent Devin, Mme Julie Fernandez Fernandez, M. Anthony Dufrane (**), n°1471/1 du 18 mai 2011.

15. Révision de la Constitution. Révision de l'article 23, alinéa 3, de la Constitution en vue de le compléter par un droit d'accès à l'internet.

Proposition déposée par M. Willem-Frederik Schiltz, M. Luk Van Biesen, n°2046/1 du 8 février 2012.

16. Proposition de révision de la Constitution en vue d'insérer un nouvel article 7ter relatif à la laïcité de l'Etat.

Proposition déposée par M. Olivier Maingain, M. Damien Thiéry, M. Bernard Clerfayt, n°2527/1 du 27 novembre 2012.

17. Proposition de révision de l'article 23, alinéa 3, de la Constitution en vue d'étendre le droit à une vie conforme à la dignité humaine en y incluant le droit à un accès suffisant et neutre à l'internet.

Proposition déposée par M. Roel Deseyn, Mme Sonja Becq, M. Jenne De Potter, Mme Leen Dierick, Mme Nathalie Muylle, M. Raf Terwingen, M. Jef Van den Bergh, Mme Liesbeth Van der Auwera, n°3005/1 du 10 septembre 2013.

18. Révision de la Constitution Révision de l'article 23, alinéa 3, de la Constitution en vue de garantir le droit à la sécurité.

Proposition déposée par M. Charles Michel, M. Daniel Bacquelaine, M. Patrick Dewael, n°3444/1 du 13 mars 2014.

SOUTIEN ECONOMIQUE

1. Proposition de loi spéciale modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles en ce qui concerne la conclusion obligatoire d'un accord de coopération portant création d'un fonds de soutien à l'économie réelle.

Déposée par Mme Christiane Vienne, M. Alain Mathot, Mme Julie Fernandez Fernandez, Mme Karine Lalieux, M. Guy Coëme (**), Mme Linda Musin, M. Yvan Mayeur, Mme Isabelle Emmery, n°2427/1 du 1 octobre 2012.

Reprise par M. Christophe Lacroix, le 6 février 2013 en remplacement de M. Guy Coëme (**).

Addendum, n°2427/2 du 6 février 2013.

Commission des Relations extérieures

ACCORD INTERNATIONAL

1. Proposition de résolution relative à la modification ou à la résiliation des conventions de sécurité sociale avec le Maroc, la Tunisie, l'Algérie, la Turquie et les pays de l'ex-Yougoslavie en vue de mettre un terme à l'exportation d'allocations familiales vers des pays tiers à l'Union européenne.

Déposée par M. Bert Schoofs, M. Peter Logghe, Mme Barbara Pas, Mme Rita De Bont, M. Guy D'haeseleer, n°2759/1 du 18 avril 2013.

2. Proposition de résolution relative aux aspects sanitaires et environnementaux des accords de libre-échange.

Déposée par Mme Christiane Vienne, M. Olivier Henry, M. Philippe Blanchart, M. Patrick Moriau (**), n°2783/1 du 30 avril 2013.

Reprise par Mme Isabelle Emmery, le 12 novembre 2013 en remplacement de M. Patrick Moriau (**).
Addendum, n°2783/2 du 12 novembre 2013.

AIDE AU DEVELOPPEMENT

1. Proposition de résolution relative au renforcement de la coopération au développement en faveur des peuples autochtones.

Déposée par M. Denis Ducarme n°105/1 du 8 septembre 2010.

2. Proposition de résolution relative à l'intensification de la coopération avec Haïti.

Déposée par M. Denis Ducarme n°106/1 du 8 septembre 2010.

3. Proposition de résolution concernant la problématique de la sécurité alimentaire mondiale dans les pays en voie de développement.

Déposée par M. Denis Ducarme n°108/1 du 8 septembre 2010.

4. Proposition de résolution visant à l'annulation immédiate et totale de la dette des pays les moins avancés et des pays pauvres très endettés.

Déposée par M. Patrick Moriau (**), Mme Karine Lalieux, M. André Flahaut, M. Guy Coëme (**), M. Philippe Blanchart, n°111/1 du 9 septembre 2010.

5. Proposition de résolution visant à renforcer l'implication de la Belgique en matière de VIH/sida en Afrique subsaharienne.

Déposée par M. Christian Brotcorne, M. Georges Dallemagne, n°460/1 du 26 octobre 2010.

Addendum, n°460/2 du 18 mai 2012.

6. Proposition de résolution relative à la mise en place du Fonds belge pour la Sécurité alimentaire.

Déposée par M. Patrick Moriau (**), M. David Geerts, M. François-Xavier de Donnea, n°1167/1 du 3 février 2011.

Addendum, n°1167/2 du 14 février 2011.

7. Proposition de résolution visant à promouvoir une utilisation efficace et transparente des moyens financiers des ONG actives dans le domaine de la coopération au développement.

Déposée par M. Bert Schoofs, M. Peter Logghe, Mme Alexandra Colen, n°1300/1 du 17 mars 2011.

8. Proposition de résolution concernant la prise en compte du genre dans la souveraineté alimentaire.

Déposée par Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers, Mme Muriel Gerken, Mme Eva Brems, n°1332/1 du 29 mars 2011.

9. Proposition de résolution relative à l'aide à apporter aux victimes de l'"agent orange" durant la guerre du Vietnam.

Déposée par M. Olivier Henry, M. Philippe Blanchart, Mme Christiane Vienne, M. Vincent Sampaoli, M. Georges Dallemagne, n°1909/1 du 24 novembre 2011.

Addendum, n°1909/2 du 19 juin 2012.

Addendum, n°1909/3 du 25 février 2013.

Addendum, n°1909/4 du 12 novembre 2013.

10. Proposition de résolution sur les accords de partenariat économique (APE).

Déposée par Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers, Mme Eva Brems, Mme Juliette Boulet, n°1946/1 du 8 décembre 2011.

Amendements de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers, Mme Eva Brems, n°1946/2 du 13 juin 2012.

Rapporteur(s) : M. Roel Deseyn

11. Proposition de résolution pour garantir la cohérence des politiques pour le développement.

Déposée par Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers, M. Wouter De Vriendt, n°2776/1 du 26 avril 2013.

AMIANTE

1. Proposition de résolution pour l'interdiction de l'amiante au niveau mondial.

Déposée par M. Georges Dallemagne, Mme Catherine Fonck, Mme Marie-Martine Schyns (**), n°2052/1 du 10 février 2012.

COMMERCE EXTERIEUR

1. Proposition de loi modifiant la loi du 31 août 1939 sur l'Office national du Ducroire.

Déposée par Mme Nathalie Muylle n°47/1 du 3 août 2010.

DESASTRE NATUREL

1. Proposition de résolution en faveur de la création d'une force humanitaire civile et militaire de réaction rapide au sein de l'Union européenne.

Déposée par M. Denis Ducarme n°100/1 du 8 septembre 2010.

2. Proposition de résolution pour la création d'une force humanitaire internationale de réaction rapide sous l'égide de l'ONU en cas de catastrophes naturelles.

Déposée par M. Denis Ducarme n°102/1 du 8 septembre 2010.

DIFFEREND INTERNATIONAL

1. Proposition de résolution relative à l'occupation militaire de Chypre, Etat membre de l'Union européenne, par la Turquie.

Déposée par M. Bert Schoofs, M. Hagen Goyvaerts, Mme Alexandra Colen, M. Peter Logghe, n°1656/1 du 4 juillet 2011.

DROITS DE L'HOMME

1. Proposition de résolution demandant au gouvernement belge d'intensifier son action diplomatique en vue d'obtenir la libération de l'opposante birmane Aung San Suu Kyi.

Déposée par M. Denis Ducarme n°200/1 du 22 septembre 2010.

2. Proposition de résolution relative à la commémoration de la Journée Mandela.

Déposée par M. François-Xavier de Donnea n°434/1 du 21 octobre 2010.

3. Proposition de résolution visant à intensifier l'action de la Belgique en vue de l'abolition universelle de la peine de mort.

Déposée par M. Christian Brotcorne, M. Georges Dallemagne, n°461/1 du 26 octobre 2010.

Addendum, n°461/2 du 18 mai 2012.

4. Proposition de résolution visant à prévenir les "crimes d'honneur".

Déposée par M. Olivier Maingain, M. Daniel Bacquelaine, M. Damien Thiéry, Mme Marie-Christine Marghem, M. Denis Ducarme, n°598/1 du 18 novembre 2010.

5. Proposition de résolution en faveur de la libération du prix Nobel de la Paix 2010, Liu Xiaobo.

Déposée par M. Patrick Moriau (**), M. Philippe Blanchart, M. Bruno Tuybens, n°786/1 du 9 décembre 2010.

6. Proposition de résolution relative à la persécution des chrétiens en Egypte.

Déposée par Mme Alexandra Colen, M. Bert Schoofs, M. Peter Logghe, n°1188/1 du 9 février 2011.

Rapporteur(s) : M. Peter Luykx

7. Proposition de résolution condamnant les actes de lapidation à travers le monde.

Déposée par M. Denis Ducarme, Mme Kattrin Jadin, n°1207/1 du 11 février 2011.

8. Proposition de résolution relative au soutien des mouvements de démocratisation et au respect des droits de l'homme dans les pays arabes.

Déposée par Mme Christiane Vienne, M. Patrick Moriau (**), M. Guy Coëme (**), M. Philippe Blanchart, n°1228/1 du 17 février 2011.

9. Proposition de résolution visant à engager la procédure en vue de suspendre la Libye en tant que membre du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies et d'instaurer un embargo.

Déposée par Mme Eva Brems, Mme Juliette Boulet, M. Bruno Tuybens, n°1248/1 du 24 février 2011.

Rapporteur(s) : Mme Christiane Vienne

10. Proposition de résolution relative à la 16e session du Conseil des droits de l'homme de l'ONU.

Déposée par Mme Gwendolyn Rutten, M. Patrick Dewael, M. Herman De Croo, M. Mathias De Clercq, M. Peter Luykx, M. Bruno Tuybens, M. Stefaan Vercamer, M. Christian Brotcorne, M. Daniel Bacquelaine, M. Philippe Blanchart, n°1249/1 du 24 février 2011.

Rapporteur(s) : Mme Christiane Vienne

11. Proposition de résolution concernant le soulèvement en Libye.

Déposée par Mme Gwendolyn Rutten, M. Patrick Dewael, M. Herman De Croo, M. Mathias De Clercq, M. Peter Luykx, M. Bruno Tuybens, M. Stefaan Vercamer, M. Christian Brotcorne, M. Daniel Bacquelaine, M. Philippe Blanchart, n°1250/1 du 24 février 2011.

Rapporteur(s) : Mme Christiane Vienne

12. Proposition de résolution demandant à la prise de sanctions à l'encontre de la Grande Jamahiriya arabe libyenne populaire socialiste (Libye).

Déposée par Mme Alexandra Colen, M. Peter Logghe, M. Bert Schoofs, n°1251/1 du 24 février 2011.

Amendements de Mme Alexandra Colen, n°1251/2 du 28 février 2011.

Rapporteur(s) : Mme Christiane Vienne

13. Proposition de résolution pour la protection de la communauté chrétienne au Proche-Orient et Moyen-Orient, en particulier en Iraq.

Déposée par M. Denis Ducarme n°1288/1 du 15 mars 2011.

Amendements de Mme Christiane Vienne, M. Patrick Moriau (**), M. Anthony Dufrane (**), n°1288/2 du 5 juillet 2011.

Amendements de Mme Eva Brems, n°1288/3 du 25 janvier 2012.

Rapporteur(s) : M. Peter Luykx, M. Philippe Blanchart

14. Proposition de résolution visant à développer une politique et une stratégie européenne des Roms visant à faciliter leur intégration.

Déposée par M. Denis Ducarme n°1292/1 du 15 mars 2011.

15. Proposition de résolution sur la question du Tibet.

Déposée par M. Gerolf Annemans, M. Hagen Goyvaerts, M. Bert Schoofs, M. Peter Logghe, Mme Alexandra Colen, n°1317/1 du 24 mars 2011.

16. Proposition de résolution relative au génocide des Arméniens de Turquie en 1915.

Déposée par M. Bert Schoofs, Mme Alexandra Colen, M. Peter Logghe, n°1517/1 du 27 mai 2011.

17. Proposition de résolution sur la reconnaissance des principes de Yogyakarta relatifs à l'application des droits de l'homme en matière d'orientation sexuelle et d'identité de genre.

Déposée par Mme Meyrem Almaci, Mme Zoé Genot, n°1549/1 du 7 juin 2011.

18. Proposition de résolution relative aux excès de compétence de la Cour européenne des droits de l'homme.

Déposée par M. Bert Schoofs, Mme Alexandra Colen, M. Peter Logghe, n°1949/1 du 12 décembre 2011.

19. Proposition de résolution relative à la situation en Syrie.

Déposée par Mme Els Demol, M. Peter Luykx, Mme Ingeborg De Meulemeester, Mme Daphné Dumery, n°2092/1 du 1 mars 2012.

20. Proposition de résolution visant à reconnaître le génocide perpétré dans l'Etat indépendant du Congo par le roi Léopold II et ses représentants entre 1885 et 1908, à condamner le régime du travail forcé mis en place durant cette période par le roi des Belges et à reconnaître les crimes commis par la Belgique durant la colonisation.

Déposée par M. Laurent Louis n°2114/1 du 19 mars 2012.

21. Proposition de résolution concernant l'interception et le sauvetage en mer de demandeurs d'asile, de migrants irréguliers et de réfugiés.

Déposée par Mme Daphné Dumery, Mme Sarah Smeyers, M. Theo Francken, n°2167/1 du 24 avril 2012.

Rapporteur(s) : Mme Ingeborg De Meulemeester

22. Proposition de résolution visant à lutter contre la discrimination à l'égard des hétérosexuels en Ouganda.

Déposée par M. Bruno Tuybens n°2379/1 du 18 juillet 2012.

23. Proposition de résolution relative à la situation des droits de l'Homme au Belarus.

Déposée par Mme Christiane Vienne, M. Guy Coëme (**), M. Patrick Moriau (**), n°2416/1 du 19 septembre 2012.

Reprise par M. Olivier Henry, le 25 février 2013 en remplacement de M. Guy Coëme (**).

Addendum, n°2416/2 du 25 février 2013.

24. Proposition de loi portant création d'un Institut des Droits de l'homme.

Déposée par M. Bruno Tuybens, M. Georges Dallemagne, M. François-Xavier de Donnea, n°2946/1 du 10 juillet 2013.

25. Proposition de résolution relative à la situation à Djibouti.

Déposée par M. Mohammed Jabour, M. Philippe Blanchart, Mme Christiane Vienne, M. Olivier Henry, n°3029/1 du 25 septembre 2013.

DROITS DE LA FEMME

1. Proposition de résolution visant à condamner les mutilations sexuelles infligées aux femmes.

Déposée par M. Denis Ducarme n°1197/1 du 10 février 2011.

2. Proposition de résolution relative à la condamnation de l'utilisation du viol comme arme de guerre.

Déposée par M. Denis Ducarme n°1293/1 du 16 mars 2011.

EGALITE HOMME-FEMME

1. Proposition de résolution visant à réaffirmer le principe d'égalité entre les femmes et les hommes et la nécessité de poursuivre sa mise en œuvre au sein des pays de l'Union européenne.

Déposée par Mme Christiane Vienne, Mme Laurence Meire, M. Patrick Moriau (**), M. Olivier Henry, n°2726/1 du 27 mars 2013.

ELECTION

1. Proposition de résolution relative aux suspicions de fraude lors des élections présidentielles en République démocratique du Congo du 28 novembre 2011.

Déposée par M. Olivier Maingain, M. Damien Thiéry, M. Bernard Clerfayt, n°2196/1 du 15 mai 2012.

ETAT

1. Proposition de résolution relative à la déclaration d'indépendance du Sud-Soudan prévue pour le 9 juillet et à la reconnaissance de cette indépendance par la Belgique.

Déposée par M. Dirk Van der Maelen, M. François-Xavier de Donnea, M. Patrick Dewael, M. Herman De Croo, Mme Eva Brems, n°1659/1 du 5 juillet 2011.

Addendum, n°1659/2 du 6 juillet 2011.

2. Proposition de résolution en vue de la reconnaissance de la République du Sud-Soudan par la Belgique.

Déposée par Mme Ingeborg De Meulemeester, M. Peter Luykx, Mme Els Demol, Mme Daphné Dumery, n°1720/1 du 19 août 2011.

3. Proposition de résolution visant à reconnaître Taïwan (République de Chine) comme un Etat indépendant et à soutenir les efforts déployés par Taïwan pour devenir membre des organisations internationales auxquelles la Belgique est partie.

Déposée par M. Bert Schoofs, Mme Alexandra Colen, Mme Annick Ponthier, M. Bruno Valkeniers, n°2065/1 du 15 février 2012.

IMMUNITE DIPLOMATIQUE

1. Proposition de résolution visant à prévenir l'utilisation abusive de l'immunité diplomatique.

Déposée par Mme Alexandra Colen, M. Peter Logghe, M. Bert Schoofs, n°1012/1 du 15 décembre 2010.

INFORMATIQUE

1. Proposition de résolution concernant la lutte contre les cyberattaques et les cyberguerres.
Déposée par M. Denis Ducarme, M. David Clarinval, n°1289/1 du 15 mars 2011.

INTERNET

1. Proposition de résolution visant à développer les fonctionnalités du site "mybelgium.be" pour les Belges de l'étranger.
Déposée par M. Denis Ducarme n°139/1 du 13 septembre 2010.

MAINTIEN DE LA PAIX

1. Proposition de résolution relative à la non-prolifération des armes nucléaires et au Traité sur la non-prolifération.
Déposée par Mme Nathalie Muylle, M. Gerald Kindermans, M. François-Xavier de Donnea, M. Christian Brotcorne, M. Herman De Croo, M. Willem-Frederik Schiltz, M. Jan Jambon, n°115/1 du 9 septembre 2010.
Addendum, n°115/2 du 28 octobre 2010.
Addendum, n°115/3 du 23 décembre 2010.
Addendum, n°115/4 du 8 juin 2012.
Rapporteur(s) : M. Peter Luykx

2. Proposition de résolution relative au désarmement et à la non-prolifération nucléaires.
Déposée par M. Dirk Van der Maelen, M. Bruno Tuybens, M. David Geerts, Mme Eva Brems, M. Eric Jadot, n°1287/1 du 15 mars 2011.
Rapporteur(s) : M. Peter Luykx

3. Proposition de résolution visant à la reconnaissance, par la Belgique, de l'Etat palestinien indépendant dans les frontières d'avant 1967.
Déposée par M. Dirk Van der Maelen, Mme Eva Brems, Mme Juliette Boulet, M. Patrick Moriau (**), n°1406/1 du 28 avril 2011.
Addendum, n°1406/2 du 18 mai 2011.
Addendum, n°1406/3 du 12 juillet 2011.

4. Proposition de résolution sur l'Irak.
Déposée par M. Patrick Moriau (**) n°2909/1 du 26 juin 2013.

MIGRATION

1. Proposition de résolution relative à l'initiative Nansen et aux migrations dues aux changements climatiques et environnementaux.
Déposée par Mme Juliette Boulet, Mme Eva Brems, M. Eric Jadot, M. Kristof Calvo, n°3215/1 du 28 novembre 2013.

ORGANISATION INTERNATIONALE

1. Proposition de résolution relative aux prestations contre la désignation, par l'Organisation mondiale de la santé, de Taiwan comme province de la République populaire de Chine.

Déposée par M. Bert Schoofs, Mme Alexandra Colen, M. Peter Logghe, M. Bruno Valkeniers, n°1854/1 du 27 octobre 2011.

PATRIMOINE CULTUREL

1. Proposition de résolution demandant au gouvernement fédéral de dénoncer l'inscription par la France de la corrida dans son inventaire culturel des biens immatériels du patrimoine.

Déposée par M. Laurent Louis n°1589/1 du 14 juin 2011.

PERSONNEL DE SERVICE

1. Proposition de résolution relative à la ratification de la convention de l'OIT sur les travailleurs domestiques.

Déposée par Mme Eva Brems, Mme Juliette Boulet, n°1823/1 du 18 octobre 2011.

POLITIQUE EXTERIEURE

1. Proposition de résolution relative aux efforts internationaux déployés en Afghanistan et dans l'ensemble de la région.

Déposée par M. Dirk Van der Maelen, M. David Geerts, M. Patrick Moriau (**), n°1534/1 du 1 juin 2011.

Addendum, n°1534/2 du 29 juin 2011.

Amendements de M. Patrick Moriau (**), M. Philippe Blanchart, n°1534/3 du 12 juillet 2011.

2. Proposition de résolution relative au retrait de la Belgique des opérations militaires menées en Libye.

Déposée par M. Laurent Louis n°1586/1 du 14 juin 2011.

3. Proposition de résolution relative à la réduction de l'engagement militaire belge en Afghanistan.

Déposée par M. Theo Francken, M. Bert Maertens, M. Jan Jambon, Mme Karolien Grosemans, M. Peter Luykx, M. Siegfried Bracke, n°1677/1 du 13 juillet 2011.

4. Proposition de résolution relative à l'Afghanistan.

Déposée par M. Wouter De Vriendt, Mme Juliette Boulet, n°1686/1 du 14 juillet 2011.

5. Proposition de résolution relative à la transition en Afghanistan.

Déposée par Mme Alexandra Colen, M. Gerolf Annemans, Mme Annick Ponthier, M. Filip De Man, M. Tanguy Veys, M. Bert Schoofs, M. Peter Logghe, n°1687/1 du 18 juillet 2011.

6. Proposition de résolution sur le rehaussement du statut de la représentation palestinienne en Belgique.

Déposée par M. Christian Brotcorne, M. Patrick Moriau (**), Mme Eva Brems, M. Dirk Van der Maelen, n°1760/1 du 26 septembre 2011.

Addendum, n°1760/2 du 6 octobre 2011.

Addendum, n°1760/3 du 11 octobre 2011.

Addendum, n°1760/4 du 17 octobre 2011.

7. Proposition de résolution sur l'Iran, son programme nucléaire et les sanctions à son égard.

Déposée par Mme Eva Brems, Mme Juliette Boulet, n°2134/1 du 29 mars 2012.

8. Proposition de résolution relative au rehaussement des relations économiques entre l'Union européenne et Israël.

Déposée par Mme Juliette Boulet, Mme Eva Brems, n°2135/1 du 29 mars 2012.

9. Proposition de résolution relative aux relations entre, d'une part, le Royaume de Belgique et l'Union européenne, et, d'autre part, la République populaire de Chine, en ce qui concerne la coopération économique, les conditions de travail, les responsabilités internationales et les droits de l'homme.

Déposée par Mme Eva Brems, Mme Juliette Boulet, n°2518/1 du 22 novembre 2012.

Rapporteur(s) : Mme Christiane Vienne

10. Proposition de résolution relative au processus de paix au Proche-Orient et à la libération des prisonniers politiques palestiniens.

Déposée par M. Mohammed Jabour, M. Patrick Moriau (**), M. Olivier Henry, Mme Isabelle Emmery, n°2632/1 du 7 février 2013.

11. Proposition de résolution relative au suivi et au respect de l'accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la république démocratique du Congo et la région des Grands Lacs.

Déposée par M. Peter Luykx, Mme Ingeborg De Meulemeester, Mme Daphné Dumery, Mme Els Demol, n°2724/1 du 23 mars 2013.

Amendement de Mme Eva Brems, Mme Juliette Boulet, n°2724/2 du 11 juin 2013.

Rapporteur(s) : M. Herman De Croo

12. Proposition de résolution relative à l'exclusion des produits culturels du futur accord de Partenariat de commerce et d'investissement entre l'Union européenne et les Etats-Unis d'Amérique.

Déposée par Mme Juliette Boulet, Mme Muriel Gerkens, M. Stefaan Van Hecke, Mme Eva Brems, Mme Zoé Genot, M. Georges Gilkinet, n°2884/1 du 13 juin 2013.

13. Proposition de résolution relative au soutien au processus de paix au Nagorny Karabakh.

Déposée par M. Patrick Moriau (**), M. Philippe Blanchart, n°2900/1 du 21 juin 2013.

PROTECTION DE L'ENFANCE

1. Proposition de résolution relative à la lutte contre la violence quotidienne envers les enfants dans les pays en développement.

Déposée par M. Christian Brotcorne n°1136/1 du 27 janvier 2011.

PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

1. Proposition de résolution relative au développement d'une gouvernance mondiale des mers et des océans.

Déposée par M. Denis Ducarme n°1190/1 du 9 février 2011.

2. Proposition de résolution relative à la réparation des dommages causés par la catastrophe de Bhopal en Inde.

Déposée par Mme Muriel Gerken, M. Wouter De Vriendt, Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers, n°1244/1 du 22 février 2011.

QUESTION DU KURDISTAN

1. Proposition de résolution en faveur de la reconnaissance de la campagne "Al-Anfal" (1987-1989) en tant que génocide contre les Kurdes ou du "génocide kurde".

Déposée par Mme Ingeborg De Meulemeester, Mme Daphné Dumery, Mme Els Demol, Mme Zuhail Demir, n°3475/1 du 20 mars 2014.

RESOLUTION DU PARLEMENT

1. Proposition de résolution concernant le rôle que doit jouer l'Union européenne dans la relance du processus de paix au Proche-Orient.

Déposée par Mme Corinne De Permentier, M. Denis Ducarme, n°3108/1 du 5 novembre 2013.

TURQUIE

1. Proposition de résolution relative à la situation en Turquie.

Déposée par M. Peter Luykx, Mme Els Demol, Mme Daphné Dumery, Mme Ingeborg De Meulemeester, n°2883/1 du 12 juin 2013.

UKRAINE

1. Proposition de résolution relative à la commémoration du 80e anniversaire de la grande famine en Ukraine (1932-1933) "Holodomor".

Déposée par M. Georges Dallemagne n°3295/1 du 16 janvier 2014.

UNION EUROPEENNE

1. Proposition de résolution relative à la définition et au développement d'une politique spécifique pour les citoyens européens établis hors de leur pays d'origine, en tant que priorité de la présidence belge de l'Union européenne en 2010.

Déposée par M. Denis Ducarme, Mme Corinne De Permentier, n°141/1 du 13 septembre 2010.

2. Proposition de résolution visant à développer une politique européenne en faveur des otages détenus à l'étranger.

Déposée par M. Denis Ducarme n°826/1 du 15 décembre 2010.

3. Proposition de résolution concernant l'implication du Parlement fédéral dans la mise en œuvre de la Stratégie UE2020 et la gouvernance économique.

Déposée par Mme Muriel Gerken, Mme Meyrem Almaci, M. Georges Gilkinet, n°1297/1 du 16 mars 2011.

Amendements de Mme Muriel Gerken, Mme Eva Brems, Mme Juliette Boulet, M. Georges Gilkinet, n°1297/2 du 13 juin 2012.

4. Proposition de résolution concernant l'organisation d'une consultation populaire sur le Traité sur la stabilité, la Coordination et la gouvernance dans l'Union économique et monétaire.

Déposée par Mme Zoé Genot, M. Georges Gilkinet, Mme Juliette Boulet, Mme Muriel Gerken, n°2105/1 du 14 mars 2012.

5. Proposition de résolution relative au Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire.

Déposée par M. Georges Gilkinet, M. Stefaan Van Hecke, Mme Muriel Gerken, n°2180/1 du 9 mai 2012.

6. Proposition de résolution relative au besoin d'une stratégie de croissance et d'emploi à l'échelle de l'Union européenne.

Déposée par M. Olivier Henry, Mme Christiane Vienne, M. Guy Coëme (**), M. Dirk Van der Maelen, Mme Karin Temmerman, M. Bruno Tuybens, n°2205/1 du 22 mai 2012.

Reprise par M. Christophe Lacroix, le 21 février 2013 en remplacement de M. Guy Coëme (**).

Addendum, n°2205/2 du 24 mai 2012.

Addendum, n°2205/3 du 21 février 2013.

7. Proposition de résolution demandant l'instauration au niveau européen de droits sociaux et environnementaux dans le Code des douanes communautaire.

Déposée par Mme Muriel Gerken, M. Stefaan Van Hecke, M. Georges Gilkinet, Mme Zoé Genot, n°2212/1 du 24 mai 2012.

8. Proposition de résolution pour la création d'un cadre européen de négociation des Etats membres concernés par la restructuration d'une entreprise multinationale.

Déposée par Mme Muriel Gerken, M. Stefaan Van Hecke, n°2467/1 du 24 octobre 2012.

VIOLENCE DOMESTIQUE

1. Proposition de résolution relative à la signature et à la ratification de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique. Déposée par Mme Eva Brems, Mme Juliette Boulet, n°1822/1 du 18 octobre 2011.

Commission de la Santé publique, de l'Environnement et du Renouveau de la Société**ADMINISTRATION ELECTRONIQUE**

1. Proposition de résolution concernant le dossier social électronique. Déposée par Mme Sarah Smeyers, Mme Karolien Grosemans, Mme Nadia Sminate, Mme Reinilde Van Moer, Mme Ingeborg De Meulemeester, M. Bert Maertens, n°3312/1 du 23 janvier 2014.

AIDE SOCIALE

1. Proposition de loi modifiant l'article 57 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale.

Déposée par M. Christian Brotcorne n°72/1 du 9 août 2010.

2. Proposition de résolution visant à créer un dispositif de veille et d'urgence sociale via la création d'un numéro d'appel téléphonique : le 115.

Déposée par M. Yvan Mayeur, Mme Marie-Claire Lambert, M. André Frédéric, n°225/1 du 29 septembre 2010.

3. Proposition de loi modifiant la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale en ce qui concerne la prime d'intégration professionnelle pour les bénéficiaires du revenu d'intégration occupés à temps partiel.

Déposée par Mme Meryame Kitir n°1083/1 du 19 janvier 2011.

4. Proposition de loi modifiant la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale en vue d'augmenter l'intervention financière de l'Etat dans le revenu d'intégration.

Déposée par Mme Zoé Genot, M. Wouter De Vriendt, Mme Muriel Gerken, Mme Eva Brems, M. Georges Gilkinet, Mme Meyrem Almaci, n°1164/1 du 3 février 2011.

5. Proposition de loi modifiant la législation afin de prévenir les abus en matière de revenu d'intégration.

Déposée par Mme Sabien Lahaye-Battheu n°1261/1 du 25 février 2011.

6. Proposition de loi introduisant un baromètre de l'intégration dans la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale.

Déposée par M. Mathias De Clercq, Mme Sabien Lahaye-Battheu, Mme Maggie De Block, n°1310/1 du 23 mars 2011.

7. Proposition de résolution exhortant le gouvernement à élaborer d'urgence des initiatives et des mesures législatives nationales et internationales visant à permettre aux services des CPAS de mener une véritable enquête patrimoniale relative aux propriétés détenues à l'étranger par des personnes qui demandent le revenu d'intégration.

Déposée par M. Bert Schoofs, M. Filip De Man, Mme Rita De Bont, M. Guy D'haeseleer, Mme Annick Ponthier, n°1535/1 du 27 mai 2011.

8. Proposition de loi modifiant la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale en ce qui concerne l'exigence de la connaissance de la langue pour pouvoir bénéficier du droit à l'intégration sociale.

Déposée par Mme Rita De Bont, M. Guy D'haeseleer, Mme Annick Ponthier, n°1560/1 du 8 juin 2011.

9. Proposition de résolution relative à la création de services d'inspection régionaux des centres publics d'action sociale.

Déposée par M. Gerolf Annemans, M. Guy D'haeseleer, Mme Rita De Bont, Mme Barbara Pas, n°1845/1 du 25 octobre 2011.

10. Proposition de loi modifiant la loi du 26 mai 2002 relative au droit à l'intégration sociale.

Déposée par M. Yvan Mayeur n°2637/1 du 8 février 2013.

ALCOOLISME

1. Proposition de résolution relative à la consommation d'alcool.

Déposée par Mme Valérie De Bue, Mme Kattrin Jadin, M. Daniel Bacquelaïne, M. Damien Thiéry, n°354/1 du 12 octobre 2010.

2. Proposition de résolution relative à la mise en place d'une politique adaptée dans le cadre de la lutte contre la consommation abusive d'alcool.

Déposée par Mme Valérie De Bue, M. Damien Thiéry, n°1902/1 du 23 novembre 2011.

3. Proposition de résolution visant à lutter contre l'alcoolorexie et l'alcoolisme en demandant, d'une part, l'augmentation de l'âge minimum d'autorisation de vente d'alcool aux mineurs et de l'âge minimum de consommation d'alcool chez les jeunes, et, d'autre part, le durcissement des conditions des stratégies de marketing des alcooliers.

Déposée par M. Laurent Louis n°1908/1 du 24 novembre 2011.

ANIMAL DOMESTIQUE

1. Proposition de résolution visant à améliorer la sociabilisation des chiens dans la société.

Déposée par M. Patrick Moriau (**), Mme Linda Musin, M. Philippe Blanchart, M. Rachid Madrane (**), M. Eric Thiébaud, M. André Frédéric, n°174/1 du 20 septembre 2010.

2. Proposition de résolution relative à l'éducation canine et à l'agrément des centres de dressage, en vue de limiter le nombre d'accidents.

Déposée par M. Daniel Bacquelaine, Mme Katrin Jadin, M. Damien Thiéry, n°284/1 du 5 octobre 2010.

ARMÉE

1. Proposition de loi accordant des avantages sociaux aux vétérans.

Déposée par M. Denis Ducarme n°3411/1 du 27 février 2014.

2. Proposition de loi modifiant la loi du 8 août 1981 portant création de l'Institut national des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre ainsi que du Conseil supérieur des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre et l'arrêté royal du 22 juin 1983 portant statut de reconnaissance nationale en faveur des membres du corps expéditionnaire pour la Corée.

Déposée par M. Denis Ducarme n°3412/1 du 27 février 2014.

ASSURANCE MALADIE

1. Proposition de loi modifiant la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994.

Déposée par M. Daniel Bacquelaine, M. Damien Thiéry, n°337/1 du 8 octobre 2010.

2. Proposition de résolution visant une meilleure prise en charge de l'orthodontie.

Déposée par Mme Jacqueline Galant, M. Daniel Bacquelaine, M. Damien Thiéry, n°361/1 du 12 octobre 2010.

3. Proposition de loi relative à la représentation des maisons de repos, des maisons de repos et de soins et des organismes assureurs au sein de la Commission de convention.

Déposée par Mme Ine Somers, Mme Carina Van Cauter, Mme Gwendolyn Rutten, M. Herman De Croo, n°730/1 du 30 novembre 2010.

4. Proposition de loi modifiant la loi du 14 juillet 1994 relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, renforçant l'accessibilité aux soins de santé.

Déposée par Mme Muriel Gerken, M. Wouter De Vriendt, M. Georges Gilkinet, n°997/1 du 10 janvier 2011.

5. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 1er avril 2007 fixant les conditions d'octroi de l'intervention majorée de l'assurance visée à l'article 37, §§ 1er et 19 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnées le 14 juillet 1994, et instaurant le statut OMNIO.

Déposée par Mme Meryame Kitir n°1067/1 du 18 janvier 2011.

6. Proposition de loi modifiant la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, en ce qui concerne la lutte contre l'obésité.

Déposée par Mme Maggie De Block, M. Mathias De Clercq, Mme Gwendolyn Rutten, n°1803/1 du 13 octobre 2011.

Reprise par Mme Ine Somers, le 22 décembre 2011 en remplacement de Mme Maggie De Block.

Addendum, n°1803/2 du 22 décembre 2011.

7. Proposition de loi modifiant la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994, en ce qui concerne la vente de médicaments bon marché.

Déposée par M. Manu Beuselinck (**) n°1968/1 du 21 décembre 2011.

BIEN-ETRE DES ANIMAUX

1. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 27 avril 2007 portant les conditions d'agrément des établissements pour animaux et portant les conditions de commercialisation des animaux.

Déposée par Mme Rita De Bont, M. Guy D'haeseleer, Mme Annick Ponthier, n°580/1 du 17 novembre 2010.

2. Proposition de résolution relative au bien-être animal.

Déposée par M. Laurent Louis n°1557/1 du 8 juin 2011.

3. Proposition de résolution relative à l'amélioration du contrôle du bien-être animal.

Déposée par Mme Rita De Bont, Mme Annick Ponthier, n°1893/1 du 22 novembre 2011.

4. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 27 avril 2007 portant les conditions d'agrément des établissements pour animaux et portant les conditions de commercialisation des animaux.

Déposée par Mme Maya Detiège n°2679/1 du 1 mars 2013.

5. Proposition de loi modifiant la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux en ce qui concerne la saisie.

Déposée par Mme Rita De Bont, M. Guy D'haeseleer, Mme Annick Ponthier, M. Bert Schoofs, n°3013/1 du 20 septembre 2013.

6. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 27 avril 2007 portant les conditions d'agrément des établissements pour animaux et portant les conditions de commercialisation des animaux.

Déposée par Mme Rita De Bont, M. Guy D'haeseleer, Mme Annick Ponthier, n°3447/1 du 13 mars 2014.

BIOETHIQUE

1. Proposition de loi relative aux expérimentations thérapeutiques impliquant des femmes enceintes et allaitantes.

Déposée par M. Daniel Bacquelaine, M. Damien Thiéry, n°784/1 du 8 décembre 2010.

2. Proposition de loi portant organisation des centres de maternité de substitution.

Déposée par Mme Myriam Vanlerberghe (**), M. Renaat Landuyt, Mme Maya Detiège, n°1453/1 du 12 mai 2011.

3. Proposition de loi modifiant la loi du 6 juillet 2007 relative à la procréation médicalement assistée et à la destination des embryons surnuméraires et des gamètes, en ce qui concerne l'anonymat dans le cadre d'un don de gamètes.

Déposée par Mme Sabien Lahaye-Battheu n°3407/1 du 27 février 2014.

BIOTECHNOLOGIE

1. Proposition de loi sur l'évaluation socio-économique des OGM.

Déposée par Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers, Mme Meyrem Almaci, Mme Muriel Gerkens, M. Georges Gilkinet, M. Olivier Deleuze (**), Mme Zoé Genot, M. Wouter De Vriendt, n°56/1 du 9 août 2010.

CHANGEMENT CLIMATIQUE

1. Proposition de résolution visant un engagement contraignant clair, aux niveau national et international, de la Belgique et de l'Europe en matière de changement climatique.

Déposée par M. Kristof Calvo, Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers, M. Eric Jadot, M. Wouter De Vriendt, Mme Juliette Boulet, M. Stefaan Van Hecke, n°3107/1 du 5 novembre 2013.

CPAS

1. Proposition de loi modifiant la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale en ce qui concerne les sanctions infligées pour non-respect du contrat relatif à un projet individualisé.

Déposée par Mme Ine Somers, Mme Carina Van Cauter, Mme Gwendolyn Rutten, n°724/1 du 30 novembre 2010.

2. Proposition de loi modifiant la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale en ce qui concerne la guidance et la gestion budgétaires.

Déposée par Mme Sabien Lahaye-Battheu, Mme Maggie De Block, Mme Ine Somers, Mme Carina Van Cauter, Mme Gwendolyn Rutten, n°729/1 du 30 novembre 2010.

3. Proposition de loi modifiant la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, pour ce qui concerne la fermeture et la cession de services et établissements.

Déposée par Mme Ine Somers, Mme Carina Van Cauter, Mme Gwendolyn Rutten, n°765/1 du 2 décembre 2010.

4. Proposition de loi visant à supprimer en principe la possibilité pour le CPAS de récupérer les frais exposés au titre de l'aide sociale dans le cadre de l'admission de personnes âgées en maison de repos.

Déposée par M. Guy D'haeseleer, M. Hagen Goyvaerts, Mme Rita De Bont, Mme Annick Ponthier, n°913/1 du 16 décembre 2010.

5. Proposition de loi modifiant l'article 98 de la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'aide sociale.

Déposée par M. Damien Thiéry, M. Olivier Maingain, n°1314/1 du 23 mars 2011.

DEVELOPPEMENT DURABLE

1. Proposition de résolution visant à créer la fonction de médiateur pour les générations futures.

Déposée par M. Kristof Calvo, Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers, n°1806/1 du 6 octobre 2011.

DROIT PENAL

1. Proposition de loi modifiant la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux en instaurant des mesures relatives aux chiens dangereux.

Déposée par M. Christian Brotcorne, Mme Myriam Delacroix-Rolin (**), n°176/1 du 20 septembre 2010.

Addendum, n°176/2 du 29 octobre 2010.

2. Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne le trafic de substances hormonales à usage humain, la loi du 24 février 1921 concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, désinfectantes ou antiseptiques.

Déposée par Mme Sabien Lahaye-Battheu, Mme Ine Somers, Mme Carina Van Cauter, Mme Gwendolyn Rutten, n°1897/1 du 23 novembre 2011.

DROITS DE L'HOMME

1. Proposition de résolution visant à ratifier la Convention d'Oviedo du 4 avril 1997 sur les Droits de l'Homme et la biomédecine.

Déposée par Mme Catherine Fonck, Mme Maggie De Block, Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers, n°1544/1 du 6 juin 2011.

Addendum, n°1544/2 du 7 juin 2011.

DROITS DE LA FEMME

1. Proposition de résolution visant à aider les femmes, jeunes filles et fillettes victimes de mutilations génitales et à rembourser les actes de réparation par l'INAMI.

Déposée par Mme Muriel Gerkens, Mme Eva Brems, Mme Zoé Genot, Mme Meyrem Almaci, n°1254/1 du 24 février 2011.

DROITS DU MALADE

1. Proposition de loi créant une fédération des patients.

Déposée par Mme Maggie De Block, M. Herman De Croo, Mme Ine Somers, Mme Carina Van Cauter, Mme Gwendolyn Rutten, n°948/1 du 28 décembre 2010.

2. Proposition de loi modifiant la loi du 22 août 2002 relative aux droits du patient concernant le début du délai de prescription pour les actions en justice des patients.

Déposée par Mme Muriel Gerkens, M. Christian Brotcorne, M. Stefaan Van Hecke, Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers, n°1769/1 du 3 octobre 2011.

Avis, n°1769/2 du 3 avril 2014.

Rapporteur(s) : Mme Ingeborg De Meulemeester

EGALITE HOMME-FEMME

1. Proposition de loi modifiant la loi relative aux hôpitaux et à d'autres établissements de soins, coordonnée le 10 juillet 2008, en vue de traduire l'égalité des sexes dans la terminologie utilisée.

Déposée par Mme Nahima Lanjri, Mme Nathalie Muylle, n°287/1 du 5 octobre 2010.

ENSEIGNEMENT

1. Proposition de loi visant à abroger l'arrêté royal du 20 juin 2005 fixant les critères et les modalités de sélection des kinésithérapeutes agréés qui obtiennent le droit d'accomplir des prestations qui peuvent faire l'objet d'une intervention de l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités.

Déposée par Mme Catherine Fonck, M. David Clarinval, Mme Katrin Jadin, n°429/1 du 21 octobre 2010.

Addendum, n°429/2 du 22 octobre 2010.

Addendum, n°429/3 du 26 octobre 2010.

Amendements de Mme Marie-Claire Lambert, Mme Colette Burgeon, M. Manu Beuselinck (**), Mme Reinilde Van Moer, M. Flor Van Noppen, M. Peter Luykx, n°429/4 du 1 mars 2011.

Rapporteur(s) : Mme Katrin Jadin

2. Proposition de loi abrogeant l'arrêté royal du 20 juin 2005 fixant les critères et les modalités de sélection des kinésithérapeutes agréés qui obtiennent le droit d'accomplir des prestations qui peuvent faire l'objet d'une intervention de l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités.

Déposée par Mme Marie-Claire Lambert, Mme Colette Burgeon, M. Franco Seminara, M. Yvan Mayeur, n°446/1 du 26 octobre 2010.

Rapporteur(s) : Mme Katrin Jadin

3. Proposition de loi abrogeant l'arrêté royal du 20 juin 2005 fixant les critères et les modalités de sélection des kinésithérapeutes agréés qui obtiennent le droit d'accomplir des prestations qui peuvent faire l'objet d'une intervention de l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités.

Déposée par Mme Muriel Gerkens, Mme Zoé Genot, Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers, n°466/1 du 26 octobre 2010.

Rapporteur(s) : Mme Katrin Jadin

4. Proposition de résolution visant à supprimer le concours de sélection pour les kinésithérapeutes.

Déposée par Mme Rita De Bont, M. Peter Logghe, M. Hagen Goyvaerts, M. Guy D'haeseleer, Mme Annick Ponthier, n°1135/1 du 27 janvier 2011.

5. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 20 juin 2005 fixant les critères et les modalités de sélection des kinésithérapeutes agréés qui obtiennent le droit d'accomplir des prestations qui peuvent faire l'objet d'une intervention de l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités.

Déposée par M. Manu Beuselinck (**), M. Flor Van Noppen, Mme Reinilde Van Moer, Mme Nadia Sminate, n°2066/1 du 15 février 2012.

ETABLISSEMENT HOSPITALIER

1. Proposition de loi modifiant la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987.

Déposée par M. Daniel Bacquelaine, M. Damien Thiéry, M. Denis Ducarme, Mme Valérie Warzée-Caverenne, n°360/1 du 12 octobre 2010.

Addendum, n°360/2 du 2 mai 2013.

2. Proposition de résolution relative à l'assistance religieuse, philosophique et morale dans le cadre des soins intramuraux.

Déposée par Mme Maya Detiège, Mme Myriam Vanlerberghe (**), n°378/1 du 13 octobre 2010.

3. Proposition de loi modifiant la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987, en vue d'insérer l'obligation de respecter la législation linguistique dans les normes générales.

Déposée par M. Hagen Goyvaerts, M. Guy D'haeseleer, Mme Rita De Bont, Mme Annick Ponthier, n°985/1 du 4 janvier 2011.

ETIQUETAGE

1. Proposition de résolution visant à améliorer l'affichage des informations environnementales sur les produits à destination des consommateurs afin de réduire au maximum leur impact environnemental.

Déposée par M. Franco Seminara, Mme Véronique Bonni, Mme Marie-Claire Lambert, Mme Colette Burgeon, n°3028/1 du 24 septembre 2013.

EUTHANASIE

1. Proposition de loi introduisant un filtre palliatif obligatoire dans la loi du 28 mai 2002 relative à l'euthanasie.

Déposée par Mme Rita De Bont, M. Guy D'haeseleer, M. Hagen Goyvaerts, Mme Alexandra Colen, Mme Annick Ponthier, n°847/1 du 16 décembre 2010.

GUERRE

1. Proposition de loi visant à élargir le champ d'application de la loi du 15 mars 1954 relative aux pensions de dédommagement des victimes civiles de la guerre 1940-1945 et de leurs ayants droits.

Déposée par Mme Catherine Fonck, M. Christian Brotcorne, n°269/1 du 5 octobre 2010.

Avis, n°269/2 du 9 décembre 2010.

2. Proposition de loi modifiant la loi du 1er juillet 1969 fixant le droit des invalides et des orphelins de guerre au bénéfice des soins de santé aux frais de l'Etat.

Déposée par M. Daniel Bacquelaine, Mme Jacqueline Galant, M. Damien Thiéry, n°362/1 du 12 octobre 2010.

3. Proposition de loi modifiant la loi du 11 avril 2003 prévoyant de nouvelles mesures en faveur des victimes de la guerre.

Déposée par M. Olivier Maingain, M. Damien Thiéry, n°366/1 du 12 octobre 2010.

Avis, n°366/2 du 9 décembre 2010.

4. Proposition de loi relative à l'harmonisation des pensions des victimes civiles et militaires de la guerre.

Déposée par M. Mathias De Clercq, Mme Ine Somers, Mme Carina Van Cauter, Mme Gwendolyn Rutten, n°763/1 du 2 décembre 2010.

Avis, n°763/2 du 17 février 2011.

5. Proposition de loi modifiant la loi du 15 mars 1954 relative aux pensions de dédommagement des victimes civiles de la guerre 1940-1945 et de leurs ayants droit.

Déposée par Mme Colette Burgeon, Mme Marie-Claire Lambert, M. Yvan Mayeur, M. Franco Seminara, M. Thierry Giet (**), n°1017/1 du 13 janvier 2011.

6. Proposition de résolution relative à la réforme de l'Institut des Vétérans - Institut National des Invalides de Guerre, Anciens Combattants et Victimes de Guerre (IV-INIG).

Déposée par Mme Karolien Grosemans, M. Jan Jambon, M. Theo Francken, M. Bert Maertens, n°2699/1 du 14 mars 2013.

7. Proposition de loi modifiant la loi du 8 août 1981 portant création de l'Institut national des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre ainsi que du Conseil supérieur des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre et l'arrêté royal du 22 juin 1983 portant statut de reconnaissance nationale en faveur des membres du corps expéditionnaire pour la Corée.

Déposée par M. Vincent Sampaoli, M. Philippe Blanchart, M. Christophe Lacroix, M. Eric Thiébaud, n°3455/1 du 14 mars 2014.

INTERNET

1. Proposition de résolution demandant de renforcer la lutte contre la fracture numérique.

Déposée par Mme Annick Van Den Ende (**) n°1299/1 du 16 mars 2011.

Reprise par Mme Marie-Martine Schyns (**), le 16 février 2012 en remplacement de Mme Annick Van Den Ende (**).

MEDECIN

1. Proposition de loi concernant la prise en charge des gardes médicales.

Déposée par Mme Marie-Christine Marghem, Mme Jacqueline Galant, M. Daniel Bacquelaine, M. David Clarinval, Mme Katrin Jadin, Mme Valérie Warzée-Caverenne, Mme Valérie De Bue, M. Luc Gustin, M. Denis Ducarme, M. Charles Michel, n°3141/1 du 21 novembre 2013.
Addendum, n°3141/2 du 26 novembre 2013.

MEDECINE

1. Proposition de loi modifiant la loi du 14 juin 2002 relative aux soins palliatifs.
Déposée par Mme Catherine Fonck, Mme Annick Van Den Ende (**), n°201/1 du 22 septembre 2010.
Reprise par Mme Marie-Martine Schyns (**), le 16 février 2012 en remplacement de Mme Annick Van Den Ende (**).
Addendum, n°201/2 du 7 juin 2011.
Avis, n°201/3 du 1 juillet 2011.
Rapport de M. Manu Beuselinck (**), n°201/4 du 12 septembre 2011.

2. Proposition de résolution relative au remboursement de la télécardiologie.
Déposée par Mme Ine Somers, Mme Carina Van Cauter, Mme Gwendolyn Rutten, Mme Maggie De Block, n°706/1 du 25 novembre 2010.
Rapporteur(s) : Mme Véronique Bonni

3. Proposition de résolution demandant la modification de la réglementation relative aux conditions d'agrément des médecins généralistes pour l'adapter à l'évolution de la pratique de la médecine générale.
Déposée par Mme Catherine Fonck, Mme Marie-Martine Schyns (**), n°2185/1 du 10 mai 2012.
Addendum, n°2185/2 du 23 mai 2012.

MEDECINE DENTAIRE

1. Proposition de résolution relative aux soins buccaux aux personnes âgées.
Déposée par Mme Maya Detiège, Mme Maggie De Block, n°1932/1 du 2 décembre 2011.

NUTRITION

1. Proposition de loi-cadre instaurant l'obligation d'une mise en œuvre effective du droit à l'alimentation par la Belgique.
Déposée par Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers, Mme Muriel Gerkens, M. Wouter De Vriendt, n°3317/1 du 28 janvier 2014.

ORGANISATION DE LA PROFESSION

1. Proposition de loi portant création d'un Ordre des kinésithérapeutes.
Déposée par Mme Katrin Jadin, M. Daniel Bacquelaine, M. Damien Thiéry, n°304/1 du 6 octobre 2010.

2. Proposition de loi créant un Ordre francophone et un Ordre néerlandophone des médecins.

Déposée par M. Gerolf Annemans, M. Guy D'haeseleer, M. Hagen Goyvaerts, Mme Alexandra Colen, Mme Rita De Bont, Mme Annick Ponthier, n°1172/1 du 4 février 2011.

3. Proposition de loi portant création d'un Conseil supérieur de déontologie des professions des soins de santé et fixant les principes généraux pour la création et le fonctionnement des Ordres des professions des soins de santé.

Déposée par Mme Maya Detiège, M. Hans Bonte, n°2481/1 du 8 novembre 2012.

4. Proposition de loi portant création d'un Ordre néerlandophone des médecins et d'un Ordre francophone et germanophone des médecins.

Déposée par Mme Maya Detiège, M. Hans Bonte, n°2482/1 du 8 novembre 2012.

5. Proposition de loi portant création d'un Ordre néerlandophone des pharmaciens et d'un Ordre francophone et germanophone des pharmaciens.

Déposée par Mme Maya Detiège n°2483/1 du 8 novembre 2012.

6. Proposition de loi portant création d'un Conseil supérieur de déontologie des professions des soins de santé, fixant les principes généraux pour la création et le fonctionnement des Ordres des professions des soins de santé, et portant création d'un Ordre des médecins.

Déposée par Mme Muriel Gerkens, Mme Meyrem Almaci, Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers, n°2544/1 du 6 décembre 2012.

ORGANISATION ELECTORALE

1. Proposition de loi portant modification de la loi organique des centres publics d'action sociale.

Déposée par M. Christian Brotcorne, Mme Myriam Delacroix-Rolin (**), n°162/1 du 14 septembre 2010.

Addendum, n°162/2 du 29 octobre 2010.

PAUVRETE

1. Proposition de résolution relative à la lutte contre la pauvreté.

Déposée par Mme Nahima Lanjri, Mme Sonja Becq, M. Jef Van den Bergh, M. Stefaan Vercamer, n°515/1 du 29 octobre 2010.

PHARMACIEN

1. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 13 avril 1977 fixant les règles permettant de déterminer la valeur de transmission des officines pharmaceutiques et de surveiller cette transmission, afin d'éviter les abus survenant en cas de vente de l'immeuble couplée à la vente de l'officine.

Déposée par M. Daniel Bacquelaine, M. Denis Ducarme, Mme Jacqueline Galant, n°305/1 du 6 octobre 2010.

2. Proposition de loi créant un Ordre francophone et un Ordre néerlandophone des pharmaciens.
Déposée par M. Guy D'haeseleer, M. Hagen Goyvaerts, Mme Rita De Bont, Mme Annick Ponthier, n°1062/1 du 18 janvier 2011.

POLITIQUE DE LA SANTE

1. Proposition de résolution relative au remboursement des séances de fitness encadrées, pratiquées sur prescription médicale dans des centres de fitness agréés.
Déposée par Mme Rita De Bont, M. Guy D'haeseleer, Mme Annick Ponthier, n°342/1 du 12 octobre 2010.

POLITIQUE MIGRATOIRE

1. Proposition de résolution relative à la crise de l'accueil des demandeurs d'asile.
Déposée par Mme Zoé Genot, Mme Eva Brems, Mme Muriel Gerken, M. Wouter De Vriendt, n°57/1 du 9 août 2010.
Rapporteur(s) : M. Franco Seminara

POLITIQUE SOCIALE

1. Proposition de résolution pour une réforme de l'exonération socioprofessionnelle.
Déposée par Mme Marie-Martine Schyns (**) n°2318/1 du 2 juillet 2012.
Reprise par Mme Catherine Fonck, le 10 juillet 2013 en remplacement de Mme Marie-Martine Schyns (**).

PROFESSION DE LA SANTE

1. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice des professions des soins de santé en vue de la réglementation de l'exercice de la psychologie clinique, de la sexologie clinique et de l'orthopédagogie clinique.
Déposée par Mme Nahima Lanjri, Mme Nathalie Muylle, Mme Catherine Fonck, M. Raf Terwingen, Mme Liesbeth Van der Auwera, n°372/1 du 12 octobre 2010.
Addendum, n°372/2 du 18 novembre 2010.
Addendum, n°372/3 du 2 décembre 2010.
Addendum, n°372/4 du 21 janvier 2011.

2. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice des professions des soins de santé en ce qui concerne la connaissance de la langue en tant que condition pour l'exercice de la profession.
Déposée par M. Ben Weyts, M. Flor Van Noppen, Mme Reinilde Van Moer, M. Manu Beuselinck (**), M. Bert Wollants, n°968/1 du 13 décembre 2010.

3. Proposition de loi instaurant une accréditation pour les prestataires de soins infirmiers à domicile.
Déposée par M. Manu Beuselinck (**), M. Flor Van Noppen, M. Bert Wollants, Mme Reinilde Van Moer, Mme Ingeborg De Meulemeester, n°1529/1 du 31 mai 2011.
Rapporteur(s) : Mme Maya Detiège, M. Franco Seminara

4. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice des professions des soins de santé en vue de la réglementation de l'exercice de la psychologie clinique et de l'orthopédagogie clinique.

Déposée par Mme Nathalie Muylle, Mme Nahima Lanjri, Mme Myriam Vanlerberghe (**), M. Manu Beuselinck (**), Mme Annick Van Den Ende (**), n°1598/1 du 16 juin 2011.

Reprise par Mme Marie-Martine Schyns (**), le 16 février 2012 en remplacement de Mme Annick Van Den Ende (**).

Addendum, n°1598/2 du 24 juin 2011.

5. Proposition de loi visant à réglementer l'exercice des professions de santé mentale dans le cadre des professions de santé.

Déposée par Mme Muriel Gerkens, M. Stefaan Van Hecke, Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers, Mme Eva Brems, n°2239/1 du 6 juin 2012.

PROFESSION PARAMEDICALE

1. Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne l'accréditation des kinésithérapeutes, la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994.

Déposée par M. Manu Beuselinck (**), Mme Reinilde Van Moer, M. Flor Van Noppen, Mme Nadia Sminate, n°1983/1 du 10 janvier 2012.

PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

1. Proposition de résolution concernant la politique fédérale des emballages et du recyclage.

Déposée par Mme Karine Lalieux, M. Philippe Blanchart, M. Olivier Henry, Mme Linda Musin, n°114/1 du 9 septembre 2010.

2. Proposition de résolution relative à l'élaboration d'un guide des émissions de dioxyde de carbone des motocyclettes et à l'instauration d'une réduction d'impôt pour les dépenses faites en vue d'acquérir une motocyclette émettant un faible taux de CO₂.

Déposée par Mme Catherine Fonck, Mme Maya Detiège, n°133/1 du 10 septembre 2010.

Addendum, n°133/2 du 1 décembre 2010.

3. Proposition de résolution concernant l'encadrement et la promotion du mécanisme de la compensation carbone.

Déposée par Mme Annick Van Den Ende (**), M. Christophe Bastin, n°436/1 du 21 octobre 2010.

Reprise par Mme Marie-Martine Schyns (**), le 16 février 2012 en remplacement de Mme Annick Van Den Ende (**).

4. Proposition de résolution visant à diffuser et à faciliter les opérations de compensation volontaires des émissions de CO₂ par les passagers aériens.

Déposée par M. Philippe Blanchart, Mme Karine Lalieux, M. Yvan Mayeur, M. Olivier Henry, Mme Julie Fernandez Fernandez, n°1141/1 du 28 janvier 2011.

5. Proposition de résolution visant à soutenir la coopération entre les autorités fédérale et flamande en vue de l'élaboration d'un plan à long terme pour une côte sûre, naturelle et attrayante.

Déposée par M. Wouter De Vriendt, Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers, Mme Ann Vanheste, M. Renaat Landuyt, n°1525/1 du 27 mai 2011.

6. Proposition de loi modifiant la loi du 21 décembre 1998 relative aux normes de produits ayant pour but la promotion de modes de production et de consommation durables et la protection de l'environnement et de la santé en vue d'interdire les emballages de type canette.

Déposée par M. Josy Arens n°1712/1 du 11 août 2011.

7. Proposition de résolution demandant au gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour limiter strictement la publication et la diffusion sous format papier des rapports annuels des services publics et des organismes d'intérêt public au sens large dans un souci environnemental et de bonne gestion budgétaire.

Déposée par Mme Véronique Bonni, Mme Isabelle Emmery, Mme Karine Lalieux, Mme Linda Musin, n°2932/1 du 9 juillet 2013.

PROTECTION DES ANIMAUX

1. Proposition de résolution relative à la détention de nouveaux animaux de compagnie.

Déposée par Mme Valérie De Bue, M. Daniel Bacquelaïne, M. Damien Thiéry, n°368/1 du 12 octobre 2010.

2. Proposition de loi modifiant la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux en vue d'interdire l'abattage rituel sans anesthésie.

Déposée par M. Flor Van Noppen, M. Jan Jambon, n°437/1 du 21 octobre 2010.

3. Proposition de loi interdisant les abattages rituels d'animaux sans étourdissement.

Déposée par Mme Rita De Bont, M. Peter Logghe, Mme Barbara Pas, M. Guy D'haeseleer, Mme Annick Ponthier, n°581/1 du 17 novembre 2010.

4. Proposition de loi modifiant l'annexe de l'arrêté royal du 17 mai 2001, relatif aux interventions autorisées sur les vertébrés pour l'exploitation utilitaire de l'animal ou pour limiter la reproduction de l'espèce.

Déposée par M. Herman De Croo, Mme Ine Somers, Mme Carina Van Cauter, Mme Gwendolyn Rutten, n°736/1 du 30 novembre 2010.

5. Proposition de loi modifiant la loi du 14 août 1986 relative à protection et au bien-être des animaux en ce qui concerne les conditions de vie à l'extérieur.

Déposée par M. Peter Vanvelthoven n°791/1 du 7 décembre 2010.

6. Proposition de loi modifiant la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux, en ce qui concerne la castration des porcelets.

Déposée par M. Peter Vanvelthoven n°792/1 du 7 décembre 2010.

7. Proposition de loi modifiant la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux en ce qui concerne la stérilisation des chats errants.

Déposée par M. Peter Vanvelthoven n°797/1 du 7 décembre 2010.

8. Proposition de loi interdisant l'élevage des animaux à fourrure en Belgique.

Déposée par M. Peter Vanvelthoven, Mme Maya Detiège, M. Anthony Dufrane (**), Mme Kattrin Jadin, M. Franco Seminara, n°798/1 du 7 décembre 2010.

Addendum, n°798/2 du 18 novembre 2011.

Addendum, n°798/3 du 27 mars 2012.

Addendum, n°798/4 du 15 mai 2012.

Addendum, n°798/5 du 16 avril 2013.

Rapport de Mme Valérie Warzée-Caverenne, n°798/6 du 15 juillet 2013.

9. Proposition de loi modifiant la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux en vue d'instaurer une interdiction absolue d'abattage d'animaux sans étourdissement préalable.

Déposée par Mme Kattrin Jadin, M. Daniel Bacquelaine, n°870/1 du 22 décembre 2010.

Addendum, n°870/2 du 15 février 2012.

10. Proposition de résolution relative à la commercialisation de nouveaux animaux de compagnie (NAC).

Déposée par M. Anthony Dufrane (**), M. Laurent Devin, Mme Marie-Claire Lambert, M. Philippe Blanchart, M. Franco Seminara, n°1558/1 du 8 juin 2011.

11. Proposition de résolution relative à la création d'une police des animaux.

Déposée par M. Laurent Louis n°1821/1 du 18 octobre 2011.

12. Proposition de loi modifiant la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux en visant à interdire toute mise à mort d'un animal pour sa fourrure.

Déposée par Mme Meyrem Almaci, Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers, n°1834/1 du 21 octobre 2011.

Rapport de Mme Valérie Warzée-Caverenne, n°1834/2 du 15 juillet 2013.

13. Proposition de résolution visant à interdire l'expérimentation animale tant dans le cadre de la recherche pharmaceutique que dans le cadre de la recherche académique.

Déposée par M. Laurent Louis n°1872/1 du 9 novembre 2011.

14. Proposition de loi modifiant la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux en vue d'interdire les expérimentations sur les animaux vertébrés pratiquées à d'autres fins que la recherche médico-scientifique et toute expérimentation pratiquée sur des primates.

Déposée par Mme Rita De Bont, Mme Annick Ponthier, M. Guy D'haeseleer, n°2045/1 du 8 février 2012.

15. Proposition de résolution visant à limiter les souffrances du bétail vivant pendant son transport.

Déposée par M. Guy D'haeseleer, Mme Rita De Bont, Mme Annick Ponthier, n°2059/1 du 14 février 2012.

16. Proposition de loi modifiant la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux en ce qui concerne l'interdiction de l'élevage des animaux à fourrure en Belgique.

Déposée par Mme Marie-Martine Schyns (**), Mme Catherine Fonck, M. Benoît Lutgen, n°2197/1 du 15 mai 2012.

Rapport de Mme Valérie Warzée-Caverenne, n°2197/2 du 15 juillet 2013.

17. Proposition de résolution relative à l'identification et l'enregistrement des chiens.

Déposée par Mme Valérie Warzée-Caverenne, Mme Marie-Martine Schyns (**), n°2657/1 du 20 février 2013.

18. Proposition de loi visant à interdire l'élevage d'animaux en vue de l'exploitation de leur fourrure et à informer le consommateur sur l'origine des fourrures.

Déposée par M. Damien Thiéry, M. Olivier Maingain, M. Bernard Clerfayt, n°3063/1 du 11 octobre 2013.

PROTECTION DU CONSOMMATEUR

1. Proposition de résolution relative aux vices rédhibitoires dans les ventes ou échanges d'équidés.

Déposée par M. Daniel Bacquelaine, M. Damien Thiéry, n°332/1 du 8 octobre 2010.

2. Proposition de loi instaurant l'étiquetage facultatif des produits alimentaires obtenus à partir d'animaux qui ont été nourris sans organismes génétiquement modifiés.

Déposée par Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers, M. Kristof Calvo, n°505/1 du 28 octobre 2010.

3. Proposition de loi modifiant la loi du 24 janvier 1977 relative à la protection de la santé des consommateurs en ce qui concerne les denrées alimentaires et les autres produits, visant à renforcer l'encadrement de la publicité concernant l'alcool et les boissons alcoolisées.

Déposée par M. Damien Thiéry, Mme Valérie De Bue, n°1901/1 du 23 novembre 2011.

4. Proposition de loi modifiant la loi du 24 janvier 1977 relative à la protection de la santé des consommateurs en ce qui concerne les denrées alimentaires et les autres produits, en vue d'interdire la vente d'alcool dans les distributeurs automatiques de boissons.

Déposée par M. Laurent Louis n°1906/1 du 24 novembre 2011.

5. Proposition de résolution visant à assurer au consommateur le droit à une alimentation saine et de qualité par la création d'un label "Belgian Food".

Déposée par Mme Laurence Meire, M. Mohammed Jabour, Mme Karine Lalieux, Mme Isabelle Emmery, n°2681/1 du 4 mars 2013.

RECHERCHE MEDICALE

1. Proposition de résolution relative au problème du syndrome de fatigue chronique.

Déposée par M. Guy D'haeseleer, M. Hagen Goyvaerts, Mme Rita De Bont, Mme Annick Ponthier, n°479/1 du 27 octobre 2010.

Amendement de Mme Rita De Bont, n°479/2 du 15 juin 2011.

Amendements de Mme Rita De Bont, n°479/3 du 12 février 2014.

Rapporteur(s) : M. Franco Seminara, Mme Maya Detiège

2. Proposition de résolution visant à améliorer le diagnostic et la prise en charge des personnes atteintes du syndrome de fatigue chronique.

Déposée par Mme Nik Van Gool, Mme Nathalie Muylle, Mme Marie-Martine Schyns (**), Mme Catherine Fonck, n°2824/1 du 8 mai 2013.

Addendum, n°2824/2 du 29 mai 2013.

Addendum, n°2824/3 du 16 octobre 2013.

Rapporteur(s) : M. Franco Seminara

RESOLUTION DU PARLEMENT

1. Proposition de résolution visant à améliorer l'approche du SFC/EM/DPI.

Déposée par Mme Maya Detiège, Mme Colette Burgeon, Mme Karin Temmerman, n°3080/1 du 22 octobre 2013.

Addendum, n°3080/2 du 11 février 2014.

Rapport de Mme Nik Van Gool, n°3080/3 du 4 avril 2014.

2. Proposition de résolution demandant à la Belgique de prendre un engagement clair et ambitieux dans le cadre des négociations en cours sur le climat.

Déposée par Mme Karin Temmerman, Mme Véronique Bonni, M. Dirk Van der Maelen, n°3150/1 du 26 novembre 2013.

RESSORTISSANT ETRANGER

1. Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne les astreintes, la loi du 12 janvier 2007 sur l'accueil des demandeurs d'asile et de certaines autres catégories d'étrangers.

Déposée par M. Thierry Giet (**), Mme Nahima Lanjri, Mme Catherine Fonck, Mme Özlem Özen, M. Rachid Madrane (**), Mme Valérie Déom (**), M. Yvan Mayeur, n°755/1 du 2 décembre 2010.

Amendements de Mme Sarah Smeyers, n°755/2 du 15 décembre 2010.

Amendement de Mme Zoé Genot, Mme Eva Brems, n°755/3 du 14 janvier 2011.

Amendements de Mme Sarah Smeyers, M. Manu Beuselinck (**), Mme Nahima Lanjri, M. Thierry Giet (**), n°755/4 du 16 février 2011.

Rapporteur(s) : M. Franco Seminara, Mme Karin Temmerman

2. Proposition de loi modifiant la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale, en vue d'exclure, dans certains cas, des citoyens de l'Union européenne du bénéfice du droit à l'aide sociale.

Déposée par Mme Rita De Bont, M. Filip De Man, M. Guy D'haeseleer, Mme Annick Ponthier, n°1756/1 du 23 septembre 2011.

3. Proposition de loi modifiant la législation en ce qui concerne l'aide sociale conditionnelle et le droit conditionnel à l'intégration sociale.

Déposée par Mme Daphné Dumery, M. Theo Francken, Mme Sarah Smeyers, n°1975/1 du 23 décembre 2011.

4. Proposition de loi modifiant la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale afin d'accorder l'aide médicale urgente aux ressortissants de l'Union européenne séjournant en Belgique qui ne bénéficient pas de l'aide sociale.

Déposée par Mme Zoé Genot, Mme Meyrem Almaci, n°2187/1 du 10 mai 2012.

SANTÉ PUBLIQUE

1. Proposition de résolution en vue d'une reconnaissance des personnes victimes de la thalidomide.

Déposée par Mme Catherine Fonck n°89/1 du 6 septembre 2010.

2. Proposition de loi relative à l'indemnisation des victimes de l'hépatite C et à l'établissement d'un plan fédéral de lutte contre l'hépatite C.

Déposée par Mme Catherine Fonck, Mme Annick Van Den Ende (**), M. Georges Dallemagne, n°92/1 du 6 septembre 2010.

Reprise par Mme Marie-Martine Schyns (**), le 16 février 2012 en remplacement de Mme Annick Van Den Ende (**).

Amendements de Mme Nahima Lanjri, n°92/2 du 30 novembre 2011.

Addendum, n°92/4 du 18 mai 2012.

Rapporteur(s) : M. Flor Van Noppen, Mme Nadia Sminate

3. Proposition de loi modifiant la loi du 22 décembre 2009 instaurant une réglementation générale relative à l'interdiction de fumer dans les lieux fermés accessibles au public et à la protection des travailleurs contre la fumée du tabac.

Déposée par Mme Nathalie Muylle, M. Jef Van den Bergh, Mme Catherine Fonck, Mme Nahima Lanjri, n°195/1 du 5 octobre 2010.

Addendum, n°195/2 du 16 novembre 2010.

Rapporteur(s) : Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers

4. Proposition de résolution visant à optimiser le traitement et la qualité de vie des patients atteints de psoriasis.

Déposée par M. Josy Arens, Mme Catherine Fonck, M. Georges Dallemagne, n°199/1 du 22 septembre 2010.

Addendum, n°199/2 du 18 mai 2012.

5. Proposition de résolution concernant l'intensification de la lutte contre le sida.

Déposée par Mme Jacqueline Galant, Mme Katrin Jadin, M. Daniel Bacquelaïne, Mme Corinne De Permentier, M. Denis Ducarme, M. Damien Thiéry, n°274/1 du 5 octobre 2010.

6. Proposition de résolution relative au maquillage permanent.

Déposée par M. Daniel Bacquelaïne, M. Damien Thiéry, n°306/1 du 6 octobre 2010.

7. Proposition de loi réglementant la publicité relative aux interventions à visée esthétique.

Déposée par M. Daniel Bacquelaïne, M. Damien Thiéry, Mme Jacqueline Galant, n°307/1 du 6 octobre 2010.

8. Proposition de résolution relative à la prise de mesures en matière d'étiquetage des médicaments en vue d'éviter la prise non intentionnelle par les sportifs de substances prohibées.

Déposée par Mme Rita De Bont, M. Guy D'haeseleer, Mme Annick Ponthier, n°341/1 du 12 octobre 2010.

9. Proposition de résolution relative à l'usage abusif de médicaments par les étudiants.

Déposée par Mme Maya Detiège, Mme Myriam Vanlerberghe (**), n°377/1 du 13 octobre 2010.

10. Proposition de loi sur la publicité et l'information y afférente aux pesticides et biocides et la vente de ces produits aux utilisateurs amateurs.

Déposée par Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers, M. Kristof Calvo, Mme Muriel Gerken, M. Olivier Deleuze (**), n°451/1 du 26 octobre 2010.

Avis du Conseil d'État, n°451/2 du 4 mars 2011.

Amendements de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers, n°451/3 du 23 mars 2011.

Amendements de Mme Annick Van Den Ende (**), n°451/4 du 29 mars 2011.

Amendements de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers, n°451/5 du 15 mai 2012.

Rapporteur(s) : Mme Colette Burgeon

11. Proposition de résolution visant à lutter systématiquement contre les infections nosocomiales.

Déposée par M. Guy D'haeseleer, M. Hagen Goyvaerts, Mme Rita De Bont, Mme Annick Ponthier, n°480/1 du 27 octobre 2010.

12. Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne la suppression de certaines exceptions, la loi du 22 décembre 2009 instaurant une réglementation générale relative à l'interdiction de fumer dans les lieux fermés accessibles au public et à la protection des travailleurs contre la fumée du tabac.

Déposée par Mme Sarah Smeyers, M. Manu Beuselinck (**), M. Peter Dedecker, Mme Reinilde Van Moer, M. Flor Van Noppen, M. Bert Wollants, n°495/1 du 28 octobre 2010.

Rapporteur(s) : Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers

13. Proposition de résolution visant à mettre en application le code pratique de l'OMS pour le recrutement international de personnel de santé.

Déposée par Mme Muriel Gerkens, M. Wouter De Vriendt, Mme Zoé Genot, Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers, n°511/1 du 29 octobre 2010.

14. Proposition de résolution relative aux défis posés par l'émergence des médicaments de thérapie avancée.

Déposée par M. Josy Arens n°633/1 du 19 novembre 2010.

15. Proposition de loi en matière de régulation de l'offre médicale.

Déposée par Mme Muriel Gerkens, Mme Zoé Genot, Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers, n°704/1 du 25 novembre 2010.

16. Proposition de résolution relative à une campagne d'information sur la coeliaquie.

Déposée par Mme Ine Somers, Mme Maggie De Block, Mme Gwendolyn Rutten, Mme Carina Van Cauter, M. Herman De Croo, n°705/1 du 25 novembre 2010.

17. Proposition de résolution relative à la possibilité pour les personnes affectées d'une hémochromatose génétique de faire un don de sang.

Déposée par M. Josy Arens n°752/1 du 1 décembre 2010.

18. Proposition de loi réglementant les techniques d'épilation au laser ou à la lumière pour des raisons purement esthétiques.

Déposée par Mme Maggie De Block, Mme Ine Somers, Mme Carina Van Cauter, Mme Gwendolyn Rutten, n°947/1 du 28 décembre 2010.

19. Proposition de loi modifiant la loi instaurant une réglementation générale relative à l'interdiction de fumer dans les lieux fermés accessibles au public et à la protection des travailleurs contre la fumée du tabac.

Déposée par Mme Rita De Bont, M. Hagen Goyvaerts, M. Peter Logghe, M. Guy D'haeseleer, Mme Annick Ponthier, n°1026/1 du 13 janvier 2011.

Rapporteur(s) : Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers

20. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 13 septembre 1999 relatif à l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées concernant l'étiquetage des huiles et graisses dans les produits préemballés.

Déposée par Mme Karine Lalieux, Mme Colette Burgeon, M. Franco Seminara, Mme Marie-Claire Lambert, M. Yvan Mayeur, n°1143/1 du 1 février 2011.

21. Proposition de résolution demandant la mise en place par le gouvernement d'un Plan "Alzheimer, démence et maladies apparentées".

Déposée par Mme Catherine Fonck n°1154/1 du 2 février 2011.

Rapporteur(s) : Mme Maya Detiège

22. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 13 septembre 1999 relatif à l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées, en ce qui concerne les boissons alcoolisées.

Déposée par M. Josy Arens n°1162/1 du 3 février 2011.

23. Proposition de loi instituant un dispositif d'indemnisation en faveur des personnes contaminées par le virus de l'hépatite ou du VIH à la suite d'une transfusion sanguine.

Déposée par M. Daniel Bacquelaine, M. Damien Thiéry, n°1163/1 du 3 février 2011.

Rapporteur(s) : Mme Nadia Sminate

24. Proposition de loi modifiant la loi du 13 juin 1986 sur le prélèvement et la transplantation d'organes, en ce qui concerne l'utilisation de la plate-forme e-Health pour l'enregistrement des dons d'organes.

Déposée par M. Manu Beuselinck (**), M. Bert Wollants, M. Flor Van Noppen, Mme Reinilde Van Moer, n°1201/1 du 10 février 2011.

25. Proposition de loi modifiant la loi relative aux hôpitaux et à d'autres établissements de soins, coordonnée le 10 juillet 2008 en ce qui concerne la création d'un réseau de transplantation en Belgique.

Déposée par M. Manu Beuselinck (**), M. Bert Wollants, M. Flor Van Noppen, Mme Reinilde Van Moer, n°1203/1 du 10 février 2011.

26. Proposition de loi modifiant la loi du 22 décembre 2009 instaurant une réglementation générale relative à l'interdiction de fumer dans les lieux fermés accessibles au public et à la protection des travailleurs contre la fumée du tabac, en vue d'instaurer une exception à l'interdiction de fumer pour les débits de boissons dont la superficie n'excède pas 75 mètres carré.

Déposée par M. Jean Marie Dedecker n°1338/1 du 30 mars 2011.

27. Proposition de loi modifiant la loi du 24 janvier 1977 relative à la protection de la santé des consommateurs en ce qui concerne les denrées alimentaires et les autres produits et visant à apposer sur les boissons à haute dose en caféine un avertissement sur la nocivité et le danger de les mélanger à de l'alcool, en particulier pour les femmes enceintes et les jeunes.

Déposée par Mme Catherine Fonck, M. Josy Arens, Mme Annick Van Den Ende (**), n°1355/1 du 1 avril 2011.

Reprise par Mme Marie-Martine Schyns (**), le 16 février 2012 en remplacement de Mme Annick Van Den Ende (**).

28. Proposition de loi modifiant la loi du 24 janvier 1977 relative à la protection de la santé des consommateurs en ce qui concerne les denrées alimentaires et les autres produits et visant à l'instauration d'un paquet de cigarettes neutre.

Déposée par Mme Catherine Fonck, Mme Colette Burgeon, Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers, M. Damien Thiéry, n°1424/1 du 3 mai 2011.

Rapporteur(s) : M. Franco Seminara

29. Proposition de loi modifiant la loi du 22 décembre 2009 instaurant une réglementation générale relative à l'interdiction de fumer dans les lieux fermés accessibles au public et à la protection des travailleurs contre la fumée du tabac.

Déposée par Mme Rita De Bont, Mme Alexandra Colen, M. Filip De Man, M. Guy D'haeseleer, M. Hagen Goyvaerts, M. Peter Logghe, Mme Barbara Pas, Mme Annick Ponthier, M. Bert Schoofs, M. Tanguy Veys, n°1510/1 du 26 mai 2011.

30. Proposition de résolution relative à l'élaboration d'un plan stratégique en vue de combattre et de traiter le problème de l'obésité.

Déposée par Mme Sonja Becq, Mme Nathalie Muylle, n°1515/1 du 27 mai 2011.

31. Proposition de loi relative à l'étiquetage volontaire d'aliments issus d'animaux non clonés afin de mieux informer les consommateurs.

Déposée par Mme Annick Van Den Ende (**) n°1587/1 du 14 juin 2011.

32. Proposition de loi modifiant la loi du 24 janvier 1977 relative à la protection de la santé des consommateurs en ce qui concerne les denrées alimentaires et les autres produits en vue de renforcer les règles en matière de pratiques commerciales et de publicité concernant les boissons contenant de l'alcool.

Déposée par Mme Annick Van Den Ende (**), Mme Catherine Fonck, n°1593/1 du 15 juin 2011.

Reprise par Mme Marie-Martine Schyns (**), le 16 février 2012 en remplacement de Mme Annick Van Den Ende (**).

33. Proposition de résolution visant à renforcer les règles en matière de pratiques commerciales et de publicité concernant les boissons contenant de l'alcool.

Déposée par Mme Annick Van Den Ende (**), Mme Catherine Fonck, n°1594/1 du 15 juin 2011.

Reprise par Mme Marie-Martine Schyns (**), le 16 février 2012 en remplacement de Mme Annick Van Den Ende (**).

34. Proposition de résolution concernant l'amélioration de la prise en charge de la dénutrition chez les personnes âgées.

Déposée par Mme Muriel Gerken, Mme Maya Detiège, Mme Colette Burgeon, Mme Maggie De Block, Mme Meyrem Almaci, n°1629/1 du 24 juin 2011.

35. Proposition de loi modifiant la loi du 13 juin 1986 sur le prélèvement et la transplantation d'organes afin de permettre aux candidats conducteurs de manifester leur volonté sur le formulaire de demande de permis de conduire.

Déposée par Mme Nathalie Muylle, M. Jef Van den Bergh, n°1843/1 du 25 octobre 2011.

36. Proposition de loi modifiant la loi du 24 janvier 1977 relative à la protection de la santé des consommateurs en ce qui concerne les denrées alimentaires et les autres produits, en vue d'interdire la vente d'alcool dans les magasins de nuit, dans les stations-service, et la vente ou la consommation d'alcool sur les aires de repos autoroutières, y compris dans les restoroutes.

Déposée par M. Laurent Louis n°1907/1 du 24 novembre 2011.

37. Proposition de loi visant à interdire la stérilisation par oxyde d'éthylène pour les dispositifs entrant en contact avec les denrées alimentaires.

Déposée par Mme Catherine Fonck n°1948/1 du 9 décembre 2011.

38. Proposition de résolution visant à instituer une équipe centralisée de médiateurs des soins de santé, susceptibles d'intervenir tant dans les hôpitaux qu'auprès des généralistes.

Déposée par Mme Reinilde Van Moer n°2069/1 du 7 février 2012.

39. Proposition de loi modifiant la loi relative aux hôpitaux et à d'autres établissements de soins, coordonnée le 10 juillet 2008, en ce qui concerne les médiateurs en matière de soins de santé.

Déposée par Mme Reinilde Van Moer, M. Flor Van Noppen, Mme Nadia Sminate, M. Manu Beuselinck (**), n°2070/1 du 16 février 2012.

40. Proposition de loi relative au développement des systèmes d'appel unifiés pour les gardes de médecine générale.

Déposée par Mme Muriel Gerken, Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers, Mme Meyrem Almaci, n°2075/1 du 17 février 2012.

41. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 15 juillet 2004 fixant les normes auxquelles les programmes de soins "pathologie cardiaque" doivent répondre pour être agréés.

Déposée par Mme Nathalie Muylle n°2107/1 du 14 mars 2012.

42. Proposition de loi relative à la pratique de la psychothérapie.

Déposée par Mme Marie-Claire Lambert, M. Yvan Mayeur, Mme Colette Burgeon, M. Franco Seminara, n°2130/1 du 28 mars 2012.

43. Proposition de résolution visant à équilibrer les informations sur les médicaments dont disposent les médecins.

Déposée par Mme Marie-Claire Lambert, Mme Colette Burgeon, M. Franco Seminara, M. Yvan Mayeur, Mme Véronique Bonni, n°2133/1 du 29 mars 2012.

Addendum, n°2133/2 du 2 octobre 2013.

44. Proposition de loi instituant un Fonds d'indemnisation des victimes de pesticides.

Déposée par Mme Marie-Martine Schyns (**), M. Georges Dallemagne, n°2243/1 du 7 juin 2012.

Reprise par Mme Catherine Fonck, le 10 juillet 2013 en remplacement de Mme Marie-Martine Schyns (**).

45. Proposition de résolution relative à la poursuite des recherches concernant les risques sanitaires à proximité des sites nucléaires.

Déposée par Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers, M. Kristof Calvo, Mme Muriel Gerken, M. Georges Gilkinet, M. Stefaan Van Hecke, n°2268/1 du 18 juin 2012.

46. Proposition de résolution visant à lever les freins au don d'organes de personnes vivantes en instaurant la prise en charge de l'ensemble des frais médicaux à charge du donneur et en prévoyant une compensation pour la perte de revenus.

Déposée par Mme Catherine Fonck, Mme Ine Somers, M. Benoît Lutgen, n°2349/1 du 9 juillet 2012.

47. Proposition de loi portant réglementation de la réutilisation des dispositifs médicaux à usage unique.

Déposée par Mme Nathalie Muylle, Mme Sonja Becq, M. Roel Deseyn, Mme Nahima Lanjri, Mme Bercy Slegers, Mme Liesbeth Van der Auwera, Mme Inge Vervotte (**), M. Kristof Waterschoot, Mme Ine Somers, Mme Lieve Wierinck, n°2369/1 du 17 juillet 2012.

Addendum, n°2369/2 du 23 juillet 2012.

Errata, n°2369/3 du 24 juillet 2012.

48. Proposition de résolution visant à prévenir l'anorexie et à réprimer l'apologie de la maigreur dans les médias ou la publicité.

Déposée par M. Laurent Louis n°2453/1 du 19 octobre 2012.

49. Proposition de résolution relative à l'évaluation des risques sanitaires des organismes génétiquement modifiés.

Déposée par Mme Julie Fernandez Fernandez, M. Franco Seminara, Mme Colette Burgeon, M. Yvan Mayeur, Mme Marie-Claire Lambert, n°2590/1 du 24 décembre 2012.

50. Proposition de résolution visant à mieux encadrer l'utilisation des bancs solaires.

Déposée par Mme Marie-Martine Schyns (**), M. Joseph George, Mme Catherine Fonck, n°2676/1 du 28 février 2013.

Addendum, n°2676/2 du 5 mars 2013.

51. Proposition de résolution en faveur de mesures structurelles pour une meilleure sécurité sanitaire des aliments.

Déposée par Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers, Mme Meyrem Almaci, Mme Muriel Gerken, n°2715/1 du 20 mars 2013.

52. Proposition de résolution pour un meilleur contrôle et une régulation accrue de la filière alimentaire.

Déposée par Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers, Mme Muriel Gerken, M. Georges Gilkinet, n°2716/1 du 20 mars 2013.

53. Proposition de résolution visant à suspendre la vente en officine de la cigarette électronique.

Déposée par Mme Colette Burgeon, M. Franco Seminara, Mme Marie-Claire Lambert, M. Yvan Mayeur, n°2753/1 du 17 avril 2013.

54. Proposition de loi visant à améliorer l'accessibilité aux soins de santé.

Déposée par Mme Maya Detiège, Mme Karin Temmerman, M. Hans Bonte, n°2951/1 du 15 juillet 2013.

55. Proposition de loi modifiant la loi du 24 janvier 1977 relative à la protection de la santé des consommateurs en ce qui concerne les denrées alimentaires et les autres produits, concernant les produits pour enfants ressemblant à des produits à base de tabac.

Déposée par Mme Catherine Fonck, Mme Jeanne Nyanga-Lumbala, n°3025/1 du 24 septembre 2013.

56. Proposition de loi modifiant la loi du 24 janvier 1977 relative à la protection de la santé des consommateurs en ce qui concerne les denrées alimentaires et les autres produits, concernant la publicité pour les produits à base de tabac.

Déposée par Mme Catherine Fonck, Mme Jeanne Nyanga-Lumbala, n°3026/1 du 24 septembre 2013.

57. Proposition de loi relative à la consommation de médicaments dans l'élevage.

Déposée par M. Flor Van Noppen n°3289/1 du 14 janvier 2014.

SECURITE DU TRAVAIL

1. Proposition de résolution relative à la prévention des accidents du travail par piqure.

Déposée par Mme Maggie De Block n°1008/1 du 11 janvier 2011.

SECURITE SOCIALE

1. Proposition de loi visant à instaurer l'interdiction de facturer des suppléments lors de l'hospitalisation d'une personne ayant besoin, pour des raisons médicales ou psychosociales, de l'assistance permanente d'un membre de sa famille ou d'une tierce personne.

Déposée par Mme Nahima Lanjri, Mme Nathalie Muylle, n°1082/1 du 19 janvier 2011.

2. Proposition de loi visant à modifier la loi relative aux hôpitaux et à d'autres établissements de soins, coordonnée le 10 juillet 2008, en ce qui concerne les suppléments d'honoraires.

Déposée par Mme Nathalie Muylle, Mme Nik Van Gool, n°2843/1 du 29 mai 2013.

SOIN PALLIATIF

1. Proposition de loi visant à modifier l'arrêté royal du 15 juillet 1997 rendant certaines dispositions de la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987, applicables à la fonction de soins palliatifs.

Déposée par Mme Catherine Fonck n°2327/1 du 4 juillet 2012.

SURPOPULATION

1. Proposition de résolution relative à la surpopulation mondiale dans ses implications en politique interne belge.

Déposée par M. Laurent Louis n°1742/1 du 19 septembre 2011.

TRANSPORT AERIEN

1. Proposition de résolution relative à l'instauration d'un passeport médical pour les personnes souffrant de maladies chroniques au niveau européen.

Déposée par Mme Maggie De Block, Mme Ine Somers, Mme Carina Van Cauter, Mme Gwendolyn Rutten, n°733/1 du 30 novembre 2010.

2. Proposition de loi relative à l'instauration d'un passeport médical.

Déposée par Mme Maggie De Block, Mme Ine Somers, Mme Maya Detiège, Mme Carina Van Cauter, Mme Gwendolyn Rutten, n°1169/1 du 3 février 2011.

Addendum, n°1169/2 du 20 décembre 2011.

Commission spéciale du Règlement et de la Réforme du Travail parlementaire

REGLEMENT DE LA CHAMBRE

1. Proposition de modification de l'article 40 du Règlement de la Chambre des représentants en vue de limiter les vacances parlementaires à quatre semaines.

Déposée par M. Gerolf Annemans, Mme Rita De Bont, M. Bert Schoofs, M. Filip De Man, n°571/1 du 16 novembre 2010.

2. Proposition de modification du Règlement de la Chambre des représentants en ce qui concerne les fonctions spéciales.

Déposée par Mme Catherine Fonck n°774/1 du 6 décembre 2010.

3. Proposition de modification du Règlement de la Chambre des représentants en ce qui concerne l'organisation d'un concours pour les fonctions à pourvoir au sein des services.

Déposée par M. Guy D'haeseleer, M. Gerolf Annemans, M. Bert Schoofs, M. Filip De Man, n°924/1 du 16 décembre 2010.

4. Proposition de modification du Règlement de la Chambre des représentants relative à l'ordre dans les tribunes.

Déposée par M. Hagen Goyvaerts, M. Bert Schoofs, M. Filip De Man, M. Gerolf Annemans, n°936/1 du 14 décembre 2010.

5. Proposition de modification du Règlement de la Chambre des représentants en vue de supprimer le Compte rendu analytique.

Déposée par M. Filip De Man, M. Gerolf Annemans, M. Bert Schoofs, n°984/1 du 4 janvier 2011.

6. Proposition de modification du Règlement de la Chambre des représentants en vue de supprimer la motion pure et simple.

Déposée par M. Guy D'haeseleer, M. Bert Schoofs, M. Gerolf Annemans, M. Filip De Man, n°1057/1 du 18 janvier 2011.

7. Proposition portant révision du Règlement de la Chambre en ce qui concerne l'interdiction du port ostensible de signes religieux dans le chef des membres de la Chambre durant les travaux parlementaires.

Déposée par M. Denis Ducarme n°1144/1 du 1 février 2011.

8. Proposition portant révision du Règlement de la Chambre en ce qui concerne l'interdiction du port ostensible de signes religieux dans le chef des membres de la Chambre durant les missions de représentation de la Chambre.

Déposée par M. Denis Ducarme n°1145/1 du 1 février 2011.

9. Proposition de modification du Règlement de la Chambre des représentants en ce qui concerne l'ordre à la Chambre et dans les tribunes.

Déposée par M. Gerolf Annemans, Mme Alexandra Colen, Mme Annick Ponthier, Mme Rita De Bont, Mme Barbara Pas, M. Filip De Man, M. Bert Schoofs, M. Tanguy Veys, M. Peter Logghe, M. Bruno Valkeniers, n°1295/1 du 16 mars 2011.

10. Proposition de modification du Règlement de la Chambre des représentants en ce qui concerne la composition des commissions de vérification des pouvoirs.

Déposée par M. Bert Schoofs, M. Filip De Man, M. Gerolf Annemans, n°1523/1 du 27 mai 2011.

11. Proposition de modification du Règlement de la Chambre des représentants en vue de supprimer la prise en considération des propositions de loi.

Déposée par M. Bert Schoofs, Mme Alexandra Colen, n°1524/1 du 27 mai 2011.

12. Proposition modifiant le Règlement en ce qui concerne la communication des avant-projets de loi.
Déposée par M. Bert Schoofs, M. Filip De Man, M. Gerolf Annemans, n°1532/1 du 31 mai 2011.

13. Proposition de modification du Règlement de la Chambre des représentants instaurant des règles plus strictes dans le cadre des missions parlementaires à l'étranger.
Déposée par M. Olivier Deleuze (**), Mme Meyrem Almaci, n°1700/1 du 25 juillet 2011.

14. Proposition de modification du Règlement de la Chambre des représentants en ce qui concerne la suppression du compte rendu analytique.
Déposée par M. Karel Uyttersprot, M. Jan Jambon, n°1766/1 du 30 septembre 2011.

15. Proposition modifiant le Règlement en ce qui concerne la composition du Bureau de la Chambre.
Déposée par M. Stefaan Van Hecke, M. Olivier Deleuze (**), n°1997/1 du 17 janvier 2012.

16. Proposition de modification du Règlement de la Chambre des représentants en ce qui concerne l'instauration d'un rapport de travail.
Déposée par M. Peter Dedecker, M. Karel Uyttersprot, M. Jan Jambon, n°2011/1 du 20 janvier 2012.

17. Proposition de modification du Règlement de la Chambre des représentants en ce qui concerne la Commission de la protection de la vie privée.
Déposée par M. Patrick Dewael, M. Herman De Croo, M. Luk Van Biesen, n°2178/1 du 8 mai 2012.

18. Proposition de modification du Règlement de la Chambre des représentants concernant la participation des députés au travail des commissions.
Déposée par M. André Frédéric, Mme Karin Temmerman, Mme Catherine Fonck, Mme Marie-Christine Marghem, M. Anthony Dufrane (**), n°2208/1 du 23 mai 2012.

19. Proposition de modification du Règlement de la Chambre des représentants, en vue de réprimer la violation du secret du huis clos.
Déposée par M. Daniel Bacquelaine, Mme Marie-Christine Marghem, n°2240/1 du 6 juin 2012.

20. Proposition de modification du Règlement de la Chambre en ce qui concerne la composition de la Commission chargée de l'accompagnement parlementaire du Comité permanent de contrôle des services de police.
Déposée par M. Stefaan Van Hecke, M. Eric Jadot, n°2332/1 du 5 juillet 2012.

21. Proposition de modification du Règlement en ce qui concerne la formation du gouvernement fédéral.
Déposée par M. Theo Francken, M. Jan Jambon, n°2929/1 du 3 juillet 2013.

Comité d'avis pour l'Emancipation sociale**EGALITE HOMME-FEMME**

1. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 30 janvier 2001 portant exécution du Code des sociétés.

Déposée par Mme Valérie Déom (**), Mme Özlem Özen, M. Olivier Henry, M. Guy Coëme (**), n°740/1 du 30 novembre 2010.

Rapport de Mme Marie-Martine Schyns (**), n°740/2 du 27 février 2012.

OBLIGATION ALIMENTAIRE

1. Proposition de résolution demandant une amélioration du fonctionnement du Service des créances alimentaires (SECAL).

Déposée par M. Christian Brotcorne, Mme Catherine Fonck, Mme Annick Van Den Ende (**), M. Josy Arens, n°215/1 du 28 septembre 2010.

Reprise par Mme Marie-Martine Schyns (**), le 16 février 2012 en remplacement de Mme Annick Van Den Ende (**).

Addendum, n°215/2 du 18 novembre 2010.

Addendum, n°215/3 du 6 juin 2011.

Rapporteur(s) : Mme Colette Burgeon

2. Proposition de loi modifiant la loi du 21 février 2003 créant un Service des créances alimentaires au sein du SPF Finances.

Déposée par Mme Maya Detiège, M. Bruno Tobback, M. Dirk Van der Maelen, M. Peter Vanvelthoven, n°1381/1 du 7 avril 2011.

Addendum, n°1381/2 du 9 mai 2011.

Rapporteur(s) : Mme Colette Burgeon

TRAVAIL

1. Proposition de loi visant à lutter contre l'écart salarial entre les femmes et les hommes.

Déposée par Mme Sonja Becq, Mme Leen Dierick, M. Stefaan Vercamer, Mme Nahima Lanjri, Mme Catherine Fonck, n°237/1 du 30 septembre 2010.

Addendum, n°237/2 du 2 décembre 2010.

Addendum, n°237/3 du 15 décembre 2010.

Rapport de Mme Marie-Martine Schyns (**), n°237/4 du 27 février 2012.

2. Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes, entre les travailleurs allochtones et autochtones et entre les travailleurs atteints d'un handicap et les travailleurs sans handicap.

Déposée par Mme Maya Detiège, M. Hans Bonte, Mme Meryame Kitir, M. Bruno Tuybens, M. Renaat Landuyt, Mme Myriam Vanlerberghe (**), Mme Ann Vanheste, M. Dirk Van der Maelen, M. Peter Vanvelthoven, n°626/1 du 18 novembre 2010.

Rapport de Mme Marie-Martine Schyns (**), n°626/2 du 27 février 2012.

3. Proposition de loi modifiant la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre la discrimination entre les femmes et les hommes, instituant le rapport et le plan pour l'égalité des chances entre les femmes et les hommes.

Déposée par Mme Catherine Fonck, Mme Sonja Becq, n°1168/1 du 3 février 2011.

Rapport de Mme Marie-Martine Schyns (**), n°1168/2 du 27 février 2012.

III. Propositions qui n ont pas été renvoyées en commission.

ARME A FEU ET MUNITIONS

1. Proposition de loi sur l'indemnisation des victimes de munitions de guerre.

Déposée par M. Wouter De Vriendt, Mme Juliette Boulet, Mme Meyrem Almaci, n°3569/1 du 23 avril 2014.

CHEF D'ETAT

1. Proposition de loi relative au titre du chef de l'Etat et de son ou sa partenaire en cas d'abdication ou de décès.

Déposée par M. Theo Francken n°3516/1 du 2 avril 2014.

COLONIALISME

1. Proposition de résolution concernant le devoir de mémoire de l'Etat belge à l'égard de son passé colonial au Congo, au Rwanda et au Burundi.

Déposée par Mme Zoé Genot, Mme Eva Brems, n°3570/1 du 23 avril 2014.

COMMUNE

1. Proposition de résolution relative à un conflit d'intérêts.

Déposée par M. Olivier Maingain, M. Damien Thiéry, M. Bernard Clerfayt, n°2260/1 du 14 juin 2012.

DIVORCE

1. Proposition de loi modifiant le Code civil et le Code judiciaire en ce qui concerne l'utilisation du nom du conjoint.

Déposée par Mme Nahima Lanjri n°1174/1 du 7 février 2011.

DROIT D'AUTEUR

1. Proposition de loi instaurant une exception aux droits d'auteur en faveur des organisations de jeunesse.

Déposée par M. Benoît Lutgen n°3574/1 du 24 avril 2014.

NATIONALITE

1. Proposition de loi relative à la déchéance de nationalité prononcée en vertu de la compétence discrétionnaire du ministre.

Déposée par M. Theo Francken, Mme Sarah Smeyers, Mme Daphné Dumery, n°3571/1 du 23 avril 2014.

POLITIQUE EXTERIEURE

1. Proposition de résolution relative aux relations avec Taïwan.

Déposée par M. Georges Dallemagne n°3519/1 du 3 avril 2014.

PROCEDURE PENALE

1. Proposition de loi modifiant la législation sur la protection des témoins menacés.

Déposée par M. Servais Verherstraeten, Mme Sonja Becq, Mme Sabien Lahaye-Battheu, M. Raf Terwingen, Mme Carina Van Cauter, n°1223/1 du 16 février 2011.

PROFESSION INDEPENDANTE

1. Proposition de loi relative à l'insaisissabilité du domicile de l'indépendant.

Déposée par Mme Carina Van Cauter, M. Mathias De Clercq, n°3515/1 du 1 avril 2014.

2. Proposition de loi modifiant la loi-programme du 10 février 1998 pour la promotion de l'entreprise indépendante en ce qui concerne les connaissances de gestion requises.

Déposée par M. Vincent Van Quickenborne n°3517/1 du 2 avril 2014.

REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION

1. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique en vue de l'instauration de la Zone de basse émission (ZBE).

Déposée par M. Willem-Frederik Schiltz, M. Mathias De Clercq, n°3572/1 du 23 avril 2014.

RESOLUTION DU PARLEMENT

1. Proposition de résolution relative à l'élaboration d'un pacte énergétique.

Déposée par M. Kristof Calvo, Mme Muriel Gerken, n°3498/1 du 27 mars 2014.

RESPONSABILITE

1. Proposition de loi modifiant la loi du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière.

Déposée par Mme Carina Van Cauter n°3514/1 du 1 avril 2014.

REVISION DE LA CONSTITUTION

1. Révision de la Constitution en vue de modifier l'article 7bis relatif au développement durable.

Proposition déposée par Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers, M. Stefaan Van Hecke, M. Georges Gilkinet, M. Philippe Henry (**), Mme Zoé Genot, Mme Muriel Gerkens, M. Wouter De Vriendt, n°97/1 du 7 septembre 2010.

2. Révision de la Constitution. Révision de l'article 10, alinéa 2, deuxième membre de phrase, de la Constitution.

Proposition déposée par Mme Nahima Lanjri, Mme Sonja Becq, Mme Leen Dierick, n°344/1 du 12 octobre 2010.

3. Révision de la Constitution. Proposition de révision de l'article 44, alinéa 1er, de la Constitution, en vue d'avancer d'un mois la date à laquelle les Chambres se réunissent de plein droit.

Proposition déposée par Mme Catherine Fonck n°1836/1 du 21 octobre 2011.

4. Proposition de déclaration de révision de l'article 167, § 1er, de la Constitution.

Déposée par M. Wouter De Vriendt, Mme Juliette Boulet, n°3525/1 du 3 avril 2014.

SECURITE ROUTIERE

1. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire en ce qui concerne la suppression d'une dispense de permis de conduire pour certains conducteurs de certains véhicules.

Déposée par Mme Valérie De Bue, Mme Valérie Warzée-Caverenne, M. Olivier Destrebecq, M. Denis Ducarme, M. David Clarinval, M. Luc Gustin, n°3568/1 du 22 avril 2014.

TRAVAIL

1. Proposition de résolution visant à renforcer le contrôle de l'application de la législation relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail, en particulier en ce qui concerne la violence et le harcèlement moral ou sexuel au travail.

Déposée par M. Yvan Mayeur, Mme Christiane Vienne, Mme Colette Burgeon, Mme Julie Fernandez Fernandez, n°1227/1 du 17 février 2011.

B. Projets de loi adoptés et transmis par le Sénat avant la dissolution des chambres du 28 avril 2014

I. Projets de loi dont l'examen est terminé en commission :

II. Projets de loi en commission.

Commission de la Justice

DROIT PENAL

1. Projet de loi modifiant l'article 2bis de la loi du 15 mars 1874 sur les extraditions, visant à renforcer la protection des individus contre tout prononcé ou exécution d'une condamnation à mort lors d'une extradition.

Transmis par le Sénat, n°3509/1 du 28 mars 2014.

SOCIETE SANS BUT LUCRATIF

1. Projet de loi modifiant la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations en vue d'instaurer de nouvelles règles de publicité, d'information et de transparence applicables aux ASBL.

Transmis par le Sénat, n°3533/1 du 4 avril 2014.

Commission de Révision de la Constitution et de la Réforme des Institutions

MINISTERE

1. Projet de loi spéciale modifiant la législation spéciale relative à l'obligation de déposer une liste de mandats, fonctions et professions et une déclaration de patrimoine, en vue de l'élargissement de son champ d'application aux experts permanents, membres de cabinet et membres des cellules stratégiques des cabinets ministériels.

Transmis par le Sénat, n°2704/1 du 18 mars 2013.

Avis, n°2704/2 du 14 octobre 2013.

2. Projet de loi modifiant la législation relative à l'obligation de déposer une liste de mandats, fonctions et professions et une déclaration de patrimoine, en vue de l'élargissement de son champ d'application aux experts permanents, membres de cabinet et membres des cellules stratégiques des cabinets ministériels.

Transmis par le Sénat, n°2705/1 du 18 mars 2013.

Avis, n°2705/2 du 14 octobre 2013.

Amendements de M. Renaat Landuyt, M. Bruno Van Grootenbrulle, n°2705/3 du 5 février 2014.

PARLEMENT NATIONAL

1. Projet de loi modifiant la législation en ce qui concerne la déclaration électronique des mandats et la publication des listes de mandats sur le site Internet de la Cour des comptes.

Transmis par le Sénat, n°2707/1 du 18 mars 2013.

Avis, n°2707/2 du 14 octobre 2013.

PARLEMENT REGIONAL

1. Projet de loi spéciale modifiant la législation spéciale en ce qui concerne la déclaration électronique des mandats et la publication des listes de mandats sur le site Internet de la Cour des comptes.

Transmis par le Sénat, n°2706/1 du 18 mars 2013.

Avis, n°2706/2 du 14 octobre 2013.

REVISION DE LA CONSTITUTION

1. Révision de la Constitution Projet de révision de la Constitution visant à insérer, au titre II de la Constitution, un article 22ter garantissant le droit des personnes handicapées de bénéficier des mesures appropriées qui leur assurent l'autonomie et une intégration culturelle, sociale et professionnelle.

Transmis par le Sénat, n°2680/1 du 1 mars 2013.

Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique

DROIT PENAL

1. Projet de loi complétant la loi du 11 janvier 1993 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme, en vue d'élargir la compétence de contrôle de la Cellule de traitement des informations financières en ce qui concerne l'extrémisme.

Transmis par le Sénat, n°2817/1 du 17 mai 2013.

Avis, n°2817/2 du 23 juillet 2013.

Avis du Conseil d'État, n°2817/3 du 1 août 2013.

Rapporteur(s) : M. Jenne De Potter

(Renvoi pour avis)

Commission de l'Économie, de la Politique scientifique, de l'Éducation, des Institutions scientifiques et culturelles nationales, des Classes moyennes et de l'Agriculture

BIEN DE CONSOMMATION

1. Projet de loi modifiant l'article 1649septies du Code civil en ce qui concerne les documents relatifs à la vente de biens de consommation.

Transmis par le Sénat, n°3529/1 du 4 avril 2014.

PROTECTION DU CONSOMMATEUR

1. Projet de loi modifiant l'article 1649quater, § 4, du Code civil, relatif à la protection des consommateurs en cas de vente de biens de consommation en ce qui concerne le défaut de conformité.

Transmis par le Sénat, n°3528/1 du 4 avril 2014.

Commission des Finances et du Budget**DROIT PENAL**

1. Projet de loi complétant la loi du 11 janvier 1993 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme, en vue d'élargir la compétence de contrôle de la Cellule de traitement des informations financières en ce qui concerne l'extrémisme.

Transmis par le Sénat, n°2817/1 du 17 mai 2013.

Avis, n°2817/2 du 23 juillet 2013.

Avis du Conseil d'État, n°2817/3 du 1 août 2013.

Rapporteur(s) : Mme Veerle Wouters

Commission de la Santé publique, de l'Environnement et du Renouveau de la Société**SANTÉ PUBLIQUE**

1. Projet de loi modifiant la loi du 13 juin 1986 sur le prélèvement et la transplantation d'organes en vue d'introduire la carte de donneur dans l'attente de la numérisation complète du don d'organes par l'utilisation de la carte d'identité électronique.

Transmis par le Sénat, n°2294/1 du 22 juin 2012.

Rapporteur(s) : Mme Colette Burgeon

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

25 april 2014

**TABEL VAN DE VOORSTELLEN EN WETSONTWERPEN
ALS NIET-BESTAANDE BESCHOUWD
TEN GEVOLGE VAN DE ONTBINDING
VAN DE KAMERS OP 28 APRIL 2014**

N-VA	:	Nieuw-Vlaamse Alliantie
PS	:	Parti Socialiste
MR	:	Mouvement Réformateur
CD&V	:	Christen-Democratisch en Vlaams
sp.a	:	socialistische partij anders
Ecolo-Groen	:	Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
Open Vld	:	Open Vlaamse liberalen en democraten
VB	:	Vlaams Belang
cdH	:	centre démocrate Humaniste
FDF	:	Fédéralistes Démocrates Francophones
LDD	:	Lijst Dedecker
MLD	:	Mouvement pour la Liberté et la Démocratie
INDEP-ONAFH	:	Indépendant-Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkortingen bij de nummering van de publicaties:	
DOC 53 0000/000:	Document parlementaire de la 53 ^e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif	DOC 53 0000/000:	Parlementair document van de 53 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA:	Questions et Réponses écrites	QRVA:	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV:	Version Provisoire du Compte Rendu intégral	CRIV:	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV:	Compte Rendu Analytique	CRABV:	Beknopt Verslag
CRIV:	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV:	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN:	Séance plénière	PLEN:	Plenum
COM:	Réunion de commission	COM:	Commissievergadering
MOT:	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT:	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

Publications officielles éditées par la Chambre des représentants

Commandes:
Place de la Nation 2
1008 Bruxelles
Tél. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.lachambre.be
courriel : publications@lachambre.be

Les publications sont imprimées exclusivement sur du papier certifié FSC

Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers

Bestellingen:
Natieplein 2
1008 Brussel
Tel. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.dekamer.be
e-mail : publicaties@dekamer.be

De publicaties worden uitsluitend gedrukt op FSC gecertificeerd papier

A. Voorstellen en wetsontwerpen bij de Kamer ingediend (Volgens de staat van behandeling) :	5
I. Voorstellen en wetsontwerpen waarvan de behandeling in commissie beëindigd is :	5
a) Voorstellen en wetsontwerpen waarvan de bespreking en/of de stemming in plenaire vergadering werden verdaagd.....	5
b) Voorstellen en wetsontwerpen waarvan de aanneming wordt voorgesteld door de commissies	5
c) Voorstellen en wetsontwerpen waarvan de aanneming niet wordt voorgesteld door de commissies.....	6
II. Voorstellen en wetsontwerpen aanhangig bij de commissies.	11
Verenigde commissies voor de Buitenlandse Betrekkingen en voor de Landsverdediging	11
Commissie voor de Landsverdediging	12
Commissie belast met de Problemen inzake Handels- en Economisch Recht	14
Commissie voor het Bedrijfsleven, het Wetenschapsbeleid, het Onderwijs, de Nationale Wetenschappelijke en Culturele Instellingen, de Middenstand en de Landbouw	19
Commissie voor de Binnenlandse Zaken, de Algemene Zaken en het Openbaar Ambt	50
Commissie voor de Buitenlandse Betrekkingen	78
Commissie voor de Financiën en de Begroting.....	90
Commissie voor de Herziening van de Grondwet en de Hervorming van de Instellingen	121
Commissie voor de Infrastructuur, het Verkeer en de Overheidsbedrijven	128
Commissie voor de Justitie	144
Commissie voor de Landsverdediging	200
Commissie voor de Sociale Zaken.....	202
Commissie voor de Volksgezondheid, het Leefmilieu en de Maatschappelijke Hernieuwing ...	247
Bijzondere commissie voor het Reglement en voor de Hervorming van de parlementaire werkzaamheden.....	274
Adviescomité voor de Maatschappelijke Emancipatie	277
III. Voorstellen die niet naar commissie werden verzonden.	278
B. Wetsontwerpen die voor de ontbinding van de kamers op 28 april 2014 werden aangenomen en overgezonden door de Senaat.....	281
I. Wetsontwerpen waarvan de behandeling in commissie beëindigd is :	281
II. Wetsontwerpen aanhangig bij de commissies.	281
Commissie voor de Justitie	281
Commissie voor de Herziening van de Grondwet en de Hervorming van de Instellingen	281
Commissie voor de Binnenlandse Zaken, de Algemene Zaken en het Openbaar Ambt	282
Commissie voor het Bedrijfsleven, het Wetenschapsbeleid, het Onderwijs, de Nationale Wetenschappelijke en Culturele Instellingen, de Middenstand en de Landbouw	282
Commissie voor de Financiën en de Begroting.....	283
Commissie voor de Volksgezondheid, het Leefmilieu en de Maatschappelijke Hernieuwing ...	283

Tabel van de voorstellen en wetsontwerpen als niet-bestaande beschouwd ten gevolge van de ontbinding van de Kamers op 28 april 2014

A. Voorstellen en wetsontwerpen bij de Kamer ingediend (Volgens de staat van behandeling) :

I. Voorstellen en wetsontwerpen waarvan de behandeling in commissie beëindigd is :

a) Voorstellen en wetsontwerpen waarvan de bespreking en/of de stemming in plenaire vergadering werden verdaagd.

BESCHERMING VAN DE CONSUMENT

1. Wetsvoorstel houdende diverse maatregelen met betrekking tot de doorverkoop van toegangstickets voor bepaalde evenementen.

Ingediend door mevrouw Karine Lalieux, mevrouw Ann Vanheste, de heer Philippe Blanchart, mevrouw Linda Musin, nr. 1109/1 van 24 januari 2011.

Verslag van de heer Peter Dedecker, nr. 1109/2 van 30 april 2013.

b) Voorstellen en wetsontwerpen waarvan de aanneming wordt voorgesteld door de commissies

HANDELSRECHT

1. Wetsvoorstel houdende invoeging van een titel 2, "Bepaalde regels in verband met het juridisch kader voor elektronische handtekeningen, elektronische archivering, elektronische aangetekende zending, elektronische tijdsregistratie en certificatediensten", in boek XII van het Wetboek van economisch recht, en houdende invoeging van de definities eigen aan de voornoemde titel 2, en van de rechtshandhabingsbepalingen eigen aan dezelfde titel, in de boeken I en XV van het Wetboek van economisch recht.

Ingediend door mevrouw Sabien Lahaye-Battheu, de heer David Geerts, de heer Joseph George, mevrouw Karine Lalieux, de heer Willem-Frederik Schiltz, de heer Vincent Van Quickenborne, mevrouw Valérie Warzée-Caverenne, mevrouw Leen Dierick, mevrouw Liesbeth Van der Auwera, nr. 2745/1 van 15 april 2013.

Addendum, nr. 2745/2 van 19 april 2013.

Advies van de Raad van State , nr. 2745/3 van 31 mei 2013.

Amendement van de regering, nr. 2745/4 van 25 september 2013.

Amendement van de heer Peter Dedecker, mevrouw Cathy Coudyser, de heer Karel Uyttersprot, nr. 2745/5 van 22 oktober 2013.

Tekst aangenomen door de commissie, nr. 2745/6 van 28 oktober 2013.

Verslag van de heer Joseph George, nr. 2745/7 van 6 november 2013.

VOLKSGEZONDHEID

1. Wetsvoorstel tot instelling van een verbod op de vervaardiging, de commercialisering en het gebruik van ongeacht welk systeem van jongerenverjager.

Ingediend door mevrouw Kattrin Jadin, de heer Daniel Bacquellaine, de heer David Clarinval, mevrouw Valérie De Bue, mevrouw Valérie Warzée-Caverenne, nr. 2799/1 van 7 mei 2013.

Amendementen van mevrouw Colette Burgeon, mevrouw Jeanne Nyanga-Lumbala, mevrouw Kattrin Jadin, mevrouw Nik Van Gool, mevrouw Lieve Wierinck, mevrouw Maya Detiège, mevrouw Thérèse Snoy et d'Oppuers, nr. 2799/2 van 26 maart 2014.

Verslag van mevrouw Reinilde Van Moer, nr. 2799/3 van 2 april 2014.

Tekst aangenomen door de commissie, nr. 2799/4 van 2 april 2014.

c) Voorstellen en wetsontwerpen waarvan de aanneming niet wordt voorgesteld door de commissies.

BESCHERMING VAN DE CONSUMENT

1. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 5 september 2001 betreffende de beschikbaarheid van consumenteninformatie over het brandstofverbruik en de CO₂-uitstoot bij het op de markt brengen van nieuwe personenauto's.

Ingediend door de heer Philippe Blanchart, mevrouw Colette Burgeon, mevrouw Marie-Claire Lambert, de heer Yvan Mayeur, de heer Franco Seminara, nr. 427/1 van 20 oktober 2010.

Amendementen van de heer Philippe Blanchart, mevrouw Catherine Fonck, mevrouw Maya Detiège, nr. 427/2 van 25 januari 2011.

Advies van de Raad van State, nr. 427/3 van 11 februari 2011.

Amendementen van mevrouw Thérèse Snoy et d'Oppuers, de heer Philippe Blanchart, mevrouw Annick Van Den Ende (**), de heer Damien Thiéry, mevrouw Colette Burgeon, mevrouw Marie-Claire Lambert, de heer Franco Seminara, nr. 427/4 van 22 februari 2011.

Verslag van mevrouw Thérèse Snoy et d'Oppuers, nr. 427/5 van 2 maart 2011.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 6 april 2010 betreffende marktpraktijken en consumentenbescherming wat het taalgebruik inzake reclame betreft.

Ingediend door de heer Bruno Valkeniers, de heer Filip De Man, de heer Hagen Goyvaerts, de heer Peter Logghe, mevrouw Barbara Pas, nr. 1039/1 van 18 januari 2011.

Verslag van de heer Willem-Frederik Schiltz, nr. 1039/2 van 9 juni 2011.

BUITENLANDSE STAATSBURGER

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen en tot instelling van toezicht door de Kamers op het Commissariaat-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen.

Ingediend door mevrouw Zoé Genot, de heer Wouter De Vriendt, mevrouw Eva Brems, nr. 101/1 van 8 september 2010.

Verslag van mevrouw Leen Dierick, nr. 101/2 van 9 juni 2011.

2. Voorstel van resolutie betreffende de noodzaak van een aanscherping van de Europese wetgeving inzake gezinshereniging.

Ingediend door de heer Filip De Man, mevrouw Alexandra Colen, de heer Peter Logghe, de heer Bert Schoofs, mevrouw Annick Ponthier, nr. 457/1 van 26 oktober 2010.

Addendum, nr. 457/2 van 24 mei 2011.

Verslag van de heer Jan Van Esbroeck, nr. 457/3 van 9 juni 2011.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 12 januari 2007 betreffende de opvang van asielzoekers en van bepaalde andere categorieën van vreemdelingen.

Ingediend door mevrouw Sarah Smeyers, de heer Theo Francken, mevrouw Daphné Dumery, de heer Manu Beuselinck (**), nr. 677/1 van 23 november 2010.

Amendement van mevrouw Rita De Bont, nr. 677/2 van 17 december 2010.

Verslag van de heer Franco Seminara, nr. 677/3 van 11 januari 2011.

EERVOLLE ONDERSCHIEDING

1. Voorstel van resolutie tot afschaffing van de Leopoldsorde, de Kroonorde en de Orde van Leopold II.

Ingediend door mevrouw Alexandra Colen, de heer Peter Logghe, de heer Bert Schoofs, nr. 426/1 van 20 oktober 2010.

Verslag van mevrouw Corinne De Permentier, nr. 426/2 van 4 maart 2011.

ENQUETECOMMISSIE

1. Voorstel tot oprichting van een parlementaire onderzoekscommissie belast met het onderzoek naar fraude en slecht beheer bij de verhuizing van de centrale diensten van de federale politie naar het Rijksadministratief Centrum.

Ingediend door de heer Koenraad Degroote, de heer Siegfried Bracke, de heer Ben Weyts, mevrouw Zuhail Demir, nr. 2596/1 van 8 januari 2013.

Addendum, nr. 2596/2 van 10 januari 2013.

Verslag van mevrouw Bercy Slegers, nr. 2596/3 van 6 mei 2013.

EUROPESE UNIE

1. Voorstel van resolutie over de kandidatuur van Turkije als lidstaat van de Europese Unie.

Ingediend door mevrouw Alexandra Colen, de heer Peter Logghe, de heer Bert Schoofs, nr. 699/1 van 25 november 2010.

Verslag van mevrouw Daphné Dumery, nr. 699/2 van 4 maart 2011.

HANDELSMAATSCHAPPIJ

1. Wetsvoorstel tot aanvulling van het Wetboek van vennootschappen wat de splitsing van vennootschappen door overneming betreft.

Ingediend door de heer Karel Uyttersprot, mevrouw Zuhail Demir, mevrouw Sophie De Wit, mevrouw Veerle Wouters, nr. 2192/1 van 14 mei 2012.

Verslag van de heer David Clarinval, nr. 2192/2 van 20 juni 2013.

INTERNATIONALE HANDEL

1. Voorstel van resolutie betreffende de overeenkomsten tussen de Europese Unie en de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie (BLEU) eensdeels en derde Staten anderdeels inzake de wederzijdse bevordering en bescherming van investeringen.

Ingediend door mevrouw Thérèse Snoy et d'Oppuers, mevrouw Eva Brems, de heer Fouad Lahssaini, nr. 2513/1 van 21 november 2012.

Amendement van mevrouw Thérèse Snoy et d'Oppuers, mevrouw Juliette Boulet, nr. 2513/2 van 27 maart 2014.

Verslag van de heer Herman De Croo, nr. 2513/3 van 16 april 2014.

KRIJGSMACHT

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger wat het indienen van het verslag betreft.

Ingediend door de heer Filip De Man, mevrouw Annick Ponthier, de heer Tanguy Veys, nr. 930/1 van 15 december 2010.

Verslag van de heer Bert Maertens, nr. 930/2 van 17 juni 2011.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut van de beroepsofficieren van de krijgsmacht wat het statuut van de prinsen van de koninklijke familie betreft.

Ingediend door mevrouw Annick Ponthier, de heer Filip De Man, de heer Tanguy Veys, nr. 1430/1 van 4 mei 2011.

Verslag van de heer Theo Francken, nr. 1430/2 van 23 juni 2011.

3. Voorstel van resolutie om het aanwenden van personeelsleden van Defensie op kosten van de belastingbetaler op het privéjacht van koning Albert stop te zetten.

Ingediend door mevrouw Annick Ponthier, de heer Hagen Goyvaerts, de heer Filip De Man, de heer Tanguy Veys, nr. 1486/1 van 20 mei 2011.

Verslag van mevrouw Karolien Grosemans, nr. 1486/2 van 23 juni 2011.

4. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 14 januari 1975 houdende het tuchtreglement van de krijgsmacht met het oog op de toelating van militairen tot de uitoefening van politieke mandaten.

Ingediend door mevrouw Annick Ponthier, de heer Filip De Man, de heer Tanguy Veys, nr. 1602/1 van 16 juni 2011.

Verslag van de heer Bert Maertens, nr. 1602/2 van 5 december 2011.

5. Voorstel van resolutie over de inplaatsstelling van een adaptatiesas op het einde van buitenlandse missies.

Ingediend door mevrouw Karolien Grosemans, de heer Theo Francken, de heer Bert Maertens, de heer Jan Jambon, de heer David Geerts, de heer Wouter De Vriendt, nr. 1669/1 van 7 juli 2011.

Intrekking handtekening (de heer David Geerts), nr. 1669/2 van 8 februari 2012.

Verslag van mevrouw Annick Ponthier, nr. 1669/3 van 5 maart 2012.

6. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger wat het statuut en de werking van de commissie voor taalinspectie betreft.

Ingediend door mevrouw Annick Ponthier, de heer Filip De Man, de heer Tanguy Veys, nr. 1795/1 van 12 oktober 2011.

Amendementen van de heer Bert Maertens, mevrouw Karolien Grosemans, de heer Theo Francken, nr. 1795/2 van 23 november 2011.

Verslag van mevrouw Karolien Grosemans, nr. 1795/3 van 5 december 2011.

OPENBAARHEID VAN HET BESTUUR

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 11 april 1994 betreffende de openbaarheid van bestuur wat de openbaarheid en neutraliteit van bestuur betreft.

Ingediend door de heer Ben Weyts, de heer Siegfried Bracke, de heer Koenraad Degroote, de heer Jan Van Esbroeck, nr. 2545/1 van 6 december 2012.

Verslag van mevrouw Bercy Slegers, nr. 2545/2 van 4 februari 2014.

ORGANISATIE VAN VERKIEZINGEN

1. Wetsvoorstel tot wijziging van het Kieswetboek om de leden van de kiesbureaus te verbieden uiterlijke tekenen van een geloofs- of levensovertuiging te dragen.

Ingediend door de heer Daniel Bacquelaine, de heer Philippe Collard, mevrouw Corinne De Permentier, de heer Denis Ducarme, nr. 120/1 van 9 september 2010.

Advies van de Raad van State, nr. 120/2 van 31 januari 2013.

Amendementen van de heer Ben Weyts, de heer Koenraad Degroote, mevrouw Daphné Dumery, mevrouw Jacqueline Galant, de heer Daniel Bacquelaine, nr. 120/3 van 20 maart 2013.

Verslag van de heer Koenraad Degroote, nr. 120/4 van 15 april 2013.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van het Kieswetboek, ten einde de neutraliteit van de kiesbureaus te waarborgen.

Ingediend door de heer Filip De Man, de heer Peter Logghe, nr. 256/1 van 1 oktober 2010.

Advies van de Raad van State, nr. 256/2 van 31 januari 2013.

Addendum, nr. 256/3 van 30 januari 2013.

Verslag van de heer Koenraad Degroote, nr. 256/4 van 15 april 2013.

PARLEMENTAIRE TOEZICHT

1. Voorstel van resolutie tot oprichting van een Comité D dat toezicht houdt op de verschillende plaatsen in België waar mensen van hun vrijheid zijn beroofd.

Ingediend door de heer Fouad Lahssaini, de heer Stefaan Van Hecke, de heer Eric Jadot, nr. 2781/1 van 29 april 2013.

Verslag van mevrouw Marie-Christine Marghem, nr. 2781/2 van 19 juni 2013.

RECHTEN VAN DE MENS

1. Voorstel van resolutie teneinde de problematiek van de zogenaamde "plaasmoorde" - systematische moorden op blanke boeren en hun familie - in Zuid-Afrika aan te kaarten bij de Zuid-Afrikaanse

regering, de Europese Raad van ministers van Buitenlandse Zaken en in de schoot van de internationale instellingen waarvan België lid is.

Ingediend door mevrouw Rita De Bont, mevrouw Alexandra Colen, de heer Bruno Valkeniers, de heer Peter Logghe, de heer Bert Schoofs, nr. 541/1 van 10 november 2010.

Verslag van mevrouw Daphné Dumery, nr. 541/2 van 4 maart 2011.

2. Voorstel van resolutie tot instelling van een internationaal onderzoek naar vermeende uitroeikampen en illegale handel in menselijke organen in de Volksrepubliek China.

Ingediend door de heer Gerolf Annemans, de heer Bert Schoofs, mevrouw Alexandra Colen, de heer Peter Logghe, nr. 545/1 van 10 november 2010.

Verslag van mevrouw Ingeborg De Meulemeester, nr. 545/2 van 4 maart 2011.

3. Voorstel van resolutie betreffende de erkenning van de Holodomor of het verhongeren van de Oekraïense bevolking in de USSR, als genocide.

Ingediend door mevrouw Alexandra Colen, de heer Peter Logghe, de heer Bert Schoofs, nr. 700/1 van 25 november 2010.

Verslag van mevrouw Daphné Dumery, nr. 700/2 van 4 maart 2011.

STAKINGSRECHT

1. Wetsvoorstel betreffende het stakingsrecht van de ambtenaren van de buitendiensten van het directoraat-generaal EPI - Penitentiaire Inrichtingen van de federale Overheidsdienst Justitie.

Ingediend door de heer Koenraad Degroote, mevrouw Sarah Smeyers, mevrouw Els Demol, de heer Steven Vandeput, mevrouw Karolien Grosemans, mevrouw Ingeborg De Meulemeester, mevrouw Sophie De Wit, nr. 1512/1 van 31 mei 2011.

Addendum, nr. 1512/2 van 22 maart 2013.

Verslag van de heer Christian Brotcorne, nr. 1512/3 van 17 januari 2014.

TURKIJE

1. Voorstel van resolutie inzake de toestand in Turkije.

Ingediend door de heer Bruno Valkeniers, mevrouw Annick Ponthier, de heer Bert Schoofs, mevrouw Barbara Pas, nr. 2912/1 van 27 juni 2013.

Verslag van mevrouw Ingeborg De Meulemeester, nr. 2912/2 van 16 april 2014.

VENNOOTSCHAP

1. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van vennootschappen, wat de vertegenwoordiging van de werknemers in het remuneratiecomité betreft.

Ingediend door de heer Olivier Maingain, de heer Damien Thiéry, de heer Bernard Clerfayt, nr. 2537/1 van 3 december 2012.

Verslag van de heer Karel Uyttensprot, nr. 2537/2 van 19 april 2013.

VLUCHTELING

1. Voorstel van resolutie inzake de noodzaak van een nieuw internationaal beschermingsregime voor vluchtelingen.

Ingediend door de heer Filip De Man, mevrouw Alexandra Colen, de heer Peter Logghe, de heer Bert Schoofs, mevrouw Annick Ponthier, nr. 519/1 van 4 november 2010.

Addendum, nr. 519/2 van 24 mei 2011.

Verslag van de heer Jan Van Esbroeck, nr. 519/3 van 9 juni 2011.

VOLKSGEZONDHEID

1. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 14 december 2006 betreffende geneesmiddelen voor menselijk en diergeneeskundig gebruik wat betreft de vermeldingen op de geneesmiddelenverpakking.

Ingediend door de heer Manu Beuselinck (**), mevrouw Reinilde Van Moer, mevrouw Nadia Sminate, nr. 2254/1 van 12 juni 2012.

Addendum, nr. 2254/2 van 14 juni 2012.

Verslag van mevrouw Maya Detiège, de heer Franco Seminara, nr. 2254/3 van 15 januari 2014.

WAPENHANDEL

1. Voorstel van resolutie tot het behoud van het wapenembargo van de Europese Unie tegen de Volksrepubliek China.

Ingediend door de heer Gerolf Annemans, de heer Bert Schoofs, mevrouw Alexandra Colen, de heer Peter Logghe, nr. 543/1 van 10 november 2010.

Verslag van mevrouw Ingeborg De Meulemeester, nr. 543/2 van 4 maart 2011.

ZIEKTE

1. Voorstel van resolutie over de erkenning van de patiënten die lijden aan elektrohypersensitiviteit.

Ingediend door mevrouw Thérèse Snoy et d'Oppuers, mevrouw Muriel Gerkens, mevrouw Eva Brems, nr. 1723/1 van 1 september 2011.

Verslag van mevrouw Reinilde Van Moer, nr. 1723/2 van 26 februari 2013.

II. Voorstellen en wetsontwerpen aanhangig bij de commissies.***Verenigde commissies voor de Buitenlandse Betrekkingen en voor de Landsverdediging*****KERNWAPEN**

1. Wetsvoorstel met het oog op het kernwapenvrij maken van België.

Ingediend door de heer Dirk Van der Maelen, de heer Peter Vanvelthoven, de heer David Geerts, nr. 3138/1 van 20 november 2013.

Addendum, nr. 3138/2 van 28 november 2013.

Addendum, nr. 3138/3 van 6 februari 2014.

2. Wetsvoorstel betreffende het verbod op kernwapens in België.

Ingediend door de heer Wouter De Vriendt, mevrouw Juliette Boulet, nr. 3284/1 van 13 januari 2014.

Commissie voor de Landsverdediging

BUITENLANDS BELEID

1. Voorstel van resolutie over de Belgische militaire operaties.

Ingediend door de heer Georges Dallemagne nr. 2844/1 van 30 mei 2013.

EERSTE WERELDOORLOG

1. Voorstel van resolutie voor excuses aan de families van geëxecuteerde soldaten tijdens de Eerste Wereldoorlog.

Ingediend door mevrouw Kristien Van Vaerenbergh, mevrouw Sarah Smeyers, de heer Koenraad Degroote, mevrouw Sophie De Wit, nr. 3246/1 van 12 december 2013.

HANDHAVING VAN DE VREDE

1. Voorstel van resolutie inzake nucleaire ontwapening en non-proliferatie en de Defence en Deterrence Posture Review binnen de NAVO.

Ingediend door de heer Dirk Van der Maelen, de heer David Geerts, mevrouw Eva Brems, de heer Daniel Bacquelaine, nr. 1798/1 van 12 oktober 2011.

2. Voorstel van resolutie inzake de terugtrekking van tactische kernwapens van het Belgische grondgebied.

Ingediend door de heer Dirk Van der Maelen nr. 2846/1 van 30 mei 2013.

KRIJGSMACHT

1. Voorstel van resolutie inzake de opvolging van gezondheidsrisico's voor militairen die gewerkt hebben met het luchtafweersysteem HAWK.

Ingediend door de heer David Geerts, de heer Anthony Dufrane (**), nr. 258/1 van 4 oktober 2010.

Addendum, nr. 258/2 van 12 oktober 2010.

Addendum, nr. 258/3 van 12 oktober 2010.

Addendum, nr. 258/4 van 31 januari 2012.

Rapporteur(s) : de heer Philippe Blanchart

2. Voorstel van resolutie over het verbeteren van het sportbeleid bij Defensie en de fitheid van de militairen.

Ingediend door de heer Theo Francken, de heer Jean Marie Dedecker, de heer Laurent Louis, nr. 1663/1 van 7 juli 2011.

Intrekking handtekening, nr. 1663/2 van 14 juli 2011.

Rapporteur(s) : mevrouw Annick Ponthier

3. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger.

Ingediend door de heer Patrick Moriau (**), de heer Philippe Blanchart, de heer David Geerts, de heer Christophe Lacroix, de heer Denis Ducarme, nr. 1706/1 van 29 juli 2011.

Addendum, nr. 1706/2 van 12 maart 2012.

Addendum, nr. 1706/3 van 19 november 2012.

Amendement van de heer Filip De Man, mevrouw Annick Ponthier, nr. 1706/4 van 14 december 2012.

Amendement van de heer Bert Maertens, mevrouw Karolien Grosemans, de heer Theo Francken, nr. 1706/5 van 17 december 2012.

Addendum, nr. 1706/6 van 18 december 2012.

Rapporteur(s) : de heer Kristof Waterschoot

4. Voorstel van resolutie betreffende de procedure van aanstelling van de Chief of Defence (Chod).

Ingediend door de heer David Geerts, de heer Dirk Van der Maelen, nr. 2149/1 van 16 april 2012.

5. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger.

Ingediend door de heer Damien Thiéry, de heer Olivier Maingain, de heer Bernard Clerfayt, nr. 2168/1 van 24 april 2012.

6. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 27 maart 2003 betreffende de werving van de militairen en het statuut van de militaire muzikanten en tot wijziging van verschillende wetten van toepassing op het personeel van Landsverdediging.

Ingediend door de heer Georges Dallemagne, de heer Christophe Bastin, de heer Christian Brotcorne, nr. 2569/1 van 13 december 2012.

Amendementen van de heer Gerald Kindermans, de heer David Geerts, de heer Luk Van Biesen, de heer Georges Dallemagne, de heer Christophe Lacroix, de heer Denis Ducarme, mevrouw Karolien Grosemans, de heer Bert Maertens, de heer Theo Francken, nr. 2569/2 van 6 maart 2013.

Rapporteur(s) : mevrouw Karolien Grosemans

7. Voorstel van resolutie over een verscherpte screening van de civiele en militaire (kandidaat)-leden van Defensie en over een uitbreiding van de middelen van de Algemene Dienst Inlichting en Veiligheid (ADIV).

Ingediend door de heer Denis Ducarme, mevrouw Corinne De Permentier, nr. 2641/1 van 18 februari 2013.

Rapporteur(s) : mevrouw Karolien Grosemans

8. Voorstel van resolutie betreffende de hulp aan de natie, voor een burgergericht leger.

Ingediend door de heer Christophe Lacroix, de heer Vincent Sampaoli, de heer Philippe Blanchart, de heer Eric Thiébaud, nr. 3051/1 van 8 oktober 2013.

Rapporteur(s) : mevrouw Karolien Grosemans

MINISTERIE

1. Voorstel van resolutie over de wijziging van de Nederlandstalige benaming van het departement ministerie van Landsverdediging en de Nederlandstalige benaming van de functie minister van Landsverdediging.

Ingediend door mevrouw Karolien Grosemans, de heer Jan Jambon, de heer Theo Francken, de heer Bert Maertens, nr. 3334/1 van 30 januari 2014.

NAVO

1. Voorstel van resolutie betreffende de herziening van het Strategisch Concept van de NAVO

Ingediend door de heer Dirk Van der Maelen, de heer David Geerts, nr. 530/1 van 8 november 2010.

OORLOG

1. Wetsvoorstel tot oprichting van het Nationaal Gedenkteken van het Fort van Hoei.

Ingediend door de heer Daniel Bacquellaine nr. 1309/1 van 23 maart 2011.

Commissie belast met de Problemen inzake Handels- en Economisch Recht**ARBEID**

1. Wetsvoorstel tot invoering van de verplichting voor de beursgenoteerde vennootschappen tot het opstellen van een sociaal rapport.

Ingediend door de heer Dirk Van der Maelen, de heer Hans Bonte, mevrouw Meryame Kitir, mevrouw Christiane Vienne, nr. 1337/1 van 30 maart 2011.

Addendum, nr. 1337/2 van 31 maart 2011.

Rapporteur(s) : mevrouw Leen Dierick

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 26 maart 1999 betreffende het Belgisch actieplan voor de werkgelegenheid 1998 en houdende diverse bepalingen wat de opties betreft.

Ingediend door de heer Bruno Tuybens nr. 2073/1 van 16 februari 2012.

Rapporteur(s) : de heer Olivier Henry

BELASTING

1. Wetsvoorstel ter bestrijding van "gouden parachutes" en buitensporige bezoldigingen.

Ingediend door de heer Stefaan Van Hecke, mevrouw Muriel Gerken, de heer Kristof Calvo, de heer Georges Gilkinet, mevrouw Meyrem Almaci, mevrouw Zoé Genot, nr. 1336/1 van 30 maart 2011.

Errata nr. 1336/2 van 13 september 2011.

Rapporteur(s) : mevrouw Zuhail Demir

BESCHERMING VAN DE CONSUMENT

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 6 april 2010 betreffende marktpraktijken en consumentenbescherming.

Ingediend door de heer Thierry Giet (**), mevrouw Valérie Déom (**), de heer Christian Brotcorne, de heer Renaat Landuyt, de heer Stefaan Van Hecke, mevrouw Liesbeth Van der Auwera, mevrouw Marie-

Christine Marghem, mevrouw Juliette Boulet, mevrouw Sabien Lahaye-Battheu, de heer Mathias De Clercq, nr. 831/1 van 15 december 2010.

Addendum, nr. 831/2 van 21 februari 2011.

Amendement van de heer Thierry Giet (**), de heer Renaat Landuyt, nr. 831/3 van 15 maart 2011.

Amendement van mevrouw Liesbeth Van der Auwera, mevrouw Leen Dierick, de heer Karel Uyttersprot, de heer David Clarinval, de heer Mathias De Clercq, nr. 831/4 van 29 maart 2011.

Rapporteur(s) : de heer David Clarinval

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de regelgeving inzake de zekerheid tot voltooiing van werken voor erkende aannemers en andere personen dan erkende aannemers.

Ingediend door mevrouw Liesbeth Van der Auwera, de heer Jef Van den Bergh, nr. 2072/1 van 16 februari 2012.

DIRECTE BELASTING

1. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 198 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 teneinde het overmatig gebruik van variabele bezoldigingen te ontmoedigen.

Ingediend door de heer Josy Arens, de heer Joseph George, nr. 1447/1 van 11 mei 2011.

Rapporteur(s) : mevrouw Christiane Vienne

FAILLISSEMENT

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de faillissementswet van 8 augustus 1997, van het Gerechtelijk Wetboek en van de wet van 31 januari 2009 betreffende de continuïteit van de ondernemingen, en tot hervorming van het stelsel van de bevrijding van de borg na faillissement.

Ingediend door de heer Joseph George nr. 167/1 van 16 september 2010.

2. Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 46 van de faillissementswet van 8 augustus 1997.

Ingediend door de heer Joseph George, de heer Christian Brodcorne, nr. 172/1 van 17 september 2010.

3. Wetsvoorstel tot aanvulling van de faillissementswet ingeval van faillissement van rust- en verzorgingsinstellingen.

Ingediend door mevrouw Liesbeth Van der Auwera nr. 198/1 van 22 september 2010.

4. Wetsvoorstel tot wijziging van de wetgeving wat de hervorming van het stelsel van de bevrijding van de borg na faillissement betreft.

Ingediend door de heer Raf Terwingen, mevrouw Leen Dierick, mevrouw Liesbeth Van der Auwera, nr. 1018/1 van 13 januari 2011.

5. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 31 januari 2009 betreffende de continuïteit van de ondernemingen wat de homologatie van het minnelijk akkoord betreft.

Ingediend door mevrouw Liesbeth Van der Auwera, mevrouw Sonja Becq, mevrouw Leen Dierick, mevrouw Nathalie Muylle, de heer Raf Terwingen, de heer Jef Van den Bergh, nr. 1037/1 van 18 januari 2011.

6. Wetsvoorstel tot wijziging van de faillissementswet van 8 augustus 1997 wat de verschoonbaarheid van de voormalige echtgenoten betreft.

Ingediend door de heer Raf Terwingen, mevrouw Leen Dierick, mevrouw Liesbeth Van der Auwera, nr. 1600/1 van 16 juni 2011.

7. Wetsvoorstel tot wijziging van de faillissementswet van 8 augustus 1997, van het Gerechtelijk Wetboek en van de wet van 31 januari 2009 betreffende de continuïteit van de ondernemingen, en tot hervorming van het stelsel van de bevrijding van de borg na faillissement.

Ingediend door de heer Joseph George nr. 2407/1 van 30 augustus 2012.

Rapporteur(s) : de heer Karel Uyttersprot

8. Wetsvoorstel tot wijziging van de faillissementswet van 8 augustus 1997.

Ingediend door mevrouw Carina Van Cauter, de heer Frank Wilrycx, nr. 2669/1 van 26 februari 2013.

Addendum, nr. 2669/2 van 14 maart 2013.

9. Wetsvoorstel tot wijziging van de faillissementswet van 8 augustus 1997, wat het aanwijzen van curators betreft.

Ingediend door de heer Koenraad Degroote, mevrouw Sophie De Wit, mevrouw Sarah Smeyers, de heer Karel Uyttersprot, mevrouw Kristien Van Vaerenbergh, nr. 2717/1 van 20 maart 2013.

Rapporteur(s) : de heer Frank Wilrycx

10. Wetsvoorstel tot afstemming van de procedure van gerechtelijke organisatie op de specifieke kenmerken van de landbouwsector.

Ingediend door de heer David Clarinval, mevrouw Jacqueline Galant, de heer Luc Gustin, mevrouw Valérie Warzée-Caverenne, de heer Denis Ducarme, nr. 2889/1 van 19 juni 2013.

GELIJKE BEHANDELING VAN MAN EN VROUW

1. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 30 januari 2001 tot uitvoering van het Wetboek van vennootschappen.

Ingediend door mevrouw Valérie Déom (**), mevrouw Özlem Özen, de heer Olivier Henry, de heer Guy Coëme (**), nr. 740/1 van 30 november 2010.

Verslag van mevrouw Marie-Martine Schyns (**), nr. 740/2 van 27 februari 2012.

HANDELSRECHT

1. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van vennootschappen en tot instelling van een normen- en waardenkader voor coöperatieve vennootschappen.

Ingediend door mevrouw Laurence Meire, mevrouw Karin Temmerman, nr. 3054/1 van 8 oktober 2013.

HUURCONTRACT VAN EEN WINKEL

1. Wetsvoorstel tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek wat betreft de opzeg van een handelshuurovereenkomst ingevolge het niet naleven van een afnameverplichting.

Ingediend door de heer David Geerts, mevrouw Ann Vanheste, nr. 1398/1 van 27 april 2011.

Amendementen van de heer David Geerts, mevrouw Ann Vanheste, nr. 1398/2 van 17 mei 2011.

Advies van de Raad van State , nr. 1398/3 van 27 mei 2011.

Rapporteur(s) : de heer Guy Coëme (**)

2. Wetsvoorstel tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek wat betreft de opzeg van een handelshuurovereenkomst ingevolge het niet naleven van een afnameverplichting.

Ingediend door mevrouw Barbara Pas, de heer Peter Logghe, de heer Bert Schoofs, nr. 1446/1 van 11 mei 2011.

Advies van de Raad van State , nr. 1446/2 van 27 mei 2011.

Rapporteur(s) : de heer Guy Coëme (**)

LANDBOUWBELEID

1. Wetsvoorstel betreffende de collectieve procedures tot behoud van de landbouwbedrijven en de werkgelegenheid in de landbouwsector.

Ingediend door de heer Jean-Marc Delizée, mevrouw Laurence Meire, nr. 2737/1 van 3 april 2013.

Rapporteur(s) : mevrouw Leen Dierick

ONDERNEMING

1. Wetsvoorstel tot instelling, in het kader van maatschappelijk verantwoord ondernemen, van de vergoeding naar billijkheid voor aangerichte ernstige en abnormale verstoring.

Ingediend door de heer Joseph George, de heer Christian Brotcorne, nr. 2722/1 van 22 maart 2013.

ORGANISATIE ZONDER WINSTOOGMERK

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de besluitwet van 30 januari 1947 tot vaststelling van het statuut van oprichting en werking van de centra belast met de bevordering en de coördinatie van de technische vooruitgang van de verschillende takken van 's lands bedrijfsleven, door het wetenschappelijk onderzoek met het oog op het vergroten van de transparantie van de collectieve centra.

Ingediend door de heer Karel Uyttersprot, mevrouw Cathy Coudyser, de heer Peter Dedecker, de heer Flor Van Noppen, nr. 2486/1 van 9 november 2012.

Amendement van de heer Karel Uyttersprot, mevrouw Veerle Wouters, mevrouw Cathy Coudyser, mevrouw Sophie De Wit, nr. 2486/2 van 18 maart 2014.

Rapporteur(s) : de heer Jean-Marc Delizée

OVERHEIDSBEDRIJF

1. Voorstel van resolutie over de beperking van de bezoldiging van de bedrijfsleiders van de autonome overheidsbedrijven.

Ingediend door mevrouw Christiane Vienne, mevrouw Linda Musin, mevrouw Karine Lalieux, de heer Olivier Henry, de heer Yvan Mayeur, de heer Guy Coëme (**), de heer Anthony Dufrane (**), de heer André Frédéric, de heer Laurent Devin, nr. 1397/1 van 26 april 2011.

Rapporteur(s) : mevrouw Zuhail Demir

2. Voorstel van resolutie betreffende de koppeling van het variabel salaris van de bestuurders van de autonome overheidsbedrijven aan de verwezenlijking van kwalitatieve doelstellingen inzake de taken van openbare dienstverlening.

Ingediend door mevrouw Karine Lalieux, mevrouw Linda Musin, de heer André Frédéric, de heer Anthony Dufrane (**), nr. 1649/1 van 1 juli 2011.

3. Voorstel van resolutie over de beperking van de bezoldigingen van de bestuurders van overheidsbedrijven.

Ingediend door de heer David Clarinval, mevrouw Marie-Christine Marghem, de heer Charles Michel, nr. 2204/1 van 21 mei 2012.

4. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven wat de aanduiding van onafhankelijke bestuurders betreft.

Ingediend door de heer Bruno Tuybens nr. 2244/1 van 7 juni 2012.

Rapporteur(s) : de heer Karel Uyttendaele

VENNOOTSCHAP

1. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van vennootschappen en de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, teneinde de variabele vergoeding van bedrijfsleiders te beperken en te rechtvaardigen.

Ingediend door de heer Guy Coëme (**), mevrouw Christiane Vienne, mevrouw Valérie Déom (**), de heer Olivier Henry, de heer Yvan Mayeur, de heer Alain Mathot, nr. 1395/1 van 26 april 2011.

Rapporteur(s) : mevrouw Muriel Gerken

2. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van vennootschappen en van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, wat de bekendmaking van de verschillen in bezoldiging betreft.

Ingediend door de heer Olivier Henry, mevrouw Christiane Vienne, mevrouw Valérie Déom (**), de heer Guy Coëme (**), de heer Yvan Mayeur, de heer Alain Mathot, nr. 1396/1 van 26 april 2011.

Rapporteur(s) : mevrouw Zuhail Demir

3. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van vennootschappen en de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, teneinde te voorzien in een werknemersbonus ingeval de bedrijfsleiders een hoge variabele vergoeding wordt toegekend.

Ingediend door de heer David Clarinval, de heer Philippe Goffin, nr. 2108/1 van 15 maart 2012.

ZELFSTANDIG BEROEP

1. Wetsvoorstel tot instelling van een zogenaamde "opveringstoelage" voor zelfstandigen in moeilijkheden.

Ingediend door mevrouw Muriel Gerken, de heer Stefaan Van Hecke, de heer Georges Gilkinet, nr. 2693/1 van 12 maart 2013.

Rapporteur(s) : de heer Karel Uyttersprot, de heer Bruno Tuybens

Commissie voor het Bedrijfsleven, het Wetenschapsbeleid, het Onderwijs, de Nationale Wetenschappelijke en Culturele Instellingen, de Middenstand en de Landbouw

ADOPTIE

1. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 20 december 2006 tot invoering van de toekenningsvoorwaarden van een adoptieuitkering ten gunste van zelfstandigen met het oog op wijziging van de aanvraagprocedure voor een adoptieuitkering.

Ingediend door mevrouw Sonja Becq, mevrouw Nahima Lanjri, de heer Stefaan Vercamer, nr. 916/1 van 28 december 2010.

ARBEID

1. Wetsvoorstel tot aanvulling van het koninklijk besluit van 9 mei 2007 betreffende de tewerkstelling op zondag in kleinhandelszaken en kappersalons gevestigd in badplaatsen, luchtkuuroorden en toeristische centra.

Ingediend door mevrouw Meryame Kitir nr. 1454/1 van 12 mei 2011.

AUTEURSRECHT

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten.

Ingediend door de heer Renaat Landuyt nr. 40/1 van 29 juli 2010.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten, met het oog op het verbeteren van de rechtspositie van de auteur.

Ingediend door mevrouw Liesbeth Van der Auwera, de heer Jef Van den Bergh, nr. 197/1 van 22 september 2010.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 87 van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten, wat de verantwoordelijkheid van de tussenpersonen betreft bij schendingen van het auteursrecht en de naburige rechten.

Ingediend door mevrouw Karine Lalieux, mevrouw Valérie Déom (**), de heer Olivier Henry, de heer Philippe Blanchart, mevrouw Linda Musin, nr. 1084/1 van 19 januari 2011.

4. Wetsvoorstel strekkende tot een betere bescherming van culturele creaties op het Internet.

Ingediend door de heer David Clarinval, de heer Denis Ducarme, mevrouw Kattrin Jadin, de heer François-Xavier de Donnea, mevrouw Corinne De Permentier, nr. 1120/1 van 26 januari 2011.

5. Wetsvoorstel tot aanpassing van de inning van het auteursrecht aan de technologische ontwikkeling, terwijl de persoonlijke levenssfeer van de internetgebruikers beschermd wordt.

Ingediend door mevrouw Zoé Genot, mevrouw Meyrem Almaci, de heer Eric Jadot, de heer Stefaan Van Hecke, mevrouw Muriel Gerkens, nr. 1402/1 van 27 april 2011.

6. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten, teneinde de uitzonderingen op het auteursrecht te verruimen.

Ingediend door mevrouw Karine Lalieux, mevrouw Karin Temmerman, mevrouw Isabelle Emmery, mevrouw Julie Fernandez Fernandez, de heer Renaat Landuyt, mevrouw Ann Vanheste, nr. 2269/1 van 18 juni 2012.

7. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten wat de vrijstelling van professionelen van de Auvibel-heffing betreft.

Ingediend door de heer Peter Dedecker, mevrouw Cathy Coudyser, de heer Karel Uyttersprot, de heer Bert Wollants, nr. 2694/1 van 13 maart 2013.

8. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten inzake de billijke vergoeding en de werking van de beheersvennootschappen.

Ingediend door de heer Willem-Frederik Schiltz nr. 2882/1 van 12 juni 2013.

AUTOVERZEKERING

1. Wetsvoorstel houdende de verplichting personen die de verplichte aansprakelijkheidsverzekering inzake motorrijtuigen aangaan, ervan in kennis te stellen dat die verzekering de bestuurder niet dekt.

Ingediend door de heer Christian Brotcorne nr. 185/1 van 20 september 2010.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 21 november 1989 betreffende de verplichte aansprakelijkheidsverzekering inzake motorrijtuigen voor wat betreft de invoering van een autosticker.

Ingediend door de heer Peter Logghe, de heer Hagen Goyvaerts, de heer Gerolf Annemans, mevrouw Rita De Bont, mevrouw Barbara Pas, nr. 672/1 van 23 november 2010.

Rapporteur(s) : mevrouw Katrin Jadin

3. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 21 november 1989 betreffende de verplichte aansprakelijkheidsverzekering voor motorrijtuigen wat het autovignet betreft.

Ingediend door de heer Peter Luykx, de heer Peter Dedecker, de heer Karel Uyttersprot, de heer Flor Van Noppen, nr. 1070/1 van 19 januari 2011.

Rapporteur(s) : mevrouw Katrin Jadin

4. Wetsvoorstel tot wijziging van de wetgeving wat de autoverzekering voor jonge bestuurders betreft.

Ingediend door de heer Peter Logghe, de heer Hagen Goyvaerts, mevrouw Barbara Pas, nr. 1075/1 van 19 januari 2011.

Rapporteur(s) : mevrouw Katrin Jadin

5. Wetsvoorstel tot wijziging van de wetgeving met het oog op de invoering van een betaalbare autoverzekering voor jongeren.

Ingediend door mevrouw Liesbeth Van der Auwera, mevrouw Sonja Becq, mevrouw Nathalie Muylle, de heer Raf Terwingen, de heer Jef Van den Bergh, mevrouw Leen Dierick, nr. 1107/1 van 21 januari 2011.

Rapporteur(s) : mevrouw Katrin Jadin

6. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 21 november 1989 betreffende de verplichte aansprakelijkheidsverzekering inzake motorrijtuigen, met het oog op de invoering van de verplichting om op duidelijk zichtbare wijze een vignet aan te brengen op de verzekerde voertuigen.

Ingediend door de heer Daniel Bacquellaine, mevrouw Jacqueline Galant, mevrouw Valérie De Bue, mevrouw Katrin Jadin, de heer Denis Ducarme, nr. 1246/1 van 23 februari 2011.

Rapporteur(s) : mevrouw Katrin Jadin

BEMIDDELAAR

1. Voorstel van resolutie betreffende de ombudsdienst voor energie.

Ingediend door mevrouw Katrin Jadin, de heer David Clarinval, de heer Denis Ducarme, nr. 298/1 van 6 oktober 2010.

BEROEPSORGANISATIE

1. Wetsvoorstel houdende de hervorming van de Orde van Architecten.

Ingediend door de heer Hendrik Bogaert, mevrouw Liesbeth Van der Auwera, nr. 86/1 van 31 augustus 2010.

Rapporteur(s) : mevrouw Ann Vanheste

2. Wetsvoorstel houdende de hervorming van de Orde van Architecten.

Ingediend door de heer Peter Luykx, de heer Jan Jambon, de heer Karel Uyttersprot, de heer Bert Wollants, de heer Flor Van Noppen, nr. 864/1 van 17 december 2010.

Rapporteur(s) : mevrouw Ann Vanheste

3. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 26 juni 1963 tot instelling van een Orde van architecten wat de oprichting van een Orde van Vlaamse en een Orde van Franstalige en Duitstalige architecten betreft.

Ingediend door de heer Peter Logghe, de heer Bruno Valkeniers, mevrouw Barbara Pas, de heer Hagen Goyvaerts, nr. 892/1 van 22 december 2010.

Rapporteur(s) : mevrouw Ann Vanheste

4. Voorstel van resolutie over de instelling van een gewaarborgde Duitse vertegenwoordiging in de beroepsinstituten die voor de dienstverlenende intellectuele beroepen zijn opgericht.

Ingediend door mevrouw Katrin Jadin nr. 1027/1 van 13 januari 2011.

5. Wetsvoorstel op de instellingen belast met het toezicht op het beroep van architect.

Ingediend door mevrouw Kattrin Jadin, de heer Damien Thiéry, mevrouw Karine Lalieux, nr. 1275/1 van 3 maart 2011.

Rapporteur(s) : mevrouw Ann Vanheste

6. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 22 juli 1953 houdende oprichting van een Instituut van de Bedrijfsrevisoren en tot organisatie van het publiek toezicht op het beroep, wat de oprichting van een Instituut der Vlaamse Bedrijfsrevisoren en een Instituut der Franstalige en Duitstalige Bedrijfsrevisoren betreft.

Ingediend door de heer Peter Logghe, de heer Hagen Goyvaerts, mevrouw Barbara Pas, de heer Bruno Valkeniers, nr. 1865/1 van 8 november 2011.

BESCHERMING VAN DE CONSUMENT

1. Wetsvoorstel tot oprichting van een Federale Raad voor de reclamepraktijken en een Federale Commissie voor geschillen inzake reclame.

Ingediend door de heer André Frédéric, mevrouw Colette Burgeon, de heer Yvan Mayeur, de heer Olivier Henry, nr. 165/1 van 14 september 2010.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 10 augustus 2001 betreffende de Centrale voor Kredieten aan Particulieren, teneinde de reële schuldenlast van de consumenten te meten.

Ingediend door de heer André Frédéric, mevrouw Karine Lalieux, de heer Yvan Mayeur, mevrouw Colette Burgeon, nr. 222/1 van 29 september 2010.

3. Voorstel van resolutie over een betere consumentenbescherming op de geliberaliseerde elektriciteits- en gasmarkt.

Ingediend door mevrouw Karine Lalieux, de heer Philippe Blanchart, mevrouw Colette Burgeon, de heer Olivier Henry, nr. 245/1 van 1 oktober 2010.

Rapporteur(s) : de heer Peter Luykx

4. Wetsvoorstel tot reglementering van de boekenprijs.

Ingediend door mevrouw Liesbeth Van der Auwera, de heer Joseph George, nr. 254/1 van 1 oktober 2010.

5. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 3 april 2003 houdende de facturatie van elektriciteit en gas.

Ingediend door de heer Joseph George nr. 266/1 van 4 oktober 2010.

Rapporteur(s) : de heer Peter Luykx

6. Voorstel van resolutie betreffende de gas- en elektriciteitsprijs.

Ingediend door de heer David Clarinval, mevrouw Kattrin Jadin, de heer Daniel Bacquelaïne, de heer Denis Ducarme, nr. 301/1 van 6 oktober 2010.

7. Wetsvoorstel betreffende de veiligheid van privézweembaden.

Ingediend door de heer André Frédéric, de heer Yvan Mayeur, mevrouw Marie-Claire Lambert, mevrouw Linda Musin, nr. 340/1 van 12 oktober 2010.

8. Wetsvoorstel tot invoeging van een artikel 83/1 in de wet van 6 april 2010 betreffende marktpraktijken en consumentenbescherming teneinde de reclamecampagnes die aan bepaalde jaarlijkse feesten voorafgaan te reglementeren.

Ingediend door de heer André Frédéric, mevrouw Karine Lalieux, mevrouw Linda Musin, mevrouw Julie Fernandez Fernandez, de heer Olivier Henry, mevrouw Valérie Déom (**), nr. 400/1 van 15 oktober 2010.

9. Voorstel van resolutie over de bescherming van de consument tegen betalende sms-diensten en tersluiks meegeleverde abonnementen.

Ingediend door mevrouw Valérie De Bue, mevrouw Katrin Jadin, de heer Denis Ducarme, nr. 415/1 van 19 oktober 2010.

10. Wetsvoorstel tot aanvulling van de wet van 16 februari 1994 tot regeling van het contract tot reorganisatie en reisbemiddeling, met het oog op een betere informatieverstrekking aan de consumenten over het type vliegtuig dat hen zal vervoeren.

Ingediend door de heer Daniel Bacquellaine, mevrouw Corinne De Permentier, de heer Olivier Maingain, de heer Damien Thiéry, mevrouw Katrin Jadin, de heer Denis Ducarme, nr. 604/1 van 18 november 2010.

11. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 6 april 2010 betreffende marktpraktijken en consumentenbescherming wat het gezamenlijk aanbod van verzekeringspolissen betreft.

Ingediend door de heer Peter Logghe, de heer Hagen Goyvaerts, de heer Bert Schoofs, mevrouw Rita De Bont, mevrouw Barbara Pas, nr. 673/1 van 23 november 2010.

12. Wetsvoorstel tot wijziging van de wetgeving wat de uitbreiding van de bescherming van de eindafnemers van elektriciteit en gas betreft.

Ingediend door de heer Renaat Landuyt, mevrouw Ann Vanheste, nr. 692/1 van 25 november 2010.

Rapporteur(s) : de heer Peter Luyckx

13. Wetsvoorstel tot invoering van een heffing op de winsten van de afgeschreven kerncentrales, teneinde een betere openstelling van de Belgische elektriciteitsmarkt te garanderen, hernieuwbare energie en energie-efficiëntie te promoten en de algemene energiekosten te drukken.

Ingediend door de heer Olivier Deleuze (**), de heer Kristof Calvo, nr. 732/1 van 30 november 2010.

Amendement van de heer Olivier Deleuze (**), de heer Kristof Calvo, nr. 732/2 van 7 juni 2011.

Amendement van de heer Olivier Deleuze (**), de heer Kristof Calvo, nr. 732/3 van 7 juni 2011.

Rapporteur(s) : mevrouw Ann Vanheste

14. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 25 juni 1992 op de landverzekeringsovereenkomst en van de wet van 4 augustus 1992 op het hypothecair krediet.

Ingediend door de heer Joseph George, de heer Josy Arens, mevrouw Annick Van Den Ende (**), nr. 745/1 van 1 december 2010.

Addendum, nr. 745/2 van 16 februari 2011.

Rapporteur(s) : de heer Jef Van den Bergh

15. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 6 april 2010 betreffende marktpraktijken en consumentenbescherming voor wat betreft de leesbaarheid van overeenkomsten.

Ingediend door de heer Peter Logghe, de heer Bruno Valkeniers, de heer Hagen Goyvaerts, mevrouw Barbara Pas, nr. 887/1 van 22 december 2010.

16. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 22 januari 1945 betreffende de economische reglementering en de prijzen houdende een versterkt toezicht op de evolutie van de prijzen.

Ingediend door de heer Peter Vanvelthoven nr. 960/1 van 7 december 2010.

17. Wetsvoorstel tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek wat betreft de termijn voor herstelling of vervanging van niet-conforme consumptiegoederen.

Ingediend door de heer Peter Logghe, mevrouw Barbara Pas, de heer Hagen Goyvaerts, nr. 981/1 van 4 januari 2011.

18. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 6 april 2010 betreffende marktpraktijken en consumentenbescherming, wat het verbod betreft op het op de markt brengen van en de reclame voor voedingsmiddelen die de benaming van een drug gebruiken of aanzetten tot consumptie daarvan.

Ingediend door mevrouw Catherine Fonck, mevrouw Annick Van Den Ende (**), mevrouw Myriam Delacroix-Rolin (**), nr. 992/1 van 6 januari 2011.

Overgenomen door mevrouw Marie-Martine Schyns (**), op 16 februari 2012 ter vervanging van mevrouw Annick Van Den Ende (**).

Advies van de Raad van State , nr. 992/2 van 28 februari 2011.

19. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 4 augustus 1992 op het hypothecair krediet wat reclame betreft.

Ingediend door mevrouw Liesbeth Van der Auwera, mevrouw Sonja Becq, mevrouw Leen Dierick, mevrouw Nathalie Muylle, de heer Raf Terwingen, de heer Jef Van den Bergh, nr. 1038/1 van 18 januari 2011.

Rapporteur(s) : de heer Jef Van den Bergh

20. Wetsvoorstel tot wijziging van de wetgeving wat de bevoegdheden van de Ombudsdienst voor Energie en het invoeren van een standaardfactuur voor de levering van elektriciteit en gas aan eindafnemers betreft.

Ingediend door mevrouw Liesbeth Van der Auwera, mevrouw Nathalie Muylle, de heer Jef Van den Bergh, nr. 1086/1 van 20 januari 2011.

Rapporteur(s) : de heer Peter Luykx

21. Wetsvoorstel tot wijziging van de kaderwet van 3 augustus 2007 betreffende de dienstverlenende intellectuele beroepen wat de behandeling van klachten betreft.

Ingediend door mevrouw Liesbeth Van der Auwera, mevrouw Sabien Lahaye-Battheu, de heer Willem-Frederik Schiltz, de heer Raf Terwingen, de heer Jef Van den Bergh, mevrouw Kristien Van Vaerenbergh, de heer Servais Verherstraeten, nr. 1274/1 van 2 maart 2011.

22. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 16 februari 1994 tot regeling van het contract tot reorganisatie en reisbemiddeling, wat het contract tot luchtvervoer betreft.

Ingediend door mevrouw Liesbeth Van der Auwera, mevrouw Nahima Lanjri, mevrouw Nathalie Muylle, de heer Raf Terwingen, de heer Jef Van den Bergh, nr. 1281/1 van 8 maart 2011.

23. Wetsvoorstel tot instelling van een versterkt toezicht op de evolutie van de prijzen.

Ingediend door de heer Bruno Tobback, mevrouw Karine Lalieux, de heer Peter Vanvelthoven, de heer Olivier Henry, nr. 1301/1 van 17 maart 2011.

24. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 6 april 2010 betreffende marktpraktijken en consumentenbescherming, in verband met de jaarlijkse detailberekening van de intresten op spaarrekeningen.

Ingediend door mevrouw Karine Lalieux, de heer Philippe Blanchart, de heer Olivier Henry, mevrouw Linda Musin, de heer Anthony Dufrane (**), nr. 1335/1 van 30 maart 2011.

25. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 6 april 2010 betreffende marktpraktijken en consumentenbescherming en de wet van 11 maart 2003 betreffende bepaalde juridische aspecten van de diensten van de informatiemaatschappij, teneinde de bepalingen ter bescherming van de jonge consument te verbeteren.

Ingediend door de heer Joseph George, de heer Christian Brotcorne, nr. 1384/1 van 8 april 2011.

26. Wetsvoorstel tot wijziging van de wetgeving inzake de organisatie van de elektriciteits- en gasmarkt wat de standaardfactuur betreft.

Ingediend door de heer Kristof Calvo, de heer Olivier Deleuze (**), nr. 1392/1 van 15 april 2011.

Overgenomen door mevrouw Muriel Gerkens, op 16 juli 2013 ter vervanging van de heer Olivier Deleuze (**).

Amendement van mevrouw Muriel Gerkens, de heer Kristof Calvo, nr. 1392/3 van 17 juli 2013.

27. Wetsvoorstel tot uitbreiding van het toepassingsgebied van de wet van 6 april 2010 betreffende marktpraktijken en consumentenbescherming tot de beoefenaars van een vrij beroep, tandartsen en kinesisten.

Ingediend door de heer Peter Logghe, de heer Hagen Goyvaerts, mevrouw Barbara Pas, nr. 1643/1 van 30 juni 2011.

28. Wetsvoorstel tot aanscherping van de reglementering inzake kredietopeningen.

Ingediend door de heer Josy Arens, mevrouw Annick Van Den Ende (**), nr. 1810/1 van 14 oktober 2011.

Overgenomen door mevrouw Marie-Martine Schyns (**), op 16 februari 2012 ter vervanging van mevrouw Annick Van Den Ende (**).

29. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 2 augustus 2002 betreffende de misleidende en vergelijkende reclame, de onrechtmatige bedingen en de op afstand gesloten overeenkomsten inzake de vrije beroepen.

Ingediend door mevrouw Liesbeth Van der Auwera, de heer Jef Van den Bergh, de heer Jenne De Potter, de heer Joseph George, nr. 2017/1 van 25 januari 2012.

Rapporteur(s) : de heer Peter Luykx

30. Wetsvoorstel tot instelling van een verbod voor energieleveranciers om de levering te weigeren van een huishoudelijke afnemer die wordt of werd beleverd door de netbeheerder.

Ingediend door de heer Gerald Kindermans, mevrouw Sonja Becq, de heer Jenne De Potter, de heer Roel Deseyn, de heer Stefaan Vercamer, nr. 2027/1 van 30 januari 2012.

Addendum, nr. 2027/2 van 2 februari 2012.

31. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 6 april 2010 betreffende marktpraktijken en consumentenbescherming, wat de informatieverstrekking aan de consument over de veroudering van consumptiegoederen betreft.

Ingediend door de heer Ronny Balcaen, mevrouw Thérèse Snoy et d'Oppuers, mevrouw Meyrem Almaci, de heer Kristof Calvo, de heer Wouter De Vriendt, mevrouw Juliette Boulet, de heer Stefaan Van Hecke, mevrouw Muriel Gerkens, mevrouw Zoé Genot, de heer Olivier Deleuze (**), nr. 2060/1 van 14 februari 2012.

32. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 9 februari 1994 betreffende de veiligheid van producten en diensten, teneinde de veroudering te voorkomen.

Ingediend door mevrouw Thérèse Snoy et d'Oppuers, de heer Ronny Balcaen, mevrouw Meyrem Almaci, nr. 2061/1 van 14 februari 2012.

Rapporteur(s) : mevrouw Isabelle Emmery

33. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 16 februari 1994 tot regeling van het contract tot reisorganisatie en reisbemiddeling wat betreft de verkoop van waardebonnen.

Ingediend door mevrouw Liesbeth Van der Auwera, de heer Jef Van den Bergh, nr. 2071/1 van 16 februari 2012.

Advies van de Raad van State , nr. 2071/2 van 2 april 2012.

34. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 6 april 2010 betreffende marktpraktijken en consumentenbescherming en tot instelling van een gezondheidswaarschuwing in reclameboodschappen.

Ingediend door mevrouw Marie-Martine Schyns (**), de heer Joseph George, de heer Georges Dallemagne, nr. 2159/1 van 20 april 2012.

35. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 6 april 2010 betreffende marktpraktijken en consumentenbescherming en tot oprichting van een Commissie voor de Regulering van Reclame.

Ingediend door de heer Ronny Balcaen, de heer Kristof Calvo, mevrouw Thérèse Snoy et d'Oppuers, nr. 2242/1 van 7 juni 2012.

36. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 6 april 2010 betreffende marktpraktijken en consumentenbescherming, wat bijgewerkte afbeeldingen van het lichaam betreft.

Ingediend door mevrouw Jacqueline Galant nr. 2939/1 van 10 juli 2013.

37. Wetsvoorstel betreffende de beschikbaarheid van consumenteninformatie over de verkeersbelastingen bij het op de markt brengen van personenauto's.

Ingediend door de heer Jef Van den Bergh, de heer Joseph George, nr. 2994/1 van 9 augustus 2013.

Addendum, nr. 2994/2 van 25 oktober 2013.

38. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 20 december 2002 betreffende de minnelijke invordering van schulden van de consument, teneinde misbruiken tegen te gaan.

Ingediend door mevrouw Isabelle Emmery, mevrouw Özlem Özen, de heer Mohammed Jabour, mevrouw Laurence Meire, de heer Christian Brotcorne, nr. 3220/1 van 4 december 2013.

Addendum, nr. 3220/2 van 5 december 2013.

39. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 6 april 2010 betreffende marktpraktijken en consumentenbescherming, teneinde de beweringen omtrent de bereidingswijze en de versheid van bakkers- en banketbakkersproducten aan scherpere controle te onderwerpen.

Ingediend door de heer Ronny Balcaen, mevrouw Thérèse Snoy et d'Oppuers, de heer Wouter De Vriendt, nr. 3293/1 van 16 januari 2014.

BOOT

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 4 augustus 1992 op het hypothecair krediet wat de verruiming van het toepassingsgebied naar binnenvaartuigen andere dan binnenschepen te boek gesteld in het scheepsregister betreft.

Ingediend door de heer Peter Dedecker, mevrouw Daphné Dumery, mevrouw Zuhail Demir, nr. 2558/1 van 12 december 2012.

Addendum, nr. 2558/2 van 17 december 2012.

BRANDBESTRIJDING

1. Voorstel van resolutie ter voorkoming en inperking van stalbranden.

Ingediend door mevrouw Rita De Bont, de heer Filip De Man, mevrouw Annick Ponthier, de heer Tanguy Veys, nr. 1516/1 van 27 mei 2011.

CIVIELE AANSPRAKELIJKHEID

1. Wetsvoorstel tot wijziging van diverse bepalingen betreffende de vergoedersregeling voor de meest kwetsbare weggebruikers.

Ingediend door de heer Daniel Bacquellaine, mevrouw Valérie De Bue, mevrouw Corinne De Permentier, mevrouw Jacqueline Galant, mevrouw Katrin Jadin, de heer Denis Ducarme, nr. 641/1 van 19 november 2010.

COMMERCIELE DISTRIBUTIE

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 10 november 2006 betreffende de openingsuren in handel, ambacht en dienstverlening en waarbij het de gemeenten wordt toegestaan de openingstijden van handelszaken beter te reglementeren.

Ingediend door de heer Christian Brotcorne, mevrouw Annick Van Den Ende (**), mevrouw Marie-Martine Schyns (**), nr. 1705/1 van 28 juli 2011.

Overgenomen door de heer Joseph George, op 26 januari 2012 ter vervanging van mevrouw Annick Van Den Ende (**).

Addendum, nr. 1705/2 van 26 januari 2012.

Addendum, nr. 1705/3 van 16 februari 2012.

Rapporteur(s) : de heer Karel Uyttersprot

2. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 16 van de wet van 10 november 2006 betreffende de openingsuren in handel, ambacht en dienstverlening, in verband met de openingsuren in geval van hinderen door openbare werken.

Ingediend door mevrouw Valérie Warzée-Caverenne, de heer David Clarinval, mevrouw Jacqueline Galant, de heer Daniel Bacquellaine, mevrouw Valérie De Bue, mevrouw Isabelle Emmery, de heer Mathias De Clercq, nr. 2417/1 van 19 september 2012.

Addendum, nr. 2417/2 van 6 december 2012.

Rapporteur(s) : mevrouw Karine Lalieux

3. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 10 november 2006 betreffende de openingsuren in handel, ambacht en dienstverlening, teneinde voor de exploitatie van de vestigingseenheden waarvoor artikel 16, § 2, van deze wet in een afwijking voorziet, een gemeentelijke vergunning op te leggen.

Ingediend door mevrouw Isabelle Emmery, mevrouw Christiane Vienne, de heer Anthony Dufrane (**), mevrouw Julie Fernandez Fernandez, nr. 2439/1 van 10 oktober 2012.

4. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 10 november 2006 betreffende de openingsuren in handel, ambacht en dienstverlening.

Ingediend door mevrouw Katrin Jadin, mevrouw Valérie Warzée-Caverenne, de heer Daniel Bacquellaine, nr. 3039/1 van 2 oktober 2013.

CONSUMPTIEF KREDIET

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet.

Ingediend door mevrouw Zoé Genot, mevrouw Meyrem Almaci, de heer Fouad Lahssaini, de heer Ronny Balcaen, de heer Wouter De Vriendt, de heer Eric Jadot, nr. 2384/1 van 19 juli 2012.

DUURZAME ONTWIKKELING

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 21 december 1994 houdende sociale en diverse bepalingen en de wet van 5 mei 1997 betreffende de coördinatie van het federale beleid inzake duurzame ontwikkeling, wat de aanvullende indicatoren voor de bepaling van het bbp betreft.

Ingediend door de heer Olivier Deleuze (**), mevrouw Thérèse Snoy et d'Oppuers, de heer Kristof Calvo, mevrouw Meyrem Almaci, nr. 1511/1 van 26 mei 2011.

ECONOMISCH BELEID

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 10 november 2006 betreffende de openingsuren in handel, ambacht en dienstverlening wat de verruiming van de openingsuren betreft.

Ingediend door de heer Vincent Van Quickenborne nr. 3489/1 van 26 maart 2014.

ELEKTRICITEITSVOORZIENING

1. Voorstel van resolutie over de organisatie van een openbare aanbesteding voor bijkomende productiecapaciteit ter voorbereiding van de toekomstige elektriciteitsbevoorrading.

Ingediend door de heer Kristof Calvo, de heer Olivier Deleuze (**), nr. 1664/1 van 7 juli 2011.

ELEKTRISCHE ENERGIE

1. Voorstel van resolutie betreffende de totstandkoming van energiepartnerschapsovereenkomsten in België.

Ingediend door de heer David Clarinval, mevrouw Kattrin Jadin, de heer Denis Ducarme, nr. 321/1 van 7 oktober 2010.

ENERGIEBELEID

1. Voorstel van resolutie betreffende de olie- en gaspiek.

Ingediend door de heer Olivier Deleuze (**), de heer Kristof Calvo, nr. 1028/1 van 13 januari 2011.

2. Voorstel van resolutie betreffende het waarborgen van de elektriciteitsvoorzieningszekerheid in België.

Ingediend door mevrouw Muriel Gerkens, de heer Kristof Calvo, nr. 2528/1 van 28 november 2012.

3. Wetsvoorstel betreffende het vermelden van het meest gunstige tariefplan op de slotfactuur van energieleveranciers.

Ingediend door mevrouw Leen Dierick, de heer Jenne De Potter, mevrouw Nahima Lanjri, mevrouw Nik Van Gool, de heer Stefaan Vercamer, de heer Joseph George, de heer Willem-Frederik Schiltz, de heer Frank Wilrycx, nr. 2907/1 van 25 juni 2013.

4. Voorstel van resolutie over de verplichting een sociaal begeleidingsplan als bedoeld in de wet van 31 januari 2003 houdende de geleidelijke uitstap uit kernenergie voor industriële elektriciteitsproductie uit te breiden tot het hele federaal plan inzake elektriciteitsbevoorradingsszekerheid.

Ingediend door mevrouw Karine Lalieux, mevrouw Isabelle Emmery, de heer Mohammed Jabour, mevrouw Linda Musin, nr. 3308/1 van 21 januari 2014.

ENERGIEVOORZIENING

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 12 april 1965 betreffende het vervoer van gasachtige producten en andere door middel van leidingen.

Ingediend door de heer Joseph George nr. 264/1 van 4 oktober 2010.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt.

Ingediend door de heer Joseph George nr. 265/1 van 4 oktober 2010.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 8 december 2006 tot vaststelling van een heffing ter bestrijding van het niet benutten van een site voor de productie van elektriciteit door een producent met het oog op de invoering van een gemeentelijke aanvullende heffing.

Ingediend door de heer Servais Verherstraeten, mevrouw Liesbeth Van der Auwera, de heer Jef Van den Bergh, nr. 566/1 van 16 november 2010.

Advies van de Raad van State , nr. 566/2 van 5 augustus 2011.

Rapporteur(s) : mevrouw Ann Vanheste

4. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 11 april 2003 betreffende de voorzieningen aangelegd voor de ontmanteling van de kerncentrales en voor het beheer van splijtstoffen bestraald in deze kerncentrales.

Ingediend door mevrouw Liesbeth Van der Auwera nr. 685/1 van 24 november 2010.

5. Wetsvoorstel betreffende de federale bijdrage en tot wijziging van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt en van de wet van 12 april 1965 betreffende het vervoer van gasachtige producten en andere door middel van leidingen.

Ingediend door mevrouw Karine Lalieux, mevrouw Linda Musin, de heer Philippe Blanchart, de heer Olivier Henry, nr. 1138/1 van 28 januari 2011.

6. Wetsvoorstel tot opheffing van de wet van 31 januari 2003 houdende de geleidelijke uitstap uit kernenergie voor industriële elektriciteitsproductie.

Ingediend door de heer Hagen Goyvaerts, de heer Bert Schoofs, de heer Bruno Valkeniers, de heer Peter Logghe, mevrouw Barbara Pas, nr. 1216/1 van 15 februari 2011.

7. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt wat de federale bijdrage, de vrijstelling voor groene stroom en de financiering van windenergie op de Noordzee betreft.

Ingediend door de heer Bert Wollants, de heer Peter Dedecker, de heer Peter Luykx, de heer Karel Uyttersprot, de heer Flor Van Noppen, nr. 1232/1 van 18 februari 2011.

8. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 31 januari 2003 houdende de geleidelijke uitstap uit kernenergie voor industriële elektriciteitsproductie.

Ingediend door de heer Bert Wollants, de heer Peter Dedecker, de heer Peter Luykx, de heer Karel Uyttersprot, de heer Flor Van Noppen, nr. 1233/1 van 18 februari 2011.

9. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 11 april 2003 betreffende de voorzieningen aangelegd voor de ontmanteling van de kerncentrales en voor het beheer van splijtstoffen bestraald in deze kerncentrales wat de invoering van een heffing op de thermische capaciteit van kerncentrales betreft.

Ingediend door de heer Bert Wollants, de heer Peter Dedecker, de heer Peter Luykx, de heer Karel Uyttersprot, de heer Flor Van Noppen, nr. 1234/1 van 18 februari 2011.

Amendementen van de heer Bert Wollants, nr. 1234/2 van 16 juni 2011.

Amendement van de heer Bert Wollants, nr. 1234/3 van 22 juni 2011.

Rapporteur(s) : de heer Philippe Blanchart

10. Wetsvoorstel tot wijziging van de wetgeving wat betreft de regulering van de prijs van aardgas en elektriciteit.

Ingediend door de heer Bruno Tobback nr. 1311/1 van 23 maart 2011.

11. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt, wat de federale bijdrage en de op groene elektriciteit toepasbare vrijstelling betreft.

Ingediend door de heer Olivier Deleuze (**), de heer Kristof Calvo, de heer Georges Gilkinet, de heer Eric Jadot, de heer Wouter De Vriendt, nr. 1428/1 van 4 mei 2011.

12. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt wat de oprichting van een Openbare Aankoopcentrale voor Elektriciteit betreft.

Ingediend door de heer Bruno Tobback nr. 1445/1 van 10 mei 2011.

Rapporteur(s) : de heer Bert Wollants

13. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 8 december 2006 tot vaststelling van een heffing ter bestrijding van het niet-benutten van een site voor de productie van elektriciteit door een producent.

Ingediend door de heer Kristof Calvo, de heer Olivier Deleuze (**), nr. 1609/1 van 20 juni 2011.

Advies van de Raad van State , nr. 1609/2 van 5 augustus 2011.

14. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt.

Ingediend door de heer Jean Marie Dedecker nr. 1612/1 van 21 juni 2011.

15. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt, teneinde de transmissienetbeheerder de mogelijkheid te bieden bepaalde productieactiviteiten te ontplooien.

Ingediend door de heer Kristof Calvo, de heer Olivier Deleuze (**), nr. 1727/1 van 5 september 2011.

16. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 11 april 2003 betreffende de voorzieningen aangelegd voor de ontmanteling van de kerncentrales en voor het beheer van splijtstoffen bestraald in deze kerncentrales.

Ingediend door de heer Kristof Calvo, de heer Olivier Deleuze (**), nr. 1820/1 van 18 oktober 2011.

Verslag van de heer Guy Coëme (**), nr. 1820/2 van 29 november 2011.

17. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 8 december 2006 tot vaststelling van een heffing ter bestrijding van het niet benutten van een site voor de productie van elektriciteit door een producent.

Ingediend door de heer Bert Wollants, de heer Peter Dedecker, de heer Peter Luykx, de heer Karel Uyttersprot, de heer Flor Van Noppen, nr. 2012/1 van 20 januari 2012.

18. Wetsvoorstel tot invoering van een voorafgaande vergunningsprocedure voor de definitieve of tijdelijke sluiting van een installatie voor elektriciteitsproductie.

Ingediend door de heer Kristof Calvo, mevrouw Muriel Gerkens, de heer Eric Jadot, nr. 2200/1 van 16 mei 2012.

19. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 12 april 1965 betreffende het vervoer van gasachtige produkten en andere door middel van leidingen en van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt voor wat betreft een exhaustieve lijst van toegelaten criteria met het oog op de uitwerking van de indexeringsparameters door de leveranciers.

Ingediend door mevrouw Muriel Gerkens, de heer Kristof Calvo, nr. 2532/1 van 28 november 2012.

20. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 8 december 2006 tot vaststelling van een heffing ter bestrijding van het niet benutten van een site voor de productie van elektriciteit door een producent.

Ingediend door de heer Willem-Frederik Schiltz nr. 2696/1 van 14 maart 2013.

ERFRECHT

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 29 augustus 1988 op de erfregeling inzake landbouwbedrijven.

Ingediend door de heer Gerald Kindermans, mevrouw Nathalie Muylle, de heer Jef Van den Bergh, nr. 768/1 van 3 december 2010.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 29 augustus 1988 op de erfregeling inzake landbouwbedrijven met het oog op het bevorderen van de continuïteit voor wat betreft de verduidelijking van het overnamerecht.

Ingediend door mevrouw Sabien Lahaye-Battheu, mevrouw Carina Van Cauter, de heer Willem-Frederik Schiltz, de heer Mathias De Clercq, mevrouw Ine Somers, nr. 1118/1 van 26 januari 2011.

GAS

1. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 28 juni 1971 betreffende de te nemen veiligheidsmaatregelen bij de oprichting en bij de exploitatie van installaties voor gasdistributie door middel van leidingen.

Ingediend door de heer Joseph George nr. 263/1 van 4 oktober 2010.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 28 juni 1971 betreffende de te nemen veiligheidsmaatregelen bij de oprichting en bij de exploitatie van installaties voor gasdistributie door middel van leidingen.

Ingediend door de heer Olivier Deleuze (**), de heer Kristof Calvo, nr. 1726/1 van 5 september 2011.

GELIJKE BEHANDELING VAN MAN EN VROUW

1. Voorstel van resolutie over het vrouwelijk ondernemerschap.

Ingediend door mevrouw Katrin Jadin nr. 1034/1 van 14 januari 2011.

GEWESTVORMING

1. Voorstel van resolutie betreffende de defederalisering van de federale wetenschappelijke en culturele instellingen.

Ingediend door de heer Peter Logghe, de heer Hagen Goyvaerts, mevrouw Barbara Pas, de heer Bruno Valkeniers, nr. 1054/1 van 18 januari 2011.

GEZINSUITKERING

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de reglementering betreffende de gezinsbijslag voor de zelfstandigen en tot gelijkschakeling van de kinderbijslag tussen de zelfstandigen en de werknemers.

Ingediend door de heer Christian Brotcorne nr. 70/1 van 9 augustus 2010.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 april 1976 houdende de regeling van de gezinsbijslag ten voordele van de zelfstandigen.

Ingediend door de heer Guy D'haeseleer, de heer Hagen Goyvaerts, de heer Bert Schoofs, de heer Bruno Valkeniers, de heer Gerolf Annemans, de heer Peter Logghe, mevrouw Barbara Pas, nr. 926/1 van 16 december 2010.

HANDELAAR

1. Wetsvoorstel tot invoering van een identificatieverplichting voor de schroothandel.

Ingediend door de heer Jef Van den Bergh, mevrouw Liesbeth Van der Auwera, nr. 734/1 van 30 november 2010.

Addendum, nr. 734/2 van 21 januari 2011.

HANDELSONDERNEMING

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 13 augustus 2004 betreffende de vergunning van handelsvestigingen voor wat betreft de hoorplicht van aangrenzende gemeenten.

Ingediend door de heer Peter Logghe, de heer Bert Schoofs, de heer Bruno Valkeniers, de heer Hagen Goyvaerts, mevrouw Barbara Pas, nr. 998/1 van 11 januari 2011.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 10 november 2006 betreffende de openingsuren in handel, ambacht en dienstverlening, wat de openingstijden van dancings betreft.

Ingediend door mevrouw Isabelle Emmery, mevrouw Christiane Vienne, de heer Mohammed Jabour, mevrouw Laurence Meire, nr. 2682/1 van 4 maart 2013.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 10 november 2006 betreffende de openingsuren in handel, ambacht en dienstverlening, teneinde de sluiting van dancings toe te staan.

Ingediend door mevrouw Katrin Jadin, mevrouw Valérie Warzée-Caverenne, mevrouw Marie-Christine Marghem, de heer Olivier Destrebecq, de heer Daniel Bacquellaine, nr. 2829/1 van 23 mei 2013.

HORECABEDRIJF

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 10 november 2006 betreffende de openingsuren in handel, ambacht en dienstverlening, teneinde de gemeenten te machtigen om de openingstijden van de drankgelegenheden strikter te reglementeren.

Ingediend door de heer Christian Brotcorne, mevrouw Catherine Fonck, de heer Joseph George, mevrouw Marie-Martine Schyns (**), nr. 1724/1 van 1 september 2011.

Addendum, nr. 1724/2 van 26 januari 2012.

Addendum, nr. 1724/3 van 26 februari 2013.

Rapporteur(s) : mevrouw Valérie Warzée-Caverenne

2. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 135 van de Nieuwe gemeentewet van 24 juni 1988 teneinde de gemeenten toe te staan de openingstijden van de drankgelegenheden te reglementeren.

Ingediend door mevrouw Myriam Delacroix-Rolin (**), de heer Christian Brotcorne, mevrouw Catherine Fonck, mevrouw Marie-Martine Schyns (**), de heer Joseph George, nr. 2099/1 van 8 maart 2012.

Addendum, nr. 2099/2 van 3 december 2012.

Addendum, nr. 2099/3 van 28 februari 2013.

Advies van de Raad van State, nr. 2099/4 van 28 maart 2013.

Rapporteur(s) : mevrouw Ann Vanheste

(Verzonden voor advies)

3. Voorstel van resolutie met betrekking tot een daadkrachtig horecabeleid.

Ingediend door de heer Jan Van Esbroeck, mevrouw Zuhail Demir, de heer Karel Uyttersprot, mevrouw Veerle Wouters, mevrouw Nadia Sminate, mevrouw Daphné Dumery, nr. 2408/1 van 20 augustus 2012.

4. Wetsvoorstel tot wijziging van de samengeordende wetsbepalingen van 3 april 1953 inzake de slijterijen van gegiste dranken wat de mogelijkheden van een gemeentelijke overheid om een positief bericht te weigeren betreft.

Ingediend door de heer Vincent Van Quickenborne, de heer Bart Somers, de heer Frank Wilrycx, nr. 2750/1 van 16 april 2013.

Addendum, nr. 2750/2 van 16 januari 2014.

Rapporteur(s) : mevrouw Isabelle Emmery
(Verzonden voor advies)

HUWELIJK

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 25 juni 1992 op de landverzekeringsovereenkomst wat de vergoeding aan het gemeenschappelijke vermogen betreft.

Ingediend door mevrouw Liesbeth Van der Auwera, mevrouw Nahima Lanjri, de heer Raf Terwingen, de heer Jef Van den Bergh, mevrouw Leen Dierick, de heer Joseph George, nr. 1917/1 van 30 november 2011.

Addendum, nr. 1917/2 van 23 oktober 2012.

INTERNET

1. Voorstel van resolutie over de creatie van een keurmerk "Legaal aanbod.be" teneinde duidelijk het legale karakter aan te geven van onlineaanbiedingen voor het downloaden van culturele content op het internet.

Ingediend door de heer Olivier Henry, mevrouw Karine Lalieux, nr. 1797/1 van 12 oktober 2011.

INVALIDITEITSVERZEKERING

1. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 20 juli 1971 houdende instelling van een uitkeringsverzekering en een moederschapsverzekering ten voordele van de zelfstandigen en van de meewerkende echtgenoten.

Ingediend door mevrouw Muriel Gerkens, mevrouw Meyrem Almaci, mevrouw Zoé Genot, nr. 487/1 van 27 oktober 2010.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 20 juli 1971 houdende instelling van een uitkeringsverzekering en een moederschapsverzekering ten voordele van de zelfstandigen en van de meewerkende echtgenoten met het oog op de bevordering van de socio-professionele reïntegratie van zelfstandigen met een arbeidsongeschiktheid.

Ingediend door mevrouw Meryame Kitir, mevrouw Maya Detiège, de heer Hans Bonte, mevrouw Ann Vanheste, mevrouw Myriam Vanlerberghe (**), nr. 587/1 van 17 november 2010.

KERNENERGIE

1. Wetsvoorstel tot vaststelling van een heffing op kernbrandstof.

Ingediend door mevrouw Liesbeth Van der Auwera, de heer Raf Terwingen, mevrouw Catherine Fonck, de heer Joseph George, nr. 1307/1 van 17 maart 2011.

Amendement van mevrouw Liesbeth Van der Auwera, nr. 1307/2 van 7 juni 2011.

Rapporteur(s) : mevrouw Karine Lalieux

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 22 juli 1985 betreffende de wettelijke aansprakelijkheid op het gebied van kernenergie en tot invoering van een stelsel van onbeperkte wettelijke aansprakelijkheid voor de exploitanten van kerninstallaties.

Ingediend door de heer Joseph George, mevrouw Catherine Fonck, nr. 1877/1 van 14 november 2011.

KREDIET

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 4 augustus 1992 op het hypothecair krediet teneinde de kredietgever en de kredietbemiddelaar een informatie- en adviesplicht op te leggen, en houdende diverse maatregelen.

Ingediend door mevrouw Karine Lalieux, mevrouw Colette Burgeon, mevrouw Valérie Déom (**), de heer André Frédéric, de heer Thierry Giet (**), de heer Olivier Henry, de heer Philippe Blanchart, nr. 312/1 van 6 oktober 2010.

Overgenomen door mevrouw Laurence Meire, op 21 januari 2014 ter vervanging van mevrouw Valérie Déom (**).

Rapporteur(s) : de heer Jef Van den Bergh

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 4 augustus 1992 op het hypothecair krediet, betreffende de termijnaflossing in een crisissituatie.

Ingediend door de heer David Clarinval, mevrouw Corinne De Permentier, mevrouw Katrin Jadin, de heer Denis Ducarme, nr. 638/1 van 19 november 2010.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 4 augustus 1992 op het hypothecair krediet, ter verlaging van de vergoeding in geval van een gehele of gedeeltelijke vervroegde terugbetaling.

Ingediend door de heer Joseph George, de heer Christian Brotcorne, nr. 1383/1 van 7 april 2011.

4. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 4 augustus 1992 op het hypothecair krediet, teneinde de tijdelijke opschorting van de terugbetaling van het hypothecair krediet mogelijk te maken ingeval de kredietnemer zijn baan verliest.

Ingediend door de heer Georges Gilkinet, mevrouw Meyrem Almaci, mevrouw Muriel Gerkens, de heer Stefaan Van Hecke, nr. 2559/1 van 12 december 2012.

5. Wetsvoorstel betreffende het microkrediet en tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992.

Ingediend door mevrouw Karine Lalieux, mevrouw Isabelle Emmery, de heer Mohammed Jabour, mevrouw Laurence Meire, nr. 3126/1 van 12 november 2013.

KUNSTEN

1. Voorstel van resolutie tot verandering van de naam "BOZAR" in "Paleis voor Schone Kunsten - Palais des Beaux-Arts".

Ingediend door de heer Peter Logghe, de heer Hagen Goyvaerts, mevrouw Barbara Pas, de heer Bruno Valkeniers, nr. 1088/1 van 20 januari 2011.

MEETAPPARAAT

1. Wetsontwerp tot invoering van de Gecoördineerde Universele Tijd (UTC) als basis voor de wettelijke tijd in België.

Ingediend door de regering nr. 3255/1 van 17 december 2013.

MILIEUBESCHERMING

1. Voorstel van resolutie betreffende de instelling van een duidelijk pictogram voor de verpakkingen die via de PMD-zakken kunnen worden gerecycled.

Ingediend door mevrouw Linda Musin, de heer André Frédéric, de heer Yvan Mayeur, nr. 243/1 van 1 oktober 2010.

MOTIE VAN HET PARLEMENT

1. Voorstel van resolutie over de instelling van een label "Made in the European Union".

Ingediend door de heer Denis Ducarme, mevrouw Corinne De Permentier, de heer Charles Michel, nr. 3153/1 van 26 november 2013.

NUCLEAIRE VEILIGHEID

1. Voorstel van resolutie over de inachtneming van de verplichtingen inzake veiligheid, ontmanteling, financiering en beheer van kernafval in geval van faillissement van ondernemingen of van vroegtijdige stopzetting van hun activiteiten.

Ingediend door mevrouw Muriel Gerkens, de heer Kristof Calvo, de heer Georges Gilkinet, de heer Ronny Balcaen, nr. 2531/1 van 28 november 2012.

Rapporteur(s) : mevrouw Karine Lalieux

ONDERWIJS

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 29 juni 1983 betreffende de leerplicht, teneinde die in te stellen vanaf de leeftijd van vijf jaar.

Ingediend door mevrouw Catherine Fonck, de heer Melchior Wathelet, de heer Joseph George, de heer Christian Brotcorne, nr. 137/1 van 10 september 2010.

Addendum, nr. 137/2 van 16 september 2010.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 29 juni 1983 betreffende de leerplicht, wat de aanvang van de leerplicht betreft.

Ingediend door mevrouw Karine Lalieux, de heer Yvan Mayeur, de heer André Frédéric, de heer Olivier Henry, de heer Philippe Blanchart, mevrouw Linda Musin, nr. 220/1 van 29 september 2010.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 29 juni 1983 betreffende de leerplicht teneinde de leerplicht op vijfjarige leeftijd in te stellen.

Ingediend door mevrouw Valérie De Bue, mevrouw Kattrin Jadin, de heer Denis Ducarme, mevrouw Corinne De Permentier, nr. 748/1 van 1 december 2010.

4. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 29 juni 1983 betreffende de leerplicht.

Ingediend door de heer Bart Somers, de heer Willem-Frederik Schiltz, de heer Herman De Croo, nr. 1260/1 van 25 februari 2011.

5. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 29 juni 1983 betreffende de leerplicht, ter verlaging van de beginleeftijd waarop de verplichting geldt de eerste schoolervaring op te doen.

Ingediend door de heer Olivier Maingain, de heer Damien Thiéry, de heer Bernard Clerfayt, nr. 2834/1 van 27 mei 2013.

OOORLOG

1. Voorstel van resolutie waarbij wordt gevraagd dat België een grotere financiële bijdrage levert aan het museum van Auschwitz-Birkenau in Polen.

Ingediend door de heer Denis Ducarme, mevrouw Corinne De Permentier, nr. 107/1 van 8 september 2010.

OPENBARE ORDE

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 10 november 2006 betreffende de openingsuren in handel, ambacht en dienstverlening.

Ingediend door mevrouw Leen Dierick, mevrouw Liesbeth Van der Auwera, nr. 2995/1 van 9 augustus 2013.

OPENBARE WERKEN

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 3 december 2005 betreffende de uitkering van een inkomenscompensatievergoeding aan zelfstandigen die het slachtoffer zijn van hinder ten gevolge van werken op het openbaar domein.

Ingediend door mevrouw Ann Vanheste, de heer David Geerts, mevrouw Karin Temmerman, mevrouw Caroline Gennez, de heer Renaat Landuyt, mevrouw Myriam Vanlerberghe (**), de heer Karel Uyttersprot, nr. 1484/1 van 19 mei 2011.

Errata nr. 1484/2 van 24 mei 2011.

Rapporteur(s) : mevrouw Karine Lalieux

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 3 december 2005 betreffende de uitkering van een inkomenscompensatievergoeding aan zelfstandigen die het slachtoffer zijn van hinder ten gevolge van werken op het openbaar domein.

Ingediend door de heer Mathias De Clercq, mevrouw Ine Somers, de heer Herman De Croo, nr. 1623/1 van 23 juni 2011.

Rapporteur(s) : mevrouw Karine Lalieux

3. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 3 december 2005 betreffende de uitkering van een inkomenscompensatievergoeding aan zelfstandigen die het slachtoffer zijn van hinder ten gevolge van werken op het openbaar domein wat de toekenningsvoorwaarden en verschillende procedurele aspecten betreft.

Ingediend door mevrouw Leen Dierick, de heer Mathias De Clercq, de heer Jenne De Potter, de heer Joseph George, mevrouw Liesbeth Van der Auwera, mevrouw Nik Van Gool, nr. 2908/1 van 26 juni 2013.

PACHTCONTRACT

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de Pachtwet wat de opzegging door de verpachter betreft.

Ingediend door de heer Herman De Croo, de heer Mathias De Clercq, mevrouw Carina Van Cauter, mevrouw Sabien Lahaye-Battheu, nr. 1171/1 van 4 februari 2011.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de Pachtwet wat betreft het vorderingsrecht van de pachter in geval van verkoop van het goed aan een openbaar bestuur of een publiekrechtelijk persoon.

Ingediend door de heer Bert Schoofs, de heer Bruno Valkeniers, de heer Peter Logghe, de heer Hagen Goyvaerts, mevrouw Barbara Pas, nr. 1361/1 van 5 april 2011.

PENSIOENEN

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de voorwaarden waaronder het vervroegd rustpensioen voor zelfstandigen kan ingaan.

Ingediend door de heer Christian Brotcorne, de heer Josy Arens, nr. 66/1 van 9 augustus 2010.

Addendum, nr. 66/2 van 28 september 2011.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 19 december 1967 houdende algemeen reglement in uitvoering van het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen, teneinde voor de berekening van het pensioen de kwartalen in aanmerking te nemen waarvoor de zelfstandige vrijstelling van betaling van zijn sociale bijdragen heeft verkregen.

Ingediend door de heer Christian Brotcorne nr. 71/1 van 9 augustus 2010.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 december 1967 houdende algemeen reglement betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen, teneinde te voorzien in een gelijke behandeling wat de gelijkgestelde periodes voor militaire dienst betreft.

Ingediend door de heer Daniel Bacquelaine, mevrouw Valérie De Bue, de heer Denis Ducarme, de heer David Clarinval, nr. 428/1 van 20 oktober 2010.

4. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 72 van 10 november 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen van zelfstandigen, teneinde gehandicapte zelfstandigen de mogelijkheid te bieden vervroegd met rustpensioen te gaan.

Ingediend door mevrouw Muriel Gerkens, mevrouw Zoé Genot, mevrouw Meyrem Almaci, nr. 490/1 van 27 oktober 2010.

5. Wetsvoorstel tot wijziging van de regelgeving wat de pensioenrechten van zelfstandigen betreft.

Ingediend door de heer Mathias De Clercq, mevrouw Maggie De Block, de heer Willem-Frederik Schiltz, mevrouw Carina Van Cauter, mevrouw Ine Somers, nr. 708/1 van 25 november 2010.

Rapporteur(s) : mevrouw Karine Lalieux

6. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 72 van 10 november 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen wat de pensioenrechten van zelfstandigen in bijberoep betreft.

Ingediend door mevrouw Carina Van Cauter, de heer Willem-Frederik Schiltz, de heer Mathias De Clercq, mevrouw Ine Somers, mevrouw Maggie De Block, de heer Herman De Croo, mevrouw Katrin Jadin, nr. 1040/1 van 17 januari 2011.

7. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 30 januari 1997 betreffende het pensioenstelsel der zelfstandigen met toepassing van de artikelen 15 en 27 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels en van artikel 3, § 1, 4°, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese en Monetaire Unie wat de verminderingscoëfficiënt betreft.

Ingediend door de heer Hagen Goyvaerts, de heer Peter Logghe, de heer Guy D'haeseleer, mevrouw Barbara Pas, nr. 1089/1 van 20 januari 2011.

8. Wetsvoorstel tot invoering van het pensioenkrediet.

Ingediend door de heer Willem-Frederik Schiltz, mevrouw Gwendolyn Rutten, de heer Herman De Croo, mevrouw Carina Van Cauter, nr. 1229/1 van 17 februari 2011.

Addendum, nr. 1229/2 van 20 september 2012.

9. Wetsvoorstel tot afschaffing van de pensioenmalus in het pensioenstelsel der zelfstandigen.

Ingediend door mevrouw Katrin Jadin, mevrouw Valérie Warzée-Caverenne, de heer Daniel Bacquellaine, de heer David Clarinval, mevrouw Valérie De Bue, nr. 2181/1 van 10 mei 2012.

10. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 december 1967 houdende het algemeen reglement betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen.

Ingediend door de heer Roland Defreyne (**), de heer Mathias De Clercq, de heer Luk Van Biesen, nr. 2278/1 van 21 juni 2012.

11. Wetsvoorstel tot verbetering van het minimumpensioen voor sommige meewerkende echtgenoten.

Ingediend door mevrouw Nathalie Muylle, mevrouw Leen Dierick, de heer Jef Van den Bergh, de heer Michel Doomst (**), de heer Gerald Kindermans, mevrouw Liesbeth Van der Auwera, mevrouw Nik Van Gool, nr. 2611/1 van 22 januari 2013.

Amendement van mevrouw Nathalie Muylle, mevrouw Nik Van Gool, nr. 2611/2 van 30 januari 2013.

12. Wetsvoorstel tot verbetering van het vrij aanvullend pensioen van de zelfstandigen.

Ingediend door mevrouw Nathalie Muylle, mevrouw Leen Dierick, de heer Jef Van den Bergh, de heer Michel Doomst (**), de heer Gerald Kindermans, mevrouw Liesbeth Van der Auwera, mevrouw Catherine Fonck, de heer Mathias De Clercq, mevrouw Nik Van Gool, nr. 2624/1 van 30 januari 2013.

Addendum, nr. 2624/2 van 22 februari 2013.

SOCIAAL WELZIJN

1. Wetsvoorstel tot oprichting van een indicatiecommissie voor economische, sociale en ecologische aangelegenheden, die ermee wordt belast welvaartsindicatoren te bepalen.

Ingediend door de heer Yvan Mayeur, de heer Thierry Giet (**), mevrouw Colette Burgeon, de heer Olivier Henry, de heer André Frédéric, nr. 1692/1 van 19 juli 2011.

SOCIALE ZEKERHEID

1. Wetsvoorstel tot wijziging van koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen, teneinde de werking van de Commissie voor vrijstelling van bijdragen te hervormen.

Ingediend door de heer Christian Brotcorne nr. 760/1 van 2 december 2010.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 20 juli 1971 houdende instelling van een uitkeringsverzekering en een moederschapsverzekering ten voordele van de zelfstandigen en van de meewerkende echtgenoten.

Ingediend door de heer Daniel Bacquelaine, mevrouw Valérie De Bue, de heer David Clarinval, de heer François-Xavier de Donnea, mevrouw Kattrin Jadin, de heer Denis Ducarme, mevrouw Corinne De Permentier, nr. 862/1 van 17 december 2010.

Addendum, nr. 862/2 van 25 januari 2011.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van de regelgeving wat de moederschapsrust van zelfstandigen en meewerkende echtgenoten betreft.

Ingediend door de heer Guy D'haeseleer, de heer Peter Logghe, de heer Hagen Goyvaerts, mevrouw Barbara Pas, de heer Bert Schoofs, de heer Bruno Valkeniers, nr. 1076/1 van 19 januari 2011.

4. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 18 november 1996 houdende invoering van een sociale verzekering ten gunste van zelfstandigen, in geval van faillissement, en van gelijkgestelde personen, met toepassing van de artikelen 29 en 49 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels wat de duur van de verzekering betreft.

Ingediend door de heer Peter Logghe, de heer Bruno Valkeniers, de heer Hagen Goyvaerts, mevrouw Rita De Bont, mevrouw Barbara Pas, nr. 1090/1 van 20 januari 2011.

5. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 30 december 1992 houdende sociale en diverse bepalingen voor wat betreft de afschaffing van de vennootschapsbijdrage.

Ingediend door de heer Guy D'haeseleer, de heer Hagen Goyvaerts, de heer Bruno Valkeniers, de heer Peter Logghe, mevrouw Barbara Pas, nr. 1200/1 van 10 februari 2011.

6. Wetsvoorstel betreffende de sociale verzekering van de zelfstandigen in geval van faillissement.
Ingediend door mevrouw Muriel Gerkens, mevrouw Meyrem Almaci, de heer Georges Gilkinet, de heer Wouter De Vriendt, nr. 1762/1 van 28 september 2011.

7. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen.
Ingediend door mevrouw Kristien Van Vaerenbergh, de heer Peter Dedecker, de heer Karel Uyttersprot, mevrouw Miranda Van Eetvelde, nr. 1765/1 van 30 september 2011.

8. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen voor wat betreft de sociale bijdragen.
Ingediend door de heer Mathias De Clercq, mevrouw Maggie De Block, mevrouw Carina Van Cauter, nr. 1858/1 van 31 oktober 2011.

9. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 19 december 1967 houdende algemeen reglement in uitvoering van het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen, wat betreft de mensualisering van de sociale bijdragen.
Ingediend door mevrouw Reinilde Van Moer, de heer Karel Uyttersprot, mevrouw Karolien Grosemans, mevrouw Nadia Sminate, nr. 1900/1 van 23 november 2011.

10. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen wat betreft de vrijstelling van bijdragen.
Ingediend door de heer Bert Schoofs, de heer Guy D'haeseleer, mevrouw Rita De Bont, mevrouw Barbara Pas, nr. 2086/1 van 27 februari 2012.

11. Wetsvoorstel tot wijziging van koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen, wat de vrijstelling van sociale bijdragen betreft voor de steun bij eerste vestiging van de zelfstandigen.
Ingediend door mevrouw Marie-Martine Schyns (**) nr. 2258/1 van 13 juni 2012.
Overgenomen door mevrouw Catherine Fonck, op 10 juli 2013 ter vervanging van mevrouw Marie-Martine Schyns (**).

12. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen, met het oog op de bestrijding van het oneigenlijk gebruik van het bijberoep in het sociaal statuut der zelfstandigen.
Ingediend door mevrouw Nahima Lanjri, de heer Roel Deseyn, de heer Stefaan Vercamer, nr. 2356/1 van 12 juli 2012.

13. Wetsvoorstel tot wijziging van koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen, teneinde de Impulso-premie niet in aanmerking te nemen bij de berekening van de sociale bijdragen.

Ingediend door de heer David Clarinval, de heer Daniel Bacquelaine, mevrouw Kattrin Jadin, mevrouw Valérie Warzée-Caverenne, mevrouw Valérie De Bue, mevrouw Corinne De Permentier, mevrouw Jacqueline Galant, de heer Luc Gustin, de heer Denis Ducarme, de heer Charles Michel, nr. 3142/1 van 21 november 2013.

Addendum, nr. 3142/2 van 26 november 2013.

SPORT

1. Wetsvoorstel tot reglementering van het beroep van sportmakelaar.

Ingediend door de heer Denis Ducarme, mevrouw Kattrin Jadin, de heer David Clarinval, de heer François-Xavier de Donnea, mevrouw Corinne De Permentier, nr. 975/1 van 3 januari 2011.

STEDENBOUWKUNDIG BEROEP

1. Voorstel van resolutie betreffende de honorariumschalen van de architecten.

Ingediend door de heer Daniel Bacquelaine, mevrouw Valérie De Bue, de heer Denis Ducarme, mevrouw Kattrin Jadin, nr. 538/1 van 9 november 2010.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 20 februari 1939 op de bescherming van den titel en van het beroep van architect, om duidelijk af te bakenen wat de onverenigbaarheden zijn bij de gecombineerde uitoefening van het beroep van architect als zelfstandige en in een openbare instelling. Ingediend door mevrouw Kattrin Jadin, mevrouw Valérie Warzée-Caverenne, de heer Daniel Bacquelaine, mevrouw Laurence Meire, nr. 2857/1 van 4 juni 2013.

STRAFRECHT

1. Voorstel van resolutie betreffende de bestrijding van de diefstal van metalen meer bepaald van koper.

Ingediend door de heer Anthony Dufrane (**), de heer André Frédéric, mevrouw Karine Lalieux, mevrouw Linda Musin, de heer Philippe Blanchart, de heer Laurent Devin, nr. 425/1 van 20 oktober 2010.

Addendum, nr. 425/2 van 14 juli 2011.

TOEGANG TOT HET BEROEPSLEVEN

1. Voorstel van resolutie over de actualisering van de lijst met de diploma's die toegang verlenen tot het beroep van vastgoedmakelaar.

Ingediend door mevrouw Kattrin Jadin, de heer Denis Ducarme, nr. 424/1 van 20 oktober 2010.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 22 juli 1953 houdende oprichting van een Instituut van de Bedrijfsrevisoren en tot organisatie van het publiek toezicht op het beroep van bedrijfsrevisor, om de leeftijdsgrens voor bedrijfsrevisoren op te heffen.

Ingediend door mevrouw Isabelle Emmery, de heer Luk Van Biesen, de heer Mohammed Jabour, mevrouw Karine Lalieux, mevrouw Laurence Meire, de heer Willem-Frederik Schiltz, nr. 3322/1 van 28 januari 2014.

VENNOOTSCHAP

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 30 december 1992 houdende sociale en diverse bepalingen wat betreft de vrijstelling van startende personenvennootschappen inzake de jaarlijkse bijdrage voor het sociaal statuut der zelfstandigen.

Ingediend door de heer Hendrik Bogaert, de heer Jenne De Potter, de heer Carl Devlies, nr. 1879/1 van 14 november 2011.

Overgenomen door de heer Carl Devlies, nr. 1879/2 van 15 februari 2012, ter vervanging van de heer Hendrik Bogaert.

Addendum, nr. 1879/3 van 29 februari 2012.

VERPLICHTE VERZEKERING

1. Wetsvoorstel houdende verscheidene aanvullende maatregelen die ertoe strekken te voldoen aan de verplichting inzake de burgerlijke aansprakelijkheidsverzekering voor motorrijtuigen.

Ingediend door de heer Christian Brotcorne nr. 187/1 van 20 september 2010.

VERZEKERING

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 25 juni 1992 op de landverzekeringsovereenkomst, teneinde de vrije keuze van een advocaat in elke fase van de rechtspleging te waarborgen in het kader van een rechtsbijstandsverzekeringsovereenkomst.

Ingediend door de heer Christian Brotcorne, de heer Christophe Bastin, nr. 54/1 van 9 augustus 2010.

Addendum, nr. 54/2 van 5 oktober 2010.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 67, § 2, van de wet van 25 juni 1992 op de landverzekeringsovereenkomst.

Ingediend door mevrouw Karine Lalieux, mevrouw Colette Burgeon, de heer Alain Mathot, de heer Philippe Blanchart, de heer Olivier Henry, nr. 206/1 van 23 september 2010.

3. Wetsvoorstel tot invoering van de verplichte brandverzekering.

Ingediend door mevrouw Muriel Gerkens, de heer Ronny Balcaen, mevrouw Meyrem Almaci, de heer Georges Gilkinet, de heer Wouter De Vriendt, de heer Stefaan Van Hecke, nr. 208/1 van 24 september 2010.

Rapporteur(s) : mevrouw Ann Vanheste

4. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 21 november 1989 betreffende de verplichte aansprakelijkheidsverzekering inzake motorrijtuigen en de wet van 25 juni 1992 op de landverzekeringsovereenkomst.

Ingediend door de heer Joseph George nr. 273/1 van 5 oktober 2010.

Rapporteur(s) : mevrouw Katrin Jadin

5. Wetsvoorstel betreffende de verplichte verzekering tot dekking van de burgerrechtelijke aansprakelijkheid buiten overeenkomst inzake brand met betrekking tot de eenvoudige risico's.

Ingediend door de heer Daniel Bacquelaine, mevrouw Kattrin Jadin, de heer André Frédéric, de heer Joseph George, de heer Willem-Frederik Schiltz, de heer Bart Somers, nr. 493/1 van 28 oktober 2010.

Addendum, nr. 493/2 van 23 november 2010.

Rapporteur(s) : mevrouw Ann Vanheste

6. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 21 november 1989 betreffende de verplichte aansprakelijkheidsverzekering inzake motorrijtuigen wat het verplicht veralgemeend bonus-malussysteem betreft.

Ingediend door mevrouw Ann Vanheste, mevrouw Karine Lalieux, de heer Philippe Blanchart, de heer Olivier Henry, mevrouw Linda Musin, de heer Anthony Dufrane (**), nr. 523/1 van 8 november 2010.

Addendum, nr. 523/2 van 16 november 2010.

Errata nr. 523/3 van 20 januari 2011.

Rapporteur(s) : mevrouw Kattrin Jadin

7. Wetsvoorstel tot verbetering van de rechtspositie van de minderjarige kinderen en de ouders in geval van een extra-contractuele aansprakelijkheid.

Ingediend door de heer Raf Terwingen, mevrouw Sonja Becq, mevrouw Leen Dierick, mevrouw Liesbeth Van der Auwera, mevrouw Nahima Lanjri, nr. 807/1 van 10 december 2010.

8. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 25 juni 1992 op de landverzekeringsovereenkomst voor wat de mededelingsplicht betreft.

Ingediend door mevrouw Karine Lalieux, mevrouw Ann Vanheste, nr. 938/1 van 8 december 2010.

9. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 25 juni 1992 op de landverzekeringsovereenkomst met het oog op het verbeteren van de rechtspositie van de minderjarige kinderen en de ouders bij extra-contractuele aansprakelijkheid.

Ingediend door de heer Raf Terwingen, mevrouw Sonja Becq, mevrouw Leen Dierick, de heer Gerald Kindermans, mevrouw Nahima Lanjri, mevrouw Nathalie Muylle, de heer Jef Van den Bergh, de heer Stefaan Vercamer, nr. 995/1 van 10 januari 2011.

10. Wetsvoorstel betreffende de schadeloosstelling van lichamelijke en geestelijke letsels ingevolge een technologisch ongeluk.

Ingediend door mevrouw Marie-Christine Marghem, de heer David Clarinval, de heer André Frédéric, de heer Ronny Balcaen, mevrouw Karine Lalieux, mevrouw Linda Musin, nr. 1010/1 van 12 januari 2011.

Addendum, nr. 1010/2 van 22 februari 2011.

Addendum, nr. 1010/3 van 25 februari 2011.

11. Wetsvoorstel tot wijziging van het besluit van 10 augustus 1947 betreffende de inrichting van de technische controle der automobielen, wat de verificatie van de verzekeringsplicht betreft.

Ingediend door mevrouw Katrin Jadin nr. 1035/1 van 17 januari 2011.

12. Wetsvoorstel op de beroepsaansprakelijkheidsverzekering voor aannemers van werken in onroerende staat.

Ingediend door mevrouw Liesbeth Van der Auwera nr. 1077/1 van 19 januari 2011.

13. Wetsvoorstel betreffende de instelling van een verplichte waarborg voor verhaal van derden in de brandverzekering.

Ingediend door mevrouw Liesbeth Van der Auwera, de heer Jef Van den Bergh, mevrouw Leen Dierick, nr. 1113/1 van 25 januari 2011.

Addendum, nr. 1113/2 van 14 mei 2013.

Rapporteur(s) : mevrouw Ann Vanheste

14. Wetsvoorstel tot aanpassing van de wet op de landverzekeringsovereenkomst aan de afschaffing van de doodstraf.

Ingediend door mevrouw Carina Van Cauter, de heer Willem-Frederik Schiltz, de heer Mathias De Clercq, mevrouw Ine Somers, de heer Herman De Croo, nr. 1152/1 van 2 februari 2011.

15. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 92 van de wet van 25 juni 1992 op de landverzekeringsovereenkomst.

Ingediend door de heer Thierry Giet (**), mevrouw Sabien Lahaye-Battheu, de heer Christian Brotcorne, mevrouw Carina Van Cauter, mevrouw Juliette Boulet, mevrouw Karine Lalieux, de heer Renaat Landuyt, de heer Olivier Henry, de heer Stefaan Van Hecke, nr. 1239/1 van 21 februari 2011.

16. Wetsvoorstel tot inperking van plotse en forse premiestijgingen bij hospitalisatieverzekeringen.

Ingediend door de heer Bruno Tobback, mevrouw Myriam Vanlerberghe (**), de heer Hans Bonte, mevrouw Ann Vanheste, mevrouw Meyrem Almaci, mevrouw Muriel Gerkens, nr. 1351/1 van 31 maart 2011.

17. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 25 juni 1992 op de landverzekeringsovereenkomst, betreffende de vrije keuze inzake raadsliden bij de rechtsbijstandverzekering.

Ingediend door mevrouw Liesbeth Van der Auwera, mevrouw Sonja Becq, de heer Hendrik Bogaert, mevrouw Nahima Lanjri, de heer Jef Van den Bergh, nr. 1433/1 van 5 mei 2011.

18. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van koophandel en de wet van 25 juni 1992 op de landverzekeringsovereenkomst, wat de inzake verzekeringen bepaalde verjaring ten aanzien van minderjarigen betreft.

Ingediend door mevrouw Özlem Özen, mevrouw Julie Fernandez Fernandez, de heer Olivier Henry, de heer Rachid Madrane (**), nr. 1443/1 van 10 mei 2011.
Addendum, nr. 1443/2 van 17 mei 2011.

19. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van discriminatie tussen vrouwen en mannen voor wat betreft levensverzekeringen.

Ingediend door mevrouw Ann Vanheste, mevrouw Myriam Vanlerberghe (**), mevrouw Karin Temmerman, nr. 1483/1 van 19 mei 2011.

20. Voorstel van resolutie om effectiever en efficiënter het probleem van het niet-verzekerd rijden aan te pakken.

Ingediend door de heer Peter Logghe, de heer Hagen Goyvaerts, mevrouw Barbara Pas, nr. 1761/1 van 28 september 2011.

21. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 91bis van de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen, teneinde het begrip "onderlinge verzekeringsholding" in te voeren.

Ingediend door de heer Daniel Bacquellaine, mevrouw Kattrin Jadin, nr. 2126/1 van 26 maart 2012.

22. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 25 juni 1992 op de landverzekeringsovereenkomst, wat de orgaandonatie betreft.

Ingediend door mevrouw Catherine Fonck, mevrouw Ine Somers, mevrouw Valérie Warzée-Caverenne, mevrouw Marie-Claire Lambert, de heer Benoît Lutgen, nr. 2348/1 van 9 juli 2012.

23. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 25 juni 1992 op de landverzekeringsovereenkomst.

Ingediend door de heer Franco Seminara, mevrouw Julie Fernandez Fernandez, de heer Olivier Henry, mevrouw Karine Lalieux, mevrouw Isabelle Emmerly, mevrouw Maya Detiège, nr. 2484/1 van 9 november 2012.

Addendum, nr. 2484/2 van 28 maart 2013.

24. Wetsvoorstel betreffende de verplichte verzekering van de burgerrechtelijke aansprakelijkheid inzake natuurrampen voor open lucht evenementen.

Ingediend door mevrouw Liesbeth Van der Auwera, de heer Jef Van den Bergh, de heer Roel Deseyn, mevrouw Leen Dierick, mevrouw Nahima Lanjri, nr. 2540/1 van 4 december 2012.

Addendum, nr. 2540/2 van 17 december 2012.

25. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 25 juni 1992 op de landverzekeringsovereenkomst, teneinde de dekking van lichamelijke schade bij derden verplicht te doen opnemen in de brandverzekeringsovereenkomst "eenvoudige risico's".

Ingediend door mevrouw Kattrin Jadin, mevrouw Marie-Christine Marghem, de heer Daniel Bacquellaine, de heer Willem-Frederik Schiltz, de heer André Frédéric, nr. 2804/1 van 13 mei 2013.

Rapporteur(s) : mevrouw Ann Vanheste

26. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 25 juni 1992 op de landverzekeringsovereenkomst, wat de verzekering van bedrijfsschade betreft.

Ingediend door de heer Peter Logghe, de heer Hagen Goyvaerts, mevrouw Barbara Pas, nr. 2914/1 van 27 juni 2013.

27. Voorstel van resolutie betreffende het wegwerken van niet te verantwoorden discriminaties tussen verzekeringsnemers op basis van persoonlijke niet-keuzegebonden kenmerken.

Ingediend door de heer Jan Van Esbroeck, mevrouw Jacqueline Galant, de heer Bart Somers, nr. 3024/1 van 24 september 2013.

VOEDINGSPRODUCT

1. Wetsvoorstel tot bevordering van een kwaliteitsvol gerechtemaanbod en tot opwaardering van de kennis en kunde van restauranthouders, slagers-spekslagers, traiteurs-banketaannemers en ambachtslieden.

Ingediend door mevrouw Laurence Meire, de heer Mohammed Jabour, mevrouw Isabelle Emmery, mevrouw Karine Lalieux, nr. 3077/1 van 21 oktober 2013.

VOLKSGEZONDHEID

1. Voorstel van resolutie over een betere wettelijke regeling voor het gebruik van zonnebanken.

Ingediend door mevrouw Marie-Martine Schyns (**), de heer Joseph George, mevrouw Catherine Fonck, nr. 2676/1 van 28 februari 2013.

Addendum, nr. 2676/2 van 5 maart 2013.

2. Voorstel van resolutie over een betere preventie van de risico's van het gebruik van ultraviolette straling voor esthetische doeleinden.

Ingediend door mevrouw Colette Burgeon, mevrouw Laurence Meire, de heer Franco Seminara, de heer Mohammed Jabour, mevrouw Marie-Claire Lambert, mevrouw Isabelle Emmery, de heer Yvan Mayeur, mevrouw Karine Lalieux, nr. 2688/1 van 6 maart 2013.

WEGVERVOER

1. Voorstel van resolutie over de oprichting van een publiek toegankelijke gegevensbank met alle informatie over de licenties en vergunning voor touringcars voor ongeregeld vervoer, alsook over de inachtneming van de veiligheidsnormen in dat verband.

Ingediend door mevrouw Valérie Warzée-Caverenne, de heer Daniel Bacquelaine, mevrouw Jacqueline Galant, de heer Denis Ducarme, mevrouw Valérie De Bue, mevrouw Kattrin Jadin, de heer Philippe Goffin, nr. 2573/1 van 14 december 2012.

WERKLOOSHEID

1. Voorstel van resolutie betreffende de instelling van een regeling voor vrije verzekering inzake werkloosheidsbescherming voor zelfstandigen.

Ingediend door mevrouw Valérie Déom (**), de heer Alain Mathot, de heer Olivier Henry, de heer Philippe Blanchart, mevrouw Linda Musin, de heer Anthony Dufrane (**), nr. 143/1 van 13 september 2010.

Addendum, nr. 143/2 van 20 januari 2011.

WETENSCHAPPELIJK ONDERZOEK

1. Voorstel van resolutie betreffende de nanotechnologieën.

Ingediend door de heer Denis Ducarme, mevrouw Katrin Jadin, de heer David Clarinval, mevrouw Corinne De Permentier, nr. 828/1 van 15 december 2010.

WETTELIJKEAANSPRAKELIJKHEIDSVERZEKERING

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 21 november 1989 betreffende de verplichte aansprakelijkheidsverzekering inzake motorrijtuigen, wat de afwijking op de verplichte aansprakelijkheidsverzekering voor elektrische rolstoelen bestemd voor gehandicapten betreft.

Ingediend door mevrouw Catherine Fonck nr. 3010/1 van 17 september 2013.

ZELFSTANDIG BEROEP

1. Voorstel van resolutie betreffende betere randvoorwaarden ingeval een kredietverstrekker er, met het oog op de financiering van een zelfstandige activiteit, om verzoekt zakelijke en persoonlijke zekerheden te verschaffen.

Ingediend door mevrouw Valérie Déom (**), de heer Alain Mathot, de heer Olivier Henry, de heer Philippe Blanchart, mevrouw Karine Lalieux, de heer Anthony Dufrane (**), nr. 144/1 van 13 september 2010.

Addendum, nr. 144/2 van 20 januari 2011.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 28 april 2010 houdende diverse bepalingen betreffende de oprichting van een solidariteitsfonds voor de vervanging van zelfstandigen.

Ingediend door mevrouw Muriel Gerkens, de heer Stefaan Van Hecke, de heer Georges Gilkinet, nr. 1547/1 van 7 juni 2011.

3. Wetsvoorstel tot uitbreiding, wat betreft de bescherming van de hoofdverblijfplaats van zelfstandigen tegen beslag, van het toepassingsgebied van de wet van 25 april 2007 houdende diverse bepalingen (IV).

Ingediend door de heer Roland Defreyne (**), mevrouw Carina Van Cauter, de heer Mathias De Clercq, de heer Herman De Croo, de heer Luk Van Biesen, nr. 2188/1 van 10 mei 2012.

4. Voorstel van resolutie betreffende de instelling van een status van kandidaat-zelfstandige.

Ingediend door de heer Olivier Maingain, de heer Damien Thiéry, de heer Bernard Clerfayt, nr. 2650/1 van 19 februari 2013.

5. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 37 van het koninklijk besluit van 19 december 1967 houdende algemeen reglement in uitvoering van het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967, houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen.

Ingediend door mevrouw Valérie Warzée-Caverenne, mevrouw Katrin Jadin, de heer Daniel Bacquelaine, nr. 3038/1 van 2 oktober 2013.

6. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 38 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen, teneinde bij de berekening van de sociale bijdragen te voorzien in een bonificatieregeling.

Ingediend door mevrouw Valérie Warzée-Caverenne, mevrouw Katrin Jadin, de heer Daniel Bacquelaine, nr. 3079/1 van 23 oktober 2013.

ZIEKTEVERZEKERING

1. Wetsvoorstel tot aanvulling van de wet van 25 juni 1992 op de landverzekeringsovereenkomst, met het oog op de verbetering van de rechtspositie van de verzekerde in het kader van een aanvullende ziekteverzekering.

Ingediend door mevrouw Liesbeth Van der Auwera nr. 569/1 van 16 november 2010.

Rapporteur(s) : mevrouw Karine Lalieux

Commissie voor de Binnenlandse Zaken, de Algemene Zaken en het Openbaar Ambt

ALCOHOLHOUDENDE DRANK

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de samengeordende wetsbepalingen van 3 april 1953 inzake slijterijen van gegiste dranken en tot wijziging van de wet betreffende de vergunning voor het verstrekken van sterke drank.

Ingediend door mevrouw Zuhail Demir, de heer Bert Maertens, de heer Karel Uyttersprot, de heer Jan Van Esbroeck, nr. 3495/1 van 27 maart 2014.

ARBEIDSMARKT

1. Voorstel van resolutie betreffende het invoeren van een streefcijfer voor werknemers van buitenlandse origine.

Ingediend door mevrouw Nahima Lanjri, de heer Stefaan Vercamer, nr. 3338/1 van 5 februari 2014.

BESCHERMING VAN MINDERHEDEN

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 16 juli 1973 waarbij de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen gewaarborgd wordt.

Ingediend door de heer Daniel Bacquelaine, mevrouw Corinne De Permentier, mevrouw Jacqueline Galant, de heer Damien Thiéry, nr. 741/1 van 30 november 2010.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 16 juli 1973 waarbij de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen gewaarborgd wordt met het oog op de hervorming van de Vaste Nationale Cultuurpactcommissie.

Ingediend door de heer Filip De Man, mevrouw Annick Ponthier, de heer Tanguy Veys, de heer Bruno Valkeniers, nr. 1272/1 van 2 maart 2011.

BESTRIJDING VAN DISCRIMINATIE

1. Wetsvoorstel tot oprichting van een Centrum ter bevordering van de taalverscheidenheid.

Ingediend door de heer Denis Ducarme, de heer Daniel Bacquelaine, de heer François-Xavier de Donnea, de heer Damien Thiéry, mevrouw Jacqueline Galant, nr. 435/1 van 21 oktober 2010.

Advies van de Raad van State , nr. 435/2 van 6 januari 2011.

BUITENLANDSE STAATSBURGER

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

Ingediend door de heer Olivier Maingain, de heer Damien Thiéry, nr. 385/1 van 13 oktober 2010.

Rapporteur(s) : de heer Rachid Madrane (**)

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen voor wat betreft het verblijf langer dan drie maanden.

Ingediend door mevrouw Leen Dierick, mevrouw Liesbeth Van der Auwera, de heer Stefaan Vercamer, de heer Jef Van den Bergh, mevrouw Nahima Lanjri, nr. 419/1 van 20 oktober 2010.

Addendum, nr. 419/2 van 2 december 2010.

Rapporteur(s) : mevrouw Sarah Smeyers

3. Wetsvoorstel tot wijziging, wat betreft de asielprocedure, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

Ingediend door mevrouw Sarah Smeyers, de heer Theo Francken, mevrouw Daphné Dumery, nr. 695/1 van 25 november 2010.

Amendementen van mevrouw Karin Temmerman, de heer Bart Somers, nr. 695/2 van 23 juni 2011.

Amendementen van mevrouw Sarah Smeyers, mevrouw Nahima Lanjri, de heer Bart Somers, mevrouw Karin Temmerman, nr. 695/3 van 19 juli 2011.

Advies van de Raad van State , nr. 695/4 van 31 augustus 2011.

Rapporteur(s) : mevrouw Leen Dierick

4. Voorstel van resolutie betreffende een objectieve kosten-batenanalyse van de aanwezigheid van vreemdelingen in ons land.

Ingediend door de heer Filip De Man, mevrouw Annick Ponthier, de heer Tanguy Veys, nr. 721/1 van 29 november 2010.

5. Wetsvoorstel tot wijziging, wat de dwangsommen betreft, van de wet van 12 januari 2007 betreffende de opvang van asielzoekers en van bepaalde andere categorieën van vreemdelingen.

Ingediend door de heer Thierry Giet (**), mevrouw Nahima Lanjri, mevrouw Catherine Fonck, mevrouw Özlem Özen, de heer Rachid Madrane (**), mevrouw Valérie Déom (**), de heer Yvan Mayeur, nr. 755/1 van 2 december 2010.

Amendementen van mevrouw Sarah Smeyers, nr. 755/2 van 15 december 2010.

Amendement van mevrouw Zoé Genot, mevrouw Eva Brems, nr. 755/3 van 14 januari 2011.

Amendementen van mevrouw Sarah Smeyers, de heer Manu Beuselinck (**), mevrouw Nahima Lanjri, de heer Thierry Giet (**), nr. 755/4 van 16 februari 2011.

6. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen met het oog op het bezweren van de asielcrisis.

Ingediend door de heer Bart Somers, mevrouw Carina Van Cauter, mevrouw Gwendolyn Rutten, mevrouw Sabien Lahaye-Battheu, nr. 812/1 van 14 december 2010.

Amendementen van mevrouw Karin Temmerman, nr. 812/2 van 22 juni 2011.

Rapporteur(s) : mevrouw Leen Dierick

7. Wetsvoorstel tot wijziging van de vreemdelingenwet wat de aanvraag van de machtiging tot verblijf betreft.

Ingediend door de heer Filip De Man, mevrouw Annick Ponthier, de heer Tanguy Veys, nr. 830/1 van 15 december 2010.

8. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, wat betreft de automatische toekenning van een verblijfsvergunning op basis van gezinshereniging bij het uitblijven van een beslissing.

Ingediend door de heer Filip De Man, de heer Tanguy Veys, mevrouw Annick Ponthier, nr. 1068/1 van 18 januari 2011.

9. Wetsvoorstel tot wijziging van de wetgeving met het oog op de opvang van asielzoekers in gesloten centra.

Ingediend door de heer Guy D'haeseleer, de heer Gerolf Annemans, de heer Filip De Man, de heer Hagen Goyvaerts, mevrouw Annick Ponthier, de heer Tanguy Veys, nr. 1072/1 van 19 januari 2011.

10. Wetsvoorstel teneinde de personen die bij gezinshereniging door hun partner fysiek of psychisch worden mishandeld, te beschermen tegen uitzetting.

Ingediend door mevrouw Linda Musin, de heer André Frédéric, de heer Rachid Madrane (**), de heer Eric Thiébaud, de heer Laurent Devin, nr. 1140/1 van 28 januari 2011.

11. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, teneinde te voorzien in een voorrangsprocedure voor de asielzoekers uit veilige landen van herkomst.

Ingediend door de heer Denis Ducarme, de heer Daniel Bacquelaine, mevrouw Corinne De Permentier, mevrouw Jacqueline Galant, nr. 1146/1 van 1 februari 2011.

Amendementen van mevrouw Karin Temmerman, nr. 1146/2 van 22 juni 2011.

Rapporteur(s) : mevrouw Leen Dierick

12. Voorstel van resolutie betreffende de heroprichting van de taskforce terugkeer.

Ingediend door de heer Theo Francken, mevrouw Sarah Smeyers, mevrouw Daphné Dumery, de heer Bart Somers, mevrouw Caroline Gennez, de heer Jean Marie Dedecker, mevrouw Jacqueline Galant, mevrouw Karin Temmerman, nr. 1285/1 van 15 maart 2011.

13. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, wat betreft de studentenmigratie.

Ingediend door de heer Theo Francken, mevrouw Daphné Dumery, mevrouw Reinilde Van Moer, mevrouw Sarah Smeyers, nr. 1294/1 van 16 maart 2011.

Amendementen van de heer Theo Francken, mevrouw Sarah Smeyers, mevrouw Daphné Dumery, nr. 1294/2 van 9 oktober 2012.

14. Wetsvoorstel tot wijziging van de organieke wet van 8 juli 1978 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, waarbij de OCMW's bij de opvang van de asielzoekers worden betrokken.

Ingediend door mevrouw Zoé Genot, mevrouw Eva Brems, mevrouw Thérèse Snoy et d'Oppuers, nr. 1495/1 van 24 mei 2011.

15. Voorstel van resolutie betreffende de dringende medische hulp voor vreemdelingen die onwettig in het Rijk verblijven.

Ingediend door mevrouw Sabien Lahaye-Battheu, mevrouw Maggie De Block, nr. 1740/1 van 14 september 2011.

16. Wetsvoorstel tot nadere omschrijving van het begrip "onredelijke belasting voor het sociale bijstandstelsel" in de vreemdelingenwet.

Ingediend door de heer Filip De Man, mevrouw Annick Ponthier, de heer Tanguy Veys, nr. 1755/1 van 23 september 2011.

17. Voorstel van resolutie tot oprichting van een centrale identificatiedienst voor vreemdelingen.

Ingediend door de heer Gerolf Annemans, de heer Filip De Man, mevrouw Annick Ponthier, de heer Tanguy Veys, nr. 1814/1 van 17 oktober 2011.

18. Wetsvoorstel tot wijziging, wat betreft de stilzwijgende goedkeuring van aanvragen tot gezinshereniging, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

Ingediend door de heer Gerolf Annemans, de heer Filip De Man, mevrouw Annick Ponthier, de heer Tanguy Veys, nr. 1881/1 van 14 november 2011.

19. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 12 januari 2007 betreffende de opvang van asielzoekers en van bepaalde andere categorieën van vreemdelingen wat het taalgebruik bij het indienen van klachten en het instellen van een beroepsprocedure betreft.

Ingediend door mevrouw Annick Ponthier, de heer Filip De Man, de heer Tanguy Veys, nr. 1918/1 van 30 november 2011.

20. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 12 januari 2007 betreffende de opvang van asielzoekers en van bepaalde andere categorieën van vreemdelingen.

Ingediend door mevrouw Nahima Lanjri, de heer Bart Somers, mevrouw Karin Temmerman, de heer Denis Ducarme, mevrouw Leen Dierick, de heer Servais Verherstraeten, de heer Stefaan Vercamer, mevrouw Nathalie Muylle, mevrouw Sonja Becq, mevrouw Liesbeth Van der Auwera, nr. 1919/1 van 30 november 2011.

21. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen wat de arbeidsmigratie betreft.

Ingediend door mevrouw Daphné Dumery, de heer Theo Francken, mevrouw Sarah Smeyers, nr. 1974/1 van 23 december 2011.

22. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 12 januari 2007 betreffende de opvang van asielzoekers en van bepaalde andere categorieën van vreemdelingen.

Ingediend door de heer Theo Francken, mevrouw Sarah Smeyers, mevrouw Daphné Dumery, de heer Siegfried Bracke, de heer Peter Dedecker, nr. 1999/1 van 17 januari 2012.

23. Wetsvoorstel tot invoering in de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen van de concepten "veilig derde land" en "eerste land van asiel" en tot uitsluiting van EU-burgers en permanent ingezetenen van EU-lidstaten van de toegang tot de asielprocedure.

Ingediend door de heer Filip De Man, mevrouw Annick Ponthier, de heer Tanguy Veys, nr. 2021/1 van 27 januari 2012.

24. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen wat de medische regularisatie betreft.

Ingediend door mevrouw Sarah Smeyers, de heer Theo Francken, mevrouw Daphné Dumery, nr. 2042/1 van 7 februari 2012.

Amendementen van mevrouw Sarah Smeyers, de heer Theo Francken, mevrouw Daphné Dumery, nr. 2042/2 van 19 maart 2012.

25. Voorstel van resolutie betreffende een adequate reactie van de federale regering op het Groenboek van de Europese Commissie inzake gezinshereniging.

Ingediend door de heer Peter Logghe, mevrouw Alexandra Colen, de heer Bert Schoofs, mevrouw Annick Ponthier, nr. 2120/1 van 22 maart 2012.

26. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen wat betreft de regularisatieprocedure.

Ingediend door mevrouw Sarah Smeyers, de heer Theo Francken, mevrouw Daphné Dumery, nr. 2165/1 van 24 april 2012.

27. Wetsvoorstel tot aanvulling van de vreemdelingenwet, teneinde kinderen beter te beschermen.

Ingediend door mevrouw Zoé Genot, mevrouw Eva Brems, mevrouw Meyrem Almaci, nr. 2567/1 van 13 december 2012.

28. Voorstel van resolutie waarbij de totstandkoming wordt gevraagd van een wetenschappelijke studie en een rapport over de regularisatie van 2009.

Ingediend door mevrouw Jacqueline Galant nr. 2702/1 van 15 maart 2013.

29. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 12 januari 2007 betreffende de opvang van asielzoekers en van bepaalde andere categorieën van vreemdelingen.

Ingediend door mevrouw Sarah Smeyers, de heer Theo Francken, mevrouw Karolien Grosemans, mevrouw Daphné Dumery, nr. 2899/1 van 20 juni 2013.

BURGERBESCHERMING

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 15 mei 2007 betreffende de civiele veiligheid en tot aanvullende financiering van de hulpdiensten.

Ingediend door de heer André Frédéric, de heer André Flahaut, de heer Alain Mathot, de heer Guy Coëme (**), de heer Philippe Blanchart, mevrouw Linda Musin, mevrouw Karine Lalieux, de heer Laurent Devin, de heer Rachid Madrane (**), de heer Eric Thiébaud, nr. 395/1 van 13 oktober 2010.

Overgenomen door de heer Christophe Lacroix, op 6 februari 2013 ter vervanging van de heer Guy Coëme (**).

Addendum, nr. 395/2 van 6 februari 2013.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 15 mei 2007 betreffende de civiele veiligheid.

Ingediend door de heer André Frédéric, de heer Alain Mathot, de heer Guy Coëme (**), de heer Rachid Madrane (**), de heer Eric Thiébaud, de heer Laurent Devin, de heer Olivier Henry, mevrouw Christiane Vienne, nr. 1306/1 van 17 maart 2011.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 15 mei 2007 betreffende de civiele veiligheid, teneinde de financiering van de brandweerdiensten van Brussel-Hoofdstad te waarborgen.

Ingediend door de heer Bernard Clerfayt, de heer Olivier Maingain, de heer Damien Thiéry, nr. 2890/1 van 20 juni 2013.

4. Wetsvoorstel tot oprichting van een Vast Comité voor onderzoek naar de Civiele Veiligheid.

Ingediend door de heer Koenraad Degroote, de heer Karel Uyttersprot, nr. 2996/1 van 9 augustus 2013.

5. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 15 mei 2007 betreffende de civiele veiligheid, wat de vergoeding van de secretaris van de raad en van het college van een hulpverleningszone betreft.

Ingediend door de heer Jan Van Esbroeck, de heer Jan Jambon, nr. 3488/1 van 26 maart 2014.

BURGERLIJKE STAND

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wetgeving op de bevolkingsregisters wat betreft de inschrijving van personen gevestigd in bepaalde woningen waarin permanente bewoning niet is toegelaten.

Ingediend door mevrouw Nahima Lanjri, mevrouw Sonja Becq, mevrouw Leen Dierick, de heer Jef Van den Bergh, de heer David Clarinval, de heer Bart Somers, mevrouw Bercy Slegers, nr. 323/1 van 8 oktober 2010.

Addendum, nr. 323/2 van 16 november 2010.

Addendum, nr. 323/3 van 4 maart 2013.

Addendum, nr. 323/4 van 19 maart 2013.

Amendement van mevrouw Nahima Lanjri, de heer Peter Vanvelthoven, de heer Bart Somers, mevrouw Jacqueline Galant, mevrouw Bercy Slegers, nr. 323/5 van 24 april 2013.

Amendement van mevrouw Nahima Lanjri, de heer Peter Vanvelthoven, mevrouw Bercy Slegers, mevrouw Marie-Martine Schyns (**), mevrouw Jacqueline Galant, mevrouw Julie Fernandez Fernandez, nr. 323/6 van 22 mei 2013.

Advies van de Raad van State, nr. 323/7 van 27 juni 2013.

Amendement van mevrouw Nahima Lanjri, mevrouw Bercy Slegers, de heer Peter Vanvelthoven, mevrouw Jacqueline Galant, mevrouw Julie Fernandez Fernandez, mevrouw Marie-Martine Schyns (**), de heer Joseph George, nr. 323/8 van 9 juli 2013.

Rapporteur(s) : mevrouw Jacqueline Galant

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet betreffende de bevolkingsregisters, de identiteitskaarten, de vreemdelingenkaarten en de verblijfsdocumenten en tot wijziging van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen inzake de foto op de identiteitskaart.

Ingediend door de heer Guy D'haeseleer, de heer Bert Schoofs, de heer Filip De Man, mevrouw Annick Ponthier, nr. 923/1 van 16 december 2010.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 19 juli 1991 betreffende de bevolkingsregisters, de identiteitskaarten, de vreemdelingenkaarten en de verblijfsdocumenten en tot wijziging van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen wat de inschrijving van gedetineerden betreft.

Ingediend door de heer Bart Somers, mevrouw Gwendolyn Rutten, mevrouw Sabien Lahaye-Battheu, de heer Frank Wilrycx, nr. 1801/1 van 13 oktober 2011.
Addendum, nr. 1801/2 van 17 februari 2012.

DOMICILIE

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 19 juli 1991 betreffende de bevolkingsregisters, de identiteitskaarten, de vreemdelingenkaarten en de verblijfsdocumenten en tot wijziging van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen.
Ingediend door de heer Mathias De Clercq nr. 1572/1 van 9 juni 2011.

ECHTSCHIEDING

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen wat betreft de melding van een echtscheiding.
Ingediend door de heer Bert Maertens, mevrouw Juliette Boulet, mevrouw Valérie Déom (**), de heer Jean Marie Dedecker, de heer Stefaan Van Hecke, nr. 1916/1 van 30 november 2011.
Amendementen van de heer Bert Maertens, nr. 1916/2 van 21 maart 2014.
Rapporteur(s) : de heer Bruno Tuybens, de heer Jan Van Esbroeck

ENQUETECOMMISSIE

1. Voorstel tot oprichting van een parlementaire onderzoekscommissie belast met het onderzoek naar de gevallen waarin de dienst Veiligheid van de Staat verkozen politici schaduw.
Ingediend door de heer Gerolf Annemans, de heer Filip De Man, de heer Peter Logghe, de heer Bert Schoofs, de heer Tanguy Veys, nr. 2652/1 van 20 februari 2013.

2. Voorstel tot oprichting van een parlementaire onderzoekscommissie belast met het onderzoek naar cyberspionage.
Ingediend door mevrouw Karin Temmerman nr. 3383/1 van 18 februari 2014.

GEHANDICAPTE

1. Voorstel van resolutie betreffende de toegankelijk voor doven en slechthorenden van de hulp- en politiediensten.
Ingediend door de heer David Geerts, de heer Peter Vanvelthoven, nr. 1149/1 van 1 februari 2011.

GEMEENTE

1. Wetsvoorstel tot aanvulling van de artikelen 15 en 107 van de nieuwe gemeentewet.
Ingediend door de heer Christian Brotcorne, mevrouw Myriam Delacroix-Rolin (**), nr. 152/1 van 13 september 2010.
Addendum, nr. 152/2 van 29 oktober 2010.

2. Wetsvoorstel betreffende de ondersteuning van buurtbemiddelingsprojecten van lokale overheden.
Ingediend door mevrouw Karin Temmerman nr. 810/1 van 13 december 2010.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van de wetgeving inzake het vermoeden van taalkennis.

Ingediend door de heer Gerolf Annemans, de heer Filip De Man, mevrouw Annick Ponthier, de heer Tanguy Veys, nr. 1093/1 van 20 januari 2011.

4. Wetsvoorstel tot wijziging van de Nieuwe gemeentewet, in verband met de opheffing van de leeftijdsvoorwaarden voor de pensionering van de gemeenteambtenaren.

Ingediend door de heer Olivier Maingain, de heer Damien Thiéry, de heer Bernard Clerfayt, nr. 2949/1 van 12 juli 2013.

HORECABEDRIJF

1. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 135 van de Nieuwe gemeentewet van 24 juni 1988 teneinde de gemeenten toe te staan de openingstijden van de drankgelegenheden te reglementeren.

Ingediend door mevrouw Myriam Delacroix-Rolin (**), de heer Christian Brotcorne, mevrouw Catherine Fonck, mevrouw Marie-Martine Schyns (**), de heer Joseph George, nr. 2099/1 van 8 maart 2012.

Addendum, nr. 2099/2 van 3 december 2012.

Addendum, nr. 2099/3 van 28 februari 2013.

Advies van de Raad van State, nr. 2099/4 van 28 maart 2013.

Rapporteur(s) : mevrouw Bercy Slegers

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de samengeordende wetsbepalingen van 3 april 1953 inzake de slijterijen van gegiste dranken wat de mogelijkheden van een gemeentelijke overheid om een positief bericht te weigeren betreft.

Ingediend door de heer Vincent Van Quickenborne, de heer Bart Somers, de heer Frank Wilrycx, nr. 2750/1 van 16 april 2013.

Addendum, nr. 2750/2 van 16 januari 2014.

Rapporteur(s) : de heer Koenraad Degroote

HUWELIJK

1. Wetsvoorstel tot instelling van een vrijwillig tijdelijk verbod om het grondgebied te verlaten bij vrees voor een gedwongen huwelijk in het buitenland.

Ingediend door de heer Daniel Bacquellaine, mevrouw Katrin Jadin, nr. 2051/1 van 9 februari 2012.

2. Voorstel van resolutie tot daadwerkelijke bestraffing van het schijnhuwelijk.

Ingediend door de heer Peter Logghe, de heer Bert Schoofs, de heer Gerolf Annemans, mevrouw Rita De Bont, nr. 2353/1 van 10 juli 2012.

INFORMATICA

1. Voorstel van resolutie waarbij de oprichting wordt gevraagd van een Centrum voor cyberbeveiliging in België.

Ingediend door de heer Georges Dallemagne, mevrouw Bercy Slegers, nr. 2918/1 van 27 juni 2013.

Amendementen van de heer Georges Dallemagne, nr. 2918/2 van 7 februari 2014.

Amendement van de heer Denis Ducarme, de heer Georges Dallemagne, nr. 2918/3 van 11 februari 2014.

Amendement van de heer Koenraad Degroote, de heer Jan Van Esbroeck, nr. 2918/4 van 12 februari 2014.

Addendum, nr. 2918/5 van 20 februari 2014.

Rapporteur(s) : de heer Jenne De Potter

JEUGDBELEID

1. Wetsvoorstel tot oprichting van een Federale Jeugdraad.

Ingediend door mevrouw Kattrin Jadin, de heer Denis Ducarme, mevrouw Jacqueline Galant, nr. 868/1 van 21 december 2010.

KERNENERGIE

1. Voorstel van resolutie met het oog op het bestuderen van de financiële, maatschappelijke en ecologische gevolgen van een nucleaire ramp.

Ingediend door de heer Kristof Calvo, mevrouw Muriel Gerkens, nr. 2865/1 van 6 juni 2013.

MIGRATIEBELEID

1. Voorstel van resolutie betreffende de crisis in de opvang van de asielzoekers.

Ingediend door mevrouw Zoé Genot, mevrouw Eva Brems, mevrouw Muriel Gerkens, de heer Wouter De Vriendt, nr. 57/1 van 9 augustus 2010.

2. Voorstel van resolutie betreffende de noodzaak van maatregelen tegen de Europaroute inzake gezinshereniging.

Ingediend door de heer Gerolf Annemans, mevrouw Alexandra Colen, de heer Bert Schoofs, de heer Peter Logghe, nr. 1846/1 van 25 oktober 2011.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, tot bescherming van de vreemdelingen zonder eigen verblijfsvergunning die het slachtoffer zijn van intrafamiliaal geweld.

Ingediend door mevrouw Julie Fernandez Fernandez, de heer André Frédéric, de heer Laurent Devin, de heer Eric Thiébaud, nr. 3041/1 van 2 oktober 2013.

4. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen wat de uitbreiding van de tijdelijke machtiging tot verblijf aan de niet-begeleide minderjarige vreemdeling betreft.

Ingediend door mevrouw Nahima Lanjri, mevrouw Catherine Fonck, mevrouw Bercy Slegers, de heer Jenne De Potter, nr. 3043/1 van 3 oktober 2013.

Addendum, nr. 3043/2 van 11 oktober 2013.

5. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen wat de betere bescherming van niet-begeleide minderjarige vreemdelingen betreft.

Ingediend door mevrouw Karin Temmerman nr. 3044/1 van 3 oktober 2013.

6. Wetsvoorstel tot wijziging aan de vreemdelingenwet van 15 december 1980, teneinde de asielzoekers toegang te verlenen tot de Documentatie- en researchdienst.

Ingediend door mevrouw Zoé Genot, mevrouw Meyrem Almaci, nr. 3060/1 van 11 oktober 2013.

7. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen wat betreft de tijdelijke machtiging tot verblijf aan de niet-begeleide minderjarige vreemdeling.

Ingediend door mevrouw Nahima Lanjri, mevrouw Karin Temmerman, de heer Josy Arens, nr. 3350/1 van 10 februari 2014.

Addendum, nr. 3350/2 van 19 februari 2014.

NATIONAAL PARLEMENT

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 6 augustus 1931 houdende vaststelling van de onverenigbaarheden en ontzeggingen betreffende de ministers, gewezen ministers en ministers van Staat, alsmede de leden en gewezen leden van de wetgevende kamers.

Ingediend door de heer Olivier Maingain, mevrouw Jacqueline Galant, de heer Damien Thiéry, nr. 379/1 van 13 oktober 2010.

NATIONALITEIT

1. Voorstel van resolutie betreffende de uitsluiting van personen met de dubbele nationaliteit van regeringsfuncties en andere openbare gezagsfuncties.

Ingediend door de heer Filip De Man, mevrouw Annick Ponthier, de heer Tanguy Veys, nr. 544/1 van 10 november 2010.

NUCLEAIRE VEILIGHEID

1. Voorstel van resolutie met het oog op een analyse van de sociaaleconomische omgeving, van de evacuatieplannen en van de maatschappelijke gevolgen van een eventuele nucleaire ramp.

Ingediend door de heer Peter Vanvelthoven, mevrouw Karin Temmerman, de heer Bruno Tobback, de heer David Clarinval, de heer Olivier Deleuze (**), de heer Kristof Calvo, nr. 1624/1 van 24 juni 2011.

OCMW

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 19 juli 1991 betreffende de bevolkingsregisters, de identiteitskaarten, de vreemdelingenkaarten en de verblijfsdocumenten en tot wijziging van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen.

Ingediend door de heer Yvan Mayeur, de heer André Frédéric, de heer Eric Thiébaud, de heer Laurent Devin, de heer Rachid Madrane (**), nr. 2040/1 van 6 februari 2012.

OFFICIEEL DOCUMENT

1. Wetsvoorstel tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek, in verband met de verandering van de vermelding "uit de echt gescheiden" in de administratieve akten.

Ingediend door de heer Eric Thiébaut, de heer Renaat Landuyt, de heer Denis Ducarme, mevrouw Carina Van Cauter, de heer André Frédéric, de heer Laurent Devin, nr. 3272/1 van 7 januari 2014.

Amendementen van de heer Bert Maertens, nr. 3272/2 van 21 maart 2014.

Rapporteur(s) : de heer Jan Van Esbroeck

ONVERENIGBAARHEID

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 6 augustus 1931 houdende vaststelling van de onverenigbaarheden en ontzeggingen betreffende de ministers, gewezen ministers en ministers van Staat, alsmede de leden en gewezen leden van de Wetgevende Kamers.

Ingediend door mevrouw Catherine Fonck nr. 770/1 van 6 december 2010.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap.

Ingediend door mevrouw Catherine Fonck nr. 773/1 van 6 december 2010.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 2 van de wet van 6 augustus 1931 houdende vaststelling van de onverenigbaarheden en ontzeggingen betreffende de ministers, gewezen ministers en ministers van Staat, alsmede de leden en gewezen leden van de Wetgevende Kamers.

Ingediend door mevrouw Catherine Fonck, de heer Christian Brotcorne, mevrouw Myriam Delacroix-Rolin (**), nr. 776/1 van 6 december 2010.

4. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 6 augustus 1931 houdende vaststelling van de onverenigbaarheden en ontzeggingen betreffende de ministers, gewezen ministers en ministers van Staat, alsmede de leden en gewezen leden van de Wetgevende Kamers.

Ingediend door de heer Olivier Deleuze (**), de heer Stefaan Van Hecke, mevrouw Meyrem Almaci, mevrouw Juliette Boulet, de heer Wouter De Vriendt, mevrouw Thérèse Snoy et d'Oppuers, nr. 777/1 van 6 december 2010.

5. Wetsvoorstel tot instelling van een onverenigbaarheid tussen enerzijds het mandaat van parlements lid, en anderzijds de functie van bedrijfsrevisor of accountant voor rekening van de Staat, de gemeenten, de provincies, de overheidsbedrijven en de van de Staat afhankende overheidsinstanties.

Ingediend door de heer Joseph George, de heer Christian Brotcorne, mevrouw Annick Van Den Ende (**), nr. 1721/1 van 1 september 2011.

OPENBAARHEID VAN BESTUUR

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 11 april 1994 betreffende de openbaarheid van bestuur wat het beroepsgeheim betreft.

Ingediend door de heer Stefaan Van Hecke, mevrouw Muriel Gerkens, nr. 2764/1 van 24 april 2013.

Advies van de Raad van State , nr. 2764/2 van 7 januari 2014.

Amendement van mevrouw Muriel Gerkens, de heer Stefaan Van Hecke, nr. 2764/3 van 28 januari 2014.

Advies van de Raad van State , nr. 2764/4 van 17 maart 2014.

Rapporteur(s) : de heer Eric Thiébaud

OPENBARE VEILIGHEID

1. Voorstel van resolutie betreffende meer politionele veiligheid in de Brusselse Europese wijk.

Ingediend door de heer Denis Ducarme, de heer François-Xavier de Donnea, mevrouw Jacqueline Galant, nr. 98/1 van 8 september 2010.

2. Voorstel van resolutie over het organiseren van een permanente conferentie van de openbare veiligheidsinstanties in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Ingediend door de heer Olivier Maingain, de heer Bernard Clerfayt, de heer Damien Thiéry, nr. 2202/1 van 16 mei 2012.

3. Wetsvoorstel betreffende de veiligheid in recreatiedomeinen.

Ingediend door de heer Michel Doomst (**), mevrouw Sonja Becq, de heer Jenne De Potter, de heer Roel Deseyn, mevrouw Leen Dierick, mevrouw Nahima Lanjri, mevrouw Bercy Slegers, mevrouw Inge Vervotte (**), de heer Kristof Waterschoot, nr. 2224/1 van 1 juni 2012.

4. Wetsvoorstel houdende aanvulling van de wet van 21 december 1998 betreffende de veiligheid bij voetbalwedstrijden wat de veiligheid in recreatiegebieden betreft.

Ingediend door de heer Peter Vanvelthoven, mevrouw Karin Temmerman, nr. 2328/1 van 4 juli 2012.

5. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 21 maart 2007 tot regeling van de plaatsing en het gebruik van bewakingscamera's.

Ingediend door de heer Josy Arens, de heer Jenne De Potter, mevrouw Jacqueline Galant, mevrouw Bercy Slegers, nr. 3290/1 van 14 januari 2014.

Addendum, nr. 3290/2 van 26 februari 2014.

Rapporteur(s) : de heer Koenraad Degroote

ORGANISATIE VAN VERKIEZINGEN

1. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 180bis van het Kieswetboek betreffende de stemming door de Belgen die in het buitenland verblijven, ten einde de regels voor de samenstelling van de kieslijsten gelijk te maken voor alle Belgen, ongeacht of ze in het land of in het buitenland verblijven.

Ingediend door de heer Denis Ducarme, mevrouw Corinne De Permentier, de heer Daniel Bacquelaine, de heer Charles Michel, nr. 142/1 van 13 september 2010.

Addendum, nr. 142/2 van 10 december 2010.

Addendum, nr. 142/3 van 26 juli 2011.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 23 maart 1989 betreffende de verkiezing van het Europees Parlement, teneinde het stemrecht voor de Europese verkiezingen uit te breiden tot de Belgen die buiten de Europese Unie wonen.

Ingediend door de heer Christian Brotcorne, de heer Josy Arens, mevrouw Myriam Delacroix-Rolin (**), de heer Georges Dallemagne, nr. 159/1 van 14 september 2010.

Addendum, nr. 159/2 van 22 september 2010.

Addendum, nr. 159/3 van 29 oktober 2010.

Addendum, nr. 159/4 van 18 mei 2012.

3. Wetsvoorstel tot opheffing van artikel 147bis, § 1, 5°, van het Kieswetboek.

Ingediend door de heer Thierry Giet (**), de heer Patrick Moriau (**), mevrouw Özlem Özen, mevrouw Karine Lalieux, mevrouw Valérie Déom (**), nr. 163/1 van 14 september 2010.

4. Wetsvoorstel tot wijziging van de kieswetgeving teneinde de verkozenen en de mandatarissen te verbieden deel uit te maken van een stembureau of een stemopnemingsbureau.

Ingediend door de heer André Frédéric, de heer Eric Thiébaud, de heer Thierry Giet (**), de heer Yvan Mayeur, mevrouw Karine Lalieux, mevrouw Valérie Déom (**), nr. 164/1 van 14 september 2010.

Amendement van de heer André Frédéric, nr. 164/2 van 29 november 2012.

Amendementen van de heer André Frédéric, mevrouw Jacqueline Galant, nr. 164/3 van 25 januari 2013.

Amendementen van de heer André Frédéric, mevrouw Jacqueline Galant, mevrouw Marie-Martine Schyns (**), mevrouw Bercy Slegers, de heer Bart Somers, nr. 164/4 van 20 maart 2013.

Advies van de Raad van State, nr. 164/5 van 7 mei 2013.

Amendement van de heer Eric Thiébaud, mevrouw Jacqueline Galant, mevrouw Marie-Martine Schyns (**), mevrouw Bercy Slegers, de heer Bart Somers, nr. 164/6 van 10 juli 2013.

Rapporteur(s) : de heer Fouad Lahssaini, de heer Bart Somers

5. Wetsvoorstel tot wijziging van de kieswetgeving, met het oog op de splitsing van de kieskring Brussel-Halle-Vilvoorde (II).

Ingediend door de heer Jean Marie Dedecker nr. 347/1 van 12 oktober 2010.

6. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 23 maart 1989 betreffende de verkiezing van het Europees Parlement, teneinde aan de buiten de Europese Unie verblijvende Belgen stemrecht voor de Europese verkiezingen te verlenen.

Ingediend door de heer Denis Ducarme, de heer Daniel Bacquelaine, mevrouw Corinne De Permentier, mevrouw Jacqueline Galant, de heer Philippe Collard, de heer Charles Michel, nr. 348/1 van 12 oktober 2010.

Addendum, nr. 348/2 van 26 juli 2011.

7. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 180bis van het Kieswetboek, teneinde de in het buitenland verblijvende Belgen in staat te stellen via het internet te stemmen.

Ingediend door de heer Denis Ducarme, de heer Daniel Bacquelaine, mevrouw Corinne De Permentier, mevrouw Jacqueline Galant, de heer Philippe Collard, de heer Charles Michel, nr. 350/1 van 12 oktober 2010.

Addendum, nr. 350/2 van 26 juli 2011.

8. Wetsvoorstel tot wijziging van de kieswetgeving met het oog op de splitsing van de kieskring Brussel-Halle-Vilvoorde.

Ingediend door de heer Ben Weyts, de heer Jan Jambon, mevrouw Els Demol, de heer Theo Francken, mevrouw Nadia Sminate, de heer Jan Van Esbroeck, mevrouw Kristien Van Vaerenbergh, nr. 410/1 van 18 oktober 2010.

9. Wetsvoorstel tot wijziging van de gewone wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur, de wet van 12 januari 1989 tot regeling van de wijze waarop de Brusselse Hoofdstedelijke Raad en de Brusselse leden van de Vlaamse Raad verkozen worden en de wet van 6 juli 1990 tot regeling van de wijze waarop de Raad van de Duitstalige Gemeenschap wordt verkozen, om stemrecht toe te kennen aan de Belgen die in het buitenland verblijven, voor de verkiezing van respectievelijk het Vlaams Parlement, de Waalse Gewestraad en de Brusselse Hoofdstedelijke Raad en de Raad van de Duitstalige Gemeenschap.

Ingediend door de heer Daniel Bacquelaine, mevrouw Corinne De Permentier, de heer François-Xavier de Donnea, de heer Denis Ducarme, mevrouw Jacqueline Galant, de heer Charles Michel, nr. 610/1 van 18 november 2010.

Addendum, nr. 610/2 van 28 juli 2011.

10. Voorstel van bijzondere wet tot wijziging van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen en van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, teneinde het stemrecht toe te kennen aan de Belgen die in het buitenland verblijven, voor de verkiezing van het Vlaams Parlement en de Waalse Gewestraad enerzijds, en voor de verkiezing van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad anderzijds.

Ingediend door de heer Daniel Bacquelaine, mevrouw Corinne De Permentier, de heer François-Xavier de Donnea, mevrouw Jacqueline Galant, de heer Denis Ducarme, de heer Charles Michel, nr. 611/1 van 18 november 2010.

Addendum, nr. 611/2 van 28 juli 2011.

11. Wetsvoorstel tot wijziging van het Kieswetboek wat betreft de verplichte inschrijving van kiezers uit het buitenland in de gemeente van hun laatste officiële verblijfplaats.

Ingediend door de heer Filip De Man, mevrouw Annick Ponthier, de heer Tanguy Veys, nr. 671/1 van 23 november 2010.

12. Wetsvoorstel tot wijziging van het Kieswetboek teneinde het voor de Belgen in het buitenland gemakkelijker te maken te stemmen.

Ingediend door de heer Josy Arens, de heer Christian Brotcorne, mevrouw Myriam Delacroix-Rolin (**), de heer Georges Dallemagne, nr. 747/1 van 1 december 2010.

Addendum, nr. 747/2 van 18 mei 2012.

13. Wetsvoorstel tot wijziging van het Kieswetboek en de wet van 23 maart 1989 betreffende de verkiezing van het Europese Parlement, teneinde, voor de verkiezingen van de Kamer van volksvertegenwoordigers, van de Senaat en van het Europees Parlement, een kieskring in te stellen die bestaat uit de administratieve arrondissementen Brussel-Halle-Vilvoorde, Nijvel en Leuven.

Ingediend door de heer Daniel Bacquelaine, de heer Olivier Maingain, de heer Denis Ducarme, mevrouw Jacqueline Galant, de heer Charles Michel, nr. 833/1 van 16 december 2010.

Addendum, nr. 833/2 van 26 juli 2011.

14. Wetsvoorstel tot wijziging van het Kieswetboek inzake de invoering van het veralgemeend stemrecht voor alle burgers, ongeacht hun leeftijd.

Ingediend door mevrouw Alexandra Colen, de heer Hagen Goyvaerts, de heer Gerolf Annemans, de heer Filip De Man, mevrouw Annick Ponthier, de heer Tanguy Veys, nr. 837/1 van 16 december 2010.

15. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 105 van het Kieswetboek met het oog op de aanpassing van de termijn van vernieuwing van de Kamer van Volksvertegenwoordigers en van de Senaat aan die van de Gemeenschaps- en Gewestparlementen.

Ingediend door de heer Peter Vanvelthoven nr. 855/1 van 17 december 2010.

16. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 180bis van het Kieswetboek betreffende de stemming door de Belgen die in het buitenland verblijven, ten einde de regels voor de samenstelling van de kieslijsten gelijk te maken voor alle Belgen, ongeacht of ze in het land of in het buitenland verblijven.

Ingediend door de heer Daniel Bacquelaine, mevrouw Corinne De Permentier, de heer François-Xavier de Donnea, mevrouw Jacqueline Galant, de heer Denis Ducarme, de heer Damien Thiéry, de heer Charles Michel, nr. 873/1 van 22 december 2010.

Addendum, nr. 873/2 van 4 april 2011.

Addendum, nr. 873/3 van 26 juli 2011.

17. Wetsvoorstel tot afschaffing van het gemeentelijk stemrecht voor niet-EU-burger.

Ingediend door de heer Gerolf Annemans, de heer Filip De Man, mevrouw Annick Ponthier, de heer Tanguy Veys, nr. 917/1 van 13 december 2010.

18. Voorstel van resolutie betreffende de medeling van een evaluatierapport over de moeilijkheden waarmee de in het buitenland verblijvende Belgen te kampen hebben gekregen bij de parlementsverkiezingen van 13 juni 2010.

Ingediend door de heer Denis Ducarme, de heer Daniel Bacquelaine, mevrouw Jacqueline Galant, mevrouw Corinne De Permentier, de heer Charles Michel, nr. 1003/1 van 11 januari 2011.

Addendum, nr. 1003/2 van 26 juli 2011.

19. Wetsvoorstel tot wijziging van diverse kieswetgeving teneinde de opkomstplicht af te schaffen.

Ingediend door de heer Jan Van Esbroeck, mevrouw Ingeborg De Meulemeester, de heer Theo Francken, de heer Steven Vandeput, nr. 1371/1 van 6 april 2011.

20. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 23 maart 1989 betreffende de verkiezing van het Europese Parlement teneinde de opkomstplicht af te schaffen.

Ingediend door de heer Jan Van Esbroeck, mevrouw Ingeborg De Meulemeester, de heer Theo Francken, de heer Steven Vandeput, nr. 1372/1 van 6 april 2011.

21. Wetsvoorstel tot wijziging van het Kieswetboek en houdende nieuwe stemprocedures en vertegenwoordigingsregels voor de in het buitenland verblijvende Belgen.

Ingediend door de heer André Frédéric, de heer Patrick Moriau (**), de heer Thierry Giet (**), de heer Eric Thiébaud, de heer Laurent Devin, de heer Rachid Madrane (**), nr. 1465/1 van 17 mei 2011.

22. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 11 april 1994 tot organisatie van de geautomatiseerde stemming voor wat betreft het stemmen via magneetkaart en stembrief.

Ingediend door de heer Filip De Man, mevrouw Annick Ponthier, de heer Tanguy Veys, nr. 1493/1 van 24 mei 2011.

23. Wetsvoorstel tot opheffing van het verbod voor politieambtenaren van de lokale politie om kandidaat te zijn voor een lokaal of provinciaal politiek mandaat buiten hun politiezone en tot wijziging van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus wat betreft het politiek mandaat.

Ingediend door de heer Ben Weyts, de heer Peter Vanvelthoven, nr. 1746/1 van 20 september 2011.

24. Wetsvoorstel tot wijziging van het Kieswetboek wat de stemplicht betreft.

Ingediend door de heer Bart Somers, mevrouw Gwendolyn Rutten, mevrouw Sabien Lahaye-Battheu, nr. 1802/1 van 13 oktober 2011.

25. Voorstel van bijzondere wet tot wijziging van artikel 25 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen en van artikel 13 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, teneinde de vreemdelingen die in België verblijven stemrecht te verlenen bij de regionale verkiezingen.

Ingediend door de heer Eric Jadot, mevrouw Eva Brems, mevrouw Zoé Genot, mevrouw Meyrem Almaci, nr. 2006/1 van 19 januari 2012.

26. Wetsvoorstel tot wijziging van een gewone wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur en van de wet van 12 januari 1989 tot regeling van de wijze waarop het Brussels Hoofdstedelijk Parlement en de Brusselse leden van het Vlaams Parlement verkozen worden, wat het stemrecht voor vreemdelingen bij de gewestverkiezingen betreft.

Ingediend door de heer Eric Jadot, mevrouw Eva Brems, mevrouw Zoé Genot, mevrouw Meyrem Almaci, nr. 2007/1 van 19 januari 2012.

27. Wetsvoorstel tot waarborging van een gelijke alternerende vertegenwoordiging van mannen en vrouwen op de kandidatenlijsten voor de verkiezingen van de Wetgevende Kamers en van de Raad van de Duitstalige Gemeenschap.

Ingediend door mevrouw Catherine Fonck nr. 2272/1 van 20 juni 2012.

28. Voorstel van bijzondere wet tot waarborging van een gelijke alternerende vertegenwoordiging van mannen en vrouwen op de kandidatenlijsten voor de verkiezingen van het Vlaams Parlement, het Waals Parlement en het Brussels Hoofdstedelijk Parlement.

Ingediend door mevrouw Catherine Fonck nr. 2273/1 van 20 juni 2012.

29. Wetsvoorstel tot waarborging van een gelijke alternerende vertegenwoordiging van mannen en vrouwen op de kandidatenlijsten voor de verkiezingen van het Europees Parlement.

Ingediend door mevrouw Catherine Fonck nr. 2274/1 van 20 juni 2012.

30. Wetsvoorstel tot wijziging van de kieswetgeving om de gelijkheid van kansen tussen vrouwen en mannen bij verkiezingen te bevorderen.

Ingediend door mevrouw Zoé Genot, mevrouw Eva Brems, mevrouw Muriel Gerken, nr. 2331/1 van 5 juli 2012.

31. Wetsvoorstel betreffende de aanwijzing van de leden van stembureaus.

Ingediend door de heer Bart Somers, de heer Herman De Croo, nr. 2626/1 van 4 februari 2013.

Rapporteur(s) : de heer Fouad Lahssaini, de heer Bart Somers

32. Voorstel van resolutie over de herziening van het kiesstelsel en over de instelling van de loting van de leden van het federale Parlement van het Koninkrijk België.

Ingediend door de heer Laurent Louis nr. 2860/1 van 5 juni 2013.

33. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 23 maart 1989 betreffende de verkiezing van het Europees Parlement.

Ingediend door de heer Filip De Man, de heer Peter Logghe, de heer Tanguy Veys, nr. 2957/1 van 17 juli 2013.

34. Wetsvoorstel tot afschaffing van de devolutieve werking van de lijststem en van de kandidaat-opvolgers bij de parlementsverkiezingen.

Ingediend door de heer Daniel Bacquelaine, de heer Olivier Destrebecq, de heer Philippe Goffin, mevrouw Jacqueline Galant, mevrouw Corinne De Permentier, de heer Luc Gustin, mevrouw Valérie Warzée-Caverenne, nr. 3135/1 van 14 november 2013.

OVERHEIDSAPPARAAT

1. Voorstel van resolutie betreffende het verbod om uiterlijke tekenen van een geloofs- of levensovertuiging te dragen bij de federale overheidsdiensten en bij de ervan afhangerende instellingen van openbaar nut.

Ingediend door de heer Daniel Bacquellaine, mevrouw Corinne De Permentier, de heer Denis Ducarme, mevrouw Jacqueline Galant, de heer Charles Michel, nr. 218/1 van 28 september 2010.

Addendum, nr. 218/2 van 26 juli 2011.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 35 van de gecoördineerde wetten van 18 juli 1966 op het gebruik der talen in bestuurszaken.

Ingediend door de heer Olivier Maingain, de heer Damien Thiéry, de heer François-Xavier de Donnea, de heer Denis Ducarme, mevrouw Jacqueline Galant, nr. 411/1 van 19 oktober 2010.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 22 maart 1995 tot instelling van federale ombudsmannen teneinde een wettelijke bescherming te bieden aan ambtenaren die onregelmatigheden melden.

Ingediend door de heer Servais Verherstraeten, mevrouw Leen Dierick, de heer Jef Van den Bergh, nr. 456/1 van 26 oktober 2010.

4. Voorstel van resolutie tot uitbreiding van de mogelijkheden voor uitzendarbeid in de openbare sector.

Ingediend door de heer Bart Somers, mevrouw Carina Van Cauter, mevrouw Maggie De Block, de heer Mathias De Clercq, mevrouw Gwendolyn Rutten, nr. 513/1 van 28 oktober 2010.

5. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 21 maart 1964 betreffende de wedden van de leden van het Rekenhof en van de wet van 22 maart 1995 tot instelling van federale ombudsmannen.

Ingediend door de heer Daniel Bacquellaine, de heer Olivier Maingain, de heer Denis Ducarme, mevrouw Jacqueline Galant, nr. 627/1 van 18 november 2010.

6. Wetsvoorstel tot wijziging van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, voor wat betreft de Vaste Commissie voor Taaltoezicht.

Ingediend door de heer Filip De Man, mevrouw Annick Ponthier, de heer Tanguy Veys, nr. 931/1 van 15 december 2010.

7. Wetsvoorstel houdende een verbod op het dragen van hoofddoeken of sluiers voor federaal overheidspersoneel.

Ingediend door de heer Filip De Man, mevrouw Annick Ponthier, de heer Tanguy Veys, nr. 1324/1 van 25 maart 2011.

8. Wetsvoorstel tot wijziging van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, voor wat betreft de taalkennis van tijdelijk aangeworven personeelsleden.

Ingediend door de heer Bert Schoofs, de heer Filip De Man, mevrouw Annick Ponthier, de heer Tanguy Veys, nr. 1522/1 van 27 mei 2011.

9. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 11 april 1994 betreffende de openbaarheid van bestuur. Ingediend door mevrouw Leen Dierick, de heer Jef Van den Bergh, mevrouw Nahima Lanjri, mevrouw Liesbeth Van der Auwera, de heer Michel Doomst (**), mevrouw Bercy Slegers, nr. 2096/1 van 7 maart 2012.

PARTIJFINANCIERING

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 4 juli 1989 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezingen van de federale kamers, de financiering en de open boekhouding van de politieke partijen.

Ingediend door de heer Laurent Louis nr. 1277/1 van 4 maart 2011.

PENSIOENEN

1. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 3 van het koninklijk besluit van 22 september 1980 tot uitvoering van artikel 50, § 2, tweede lid, van de wet van 5 augustus 1978 houdende economische en budgettaire hervormingen, teneinde de financiële weerslag van de pensioenen van burgemeester, schep en OCMW-voorzitter op de gemeentefinanciën te wijzigen.

Ingediend door de heer Christian Brotcorne nr. 182/1 van 20 september 2010.

POLITIE

1. Wetsvoorstel tot oprichting van de politiezone Brussel-Hoofdstad.

Ingediend door de heer Renaat Landuyt nr. 43/1 van 29 juli 2010.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, wat betreft de afschaffing van de borgstelling voor bijzondere rekenplichtigen.

Ingediend door mevrouw Leen Dierick, mevrouw Nahima Lanjri, de heer Jef Van den Bergh, mevrouw Sonja Becq, mevrouw Nathalie Muylle, de heer Hendrik Bogaert, nr. 170/1 van 17 september 2010.

Addendum, nr. 170/2 van 24 september 2010.

Rapporteur(s) : de heer Jan Van Esbroeck, de heer Rachid Madrane (**)

3. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, wat het nationaal veiligheidsplan betreft.

Ingediend door mevrouw Leen Dierick, mevrouw Nahima Lanjri, de heer Jef Van den Bergh, mevrouw Sonja Becq, mevrouw Nathalie Muylle, de heer Hendrik Bogaert, nr. 171/1 van 17 september 2010.

Addendum, nr. 171/2 van 24 september 2010.

4. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, wat de betrokkenheid van de gemeenteraad betreft.

Ingediend door mevrouw Leen Dierick, mevrouw Liesbeth Van der Auwera, de heer Stefaan Vercamer, de heer Jef Van den Bergh, nr. 420/1 van 20 oktober 2010.

5. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, wat de openbaarheid van de criminaliteitsgegevens betreft.

Ingediend door de heer Peter Vanvelthoven nr. 794/1 van 7 december 2010.

6. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus wat de controlebevoegdheden van de politieraadsleden betreft.

Ingediend door de heer Filip De Man, mevrouw Annick Ponthier, de heer Tanguy Veys, nr. 806/1 van 8 december 2010.

7. Wetsvoorstel tot wijziging, wat betreft de eedaflegging van politieraadsleden, van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus.

Ingediend door de heer Ben Weyts, mevrouw Sarah Smeyers, de heer Jan Van Esbroeck, de heer Koenraad Degroote, nr. 967/1 van 13 december 2010.

8. Wetsvoorstel tot aanvulling van de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt teneinde teruggevonden en in beslag genomen voorwerpen kenbaar te maken aan het publiek.

Ingediend door de heer Peter Vanvelthoven, mevrouw Maya Detiège, nr. 970/1 van 7 december 2010.

9. Voorstel van resolutie betreffende de Copernicuspremie voor de politiediensten.

Ingediend door de heer Josy Arens, mevrouw Catherine Fonck, mevrouw Myriam Delacroix-Rolin (**), nr. 1389/1 van 12 april 2011.

10. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, voor wat betreft de eedaflegging van politieraadsleden.

Ingediend door de heer Filip De Man, mevrouw Annick Ponthier, de heer Tanguy Veys, nr. 1492/1 van 24 mei 2011.

11. Voorstel van resolutie over de invoering van een gemeenschappelijk informaticaplatform voor de politiediensten.

Ingediend door mevrouw Myriam Delacroix-Rolin (**), mevrouw Catherine Fonck, nr. 1832/1 van 20 oktober 2011.

12. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, met de bedoeling de vervanging van de werkende leden van de politieraad te vergemakkelijken.

Ingediend door de heer Laurent Devin, de heer Eric Thiébaut, de heer André Frédéric, de heer Rachid Madrane (**), nr. 1979/1 van 28 december 2011.

Amendement van de heer Laurent Devin, nr. 1979/2 van 21 november 2012.

Rapporteur(s) : mevrouw Bercy Slegers

13. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 1 augustus 1985 houdende fiscale en andere bepalingen wat de uitbreiding van de bijzondere vergoeding voor leden van politie- en hulpdiensten betreft.

Ingediend door de heer Peter Logghe, de heer Filip De Man, de heer Tanguy Veys, nr. 2056/1 van 14 februari 2012.

14. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt wat betreft de politiemeldingsfiche.

Ingediend door de heer Bert Schoofs, de heer Filip De Man, de heer Peter Logghe, de heer Tanguy Veys, nr. 2128/1 van 28 maart 2012.

15. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus wat de eedaflegging van de politiesecretaris betreft.

Ingediend door de heer Koenraad Degroote, de heer Siegfried Bracke, de heer Jan Van Esbroeck, de heer Ben Weyts, nr. 2383/1 van 19 juli 2012.

16. Wetsvoorstel tot oprichting van de politiezone Brussel-Hoofdstad.

Ingediend door de heer Ben Weyts, de heer Siegfried Bracke, de heer Koenraad Degroote, de heer Jan Van Esbroeck, nr. 2462/1 van 24 oktober 2012.

17. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, teneinde bij de politieraad een interpellatierecht in te stellen.

Ingediend door de heer Eric Jadot, de heer Stefaan Van Hecke, mevrouw Muriel Gerkens, mevrouw Zoé Genot, nr. 2487/1 van 12 november 2012.

18. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 26 april 2002 houdende de essentiële elementen van het statuut van de personeelsleden van de politiediensten en houdende diverse andere bepalingen met betrekking tot de politiediensten.

Ingediend door de heer Laurent Devin, de heer André Frédéric, de heer Eric Thiébaut, mevrouw Julie Fernandez Fernandez, nr. 2653/1 van 20 februari 2013.

19. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, wat de goedkeuring van het zonaal veiligheidsplan betreft.

Ingediend door mevrouw Marie-Martine Schyns (**) nr. 2695/1 van 13 maart 2013.

20. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten.

Ingediend door mevrouw Katrin Jadin nr. 2898/1 van 20 juni 2013.

21. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 10 april 1990 tot regeling van de private en bijzondere veiligheid wat de overname van politietaken betreft.

Ingediend door de heer Bart Somers nr. 3327/1 van 29 januari 2014.

POLITIEK VERLOF

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 18 september 1986 tot instelling van het politiek verlof voor de personeelsleden van de overheidsdiensten, teneinde een onverenigbaarheid in te stellen tussen een management- of een staffunctie en de uitoefening van een politiek mandaat.

Ingediend door de heer Christian Brotcorne, mevrouw Myriam Delacroix-Rolin (**), nr. 189/1 van 20 september 2010.

Addendum, nr. 189/2 van 29 oktober 2010.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 19 juli 1976 tot instelling van een verlof voor de uitoefening van een politiek mandaat en van de wet van 20 juli 1991 houdende sociale en diverse bepalingen om de toegang tot het parlementair mandaat aan te moedigen door de uitbreiding van het recht op politiek verlof en op werkloosheidsuitkeringen in geval van loopbaanonderbreking.

Ingediend door mevrouw Zoé Genot, de heer Wouter De Vriendt, mevrouw Muriel Gerken, de heer Stefaan Van Hecke, mevrouw Juliette Boulet, mevrouw Meyrem Almaci, de heer Olivier Deleuze (**), nr. 2034/1 van 3 februari 2012.

RACISME

1. Wetsvoorstel tot opheffing van de wet van 15 februari 1993 tot oprichting van een Centrum voor gelijkheid van kansen en voor racismebestrijding.

Ingediend door de heer Filip De Man, mevrouw Annick Ponthier, de heer Tanguy Veys, de heer Hagen Goyvaerts, de heer Bert Schoofs, nr. 1818/1 van 18 oktober 2011.

RECHTEN VAN HET KIND

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, teneinde een verbod in te stellen op het vasthouden van minderjarigen in gesloten centra.

Ingediend door mevrouw Zoé Genot, mevrouw Eva Brems, mevrouw Muriel Gerken, de heer Eric Jadot, de heer Wouter De Vriendt, mevrouw Meyrem Almaci, de heer Georges Gilkinet, nr. 1087/1 van 20 januari 2011.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, wat betreft het opsluiten van kinderen in gesloten centra.

Ingediend door de heer Filip De Man, mevrouw Annick Ponthier, de heer Tanguy Veys, nr. 1729/1 van 6 september 2011.

RECHTERLIJKE INRICHTING

1. Wetsvoorstel tot onderwerping van magistraten aan de verplichting om een lijst van mandaten, ambten en beroepen, alsmede een vermogensaangifte in te dienen.

Ingediend door de heer Bert Schoofs, de heer Filip De Man, mevrouw Annick Ponthier, de heer Tanguy Veys, nr. 1122/1 van 26 januari 2011.

REGERING

1. Wetsvoorstel tot drastische inperking van de ministeriële beleidscellen.

Ingediend door de heer Hagen Goyvaerts, de heer Peter Logghe, de heer Bert Schoofs, de heer Gerolf Annemans, de heer Filip De Man, mevrouw Annick Ponthier, de heer Tanguy Veys, nr. 664/1 van 22 november 2010.

2. Wetsvoorstel houdende regeling van het taalgebruik voor sommige handelingen van het openbaar gezag.

Ingediend door de heer Ben Weyts, de heer Siegfried Bracke, de heer Koenraad Degroote, de heer Jan Van Esbroeck, nr. 1923/1 van 30 november 2011.

Addendum, nr. 1923/2 van 20 januari 2012.

REGLEMENT VAN DE KAMER

1. Voorstel tot wijziging van het Reglement van de Kamer van volksvertegenwoordigers wat betreft de toelichting en evaluatie van het beleid van ministers en staatssecretarissen.

Ingediend door de heer Ben Weyts, de heer Siegfried Bracke, de heer Koenraad Degroote, de heer Jan Van Esbroeck, nr. 2766/1 van 24 april 2013.

SEKSUELE MINDERHEID

1. Voorstel van resolutie betreffende het invoeren van de anonieme klacht ingeval van homofob geweld.

Ingediend door de heer Mathias De Clercq, mevrouw Lieve Wierinck, nr. 2136/1 van 30 maart 2012.

SPIONAGE

1. Voorstel tot oprichting van een parlementaire onderzoekscommissie belast met het onderzoek naar de rol van inlichtingendiensten in cyberspionage.

Ingediend door de heer Stefaan Van Hecke, de heer Ronny Balcaen, nr. 3341/1 van 6 februari 2014.

SPORT

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 21 december 1998 betreffende de veiligheid bij voetbalwedstrijden teneinde aan een stadionverbod tevens een perimerverbod en een aanmeldingsplicht te koppelen.

Ingediend door de heer Peter Vanvelthoven nr. 795/1 van 7 december 2010.

STAATSBURGER

1. Voorstel van resolutie betreffende de bepaling van een specifiek beleid ten aanzien van de Belgen in het buitenland.

Ingediend door de heer Denis Ducarme, de heer Daniel Bacquelaine, mevrouw Jacqueline Galant, mevrouw Corinne De Permentier, de heer Charles Michel, nr. 406/1 van 19 oktober 2010.

Addendum, nr. 406/2 van 9 november 2010.

Addendum, nr. 406/3 van 28 juli 2011.

STRAFRECHT

1. Voorstel van resolutie tot verfijning van de politiële registratie van misdrijven en de daarvan afgeleide politiestatistieken daarbij rekening houdend met de etniciteit van de vermoedelijke dader van een misdrijf.

Ingediend door de heer Filip De Man, de heer Gerolf Annemans, de heer Bert Schoofs, mevrouw Annick Ponthier, de heer Tanguy Veys, nr. 905/1 van 21 december 2010.

2. Voorstel van resolutie om het proactief opsporen van cannabisplantages via warmtecamera's wettelijk mogelijk te maken.

Ingediend door de heer Bert Schoofs, de heer Filip De Man, mevrouw Annick Ponthier, de heer Tanguy Veys, nr. 1177/1 van 8 februari 2011.

3. Wetsvoorstel tot instelling van een verbod op het dragen van kleding die het gezicht volledig dan wel grotendeels verbergt.

Ingediend door mevrouw Leen Dierick, mevrouw Nathalie Muylle, mevrouw Liesbeth Van der Auwera, de heer Stefaan Vercamer, nr. 1375/1 van 6 april 2011.

4. Wetsvoorstel tot wijziging van de racismewetgeving wat het verbod van bijeenkomsten van racistische en neonazistische groeperingen betreft.

Ingediend door de heer Raf Terwingen, de heer Stefaan De Clerck (**), de heer Roel Deseyn, mevrouw Nahima Lanjri, mevrouw Sonja Becq, de heer Jenne De Potter, de heer Kristof Waterschoot, mevrouw Leen Dierick, nr. 2160/1 van 20 april 2012.

Advies van de Raad van State , nr. 2160/2 van 29 januari 2013.

Rapporteur(s) : de heer Jan Van Esbroeck, de heer André Frédéric, mevrouw Nahima Lanjri

TAALGEBRUIK

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de gecoördineerde wetten van 18 juli 1966 op het gebruik van de talen in bestuurszaken.

Ingediend door mevrouw Alexandra Colen, de heer Hagen Goyvaerts, de heer Filip De Man, mevrouw Annick Ponthier, de heer Tanguy Veys, nr. 838/1 van 16 december 2010.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, voor wat betreft de akten en bescheiden bestemd voor het personeel. Ingediend door de heer Guy D'haeseleer, de heer Filip De Man, mevrouw Annick Ponthier, de heer Tanguy Veys, nr. 1130/1 van 27 januari 2011.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 12 juni 2002 tot wijziging van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966 wat betreft de inwerkingtreding van deze wet.

Ingediend door de heer Koenraad Degroote, de heer Ben Weyts, de heer Jan Van Esbroeck, de heer Siegfried Bracke, nr. 3332/1 van 30 januari 2014.

Errata nr. 3332/2 van 5 februari 2014.

Rapporteur(s) : mevrouw Bercy Slegers

UITWIJZING

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen teneinde het verhinderen van een gedwongen verwijdering via luchtweg te bestraffen.

Ingediend door de heer Theo Francken, mevrouw Sarah Smeyers, mevrouw Daphné Dumery, nr. 3023/1 van 24 september 2013.

VERKEERSVEILIGHEID

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, wat de wegsignalisatie en de verkeersboodschappen betreft.

Ingediend door mevrouw Sabien Lahaye-Battheu, de heer Bart Somers, mevrouw Gwendolyn Rutten, nr. 1212/1 van 11 februari 2011.

VERKIEZING

1. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 180bis van het Kieswetboek, teneinde de in het buitenland verblijvende Belgen in staat te stellen via het internet te stemmen.

Ingediend door de heer Denis Ducarme, de heer Daniel Bacquellaine, mevrouw Corinne De Permentier, mevrouw Jacqueline Galant, de heer Philippe Collard, de heer Charles Michel, nr. 350/1 van 12 oktober 2010.

Addendum, nr. 350/2 van 26 juli 2011.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, strekkende tot aanwijzing van de leden van de politieraad.

Ingediend door mevrouw Marie-Martine Schyns (**), de heer Christian Brotcorne, de heer Christophe Bastin, nr. 2729/1 van 28 maart 2013.

Addendum, nr. 2729/2 van 18 april 2013.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van het Kieswetboek, teneinde de lijststem en de devolutieve werking ervan af te schaffen.

Ingediend door de heer Benoît Lutgen, mevrouw Catherine Fonck, de heer Benoît Drèze, nr. 3252/1 van 17 december 2013.

4. Wetsvoorstel tot wijziging van het Kieswetboek en de wet van 4 juli 1989 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezing van de federale Kamers, de financiering en de open boekhouding van de politieke partijen, teneinde de lijsten met de kandidaat-opvolgers af te schaffen.

Ingediend door de heer Benoît Lutgen, mevrouw Catherine Fonck, de heer Benoît Drèze, nr. 3253/1 van 17 december 2013.

5. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 4 juli 1989 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezingen van de federale kamers, de financiering en de open boekhouding van de politieke partijen, en tot wijziging van de wet van 19 mei 1994 tot regeling van de verkiezingscampagne en tot beperking en aangifte van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezingen van het Vlaams Parlement, het Waals Parlement, het Brussels Hoofdstedelijk Parlement en het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap, alsmede tot vaststelling van de toetsingsnorm inzake officiële mededelingen van de overheid.

Ingediend door de heer Olivier Maingain, de heer Bernard Clerfayt, nr. 3426/1 van 7 maart 2014.

VERKIEZINGSPROPAGANDA

1. Wetsvoorstel ertoe strekkende de regels voor sommige verbodsbepalingen die in verkiezingsperiodes gelden inzake propaganda voor de politieke partijen en hun kandidaten, ook toepasselijk te maken op de ziekenfondsen en de landsbonden van ziekenfondsen.

Ingediend door de heer Daniel Bacquelaine, mevrouw Jacqueline Galant, de heer Denis Ducarme, de heer Charles Michel, nr. 145/1 van 13 september 2010.

Addendum, nr. 145/2 van 26 juli 2011.

2. Wetsvoorstel betreffende de doorlichting door het Rekenhof van de budgettaire en macro-economische gevolgen van de verkiezingsprogramma's van de politieke partijen bij verkiezingen voor het Vlaams Parlement, het Parlement van het Waalse Gewest, het Parlement van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest en van het Parlement van de Franse Gemeenschap.

Ingediend door de heer Servais Verherstraeten, mevrouw Sonja Becq, de heer Pieter De Crem, mevrouw Bercy Slegers, de heer Benoît Lutgen, nr. 577/1 van 17 november 2010.

Amendementen van de heer Jan Van Esbroeck, de heer Koenraad Degroote, de heer Siegfried Bracke, nr. 577/2 van 19 februari 2014.

Addendum, nr. 577/3 van 26 februari 2014.

Addendum, nr. 577/4 van 24 maart 2014.

Amendement van de heer André Frédéric, nr. 577/5 van 31 maart 2014.

Amendementen van mevrouw Jacqueline Galant, nr. 577/6 van 1 april 2014.

Rapporteur(s) : de heer Jan Van Esbroeck, mevrouw Jacqueline Galant

3. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 4bis van de wet van 4 juli 1989 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezingen van de federale Kamers, de financiering en de open boekhouding van de politieke partijen.

Ingediend door de heer Daniel Bacquelaine, mevrouw Jacqueline Galant, de heer Charles Michel, nr. 658/1 van 22 november 2010.

Addendum, nr. 658/2 van 28 juli 2011.

4. Wetsvoorstel betreffende de aanplakking van verkiezingsaffiches en de voorlichting van de kiezers.

Ingediend door de heer Laurent Louis nr. 1340/1 van 31 maart 2011.

5. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 4 juli 1989 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezingen van de federale Kamers, de financiering en de open boekhouding van de politieke partijen.

Ingediend door de heer Laurent Louis nr. 2362/1 van 13 juli 2012.

VIDEOBEWAKING

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wetgeving wat het gebruik van bewakingscamera's door politieambtenaren betreft.

Ingediend door mevrouw Bercy Slegers, de heer Jenne De Potter, mevrouw Nahima Lanjri, nr. 3042/1 van 3 oktober 2013.

Addendum, nr. 3042/2 van 10 oktober 2013.

VLUCHTELING

1. Voorstel voor een verzoek aan het College van de federale ombudsmannen om het Commissariaat-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen en de Dienst Vreemdelingenzaken door te lichten in verband met de behandeling van de dossiers van de Afghanen.

Ingediend door mevrouw Zoé Genot, mevrouw Muriel Gerken, mevrouw Meyrem Almaci, de heer Wouter De Vriendt, nr. 3331/1 van 30 januari 2014.

VOLKSGEZONDHEID

1. Voorstel van resolutie betreffende de noodzaak van een plan van aanpak bij asbestbranden.

Ingediend door mevrouw Nahima Lanjri, mevrouw Nathalie Muylle, de heer Jef Van den Bergh, nr. 575/1 van 17 november 2010.

VRIJHEID VAN VERENIGING

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 29 juli 1934 waarbij de private milities verboden worden, wat het verbod van ondemocratische groeperingen betreft.

Ingediend door de heer Peter Vanvelthoven, de heer David Geerts, de heer Rachid Madrane (**), de heer Laurent Devin, nr. 809/1 van 13 december 2010.

Addendum, nr. 809/2 van 8 juni 2012.

Amendement van de heer Olivier Maingain, de heer Damien Thiéry, de heer Bernard Clerfayt, nr. 809/3 van 12 juni 2012.

Amendementen van mevrouw Catherine Fonck, de heer Georges Dallemagne, nr. 809/4 van 22 juni 2012.

Amendementen van de heer Denis Ducarme, de heer Daniel Bacquelaine, nr. 809/5 van 3 juli 2012.

Amendementen van de heer Peter Vanvelthoven, de heer Laurent Devin, de heer Michel Doomst (**), nr. 809/6 van 4 juli 2012.

Amendementen van mevrouw Catherine Fonck, de heer Georges Dallemagne, nr. 809/7 van 6 juli 2012.

Advies van de Raad van State, nr. 809/8 van 15 maart 2013.

Amendement van de heer Peter Vanvelthoven, nr. 809/9 van 10 juli 2013.

Amendement van de heer Olivier Maingain, de heer Damien Thiéry, de heer Bernard Clerfayt, nr. 809/11 van 11 juli 2013.

Advies van de Raad van State, nr. 809/12 van 8 oktober 2013.

Amendementen van de heer Jenne De Potter, de heer Peter Logghe, nr. 809/13 van 11 februari 2014.

Amendementen van de heer Bart Somers, nr. 809/14 van 18 februari 2014.

Verslag van de heer Jan Van Esbroeck, de heer André Frédéric, mevrouw Nahima Lanjri, nr. 809/15 van 25 april 2014.

ZIEKTE

1. Voorstel van resolutie over de oprichting van een gegevensbank in verband met de toegang tot gezondheidszorg in de landen van herkomst.

Ingediend door mevrouw Jacqueline Galant nr. 1732/1 van 8 september 2011.

Commissie voor de Buitenlandse Betrekkingen

ASBEST

1. Voorstel van resolutie betreffende een wereldwijd asbestverbod.

Ingediend door de heer Georges Dallemagne, mevrouw Catherine Fonck, mevrouw Marie-Martine Schyns (**), nr. 2052/1 van 10 februari 2012.

BUITENLANDS BELEID

1. Voorstel van resolutie met betrekking tot de internationale inspanningen in Afghanistan en de brede regio.

Ingediend door de heer Dirk Van der Maelen, de heer David Geerts, de heer Patrick Moriau (**), nr. 1534/1 van 1 juni 2011.

Addendum, nr. 1534/2 van 29 juni 2011.

Amendementen van de heer Patrick Moriau (**), de heer Philippe Blanchart, nr. 1534/3 van 12 juli 2011.

2. Voorstel van resolutie over de terugtrekking van België uit de militaire operatie in Libië.
Ingediend door de heer Laurent Louis nr. 1586/1 van 14 juni 2011.

3. Voorstel van resolutie over de reductie van het Belgische militaire engagement in Afghanistan.
Ingediend door de heer Theo Francken, de heer Bert Maertens, de heer Jan Jambon, mevrouw Karolien Grosemans, de heer Peter Luykx, de heer Siegfried Bracke, nr. 1677/1 van 13 juli 2011.

4. Voorstel van resolutie inzake Afghanistan.
Ingediend door de heer Wouter De Vriendt, mevrouw Juliette Boulet, nr. 1686/1 van 14 juli 2011.

5. Voorstel van resolutie over de transitie in Afghanistan.
Ingediend door mevrouw Alexandra Colen, de heer Gerolf Annemans, mevrouw Annick Ponthier, de heer Filip De Man, de heer Tanguy Veys, de heer Bert Schoofs, de heer Peter Logghe, nr. 1687/1 van 18 juli 2011.

6. Voorstel van resolutie betreffende een hogere status voor de Palestijnse vertegenwoordiging in België.
Ingediend door de heer Christian Brotcorne, de heer Patrick Moriau (**), mevrouw Eva Brems, de heer Dirk Van der Maelen, nr. 1760/1 van 26 september 2011.
Addendum, nr. 1760/2 van 6 oktober 2011.
Addendum, nr. 1760/3 van 11 oktober 2011.
Addendum, nr. 1760/4 van 17 oktober 2011.

7. Voorstel van resolutie betreffende Iran, zijn kernprogramma en de sancties tegen Iran.
Ingediend door mevrouw Eva Brems, mevrouw Juliette Boulet, nr. 2134/1 van 29 maart 2012.

8. Voorstel van resolutie inzake de upgrade van de economische relaties tussen de EU en Israël.
Ingediend door mevrouw Juliette Boulet, mevrouw Eva Brems, nr. 2135/1 van 29 maart 2012.

9. Voorstel van resolutie betreffende de relaties tussen het Koninkrijk België en de Europese Unie enerzijds, en de Volksrepubliek China anderzijds met betrekking tot economische samenwerking, arbeidsomstandigheden, internationale verantwoordelijkheden en mensenrechten.
Ingediend door mevrouw Eva Brems, mevrouw Juliette Boulet, nr. 2518/1 van 22 november 2012.
Rapporteur(s) : mevrouw Christiane Vienne

10. Voorstel van resolutie over het vredesproces in het Midden-Oosten en de vrijlating van de Palestijnse politieke gevangenen.

Ingediend door de heer Mohammed Jabour, de heer Patrick Moriau (**), de heer Olivier Henry, mevrouw Isabelle Emmery, nr. 2632/1 van 7 februari 2013.

11. Voorstel van resolutie over de opvolging en de naleving van het Kaderakkoord voor de vrede, de veiligheid en de samenwerking voor de Democratische Republiek Congo en de regio van de Grote Meren.

Ingediend door de heer Peter Luykx, mevrouw Ingeborg De Meulemeester, mevrouw Daphné Dumery, mevrouw Els Demol, nr. 2724/1 van 23 maart 2013.

Amendement van mevrouw Eva Brems, mevrouw Juliette Boulet, nr. 2724/2 van 11 juni 2013.

Rapporteur(s) : de heer Herman De Croo

12. Voorstel van resolutie betreffende het uitsluiten van culturele producten uit het toekomstige Partnerschap inzake handel en investeringen tussen de Europese Unie en de Verenigde Staten van Amerika.

Ingediend door mevrouw Juliette Boulet, mevrouw Muriel Gerkens, de heer Stefaan Van Hecke, mevrouw Eva Brems, mevrouw Zoé Genot, de heer Georges Gilkinet, nr. 2884/1 van 13 juni 2013.

13. Voorstel van resolutie over de steun aan het vredesproces in Nagorno-Karabach.

Ingediend door de heer Patrick Moriau (**), de heer Philippe Blanchart, nr. 2900/1 van 21 juni 2013.

BUITENLANDSE HANDEL

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 31 augustus 1939 op de Nationale Delcrederedienst.

Ingediend door mevrouw Nathalie Muylle nr. 47/1 van 3 augustus 2010.

CULTUREEL ERFGOED

1. Voorstel van resolutie waarbij de federale regering wordt gevraagd zich ertegen te verzetten dat Frankrijk de corrida heeft opgenomen in zijn inventaris van immaterieel cultureel erfgoed.

Ingediend door de heer Laurent Louis nr. 1589/1 van 14 juni 2011.

DIENSTPERSONEEL

1. Voorstel van resolutie met het oog op de ratificatie van de IAO conventie voor huispersoneel.

Ingediend door mevrouw Eva Brems, mevrouw Juliette Boulet, nr. 1823/1 van 18 oktober 2011.

DIPLOMATIEKE ONSCHENDBAARHEID

1. Voorstel van resolutie ter voorkoming van misbruik van de diplomatieke onschendbaarheid.

Ingediend door mevrouw Alexandra Colen, de heer Peter Logghe, de heer Bert Schoofs, nr. 1012/1 van 15 december 2010.

EUROPESE UNIE

1. Voorstel van resolutie betreffende de omschrijving en ontwikkeling van een specifiek beleid voor de buiten hun land van oorsprong gevestigde Europese burgers als prioritair aandachtspunt van het Belgische voorzitterschap van de Europese Unie in 2010.

Ingediend door de heer Denis Ducarme, mevrouw Corinne De Permentier, nr. 141/1 van 13 september 2010.

2. Voorstel van resolutie over de uitbouw van een Europees beleid voor in het buitenland vastgehouden gijzelaars.

Ingediend door de heer Denis Ducarme nr. 826/1 van 15 december 2010.

3. Voorstel van resolutie over de betrokkenheid van het federale Parlement bij de tenuitvoerlegging van de Europa 2020-strategie en het economisch bestuur.

Ingediend door mevrouw Muriel Gerken, mevrouw Meyrem Almaci, de heer Georges Gilkinet, nr. 1297/1 van 16 maart 2011.

Amendementen van mevrouw Muriel Gerken, mevrouw Eva Brems, mevrouw Juliette Boulet, de heer Georges Gilkinet, nr. 1297/2 van 13 juni 2012.

4. Voorstel van resolutie betreffende de organisatie van een volksraadpleging over het Verdrag inzake stabiliteit, coördinatie en bestuur in de economische en monetaire unie.

Ingediend door mevrouw Zoé Genot, de heer Georges Gilkinet, mevrouw Juliette Boulet, mevrouw Muriel Gerken, nr. 2105/1 van 14 maart 2012.

5. Voorstel van resolutie over het Verdrag inzake Stabiliteit, Coördinatie en Bestuur in de Economische en Monetaire Unie.

Ingediend door de heer Georges Gilkinet, de heer Stefaan Van Hecke, mevrouw Muriel Gerken, nr. 2180/1 van 9 mei 2012.

6. Voorstel van resolutie over de nood aan een groei- en banenstrategie op het niveau van de Europese Unie.

Ingediend door de heer Olivier Henry, mevrouw Christiane Vienne, de heer Guy Coëme (**), de heer Dirk Van der Maelen, mevrouw Karin Temmerman, de heer Bruno Tuybens, nr. 2205/1 van 22 mei 2012.

Overgenomen door de heer Christophe Lacroix, op 21 februari 2013 ter vervanging van de heer Guy Coëme (**).

Addendum, nr. 2205/2 van 24 mei 2012.

Addendum, nr. 2205/3 van 21 februari 2013.

7. Voorstel van resolutie over het instellen op Europees niveau van sociale en milieurechten in het communautair douanewetboek.

Ingediend door mevrouw Muriel Gerken, de heer Stefaan Van Hecke, de heer Georges Gilkinet, mevrouw Zoé Genot, nr. 2212/1 van 24 mei 2012.

8. Voorstel van resolutie over de instelling van een Europees onderhandelingskader voor de lidstaten die betrokken partij zijn bij de herstructurering van multinationale ondernemingen.

Ingediend door mevrouw Muriel Gerkens, de heer Stefaan Van Hecke, nr. 2467/1 van 24 oktober 2012.

GELIJKE BEHANDELING VAN MAN EN VROUW

1. Voorstel van resolutie over het beginsel van de gendergelijkheid, teneinde het opnieuw te bevestigen en de noodzaak te beklemtonen er uitvoering aan te blijven geven in de landen van de Europese Unie.

Ingediend door mevrouw Christiane Vienne, mevrouw Laurence Meire, de heer Patrick Moriau (**), de heer Olivier Henry, nr. 2726/1 van 27 maart 2013.

HANDHAVING VAN DE VREDE

1. Voorstel van resolutie over de non-proliferatie van kernwapens en het Non-Proliferatieverdrag (NPV).

Ingediend door mevrouw Nathalie Muylle, de heer Gerald Kindermans, de heer François-Xavier de Donnea, de heer Christian Brotcorne, de heer Herman De Croo, de heer Willem-Frederik Schiltz, de heer Jan Jambon, nr. 115/1 van 9 september 2010.

Addendum, nr. 115/2 van 28 oktober 2010.

Addendum, nr. 115/3 van 23 december 2010.

Addendum, nr. 115/4 van 8 juni 2012.

Rapporteur(s) : de heer Peter Luykx

2. Voorstel van resolutie inzake nucleaire ontwapening en non-proliferatie.

Ingediend door de heer Dirk Van der Maelen, de heer Bruno Tuybens, de heer David Geerts, mevrouw Eva Brems, de heer Eric Jadot, nr. 1287/1 van 15 maart 2011.

Rapporteur(s) : de heer Peter Luykx

3. Voorstel van resolutie tot Belgische erkenning van de onafhankelijke Palestijnse Staat binnen de grenzen van vóór 1967.

Ingediend door de heer Dirk Van der Maelen, mevrouw Eva Brems, mevrouw Juliette Boulet, de heer Patrick Moriau (**), nr. 1406/1 van 28 april 2011.

Addendum, nr. 1406/2 van 18 mei 2011.

Addendum, nr. 1406/3 van 12 juli 2011.

4. Voorstel van resolutie over Irak.

Ingediend door de heer Patrick Moriau (**) nr. 2909/1 van 26 juni 2013.

HUISELIJK GEWELD

1. Voorstel van resolutie met het oog op de ondertekening en ratificatie van de Conventie ter preventie en bestrijding van geweld tegen vrouwen en huiselijk geweld van de Raad van Europa.

Ingediend door mevrouw Eva Brems, mevrouw Juliette Boulet, nr. 1822/1 van 18 oktober 2011.

INFORMATICA

1. Voorstel van resolutie over de strijd tegen cyberaanvallen en cyberoorlogen.
Ingediend door de heer Denis Ducarme, de heer David Clarinval, nr. 1289/1 van 15 maart 2011.

INTERNATIONAAL GESCHIL

1. Voorstel van resolutie betreffende de militaire bezetting van de EU-lidstaat Cyprus door Turkije.
Ingediend door de heer Bert Schoofs, de heer Hagen Goyvaerts, mevrouw Alexandra Colen, de heer Peter Logghe, nr. 1656/1 van 4 juli 2011.

INTERNATIONALE ORGANISATIE

1. Voorstel van resolutie tot het uiten van protest tegen de aanduiding door de Wereldgezondheidsorganisatie van Taiwan als provincie van de volksrepubliek China.
Ingediend door de heer Bert Schoofs, mevrouw Alexandra Colen, de heer Peter Logghe, de heer Bruno Valkeniers, nr. 1854/1 van 27 oktober 2011.

INTERNATIONALE OVEREENKOMST

1. Voorstel van resolutie tot wijziging of opzegging van de sociale zekerheidsbijdragen met Marokko, Tunesië, Algerije, Turkije en de landen van ex-Joegoslavië met het oog op de stopzetting van de export van kinderbijslag naar landen buiten de Europese Unie.
Ingediend door de heer Bert Schoofs, de heer Peter Logghe, mevrouw Barbara Pas, mevrouw Rita De Bont, de heer Guy D'haeseleer, nr. 2759/1 van 18 april 2013.
2. Voorstel van resolutie over de gezondheids- en de milieugerelateerde aspecten van de vrijhandelsovereenkomsten.
Ingediend door mevrouw Christiane Vienne, de heer Olivier Henry, de heer Philippe Blanchart, de heer Patrick Moriau (**), nr. 2783/1 van 30 april 2013.
Overgenomen door mevrouw Isabelle Emmery, op 12 november 2013 ter vervanging van de heer Patrick Moriau (**).
Addendum, nr. 2783/2 van 12 november 2013.

INTERNET

1. Voorstel van resolutie over de uitbreiding ten behoeve van de Belgen in het buitenland van de toepassingsmogelijkheden van de website "my.belgium.be".
Ingediend door de heer Denis Ducarme nr. 139/1 van 13 september 2010.

KINDERBESCHERMING

1. Voorstel van resolutie inzake de strijd tegen dagelijks geweld tegen kinderen in ontwikkelingslanden.
Ingediend door de heer Christian Brotcorne nr. 1136/1 van 27 januari 2011.

KOERDISCHE KWESTIE

1. Voorstel van resolutie voor de erkenning van de Al-Anfal campagne (1987-1989) als genocide tegen de Koerden, ofwel de "Koerdische Genocide".

Ingediend door mevrouw Ingeborg De Meulemeester, mevrouw Daphné Dumery, mevrouw Els Demol, mevrouw Zuhail Demir, nr. 3475/1 van 20 maart 2014.

MIGRATIE

1. Voorstel van resolutie over het zogenaamde Nansen-initiatief en de migraties als gevolg van de klimaat- en milieuveranderingen.

Ingediend door mevrouw Juliette Boulet, mevrouw Eva Brems, de heer Eric Jadot, de heer Kristof Calvo, nr. 3215/1 van 28 november 2013.

MILIEUBESCHERMING

1. Voorstel van resolutie over het instellen van een global governance van de zeeën en de oceanen.

Ingediend door de heer Denis Ducarme nr. 1190/1 van 9 februari 2011.

2. Voorstel van resolutie betreffende het herstel van de door de ramp in de Indiase stad Bhopal veroorzaakte schade.

Ingediend door mevrouw Muriel Gerken, de heer Wouter De Vriendt, mevrouw Thérèse Snoy et d'Oppuers, nr. 1244/1 van 22 februari 2011.

MOTIE VAN HET PARLEMENT

1. Voorstel van resolutie over de rol van de Europese Unie bij het opnieuw op gang trekken van het vredesproces in het Nabije-Oosten.

Ingediend door mevrouw Corinne De Permentier, de heer Denis Ducarme, nr. 3108/1 van 5 november 2013.

NATUURRAMP

1. Voorstel van resolutie over de oprichting in de Europese Unie van een snel inzetbaar civiel en militair humanitair korps.

Ingediend door de heer Denis Ducarme nr. 100/1 van 8 september 2010.

2. Voorstel van resolutie over de oprichting, onder VN-vlag, van een internationaal korps voor snelle humanitaire interventies bij natuurrampen.

Ingediend door de heer Denis Ducarme nr. 102/1 van 8 september 2010.

OEKRAÏNE

1. Voorstel van resolutie over de herdenking van de 80ste verjaardag van de "Holodomor", de grote hongersnood in Oekraïne (1932-1933).

Ingediend door de heer Georges Dallemagne nr. 3295/1 van 16 januari 2014.

ONTWIKKELINGSHULP

1. Voorstel van resolutie betreffende de versterking van de ontwikkelingssamenwerking ten voordele van de inheemse volken.

Ingediend door de heer Denis Ducarme nr. 105/1 van 8 september 2010.

2. Voorstel van resolutie over de intensivering van de samenwerking met Haïti.

Ingediend door de heer Denis Ducarme nr. 106/1 van 8 september 2010.

3. Voorstel van resolutie betreffende het vraagstuk van de wereldwijde voedselzekerheid in de ontwikkelingslanden.

Ingediend door de heer Denis Ducarme nr. 108/1 van 8 september 2010.

4. Voorstel van resolutie over de onmiddellijke en volledige kwijtschelding van de schulden van de minst ontwikkelde landen en de landen met een zeer grote schuldenlast.

Ingediend door de heer Patrick Moriau (**), mevrouw Karine Lalieux, de heer André Flahaut, de heer Guy Coëme (**), de heer Philippe Blanchart, nr. 111/1 van 9 september 2010.

5. Voorstel van resolutie betreffende een grotere betrokkenheid van België in de strijd tegen hiv en aids in zwart Afrika.

Ingediend door de heer Christian Brotcorne, de heer Georges Dallemagne, nr. 460/1 van 26 oktober 2010.

Addendum, nr. 460/2 van 18 mei 2012.

6. Voorstel van resolutie over de installatie van het Belgisch Fonds voor de Voedselzekerheid.

Ingediend door de heer Patrick Moriau (**), de heer David Geerts, de heer François-Xavier de Donnea, nr. 1167/1 van 3 februari 2011.

Addendum, nr. 1167/2 van 14 februari 2011.

7. Voorstel van resolutie tot bevordering van een doelmatige en transparante besteding van de financiële middelen van ngo's die actief zijn op het vlak van de ontwikkelingssamenwerking.

Ingediend door de heer Bert Schoofs, de heer Peter Logghe, mevrouw Alexandra Colen, nr. 1300/1 van 17 maart 2011.

8. Voorstel van resolutie over de genderdimensie als noodzakelijke factor van voedselsoevereiniteit.

Ingediend door mevrouw Thérèse Snoy et d'Oppuers, mevrouw Muriel Gerken, mevrouw Eva Brems, nr. 1332/1 van 29 maart 2011.

9. Voorstel van resolutie over de noodzakelijke steun aan de slachtoffers van het inzetten van "Agent Orange" tijdens de oorlog in Vietnam.

Ingediend door de heer Olivier Henry, de heer Philippe Blanchart, mevrouw Christiane Vienne, de heer Vincent Sampaoli, de heer Georges Dallemagne, nr. 1909/1 van 24 november 2011.

Addendum, nr. 1909/2 van 19 juni 2012.

Addendum, nr. 1909/3 van 25 februari 2013.

Addendum, nr. 1909/4 van 12 november 2013.

10. Voorstel van resolutie over de Economische Partnerschapsovereenkomsten (EPO's).

Ingediend door mevrouw Thérèse Snoy et d'Oppuers, mevrouw Eva Brems, mevrouw Juliette Boulet, nr. 1946/1 van 8 december 2011.

Amendementen van mevrouw Thérèse Snoy et d'Oppuers, mevrouw Eva Brems, nr. 1946/2 van 13 juni 2012.

Rapporteur(s) : de heer Roel Deseyn

11. Voorstel van resolutie over het waarborgen van beleidscoherentie voor ontwikkeling.

Ingediend door mevrouw Thérèse Snoy et d'Oppuers, de heer Wouter De Vriendt, nr. 2776/1 van 26 april 2013.

RECHTEN VAN DE MENS

1. Voorstel van resolutie waarin de Belgische regering wordt gevraagd diplomatiek doortastender op te treden om de vrijlating te verkrijgen van de Myanmarese opposante Aung San Suu Kyi.

Ingediend door de heer Denis Ducarme nr. 200/1 van 22 september 2010.

2. Voorstel van resolutie betreffende de viering van de Mandela-dag.

Ingediend door de heer François-Xavier de Donnea nr. 434/1 van 21 oktober 2010.

3. Voorstel van resolutie betreffende een krachtdadiger optreden van België met het oog op de universele afschaffing van de doodstraf.

Ingediend door de heer Christian Brotcorne, de heer Georges Dallemagne, nr. 461/1 van 26 oktober 2010.

Addendum, nr. 461/2 van 18 mei 2012.

4. Voorstel van resolutie ertoe strekkende "erewraak" te voorkomen.

Ingediend door de heer Olivier Maingain, de heer Daniel Bacquelaine, de heer Damien Thiéry, mevrouw Marie-Christine Marghem, de heer Denis Ducarme, nr. 598/1 van 18 november 2010.

5. Voorstel van resolutie over de vrijlating van Liu Xiaobo, Nobelprijswinnaar voor de Vrede 2010.

Ingediend door de heer Patrick Moriau (**), de heer Philippe Blanchart, de heer Bruno Tuybens, nr. 786/1 van 9 december 2010.

6. Voorstel van resolutie betreffende de vervolging van christenen in Egypte.

Ingediend door mevrouw Alexandra Colen, de heer Bert Schoofs, de heer Peter Logghe, nr. 1188/1 van 9 februari 2011.

Rapporteur(s) : de heer Peter Luykx

7. Voorstel van resolutie betreffende de veroordeling van stenigingspraktijken waar ook ter wereld.

Ingediend door de heer Denis Ducarme, mevrouw Katrin Jadin, nr. 1207/1 van 11 februari 2011.

8. Voorstel van resolutie over de steun aan de democratiseringsbewegingen en over de eerbiediging van mensenrechten in de Arabische landen.

Ingediend door mevrouw Christiane Vienne, de heer Patrick Moriau (**), de heer Guy Coëme (**), de heer Philippe Blanchart, nr. 1228/1 van 17 februari 2011.

9. Voorstel van resolutie over het starten van een procedure om Libië te schorsen als lid van de VN-Mensenrechtenraad en over het instellen van een embargo.

Ingediend door mevrouw Eva Brems, mevrouw Juliette Boulet, de heer Bruno Tuybens, nr. 1248/1 van 24 februari 2011.

Rapporteur(s) : mevrouw Christiane Vienne

10. Voorstel van resolutie betreffende de 16e sessie van de VN-Mensenrechtenraad.

Ingediend door mevrouw Gwendolyn Rutten, de heer Patrick Dewael, de heer Herman De Croo, de heer Mathias De Clercq, de heer Peter Luykx, de heer Bruno Tuybens, de heer Stefaan Vercamer, de heer Christian Brotcorne, de heer Daniel Bacquellaine, de heer Philippe Blanchart, nr. 1249/1 van 24 februari 2011.

Rapporteur(s) : mevrouw Christiane Vienne

11. Voorstel van resolutie betreffende de opstand in Libië.

Ingediend door mevrouw Gwendolyn Rutten, de heer Patrick Dewael, de heer Herman De Croo, de heer Mathias De Clercq, de heer Peter Luykx, de heer Bruno Tuybens, de heer Stefaan Vercamer, de heer Christian Brotcorne, de heer Daniel Bacquellaine, de heer Philippe Blanchart, nr. 1250/1 van 24 februari 2011.

Rapporteur(s) : mevrouw Christiane Vienne

12. Voorstel van resolutie betreffende de bevordering van sancties tegen de Grote Libisch-Arabische socialistische Volks-Jamahiriyah (Libië).

Ingediend door mevrouw Alexandra Colen, de heer Peter Logghe, de heer Bert Schoofs, nr. 1251/1 van 24 februari 2011.

Amendementen van mevrouw Alexandra Colen, nr. 1251/2 van 28 februari 2011.

Rapporteur(s) : mevrouw Christiane Vienne

13. Voorstel van resolutie over de bescherming van de christelijke gemeenschap in het Nabije Oosten en het Midden-Oosten, inzonderheid in Irak.

Ingediend door de heer Denis Ducarme nr. 1288/1 van 15 maart 2011.

Amendementen van mevrouw Christiane Vienne, de heer Patrick Moriau (**), de heer Anthony Dufrane (**), nr. 1288/2 van 5 juli 2011.

Amendementen van mevrouw Eva Brems, nr. 1288/3 van 25 januari 2012.

Rapporteur(s) : de heer Peter Luykx, de heer Philippe Blanchart

14. Voorstel van resolutie betreffende de totstandkoming van een Europees beleid en een Europese strategie voor de Roma, teneinde hun integratie te vergemakkelijken.

Ingediend door de heer Denis Ducarme nr. 1292/1 van 15 maart 2011.

15. Voorstel van resolutie over de kwestie Tibet.

Ingediend door de heer Gerolf Annemans, de heer Hagen Goyvaerts, de heer Bert Schoofs, de heer Peter Logghe, mevrouw Alexandra Colen, nr. 1317/1 van 24 maart 2011.

16. Voorstel van resolutie betreffende de genocide in 1915 van de in Turkije levende Armeniërs.

Ingediend door de heer Bert Schoofs, mevrouw Alexandra Colen, de heer Peter Logghe, nr. 1517/1 van 27 mei 2011.

17. Voorstel van resolutie over de erkenning van de Yogyakarta-principes inzake de toepassing van de mensenrechten met betrekking tot de seksuele geaardheid en de genderidentiteit.

Ingediend door mevrouw Meyrem Almaci, mevrouw Zoé Genot, nr. 1549/1 van 7 juni 2011.

18. Voorstel van resolutie betreffende de bevoegdheidsoverschrijdende rol van het Europese Hof voor de Rechten van de Mens.

Ingediend door de heer Bert Schoofs, mevrouw Alexandra Colen, de heer Peter Logghe, nr. 1949/1 van 12 december 2011.

19. Voorstel van resolutie over de situatie in Syrië.

Ingediend door mevrouw Els Demol, de heer Peter Luykx, mevrouw Ingeborg De Meulemeester, mevrouw Daphné Dumery, nr. 2092/1 van 1 maart 2012.

20. Voorstel van resolutie betreffende de erkenning van de genocide die koning Leopold II en zijn vertegenwoordigers tussen 1885 en 1908 in Kongo-Vrijstaat hebben begaan, betreffende de veroordeling van het tijdens die periode door de koning der Belgen ingestelde dwangarbeidregime en betreffende de erkenning van de door België tijdens de kolonisatie gepleegde misdaden.

Ingediend door de heer Laurent Louis nr. 2114/1 van 19 maart 2012.

21. Voorstel van resolutie aangaande het onderscheppen en redden van asielzoekers, niet-reguliere migranten en vluchtelingen op zee.

Ingediend door mevrouw Daphné Dumery, mevrouw Sarah Smeyers, de heer Theo Francken, nr. 2167/1 van 24 april 2012.

Rapporteur(s) : mevrouw Ingeborg De Meulemeester

22. Voorstel van resolutie ter bestrijding van holebi-discriminatie in Oeganda.

Ingediend door de heer Bruno Tuybens nr. 2379/1 van 18 juli 2012.

23. Voorstel van resolutie betreffende de toestand van de mensenrechten in Belarus.

Ingediend door mevrouw Christiane Vienne, de heer Guy Coëme (**), de heer Patrick Moriau (**), nr. 2416/1 van 19 september 2012.

Overgenomen door de heer Olivier Henry, op 25 februari 2013 ter vervanging van de heer Guy Coëme (**).

Addendum, nr. 2416/2 van 25 februari 2013.

24. Wetsvoorstel houdende oprichting van een Mensenrechteninstituut.

Ingediend door de heer Bruno Tuybens, de heer Georges Dallemagne, de heer François-Xavier de Donnea, nr. 2946/1 van 10 juli 2013.

25. Voorstel van resolutie betreffende de situatie in Djibouti.

Ingediend door de heer Mohammed Jabour, de heer Philippe Blanchart, mevrouw Christiane Vienne, de heer Olivier Henry, nr. 3029/1 van 25 september 2013.

RECHTEN VAN DE VROUW

1. Voorstel van resolutie waarbij de veroordeling wordt gevraagd van de genitale verminking van vrouwen.

Ingediend door de heer Denis Ducarme nr. 1197/1 van 10 februari 2011.

2. Voorstel van resolutie over de veroordeling van het gebruik van verkrachting als oorlogswapen.

Ingediend door de heer Denis Ducarme nr. 1293/1 van 16 maart 2011.

STAAT

1. Voorstel van resolutie met betrekking tot de onafhankelijkheidsverklaring van Zuid-Soedan op 9 juli en de Belgische erkenning ervan.

Ingediend door de heer Dirk Van der Maelen, de heer François-Xavier de Donnea, de heer Patrick Dewael, de heer Herman De Croo, mevrouw Eva Brems, nr. 1659/1 van 5 juli 2011.

Addendum, nr. 1659/2 van 6 juli 2011.

2. Voorstel van resolutie tot de erkenning van de Republiek Zuid-Soedan door België.

Ingediend door mevrouw Ingeborg De Meulemeester, de heer Peter Luykx, mevrouw Els Demol, mevrouw Daphné Dumery, nr. 1720/1 van 19 augustus 2011.

3. Voorstel van resolutie tot erkenning van Taiwan (Republiek China) als onafhankelijke Staat en tot ondersteuning van het streven van Taiwan naar het lidmaatschap van internationale organisaties waarvan België deel uitmaakt.

Ingediend door de heer Bert Schoofs, mevrouw Alexandra Colen, mevrouw Annick Ponthier, de heer Bruno Valkeniers, nr. 2065/1 van 15 februari 2012.

TURKIJE

1. Voorstel van resolutie over de toestand in Turkije.

Ingediend door de heer Peter Luykx, mevrouw Els Demol, mevrouw Daphné Dumery, mevrouw Ingeborg De Meulemeester, nr. 2883/1 van 12 juni 2013.

VERKIEZING

1. Voorstel van resolutie betreffende de vermoedens van fraude tijdens de presidentsverkiezingen van 28 november 2011 in de Democratische Republiek Congo.

Ingediend door de heer Olivier Maingain, de heer Damien Thiéry, de heer Bernard Clerfayt, nr. 2196/1 van 15 mei 2012.

Commissie voor de Financiën en de Begroting

ALIMENTATIEPLICHT

1. Voorstel van resolutie over de verbetering van de werking van de Dienst voor alimentatievorderingen (DAVO).

Ingediend door de heer Christian Brotcorne, mevrouw Catherine Fonck, mevrouw Annick Van Den Ende (**), de heer Josy Arens, nr. 215/1 van 28 september 2010.

Overgenomen door mevrouw Marie-Martine Schyns (**), op 16 februari 2012 ter vervanging van mevrouw Annick Van Den Ende (**).

Addendum, nr. 215/2 van 18 november 2010.

Addendum, nr. 215/3 van 6 juni 2011.

Rapporteur(s) : de heer Steven Vandeput, mevrouw Christiane Vienne

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 21 februari 2003 tot oprichting van een Dienst voor alimentatievorderingen bij de FOD Financiën.

Ingediend door mevrouw Maya Detiège, de heer Bruno Tobback, de heer Dirk Van der Maelen, de heer Peter Vanvelthoven, nr. 1381/1 van 7 april 2011.

Addendum, nr. 1381/2 van 9 mei 2011.

Rapporteur(s) : de heer Steven Vandeput, mevrouw Christiane Vienne

3. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 4 van de wet van 21 februari 2003 tot oprichting van een Dienst voor alimentatievorderingen bij de FOD Financiën, teneinde beter rekening te houden met de financiële last die een gehandicapt kind meebrengt.

Ingediend door mevrouw Catherine Fonck nr. 1950/1 van 12 december 2011.

4. Wetsvoorstel betreffende de wijziging van diverse bepalingen van de wet van 21 februari 2003 tot oprichting van een Dienst voor alimentatievorderingen bij de FOD Financiën en het Gerechtelijk Wetboek met het oog op een effectieve invordering van onderhoudsgelden.

Ingediend door mevrouw Sonja Becq, de heer Raf Terwingen, mevrouw Nahima Lanjri, mevrouw Liesbeth Van der Auwera, de heer Jenne De Potter, mevrouw Bercy Slegers, de heer Jef Van den Bergh, de heer Roel Deseyn, de heer Michel Doomst (**), nr. 2076/1 van 20 februari 2012.

Advies, nr. 2076/2 van 3 augustus 2012.

5. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 21 februari 2003 tot oprichting van een Dienst voor alimentatievorderingen bij de FOD Financiën en tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek.

Ingediend door mevrouw Sabien Lahaye-Battheu, mevrouw Carina Van Cauter, nr. 2079/1 van 22 februari 2012.

6. Wetsvoorstel tot verbetering van de werking van de Dienst voor alimentatievorderingen.

Ingediend door mevrouw Karine Lalieux, mevrouw Laurence Meire, mevrouw Marie-Claire Lambert, de heer Olivier Henry, nr. 2877/1 van 12 juni 2013.

ARBEID

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 12 april 1965 betreffende de bescherming van het loon der werknemers en het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, teneinde een door de werkgever toegekende dienstencheque in te voeren.

Ingediend door mevrouw Valérie De Bue, de heer Philippe Goffin, de heer Damien Thiéry, de heer Denis Ducarme, nr. 787/1 van 9 december 2010.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de regelgeving met het oog op de veralgemening van de hoofdelijke aansprakelijkheid van opdrachtgevers van aannemers.

Ingediend door mevrouw Nahima Lanjri, mevrouw Sonja Becq, de heer Stefaan Vercamer, nr. 817/1 van 14 december 2010.

BANKCONTROLE

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten, om een einde te maken aan landgrabbing via investeringen of financiële producten.

Ingediend door mevrouw Thérèse Snoy et d'Oppuers, de heer Georges Gilkinet, de heer Kristof Calvo, nr. 3480/1 van 24 maart 2014.

BANKDEPOSITO

1. Wetsvoorstel ertoe strekkende de compensatieregeling in de banksector te verbieden.

Ingediend door mevrouw Karine Lalieux, de heer Philippe Blanchart, mevrouw Colette Burgeon, de heer Olivier Henry, mevrouw Linda Musin, nr. 204/1 van 23 september 2010.

2. Wetsvoorstel tot instelling van een groen spaarboekje.

Ingediend door de heer Georges Gilkinet, mevrouw Meyrem Almaci, de heer Stefaan Van Hecke, mevrouw Muriel Gerkens, de heer Ronny Balcaen, mevrouw Zoé Genot, nr. 2410/1 van 6 september 2012.

3. Wetsvoorstel tot invoering van een nieuw soort spaarrekening, het "spaarboekje B".

Ingediend door mevrouw Christiane Vienne, de heer Alain Mathot, mevrouw Julie Fernandez Fernandez, mevrouw Karine Lalieux, de heer Guy Coëme (**), mevrouw Linda Musin, de heer Yvan Mayeur, mevrouw Isabelle Emmery, nr. 2426/1 van 1 oktober 2012.

Overgenomen door de heer Christophe Lacroix, op 6 februari 2013 ter vervanging van de heer Guy Coëme (**).

Addendum, nr. 2426/2 van 6 februari 2013.

Advies, nr. 2426/3 van 22 maart 2013.

BEGROTING

1. Voorstel van resolutie betreffende het indienen van een begrotingsstrategie voor de middellange termijn en een nationaal hervormingsprogramma bij de Europese Commissie ("Europees semester").

Ingediend door de heer Hagen Goyvaerts, de heer Gerolf Annemans, mevrouw Alexandra Colen, mevrouw Barbara Pas, de heer Bruno Valkeniers, nr. 1358/1 van 5 april 2011.

2. Voorstel van resolutie met betrekking tot het Europees Semester.

Ingediend door de heer Jan Jambon, de heer Ben Weyts, de heer Theo Francken, de heer Peter Luykx, de heer Siegfried Bracke, de heer Manu Beuselinck (**), mevrouw Reinilde Van Moer, nr. 1373/1 van 9 april 2011.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 22 mei 2003 houdende organisatie van de begroting en van de comptabiliteit van de federale Staat.

Ingediend door de heer François-Xavier de Donnea, mevrouw Christiane Vienne, de heer Hendrik Bogaert, nr. 1449/1 van 11 mei 2011.

4. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 21 december 1994 houdende sociale en diverse bepalingen, met betrekking tot de inaanmerkingneming van Europese budgettaire parameters in de Belgische economische begroting.

Ingediend door mevrouw Muriel Gerkens, de heer Stefaan Van Hecke, de heer Kristof Calvo, mevrouw Thérèse Snoy et d'Oppuers, mevrouw Zoé Genot, nr. 2485/1 van 9 november 2012.

BELASTING

1. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 147 van de programmawet van 27 april 2007, teneinde de regeling inzake korting op factuur naargelang van de CO2-uitstoot toepasbaar te maken bij de aankoop van een gezinsvoertuig.

Ingediend door de heer Christian Brotcorne nr. 53/1 van 9 augustus 2010.

2. Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 176/2, 1°, van het Wetboek diverse rechten en taksen, teneinde de premies voor borgtochtverzekeringsovereenkomsten vrij te stellen van de taks op de verzekeringsverrichtingen.

Ingediend door de heer Philippe Goffin, de heer Damien Thiéry, de heer Joseph George, nr. 599/1 van 18 november 2010.

Addendum, nr. 599/2 van 8 december 2010.

3. Wetsvoorstel betreffende de evaluatie van de resultaten van de strijd tegen fiscale fraude.

Ingediend door de heer Dirk Van der Maelen, de heer Alain Mathot, nr. 966/1 van 29 december 2010.

4. Wetsvoorstel tot wijziging van de programmawet van 27 april 2007 wat de korting op factuur voor elektrische wagens betreft.

Ingediend door de heer Willem-Frederik Schiltz, mevrouw Gwendolyn Rutten, mevrouw Ine Somers, nr. 1006/1 van 11 januari 2011.

5. Wetsvoorstel tot wijziging van de programmawet van 27 april 2007 wat de CO2-uitstoot van LPG-voertuigen betreft.

Ingediend door de heer Willem-Frederik Schiltz, mevrouw Gwendolyn Rutten, mevrouw Ine Somers, nr. 1007/1 van 11 januari 2011.

6. Wetsvoorstel tot hervorming van het stelsel van permanente fiscale regularisatie.

Ingediend door mevrouw Meyrem Almaci, mevrouw Muriel Gerkens, de heer Georges Gilkinet, de heer Stefaan Van Hecke, nr. 1195/1 van 10 februari 2011.

7. Wetsvoorstel tot wijziging van de programmawet van 27 april 2007 wat de invoering van een aparte CO2-limiet voor voertuigen met een benzinemotor betreft.

Ingediend door de heer Jef Van den Bergh, mevrouw Nathalie Muylle, de heer Hendrik Bogaert, mevrouw Nahima Lanjri, mevrouw Liesbeth Van der Auwera, de heer Stefaan Vercamer, nr. 1432/1 van 5 mei 2011.

8. Wetsvoorstel tot instelling van een belasting op speculatieve financiële transacties.

Ingediend door mevrouw Christiane Vienne, de heer Dirk Van der Maelen, de heer Guy Coëme (**), de heer Olivier Henry, de heer Alain Mathot, nr. 1632/1 van 28 juni 2011.

Overgenomen door de heer Christophe Lacroix, op 6 februari 2013 ter vervanging van de heer Guy Coëme (**).

Advies, nr. 1632/2 van 3 augustus 2012.
Addendum, nr. 1632/3 van 6 februari 2013.

9. Wetsvoorstel tot hervorming van de bankentaks.
Ingediend door de heer Dirk Van der Maelen, mevrouw Caroline Gennez, nr. 1640/1 van 29 juni 2011.

10. Wetsvoorstel ter invoering van een variabele bankenbijdrage.
Ingediend door mevrouw Meyrem Almaci, de heer Georges Gilkinet, mevrouw Muriel Gerken, de heer Olivier Deleuze (**), de heer Stefaan Van Hecke, mevrouw Zoé Genot, nr. 1676/1 van 12 juli 2011.
Rapporteur(s) : de heer Carl Devlies

11. Wetsvoorstel betreffende de niet-actieve dossiers in fiscale zaken voor de hoven van beroep.
Ingediend door mevrouw Sabien Lahaye-Battheu, mevrouw Carina Van Cauter, nr. 2078/1 van 22 februari 2012.

12. Wetsvoorstel tot aanvulling van de "una via"-regeling door de verstrenging van de sanctiemaatregelen ten aanzien van fiscale tussenpersonen die aan fraude en agressieve fiscale planning doen en daarbij de fiscale of deontologische regels overtreden.
Ingediend door de heer Alain Mathot, de heer Dirk Van der Maelen, mevrouw Christiane Vienne, de heer Olivier Henry, de heer Christophe Lacroix, nr. 2738/1 van 5 april 2013.
Rapporteur(s) : mevrouw Veerle Wouters

13. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, teneinde de vrijstelling voor de eerste schijf van 1 250 euro uit te breiden tot alle inkomsten uit kapitalen en uit roerende goederen.
Ingediend door de heer Bernard Clerfayt, de heer Olivier Maingain, de heer Damien Thiéry, nr. 3221/1 van 4 december 2013.

BEURSOPERATIE

1. Wetsvoorstel tot instelling van een heffing op high frequency trading-verrichtingen.
Ingediend door de heer Alain Mathot, mevrouw Christiane Vienne, de heer Olivier Henry, de heer Christophe Lacroix, nr. 3396/1 van 24 februari 2014.

COOPERATIE

1. Wetsvoorstel tot uitbreiding van het toezicht op de vereffening van bij het Bijzonder Beschermingsfonds aangesloten coöperatieve ondernemingen.
Ingediend door de heer Peter Dedecker, de heer Jan Jambon, nr. 2894/1 van 20 juni 2013.

CULTUURBELEID

1. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde en het koninklijk besluit van 27 augustus 1993 tot uitvoering van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, teneinde het mecenaat aan te moedigen.

Ingediend door de heer Yvan Mayeur, de heer Alain Mathot, de heer Guy Coëme (**), mevrouw Christiane Vienne, nr. 359/1 van 12 oktober 2010.

Advies, nr. 359/2 van 2 oktober 2012.

DIRECTE BELASTING

1. Wetsvoorstel betreffende de notionele intrestaftrek.

Ingediend door de heer Alain Mathot, mevrouw Christiane Vienne, de heer Olivier Henry, de heer Yvan Mayeur, de heer Christophe Lacroix, nr. 59/1 van 9 augustus 2010.

Addendum, nr. 59/2 van 5 februari 2013.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 375 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992.

Ingediend door de heer Christian Brotcorne nr. 60/1 van 9 augustus 2010.

3. Wetsvoorstel houdende wijziging van artikel 133 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 teneinde beter rekening te houden met de situatie van de eenoudergezinnen.

Ingediend door de heer Christian Brotcorne nr. 64/1 van 9 augustus 2010.

4. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 52, 11°, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992.

Ingediend door de heer Christian Brotcorne nr. 65/1 van 9 augustus 2010.

5. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, teneinde de zorg voor kinderen met een handicap te honoreren.

Ingediend door de heer Christian Brotcorne, de heer Benoît Drèze, nr. 67/1 van 9 augustus 2010.

Addendum, nr. 67/2 van 12 februari 2014.

Rapporteur(s) : mevrouw Veerle Wouters

6. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, wat de uitgaven voor kinderopvang betreft.

Ingediend door de heer Christian Brotcorne nr. 68/1 van 9 augustus 2010.

7. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, teneinde door toedoen van de onderzoeksvalorisatoren onderzoek in de kmo's te bevorderen.

Ingediend door de heer Christian Brotcorne nr. 69/1 van 9 augustus 2010.

8. Wetsvoorstel tot opheffing van het bankgeheim.

Ingediend door de heer Georges Gilkinet, de heer Stefaan Van Hecke, mevrouw Meyrem Almaci, mevrouw Muriel Gerkens, de heer Olivier Deleuze (**), de heer Wouter De Vriendt, mevrouw Zoé Genot, mevrouw Juliette Boulet, de heer Ronny Balcaen, mevrouw Eva Brems, nr. 95/1 van 6 september 2010.

Rapporteur(s) : mevrouw Veerle Wouters

9. Wetsvoorstel tot wijziging van sommige bepalingen van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 over de opheffing van het bankgeheim.

Ingediend door de heer Dirk Van der Maelen, de heer Alain Mathot, de heer Guy Coëme (**), de heer Olivier Henry, mevrouw Christiane Vienne, nr. 130/1 van 10 september 2010.

Rapporteur(s) : mevrouw Veerle Wouters

10. Wetsvoorstel tot herstel van artikel 117 en tot wijziging van artikel 289bis van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, met het oog op het bevorderen van de ontwikkeling van het menselijk kapitaal en van het levenslang leren.

Ingediend door de heer Christian Brotcorne nr. 147/1 van 13 september 2010.

11. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 12, § 1, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992.

Ingediend door de heer Christian Brotcorne nr. 148/1 van 13 september 2010.

12. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, teneinde een belastingvermindering toe te kennen voor het installeren van een balansventilatiesysteem met warmteterugwinning.

Ingediend door de heer Christian Brotcorne nr. 149/1 van 13 september 2010.

13. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 met het oog op het stimuleren van het bedrijfsmecenaat.

Ingediend door de heer Christian Brotcorne, de heer Josy Arens, nr. 154/1 van 13 september 2010.

Addendum, nr. 154/2 van 6 juli 2011.

Advies, nr. 154/3 van 21 augustus 2012.

Rapporteur(s) : de heer Jenne De Potter

14. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 157 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 om de overdracht van het overschot van de voorafbetalingen tussen echtgenoten mogelijk te maken.

Ingediend door de heer Christian Brotcorne nr. 156/1 van 14 september 2010.

15. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 met het oog op de wijziging van de voorwaarden voor de heffing van auteursrechten en naburige rechten op artistieke prestaties of werken.

Ingediend door de heer Christian Brotcorne nr. 179/1 van 20 september 2010.

16. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 66bis van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, teneinde de aftrekbaarheid mogelijk te maken van veiligheidsuitrusting voor het gebruik van een motorfiets voor beroepsverplaatsingen.

Ingediend door de heer Christian Brotcorne nr. 181/1 van 20 september 2010.

17. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 teneinde het bouwen en renoveren van schoolgebouwen te bevorderen.

Ingediend door de heer Christian Brotcorne nr. 184/1 van 20 september 2010.

18. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, teneinde op fiscaal vlak beter rekening te houden met de zorgbehoefte van de senioren.

Ingediend door de heer Christian Brotcorne nr. 188/1 van 20 september 2010.

19. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 teneinde de kosten voor het zoeken naar een baan fiscaal aftrekbaar te maken.

Ingediend door de heer Christian Brotcorne, de heer Benoît Drèze, nr. 191/1 van 20 september 2010.

Addendum, nr. 191/2 van 9 oktober 2013.

Rapporteur(s) : mevrouw Veerle Wouters

20. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 113 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, wat de aftrekbaarheid van de opvangkosten voor kinderen met een handicap betreft.

Ingediend door de heer Daniel Bacquelaine, de heer Philippe Goffin, de heer Damien Thiéry, nr. 271/1 van 5 oktober 2010.

Advies, nr. 271/2 van 7 december 2012.

Rapporteur(s) : mevrouw Veerle Wouters

21. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 om de toepassing van de afzonderlijke aanslag van achterstallen voor vergoedingen ter compensatie van een tijdelijke inkomstenderving uit te breiden tot de zelfstandigen, de landbouwers, de beoefenaren van vrije beroepen en de bedrijfsleiders.

Ingediend door de heer Daniel Bacquelaine, de heer François-Xavier de Donnea, mevrouw Marie-Christine Marghem, de heer Philippe Goffin, de heer Damien Thiéry, nr. 282/1 van 5 oktober 2010.

22. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 38, § 1, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992.

Ingediend door de heer David Clarinval, de heer Daniel Bacquelaine, mevrouw Kattrin Jadin, de heer Denis Ducarme, de heer Philippe Goffin, de heer Damien Thiéry, mevrouw Marie-Christine Marghem, mevrouw Maggie De Block, nr. 303/1 van 6 oktober 2010.

Addendum, nr. 303/2 van 20 januari 2011.

Addendum, nr. 303/3 van 30 juni 2011.

Rapporteur(s) : de heer Hendrik Bogaert

23. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 inzake de belasting met betrekking tot pensioenen.

Ingediend door de heer David Clarinval, mevrouw Valérie De Bue, de heer Denis Ducarme, nr. 310/1 van 6 oktober 2010.

24. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 170 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992.

Ingediend door de heer François-Xavier de Donnea, de heer Damien Thiéry, de heer Philippe Goffin, nr. 333/1 van 8 oktober 2010.

25. Wetsvoorstel tot invoering in het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 van een "carry back" voor de land- en tuinbouwsector.

Ingediend door mevrouw Nathalie Muylle, de heer Jef Van den Bergh, mevrouw Liesbeth Van der Auwera, nr. 371/1 van 12 oktober 2010.

26. Voorstel van resolutie om het belastingvrije inkomen te verhogen bij het thuis verzorgen van zwaar chronisch zieke familieleden.

Ingediend door de heer Guy D'haeseleer, de heer Hagen Goyvaerts, mevrouw Alexandra Colen, mevrouw Barbara Pas, nr. 483/1 van 27 oktober 2010.

27. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 wat de invoering van een voorstel van aanslag betreft.

Ingediend door de heer Dirk Van der Maelen, de heer Guy Coëme (**), de heer Bruno Tobback, de heer Peter Vanvelthoven, nr. 499/1 van 28 oktober 2010.

Advies, nr. 499/2 van 10 augustus 2012.

Rapporteur(s) : mevrouw Christiane Vienne

28. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 1992 wat de vrijstelling van meerwaarden op aandelen in de vennootschapsbelasting betreft.

Ingediend door de heer Dirk Van der Maelen, de heer Bruno Tobback, de heer Peter Vanvelthoven, nr. 500/1 van 28 oktober 2010.

29. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 inzake de belastingaftrek voor risicokapitaal.

Ingediend door de heer Dirk Van der Maelen, de heer Bruno Tobback, de heer Peter Vanvelthoven, nr. 501/1 van 28 oktober 2010.

30. Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 133 en 289ter van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, teneinde te voorzien in een verhoging van de belastingvrije som voor de kinderen die hoger onderwijs volgen en in een verhoging van het belastingkrediet.

Ingediend door de heer Josy Arens, de heer Christian Brotcorne, nr. 503/1 van 28 oktober 2010.

Advies, nr. 503/2 van 13 oktober 2011.

Rapporteur(s) : de heer Philippe Goffin, de heer Luk Van Biesen

31. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 wat het ten laste nemen van de kinderen betreft.

Ingediend door mevrouw Veerle Wouters, de heer Jan Jambon, de heer Peter Luykx, de heer Flor Van Noppen, nr. 504/1 van 28 oktober 2010.

Advies, nr. 504/2 van 10 augustus 2012.

Amendementen van mevrouw Veerle Wouters, nr. 504/3 van 3 oktober 2012.

Rapporteur(s) : de heer Peter Dedecker

32. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 teneinde belastingvermindering te verlenen voor de uitgaven voor veiligheidsuitrusting bij het gebruik van een voertuig, alsook voor de uitgaven voor een rijopleiding.

Ingediend door de heer Christian Brotcorne, de heer Joseph George, de heer Josy Arens, nr. 506/1 van 28 oktober 2010.

33. Wetsvoorstel houdende fiscale bepalingen.

Ingediend door de heer François-Xavier de Donnea, mevrouw Katrin Jadin, de heer Philippe Goffin, de heer Damien Thiéry, nr. 539/1 van 10 november 2010.

34. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, teneinde de fiscale voordelen voor wetenschappelijk onderzoek uit te breiden.

Ingediend door de heer François-Xavier de Donnea, de heer Daniel Bacquellaine, de heer Philippe Goffin, mevrouw Jacqueline Galant, de heer Damien Thiéry, nr. 540/1 van 10 november 2010.

35. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 teneinde diverse fiscale maatregelen ten gunste van artistieke activiteiten in te voeren.

Ingediend door de heer François-Xavier de Donnea, de heer Damien Thiéry, de heer Philippe Goffin, nr. 548/1 van 10 november 2010.

36. Wetsvoorstel betreffende het mecenaat.

Ingediend door de heer François-Xavier de Donnea, de heer Philippe Goffin, de heer Damien Thiéry, mevrouw Katrin Jadin, nr. 549/1 van 10 november 2010.

Advies, nr. 549/2 van 7 september 2012.

Rapporteur(s) : de heer Jenne De Potter

37. Wetsvoorstel houdende wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 teneinde het gebruik van sport- en cultuurcheques aan te moedigen.

Ingediend door mevrouw Jacqueline Galant, de heer François-Xavier de Donnea, de heer Philippe Goffin, de heer Damien Thiéry, nr. 550/1 van 10 november 2010.

38. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 1992 wat betreft de giften aan instellingen die patiënten bijstaan.

Ingediend door mevrouw Gwendolyn Rutten, de heer Willem-Frederik Schiltz, mevrouw Ine Somers, de heer Luk Van Biesen, nr. 593/1 van 17 november 2010.

Addendum, nr. 593/2 van 2 februari 2012.

Advies, nr. 593/3 van 9 juli 2012.

Rapporteur(s) : de heer Philippe Goffin, mevrouw Veerle Wouters

39. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 wat de belastingvermindering voor verbouwwerkzaamheden aan private woningen betreft.

Ingediend door mevrouw Gwendolyn Rutten, de heer Willem-Frederik Schiltz, mevrouw Ine Somers, de heer Luk Van Biesen, nr. 594/1 van 17 november 2010.

Addendum, nr. 594/2 van 2 februari 2012.

Advies, nr. 594/3 van 6 februari 2012.

Rapporteur(s) : de heer Franco Seminara

40. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 113 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 om de aftrekbaarheid te verhogen van de opvang van kinderen van nul tot drie jaar.

Ingediend door mevrouw Jacqueline Galant, de heer Damien Thiéry, nr. 659/1 van 22 november 2010.

41. Wetsvoorstel tot instelling van de volledige fiscale aftrekbaarheid van de representatiekosten in de horecasector.

Ingediend door de heer Denis Ducarme, de heer Daniel Bacquelaine, de heer Philippe Goffin, de heer Damien Thiéry, de heer Charles Michel, nr. 660/1 van 22 november 2010.

Addendum, nr. 660/2 van 28 juli 2011.

42. Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 322 en 374 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 en tot invoeging van een artikel 333/1, met het oog op de versoepeling van de voorwaarden om inzake inkomstenbelastingen het bankgeheim op te heffen.

Ingediend door de heer Christian Brotcorne, de heer Josy Arens, de heer Joseph George, nr. 665/1 van 22 november 2010.

Addendum, nr. 665/2 van 7 december 2010.

Rapporteur(s) : mevrouw Veerle Wouters

43. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 145/24 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992.

Ingediend door de heer Georges Gilkinet, de heer Kristof Calvo, mevrouw Catherine Fonck, de heer Philippe Goffin, de heer Dirk Van der Maelen, nr. 683/1 van 24 november 2010.

Amendement van de heer Philippe Goffin, de heer Damien Thiéry, de heer Dirk Van der Maelen, mevrouw Gwendolyn Rutten, de heer Josy Arens, de heer Joseph George, de heer Georges Gilkinet, nr. 683/2 van 8 december 2010.

Advies, nr. 683/3 van 21 december 2010.

Errata nr. 683/4 van 10 januari 2011.

Verslag van de heer Damien Thiéry, nr. 683/5 van 17 april 2012.

44. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 wat de fiscale aftrekbaarheid van giften aan instellingen die patiënten bijstaan betreft.

Ingediend door mevrouw Gwendolyn Rutten, de heer Willem-Frederik Schiltz, mevrouw Ine Somers, nr. 693/1 van 25 november 2010.

45. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 wat de belastingvermindering voor verbouwingswerken aan private woningen betreft.

Ingediend door mevrouw Gwendolyn Rutten, de heer Willem-Frederik Schiltz, mevrouw Ine Somers, nr. 696/1 van 25 november 2010.

46. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 tot afschaffing van fiscale discriminaties ten aanzien van gehuwden.

Ingediend door mevrouw Alexandra Colen, de heer Hagen Goyvaerts, mevrouw Barbara Pas, nr. 710/1 van 26 november 2010.

47. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 teneinde het aangaan van bepaalde verzekeringen te verplichten.

Ingediend door de heer Joseph George nr. 767/1 van 2 december 2010.

48. Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 171 van het Wetboek van Inkomstenbelasting 1992 met het oog op de invoering van een afzonderlijke belasting op sommige beroepsinkomsten van kunstenaars.

Ingediend door de heer Daniel Bacquelaine, de heer Philippe Goffin, de heer Damien Thiéry, nr. 863/1 van 17 december 2010.

49. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 wat de fiscale compensaties voor kinderopvang betreft.

Ingediend door mevrouw Alexandra Colen, de heer Hagen Goyvaerts, mevrouw Barbara Pas, nr. 884/1 van 22 december 2010.

50. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 116 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992.

Ingediend door mevrouw Nahima Lanjri, mevrouw Leen Dierick, mevrouw Nathalie Muylle, de heer Jef Van den Bergh, mevrouw Liesbeth Van der Auwera, de heer Stefaan Vercamer, nr. 897/1 van 23 december 2010.

51. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 wat de aftrek van beroepskosten voor collectieve voorzieningen van kinderopvang betreft.

Ingediend door mevrouw Nahima Lanjri, mevrouw Leen Dierick, mevrouw Nathalie Muylle, de heer Jef Van den Bergh, mevrouw Liesbeth Van der Auwera, de heer Stefaan Vercamer, nr. 898/1 van 23 december 2010.

52. Wetsvoorstel tot bevordering van renovatie van onroerende goederen.

Ingediend door mevrouw Nahima Lanjri, mevrouw Nathalie Muylle, de heer Jef Van den Bergh, mevrouw Liesbeth Van der Auwera, de heer Stefaan Vercamer, nr. 899/1 van 23 december 2010.

53. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 betreft de buitenschoolse kinderopvang.

Ingediend door mevrouw Nahima Lanjri, mevrouw Leen Dierick, mevrouw Nathalie Muylle, de heer Jef Van den Bergh, mevrouw Liesbeth Van der Auwera, de heer Stefaan Vercamer, nr. 900/1 van 23 december 2010.

54. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, teneinde een belastingkrediet toe te kennen aan gezinnen met kotstudenten ten laste.

Ingediend door de heer Alain Mathot, de heer André Frédéric, de heer Olivier Henry, mevrouw Christiane Vienne, de heer Christophe Lacroix, nr. 901/1 van 23 december 2010.

Advies, nr. 901/2 van 13 oktober 2011.

Addendum, nr. 901/3 van 6 februari 2013.

Rapporteur(s) : de heer Philippe Goffin, de heer Luk Van Biesen

55. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 inzake de restaurant- en receptiekosten.

Ingediend door de heer Hagen Goyvaerts, de heer Guy D'haeseleer, mevrouw Barbara Pas, mevrouw Alexandra Colen, nr. 934/1 van 14 december 2010.

56. Wetsvoorstel betreffende de terugbetaling van ten onrechte betaalde belastingen op uitkeringen voor beroepsziekten en arbeidsongevallen.

Ingediend door mevrouw Maya Detiège, de heer Hans Bonte, mevrouw Meryame Kitir, mevrouw Ann Vanheste, mevrouw Myriam Vanlerberghe (**), nr. 946/1 van 28 december 2010.

57. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 voor wat betreft de fiscale aanmoediging van levenslang en levensbreed leren.

Ingediend door de heer Peter Vanvelthoven, de heer Dirk Van der Maelen, nr. 949/1 van 7 december 2010.

58. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 wat betreft de algemene belastingaftrek voor restaurantkosten.

Ingediend door de heer Hagen Goyvaerts, de heer Peter Logghe, mevrouw Barbara Pas, mevrouw Alexandra Colen, nr. 977/1 van 4 januari 2011.

59. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelasting 1992 met betrekking tot de vergoedingen voor juridische tweedelijnsbijstand.

Ingediend door de heer Raf Terwingen, mevrouw Sonja Becq, mevrouw Leen Dierick, de heer Gerald Kindermans, mevrouw Nahima Lanjri, mevrouw Nathalie Muylle, de heer Jef Van den Bergh, de heer Stefaan Vercamer, de heer Servais Verherstraeten, mevrouw Sabien Lahaye-Battheu, de heer Christian Brotcorne, nr. 988/1 van 4 januari 2011.

Addendum, nr. 988/2 van 26 april 2012.

Advies, nr. 988/3 van 10 augustus 2012.

60. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 53 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 betreffende de beroepskosten.

Ingediend door de heer Olivier Henry, de heer Alain Mathot, de heer Guy Coëme (**), mevrouw Christiane Vienne, nr. 1013/1 van 12 januari 2011.

Overgenomen door de heer Christophe Lacroix, op 6 februari 2013 ter vervanging van de heer Guy Coëme (**).

Addendum, nr. 1013/2 van 6 februari 2013.

61. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 342 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992.

Ingediend door de heer Daniel Bacquelaine, de heer Damien Thiéry, de heer Philippe Goffin, de heer Denis Ducarme, nr. 1053/1 van 18 januari 2011.

62. Wetsvoorstel tot wijziging van de programmawet van 22 december 2003 betreffende de gedeeltelijke vrijstelling van bedrijfsvoorheffing bij ploegen- of nachtarbeid.

Ingediend door mevrouw Nahima Lanjri nr. 1066/1 van 18 januari 2011.

63. Wetsvoorstel betreffende de invoering van automatische voorschotten op de inkomsten uit de aanvullende personenbelasting en de voor de gemeenten kosteloze heffing van die belasting.

Ingediend door de heer Christian Brotcorne, de heer Joseph George, nr. 1105/1 van 21 januari 2011.

64. Wetsvoorstel tot aanvulling van de bepalingen betreffende het bij de wet van 24 december 2002 ingestelde systeem van voorafgaande beslissingen in fiscale zaken, teneinde de grote fiscale fraude beter te bestrijden.

Ingediend door de heer Alain Mathot, de heer Dirk Van der Maelen, de heer Guy Coëme (**), mevrouw Christiane Vienne, de heer Olivier Henry, nr. 1116/1 van 26 januari 2011.

Overgenomen door de heer Christophe Lacroix, op 6 februari 2013 ter vervanging van de heer Guy Coëme (**).

Addendum, nr. 1116/2 van 6 februari 2013.

65. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 wat het indienen van een bezwaarschrift betreft.

Ingediend door de heer Dirk Van der Maelen nr. 1161/1 van 2 februari 2011.

Advies, nr. 1161/2 van 22 maart 2013.

Rapporteur(s) : de heer Jenne De Potter

66. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 1992 wat betreft de passiefhuizen.

Ingediend door de heer Mathias De Clercq nr. 1183/1 van 8 februari 2011.

67. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 wat de belastingaftrek voor woninghuur betreft.

Ingediend door mevrouw Rita De Bont, de heer Hagen Goyvaerts, mevrouw Barbara Pas, mevrouw Alexandra Colen, nr. 1184/1 van 8 februari 2011.

68. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van strafvordering wat de minnelijke schikking en de bevrijdende aangifte betreft en tot invoering van een bankonderzoeksprocedure inzake directe belastingen door invoering van de artikelen 332/1 en 338ter in het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 1992.

Ingediend door de heer Philippe Goffin, de heer Damien Thiéry, mevrouw Gwendolyn Rutten, mevrouw Carina Van Cauter, mevrouw Marie-Christine Marghem, nr. 1185/1 van 8 februari 2011.

Rapporteur(s) : mevrouw Veerle Wouters

69. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 wat de belastingvrijstelling voor de financiële ondersteuning aan zelfstandige opvangvoorzieningen betreft.

Ingediend door mevrouw Maggie De Block, mevrouw Gwendolyn Rutten, de heer Willem-Frederik Schiltz, mevrouw Ine Somers, de heer Luk Van Biesen, nr. 1186/1 van 9 februari 2011.

Addendum, nr. 1186/2 van 3 februari 2012.

70. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 met het oog op het opheffen van het bankgeheim in het kader van een efficiënte fraudebestrijding.

Ingediend door de heer Raf Terwingen, de heer Servais Verherstraeten, nr. 1189/1 van 9 februari 2011.

Rapporteur(s) : mevrouw Veerle Wouters

71. Wetsvoorstel houdende wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 met betrekking tot de fiscale behandeling van giften.

Ingediend door de heer Dirk Van der Maelen, de heer David Geerts, de heer Hans Bonte, de heer Peter Vanvelthoven, mevrouw Maya Detiège, nr. 1263/1 van 28 februari 2011.

72. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, teneinde misbruik inzake verrekenprijzen te bestrijden.

Ingediend door de heer Georges Gilkinet, mevrouw Meyrem Almaci, de heer Olivier Deleuze (**), de heer Stefaan Van Hecke, mevrouw Muriel Gerkens, mevrouw Zoé Genot, nr. 1330/1 van 29 maart 2011.

73. Wetsvoorstel tot invoering van een register van de spaarverzekeringsovereenkomsten en tot vergemakkelijking van de inning van de roerende voorheffing op de spaarverzekeringsovereenkomsten die werden gesloten met in het buitenland gevestigde bankinstellingen.

Ingediend door de heer Georges Gilkinet, mevrouw Muriel Gerkens, mevrouw Meyrem Almaci, de heer Stefaan Van Hecke, nr. 1331/1 van 29 maart 2011.

Advies, nr. 1331/2 van 12 oktober 2012.

Rapporteur(s) : mevrouw Veerle Wouters

74. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 teneinde de toekenning van verminderingen voor energiebesparende uitgaven afhankelijk te maken van de bij een energieaudit vastgestelde prioriteiten.

Ingediend door de heer Joseph George, de heer Christian Brotcorne, nr. 1333/1 van 29 maart 2011.

75. Wetsvoorstel tot invoering van een doorwerkpremie.

Ingediend door mevrouw Maggie De Block, mevrouw Gwendolyn Rutten, de heer Herman De Croo, de heer Luk Van Biesen, nr. 1334/1 van 30 maart 2011.

Addendum, nr. 1334/2 van 3 februari 2012.

76. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 wat de indexatie van de forfaitaire kostenafrek voor het woon-werkverkeer betreft.

Ingediend door de heer Jan Jambon, de heer Jan Van Esbroeck, mevrouw Veerle Wouters, nr. 1439/1 van 6 mei 2011.

Advies, nr. 1439/2 van 3 augustus 2012.

77. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 wat de grensarbeidersgezinnen betreft.

Ingediend door mevrouw Annick Ponthier, de heer Bert Schoofs, mevrouw Alexandra Colen, de heer Hagen Goyvaerts, mevrouw Barbara Pas, nr. 1521/1 van 27 mei 2011.

78. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 wat de belastingvrijstelling voor de overdracht van erfpacht betreft.

Ingediend door mevrouw Sarah Smeyers, mevrouw Veerle Wouters, de heer Jan Jambon, de heer Peter Luykx, nr. 1601/1 van 16 juni 2011.

79. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, teneinde de notionele-intrestaftrekregeling bij te sturen en te herijken.

Ingediend door de heer Georges Gilkinet, mevrouw Meyrem Almaci, mevrouw Muriel Gerkens, de heer Stefaan Van Hecke, de heer Olivier Deleuze (**), nr. 1628/1 van 24 juni 2011.

80. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, wat het privégebruik van een door de werkgever of vennootschap ter beschikking gestelde mobiele telefoon betreft.

Ingediend door mevrouw Gwendolyn Rutten, de heer Willem-Frederik Schiltz, mevrouw Ine Somers, nr. 1735/1 van 14 september 2011.

Advies, nr. 1735/2 van 3 augustus 2012.

81. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 wat de belasting op inkomsten uit gsm-masten betreft.

Ingediend door mevrouw Leen Dierick, mevrouw Nahima Lanjri, mevrouw Liesbeth Van der Auwera, de heer Carl Devlies, nr. 1853/1 van 28 oktober 2011.

Addendum, nr. 1853/2 van 15 februari 2012.

82. Wetsvoorstel houdende aanpassing van de termijnen met betrekking tot de woonbonus.

Ingediend door mevrouw Gwendolyn Rutten nr. 1880/1 van 14 november 2011.

83. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 met het oog op de verhoging van de forfaitaire fiscale aftrek voor woon-werkverkeer.

Ingediend door de heer Hagen Goyvaerts, mevrouw Barbara Pas, mevrouw Alexandra Colen, nr. 2009/1 van 20 januari 2012.

84. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 wat de invoering van een verhoogde investeringsaftrek voor de installatie van rookruimten in drankgelegenheden betreft.

Ingediend door de heer David Geerts, de heer Olivier Destrebecq, nr. 2137/1 van 2 april 2012.

Addendum, nr. 2137/2 van 8 juni 2012.

85. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, in verband met de belasting op het salaris van de personeelsleden van het onderwijs die worden betaald na vervallen termijn van twee maanden.

Ingediend door mevrouw Catherine Fonck nr. 2163/1 van 23 april 2012.

86. Voorstel van resolutie teneinde het belastingvrije inkomen te verhogen bij het thuis verzorgen van zwaar chronisch zieke familieleden.

Ingediend door mevrouw Rita De Bont, mevrouw Annick Ponthier, de heer Guy D'haeseleer, nr. 2381/1 van 19 juli 2012.

87. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 inzake de fiscale aftrekbaarheid van de kosten van de warme maaltijden die worden aangeboden door een van een keurmerk voorziene schoolkantine.

Ingediend door mevrouw Catherine Fonck nr. 2448/1 van 18 oktober 2012.

88. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, tot instelling van een degressieve belasting op de meerwaarden.

Ingediend door de heer Georges Gilkinet, de heer Stefaan Van Hecke, mevrouw Meyrem Almaci, mevrouw Muriel Gerken, nr. 2562/1 van 13 december 2012.

89. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, teneinde giften van voedingsmiddelen te bevorderen.

Ingediend door de heer Georges Dallemagne, de heer Benoît Lutgen, mevrouw Lieve Wierinck, de heer Josy Arens, nr. 2606/1 van 18 januari 2013.

Addendum, nr. 2606/2 van 4 februari 2013.

Addendum, nr. 2606/3 van 8 mei 2013.

90. Wetsvoorstel tot wijziging van de wetgeving met het oog op de invoering van een algemene vrijstelling voor inkomsten uit sparen en beleggen.

Ingediend door mevrouw Veerle Wouters, de heer Jan Jambon, de heer Peter Dedecker, de heer Karel Uyttensprot, de heer Steven Vandeput, nr. 2629/1 van 6 februari 2013.

91. Wetsvoorstel tot invoeging in het Wetboek van inkomstenbelastingen 1992 van investeringen in de mode-industrie als vrijgestelde inkomsten.

Ingediend door de heer Luk Van Biesen, de heer Willem-Frederik Schiltz, de heer Herman De Croo, nr. 2647/1 van 19 februari 2013.

92. Wetsvoorstel tot verhoging van de belastingvrije som.

Ingediend door de heer Olivier Maingain, de heer Damien Thiéry, de heer Bernard Clerfayt, nr. 2651/1 van 19 februari 2013.

93. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, teneinde kapitaalbreng in de vennootschappen aan te moedigen.

Ingediend door de heer Olivier Maingain, de heer Damien Thiéry, de heer Bernard Clerfayt, nr. 2656/1 van 20 februari 2013.

94. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, wat de notionele intrestaftrek betreft.

Ingediend door de heer Olivier Maingain, de heer Damien Thiéry, de heer Bernard Clerfayt, nr. 2662/1 van 21 februari 2013.

95. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 wat de belastbaarheid van inkomsten en opbrengsten van roerende goederen en kapitalen van gemeenten betreft.

Ingediend door de heer Frank Wilrycx, de heer Luk Van Biesen, nr. 2687/1 van 6 maart 2013.
Rapporteur(s) : mevrouw Veerle Wouters

96. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 wat de niet-recurrente resultaatsgebonden voordelen betreft.
Ingediend door mevrouw Meryame Kitir nr. 2754/1 van 17 april 2013.

97. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, teneinde de internationale fiscale fraude en de belastingparadijzen te bestrijden door middel van de instelling van zogenaamde CFC-regels.
Ingediend door mevrouw Meyrem Almaci, de heer Georges Gilkinet, de heer Stefaan Van Hecke, mevrouw Muriel Gerken, nr. 2810/1 van 14 mei 2013.

98. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, teneinde een regeling in te stellen die een sanctie oplegt aan financiële tussenpersonen en belastingconsulenten die medeplichtig zijn aan fiscale fraude.
Ingediend door de heer Georges Gilkinet, mevrouw Meyrem Almaci, mevrouw Muriel Gerken, de heer Stefaan Van Hecke, nr. 2811/1 van 14 mei 2013.
Rapporteur(s) : mevrouw Veerle Wouters

99. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 wat de renten en pensioenen van buitenlandse oorsprong betreft.
Ingediend door de heer Christian Brotcorne nr. 3056/1 van 9 oktober 2013.

100. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 1992 wat de giften aan hogescholen betreft.
Ingediend door de heer Luk Van Biesen nr. 3277/1 van 8 januari 2014.
Addendum, nr. 3277/2 van 30 januari 2014.

101. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 wat de afzonderlijke aanslag betreft.
Ingediend door mevrouw Veerle Wouters nr. 3292/1 van 15 januari 2014.
Advies, nr. 3292/2 van 27 maart 2014.
Rapporteur(s) : de heer Luk Van Biesen

102. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 wat de invoering van een voorstel van aanslag betreft.
Ingediend door de heer Dirk Van der Maelen, mevrouw Christiane Vienne, nr. 3305/1 van 21 januari 2014.
Rapporteur(s) : de heer Luk Van Biesen

103. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van inkomstenbelastingen 1992 met het oog op de invoering van een fiscale regeling, "tante-Agaathregeling" genaamd, ten voordele van beginnende ondernemers.

Ingediend door de heer Christian Brotcorne nr. 3358/1 van 13 februari 2014.

104. Wetsvoorstel houdende wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 wat de maaltijd- en ecocheques betreft.

Ingediend door de heer Mathias De Clercq nr. 3362/1 van 14 februari 2014.

ECONOMISCHE RECESSIE

1. Wetsvoorstel tot invoering van de volkslening.

Ingediend door mevrouw Karin Temmerman, de heer Dirk Van der Maelen, nr. 1920/1 van 30 november 2011.

ENQUETECOMMISSIE

1. Voorstel tot oprichting van een parlementaire onderzoekscommissie wat de dotaties aan de koninklijke familie betreft.

Ingediend door de heer Hagen Goyvaerts, mevrouw Alexandra Colen, mevrouw Barbara Pas, nr. 679/1 van 23 november 2010.

2. Voorstel tot instelling van een onderzoekscommissie die ermee wordt belast onderzoek te voeren naar beïnvloeding en naar de omstandigheden die hebben geleid tot de aanneming van de wet van 14 april 2011 houdende diverse bepalingen, alsmede terzake de politieke verantwoordelijkheden te bepalen.

Ingediend door de heer Olivier Maingain nr. 2449/1 van 18 oktober 2012.

EUROPESE UNIE

1. Voorstel van resolutie over het mandaat van België binnen het Europees Stabiliteitsmechanisme.

Ingediend door de heer Stefaan Van Hecke, mevrouw Muriel Gerken, nr. 2103/1 van 14 maart 2012.

2. Voorstel van resolutie over de regulering van de vaststelling van de interbankenrente op Europees niveau.

Ingediend door mevrouw Christiane Vienne, de heer Alain Mathot, de heer Olivier Henry, de heer Guy Coëme (**), nr. 2378/1 van 19 juli 2012.

Overgenomen door de heer Christophe Lacroix, op 6 februari 2013 ter vervanging van de heer Guy Coëme (**).

Addendum, nr. 2378/2 van 6 februari 2013.

FINANCIEEL BELEID

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten wat de benoeming van de leden van het directiecomité betreft.
Ingediend door de heer Peter Dedecker, de heer Jan Jambon, nr. 3097/1 van 25 oktober 2013.

FINANCIEEL INSTRUMENT

1. Wetsvoorstel om financiële speculatie op de prijsstijging van voedingsproducten te verbieden.
Ingediend door de heer Patrick Moriau (**), de heer Dirk Van der Maelen, de heer André Flahaut, de heer Philippe Blanchart, de heer Guy Coëme (**), de heer Alain Mathot, mevrouw Christiane Vienne, nr. 81/1 van 9 augustus 2010.
Overgenomen door de heer Christophe Lacroix, op 6 februari 2013 ter vervanging van de heer Guy Coëme (**).
Addendum, nr. 81/2 van 6 februari 2013.
Advies, nr. 81/3 van 5 april 2013.
Amendement van de heer Christophe Lacroix, nr. 81/4 van 29 april 2013.
Verslag van de heer Carl Devlies, de heer Olivier Henry, mevrouw Thérèse Snoy et d'Oppuers, nr. 81/5 van 24 september 2013.

FINANCIELE INSTELLING

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 10 december 2009 betreffende de betalingsdiensten met het oog op een betere bankoverstapregeling.
Ingediend door mevrouw Christiane Vienne, mevrouw Karine Lalieux, de heer Alain Mathot, de heer Guy Coëme (**), de heer Olivier Henry, nr. 132/1 van 10 september 2010.
Overgenomen door de heer Christophe Lacroix, op 6 februari 2013 ter vervanging van de heer Guy Coëme (**).
Addendum, nr. 132/2 van 6 februari 2013.

2. Voorstel van resolutie met het oog op de depolitisering van de bank- en verzekeringssector.
Ingediend door de heer Gerolf Annemans, de heer Hagen Goyvaerts, mevrouw Barbara Pas, mevrouw Alexandra Colen, nr. 1148/1 van 1 februari 2011.

3. Wetsvoorstel tot hervorming van de banksector.
Ingediend door mevrouw Karin Temmerman, mevrouw Christiane Vienne, de heer Guy Coëme (**), mevrouw Caroline Gennez, mevrouw Karine Lalieux, de heer Yvan Mayeur, de heer Bruno Tobback, de heer Bruno Tuybens, de heer Dirk Van der Maelen, mevrouw Ann Vanheste, nr. 1816/1 van 18 oktober 2011.
Advies, nr. 1816/2 van 8 juni 2012.
Rapporteur(s) : de heer Carl Devlies

FINANCIERING

1. Wetsvoorstel tot ontbinding van het Zilverfonds.
Ingediend door mevrouw Veerle Wouters nr. 3090/1 van 24 oktober 2013.

FISCALITEIT

1. Wetsvoorstel tot oprichting van een Comité van toezicht op de diensten die specifiek zijn belast met de strijd tegen de fiscale, sociale en economische fraude, alsook tegen de witwaspraktijken (Comité F). Ingediend door de heer François-Xavier de Donnea, de heer Philippe Goffin, de heer Damien Thiéry, mevrouw Marie-Christine Marghem, nr. 442/1 van 21 oktober 2010.
Addendum, nr. 442/2 van 9 november 2010.
Rapporteur(s) : de heer Georges Gilkinet

2. Wetsvoorstel tot optimalisering van de werking van de fiscale bemiddelingsdienst.
Ingediend door de heer Jenne De Potter, de heer Carl Devlies, de heer Jef Van den Bergh, de heer Kristof Waterschoot, de heer Josy Arens, nr. 2455/1 van 22 oktober 2012.
Addendum, nr. 2455/2 van 9 november 2012.
Advies, nr. 2455/3 van 5 april 2013.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 133 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, ter ondersteuning van de toegang tot het hoger onderwijs.
Ingediend door mevrouw Valérie Warzée-Caverenne, mevrouw Kattrin Jadin, de heer Luc Gustin, mevrouw Valérie De Bue, de heer Denis Ducarme, mevrouw Jacqueline Galant, de heer Philippe Goffin, nr. 3127/1 van 12 november 2013.
Addendum, nr. 3127/2 van 20 november 2013.
Advies, nr. 3127/3 van 3 april 2014.
Rapporteur(s) : de heer Luk Van Biesen

GELIJKE BEHANDELING VAN MAN EN VROUW

1. Voorstel van resolutie waarbij het Rekenhof wordt gevraagd bij de uitoefening van zijn taken ook rekening te houden met de genderdimensie ("gender budgeting").
Ingediend door mevrouw Colette Burgeon, mevrouw Valérie Déom (**), mevrouw Marie-Claire Lambert, de heer Alain Mathot, de heer Guy Coëme (**), de heer Olivier Henry, nr. 112/1 van 9 september 2010.
Overgenomen door mevrouw Laurence Meire, op 21 januari 2014 ter vervanging van mevrouw Valérie Déom (**).

HANDELSZAAK

1. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, teneinde te voorzien in een gunstigere belastingregeling voor zelfstandige zaakvoerders die de wettelijke pensioenleeftijd hebben bereikt en hun handelszaak overdragen.
Ingediend door mevrouw Valérie De Bue, de heer David Clarinval, de heer Daniel Bacquellaine, nr. 1191/1 van 10 februari 2011.

INDIRECTE BELASTING

1. Wetsvoorstel tot optimalisering van de taks op de beursverrichtingen.

Ingediend door de heer Georges Gilkinet, de heer Stefaan Van Hecke, mevrouw Meyrem Almaci, de heer Wouter De Vriendt, mevrouw Muriel Gerkens, de heer Eric Jadot, mevrouw Zoé Genot, nr. 48/1 van 9 augustus 2010.

2. Wetsvoorstel betreffende de toepassing van het verlaagd btw-tarief op de diensten van autokeuringscentra ten gunste van sommige invaliden of gehandicapten.

Ingediend door de heer Christian Brotcorne nr. 193/1 van 22 september 2010.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van Tabel A in bijlage bij het koninklijk besluit nr. 20 van 20 juli 1970 tot vaststelling van de tarieven van de belasting over de toegevoegde waarde en tot indeling van de goederen en de diensten bij die tarieven.

Ingediend door mevrouw Liesbeth Van der Auwera, de heer Hendrik Bogaert, nr. 196/1 van 22 september 2010.

4. Wetsvoorstel tot verduidelijking van de interpretatie die van het begrip "persoonlijk gebruik" wordt gegeven in het kader van de aan personen met een handicap toegekende belastingvoordelen inzake auto's.

Ingediend door de heer Yvan Mayeur, mevrouw Linda Musin, mevrouw Colette Burgeon, de heer Philippe Blanchart, de heer Guy Coëme (**), mevrouw Christiane Vienne, nr. 223/1 van 29 september 2010.

5. Voorstel van resolutie betreffende de verlaging van het tarief van de belasting over de toegevoegde waarde op de tweewielige motorvoertuigen en op de veiligheidsuitrusting van de bestuurders.

Ingediend door mevrouw Valérie De Bue, mevrouw Jacqueline Galant, de heer Philippe Goffin, de heer Damien Thiéry, nr. 262/1 van 4 oktober 2010.

6. Voorstel van resolutie betreffende de daling van de belasting over de toegevoegde waarde op rijstages voor bestuurders van tweewielige motorvoertuigen.

Ingediend door mevrouw Valérie De Bue, mevrouw Jacqueline Galant, de heer Daniel Bacquellaine, de heer Philippe Goffin, de heer Damien Thiéry, nr. 367/1 van 12 oktober 2010.

7. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 20 van 20 juli 1970 tot vaststelling van de tarieven van de belasting over de toegevoegde waarde en tot indeling van de goederen en de diensten bij die tarieven inzake het btw-tarief voor de levering van planten en bloemen.

Ingediend door mevrouw Nathalie Muylle, de heer Jef Van den Bergh, mevrouw Liesbeth Van der Auwera, nr. 567/1 van 16 november 2010.

8. Wetsvoorstel tot wijziging van koninklijk besluit nr. 20 van 20 juli 1970 tot vaststelling van de tarieven van de belasting over de toegevoegde waarde en tot indeling van de goederen en de diensten bij die tarieven teneinde het btw-tarief voor fietsen te verlagen van 21 naar 6 procent.

Ingediend door de heer Peter Logghe, de heer Hagen Goyvaerts, mevrouw Barbara Pas, mevrouw Rita De Bont, mevrouw Alexandra Colen, nr. 674/1 van 23 november 2010.

9. Wetsvoorstel betreffende het verlaagde btw-tarief voor de afbraak en de heropbouw van woongebouwen.

Ingediend door de heer David Clarinval, de heer Damien Thiéry, de heer Philippe Goffin, de heer Josy Arens, nr. 731/1 van 30 november 2010.

Advies, nr. 731/2 van 21 december 2010.

Amendementen van mevrouw Muriel Gerkens, de heer Georges Gilkinet, mevrouw Meyrem Almaci, nr. 731/3 van 7 juni 2011.

Rapporteur(s) : de heer Georges Gilkinet

10. Wetsvoorstel teneinde uitstel van betaling mogelijk te maken in de procedure voor het opleggen van fiscale geldboeten inzake btw.

Ingediend door de heer Christian Brotcorne, de heer Joseph George, nr. 766/1 van 2 december 2010.

11. Wetsvoorstel tot het verlagen van de btw op de rijopleiding.

Ingediend door mevrouw Alexandra Colen, de heer Hagen Goyvaerts, mevrouw Barbara Pas, nr. 845/1 van 16 december 2010.

12. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 20 van 20 juli 1970 tot vaststelling van de tarieven van de belasting over de toegevoegde waarde en tot indeling van de goederen en de diensten bij die tarieven wat het verlaagd btw-tarief voor thuiszorg betreft.

Ingediend door mevrouw Gwendolyn Rutten, mevrouw Ine Somers, de heer Willem-Frederik Schiltz, de heer Herman De Croo, nr. 1011/1 van 12 januari 2011.

13. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 20 van 20 juli 1970 tot vaststelling van de tarieven van de belasting over de toegevoegde waarde en tot indeling van de goederen en diensten bij die tarieven met het oog op btw-verlaging wat restaurants, cafés en cateringdiensten betreft.

Ingediend door de heer Hagen Goyvaerts, de heer Guy D'haeseleer, mevrouw Barbara Pas, nr. 1014/1 van 12 januari 2011.

14. Wetsvoorstel tot wijziging van het BTW-wetboek inzake de aankoop van automobielen door personen die in aanmerking komen voor het bekomen van een speciale parkeerkaart voor gehandicapten.

Ingediend door de heer Hagen Goyvaerts, de heer Guy D'haeseleer, mevrouw Barbara Pas, mevrouw Alexandra Colen, nr. 1094/1 van 20 januari 2011.

15. Wetsvoorstel ter voorkoming van de ontwijking van de taks op de beursverrichtingen en tot bescherming van de beleggers.

Ingediend door de heer Georges Gilkinet, mevrouw Meyrem Almaci, mevrouw Muriel Gerkens, de heer Stefaan Van Hecke, nr. 1564/1 van 8 juni 2011.

16. Wetsvoorstel tot verlaging van het btw-tarief op rouwdrukwerk.

Ingediend door de heer Hagen Goyvaerts, mevrouw Alexandra Colen, mevrouw Barbara Pas, nr. 1635/1 van 28 juni 2011.

17. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde wat de reizen buiten de Unie betreft.

Ingediend door de heer Philippe Goffin, de heer Hendrik Bogaert, de heer Herman De Croo, mevrouw Gwendolyn Rutten, de heer Raf Terwingen, mevrouw Veerle Wouters, nr. 1697/1 van 20 juli 2011.
Addendum, nr. 1697/2 van 19 oktober 2011.

18. Wetsvoorstel tot wijziging van koninklijk besluit nr. 20 van 20 juli 1970 tot vaststelling van de tarieven van de belasting over de toegevoegde waarde en tot indeling van de goederen en de diensten bij die tarieven voor wat betreft het btw-tarief voor aardgas en elektriciteit.

Ingediend door de heer Bruno Valkeniers, mevrouw Barbara Pas, de heer Peter Logghe, de heer Hagen Goyvaerts, mevrouw Alexandra Colen, nr. 2000/1 van 17 januari 2012.
Verslag van de heer Olivier Destrebecq, nr. 2000/3 van 17 oktober 2013.

19. Wetsvoorstel tot wijziging van koninklijk besluit nr. 20 van 20 juli 1970 tot vaststelling van de tarieven van de belasting over de toegevoegde waarde en tot indeling van de goederen en de diensten bij die tarieven, wat de verlaging van het tarief voor brandstoffen betreft.

Ingediend door de heer Hagen Goyvaerts, mevrouw Barbara Pas, de heer Peter Logghe, de heer Bruno Valkeniers, mevrouw Alexandra Colen, nr. 2010/1 van 20 januari 2012.

20. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 met betrekking tot de beroepsherinschakeling van arbeidsongeschikten.

Ingediend door mevrouw Catherine Fonck nr. 2109/1 van 15 maart 2012.

21. Wetsvoorstel betreffende de verlaging van de bijzondere accijns op bepaalde motorbrandstoffen.

Ingediend door de heer Steven Vandeput, de heer Jan Jambon, de heer Peter Dedecker, mevrouw Veerle Wouters, nr. 2406/1 van 28 augustus 2012.

22. Wetsvoorstel tot verlenging van de termijnen voor de btw-rapportering.

Ingediend door mevrouw Veerle Wouters, de heer Steven Vandeput, nr. 2658/1 van 21 februari 2013.

23. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde, ter bevordering van de giften in natura.

Ingediend door de heer Georges Dallemagne, de heer Benoît Lutgen, de heer Josy Arens, de heer Olivier Maingain, de heer Benoît Drèze, nr. 2697/1 van 14 maart 2013.

Addendum, nr. 2697/2 van 8 mei 2013.

Addendum, nr. 2697/3 van 5 juni 2013.

Advies, nr. 2697/4 van 5 juli 2013.

Addendum, nr. 2697/5 van 6 november 2013.

Rapporteur(s) : mevrouw Christiane Vienne

24. Wetsvoorstel tot vrijstelling van voedselschenken van de belasting over de toegevoegde waarde.

Ingediend door mevrouw Thérèse Snoy et d'Oppuers, de heer Wouter De Vriendt, nr. 2803/1 van 13 mei 2013.

INKOMSTENBELASTING

1. Voorstel van resolutie strekkende tot de systematische koppeling van gegevens aangaan het bezit van voertuigen uit de duurdere prijsklasse en de aangegeven inkomsten.

Ingediend door de heer Hagen Goyvaerts, mevrouw Barbara Pas, mevrouw Alexandra Colen, nr. 1963/1 van 14 december 2011.

KANSSPEL

1. Voorstel van resolutie betreffende de controle van de spelethiek op alle spelen van de Nationale Loterij.

Ingediend door mevrouw Minneke De Ridder, de heer Bert Wollants, de heer Peter Dedecker, de heer Steven Vandeput, nr. 1870/1 van 8 november 2011.

2. Voorstel van resolutie om de subsidie van de Nationale Loterij te objectiveren.

Ingediend door mevrouw Minneke De Ridder, de heer Bert Wollants, de heer Peter Dedecker, mevrouw Miranda Van Eetvelde, de heer Theo Francken, nr. 2256/1 van 12 juni 2012.

KREDIET

1. Voorstel van resolutie houdende een specifiek wetgevend kader voor crowdfunding.

Ingediend door de heer Jef Van den Bergh, de heer Mathias De Clercq, de heer Joseph George, mevrouw Leen Dierick, nr. 3335/1 van 3 februari 2014.

KREDIETINSTELLING

1. Wetsvoorstel tot opsplitsing van de bankactiviteiten.

Ingediend door de heer Stefaan Van Hecke, de heer Wouter De Vriendt, mevrouw Zoé Genot, mevrouw Eva Brems, mevrouw Muriel Gerkens, nr. 166/1 van 15 september 2010.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 30 april 1958 betreffende de handelingsbekwaamheid van de minderjarige voor sommige spaarverrichtingen, wat de opening van zichtrekeningen door niet-ontvoogde minderjarigen alsmede de daaraan gekoppelde diensten betreft.

Ingediend door mevrouw Karine Lalieux, mevrouw Colette Burgeon, de heer Philippe Blanchart, de heer Olivier Henry, nr. 205/1 van 23 september 2010.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen wat betreft de vergrendeling van de spaarbanken.

Ingediend door de heer Dirk Van der Maelen, de heer Bruno Tobback, de heer Peter Vanvelthoven, nr. 502/1 van 28 oktober 2010.

4. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen, teneinde het financiële draagvlak van de banken te verstevigen en de verschillende bankactiviteiten van elkaar te scheiden.

Ingediend door mevrouw Meyrem Almaci, de heer Georges Gilkinet, mevrouw Muriel Gerkens, de heer Stefaan Van Hecke, nr. 1835/1 van 21 oktober 2011.

Advies, nr. 1835/2 van 18 juni 2012.

Rapporteur(s) : de heer Carl Devlies

5. Wetsvoorstel betreffende de verplichting voor de financiële instellingen om transparantie te geven over hun betrekkingen met belastingparadijzen.

Ingediend door de heer Alain Mathot, de heer Christophe Lacroix, de heer Olivier Henry, mevrouw Christiane Vienne, nr. 2765/1 van 24 april 2013.

KUNSTEN

1. Wetsvoorstel houdende oprichting van "CONSERVABRU" in de vorm van een naamloze vennootschap van publiek recht met sociaal oogmerk.

Ingediend door de heer François-Xavier de Donnea, de heer Herman De Croo, mevrouw Myriam Delacroix-Rolin (**), de heer Yvan Mayeur, nr. 1606/1 van 20 juni 2011.

Amendementen van de heer Olivier Deleuze (**), nr. 1606/2 van 1 juli 2011.

Errata nr. 1606/3 van 29 november 2011.

Advies, nr. 1606/4 van 8 november 2012.

LOKALE FINANCIËN

1. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 1992 wat betreft de roerende voorheffing voor lokale overheden bij verrichtingen zonder winstoogmerk.

Ingediend door de heer Carl Devlies, de heer Kristof Waterschoot, mevrouw Bercy Slegers, nr. 3302/1 van 21 januari 2014.

Rapporteur(s) : mevrouw Veerle Wouters

MILIEUBESCHERMING

1. Voorstel van resolutie over het aanmoedigen van giften in natura door te voorzien in een uitgebreide btw-vrijstelling.

Ingediend door de heer Georges Dallemagne, de heer Benoît Lutgen, de heer Benoît Drèze, nr. 3294/1 van 16 januari 2014.

Addendum, nr. 3294/2 van 23 januari 2014.

Rapporteur(s) : de heer Carl Devlies

NIET-GOUVERNEMENTELE ORGANISATIE

1. Wetsvoorstel tot uitbreiding van de controle van het Rekenhof tot de aanwending van de geldmiddelen die werden verzameld door organisaties die een beroep doen op de vrijgevigheid van de bevolking.

Ingediend door de heer François-Xavier de Donnea, de heer Daniel Bacquelaine, de heer Philippe Goffin, de heer Damien Thiéry, nr. 675/1 van 23 november 2010.

OCMW

1. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 wat het bankonderzoek betreft.

Ingediend door de heer Hans Bonte, mevrouw Inge Vervotte (**), nr. 2235/1 van 6 juni 2012.

ONDERNEMING

1. Voorstel van resolutie waarbij wordt gevraagd de oprichting van een werkgeversgroepering te faciliteren voor niet-btw-plichtige werkgevers.

Ingediend door mevrouw Kattrin Jadin nr. 1137/1 van 28 januari 2011.

ONDERNEMINGSBELEID

1. Voorstel van resolutie over de ondersteuning van de oprichting en overdracht van kmo's.

Ingediend door de heer Olivier Maingain, de heer Damien Thiéry, de heer Bernard Clerfayt, nr. 2664/1 van 21 februari 2013.

OVERHEIDSAPPARAAT

1. Wetsvoorstel tot regeling van het toezicht op de Federale Overheidsdienst Financiën.

Ingediend door de heer Servais Verherstraeten, de heer Hendrik Bogaert, de heer Jenne De Potter, de heer Carl Devlies, nr. 939/1 van 21 december 2010.

Overgenomen door de heer Carl Devlies, nr. 939/2 van 15 februari 2012, ter vervanging van de heren Servais Verherstraeten en Hendrik Bogaert.

Addendum, nr. 939/3 van 29 februari 2012.

Rapporteur(s) : de heer Georges Gilkinet

OVERHEIDSOPDRACHT

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 15 juni 2006 betreffende overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten, teneinde in de overheidsopdrachten sociale en milieuclausules op te nemen.

Ingediend door de heer Olivier Henry, de heer Christophe Lacroix, mevrouw Christiane Vienne, de heer Alain Mathot, nr. 3304/1 van 21 januari 2014.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 15 juni 2006 overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten, wat de overheidsopdrachten op het stuk van dienstverlening op sociaal en gezondheidsvlak betreft.

Ingediend door mevrouw Catherine Fonck nr. 3435/1 van 11 maart 2014.

OVERHEIDSSCHULD

1. Wetsvoorstel houdende diverse maatregelen ter bevordering van een verantwoorde staatshuishouding.

Ingediend door mevrouw Alexandra Colen, de heer Hagen Goyvaerts, mevrouw Barbara Pas, nr. 839/1 van 16 december 2010.

2. Voorstel van resolutie over de uitgifte op Europees niveau van euro-obligaties ("eurobonds").

Ingediend door mevrouw Christiane Vienne, de heer Olivier Henry, de heer Alain Mathot, de heer Guy Coëme (**), de heer Dirk Van der Maelen, nr. 1444/1 van 10 mei 2011.

Overgenomen door de heer Christophe Lacroix, op 6 februari 2013 ter vervanging van de heer Guy Coëme (**).

Addendum, nr. 1444/2 van 5 juli 2011.

Addendum, nr. 1444/3 van 6 februari 2013.

3. Voorstel van resolutie over de oprichting van een onafhankelijk Europees openbaar financieel ratingbureau.

Ingediend door de heer Guy Coëme (**), de heer Dirk Van der Maelen, mevrouw Christiane Vienne, de heer Alain Mathot, de heer Olivier Henry, nr. 1621/1 van 22 juni 2011.

Overgenomen door de heer Christophe Lacroix, op 6 februari 2013 ter vervanging van de heer Guy Coëme (**).

Addendum, nr. 1621/2 van 6 februari 2013.

PENSIOENEN

1. Wetsvoorstel houdende bevordering van de transparantie en het maatschappelijk verantwoord investeren bij pensioenspaarproducten.

Ingediend door mevrouw Meryame Kitir, de heer Bruno Tobback, nr. 1633/1 van 28 juni 2011.

2. Wetsvoorstel tot erkenning en bevordering van maatschappelijk verantwoord beleggen en tot duurzame oriëntatie van de pensioenfondsen en van het Zilverfonds.

Ingediend door de heer Ronny Balcaen, de heer Georges Gilkinet, mevrouw Meyrem Almaci, mevrouw Muriel Gerkens, de heer Stefaan Van Hecke, nr. 2749/1 van 15 april 2013.

PUBLIEK EIGENDOM

1. Voorstel van resolutie betreffende het verlenen aan het Rekenhof van een opdracht naar een bijkomend onderzoek en een effectieve controle van de Koninklijke Schenking en de uiteindelijke afschaffing van de Koninklijke Schenking.

Ingediend door mevrouw Barbara Pas, de heer Peter Logghe, de heer Hagen Goyvaerts, mevrouw Alexandra Colen, mevrouw Rita De Bont, nr. 1566/1 van 8 juni 2011.

STAATSHOOFD

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 27 november 2013 met betrekking tot de dotaties en de vergoedingen die worden toegekend aan leden van de Koninklijke Familie alsook de transparantie van de financiering van de monarchie wat de onverenigbaarheden van de dotatiegerechtigden betreft.

Ingediend door de heer Theo Francken, de heer Jan Jambon, de heer Peter Luykx, mevrouw Sarah Smeyers, de heer Jan Van Esbroeck, nr. 3306/1 van 21 januari 2014.

STEUN AAN DE LANDBOUW

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de programmawet van 23 december 2009, wat de steun aan de landbouw betreft.

Ingediend door mevrouw Catherine Fonck, mevrouw Marie-Martine Schyns (**), de heer Josy Arens, mevrouw Nathalie Muylle, de heer Jenne De Potter, de heer Benoît Lutgen, de heer Frank Wilrycx, nr. 2542/1 van 5 december 2012.

Addendum, nr. 2542/2 van 6 december 2012.

Amendementen van de heer Dirk Van der Maelen, de heer Luk Van Biesen, de heer Carl Devlies, mevrouw Karin Temmerman, de heer Josy Arens, mevrouw Valérie Warzée-Caverenne, nr. 2542/3 van 26 februari 2013.

Amendement van mevrouw Veerle Wouters, nr. 2542/4 van 27 februari 2013.

Advies, nr. 2542/5 van 31 mei 2013.

Advies, nr. 2542/6 van 6 juni 2013.

Advies, nr. 2542/7 van 6 juni 2013.

Rapporteur(s) : de heer Luk Van Biesen

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de programmawet van 23 december 2009, wat de steun aan de landbouw betreft.

Ingediend door mevrouw Valérie Warzée-Caverenne, de heer Daniel Bacquellaine, mevrouw Jacqueline Galant, de heer Philippe Goffin, mevrouw Kattrin Jadin, nr. 2554/1 van 11 december 2012.

Advies, nr. 2554/2 van 31 mei 2013.

Rapporteur(s) : de heer Luk Van Biesen

STRAFRECHT

1. Wetsvoorstel tot invoering van de una via-regel in fiscale strafzaken, de oprichting van een fiscaal auditoraat en de oprichting van een comité F.

Ingediend door de heer Dirk Van der Maelen, de heer Alain Mathot, de heer Bruno Tobback, de heer Peter Vanvelthoven, nr. 630/1 van 19 november 2010.

Rapporteur(s) : de heer Georges Gilkinet

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 11 januari 1993 tot voorkoming van het gebruik van het financiële stelsel voor het witwassen van geld en de financiering van terrorisme.

Ingediend door mevrouw Veerle Wouters, de heer Jan Jambon, de heer Steven Vandeput, nr. 2201/1 van 16 mei 2012.

Advies, nr. 2201/2 van 13 juli 2012.

Rapporteur(s) : de heer Luk Van Biesen

VENNOOTSCHAP

1. Voorstel van resolutie om de communautaire scheef trekking op het vlak van de vennootschapscontrole op te heffen.

Ingediend door de heer Peter Logghe, de heer Hagen Goyvaerts, mevrouw Alexandra Colen, mevrouw Barbara Pas, nr. 401/1 van 15 oktober 2010.

2. Wetsvoorstel tot invoering van vereisten inzake deskundigheid, onpartijdigheid en professionele betrouwbaarheid voor bestuurders van coöperatieve vennootschappen die participeren in de financiële sector.

Ingediend door de heer Peter Dedecker, de heer Jan Jambon, de heer Steven Vandeput, mevrouw Veerle Wouters, nr. 3278/1 van 9 januari 2014.

VOEDINGSPRODUCT

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten, teneinde speculatie via aan landbouwgrondstoffen verbonden financiële producten aan banden te leggen.

Ingediend door de heer Christophe Lacroix, de heer Dirk Van der Maelen, de heer Olivier Henry, de heer Alain Mathot, mevrouw Christiane Vienne, nr. 3078/1 van 22 oktober 2013.

WAPENHANDEL

1. Voorstel van resolutie over de onmiddellijke opstelling en bekendmaking van de lijst met de Belgische en buitenlandse ondernemingen die betrokken zijn bij de productie van submunitie en/of antipersoonsmijnen.

Ingediend door de heer Josy Arens nr. 2397/1 van 1 augustus 2012.

ZEGELRECHT

1. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek diverse rechten en taksen wat de notariële volmachten betreft.

Ingediend door mevrouw Rosaline Mouton nr. 3329/1 van 30 januari 2014.

Commissie voor de Herziening van de Grondwet en de Hervorming van de Instellingen**BUITENLANDSE HANDEL**

1. Voorstel van resolutie om het samenwerkingsakkoord tot oprichting van het Agentschap voor Buitenlandse Handel op te zeggen.

Ingediend door mevrouw Rita De Bont, mevrouw Barbara Pas, de heer Gerolf Annemans, nr. 1016/1 van 10 januari 2011.

CONSTITUTIONELE RECHTSPRAAK

1. Voorstel van bijzondere wet tot wijziging van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, teneinde daarin het systeem van de individuele meningen op te nemen.

Ingediend door de heer Olivier Maingain, de heer Damien Thiéry, nr. 1241/1 van 21 februari 2011.

CUMULATIE VAN AMBTEN

1. Wetsvoorstel tot wijziging, wat betreft de bestuurders van werknemers- en werkgeversorganisaties en ziekenfondsen, van de wet van 2 mei 1995 betreffende de verplichting om een lijst van mandaten, ambten en beroepen, alsmede een vermogensaangifte in te dienen.

Ingediend door mevrouw Rita De Bont, de heer Peter Logghe, de heer Hagen Goyvaerts, mevrouw Barbara Pas, de heer Gerolf Annemans, nr. 1023/1 van 13 januari 2011.

DIRECTE BELASTING

1. Voorstel van bijzondere wet tot wijziging van de bijzondere wet van 2 mei 1995 betreffende de verplichting om een lijst van mandaten, ambten en beroepen, alsmede een vermogensaangifte in te dienen, met het oog op de invoering van een verklaring van fiscale regelmatigheid.

Ingediend door de heer Olivier Deleuze (**), mevrouw Zoé Genot, de heer Wouter De Vriendt, mevrouw Meyrem Almaci, nr. 272/1 van 5 oktober 2010.

Overgenomen door mevrouw Muriel Gerkens, op 18 april 2013 ter vervanging van de heer Olivier Deleuze (**).

Addendum, nr. 272/2 van 18 april 2013.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 2 mei 1995 betreffende de verplichting om een lijst van mandaten, ambten en beroepen, alsmede een vermogensaangifte in te dienen, en tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 met het oog op de uitbreiding van de toepassing van de bedrijfsvoorheffing.

Ingediend door de heer Olivier Deleuze (**), mevrouw Zoé Genot, de heer Wouter De Vriendt, mevrouw Meyrem Almaci, de heer Georges Gilkinet, de heer Stefaan Van Hecke, de heer Eric Jadot, mevrouw Eva Brems, de heer Kristof Calvo, nr. 1108/1 van 21 januari 2011.

Overgenomen door mevrouw Muriel Gerkens, op 18 april 2013 ter vervanging van de heer Olivier Deleuze (**).

Addendum, nr. 1108/2 van 18 april 2013.

ECONOMISCHE STEUN

1. Voorstel van bijzondere wet tot wijziging van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, in verband met het verplicht sluiten van een samenwerkingsakkoord tot oprichting van een fonds ter ondersteuning van de reële economie.

Ingediend door mevrouw Christiane Vienne, de heer Alain Mathot, mevrouw Julie Fernandez Fernandez, mevrouw Karine Lalieux, de heer Guy Coëme (**), mevrouw Linda Musin, de heer Yvan Mayeur, mevrouw Isabelle Emmery, nr. 2427/1 van 1 oktober 2012.

Overgenomen door de heer Christophe Lacroix, op 6 februari 2013 ter vervanging van de heer Guy Coëme (**).

Addendum, nr. 2427/2 van 6 februari 2013.

GEMEENSCHAP EN GEWEST

1. Wetsvoorstel tot bevestiging van het feit dat de Duitstalige Gemeenschap bevoegd is voor de algemeen verbindend verklaring van de collectieve arbeidsovereenkomsten die betrekking hebben op aangelegenheden die tot haar bevoegdheid behoren.

Ingediend door de heer Guy D'haeseleer, mevrouw Rita De Bont, mevrouw Barbara Pas, nr. 1064/1 van 18 januari 2011.

2. Voorstel van bijzondere wet tot wijziging van de bijzondere wet van 2 mei 1995 betreffende de verplichting om een lijst van mandaten, ambten en beroepen, alsmede een vermogensaangifte in te dienen voor wat betreft het gebruik van modelformulieren.

Ingediend door de heer Gerolf Annemans, de heer Guy D'haeseleer, mevrouw Rita De Bont, mevrouw Barbara Pas, nr. 1421/1 van 3 mei 2011.

GEWESTVORMING

1. Voorstel van bijzondere wet tot wijziging van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen alsmede van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, wat de democratische afbakening van de grenzen van de Gewesten en Gemeenschappen betreft en tot organisatie van een volksraadpleging daarover.

Ingediend door de heer Olivier Maingain, de heer François-Xavier de Donnea, de heer Damien Thiéry, nr. 465/1 van 26 oktober 2010.

2. Voorstel van bijzondere wet tot wijziging van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen met het oog op de overdracht van de bevoegdheid inzake het bepalen van de eedformule.

Ingediend door mevrouw Alexandra Colen, mevrouw Barbara Pas, de heer Gerolf Annemans, mevrouw Rita De Bont, nr. 850/1 van 16 december 2010.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van het decreet van 20 juli 1831 betreffende de eedaflegging bij de aanvang der grondwettelijke vertegenwoordigende monarchie.

Ingediend door mevrouw Alexandra Colen nr. 851/1 van 16 december 2010.

4. Voorstel van bijzondere wet tot wijziging van artikel 4 van de Bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980 wat het archiefwezen betreft.

Ingediend door mevrouw Barbara Pas, de heer Gerolf Annemans, mevrouw Rita De Bont, nr. 3152/1 van 26 november 2013.

HERZIENING VAN DE GRONDWET

1. Herziening van de Grondwet. Herziening van artikel 23 van de Grondwet, ter bekrachtiging van het recht op watervoorziening.

Voorstel ingediend door mevrouw Karine Lalieux, de heer Dirk Van der Maelen, de heer Patrick Moriau (**), nr. 229/1 van 30 september 2010.

2. Herziening van de Grondwet. Voorstel tot herziening van artikel 63 van de Grondwet, ten einde een vierde van de leden van de Kamer van volksvertegenwoordigers te laten kiezen in een federale kieskring.

Voorstel ingediend door de heer Stefaan Van Hecke, de heer Olivier Deleuze (**), mevrouw Zoé Genot, mevrouw Muriel Gerkens, de heer Georges Gilkinet, mevrouw Meyrem Almaci, de heer Ronny Balcaen, de heer Wouter De Vriendt, de heer Kristof Calvo, de heer Eric Jadot, nr. 317/1 van 7 oktober 2010.

3. Voorstel tot herziening van artikel 44, eerste lid, van de Grondwet teneinde het parlementaire zomerreces te beperken tot vier weken.

Voorstel ingediend door de heer Gerolf Annemans, mevrouw Rita De Bont, mevrouw Barbara Pas, nr. 572/1 van 16 november 2010.

4. Voorstel tot herziening van artikel 195 van de Grondwet met het oog op de aanpassing van de procedure tot herziening van de Grondwet.

Voorstel ingediend door de heer Peter Vanvelthoven nr. 856/1 van 17 december 2010.

5. Voorstel tot herziening van artikel 49 van de Grondwet om te bepalen dat niemand tegelijk kandidaat mag zijn voor Kamer en Senaat.

Voorstel ingediend door de heer Peter Vanvelthoven nr. 858/1 van 17 december 2010.

6. Voorstel tot herziening van artikel 117 van de Grondwet om een lid toe te voegen dat niemand tegelijk kandidaat kan zijn voor de verkiezingen van het federale Parlement en die van de Gemeenschaps- en Gewestparlementen.

Voorstel ingediend door de heer Peter Vanvelthoven nr. 861/1 van 17 december 2010.

7. Herziening van de Grondwet. Voorstel tot herziening van artikel 167, § 1, tweede lid, van de Grondwet wat de bevoegdheid inzake oorlogsvoering betreft.

Voorstel ingediend door de heer Dirk Van der Maelen, de heer Patrick Moriau (**), de heer David Geerts, nr. 879/1 van 22 december 2010.

8. Herziening van de Grondwet. Herziening van artikel 167, § 2, tweede volzin, van de Grondwet teneinde er de mogelijkheid in op te nemen een volksraadpleging te houden in het kader van de procedure tot instemming met de in artikel 34 van de Grondwet bedoelde internationale verdragen.

Voorstel ingediend door de heer Daniel Bacquelaine, de heer Charles Michel, nr. 999/1 van 11 januari 2011.

Addendum, nr. 999/2 van 26 juli 2011.

9. Herziening van de Grondwet. Herziening van artikel 195 van de Grondwet wat betreft de procedure tot herziening van de Grondwet.

Voorstel ingediend door de heer Filip De Man, mevrouw Barbara Pas, de heer Gerolf Annemans, mevrouw Rita De Bont, nr. 1065/1 van 18 januari 2011.

10. Herziening van de Grondwet. Voorstel tot herziening van de Grondwet teneinde er een artikel 39bis in te voegen betreffende de volksraadpleging.

Voorstel ingediend door de heer Daniel Bacquelaine, de heer Denis Ducarme, de heer Olivier Maingain, de heer Charles Michel, nr. 1159/1 van 2 februari 2011.

Addendum, nr. 1159/2 van 26 juli 2011.

11. Herziening van de Grondwet. Voorstel tot herziening van de artikelen 25, 148 en 150 van de Grondwet.

Voorstel ingediend door de heer Dirk Van der Maelen nr. 1182/1 van 8 februari 2011.

Amendement van de heer Dirk Van der Maelen, nr. 1182/2 van 19 april 2012.

12. Voorstel tot herziening van artikel 68 van de Grondwet teneinde de opkomstplicht af te schaffen.

13. Herziening van de Grondwet. Herziening van de artikelen 43, 67, 68 en 69 van de Grondwet, teneinde de vertegenwoordiging van de in het buitenland verblijvende Belgen te verbeteren.

Voorstel ingediend door de heer André Frédéric, de heer Patrick Moriau (**), de heer Thierry Giet (**), de heer Eric Thiébaud, de heer Laurent Devin, de heer Rachid Madrane (**), nr. 1464/1 van 17 mei 2011.

14. Voorstel tot herziening van de Grondwet. Herziening van artikel 23, teneinde er het beginsel van de neutraliteit van de internetnetwerken in op te nemen.

Voorstel ingediend door mevrouw Valérie Déom (**), mevrouw Karine Lalieux, de heer Olivier Henry, de heer Laurent Devin, mevrouw Julie Fernandez Fernandez, de heer Anthony Dufrane (**), nr. 1471/1 van 18 mei 2011.

15. Herziening van de Grondwet. Herziening van artikel 23, derde lid, van de Grondwet, teneinde het aan te vullen met een recht op toegang tot het internet.

Voorstel ingediend door de heer Willem-Frederik Schiltz, de heer Luk Van Biesen, nr. 2046/1 van 8 februari 2012.

16. Voorstel tot herziening van de Grondwet teneinde een nieuw artikel 7ter in te voegen met betrekking tot de seculiere Staat.

Voorstel ingediend door de heer Olivier Maingain, de heer Damien Thiéry, de heer Bernard Clerfayt, nr. 2527/1 van 27 november 2012.

17. Voorstel tot herziening van artikel 23, derde lid van de Grondwet om het recht op een menswaardig leven uit te breiden met het recht op een toereikende en neutrale toegang tot internet.

Voorstel ingediend door de heer Roel Deseyn, mevrouw Sonja Becq, de heer Jenne De Potter, mevrouw Leen Dierick, mevrouw Nathalie Muylle, de heer Raf Terwingen, de heer Jef Van den Bergh, mevrouw Liesbeth Van der Auwera, nr. 3005/1 van 10 september 2013.

18. Herziening van de Grondwet Herziening van artikel 23, derde lid, van de Grondwet, teneinde het recht op veiligheid te waarborgen.

Voorstel ingediend door de heer Charles Michel, de heer Daniel Bacquellaine, de heer Patrick Dewael, nr. 3444/1 van 13 maart 2014.

INSTITUTIONELE HERVORMING

1. Voorstel van bijzondere wet tot wijziging van artikel 49, § 1, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Ingediend door mevrouw Gwendolyn Rutten, de heer Luk Van Biesen, nr. 2049/1 van 9 februari 2012.

2. Voorstel van resolutie met het oog op de totstandkoming van een nieuwe bijzondere wet teneinde Brussel om te vormen tot een stadsgewest en dit in het perspectief van haar toekomst als tweetalige hoofdstad van Vlaanderen.

Ingediend door de heer Gerolf Annemans, mevrouw Barbara Pas, de heer Filip De Man, mevrouw Rita De Bont, de heer Bruno Valkeniers, de heer Hagen Goyvaerts, de heer Bert Schoofs, mevrouw Annick Ponthier, de heer Peter Logghe, de heer Tanguy Veys, nr. 2649/1 van 19 februari 2013.

MANDAAT

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 2 mei 1995 betreffende de verplichting om een lijst van mandaten, ambten en beroepen, alsmede een vermogensaangifte in te dienen.

Ingediend door de heer Joseph George nr. 3248/1 van 16 december 2013.

2. Voorstel van bijzondere wet tot wijziging van de bijzondere wet van 2 mei 1995 betreffende de verplichting om een lijst van mandaten, ambten en beroepen, alsmede een vermogensaangifte in te dienen.

Ingediend door de heer Joseph George nr. 3249/1 van 16 december 2013.

NATIONAAL PARLEMENT

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 2 mei 1995 betreffende de verplichting om een lijst van mandaten, ambten en beroepen, alsmede een vermogensaangifte in te dienen, in verband met de bekendmaking van de bezoldigingen.

Ingediend door de heer Wouter De Vriendt, de heer Olivier Deleuze (**), de heer Stefaan Van Hecke, nr. 318/1 van 7 oktober 2010.

Overgenomen door mevrouw Muriel Gerkens, op 18 april 2013 ter vervanging van de heer Olivier Deleuze (**).

Addendum, nr. 318/2 van 18 april 2013.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 2 mei 1995 betreffende de verplichting om een lijst van mandaten, ambten en beroepen, alsmede een vermogensaangifte in te dienen voor wat betreft het gebruik van modelformulieren.

Ingediend door de heer Gerolf Annemans, de heer Guy D'haeseleer, mevrouw Rita De Bont, mevrouw Barbara Pas, nr. 1422/1 van 3 mei 2011.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van de wetgeving wat de elektronische mandaten aangifte betreft.

Ingediend door mevrouw Nathalie Muylle, de heer Roel Deseyn, de heer Michel Doomst (**), mevrouw Catherine Fonck, mevrouw Nahima Lanjri, mevrouw Bercy Slegers, mevrouw Karin Temmerman, de heer Jef Van den Bergh, de heer Stefaan Vercamer, de heer Kristof Waterschoot, nr. 2334/1 van 5 juli 2012.

Advies, nr. 2334/2 van 17 januari 2013.

ONDERWIJS

1. Voorstel van bijzondere wet tot wijziging van de wet van 2 augustus 1963 op het gebruik van de talen in bestuurszaken ten einde de verblijfsvoorwaarde af te schaffen die toegang verleent tot het in de randgemeenten georganiseerde Franstalig onderwijs.

Ingediend door de heer Olivier Maingain, de heer Damien Thiéry, de heer Denis Ducarme, mevrouw Jacqueline Galant, nr. 646/1 van 19 november 2010.

ONVERENIGBAARHEID

1. Voorstel van bijzondere wet tot wijziging van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, wat de cumulatie van mandaten betreft.

Ingediend door mevrouw Catherine Fonck nr. 775/1 van 6 december 2010.

ORGANISATIE VAN VERKIEZINGEN

1. Voorstel van bijzondere wet tot wijziging van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen.

Ingediend door mevrouw Zoé Genot, mevrouw Eva Brems, mevrouw Muriel Gerkens, nr. 2330/1 van 5 juli 2012.

OVERHEIDSAPPARAAT

1. Wetsvoorstel tot wijziging, wat betreft de eedformule voor personeelsleden die afhangen van de Gemeenschappen en de Gewesten en voor leden van de regeringen van de Gemeenschappen en de Gewesten, van het decreet van 20 juli 1831 betreffende de eedaflegging bij de aanvang der grondwettelijke vertegenwoordigende monarchie.

Ingediend door de heer Ben Weyts, mevrouw Daphné Dumery, de heer Theo Francken, mevrouw Kristien Van Vaerenbergh, nr. 969/1 van 13 december 2010.

RECHTERLIJKE INRICHTING

1. Wetsvoorstel tot wijziging, wat betreft de rechters en ambtenaren van het openbaar ministerie, van de wet van 2 mei 1995 betreffende de verplichting om een lijst van mandaten, ambten en beroepen, alsmede een vermogensaangifte in te dienen.

Ingediend door de heer Renaat Landuyt nr. 42/1 van 29 juli 2010.

REGIONAAL PARLEMENT

1. Voorstel van bijzondere wet tot wijziging van de wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, wat de cumulatie betreft van een mandaat in het Vlaams Parlement, het Parlement van de Franse Gemeenschap, het Waals Parlement en het Brussels Parlement met andere ambten.

Ingediend door de heer Olivier Maingain, de heer Damien Thiéry, nr. 635/1 van 19 november 2010.

2. Wetsvoorstel tot aanvulling van de bijzondere wet van 2 mei 1995 betreffende de verplichting om een lijst van mandaten, ambten en beroepen, alsmede een vermogensaangifte in te dienen.

Ingediend door mevrouw Kattrin Jadin, de heer Joseph George, nr. 709/1 van 26 november 2010.

Addendum, nr. 709/2 van 2 december 2010.

3. Voorstel van bijzondere wet tot wijziging van de bijzondere wetgeving wat de elektronische mandaten aangifte betreft.

Ingediend door mevrouw Nathalie Muylle, mevrouw Leen Dierick, de heer Roel Deseyn, de heer Michel Doomst (**), mevrouw Catherine Fonck, mevrouw Nahima Lanjri, mevrouw Bercy Slegers, mevrouw Karin Temmerman, de heer Jef Van den Bergh, de heer Stefaan Vercamer, nr. 2333/1 van 5 juli 2012.

Advies, nr. 2333/2 van 17 januari 2013.

STAATSHOOFD

1. Wetsvoorstel tot wijziging, voor wat betreft de leden van de koninklijke familie, van de wet van 2 mei 1995 betreffende de verplichting om een lijst van mandaten, ambten en beroepen, alsmede een vermogensaangifte in te dienen.

Ingediend door mevrouw Alexandra Colen, mevrouw Barbara Pas, de heer Gerolf Annemans, mevrouw Rita De Bont, nr. 1568/1 van 9 juni 2011.

2. Voorstel van resolutie met het oog op de inperking van de macht van de Belgische monarchie, het opheffen van bepaalde prerogatieven van het koningshuis en de uiteindelijke en volledige afschaffing van de monarchie.

Ingediend door mevrouw Barbara Pas, de heer Gerolf Annemans, mevrouw Rita De Bont, de heer Hagen Goyvaerts, nr. 3031/1 van 24 september 2013.

STRAFRECHT

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 25 juni 1998 tot regeling van de strafrechtelijke verantwoordelijkheid van ministers wat enkele procedures betreft.

Ingediend door de heer Renaat Landuyt nr. 39/1 van 29 juli 2010.

VERKIEZINGSPROPAGANDA

1. Voorstel van bijzondere wet tot wijziging van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen en de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen wat de aanplakking van verkiezingsaffiches en de voorlichting van de kiezers betreft.

Ingediend door de heer Laurent Louis nr. 1276/1 van 4 maart 2011.

Commissie voor de Infrastructuur, het Verkeer en de Overheidsbedrijven

AANDEELHOUDER

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven betreffende de deelneming van de Belgische Staat in bpost en Belgacom.

Ingediend door mevrouw Sabien Lahaye-Battheu, de heer Vincent Van Quickenborne, nr. 3139/1 van 21 november 2013.

BELASTING

1. Voorstel van resolutie betreffende een heffing op de vliegtuigtickets.

Ingediend door de heer Laurent Louis nr. 1744/1 van 20 september 2011.

BESCHERMING VAN DE CONSUMENT

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, teneinde overmatige schuldenlast als gevolg van schulden door gsm-gebruik te bestrijden.

Ingediend door de heer Christian Brotcorne nr. 61/1 van 9 augustus 2010.

BESCHERMING VAN HET ERFGOED

1. Voorstel van resolutie over het artistiek en cultureel erfgoed in het bezit van de overheidsbedrijven en andere instellingen van openbaar nut, om het te beschermen en het tot zijn recht te laten komen.

Ingediend door mevrouw Linda Musin, mevrouw Karine Lalieux, mevrouw Isabelle Emmery, mevrouw Véronique Bonni, nr. 3015/1 van 23 september 2013.

ENQUETECOMMISSIE

1. Voorstel tot oprichting van een parlementaire onderzoekscommissie wat betreft de veiligheid op en rond de Belgische spoorwegen.

Ingediend door de heer Tanguy Veys, mevrouw Annick Ponthier, de heer Bruno Valkeniers, nr. 345/1 van 12 oktober 2010.

2. Voorstel tot oprichting van een parlementaire onderzoekscommissie inzake de afwikkeling van het Fyra-project door de NMBS-groep.

Ingediend door mevrouw Barbara Pas, de heer Tanguy Veys, mevrouw Annick Ponthier, de heer Bruno Valkeniers, nr. 2868/1 van 6 juni 2013.

GEHANDICAPTE

1. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg teneinde ervoor te zorgen dat de gereserveerde parkeerplaatsen voor personen met een handicap niet door anderen worden ingenomen.

Ingediend door de heer Christian Brotcorne, de heer Christophe Bastin, de heer Joseph George, nr. 190/1 van 20 september 2010.

Addendum, nr. 190/2 van 29 oktober 2010.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 30 september 2005 tot aanwijzing van de overtredingen per graad van de algemene reglementen genomen ter uitvoering van de wet betreffende de politie over het wegverkeer, om het niet toegestaan gebruik van parkeerplaatsen voor personen met een handicap tot een overtreding van de 3e graad te maken.

Ingediend door mevrouw Valérie De Bue, de heer David Clarinval, nr. 1081/1 van 19 januari 2011.

GELDBOETE

1. Wetsvoorstel betreffende de bestrijding van tachograaffraude.

Ingediend door de heer David Geerts, mevrouw Karin Temmerman, nr. 3485/1 van 26 maart 2014.

GEMEENTE

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, teneinde de gemeenten de mogelijkheid te bieden belastingen te heffen op gsm-masten en op antennesteunen van gsm-basisstations.

Ingediend door mevrouw Marie-Martine Schyns (**), de heer Christophe Bastin, nr. 2115/1 van 20 maart 2012.

GOEDERENVERVOER

1. Wetsvoorstel betreffende het verplicht bijhouden van een register van vrachtbrieven binnen het goederenvervoer over de weg.

Ingediend door de heer David Geerts, mevrouw Karin Temmerman, nr. 3478/1 van 20 maart 2014.

HANDELSCONTRACT

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie wat betreft de verandering van operator.

Ingediend door de heer Roel Deseyn nr. 3325/1 van 29 januari 2014.

INFORMATICA

1. Wetsvoorstel houdende regels over het melden van een inbreuk op de veiligheid of een verlies van integriteit van elektronische informatiesystemen die van vitaal belang zijn voor de samenleving.

Ingediend door mevrouw Karolien Grosemans, de heer Theo Francken, de heer Jan Jambon, de heer Bert Maertens, nr. 3296/1 van 17 januari 2014.

INTERNET

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, teneinde de neutraliteit van de internetnetwerken te waarborgen.

Ingediend door mevrouw Valérie Déom (**), mevrouw Karine Lalieux, de heer Olivier Henry, de heer Laurent Devin, mevrouw Julie Fernandez Fernandez, de heer Anthony Dufrane (**), nr. 1467/1 van 17 mei 2011.

Amendement van de heer Jef Van den Bergh, de heer Peter Dedecker, mevrouw Valérie Déom (**), nr. 1467/2 van 7 juli 2011.

Amendementen van de heer Peter Dedecker, de heer Bert Wollants, mevrouw Minneke De Ridder, de heer Steven Vandeput, mevrouw Valérie Déom (**), nr. 1467/3 van 12 juli 2011.

Advies van de Raad van State , nr. 1467/4 van 19 september 2011.

Amendement van mevrouw Karine Lalieux, nr. 1467/5 van 9 januari 2014.

Rapporteur(s) : de heer Peter Dedecker, mevrouw Valérie De Bue

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, wat betreft de netneutraliteit.

Ingediend door de heer Jef Van den Bergh, mevrouw Nathalie Muylle, mevrouw Leen Dierick, mevrouw Liesbeth Van der Auwera, mevrouw Nahima Lanjri, de heer Stefaan Vercamer, de heer Roel Deseyn, nr. 1536/1 van 1 juni 2011.

Addendum, nr. 1536/2 van 6 juni 2013.

Rapporteur(s) : de heer Peter Dedecker, mevrouw Valérie De Bue

3. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie wat betreft de toegang tot internet als basisrecht.

Ingediend door de heer Roel Deseyn, mevrouw Sonja Becq, de heer Jenne De Potter, mevrouw Leen Dierick, mevrouw Nathalie Muylle, de heer Jef Van den Bergh, mevrouw Liesbeth Van der Auwera, nr. 3012/1 van 18 september 2013.

4. Voorstel van resolutie betreffende de bescherming van het open internet.

Ingediend door de heer Peter Dedecker, de heer Steven Vandeput, de heer Bert Wollants, mevrouw Miranda Van Eetvelde, nr. 3247/1 van 12 december 2013.

Rapporteur(s) : de heer Peter Dedecker, mevrouw Valérie De Bue

LUCHTHAVEN

1. Voorstel van resolutie betreffende de oprichting van een onafhankelijk openbaar orgaan belast met de controle op de boven woongebieden door het luchtverkeer vanop de luchthaven van Zaventem veroorzaakte geluidshinder.

Ingediend door de heer François-Xavier de Donnea, de heer Olivier Maingain, mevrouw Corinne De Permentier, mevrouw Valérie De Bue, mevrouw Kattrin Jadin, mevrouw Jacqueline Galant, nr. 607/1 van 18 november 2010.

Amendement van mevrouw Valérie De Bue, nr. 607/2 van 24 mei 2011.

Rapporteur(s) : de heer Christophe Bastin

LUCHTVERKEER

1. Voorstel van resolutie betreffende de oprichting van een eengemaakt Benelux-luchtruim in het kader van FABEC.

Ingediend door de heer Jef Van den Bergh, de heer Bert Wollants, nr. 2438/1 van 9 oktober 2012.

LUCHTVERVOER

1. Voorstel van resolutie tot volwaardige erkenning van de luchthaven van Kortrijk-Wevelgem en de integratie ervan in het samenwerkingsakkoord van 30 november 1989 tussen de Staat en de Gewestelijke luchthavenbeheerders.

Ingediend door de heer Peter Logghe, de heer Tanguy Veys, mevrouw Annick Ponthier, de heer Bruno Valkeniers, nr. 993/1 van 23 december 2010.

2. Wetsvoorstel betreffende het regelen van vliegverboden.

Ingediend door de heer Bert Wollants, mevrouw Minneke De Ridder, de heer Bert Maertens, de heer Steven Vandeput, de heer Theo Francken, nr. 2151/1 van 17 april 2012.

Addendum, nr. 2151/2 van 26 april 2012.

OPENBAAR VERVOER

1. Voorstel van resolutie over betere mobiliteitsmogelijkheden voor jongeren die een opleiding volgen.

Ingediend door mevrouw Colette Burgeon, mevrouw Karine Lalieux, mevrouw Linda Musin, de heer André Frédéric, de heer Anthony Dufrane (**), de heer David Geerts, nr. 2461/1 van 23 oktober 2012.

Addendum, nr. 2461/2 van 19 november 2012.

OPENBARE VEILIGHEID

1. Wetsvoorstel tot oprichting van een Vast Comité van Toezicht op de veiligheid van de federale openbare infrastructuur.

Ingediend door de heer Olivier Maingain, de heer Damien Thiéry, de heer Bernard Clerfayt, nr. 2565/1 van 13 december 2012.

OVERHEIDSAPPARAAT

1. Wetsvoorstel wat de organisatie van sociale verkiezingen in de openbare sector betreft.
Ingediend door de heer Guy D'haeseleer, de heer Peter Logghe, de heer Hagen Goyvaerts, mevrouw Rita De Bont, de heer Tanguy Veys, mevrouw Annick Ponthier, de heer Bruno Valkeniers, nr. 1059/1 van 18 januari 2011.

OVERHEIDSBEDRIJF

1. Voorstel van resolutie betreffende de toekomst van de overheidsdiensten.
Ingediend door mevrouw Valérie De Bue, mevrouw Jacqueline Galant, de heer David Clarinval, mevrouw Katrin Jadin, nr. 392/1 van 13 oktober 2010.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven wat de gewaarborgde minimumdienstverlening betreft.
Ingediend door mevrouw Maggie De Block, mevrouw Sabien Lahaye-Battheu, nr. 1734/1 van 9 september 2011.

Overgenomen door mevrouw Sabien Lahaye-Battheu, nr. 1734/2 van 15 december 2011, ter vervanging van mevrouw Maggie De Block.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, wat betreft de overtreding van de taalwet door overheidsbedrijven.
Ingediend door de heer Bert Maertens, de heer Karel Uyttersprot, de heer Bert Wollants, mevrouw Minneke De Ridder, de heer Steven Vandeput, nr. 1961/1 van 15 december 2011.

4. Voorstel van interpretatieve wet van artikel 98, § 2, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven.
Ingediend door de heer Alain Mathot, de heer Olivier Henry, de heer Olivier Destrebecq, nr. 3226/1 van 5 december 2013.

POST EN TELECOMMUNICATIE

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 17 januari 2003 met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatiesector wat de administratieve boetes betreft.
Ingediend door de heer Roel Deseyn nr. 3326/1 van 29 januari 2014.

POSTDIENST

1. Voorstel van resolutie over de concrete evaluatie van de liberalisering van de postsector en de gevolgen daarvan voor de gebruikers en de werknemers van die sector, om die evaluatie toe te vertrouwen aan het Raadgevend Comité voor de Postdiensten.
Ingediend door mevrouw Karine Lalieux, mevrouw Linda Musin, de heer Anthony Dufrane (**), de heer André Frédéric, nr. 800/1 van 10 december 2010.

2. Voorstel van resolutie over het verbeteren van de openingsregeling van de postkantoren in België.
Ingediend door de heer Bert Maertens, mevrouw Minneke De Ridder, de heer Bert Wollants, de heer Steven Vandeput, nr. 1793/1 van 6 oktober 2011.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 17 januari 2003 betreffende het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatiesector tot versterking van het autonome statuut van het BIPT.

Ingediend door de heer Peter Dedecker, de heer Steven Vandeput, de heer Bert Wollants, nr. 3085/1 van 23 oktober 2013.

4. Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 6 juli 1971 betreffende de oprichting van bpost en betreffende sommige postdiensten.

Ingediend door de regering nr. 3556/1 van 15 april 2014.

PUBLIEKE DIENST

1. Wetsvoorstel tot waarborging van een minimumdienstverlening in het raam van opdrachten van openbare dienst en taken van algemeen belang.

Ingediend door de heer Daniel Bacquellaine, mevrouw Valérie De Bue, de heer Denis Ducarme, mevrouw Jacqueline Galant, de heer David Clarinval, nr. 537/1 van 9 november 2010.

REGISTRATIE VAN EEN VOERTUIG

1. Wetsontwerp tot wijziging van de wet betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd op 16 maart 1968, en van de wet van 19 mei 2010 houdende oprichting van de kruispuntbank van de voertuigen.

Ingediend door de regering nr. 3578/1 van 25 april 2014.

SCHULDENLAST

1. Voorstel van resolutie tot invoering van een schuldenrem voor de nieuwe NMBS-Groep.

Ingediend door mevrouw Sabien Lahaye-Battheu, de heer Christophe Bastin, nr. 3084/1 van 23 oktober 2013.

Addendum, nr. 3084/2 van 21 november 2013.

STAKING

1. Wetsvoorstel tot regeling van het stakingsrecht bij overheidsbedrijven.

Ingediend door de heer Bert Maertens, de heer Bert Wollants, mevrouw Minneke De Ridder, de heer Theo Francken, de heer Steven Vandeput, nr. 1699/1 van 22 juli 2011.

STAKINGSRECHT

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, om bij taken van openbare dienstverlening en taken van algemeen belang het recht op arbeid te garanderen.

Ingediend door de heer Olivier Destrebecq, mevrouw Valérie De Bue, de heer Philippe Goffin, mevrouw Jacqueline Galant, de heer Denis Ducarme, de heer Luc Gustin, de heer Charles Michel, nr. 3111/1 van 7 november 2013.

Addendum, nr. 3111/2 van 19 november 2013.

STRAFSANCTIE

1. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 30 september 2005 tot aanwijzing van de overtredingen per graad van de algemene reglementen genomen ter uitvoering van de wet betreffende de politie over het wegverkeer, wat de niet-inachtneming van verkeersbord C21 betreft.

Ingediend door de heer André Frédéric nr. 3048/1 van 4 oktober 2013.

TELECOMMUNICATIE

1. Voorstel van resolutie betreffende de invoering van een gedragscode voor de operatoren die mobiele telefoondiensten aanbieden.

Ingediend door de heer Christian Brotcorne nr. 150/1 van 13 september 2010.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, teneinde de persoonlijke levenssfeer beter te beschermen in het kader van de op locatiegegevens gebaseerde diensten of de locatiediensten via mobiele telefoon.

Ingediend door de heer Christian Brotcorne, de heer Josy Arens, de heer Christophe Bastin, nr. 615/1 van 18 november 2010.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie wat de noodoproepsystemen in voertuigen betreft.

Ingediend door de heer Jef Van den Bergh, mevrouw Leen Dierick, de heer Roel Deseyn, mevrouw Nathalie Muylle, mevrouw Liesbeth Van der Auwera, nr. 2402/1 van 10 augustus 2012.

TELEVISIE

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 30 maart 1995 betreffende de elektronische-communicatienetwerken en - diensten en de uitoefening van omroepactiviteiten in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad en tot instelling van een bijdrage ten gunste van regionale omroeporganisaties.

Ingediend door de heer Rachid Madrane (**) nr. 1455/1 van 12 mei 2011.

Intrekking handtekening, nr. 1455/2 van 18 mei 2011.

Advies van de Raad van State , nr. 1455/3 van 28 juni 2011.

VERKEERSVEILIGHEID

1. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement betreffende de politie over het wegverkeer en het gebruik van de openbare weg, met het oog op de opheffing van de uitzonderingen op het verplicht dragen van de autogordel.

Ingediend door de heer Jef Van den Bergh, de heer Raf Terwingen, de heer Servais Verherstraeten, de heer Christian Brotcorne, de heer Christophe Bastin, nr. 127/1 van 9 september 2010.

Addendum,nr. 127/2 van 11 februari 2011.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd op 16 maart 1968, voor wat betreft de immobilisering van een voertuig als beveiligingsmaatregel.
Ingediend door de heer Jef Van den Bergh, de heer Raf Terwingen, de heer Servais Verherstraeten, nr. 128/1 van 9 september 2010.

3. Voorstel van resolutie betreffende een opleiding verkeersveiligheid op school.
Ingediend door de heer Christian Brotcorne nr. 160/1 van 14 september 2010.

4. Voorstel van resolutie ter beveiliging van de fietser in de dode hoek van vrachtwagens.
Ingediend door de heer David Geerts, mevrouw Karin Temmerman, nr. 259/1 van 4 oktober 2010.
Addendum,nr. 259/2 van 14 oktober 2010.

5. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 11 van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie over het wegverkeer.
Ingediend door de heer Daniel Bacquellaine, mevrouw Jacqueline Galant, mevrouw Valérie De Bue, nr. 291/1 van 5 oktober 2010.

6. Voorstel van resolutie betreffende de wijziging van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer teneinde de verkeersveiligheid voor fietsers en bromfietzers te verhogen.
Ingediend door de heer Joseph George, de heer Christophe Bastin, mevrouw Myriam Delacroix-Rolin (**), nr. 514/1 van 29 oktober 2010.

7. Voorstel van resolutie betreffende een betere herkenbaarheid van verkeerstekens voor personen met een kleurzinstoornis.
Ingediend door de heer Jef Van den Bergh, mevrouw Liesbeth Van der Auwera, mevrouw Leen Dierick, mevrouw Nathalie Muylle, de heer Stefaan Vercamer, mevrouw Nahima Lanjri, nr. 517/1 van 29 oktober 2010.
Addendum,nr. 517/2 van 17 februari 2011.

8. Voorstel van resolutie betreffende de verbetering van de zichtbaarheid en de leesbaarheid van de verkeerstekens, meer bepaald om het begin en het einde van de bebouwde kom, de oversteekplaatsen voor voetgangers en de BEV-straten te markeren.
Ingediend door de heer Joseph George, de heer Christian Brotcorne, nr. 814/1 van 14 december 2010.

9. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg inzake het dragen van de valhelm door jonge fietsers.

Ingediend door mevrouw Alexandra Colen, de heer Tanguy Veys, mevrouw Annick Ponthier, de heer Bruno Valkeniers, nr. 840/1 van 16 december 2010.

10. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer voor wat betreft het fietsverkeer aan kruispunten met verkeerslichten.

Ingediend door mevrouw Alexandra Colen, de heer Tanguy Veys, mevrouw Annick Ponthier, de heer Bruno Valkeniers, nr. 842/1 van 16 december 2010.

11. Wetsvoorstel strekkende tot de uitbreiding van de gordelplicht.

Ingediend door mevrouw Alexandra Colen, de heer Tanguy Veys, mevrouw Annick Ponthier, de heer Bruno Valkeniers, nr. 844/1 van 16 december 2010.

12. Wetsvoorstel strekkende tot het veiliger maken van overwegen.

Ingediend door mevrouw Alexandra Colen, de heer Tanguy Veys, mevrouw Annick Ponthier, de heer Bruno Valkeniers, nr. 852/1 van 16 december 2010.

13. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg voor wat betreft de veiligheidsafstand tussen voertuigen op autosnelwegen.

Ingediend door mevrouw Alexandra Colen, de heer Tanguy Veys, mevrouw Annick Ponthier, de heer Bruno Valkeniers, nr. 882/1 van 22 december 2010.

14. Wetsvoorstel tot wijziging van de regelgeving om de verkeersveiligheid aan verkeerslichten te verhogen.

Ingediend door mevrouw Alexandra Colen, de heer Tanguy Veys, mevrouw Annick Ponthier, de heer Bruno Valkeniers, nr. 883/1 van 22 december 2010.

15. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg inzake de minimumsnelheid op de autosnelwegen.

Ingediend door de heer Tanguy Veys, mevrouw Annick Ponthier, de heer Bruno Valkeniers, mevrouw Alexandra Colen, nr. 928/1 van 15 december 2010.

16. Wetsvoorstel tot wijziging van de regelgeving ter voorkoming van snelheidsovertredingen tijdens tijdelijk gewijzigde verkeerssituaties.

Ingediend door mevrouw Alexandra Colen, de heer Tanguy Veys, mevrouw Annick Ponthier, nr. 976/1 van 4 januari 2011.

17. Wetsvoorstel tot wijziging van de regelgeving met het oog op het verzwaren van de boetes voor bestuurders die zwakke weggebruikers in gevaar brengen.

Ingediend door mevrouw Alexandra Colen, de heer Tanguy Veys, mevrouw Annick Ponthier, de heer Bruno Valkeniers, nr. 986/1 van 4 januari 2011.

18. Voorstel van resolutie over de verkeersveiligheid, meer bepaald over het betalend oppompen van banden in de benzinestations.

Ingediend door de heer Laurent Louis nr. 1638/1 van 29 juni 2011.

19. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg voor wat betreft de maximumsnelheid op de autosnelwegen.

Ingediend door de heer Tanguy Veys, mevrouw Annick Ponthier, de heer Bruno Valkeniers, nr. 1992/1 van 13 januari 2012.

20. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 16 maart 1968 betreffende de politie over het wegverkeer, wat betreft de tegenexpertise in geval van alcoholintoxicatie.

Ingediend door mevrouw Sabien Lahaye-Battheu nr. 2721/1 van 26 maart 2013.

Rapporteur(s) : mevrouw Isabelle Emmery

21. Wetsvoorstel betreffende de bestrijding van tachograaffraude.

Ingediend door de heer Jef Van den Bergh, de heer Roel Deseyn, nr. 3034/1 van 1 oktober 2013.

Rapporteur(s) : de heer Jef Van den Bergh

22. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet betreffende de politie over het wegverkeer op 16 maart 1968 wat betreft het niet voldoen aan de eisen van vakbekwaamheid.

Ingediend door de heer Jef Van den Bergh, mevrouw Sabien Lahaye-Battheu, de heer Jenne De Potter, de heer Roel Deseyn, mevrouw Gerda Mylle, mevrouw Nik Van Gool, nr. 3131/1 van 13 november 2013.

Rapporteur(s) : de heer Jef Van den Bergh

VERKEERSVOORSCHRIFTEN

1. Wetsvoorstel tot verlening van parkeerfaciliteiten aan de gezondheidswerkers tijdens huisbezoeken.

Ingediend door mevrouw Catherine Fonck nr. 2820/1 van 22 mei 2013.

VERVOER PER SPOOR

1. Voorstel van resolutie over de begeleiding van de slachtoffers van spoorwegongevallen.

Ingediend door mevrouw Catherine Fonck, de heer Christophe Bastin, de heer David Geerts, nr. 1441/1 van 6 mei 2011.

Addendum, nr. 1441/2 van 19 mei 2011.

Rapporteur(s) : mevrouw Linda Musin

2. Voorstel van resolutie over de beheerscontracten tussen de overheidsbedrijven van de NMBS-Groep en de Staat.

Ingediend door de heer Christophe Bastin, mevrouw Catherine Fonck, de heer Ronny Balcaen, de heer David Geerts, de heer Stefaan Van Hecke, nr. 1442/1 van 6 mei 2011.

Addendum, nr. 1442/2 van 19 mei 2011.

3. Voorstel van resolutie ter aanmaning van de federale regering om een plan tot hervorming van de NMBS-groep voor te leggen aan het Parlement tegen 15 november 2011.

Ingediend door de heer Steven Vandeput, mevrouw Minneke De Ridder, de heer Bert Wollants, de heer Bert Maertens, nr. 1736/1 van 13 september 2011.

4. Voorstel van resolutie betreffende de hervorming van de structuur van de NMBS Groep.

Ingediend door mevrouw Maggie De Block, mevrouw Ine Somers, de heer Herman De Croo, mevrouw Sabien Lahaye-Battheu, nr. 1808/1 van 11 oktober 2011.

Addendum, nr. 1808/2 van 27 oktober 2011.

Overgenomen door mevrouw Sabien Lahaye-Battheu, nr. 1808/3 van 15 december 2011, ter vervanging van mevrouw Maggie De Block.

5. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 21 maart 1991 houdende hervorming van sommige economische overheidsbedrijven wat betreft het personeelsstatuut bij de NMBS-Groep.

Ingediend door mevrouw Maggie De Block, mevrouw Ine Somers, de heer Herman De Croo, mevrouw Sabien Lahaye-Battheu, nr. 1830/1 van 20 oktober 2011.

Overgenomen door mevrouw Sabien Lahaye-Battheu, nr. 1830/2 van 15 december 2011, ter vervanging van mevrouw Maggie De Block.

6. Voorstel van resolutie betreffende de heractivering van spoorlijn 20.

Ingediend door de heer Bert Schoofs, mevrouw Annick Ponthier, de heer Tanguy Veys, de heer Bruno Valkeniers, nr. 1989/1 van 11 januari 2012.

7. Voorstel van resolutie tot uitvoering van de elektrificatie van lijn 15, Herentals-Mol-Lommel-Neerpelt.

Ingediend door de heer David Geerts, de heer Peter Vanvelthoven, de heer Jef Van den Bergh, mevrouw Liesbeth Van der Auwera, nr. 2067/1 van 15 februari 2012.

8. Voorstel van resolutie betreffende de veiligheidsvoorzieningen op de spoorlijn 's Gravenbrakel-Leuven.

Ingediend door de heer Ben Weyts nr. 2270/1 van 21 juni 2012.

9. Voorstel van resolutie waarin het behoud wordt gevraagd van de spoorlijnen in landelijke gebieden. Ingediend door de heer Christophe Bastin, de heer Josy Arens, de heer Georges Dallemagne, mevrouw Catherine Fonck, de heer Benoît Lutgen, mevrouw Marie-Martine Schyns (**), nr. 2594/1 van 7 januari 2013.

10. Voorstel van resolutie houdende de uitvoering van een externe audit naar de wijze waarop in 2004 voor de Fyra-trein van AnsaldoBreda is gekozen, de opvolging van de bestelling, en de financiële implicaties voor de NMBS die hiermee gepaard gaan tot in 2013.

Ingediend door de heer Stefaan Van Hecke, de heer Ronny Balcaen, nr. 2903/1 van 24 juni 2013.

VERVOER VAN GEVAARLIJKE STOFFEN

1. Voorstel van resolutie voor een geïntegreerd en stringent beleid rond het transport van gevaarlijke stoffen.

Ingediend door mevrouw Karin Temmerman, de heer David Geerts, nr. 2847/1 van 30 mei 2013.

VOLKSGEZONDHEID

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, aangaande het juiste gebruik van de mobiele telefoons.

Ingediend door mevrouw Catherine Fonck, de heer Christophe Bastin, nr. 1776/1 van 5 oktober 2011.

WEGVERKEER

1. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg, aangaande de wegkapiteins die groepen fietsers en motorfietsers begeleiden.

Ingediend door de heer Thierry Giet (**), de heer Anthony Dufrane (**), mevrouw Karine Lalieux, de heer André Frédéric, mevrouw Linda Musin, nr. 275/1 van 5 oktober 2010.

2. Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 12 van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg.

Ingediend door de heer Thierry Giet (**), mevrouw Linda Musin, de heer Anthony Dufrane (**), de heer André Frédéric, mevrouw Karine Lalieux, nr. 276/1 van 5 oktober 2010.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet betreffende de politie over het wegverkeer van 16 maart 1968 over het ingaan van het verval van het recht tot sturen bij meervoudige veroordelingen.

Ingediend door de heer Raf Terwingen, de heer Jef Van den Bergh, mevrouw Leen Dierick, nr. 329/1 van 8 oktober 2010.

4. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd op 16 maart 1968, wat de termijnen voor verjaring van verkeersmisdrijven betreft.

Ingediend door de heer Jef Van den Bergh, mevrouw Liesbeth Van der Auwera, de heer Stefaan Vercamer, mevrouw Nahima Lanjri, mevrouw Nathalie Muylle, de heer Servais Verherstraeten, mevrouw Leen Dierick, nr. 440/1 van 21 oktober 2010.

Amendement van mevrouw Miranda Van Eetvelde, nr. 440/2 van 28 mei 2013.

Rapporteur(s) : mevrouw Isabelle Emmery

5. Wetsvoorstel tot wijziging van de regelgeving met het oog op de inschrijving van bromfietsen en het invoeren van het rijbewijs voor bromfietsgebruikers.

Ingediend door mevrouw Alexandra Colen, de heer Tanguy Veys, mevrouw Annick Ponthier, de heer Bruno Valkeniers, nr. 841/1 van 16 december 2010.

Amendement van de heer Tanguy Veys, nr. 841/2 van 4 juni 2013.

Rapporteur(s) : de heer Bert Wollants

6. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg betreffende de parkeerplaatsen voor mindervaliden.

Ingediend door mevrouw Alexandra Colen, de heer Tanguy Veys, mevrouw Annick Ponthier, de heer Bruno Valkeniers, nr. 843/1 van 16 december 2010.

Amendement van de heer Tanguy Veys, nr. 843/2 van 29 mei 2013.

Rapporteur(s) : de heer Ronny Balcaen

7. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen inzake de oprichting van mobiele autokeuringen.

Ingediend door mevrouw Alexandra Colen, de heer Tanguy Veys, mevrouw Annick Ponthier, de heer Bruno Valkeniers, nr. 880/1 van 22 december 2010.

8. Wetsvoorstel tot invoering van de fietsenregistratie.

Ingediend door de heer Tanguy Veys, mevrouw Annick Ponthier, de heer Bruno Valkeniers, nr. 929/1 van 15 december 2010.

9. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg, wat betreft het parkeren van artsen en verplegend personeel.

Ingediend door de heer Hagen Goyvaerts, mevrouw Rita De Bont, de heer Tanguy Veys, mevrouw Annick Ponthier, de heer Bruno Valkeniers, nr. 933/1 van 14 december 2010.

10. Wetsvoorstel tot wijziging, wat betreft het gelijkvormigheidsattest, van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen.

Ingediend door de heer Koenraad Degroote, mevrouw Sarah Smeyers, de heer Jan Van Esbroeck, de heer Ben Weyts, de heer Karel Uyttersprot, nr. 1230/1 van 17 februari 2011.

Amendementen van de heer Koenraad Degroote, de heer Bert Wollants, de heer Steven Vandeput, nr. 1230/2 van 13 juni 2012.

Rapporteur(s) : de heer Kristof Waterschoot

11. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 20 juli 2001 betreffende de inschrijving van voertuigen, wat betreft het inschrijvingsbewijs.

Ingediend door de heer Koenraad Degroote, mevrouw Sarah Smeyers, de heer Jan Van Esbroeck, de heer Ben Weyts, de heer Karel Uyttersprot, nr. 1231/1 van 17 februari 2011.

Rapporteur(s) : de heer Steven Vandeput

12. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg wat het parkeren van een voertuig in de bebouwde kom door beroepschauffeurs betreft.

Ingediend door de heer Tanguy Veys, mevrouw Annick Ponthier, de heer Bruno Valkeniers, nr. 1367/1 van 6 april 2011.

13. Wetsvoorstel tot wijziging van de reglementering inzake het wegverkeer voor wat betreft het ritsen op de openbare weg.

Ingediend door de heer Tanguy Veys, mevrouw Annick Ponthier, de heer Bruno Valkeniers, de heer Guy D'haeseleer, nr. 1368/1 van 6 april 2011.

14. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet betreffende de politie over het wegverkeer wat de definitie van het begrip dringende opdracht betreft.

Ingediend door de heer Koenraad Degroote, de heer Ben Weyts, de heer François-Xavier de Donnea, de heer André Frédéric, de heer Rachid Madrane (**), de heer Peter Vanvelthoven, de heer Servais Verherstraeten, mevrouw Sabien Lahaye-Battheu, nr. 1473/1 van 18 mei 2011.

Addendum, nr. 1473/2 van 12 juni 2013.

15. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 30 september 2005 tot aanwijzing van de overtredingen per graad van de algemene reglementen genomen ter uitvoering van de wet betreffende de politie over het wegverkeer voor wat betreft de lading van voertuigen.

Ingediend door de heer Tanguy Veys, de heer Bruno Valkeniers, mevrouw Annick Ponthier, nr. 1491/1 van 23 mei 2011.

16. Wetsvoorstel betreffende het ritsen in het verkeer.

Ingediend door de heer Bert Wollants, de heer Bert Maertens, de heer Steven Vandeput, mevrouw Minneke De Ridder, mevrouw Veerle Wouters, nr. 1567/1 van 9 juni 2011.

Amendement van mevrouw Miranda Van Eetvelde, nr. 1567/2 van 28 mei 2013.

Rapporteur(s) : de heer Ronny Balcaen

17. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 16 maart 1968 betreffende de politie over het wegverkeer wat betreft de identificatie van de overtreder.

Ingediend door de heer Jef Van den Bergh, mevrouw Leen Dierick, de heer Stefaan Vercamer, de heer Hendrik Bogaert, mevrouw Nahima Lanjri, mevrouw Liesbeth Van der Auwera, mevrouw Nathalie Muylle, nr. 1791/1 van 12 oktober 2011.

Rapporteur(s) : de heer Anthony Dufrane (**), mevrouw Isabelle Emmery

18. Wetsvoorstel tot wijziging van de regelgeving met het oog op het bestrijden van het blokkeren van kruispunten.

Ingediend door de heer Tanguy Veys, mevrouw Annick Ponthier, de heer Bruno Valkeniers, nr. 1987/1 van 11 januari 2012.

19. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 16 maart 1968 betreffende de politie over het wegverkeer wat het invoeren van een herhalingsregeling voor zware snelheidsovertredingen betreft.

Ingediend door de heer Jef Van den Bergh, mevrouw Sabien Lahaye-Battheu, mevrouw Karin Temmerman, nr. 2054/1 van 14 februari 2012.

Addendum, nr. 2054/2 van 16 februari 2012.

20. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 16 maart 1968 betreffende de politie over het wegverkeer wat de verbeurdverklaring en de immobilisering van voertuigen in het kader van alcohol- en drugsmisbruik betreft.

Ingediend door de heer Jef Van den Bergh, mevrouw Karin Temmerman, nr. 2055/1 van 14 februari 2012.

Addendum, nr. 2055/2 van 16 februari 2012.

21. Wetsvoorstel betreffende de rechtstreekse vordering en het retentierecht van takeldiensten.

Ingediend door de heer Karel Uyttersprot, mevrouw Zuhail Demir, de heer Bert Wollants, mevrouw Minneke De Ridder, mevrouw Miranda Van Eetvelde, nr. 2171/1 van 26 april 2012.

Rapporteur(s) : de heer Jef Van den Bergh

22. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd op 16 maart 1968, wat betreft de duur van een verval van het recht tot het besturen van een motorvoertuig.

Ingediend door de heer Jef Van den Bergh, mevrouw Sonja Becq, de heer Jenne De Potter, mevrouw Leen Dierick, mevrouw Bercy Slegers, de heer Kristof Waterschoot, mevrouw Karin Temmerman, nr. 2245/1 van 7 juni 2012.

Rapporteur(s) : mevrouw Isabelle Emmery

23. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg wat de fietszone betreft.

Ingediend door de heer Renaat Landuyt, mevrouw Karin Temmerman, nr. 2778/1 van 26 april 2013.

24. Wetsvoorstel betreffende het ritsen in het verkeer.

Ingediend door de heer Jef Van den Bergh, de heer Christophe Bastin, mevrouw Valérie De Bue, mevrouw Sabien Lahaye-Battheu, mevrouw Karin Temmerman, nr. 2850/1 van 31 mei 2013.

Addendum, nr. 2850/2 van 10 juni 2013.

25. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende het algemeen reglement op de politie van het wegverkeer wat het statuut van de luchthavens betreft.

Ingediend door de heer Jef Van den Bergh, mevrouw Karin Temmerman, mevrouw Sabien Lahaye-Battheu, mevrouw Lieve Wierinck, nr. 2887/1 van 17 juni 2013.

Rapporteur(s) : mevrouw Valérie De Bue

26. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 16 maart 1968 betreffende de politie over het wegverkeer, wat betreft het verval van het recht tot sturen voor niet gemotoriseerde voertuigen.

Ingediend door mevrouw Sabien Lahaye-Battheu, de heer Patrick Dewael, nr. 2916/1 van 27 juni 2013.

Rapporteur(s) : mevrouw Isabelle Emmery

WEGVERVOER

1. Voorstel van resolutie tot wijziging van de nationale en Europese regels inzake afmetingen en gewichten van vrachtwagens.

Ingediend door de heer Tanguy Veys, mevrouw Annick Ponthier, de heer Bruno Valkeniers, nr. 1431/1 van 4 mei 2011.

2. Voorstel van resolutie betreffende de effecten van de interne vrijmaking van de markt op de sector van het binnenlands wegtransport.

Ingediend door de heer David Geerts, de heer Hans Bonte, nr. 2368/1 van 17 juli 2012.

Amendementen van de heer Jef Van den Bergh, de heer David Geerts, de heer Christophe Bastin, de heer André Frédéric, nr. 2368/2 van 4 december 2012.

Rapporteur(s) : de heer Jef Van den Bergh

3. Voorstel van resolutie over de oprichting van een publiek toegankelijke gegevensbank met alle informatie over de licenties en vergunning voor touringcars voor ongeregeld vervoer, alsook over de inachtneming van de veiligheidsnormen in dat verband.

Ingediend door mevrouw Valérie Warzée-Caverenne, de heer Daniel Bacquellaine, mevrouw Jacqueline Galant, de heer Denis Ducarme, mevrouw Valérie De Bue, mevrouw Katrin Jadin, de heer Philippe Goffin, nr. 2573/1 van 14 december 2012.

Rapporteur(s) : de heer Jef Van den Bergh

4. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 7 mei 2002 betreffende het vervoer van zaken over de weg, wat betreft de borgtocht bij schuldvorderingen.

Ingediend door de heer Frank Wilrycx, de heer David Clarinval, mevrouw Sabien Lahaye-Battheu, nr. 2833/1 van 24 mei 2013.

Addendum, nr. 2833/2 van 12 juni 2013.
Rapporteur(s) : de heer Jef Van den Bergh

Commissie voor de Justitie

AANSPRAKELIJKHEID

1. Wetsvoorstel tot regeling van schadevergoeding toegekend bij aansprakelijkheid voor het ontstaan en voortbestaan van menselijk leven.

Ingediend door mevrouw Alexandra Colen, de heer Bert Schoofs, de heer Gerolf Annemans, de heer Peter Logghe, nr. 1117/1 van 26 januari 2011.

ABORTUS

1. Wetsvoorstel tot wijziging van het Strafwetboek inzake abortus.

Ingediend door mevrouw Alexandra Colen, de heer Bert Schoofs, de heer Peter Logghe, de heer Gerolf Annemans, nr. 881/1 van 22 december 2010.

ADOPTIE

1. Wetsvoorstel tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek en de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming op het stuk van adoptie.

Ingediend door de heer Christian Brotcorne, mevrouw Catherine Fonck, nr. 178/1 van 20 september 2010.

Addendum, nr. 178/2 van 27 januari 2012.

Rapporteur(s) : mevrouw Carina Van Cauter

2. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 348-11 van het Burgerlijk Wetboek, aangaande de weigering door de moeder of de vader om toe te stemmen in de adoptie.

Ingediend door mevrouw Zoé Genot, mevrouw Eva Brems, mevrouw Meyrem Almaci, nr. 2798/1 van 7 mei 2013.

ADVOCAAT

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 508/5 en 508/5 van het Gerechtelijk Wetboek, betreffende de kwaliteit van de juridische bijstand.

Ingediend door mevrouw Valérie Déom (**), mevrouw Özlem Özen, de heer Christian Brotcorne, nr. 2390/1 van 23 juli 2012.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 508/5, § 4, en 508/8 van het Gerechtelijk Wetboek.

Ingediend door de heer Olivier Maingain, de heer Damien Thiéry, de heer Bernard Clerfayt, nr. 2422/1 van 1 oktober 2012.

AFSTAMMING

1. Wetsvoorstel tot reglementering van het gebruik van genetische analyses voor identificatiedoeleinden inzake afstamming.

Ingediend door de heer Christian Brotcorne nr. 192/1 van 20 september 2010.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek wat betreft de discrete bevalling.

Ingediend door mevrouw Nahima Lanjri, mevrouw Sonja Becq, mevrouw Leen Dierick, de heer Gerald Kindermans, de heer Raf Terwingen, de heer Servais Verherstraeten, mevrouw Catherine Fonck, nr. 349/1 van 12 oktober 2010.

Addendum, nr. 349/2 van 13 november 2012.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van de regelgeving om het naamloos bevallen mogelijk te maken.

Ingediend door mevrouw Alexandra Colen, de heer Bert Schoofs, de heer Gerolf Annemans, de heer Peter Logghe, nr. 701/1 van 25 november 2010.

4. Wetsvoorstel tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek om het bevallen in discretie mogelijk te maken.

Ingediend door mevrouw Maya Detiège, mevrouw Myriam Vanlerberghe (**), nr. 829/1 van 15 december 2010.

5. Voorstel van resolutie tot oprichting van een dienst voor de registratie van discrete bevallingen.

Ingediend door mevrouw Sabien Lahaye-Battheu, mevrouw Carina Van Cauter, de heer Herman De Croo, nr. 1354/1 van 1 april 2011.

6. Wetsvoorstel tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek voor wat betreft het discreet bevallen.

Ingediend door mevrouw Sabien Lahaye-Battheu, mevrouw Carina Van Cauter, de heer Herman De Croo, nr. 1404/1 van 27 april 2011.

7. Wetsvoorstel tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek met betrekking tot het vaststellen van de afstamming.

Ingediend door de heer Olivier Henry, mevrouw Karine Lalieux, mevrouw Valérie Déom (**), mevrouw Özlem Özen, de heer André Perpète, mevrouw Katrin Jadin, mevrouw Maya Detiège, nr. 2472/1 van 30 oktober 2012.

Overgenomen door mevrouw Laurence Meire, op 21 januari 2014 ter vervanging van mevrouw Valérie Déom (**).

Addendum, nr. 2472/2 van 7 maart 2013.

Addendum, nr. 2472/3 van 17 mei 2013.

8. Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 318 en 330 van het Burgerlijk Wetboek, wat de betwisting van het vermoeden van vaderschap en de betwisting van de erkenning betreft.

Ingediend door de heer Olivier Maingain, de heer Damien Thiéry, de heer Bernard Clerfayt, nr. 3004/1 van 9 september 2013.

ALIMENTATIEPLICHT

1. Wetsvoorstel tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek wat betreft de onderhoudsplicht.

Ingediend door mevrouw Sabien Lahaye-Battheu, mevrouw Carina Van Cauter, nr. 2154/1 van 17 april 2012.

ARBEID

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de basiswet van 12 januari 2005 betreffende het gevangeniswezen en de rechtspositie van de gedetineerden, wat het verrichten door de gedetineerden tijdens hun verblijf in de gevangenis van taken van algemeen nut betreft.

Ingediend door de heer Laurent Louis nr. 1551/1 van 8 juni 2011.

ARCHIEF

1. Wetsvoorstel betreffende de uitvoering van een onderzoek door het Studie- en Documentatiecentrum "Oorlog en Hedendaagse Maatschappij" (SOMA) naar de moord op Julien Lahaut.

Ingediend door mevrouw Muriel Gerkens, mevrouw Eva Brems, nr. 2419/1 van 21 september 2012.

Amendement van mevrouw Muriel Gerkens, mevrouw Eva Brems, nr. 2419/2 van 13 maart 2013.

BEGROTING

1. Wetsvoorstel tot oprichting van een Fonds voor de tweedelijnsbijstand.

Ingediend door mevrouw Sophie De Wit, mevrouw Sarah Smeyers, mevrouw Kristien Van Vaerenbergh, de heer Koenraad Degroote, nr. 2100/1 van 9 maart 2012.

Advies, nr. 2100/2 van 28 januari 2013.

Rapporteur(s) : mevrouw Sonja Becq

BESCHERMING VAN DE CONSUMENT

1. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 1584 van het Burgerlijk Wetboek en houdende verplichting om in de koopovereenkomst van een onroerend goed een opschortende voorwaarde op te nemen.

Ingediend door de heer Thierry Giet (**), mevrouw Valérie Déom (**), mevrouw Özlem Özen, de heer André Frédéric, mevrouw Colette Burgeon, mevrouw Karine Lalieux, nr. 1264/1 van 1 maart 2011.

2. Wetsvoorstel betreffende de kwaliteitsrekening van vastgoedmakelaars.

Ingediend door de heer Raf Terwingen, mevrouw Liesbeth Van der Auwera, mevrouw Leen Dierick, de heer Willem-Frederik Schiltz, nr. 1789/1 van 12 oktober 2011.

Addendum, nr. 1789/2 van 26 oktober 2011.

Rapporteur(s) : de heer Stefaan Van Hecke

3. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 1649*quater* van het Burgerlijk Wetboek, teneinde de waarborg van de producten te verlengen.

Ingediend door de heer Ronny Balcaen, mevrouw Meyrem Almaci, nr. 3558/1 van 16 april 2014.

BETALING

1. Wetsontwerp tot wijziging van de summiere rechtspleging om betaling te bevelen.

Ingediend door de regering nr. 3512/1 van 31 maart 2014.

BUITENLANDSE STAATSBURGER

1. Wetsvoorstel tot oprichting van een gegevensbank met het oog op de strijd tegen de schijnhuwelijken.

Ingediend door mevrouw Nahima Lanjri, mevrouw Leen Dierick, de heer Raf Terwingen, de heer Servais Verherstraeten, nr. 719/1 van 26 november 2010.

Rapporteur(s) : mevrouw Sonja Becq, mevrouw Rosaline Mouton

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de programmawet (I) van 24 december 2002, wat de voogdij over niet-begeleide minderjarige vreemdelingen betreft.

Ingediend door mevrouw Myriam Delacroix-Rolin (**) nr. 1273/1 van 2 maart 2011.

3. Voorstel van resolutie betreffende de problematiek van de schijnerkenningen.

Ingediend door de heer Gerolf Annemans, de heer Bert Schoofs, de heer Peter Logghe, nr. 1813/1 van 17 oktober 2011.

4. Wetsvoorstel tot aanpassing van het Wetboek van de Belgische Nationaliteit wat betreft de definitie van de term "wettelijk verblijf".

Ingediend door de heer Bert Schoofs, de heer Gerolf Annemans, de heer Peter Logghe, nr. 2084/1 van 27 februari 2012.

5. Wetsvoorstel betreffende de juridische bijstand inzake vreemdelingenzaken.

Ingediend door mevrouw Karin Temmerman, de heer Renaat Landuyt, nr. 2691/1 van 11 maart 2013.

BURGERLIJK RECHT

1. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 2277bis van het Burgerlijk Wetboek.

Ingediend door mevrouw Marie-Christine Marghem, de heer Olivier Maingain, nr. 653/1 van 19 november 2010.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek voor wat betreft de bevoegdheid om authentieke akten te verlijden.

Ingediend door de heer Peter Vanvelthoven nr. 957/1 van 14 december 2010.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van de hypotheekwet van 16 december 1851 wat betreft de overschrijving van notariële akten tot overdracht van onroerende zakelijke rechten.

Ingediend door de heer Bert Schoofs, de heer Peter Logghe, de heer Gerolf Annemans, nr. 1121/1 van 26 januari 2011.

4. Wetsvoorstel tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek wat betreft de koop van wijn, olie en andere zaken die men gewoon is te proeven.

Ingediend door mevrouw Sabien Lahaye-Battheu, mevrouw Carina Van Cauter, de heer Patrick Dewael, nr. 1210/1 van 11 februari 2011.

5. Wetsvoorstel tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek wat het geschreven onderhands biljet of de geschreven onderhandse belofte betreft.

Ingediend door mevrouw Sabien Lahaye-Battheu, mevrouw Carina Van Cauter, de heer Patrick Dewael, nr. 1211/1 van 11 februari 2011.

6. Wetsvoorstel tot wijziging van de Hypotheekwet van 16 december 1851 inzake de overschrijving van notariële akten tot overdracht van onroerende zakelijke rechten.

Ingediend door mevrouw Sarah Smeyers, mevrouw Kristien Van Vaerenbergh, de heer Ben Weyts, mevrouw Nadia Sminate, mevrouw Els Demol, de heer Theo Francken, mevrouw Reinilde Van Moer, nr. 1388/1 van 11 april 2011.

Rapporteur(s) : mevrouw Sabien Lahaye-Battheu

7. Wetsvoorstel tot invoeging in het Burgerlijk Wetboek van een artikel 1383bis waarin wordt gepreciseerd dat iemands geboorte op zich niet als schade kan worden aangemerkt.

Ingediend door de heer Daniel Bacquellaine, de heer Christian Brotcorne, nr. 2032/1 van 3 februari 2012.

Addendum, nr. 2032/2 van 19 maart 2012.

8. Wetsvoorstel tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek, wat de mede-eigendom betreft.

Ingediend door mevrouw Linda Musin, mevrouw Laurence Meire, mevrouw Özlem Özen, mevrouw Manuella Senecaut, mevrouw Marie-Christine Marghem, nr. 2129/1 van 28 maart 2012.

Addendum, nr. 2129/2 van 8 januari 2013.

Amendementen van mevrouw Valérie Déom (**), mevrouw Linda Musin, nr. 2129/3 van 9 januari 2013.

Amendement van mevrouw Linda Musin, nr. 2129/4 van 8 januari 2014.

Addendum, nr. 2129/5 van 21 januari 2014.

Amendement van mevrouw Marie-Christine Marghem, mevrouw Linda Musin, nr. 2129/6 van 5 februari 2014.

Amendement van mevrouw Linda Musin, nr. 2129/7 van 11 februari 2014.

Verslag van mevrouw Sonja Becq, nr. 2129/8 van 11 april 2014.

9. Wetsvoorstel tot wijziging van de Hypotheekwet wat de doorhaling van beslagexploiten betreft.
Ingediend door mevrouw Bercy Slegers, de heer Roland Defreyne (**), mevrouw Valérie Déom (**), de heer Jenne De Potter, de heer Roel Deseyn, mevrouw Leen Dierick, mevrouw Nahima Lanjri, de heer Stefaan Vercamer, nr. 2231/1 van 1 juni 2012.

10. Wetsvoorstel tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek wat betreft bedingen van tontine en aanwas.
Ingediend door mevrouw Gwendolyn Rutten, de heer Luk Van Biesen, nr. 2373/1 van 18 juli 2012.

11. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 16 december 1851 op de voorrechten en de hypotheken wat de verlenging van de geldigheidsduur van de hypothecaire inschrijving betreft.
Ingediend door mevrouw Carina Van Cauter, mevrouw Sabien Lahaye-Battheu, de heer Christian Brotcorne, de heer Renaat Landuyt, de heer Philippe Goffin, mevrouw Özlem Özen, nr. 2822/1 van 22 mei 2013.
Addendum, nr. 2822/2 van 31 mei 2013.

BURGERLIJKE RECHTSVORDERING

1. Wetsvoorstel tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek voor wat betreft de uitbreiding van de vertegenwoordiging in rechte.
Ingediend door de heer Renaat Landuyt nr. 33/1 van 29 juli 2010.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek wat betreft de inleiding bij verzoekschrift.
Ingediend door de heer Renaat Landuyt nr. 35/1 van 29 juli 2010.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek voor wat betreft de procedure inzake betekening.
Ingediend door de heer Renaat Landuyt nr. 36/1 van 29 juli 2010.

4. Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 43 en 46 van het Gerechtelijk Wetboek, teneinde de rechtzoekende vollediger te informeren.
Ingediend door de heer Christian Brotcorne nr. 49/1 van 9 augustus 2010.

5. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 43 van het Gerechtelijk Wetboek en ter bevordering van een begrijpelijke rechtstaal.
Ingediend door mevrouw Özlem Özen, de heer André Frédéric, mevrouw Laurence Meire, mevrouw Manuella Senecaut, nr. 84/1 van 9 augustus 2010.
Addendum, nr. 84/2 van 21 januari 2014.

6. Wetsvoorstel tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek wat de inning van kleine geldsommen betreft.

Ingediend door de heer Raf Terwingen, mevrouw Sonja Becq, mevrouw Leen Dierick, mevrouw Liesbeth Van der Auwera, de heer Servais Verherstraeten, de heer Stefaan Vercamer, nr. 228/1 van 30 september 2010.

7. Wetsvoorstel tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek, en van het Wetboek van registratie-, hypotheek- en griffierechten wat de omzetting van echtscheidingsprocedure betreft.

Ingediend door de heer Servais Verherstraeten, mevrouw Sonja Becq, de heer Raf Terwingen, nr. 232/1 van 30 september 2010.

8. Wetsvoorstel tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek wat de veroordeling van de ambtenaar van de burgerlijke stand tot betaling van een rechtsplegingsvergoeding betreft.

Ingediend door de heer Raf Terwingen, mevrouw Leen Dierick, mevrouw Sonja Becq, mevrouw Liesbeth Van der Auwera, de heer Servais Verherstraeten, nr. 238/1 van 30 september 2010.

9. Wetsvoorstel tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek wat het omslag van de kosten over ongehuwd samenwonenden betreft.

Ingediend door de heer Raf Terwingen, de heer Servais Verherstraeten, mevrouw Liesbeth Van der Auwera, de heer Hendrik Bogaert, de heer Jef Van den Bergh, mevrouw Sonja Becq, mevrouw Leen Dierick, nr. 250/1 van 1 oktober 2010.

10. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 57 van het Wetboek van Internationaal Privaatrecht.

Ingediend door mevrouw Nahima Lanjri, mevrouw Leen Dierick, mevrouw Liesbeth Van der Auwera, mevrouw Sonja Becq, nr. 325/1 van 8 oktober 2010.

11. Wetsvoorstel tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek teneinde te voorzien in toezicht op de toegang tot cassatieberoep.

Ingediend door de heer Olivier Maingain, de heer Damien Thiéry, nr. 384/1 van 13 oktober 2010.

12. Wetsvoorstel tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek, betreffende de collectieve schuldenregeling.

Ingediend door mevrouw Christiane Vienne, de heer Alain Mathot, de heer Guy Coëme (**), de heer Olivier Henry, nr. 414/1 van 19 oktober 2010.

13. Wetsvoorstel tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek, teneinde te voorzien in een vaste vergoeding van de advocaten voor de door hen verleende juridische tweedelijnsbijstand.

Ingediend door de heer Daniel Bacquelaine, de heer Olivier Maingain, nr. 454/1 van 26 oktober 2010.

Amendementen van mevrouw Marie-Christine Marghem, de heer Olivier Maingain, de heer Daniel Bacquelaine, nr. 454/2 van 13 december 2010.

Addendum, nr. 454/3 van 17 december 2010.

Amendement van mevrouw Sabien Lahaye-Battheu, nr. 454/4 van 29 juni 2011.

Advies, nr. 454/5 van 9 september 2011.

Advies, nr. 454/6 van 25 november 2011.

Rapporteur(s) : mevrouw Sabien Lahaye-Battheu

14. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 587 van het Gerechtelijk Wetboek ten einde het vermoeden van onschuld te beschermen.

Ingediend door de heer Christian Brotcorne, de heer Thierry Giet (**), mevrouw Valérie Déom (**), nr. 464/1 van 26 oktober 2010.

Addendum, nr. 464/2 van 20 januari 2012.

Rapporteur(s) : de heer Stefaan Van Hecke

15. Wetsvoorstel ertoe strekkende de vrederechters, ingeval een huurder zonder erfgenaam of zonder bekende erfgenaam komt te overlijden, een prominentere rol te doen spelen opdat de verhuurder zijn goed spoedig kan terugkrijgen.

Ingediend door de heer Olivier Maingain, mevrouw Marie-Christine Marghem, nr. 468/1 van 26 oktober 2010.

16. Wetsvoorstel tot aanvulling van het Gerechtelijk Wetboek wat betreft de derdenrekening van gerechtsdeurwaarders.

Ingediend door de heer Raf Terwingen, mevrouw Sonja Becq, mevrouw Leen Dierick, mevrouw Sabien Lahaye-Battheu, nr. 527/1 van 8 november 2010.

Addendum, nr. 527/2 van 17 december 2010.

17. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 962 van het Gerechtelijk Wetboek betreffende de kwalificatie van de geneesheren-deskundigen.

Ingediend door de heer Daniel Bacquellaine, de heer Olivier Maingain, nr. 644/1 van 19 november 2010.

18. Wetsvoorstel tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek, teneinde in geval van mede-eigendom een vordering te kunnen instellen bij een verzoekschrift op tegenspraak.

Ingediend door mevrouw Marie-Christine Marghem, de heer Olivier Maingain, nr. 650/1 van 19 november 2010.

19. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 1057 van het Gerechtelijk Wetboek, met betrekking tot de inhoud van de akte van hoger beroep.

Ingediend door mevrouw Marie-Christine Marghem, de heer Olivier Maingain, nr. 655/1 van 19 november 2010.

20. Wetsvoorstel tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek wat het invoeren van een eenvormige regeling inzake het horen van minderjarigen betreft.

Ingediend door mevrouw Sabien Lahaye-Battheu, mevrouw Carina Van Cauter, de heer Patrick Dewael, nr. 779/1 van 6 december 2010.

21. Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 1107 van het Gerechtelijk Wetboek betreffende het verloop van de terechtzitting voor het Hof van Cassatie.

Ingediend door mevrouw Marie-Christine Marghem, de heer Olivier Maingain, nr. 834/1 van 16 december 2010.

22. Wetsvoorstel tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek met het oog op de invoering van telecommunicatiemiddelen en van de elektronische handtekening in de gerechtelijke procedure.

Ingediend door de heer Renaat Landuyt nr. 895/1 van 23 december 2010.

Advies, nr. 895/2 van 5 december 2011.

Rapporteur(s) : mevrouw Valérie Déom (**)

23. Wetsvoorstel tot aanvulling van het Gerechtelijk Wetboek wat betreft de vorderingen op eenzijdig verzoekschrift, die betrekking hebben op de persvrijheid.

Ingediend door de heer Dirk Van der Maelen, de heer Renaat Landuyt, nr. 961/1 van 29 december 2010.

24. Wetsvoorstel tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek teneinde de gedaagde te waarschuwen voor de gevolgen van het niet-verschijnen.

Ingediend door mevrouw Sabien Lahaye-Battheu, mevrouw Carina Van Cauter, de heer Patrick Dewael, nr. 1030/1 van 11 januari 2011.

25. Wetsvoorstel tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek met betrekking tot de termijnen voor hoger beroep en voorziening in cassatie.

Ingediend door mevrouw Sabien Lahaye-Battheu, mevrouw Carina Van Cauter, de heer Patrick Dewael, nr. 1032/1 van 12 januari 2011.

26. Wetsvoorstel tot wijziging van de wetgeving in verkeerszaken wat de territoriale bevoegdheid van de rechter betreft.

Ingediend door mevrouw Carina Van Cauter, mevrouw Sabien Lahaye-Battheu, de heer Patrick Dewael, nr. 1041/1 van 17 januari 2011.

27. Wetsvoorstel tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek wat het verzoekschrift op tegenspraak betreft.

Ingediend door mevrouw Carina Van Cauter, mevrouw Sabien Lahaye-Battheu, de heer Patrick Dewael, nr. 1045/1 van 17 januari 2011.

28. Wetsvoorstel tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek wat de invoering van een Europese executoriale titel voor niet-betwiste schuldvorderingen betreft.

Ingediend door mevrouw Carina Van Cauter, mevrouw Sabien Lahaye-Battheu, de heer Patrick Dewael, de heer Herman De Croo, nr. 1049/1 van 17 januari 2011.

29. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 516 van het Gerechtelijk Wetboek.

Ingediend door mevrouw Carina Van Cauter, mevrouw Sabien Lahaye-Battheu, de heer Patrick Dewael, de heer Herman De Croo, nr. 1052/1 van 17 januari 2011.

30. Wetsvoorstel tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek wat betreft de verschijning in persoon van de bestuurder van een voertuig die geen procespartij is.

Ingediend door mevrouw Sophie De Wit, de heer Siegfried Bracke, mevrouw Kristien Van Vaerenbergh, nr. 1055/1 van 11 januari 2011.

31. Wetsvoorstel tot invoering van het recht op kosteloze rechtsbijstand voor slachtoffers van misdaden.

Ingediend door de heer Bert Schoofs, de heer Gerolf Annemans, de heer Peter Logghe, nr. 1123/1 van 26 januari 2011.

32. Wetsvoorstel tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek wat de dwangmaatregelen bij niet-naleving van verblijfs- en omgangsregelingen betreft.

Ingediend door mevrouw Sabien Lahaye-Battheu nr. 1320/1 van 24 maart 2011.

33. Wetsvoorstel tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek voor wat betreft de vertegenwoordiging van wettelijk samenwonenden.

Ingediend door mevrouw Sabien Lahaye-Battheu, mevrouw Carina Van Cauter, de heer Herman De Croo, nr. 1353/1 van 1 april 2011.

34. Wetsvoorstel betreffende de lijsten van deskundigen op te maken door de rechtbanken van eerste aanleg, de arbeidsrechtbanken en de rechtbanken van koophandel.

Ingediend door de heer Bert Schoofs, de heer Gerolf Annemans, de heer Peter Logghe, nr. 1642/1 van 30 juni 2011.

35. Wetsvoorstel tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek wat betreft de gerechtskosten.

Ingediend door mevrouw Sonja Becq, de heer Raf Terwingen, de heer Servais Verherstraeten, nr. 1644/1 van 30 juni 2011.

36. Wetsvoorstel tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek teneinde verenigingen een vorderingsrecht toe te kennen ter verdediging van collectieve belangen.

Ingediend door mevrouw Muriel Gerkens, de heer Stefaan Van Hecke, de heer Georges Gilkinet, mevrouw Zoé Genot, de heer Renaat Landuyt, nr. 1680/1 van 14 juli 2011.

Addendum, nr. 1680/2 van 29 november 2011.

Advies van de Raad van State, nr. 1680/3 van 16 maart 2012.

Rapporteur(s) : mevrouw Sonja Becq

37. Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 1033 en 1034 van het Gerechtelijk Wetboek, wat de procedure op eenzijdig verzoekschrift betreft.

Ingediend door de heer Thierry Giet (**), mevrouw Valérie Déom (**), mevrouw Özlem Özen, de heer Rachid Madrane (**), nr. 1875/1 van 9 november 2011.

38. Wetsvoorstel tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek wat betreft de bevoegdheid van de kortgedingrechter in echtscheidingsprocedures.

Ingediend door mevrouw Sabien Lahaye-Battheu, mevrouw Carina Van Cauter, nr. 1925/1 van 1 december 2011.

39. Wetsvoorstel tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek, teneinde te voorzien in een minimale bekendmaking bij gerechtelijke verkopeningen uit de hand van onroerend goed.

Ingediend door de heer Anthony Dufrane (**), mevrouw Karine Lalieux, mevrouw Linda Musin, mevrouw Isabelle Emmery, de heer Laurent Devin, nr. 1965/1 van 19 december 2011.

Addendum, nr. 1965/2 van 6 februari 2012.

40. Wetsvoorstel tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek wat betreft de heropening van de rechtspleging in burgerlijke zaken.

Ingediend door de heer Laurent Louis nr. 2014/1 van 20 januari 2012.

Advies van de Raad van State , nr. 2014/2 van 1 augustus 2013.

41. Wetsvoorstel tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek teneinde misbruik van de procedure beslag inzake namaak te voorkomen.

Ingediend door de heer Peter Dedecker, de heer Koenraad Degroote, mevrouw Sophie De Wit, mevrouw Sarah Smeyers, mevrouw Kristien Van Vaerenbergh, de heer Karel Uyttersprot, nr. 2029/1 van 31 januari 2012.

42. Wetsvoorstel tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek wat de cautio judicatum solvi betreft.

Ingediend door de heer Kristof Waterschoot nr. 2184/1 van 10 mei 2012.

43. Wetsvoorstel tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek wat betreft het verstek.

Ingediend door mevrouw Sabien Lahaye-Battheu, mevrouw Carina Van Cauter, nr. 2326/1 van 4 juli 2012.

44. Wetsvoorstel tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek wat de regeling op dagvaarding betreft.

Ingediend door mevrouw Carina Van Cauter, de heer Herman De Croo, mevrouw Sabien Lahaye-Battheu, nr. 2403/1 van 10 augustus 2012.

Addendum, nr. 2403/2 van 9 november 2012.

BURGERLIJKE STAND

1. Wetsvoorstel tot vermelding in het rijksregister van de afstammelingen in de eerste graad.
Ingediend door de heer Servais Verherstraeten, de heer Raf Terwingen, nr. 958/1 van 17 december 2010.
2. Wetsvoorstel tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek inzake de aangifte van het doodgeboren kind.
Ingediend door mevrouw Carina Van Cauter, mevrouw Sabien Lahaye-Battheu, de heer Herman De Croo, nr. 1350/1 van 31 maart 2011.
3. Wetsvoorstel betreffende de levenloos geboren kinderen.
Ingediend door mevrouw Catherine Fonck nr. 2301/1 van 27 juni 2012.
4. Wetsvoorstel tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek inzake de aangifte van het doodgeboren kind.
Ingediend door de heer Patrick Dewael, mevrouw Carina Van Cauter, mevrouw Sabien Lahaye-Battheu, de heer Herman De Croo, nr. 2454/1 van 22 oktober 2012.

ECHTSCHIEDING

1. Wetsvoorstel tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek wat het vereiste van een rechterlijke beslissing voor het bekomen van dwangmaatregelen betreft.
Ingediend door de heer Raf Terwingen, mevrouw Sonja Becq, mevrouw Leen Dierick, mevrouw Liesbeth Van der Auwera, nr. 234/1 van 30 september 2010.
2. Wetsvoorstel tot hervorming van de echtscheiding.
Ingediend door mevrouw Marie-Christine Marghem nr. 343/1 van 12 oktober 2010.
3. Wetsvoorstel tot bevordering van een objectieve berekening van de onderhoudsuitkering na echtscheiding.
Ingediend door de heer Raf Terwingen, mevrouw Sonja Becq, mevrouw Leen Dierick, de heer Jef Van den Bergh, de heer Servais Verherstraeten, de heer Carl Devlies, nr. 1133/1 van 27 januari 2011.
Addendum, nr. 1133/2 van 15 februari 2012.
4. Wetsvoorstel tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek wat de aanpassing van de uitkeringen na echtscheiding bij rechtsmisbruik betreft.
Ingediend door mevrouw Sabien Lahaye-Battheu nr. 1967/1 van 21 december 2011.
5. Wetsvoorstel tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek wat de onderhoudsuitkering betreft.
Ingediend door mevrouw Sabien Lahaye-Battheu, mevrouw Carina Van Cauter, nr. 2299/1 van 26 juni 2012.

6. Wetsvoorstel tot wijziging van de wetgeving met het oog op de invoering van het ouderschapsplan bij echtscheiding.

Ingediend door mevrouw Sonja Becq, de heer Jenne De Potter, de heer Roel Deseyn, de heer Raf Terwingen, de heer Kristof Waterschoot, nr. 2595/1 van 7 januari 2013.

7. Wetsvoorstel tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek wat betreft de verhaalbaarheid van de buitengewone kosten die ouders voor hun kinderen betalen.

Ingediend door mevrouw Sabien Lahaye-Battheu, mevrouw Carina Van Cauter, nr. 2727/1 van 27 maart 2013.

EERBIEDIGING VAN HET PRIVE-LEVEN

1. Voorstel van resolutie over het recht op verwijdering van digitale gegevens.

Ingediend door mevrouw Valérie Déom (**), mevrouw Karine Lalieux, de heer Rachid Madrane (**), de heer André Frédéric, de heer Anthony Dufrane (**), mevrouw Linda Musin, nr. 1131/1 van 27 januari 2011.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens wat de administratieve sancties, melding van lekken van gegevens, inzage recht en informatieveiligheidsconsulenten betreft.

Ingediend door mevrouw Sonja Becq, mevrouw Nahima Lanjri, de heer Jef Van den Bergh, mevrouw Liesbeth Van der Auwera, de heer Roel Deseyn, nr. 1509/1 van 26 mei 2011.

Addendum, nr. 1509/2 van 17 september 2013.

Rapporteur(s) : de heer Philippe Goffin

3. Voorstel van resolutie waarin wordt gevraagd de eerbiediging van het privéleven en de integriteit van de overheidsinfrastructuur te waarborgen in het licht van de opnames die Google Inc. maakt voor zijn "Street View"-dienst.

Ingediend door de heer Eric Jadot, mevrouw Meyrem Almaci, mevrouw Zoé Genot, de heer Stefaan Van Hecke, nr. 1540/1 van 1 juni 2011.

Rapporteur(s) : de heer Philippe Goffin

4. Voorstel van resolutie over identificatie door midden van radiogolven (radio frequency identification, RFID).

Ingediend door de heer Eric Thiébaud, de heer Willem-Frederik Schiltz, de heer Roel Deseyn, nr. 1860/1 van 3 november 2011.

Addendum, nr. 1860/2 van 21 november 2012.

5. Voorstel van resolutie met betrekking tot de bescherming van elektronische gegevensdragers.

Ingediend door de heer Peter Dedecker, de heer Bert Wollants, de heer Steven Vandeput, mevrouw Minneke De Ridder, mevrouw Kristien Van Vaerenbergh, nr. 2639/1 van 7 februari 2013.

6. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens wat betreft de benoeming van de leden van de privacycommissie.

Ingediend door de heer Peter Dedecker, de heer Koenraad Degroote, mevrouw Zuhail Demir, mevrouw Sophie De Wit, mevrouw Sarah Smeyers, mevrouw Kristien Van Vaerenbergh, de heer Ben Weyts, nr. 2881/1 van 12 juni 2013.

Rapporteur(s) : de heer Philippe Goffin

ELEKTRONISCHE HANDTEKENING

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 31 mei 1961 betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen, wat betreft de ondertekening van wetten en besluiten.

Ingediend door de heer Theo Francken, de heer Jan Jambon, de heer Peter Luyckx, mevrouw Kristien Van Vaerenbergh, nr. 3055/1 van 9 oktober 2013.

ENQUETECOMMISSIE

1. Voorstel tot oprichting van een parlementaire onderzoekscommissie naar de aanpak van seksuele misdrijven, in het bijzonder pedofilie.

Ingediend door de heer Renaat Landuyt nr. 30/1 van 28 juli 2010.

2. Voorstel tot instelling van een parlementaire onderzoekscommissie naar de overdracht van informatie en de gerechtelijke aanpak van door leden van de Belgische clerus gepleegde feiten van pedofilie jegens minderjarigen.

Ingediend door de heer Stefaan Van Hecke, de heer Olivier Deleuze (**), nr. 373/1 van 12 oktober 2010.

3. Voorstel tot oprichting van een parlementaire onderzoekscommissie belast met het onderzoek naar de wijze waarop het onderzoek door politie en gerecht werd gevoerd in de zaak "Ronald Janssen".

Ingediend door de heer Bert Schoofs, de heer Gerolf Annemans, de heer Peter Logghe, nr. 1125/1 van 26 januari 2011.

ERFRECHT

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen en het Gerechtelijk Wetboek wat het erfdeel van een gehandicapt betreft.

Ingediend door de heer Raf Terwingen, mevrouw Sonja Becq, mevrouw Leen Dierick, mevrouw Liesbeth Van der Auwera, de heer Stefaan Vercamer, de heer Servais Verherstraeten, mevrouw Catherine Fonck, nr. 241/1 van 30 september 2010.

Amendementen van de heer Raf Terwingen, nr. 241/2 van 15 juni 2011.

Amendementen van de heer Raf Terwingen, mevrouw Sonja Becq, nr. 241/3 van 14 januari 2014.

Addendum, nr. 241/4 van 28 november 2013.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek wat betreft de bevrijdende betaling aan de langstlevende echtgenoot.

Ingediend door de heer Servais Verherstraeten, de heer Raf Terwingen, mevrouw Sonja Becq, nr. 251/1 van 1 oktober 2010.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek wat de nalatenschappen zonder erfgenamen betreft.

Ingediend door de heer Filip De Man, de heer Bert Schoofs, de heer Gerolf Annemans, de heer Peter Logghe, nr. 889/1 van 22 december 2010.

4. Wetsvoorstel tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek teneinde plaatsvervulling van de verwerpende erfgenaam toe te laten.

Ingediend door mevrouw Carina Van Cauter, mevrouw Sabien Lahaye-Battheu, de heer Patrick Dewael, nr. 1044/1 van 17 januari 2011.

5. Wetsvoorstel tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek voor wat betreft het erfrecht van het stiefkind.

Ingediend door mevrouw Carina Van Cauter, mevrouw Sabien Lahaye-Battheu, de heer Patrick Dewael, de heer Willem-Frederik Schiltz, nr. 1047/1 van 17 januari 2011.

6. Wetsvoorstel tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek wat de globale erfovereenkomst over een niet-opengevallen nalatenschap betreft.

Ingediend door mevrouw Sarah Smeyers, de heer Koenraad Degroote, mevrouw Sophie De Wit, mevrouw Daphné Dumery, mevrouw Kristien Van Vaerenbergh, nr. 2788/1 van 30 april 2013.

EUTHANASIE

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 28 mei 2002 betreffende de euthanasie.

Ingediend door mevrouw Myriam Vanlerberghe (**), de heer Renaat Landuyt, mevrouw Maya Detiège, nr. 498/1 van 28 oktober 2010.

2. Wetsvoorstel houdende wijziging van de wet van 28 mei 2002 betreffende de euthanasie teneinde een doorverwijsplicht toe te voegen.

Ingediend door mevrouw Myriam Vanlerberghe (**), de heer Renaat Landuyt, mevrouw Maya Detiège, nr. 2479/1 van 8 november 2012.

3. Wetsvoorstel houdende wijziging van de wet van 28 mei 2002 betreffende de euthanasie wat betreft de duurtijd van de wilsverklaring.

Ingediend door mevrouw Myriam Vanlerberghe (**), de heer Renaat Landuyt, mevrouw Maya Detiège, nr. 2480/1 van 8 november 2012.

4. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 28 mei 2002 betreffende de euthanasie, inzake de doorverwijsplicht van de behandelende arts.

Ingediend door mevrouw Carina Van Cauter, de heer Patrick Dewael, nr. 2634/1 van 7 februari 2013.

5. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 28 mei 2002 betreffende de euthanasie, inzake hulp bij zelfeuthanasie.

Ingediend door mevrouw Carina Van Cauter, de heer Patrick Dewael, nr. 2635/1 van 7 februari 2013.

6. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 28 mei 2002 betreffende de euthanasie, inzake de wilsbeschikking.

Ingediend door mevrouw Carina Van Cauter, de heer Patrick Dewael, nr. 2636/1 van 7 februari 2013.

FAMILIERECHT

1. Wetsvoorstel tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek betreffende de persoonlijke banden tussen broers en zusters.

Ingediend door de heer Olivier Maingain, de heer Damien Thiéry, nr. 455/1 van 26 oktober 2010.

GERECHTELIJK ONDERZOEK

1. Wetsvoorstel tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek teneinde de verenigde advies- en onderzoekscommissie van de Hoge Raad voor de Justitie bevoegd te maken niet-beëindigde gerechtelijke dossiers te raadplegen.

Ingediend door de heer Koenraad Degroote, mevrouw Sophie De Wit, mevrouw Daphné Dumery, mevrouw Kristien Van Vaerenbergh, nr. 2728/1 van 27 maart 2013.

Advies van de Raad van State , nr. 2728/2 van 15 mei 2013.

GERECHTSDEURWAARDER

1. Wetsvoorstel tot wijziging, wat betreft de politionele bijstand aan gerechtsdeurwaarders, van het koninklijk besluit van 30 november 1976 tot vaststelling van het tarief voor akten van gerechtsdeurwaarders in burgerlijke en handelszaken en van het tarief van sommige toelagen.

Ingediend door de heer Peter Vanvelthoven nr. 796/1 van 7 december 2010.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek wat betreft de informatie over de kosten van gerechtsdeurwaarder.

Ingediend door de heer Hans Bonte nr. 1284/1 van 14 maart 2011.

3. Voorstel van resolutie betreffende de evaluatie en hervorming van het beroep en het korps van de gerechtsdeurwaarders.

Ingediend door mevrouw Sarah Smeyers, mevrouw Sabien Lahaye-Battheu, de heer Raf Terwingen, nr. 1329/1 van 28 maart 2011.

GERECHTSKOSTEN

1. Wetsvoorstel tot beheersing van de gerechtskosten.

Ingediend door de heer Raf Terwingen, mevrouw Sonja Becq, de heer Servais Verherstraeten, nr. 1859/1 van 3 november 2011.

GEREGISTREERD SAMENWONEN

1. Wetsvoorstel tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek wat betreft kennisgeving van de eenzijdige beëindiging van de wettelijke samenwoning.

Ingediend door mevrouw Sabien Lahaye-Battheu, mevrouw Carina Van Cauter, de heer Patrick Dewael, nr. 1236/1 van 18 februari 2011.

GEZINSBELEID

1. Wetsvoorstel tot invoering van een gezinseffectenrapport.

Ingediend door de heer Guy D'haeseleer, de heer Hagen Goyvaerts, de heer Bert Schoofs, mevrouw Alexandra Colen, de heer Gerolf Annemans, de heer Peter Logghe, nr. 759/1 van 2 december 2010.

2. Wetsvoorstel houdende instelling van een federale gezinseffectrapportage.

Ingediend door mevrouw Nahima Lanjri, mevrouw Liesbeth Van der Auwera, de heer Kristof Waterschoot, mevrouw Catherine Fonck, nr. 2371/1 van 17 juli 2012.

Addendum, nr. 2371/2 van 27 augustus 2012.

GEZINSUITKERING

1. Wetsvoorstel betreffende de schorsing van het recht op kinderbijslag en het opleggen van ouderbegeleiding aan ouders die in gebreke blijven of zich aan hun verplichtingen onttrekken.

Ingediend door de heer Laurent Louis nr. 2047/1 van 8 februari 2012.

GODSDIENST

1. Voorstel van resolutie tot het instellen van een onderzoek naar de mogelijkheid om te komen tot een verbod op de financiering van moskeeën en islamitische instituten door middel van internationale geldstromen uit moslimfundamentalistische hoek.

Ingediend door de heer Filip De Man, de heer Bert Schoofs, de heer Gerolf Annemans, de heer Peter Logghe, nr. 909/1 van 15 december 2010.

2. Voorstel van resolutie inzake de gevaarlijke boodschap van de koran.

Ingediend door de heer Filip De Man, de heer Bert Schoofs, de heer Peter Logghe, de heer Gerolf Annemans, nr. 1147/1 van 1 februari 2011.

3. Wetsvoorstel tot vaststelling van een objectief criterium voor de verdeling van de begroting waarmee de erediensten en de vrijzinnigheid worden gefinancierd.

Ingediend door mevrouw Zoé Genot, mevrouw Meyrem Almaci, nr. 1214/1 van 11 februari 2011.

Advies van de Raad van State , nr. 1214/2 van 3 mei 2011.

4. Wetsvoorstel tot wijziging van de wetgeving inzake de erkenning van de islamitische eredienst.
Ingediend door de heer Filip De Man, de heer Bert Schoofs, de heer Gerolf Annemans, de heer Peter Logghe, nr. 1327/1 van 28 maart 2011.

5. Wetsvoorstel tot regeling van de financiering van de wedden van de bedienaren van de erkende erediensten en de afgevaardigden van de door de wet erkende organisaties die morele diensten verlenen op basis van een niet-confessionele levensbeschouwing.
Ingediend door mevrouw Gwendolyn Rutten, mevrouw Meyrem Almaci, nr. 1750/1 van 22 september 2011.

6. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 2 juni 1998 houdende oprichting van een Informatie- en Adviescentrum inzake de schadelijke sektarische organisaties en van een Administratieve coördinatiecel inzake de strijd tegen schadelijke sektarische organisaties, teneinde het toepassingsveld ervan te verruimen tot de therapeutische sekten.
Ingediend door de heer André Frédéric, mevrouw Manuella Senecaut, mevrouw Özlem Özen, mevrouw Laurence Meire, de heer André Perpète, nr. 3288/1 van 13 januari 2014.

HUISVESTING

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 9 juli 1971 tot regeling van de woningbouw en de verkoop van de te bouwen of in aanbouw zijnde woningen met het oog op een betere bescherming van de koper.
Ingediend door mevrouw Rosaline Mouton nr. 3389/1 van 20 februari 2014.

HUURCONTRACT VAN EEN WINKEL

1. Wetsvoorstel tot wijziging van boek III, titel VIII, hoofdstuk II, afdeling 2bis, van het Burgerlijk Wetboek, teneinde de automatische hernieuwing van de handelshuur te garanderen.
Ingediend door mevrouw Karine Lalieux, de heer Thierry Giet (**), mevrouw Özlem Özen, mevrouw Valérie Déom (**), nr. 214/1 van 28 september 2010.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek wat de huurwaarborg inzake handelshuur betreft.
Ingediend door de heer Raf Terwingen, mevrouw Sonja Becq, mevrouw Leen Dierick, mevrouw Liesbeth Van der Auwera, de heer Servais Verherstraeten, de heer Stefaan Vercamer, nr. 227/1 van 30 september 2010.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek met betrekking tot de regels betreffende de handelshuur.
Ingediend door mevrouw Carina Van Cauter, mevrouw Sabien Lahaye-Battheu, de heer Patrick Dewael, de heer Herman De Croo, nr. 1051/1 van 17 januari 2011.

HUUROVEREENKOMST

1. Wetsvoorstel tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek wat de invoering van de eerlijke woninghuurprijs betreft.

Ingediend door de heer Renaat Landuyt, mevrouw Karin Temmerman, nr. 38/1 van 29 juli 2010.

Addendum, nr. 38/2 van 14 oktober 2010.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek wat de huurovereenkomst van korte duur betreft.

Ingediend door de heer Servais Verherstraeten, de heer Raf Terwingen, nr. 118/1 van 9 september 2010.

3. Wetsvoorstel tot oprichting van een "Federaal huurwaarborgfonds" en tot wijziging van de regels van het Burgerlijk Wetboek in verband met de waarborgen die worden geboden door wie een huurovereenkomst met betrekking tot de hoofdverblijfplaats van de huurder sluit.

Ingediend door de heer Christian Brotcorne nr. 161/1 van 14 september 2010.

4. Wetsvoorstel betreffende de huurwaarborg in de vorm van een bankwaarborg.

Ingediend door mevrouw Manuella Senecaut, mevrouw Laurence Meire, mevrouw Özlem Özen, nr. 213/1 van 27 september 2010.

Addendum, nr. 213/2 van 21 januari 2014.

5. Wetsvoorstel tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek wat betreft de opzegging van een huurovereenkomst door de verhuurder.

Ingediend door de heer Raf Terwingen, mevrouw Sonja Becq, mevrouw Leen Dierick, mevrouw Liesbeth Van der Auwera, de heer Stefaan Vercamer, de heer Servais Verherstraeten, nr. 236/1 van 30 september 2010.

6. Wetsvoorstel tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek wat het recht op huur van echtgenoten en van wettelijk en feitelijk samenwonenden betreft.

Ingediend door de heer Servais Verherstraeten nr. 339/1 van 11 oktober 2010.

7. Wetsvoorstel betreffende de huur van studentenkamers.

Ingediend door de heer Daniel Bacquellaine, mevrouw Katrin Jadin, mevrouw Jacqueline Galant, de heer Olivier Maingain, mevrouw Marie-Christine Marghem, mevrouw Corinne De Permentier, de heer Charles Michel, nr. 551/1 van 10 november 2010.

Addendum, nr. 551/2 van 18 november 2010.

Addendum, nr. 551/3 van 28 juli 2011.

8. Wetsvoorstel tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek en van het Gerechtelijk Wetboek, teneinde de rechten van onderhuurders te waarborgen.

Ingediend door mevrouw Valérie De Bue, mevrouw Marie-Christine Marghem, mevrouw Katrin Jadin, de heer Olivier Maingain, nr. 642/1 van 19 november 2010.

9. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 10 van de huurwet van 20 februari 1991.

Ingediend door mevrouw Marie-Christine Marghem, de heer Olivier Maingain, nr. 654/1 van 19 november 2010.

10. Wetsvoorstel tot verbetering van de sociale en juridische toestand van mannelijke en vrouwelijke prostituees.

Ingediend door de heer François-Xavier de Donnea, mevrouw Katrin Jadin, mevrouw Jacqueline Galant, de heer Olivier Maingain, mevrouw Marie-Christine Marghem, de heer Denis Ducarme, nr. 872/1 van 22 december 2010.

11. Wetsvoorstel tot wijziging van sommige bepalingen betreffende de huurovereenkomsten.

Ingediend door mevrouw Zoé Genot, de heer Wouter De Vriendt, mevrouw Thérèse Snoy et d'Oppuers, mevrouw Muriel Gerken, de heer Georges Gilkinet, nr. 1156/1 van 2 februari 2011.

12. Wetsvoorstel tot objectivering van en controle op de huurprijzen van woningen, tot betere waarborging van de huurbescherming van de huurders en tot oprichting van Commissies voor huurovereenkomsten.

Ingediend door de heer André Frédéric, de heer Thierry Giet (**), mevrouw Marie-Claire Lambert, de heer Yvan Mayeur, mevrouw Karine Lalieux, mevrouw Özlem Özen, de heer Rachid Madrane (**), nr. 1304/1 van 17 maart 2011.

13. Wetsvoorstel houdende wijziging van de Huurwet met het oog op de verplichting tot storting van de huurwaarborg voor studentenkamers op een geblokkeerde rekening.

Ingediend door mevrouw Sarah Smeyers, de heer Peter Dedecker, mevrouw Reinilde Van Moer, nr. 1496/1 van 24 mei 2011.

14. Wetsvoorstel tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek teneinde in bijzondere regels te voorzien voor de huurovereenkomsten voor studentenkamers.

Ingediend door mevrouw Muriel Gerken, de heer Georges Gilkinet, de heer Wouter De Vriendt, nr. 1701/1 van 26 juli 2011.

HUWELIJK

1. Wetsvoorstel tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek wat de huwelijksvoorwaarden betreft.

Ingediend door de heer Raf Terwingen, mevrouw Sonja Becq, mevrouw Leen Dierick, mevrouw Liesbeth Van der Auwera, de heer Servais Verherstraeten, nr. 226/1 van 30 september 2010.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek wat betreft de toewijzing bij voorrang en het vermogen dat als schenking wordt beschouwd.

Ingediend door de heer Raf Terwingen, mevrouw Sonja Becq, mevrouw Leen Dierick, mevrouw Liesbeth Van der Auwera, de heer Servais Verherstraeten, de heer Stefaan Vercamer, nr. 239/1 van 30 september 2010.

3. Voorstel van resolutie over de intensivering en opvoering van de strijd tegen de zogenaamde "grijze huwelijken".

Ingediend door de heer Laurent Louis nr. 2347/1 van 9 juli 2012.

HUWELIJKSRECHT

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 10 juli 1931 betreffende de bevoegdheid der diplomatieke en consulaire agenten in notariële zaken wat de bevoegdheid inzake huwelijkscontracten betreft.

Ingediend door de heer Raf Terwingen, mevrouw Sonja Becq, mevrouw Leen Dierick, mevrouw Liesbeth Van der Auwera, de heer Stefaan Vercamer, de heer Servais Verherstraeten, nr. 240/1 van 30 september 2010.

2. Wetsontwerp tot wijziging van artikel 301 van het Burgerlijk Wetboek en van diverse bepalingen inzake het huwelijksvermogensrecht, in het bijzonder met betrekking tot de levensverzekering, de vergoedingsregelingen en de gevolgen van de echtscheiding.

Ingediend door de regering nr. 2998/1 van 20 augustus 2013.

Verslag van mevrouw Sonja Becq, mevrouw Sarah Smeyers, nr. 2998/2 van 14 april 2014.

INTERNET

1. Voorstel van resolutie waarbij wordt gevraagd het recht op een virtuele persoonlijke levenssfeer te garanderen en een recht op verwijdering van digitale gegevens in te stellen.

Ingediend door de heer Laurent Louis nr. 2360/1 van 13 juli 2012.

JEUGDCRIMINALITEIT

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wetgeving betreffende de jeugdbescherming wat de gemeentelijke administratieve sancties betreft.

Ingediend door de heer Peter Vanvelthoven nr. 793/1 van 7 december 2010.

KANSSPEL

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers.

Ingediend door de heer Bert Schoofs, de heer Gerolf Annemans, de heer Peter Logghe, nr. 744/1 van 30 november 2010.

2. Wetsvoorstel houdende verbod van belpelprogramma's op televisie.

Ingediend door mevrouw Meyrem Almaci, de heer Ronny Balcaen, nr. 1176/1 van 8 februari 2011.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de weddenschappen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers.

Ingediend door mevrouw Sarah Smeyers, de heer Jan Jambon, de heer Bert Maertens, de heer Peter Dedecker, de heer Siegfried Bracke, mevrouw Sophie De Wit, mevrouw Kristien Van Vaerenbergh, nr. 1218/1 van 16 februari 2011.

4. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de weddenschappen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers, wat betreft de kansspelcommissie.

Ingediend door mevrouw Sarah Smeyers, de heer Jan Jambon, de heer Bert Maertens, de heer Peter Dedecker, de heer Siegfried Bracke, mevrouw Sophie De Wit, mevrouw Kristien Van Vaerenbergh, nr. 1219/1 van 16 februari 2011.

5. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de weddenschappen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers, wat de beperking van de spelen door de gemeenten betreft.

Ingediend door de heer Bernard Clerfayt, de heer Olivier Maingain, de heer Damien Thiéry, nr. 2828/1 van 23 mei 2013.

6. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de weddenschappen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers, teneinde in betere concurrentievoorwaarden te voorzien voor de exploitanten van kansspelinrichtingen klasse II bij de uitoefening van hun beroep.

Ingediend door mevrouw Jacqueline Galant nr. 2933/1 van 9 juli 2013.

KINDERBESCHERMING

1. Wetsvoorstel tot vervanging van artikel 29 van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, het ten laste nemen van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd en het herstel van de door dit feit veroorzaakte schade.

Ingediend door mevrouw Corinne De Permentier, de heer Daniel Bacquellaine, mevrouw Jacqueline Galant, de heer David Clarinval, mevrouw Valérie De Bue, de heer Charles Michel, nr. 781/1 van 7 december 2010.

Addendum, nr. 781/2 van 26 juli 2011.

KUNSTEN

1. Wetsvoorstel tot instelling van een filmclassificatiesysteem.

Ingediend door de heer Denis Ducarme, mevrouw Katrin Jadin, de heer David Clarinval, mevrouw Corinne De Permentier, nr. 827/1 van 15 december 2010.

2. Voorstel van resolutie over het verbieden van artistieke prestaties die oproepen tot haat en geweld en aanzetten tot inciviek en asociaal gedrag.

Ingediend door de heer Laurent Louis nr. 2361/1 van 13 juli 2012.

MEDE-EIGENDOM

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de hypotheekwet van 16 december 1851, met het oog op het creëren van een voorrecht voor de verenigingen van mede-eigenaars.
Ingediend door de heer Christian Brotcorne nr. 175/1 van 20 september 2010.

MENSENHANDEL

1. Voorstel van resolutie over de strijd tegen de mensenhandel.
Ingediend door mevrouw Nahima Lanjri, mevrouw Sonja Becq, mevrouw Leen Dierick, nr. 327/1 van 8 oktober 2010.

NATIONALITEIT

1. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de Belgische nationaliteit en van het Wetboek van strafvordering, met het oog op de instelling van een burgerschapskrediet voor personen die genaturaliseerd werden of de dubbele nationaliteit hebben.
Ingediend door de heer Laurent Louis nr. 1588/1 van 14 juni 2011.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de Belgische Nationaliteit wat betreft de naturalisatieprocedure.
Ingediend door de heer Theo Francken, mevrouw Sarah Smeyers, mevrouw Daphné Dumery, mevrouw Miranda Van Eetvelde, mevrouw Els Demol, mevrouw Ingeborg De Meulemeester, nr. 2116/1 van 20 maart 2012.
Addendum, nr. 2116/2 van 28 maart 2012.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de Belgische Nationaliteit wat de vervallenverklaring van de nationaliteit betreft.
Ingediend door de heer Theo Francken, mevrouw Sarah Smeyers, mevrouw Daphné Dumery, de heer Jan Van Esbroeck, de heer Ben Weyts, nr. 2257/1 van 13 juni 2012.

4. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 15 van het Wetboek van de Belgische nationaliteit teneinde de schorsing van de aanvraag tot toekenning van de nationaliteit mogelijk te maken wanneer het huwelijk van de buitenlandse echtgenoot met een echtgenoot van Belgische nationaliteit het voorwerp vormt van een gerechtelijke procedure inzake ontbinding of nietigverklaring op grond van artikel 146bis van het Burgerlijk Wetboek.
Ingediend door mevrouw Jacqueline Galant nr. 2920/1 van 27 juni 2013.

NATURALISATIE

1. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de Belgische nationaliteit, wat de verblijfsvoorwaarde voor het indienen van een naturalisatieaanvraag betreft.
Ingediend door de heer Georges Dallemagne, mevrouw Jacqueline Galant, nr. 3320/1 van 28 januari 2014.

Addendum, nr. 3320/2 van 29 januari 2014.

NOTARIS

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 16 maart 1803 tot regeling van het notarisambt wat betreft het instellen van hoger beroep tegen een tuchtstraf.

Ingediend door mevrouw Sarah Smeyers, mevrouw Kristien Van Vaerenbergh, de heer Siegfried Bracke, mevrouw Sophie De Wit, nr. 971/1 van 14 december 2010.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 16 maart 1803 tot regeling van het notarisambt wat de benoemingsvereisten betreft.

Ingediend door mevrouw Sarah Smeyers, de heer Siegfried Bracke, mevrouw Kristien Van Vaerenbergh, mevrouw Sophie De Wit, nr. 972/1 van 14 december 2010.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 16 maart 1803 op het notarisambt voor wat betreft de splitsing van de Nationale Kamer van notarissen.

Ingediend door de heer Bert Schoofs, de heer Gerolf Annemans, de heer Peter Logghe, nr. 1982/1 van 10 januari 2012.

4. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 25 ventôse jaar XI op het notarisambt, teneinde het verbod op de onmiddellijke herkiesbaarheid van de leden van de benoemingscommissie voor het notariaat op te heffen, zodat de uitoefening van twee opeenvolgende mandaten mogelijk wordt.

Ingediend door de heer Philippe Goffin, mevrouw Marie-Christine Marghem, mevrouw Carina Van Cauter, de heer Charles Michel, nr. 3232/1 van 6 december 2013.

OCMW

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 1344ter en 1344sexies van het Gerechtelijk Wetboek, teneinde de centra voor maatschappelijk welzijn de hun toebedeelde rol beter te laten spelen ingeval huurders hun woning worden uitgezet.

Ingediend door mevrouw Marie-Christine Marghem, de heer Olivier Maingain, mevrouw Sabien Lahaye-Battheu, nr. 651/1 van 19 november 2010.

Addendum, nr. 651/2 van 27 oktober 2011.

ONAFHANKELIJKHEID VAN DE RECHTERLIJKE MACHT

1. Voorstel van resolutie betreffende de organisatie van een statengeneraal van de Justitie, teneinde het primaat van de rechtsstaat en de onafhankelijkheid van de rechterlijke macht te vrijwaren.

Ingediend door de heer Olivier Maingain, de heer Bernard Clerfayt, de heer Damien Thiéry, nr. 3001/1 van 4 september 2013.

ONGEHUWD SAMENLEVEN

1. Wetsvoorstel tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek, wat de vaststelling van afzonderlijke verblijfplaatsen voor feitelijk samenwonenden betreft.

Ingediend door de heer Philippe Goffin, mevrouw Sonja Becq, mevrouw Kattrin Jadin, de heer Charles Michel, mevrouw Jacqueline Galant, de heer Denis Ducarme, de heer Luc Gustin, de heer Daniel Bacquellaine, mevrouw Corinne De Permentier, mevrouw Marie-Christine Marghem, nr. 3231/1 van 6 december 2013.

ONROEREND EIGENDOM

1. Wetsvoorstel tot invoering van gedematerialiseerde biedingen in het kader van openbare verkopen van onroerende goederen.

Ingediend door mevrouw Sarah Smeyers, de heer Siegfried Bracke, mevrouw Sophie De Wit, mevrouw Kristien Van Vaerenbergh, nr. 1091/1 van 20 januari 2011.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek wat betreft de commandverklaring.

Ingediend door mevrouw Sarah Smeyers, mevrouw Sophie De Wit, mevrouw Kristien Van Vaerenbergh, de heer Koenraad Degroote, nr. 1960/1 van 15 december 2011.

ONTEIGENING

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 26 juli 1962 betreffende de rechtspleging bij hoogdringende omstandigheden inzake onteigening ten algemenen nutte.

Ingediend door mevrouw Marie-Christine Marghem, de heer Olivier Maingain, nr. 474/1 van 26 oktober 2010.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 26 juli 1962 betreffende de rechtspleging bij hoogdringende omstandigheden inzake onteigening ten algemenen nutte, wat betreft de herziening van de onteigening.

Ingediend door mevrouw Carina Van Cauter, de heer Herman De Croo, nr. 2162/1 van 20 april 2012.

OPENBARE VEILIGHEID

1. Wetsvoorstel betreffende de beveiliging van en de controle op gevaarlijk bewijsmateriaal in de lokalen van de gerechtsgebouwen.

Ingediend door mevrouw Marie-Christine Marghem, de heer Olivier Maingain, mevrouw Carina Van Cauter, nr. 1238/1 van 21 februari 2011.

2. Voorstel van resolutie betreffende de bestrijding van islamitische satellietzenders, radiostations en websteaks die op het Belgische en Europese grondgebied anti-Westerse haatpropaganda verspreiden.

Ingediend door de heer Bert Schoofs, de heer Hagen Goyvaerts, de heer Filip De Man, mevrouw Alexandra Colen, mevrouw Rita De Bont, nr. 1518/1 van 27 mei 2011.

ORGANISATIE ZONDER WINSTOOGMERK

1. Voorstel van resolutie betreffende een administratieve vereenvoudiging van de openbaarmaking op de griffie, overeenkomstig de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen.

Ingediend door de heer Daniel Bacquellaine, de heer Olivier Maingain, mevrouw Marie-Christine Marghem, mevrouw Corinne De Permentier, nr. 605/1 van 18 november 2010.

OUDERLIJKE MACHT

1. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 374 van het Burgerlijk Wetboek.

Ingediend door de heer Servais Verherstraeten, de heer Raf Terwingen, mevrouw Liesbeth Van der Auwera, mevrouw Sonja Becq, nr. 116/1 van 9 september 2010.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wetgeving betreffende de bescherming van het kind wat de invoering van het zorgouderschap betreft.

Ingediend door de heer Servais Verherstraeten nr. 119/1 van 9 september 2010.

3. Wetsvoorstel teneinde het zorgouderschap in het Burgerlijk Wetboek op te nemen.

Ingediend door de heer Christian Brotcorne, de heer Joseph George, nr. 819/1 van 14 december 2010.

4. Wetsvoorstel tot wijziging van het Burgerlijk en het Gerechtelijk Wetboek wat betreft de invoering van een medebeslissingsrecht voor stiefouders ten aanzien van het kind van hun partner.

Ingediend door mevrouw Sabien Lahaye-Battheu, mevrouw Carina Van Cauter, de heer Patrick Dewael, nr. 943/1 van 21 december 2010.

5. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 374 van het Burgerlijk Wetboek.

Ingediend door mevrouw Sabien Lahaye-Battheu, mevrouw Carina Van Cauter, de heer Herman De Croo, nr. 1662/1 van 7 juli 2011.

OVERBRENGING VAN GEDETINEERDEN

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 23 mei 1990 inzake de overbrenging tussen Staten van veroordeelde personen, de overname en de overdracht van het toezicht op voorwaardelijk veroordeelde of voorwaardelijk in vrijheid gestelde personen, en de overname en de overdracht van de tenuitvoerlegging van vrijheidsbenemende straffen en maatregelen.

Ingediend door de heer Olivier Maingain, mevrouw Marie-Christine Marghem, de heer Damien Thiéry, mevrouw Kattrin Jadin, nr. 390/1 van 13 oktober 2010.

PENITENTIAIR RECHT

1. Voorstel van resolutie voor een proefproject van gedifferentieerde strafuitvoering.

Ingediend door mevrouw Sarah Smeyers, de heer Renaat Landuyt, mevrouw Sophie De Wit, de heer Stefaan Van Hecke, de heer Eric Jadot, de heer Fouad Lahssaini, nr. 2443/1 van 10 oktober 2012.

Addendum, nr. 2443/2 van 7 februari 2013.

PENSIOENEN

1. Wetsvoorstel betreffende de toekenning van het overlevingspensioen aan de langstlevende wettelijk samenwonende.

Ingediend door de heer David Clarinval, mevrouw Valérie De Bue, de heer Denis Ducarme, mevrouw Katrin Jadin, nr. 308/1 van 6 oktober 2010.

Addendum, nr. 308/2 van 18 april 2013.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek wat de pensioenleeftijd van magistraten betreft.

Ingediend door de heer Koenraad Degroote nr. 3468/1 van 19 maart 2014.

POLITIE

1. Wetsvoorstel tot bepaling van de voorwaarden voor de overbrenging van gevangenen.

Ingediend door de heer Olivier Maingain, de heer Damien Thiéry, mevrouw Jacqueline Galant, nr. 369/1 van 12 oktober 2010.

PROSTITUTIE

1. Voorstel van resolutie over een rechtspositieregeling voor de sekswerkers.

Ingediend door de heer Laurent Louis nr. 1895/1 van 23 november 2011.

2. Voorstel van resolutie waarbij wordt gevraagd het abolitionistische standpunt van België inzake prostitutie opnieuw te bevestigen.

Ingediend door mevrouw Catherine Fonck, mevrouw Marie-Martine Schyns (**), nr. 2276/1 van 21 juni 2012.

RECHT OM VOOR HET GERECHT TE TREDEN

1. Wetsvoorstel betreffende de procedures tot collectieve schadeafwikkeling (I).

Ingediend door de heer Stefaan De Clerck (**), mevrouw Sonja Becq, de heer Raf Terwingen, nr. 2863/1 van 5 juni 2013.

2. Wetsvoorstel betreffende de procedures tot collectieve schadeafwikkeling (II).

Ingediend door de heer Stefaan De Clerck (**), mevrouw Sonja Becq, de heer Raf Terwingen, nr. 2864/1 van 5 juni 2013.

RECHTEN VAN DE MENS

1. Wetsvoorstel tot instelling van een Federale Mensenrechtencommissie.

Ingediend door de heer Olivier Maingain, mevrouw Katrin Jadin, de heer Damien Thiéry, nr. 418/1 van 19 oktober 2010.

Advies van de Raad van State, nr. 418/2 van 29 december 2010.

RECHTEN VAN DE VERDEDIGING

1. Voorstel van resolutie betreffende het recht op bijstand door een advocaat vanaf het begin van de vrijheidsbeneming.

Ingediend door de heer Josy Arens nr. 403/1 van 15 oktober 2010.

RECHTEN VAN HET KIND

1. Wetsvoorstel tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek wat betreft het verlenen van rechtspersoonlijkheid aan het ongeboren kind.

Ingediend door de heer Gerolf Annemans, mevrouw Alexandra Colen, de heer Bert Schoofs, de heer Peter Logghe, nr. 624/1 van 18 november 2010.

2. Voorstel van resolutie betreffende de instelling van een verbod op Mini Miss-verkiezingen en bij uitbreiding op de schoonheidswedstrijden voor kinderen jonger dan twaalf jaar.

Ingediend door de heer Laurent Louis nr. 1878/1 van 14 november 2011.

3. Wetsvoorstel houdende instelling van een kindeffectrapport.

Ingediend door mevrouw Nahima Lanjri, mevrouw Liesbeth Van der Auwera, de heer Kristof Waterschoot, mevrouw Catherine Fonck, nr. 2370/1 van 17 juli 2012.

Addendum, nr. 2370/2 van 27 augustus 2012.

RECHTERLIJKE INRICHTING

1. Wetsvoorstel tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek, teneinde de gerechtelijk stagiairs toe te staan hun buitenstage bij een internationaal gerechtcollege of bij het Grondwettelijk Hof te volbrengen.

Ingediend door de heer Christian Brotcorne nr. 52/1 van 9 augustus 2010.

2. Wetsvoorstel betreffende de hoorzittingen voor de Hoge Raad voor de Justitie tijdens de procedure voor de benoeming van de korpschefs van de rechterlijke orde.

Ingediend door de heer Christian Brotcorne nr. 74/1 van 9 augustus 2010.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek, in verband met de wedde van de magistraten van het Hof van Cassatie.

Ingediend door de heer Christian Brotcorne nr. 76/1 van 9 augustus 2010.

4. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 259terdecies van het Gerechtelijk Wetboek.

Ingediend door de heer Christian Brotcorne nr. 78/1 van 9 augustus 2010.

5. Wetsvoorstel tot wijziging van de regels in verband met het optreden van het openbaar ministerie in het kader van tuchtgeschillen met magistraten.

Ingediend door de heer Christian Brotcorne, de heer Joseph George, nr. 177/1 van 20 september 2010.

Addendum, nr. 177/2 van 2 december 2010.

6. Wetsvoorstel tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek teneinde de referendarissen-stagiairs bij het Hof van Cassatie tijdens hun stage te evalueren.

Ingediend door de heer Olivier Maingain, de heer Damien Thiéry, nr. 383/1 van 13 oktober 2010.

7. Wetsvoorstel tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek teneinde ondersteunende rechters en substituten en mobiele ondersteunende rechters aan te stellen.

Ingediend door de heer Olivier Maingain, de heer Damien Thiéry, nr. 386/1 van 13 oktober 2010.

8. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken teneinde de werking van de gerechten in het arrondissement Brussel te verbeteren.

Ingediend door de heer Olivier Maingain, de heer Damien Thiéry, nr. 394/1 van 13 oktober 2010.

9. Wetsvoorstel ter regeling van de opdeling op taalbasis van de rechtbank van eerste aanleg in het gerechtelijk arrondissement Brussel.

Ingediend door de heer Olivier Maingain, de heer Daniel Bacquelaine, de heer Damien Thiéry, nr. 423/1 van 20 oktober 2010.

10. Wetsvoorstel tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek, in verband met de mandaten en de evaluatie van de korpschefs van de zittende magistratuur.

Ingediend door mevrouw Marie-Christine Marghem, de heer Daniel Bacquelaine, de heer Olivier Maingain, de heer Charles Michel, nr. 473/1 van 26 oktober 2010.

Addendum, nr. 473/2 van 28 juli 2011.

11. Wetsvoorstel tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek wat de afschaffing van de detacheringsmogelijkheid voor parketmagistraten betreft.

Ingediend door de heer Bert Schoofs, de heer Gerolf Annemans, de heer Peter Logghe, nr. 743/1 van 30 november 2010.

Advies van de Raad van State, nr. 743/2 van 31 mei 2012.

Rapporteur(s) : de heer Stefaan Van Hecke

12. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 15 juni 1935 op het taalgebruik in gerechtszaken wat betreft het taalgebruik in kantschriften.

Ingediend door de heer Bert Schoofs, mevrouw Alexandra Colen, de heer Peter Logghe, de heer Gerolf Annemans, nr. 885/1 van 22 december 2010.

13. Wetsvoorstel tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek inzake de splitsing van de nationale kamer van gerechtsdeurwaarders.

Ingediend door de heer Peter Logghe, de heer Bert Schoofs, de heer Gerolf Annemans, nr. 886/1 van 22 december 2010.

14. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 15 juni 1935 op het taalgebruik in gerechtszaken wat het ambt van fiscaal substituut betreft.

Ingediend door de heer Bert Schoofs, de heer Peter Logghe, de heer Gerolf Annemans, mevrouw Alexandra Colen, nr. 888/1 van 22 december 2010.

15. Wetsvoorstel tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek wat betreft de samenstelling van de arbeidsrechtbank en het arbeidshof bij geschillen over de sociale verkiezingen.

Ingediend door de heer Bert Schoofs, de heer Peter Logghe, de heer Gerolf Annemans, de heer Guy D'haeseleer, nr. 1180/1 van 8 februari 2011.

16. Wetsvoorstel tot oprichting van een college van de hoven en rechtbanken.

Ingediend door de heer Servais Verherstraeten, mevrouw Maggie De Block, mevrouw Sabien Lahaye-Battheu, mevrouw Sonja Becq, de heer Raf Terwingen, nr. 1782/1 van 6 oktober 2011.

17. Wetsvoorstel tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek ter versnelling van de rechtspleging.

Ingediend door mevrouw Sabien Lahaye-Battheu, mevrouw Carina Van Cauter, de heer Patrick Dewael, nr. 1829/1 van 20 oktober 2011.

18. Wetsvoorstel betreffende de opheffing van de wet van 10 augustus 2005 tot oprichting van het informatiesysteem Phenix.

Ingediend door mevrouw Sonja Becq, de heer Servais Verherstraeten, nr. 1921/1 van 30 november 2011.

19. Wetsvoorstel tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek wat de detachering van parketmagistraten betreft.

Ingediend door de heer Raf Terwingen, de heer Jenne De Potter, de heer Michel Doomst (**), mevrouw Sonja Becq, de heer Kristof Waterschoot, mevrouw Liesbeth Van der Auwera, nr. 2161/1 van 20 april 2012.

20. Wetsvoorstel tot opneming van het gerechtelijk kanton Borgworm in het gerechtelijk arrondissement Hoei.

Ingediend door de heer Joseph George nr. 2166/1 van 24 april 2012.

21. Wetsvoorstel tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek, houdende de afschaffing van de vereiste waaraan magistraten qua anciënniteit bij een rechtscollege moeten voldoen om te kunnen worden aangewezen voor sommige adjunct-mandaten bij datzelfde college.

Ingediend door mevrouw Özlem Özen, mevrouw Manuella Senecaut, nr. 2638/1 van 8 februari 2013.

Addendum, nr. 2638/2 van 21 januari 2014.

22. Wetsvoorstel tot wijziging van diverse bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek betreffende de toegang tot de magistratuur.

Ingediend door mevrouw Özlem Özen, mevrouw Manuella Senecaut, mevrouw Laurence Meire, nr. 2723/1 van 25 maart 2013.

Addendum, nr. 2723/2 van 21 januari 2014.

Rapporteur(s) : de heer Christian Brotcorne

23. Wetsvoorstel tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek teneinde het toezicht op de gerechtelijke overheden te regelen.

Ingediend door de heer Renaat Landuyt nr. 2861/1 van 5 juni 2013.

Rapporteur(s) : de heer Stefaan De Clerck (**)

RECHTERLIJKE MACHT

1. Wetsvoorstel tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek wat betreft de duurtijd van een openbaar ambt bij internationale, supranationale of buitenlandse instellingen door magistraten en de forfaitaire vergoeding ervan.

Ingediend door de heer Dirk Van der Maelen, de heer David Geerts, nr. 1374/1 van 6 april 2011.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek wat betreft de verdeling van de werklast tussen de verschillende rechtscolleges.

Ingediend door mevrouw Carina Van Cauter nr. 2670/1 van 26 februari 2013.

RECHTSBIJSTAND

1. Wetsvoorstel tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek wat de periodieke evaluatie van de tweedelijnsbijstand betreft.

Ingediend door mevrouw Sarah Smeyers, de heer Koenraad Degroote, mevrouw Sophie De Wit, mevrouw Kristien Van Vaerenbergh, nr. 2329/1 van 4 juli 2012.

SEKSUEEL MISDRIJF

1. Wetsvoorstel tot invoering van een verplichte terbeschikkingstelling van de strafuitvoeringsrechtbank en een verplichte behandeling of begeleiding voor zedendelinquenten.

Ingediend door de heer Bert Schoofs, de heer Gerolf Annemans, de heer Peter Logghe, nr. 3086/1 van 23 oktober 2013.

SEKSUELE MINDERHEID

1. Voorstel van resolutie waarin wordt gevraagd de lesbiennes, homo's, biseksuelen en transgenders in België respectvoller te bejegenen en hun rechten beter in acht te nemen.

Ingediend door de heer Olivier Henry, mevrouw Marie-Claire Lambert, mevrouw Valérie Déom (**), mevrouw Karine Lalieux, mevrouw Julie Fernandez Fernandez, mevrouw Maya Detiège, nr. 2352/1 van 10 juli 2012.

STAATSHOOFD

1. Wetsvoorstel tot opheffing van de wet van 6 april 1847 tot bestraffing van de beleedigen aan den Koning.

Ingediend door de heer Theo Francken, de heer Jan Jambon, mevrouw Kristien Van Vaerenbergh, nr. 3011/1 van 18 september 2013.

STRAFGEVANGENIS

1. Voorstel van resolutie over de inachtneming van de godsdienstvrijheid en de bestrijding van radicalisme in de Belgische strafinrichtingen.

Ingediend door de heer Denis Ducarme nr. 2346/1 van 9 juli 2012.

STRAFPROCEDURE

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de Voorafgaande Titel van het Wetboek van Strafvordering, wat betreft de verklaring van benadeelde persoon.

Ingediend door de heer Renaat Landuyt nr. 44/1 van 29 juli 2010.

2. Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 17 van het Gerechtelijk Wetboek en artikel 3 van de voorafgaande titel van het Wetboek van strafvordering, met het oog op de instelling ten voordele van de verenigingen van een rechtsvordering ter verdediging van collectieve belangen.

Ingediend door de heer Christian Brotcorne nr. 153/1 van 13 september 2010.

Advies van de Raad van State , nr. 153/2 van 14 maart 2012.

Rapporteur(s) : mevrouw Sonja Becq

3. Wetsvoorstel tot uitbreiding van de bij artikel 90ter van het Wetboek van strafvordering bepaalde mogelijkheden om privécommunicatie of -telecommunicatie af te luisteren, er kennis van te nemen of ze op te nemen, tot de misdrijven in verband met kinderpornografie.

Ingediend door de heer Christian Brotcorne nr. 158/1 van 14 september 2010.

4. Wetsvoorstel tot wijziging van de in het Wetboek van strafvordering vervatte bepalingen betreffende de kennisgeving van strafrechtelijke beslissingen.

Ingediend door de heer Joseph George, de heer Christian Brotcorne, nr. 173/1 van 17 september 2010.

5. Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 21 et 21bis van de wet van 17 april 1878 houdende de voorafgaande titel van het Wetboek van strafvordering, teneinde voor sommige op minderjarigen gepleegde ernstige feiten de verjaringstermijn vast te stellen op vijftien jaar.

Ingediend door de heer Daniel Bacquellaine, mevrouw Jacqueline Galant, de heer Denis Ducarme, nr. 246/1 van 1 oktober 2010.

6. Wetsvoorstel tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek wat betreft de hoven van assisen (II).
Ingediend door de heer Raf Terwingen, de heer Servais Verherstraeten, mevrouw Liesbeth Van der Auwera, de heer Hendrik Bogaert, mevrouw Sonja Becq, nr. 253/1 van 1 oktober 2010.
Amendement van de heer Raf Terwingen, mevrouw Sonja Becq, nr. 253/2 van 13 oktober 2010.
Amendement van de heer Raf Terwingen, nr. 253/3 van 6 september 2011.

7. Wetsvoorstel tot wijziging, wat de mededeling van de strafrechtelijke beslissing betreft, van de artikelen 163, 176, 195 en 211 van het Wetboek van strafvordering.
Ingediend door mevrouw Laurence Meire, mevrouw Manuella Senecaut, mevrouw Özlem Özen, nr. 280/1 van 5 oktober 2010.
Amendement van de heer Thierry Giet (**), nr. 280/2 van 11 juni 2013.
Addendum, nr. 280/3 van 21 januari 2014.

8. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis, teneinde te voorzien in de onmiddellijke en systematische aanhouding van personen die zijn veroordeeld wegens misdrijven van aanranding van de eerbaarheid of van verkrachting van een minderjarige jonger dan 16 jaar.
Ingediend door de heer Daniel Bacquelaine, mevrouw Jacqueline Galant, de heer Charles Michel, nr. 290/1 van 5 oktober 2010.
Addendum, nr. 290/2 van 26 juli 2011.

9. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 417 van het Wetboek van strafvordering teneinde bij cassatieberoep gelijke behandeling inzake de kennisgeving aan de partijen te waarborgen.
Ingediend door de heer Daniel Bacquelaine nr. 311/1 van 6 oktober 2010.

10. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 17 april 1878 houdende de voorafgaande titel van het Wetboek van strafvordering wat de afschaffing van de verjaring van seksuele misdrijven op minderjarigen betreft.
Ingediend door de heer Renaat Landuyt nr. 314/1 van 7 oktober 2010.

11. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 17 april 1878 houdende de voorafgaande titel van het Wetboek van Strafvordering, wat de verjaringstermijn van sommige misdrijven op minderjarigen betreft.
Ingediend door mevrouw Sabien Lahaye-Battheu, de heer Herman De Croo, de heer Patrick Dewael, mevrouw Carina Van Cauter, nr. 315/1 van 7 oktober 2010.
Rapporteur(s) : mevrouw Valérie Déom (**), mevrouw Kristien Van Vaerenbergh

12. Wetsvoorstel tot wijziging van de Voorafgaande Titel van het Wetboek van Strafvordering wat betreft de universele strafbaarstelling van personen die in het buitenland kinderen laten werken.

Ingediend door de heer Dirk Van der Maelen, de heer Hans Bonte, mevrouw Meryame Kitir, de heer Renaat Landuyt, de heer Patrick Moriau (**), nr. 398/1 van 14 oktober 2010.

13. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 21 april 2007 betreffende de internering van personen met een geestesstoornis wat het informeren van de raadsman van de geïnterneerde betreft.

Ingediend door de heer Raf Terwingen, mevrouw Sonja Becq, mevrouw Leen Dierick, mevrouw Nahima Lanjri, mevrouw Liesbeth Van der Auwera, de heer Stefaan Vercamer, de heer Servais Verherstraeten, nr. 402/1 van 15 oktober 2010.

14. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van strafvordering en van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis.

Ingediend door de heer Stefaan Van Hecke, mevrouw Juliette Boulet, de heer Eric Jadot, nr. 422/1 van 20 oktober 2010.

15. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 143bis van het Gerechtelijk Wetboek.

Ingediend door mevrouw Marie-Christine Marghem, de heer Olivier Maingain, nr. 472/1 van 26 oktober 2010.

16. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 4 oktober 1867 op de verzachtende omstandigheden voor wat betreft de verzachtende en de verzwarende omstandigheden.

Ingediend door de heer Raf Terwingen, de heer Servais Verherstraeten, nr. 525/1 van 8 november 2010.

17. Wetsvoorstel tot invoeging van een artikel 61septies in het Wetboek van strafvordering, teneinde te voorzien in een beroep tegen de weigering van de onderzoeksrechter een begraving of een verassing toe te staan.

Ingediend door mevrouw Marie-Christine Marghem nr. 533/1 van 9 november 2010.

18. Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 172, 203 en 373 van het Wetboek van strafvordering, ter bepaling van het ogenblik waarop de termijn ingaat waarbinnen hoger beroep wordt ingesteld tegen de beslissingen die geacht worden op tegenspraak te zijn.

Ingediend door mevrouw Marie-Christine Marghem nr. 535/1 van 9 november 2010.

19. Wetsvoorstel tot herstel, in een nieuwe lezing, van artikel 134 van het Wetboek van strafvordering teneinde de behandeling van bepaalde strafrechtelijke dossiers te bespoedigen.

Ingediend door de heer Daniel Bacquellaine, mevrouw Jacqueline Galant, nr. 546/1 van 10 november 2010.

20. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis en van de wet van 13 maart 1973 betreffende de vergoeding voor onwerkzame voorlopige hechtenis.

Ingediend door mevrouw Marie-Christine Marghem, mevrouw Katrin Jadin, mevrouw Jacqueline Galant, nr. 547/1 van 10 november 2010.

21. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de straffordering wat het voorlezen van de processen-verbaal betreft.

Ingediend door de heer Servais Verherstraeten, de heer Raf Terwingen, nr. 578/1 van 17 november 2010.

22. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 17 mei 2006 betreffende de externe rechtspositie van de veroordeelden tot een vrijheidsstraf en de aan het slachtoffer toegekende rechten in het raam van de strafuitvoeringsmodaliteiten, teneinde in geval van veroordeling wegens seksueel misbruik van een minderjarige het volgen van een begeleiding of van een behandeling verplicht te maken.

Ingediend door de heer Daniel Bacquellaine, mevrouw Jacqueline Galant, mevrouw Marie-Christine Marghem, de heer Philippe Collard, de heer Denis Ducarme, mevrouw Corinne De Permentier, de heer Charles Michel, nr. 608/1 van 18 november 2010.

Addendum, nr. 608/2 van 28 juli 2011.

23. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 216bis van het Wetboek van straffordering, alsook van de wetten betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd op 16 maart 1968, teneinde het openbaar ministerie de mogelijkheid te bieden inzake verkeersovertredingen een alternatieve maatregel voor te stellen, in plaats van de gebruikelijke gerechtelijke vervolging.

Ingediend door mevrouw Valérie De Bue, mevrouw Jacqueline Galant, de heer Daniel Bacquellaine, nr. 612/1 van 18 november 2010.

24. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 143bis van het Gerechtelijk Wetboek.

Ingediend door mevrouw Marie-Christine Marghem, de heer Olivier Maingain, de heer Daniel Bacquellaine, mevrouw Jacqueline Galant, de heer Philippe Goffin, de heer François-Xavier de Donnea, mevrouw Corinne De Permentier, nr. 634/1 van 19 november 2010.

25. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 17 april 1878 houdende de voorafgaande titel van het Wetboek van Straffordering wat het verval van straffordering voor bepaalde misdrijven betreft.

Ingediend door de heer Gerolf Annemans, de heer Peter Logghe, de heer Bert Schoofs, nr. 667/1 van 23 november 2010.

26. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis met betrekking tot de onmiddellijke aanhouding.

Ingediend door de heer Filip De Man, de heer Bert Schoofs, de heer Gerolf Annemans, de heer Peter Logghe, nr. 668/1 van 23 november 2010.

27. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van Straffordering met betrekking tot het verhoren van personen.

Ingediend door de heer Gerolf Annemans, de heer Bert Schoofs, de heer Peter Logghe, nr. 669/1 van 23 november 2010.

28. Wetsvoorstel tot wijziging van de drugwet van 24 februari 1921 voor wat betreft de bevoegdheid om huiszoekingen uit te voeren.

Ingediend door de heer Filip De Man, de heer Bert Schoofs, de heer Gerolf Annemans, de heer Peter Logghe, nr. 684/1 van 24 november 2010.

29. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van strafvordering en van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis wat betreft de rechten van ondervraagden.

Ingediend door mevrouw Carina Van Cauter, mevrouw Sabien Lahaye-Battheu, de heer Patrick Dewael, de heer Herman De Croo, nr. 723/1 van 30 november 2010.

30. Wetsvoorstel tot wijziging van de wetgeving wat de procedure van onmiddellijke verschijning in strafzaken betreft.

Ingediend door de heer Bert Schoofs, de heer Peter Logghe, de heer Filip De Man, de heer Gerolf Annemans, mevrouw Barbara Pas, nr. 982/1 van 4 januari 2011.

Addendum, nr. 982/2 van 14 februari 2011.

31. Wetsvoorstel tot wijziging van de Voorafgaande Titel van het Wetboek van Strafvordering met het oog op de universele strafbaarstelling van bepaalde inbreuken op fundamentele sociale rechten.

Ingediend door de heer Dirk Van der Maelen, de heer Hans Bonte, mevrouw Meryame Kitir, de heer Renaat Landuyt, nr. 1025/1 van 13 januari 2011.

32. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van Strafvordering voor wat betreft de inning van boetes.

Ingediend door mevrouw Sabien Lahaye-Battheu, mevrouw Carina Van Cauter, de heer Patrick Dewael, nr. 1029/1 van 12 januari 2011.

33. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 136 van het Wetboek van Strafvordering wat betreft de termijn van onderzoek.

Ingediend door mevrouw Carina Van Cauter, mevrouw Sabien Lahaye-Battheu, de heer Patrick Dewael, de heer Herman De Croo, nr. 1048/1 van 17 januari 2011.

34. Wetsvoorstel tot wijziging, wat betreft het positief injunctierecht, van het Wetboek van Strafvordering.

Ingediend door mevrouw Carina Van Cauter, mevrouw Sabien Lahaye-Battheu, de heer Patrick Dewael, nr. 1153/1 van 2 februari 2011.

35. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van Strafvordering teneinde aangiften en klachten langs elektronische weg mogelijk te maken.

Ingediend door de heer Gerolf Annemans, de heer Bert Schoofs, de heer Peter Logghe, nr. 1181/1 van 8 februari 2011.

36. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 595 van het Wetboek van strafvordering.

Ingediend door de heer Thierry Giet (**), mevrouw Valérie Déom (**), de heer Rachid Madrane (**), mevrouw Özlem Özen, de heer Renaat Landuyt, de heer Raf Terwingen, de heer Stefaan Van Hecke, de heer Christian Brotcorne, mevrouw Juliette Boulet, nr. 1226/1 van 17 februari 2011.

37. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van Strafvordering wat het verval van de strafvordering ten betaling van een geldsom betreft.

Ingediend door de heer Servais Verherstraeten, mevrouw Sonja Becq, de heer Raf Terwingen, nr. 1252/1 van 24 februari 2011.

38. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van strafvordering, waarbij wordt voorzien in de mogelijkheid om hoger beroep in te stellen tegen de arresten van het hof van assisen.

Ingediend door mevrouw Marie-Christine Marghem, de heer Thierry Giet (**), nr. 1270/1 van 1 maart 2011.

Addendum, nr. 1270/2 van 3 maart 2011.

39. Wetsvoorstel tot wijziging van de wetgeving betreffende de strafuitvoering, van de wetgeving betreffende het gebruik der talen en van het Gerechtelijk Wetboek, wat het hoger beroep inzake strafuitvoering betreft.

Ingediend door de heer Christian Brotcorne, mevrouw Carina Van Cauter, nr. 1506/1 van 26 mei 2011.

Addendum, nr. 1506/2 van 30 mei 2011.

Rapporteur(s) : de heer Renaat Landuyt

40. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van Strafvordering wat betreft de spiegelconfrontatie.

Ingediend door de heer Bert Schoofs, de heer Gerolf Annemans, de heer Peter Logghe, mevrouw Annick Ponthier, de heer Filip De Man, de heer Tanguy Veys, nr. 1553/1 van 8 juni 2011.

Addendum, nr. 1553/2 van 9 juni 2011.

41. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van Strafvordering wat betreft de openbaarmaking van de minnelijke schikking.

Ingediend door de heer Bert Schoofs, de heer Gerolf Annemans, de heer Peter Logghe, nr. 1554/1 van 8 juni 2011.

Rapporteur(s) : mevrouw Sophie De Wit

42. Wetsvoorstel betreffende de kennisgeving van strafrechtelijke uitspraken.

Ingediend door de heer Bert Schoofs, de heer Peter Logghe, de heer Gerolf Annemans, nr. 1555/1 van 8 juni 2011.

43. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van Strafvordering wat betreft het raadplegen van het Strafreger.

Ingediend door mevrouw Nahima Lanjri, de heer Raf Terwingen, mevrouw Leen Dierick, de heer Servais Verherstraeten, mevrouw Sonja Becq, de heer Jef Van den Bergh, de heer Stefaan De Clerck (**), nr. 1674/1 van 12 juli 2011.

Addendum, nr. 1674/2 van 24 mei 2013.

Advies, nr. 1674/3 van 10 april 2014.

44. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van Strafvordering wat de afschaffing van het vereiste bevelschrift van de onderzoeksrechter voor het lokaliseren van een gsm betreft.

Ingediend door de heer Bert Schoofs, de heer Gerolf Annemans, de heer Peter Logghe, nr. 1781/1 van 6 oktober 2011.

45. Wetsvoorstel tot oprichting van een Rijksregister van plegers van seksuele misdrijven, als onderdeel van het Centraal Strafreger.

Ingediend door de heer Olivier Maingain, de heer Damien Thiéry, nr. 1861/1 van 3 november 2011.

Amendement van de heer Olivier Maingain, de heer Damien Thiéry, nr. 1861/2 van 17 november 2011.

46. Wetsvoorstel tot aanvulling van het Wetboek van strafvordering wat betreft de telefoontap bij wapenhandel.

Ingediend door de heer Kristof Waterschoot, de heer Raf Terwingen, mevrouw Sonja Becq, de heer Roel Deseyn, mevrouw Liesbeth Van der Auwera, de heer Jef Van den Bergh, de heer Jenne De Potter, mevrouw Nathalie Muylle, mevrouw Bercy Slegers, nr. 2013/1 van 20 januari 2012.

47. Wetsvoorstel tot oprichting van een Commissie evaluatie afgesloten strafzaken.

Ingediend door de heer Bert Schoofs, de heer Gerolf Annemans, de heer Peter Logghe, nr. 2028/1 van 31 januari 2012.

48. Voorstel van resolutie tot het bevorderen van het verstrekken van informatie bestemd voor de burger met het oog op het versnellen van de afhandeling van lopende strafonderzoeken.

Ingediend door de heer Gerolf Annemans, de heer Bert Schoofs, de heer Peter Logghe, nr. 2058/1 van 14 februari 2012.

49. Wetsvoorstel houdende invoeging van een Tweede Deel in de Voorafgaande Titel van het Wetboek van strafvordering betreffende de algemene beginselen van het strafprocesrecht.

Ingediend door mevrouw Sonja Becq, de heer Raf Terwingen, nr. 2236/1 van 6 juni 2012.

50. Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 216bis en 590 van het Wetboek van strafvordering betreffende de minnelijke schikking in strafzaken.

Ingediend door de heer Stefaan Van Hecke, mevrouw Juliette Boulet, mevrouw Meyrem Almaci, de heer Georges Gilkinet, nr. 2437/1 van 9 oktober 2012.

Rapporteur(s) : mevrouw Sophie De Wit

51. Wetsvoorstel tot wijziging van de voorafgaande titel van het Wetboek van strafvordering wat de burgerlijke partijstelling betreft.

Ingediend door mevrouw Sabien Lahaye-Battheu, mevrouw Carina Van Cauter, nr. 2514/1 van 22 november 2012.

52. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van strafvordering teneinde te bepalen dat verhoren die werden afgenomen zonder voorafgaande raadpleging of bijstand van een advocaat niet mogen worden gebruikt als bewijs om de verhoorde persoon te veroordelen.

Ingediend door de heer Olivier Maingain, de heer Damien Thiéry, de heer Bernard Clerfayt, nr. 2534/1 van 30 november 2012.

53. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 17 mei 2006 betreffende de externe rechtspositie van de veroordeelden tot een vrijheidsstraf en de aan het slachtoffer toegekende rechten in het raam van de strafuitvoeringsmodaliteiten.

Ingediend door de heer Stefaan Van Hecke, mevrouw Juliette Boulet, de heer Fouad Lahssaini, nr. 2563/1 van 13 december 2012.

Verslag van de heer Renaat Landuyt, nr. 2563/2 van 30 januari 2013.

54. Wetsvoorstel tot wijziging van de voorafgaande titel van het Wetboek van strafvordering alsook van het Gerechtelijk Wetboek, betreffende de gelijkheid van de partijen tijdens het strafproces.

Ingediend door de heer Olivier Maingain, de heer Damien Thiéry, de heer Bernard Clerfayt, nr. 2666/1 van 22 februari 2013.

55. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis.

Ingediend door mevrouw Carina Van Cauter nr. 2671/1 van 26 februari 2013.

56. Wetsvoorstel houdende verlenging tot 20 jaar van de verjaringstermijn voor niet-correctionaliseerbare misdaden.

Ingediend door de heer Charles Michel, mevrouw Marie-Christine Marghem, de heer Philippe Goffin, mevrouw Jacqueline Galant, de heer Denis Ducarme, nr. 2703/1 van 18 maart 2013.

Addendum, nr. 2703/2 van 21 maart 2013.

Addendum, nr. 2703/3 van 28 maart 2013.

57. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van Strafvordering met het oog op een betere communicatie naar pers en maatschappij in strafzaken.

Ingediend door mevrouw Sophie De Wit, de heer Koenraad Degroote, mevrouw Daphné Dumery, mevrouw Sarah Smeyers, mevrouw Kristien Van Vaerenbergh, nr. 2719/1 van 20 maart 2013.

58. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van Strafvordering met het oog op betere controle op de strafuitvoeringsmodaliteiten.

Ingediend door mevrouw Sophie De Wit nr. 2720/1 van 20 maart 2013.

59. Wetsvoorstel betreffende het gebruik van videoconferentie voor de verschijning van inverdenkinggestelden in voorlopige hechtenis.

Ingediend door de heer Koenraad Degroote, mevrouw Daphné Dumery, mevrouw Sarah Smeyers, mevrouw Kristien Van Vaerenbergh, nr. 3030/1 van 27 september 2013.

60. Wetsvoorstel tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek wat de minnelijke schikking betreft.

Ingediend door mevrouw Sabien Lahaye-Battheu nr. 3103/1 van 31 oktober 2013.

61. Wetsvoorstel tot vrijwaring van de rechten van het slachtoffer in het kader van de strafuitvoering.

Ingediend door de heer Bert Schoofs, de heer Gerolf Annemans, de heer Peter Logghe, nr. 3276/1 van 8 januari 2014.

62. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van Strafvordering wat de mogelijkheid van overbrenging van een ernstige besmettelijke ziekte betreft.

Ingediend door mevrouw Carina Van Cauter nr. 3279/1 van 9 januari 2014.

Verslag van mevrouw Sophie De Wit, nr. 3279/2 van 25 april 2014.

63. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van Strafvordering wat de uitbreiding van het mini-onderzoek tot de huiszoeking betreft.

Ingediend door de heer Carl Devlies, mevrouw Liesbeth Van der Auwera, mevrouw Sonja Becq, mevrouw Carina Van Cauter, nr. 3281/1 van 9 januari 2014.

Addendum, nr. 3281/2 van 16 januari 2014.

64. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van Strafvordering wat het mini-onderzoek betreft.

Ingediend door de heer Renaat Landuyt nr. 3286/1 van 13 januari 2014.

65. Wetsvoorstel tot aanvulling van het Wetboek van strafvordering met een regeling voor het onderzoek naar de mogelijkheid van overbrenging van een ernstige besmettelijke ziekte bij gelegenheid van een strafbaar feit.

Ingediend door mevrouw Sonja Becq nr. 3440/1 van 12 maart 2014.

Rapporteur(s) : mevrouw Sophie De Wit

66. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van Strafvordering wat het gebruik van warmtebeeldcamera's betreft.

Ingediend door de heer Frank Wilrycx, mevrouw Carina Van Cauter, nr. 3459/1 van 18 maart 2014.

STRAFRECHT

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wetgeving inzake strafrechtelijke geldboetes voor wat betreft de koppeling van geldboetes aan de economische draagkracht van de gedaagde.

Ingediend door de heer Renaat Landuyt nr. 32/1 van 29 juli 2010.

2. Wetsvoorstel inzake de effectieve uitvoering van de gevangenisstraf.

Ingediend door de heer Renaat Landuyt nr. 34/1 van 29 juli 2010.

3. Wetsvoorstel wat het woonverbod voor veroordeelden voor bepaalde zedenfeiten betreft.

Ingediend door de heer Renaat Landuyt nr. 37/1 van 29 juli 2010.

4. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet op het parlementair onderzoek van 3 mei 1880, teneinde een parlementaire onderzoekscommissie inzage te verlenen in een burgerlijk gerechtelijk dossier.

Ingediend door de heer Christian Brotcorne nr. 63/1 van 9 augustus 2010.

5. Voorstel van resolutie over de invoering van de elektronische armband voor gewelddadige partners in België.

Ingediend door de heer Denis Ducarme, mevrouw Katrin Jadin, mevrouw Jacqueline Galant, nr. 99/1 van 8 september 2010.

6. Wetsvoorstel tot wijziging van het Strafwetboek ter beteugeling van het bewust vernietigen van verkeerstekens en onbemande controleapparaten in het verkeer.

Ingediend door de heer Jef Van den Bergh, de heer Raf Terwingen, de heer Servais Verherstraeten, nr. 129/1 van 9 september 2010.

7. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 8 juni 2006 houdende regeling van economische en individuele activiteiten met wapens en tot verzwaring van de straf gesteld op misdrijven gepleegd met automatische wapens.

Ingediend door de heer Christian Brotcorne, mevrouw Myriam Delacroix-Rolin (**), nr. 146/1 van 13 september 2010.

Addendum, nr. 146/2 van 29 oktober 2010.

8. Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 399, 400 en 405bis van het Strafwetboek, wat de vrijwillige slagen en verwondingen betreft.

Ingediend door de heer Thierry Giet (**), mevrouw Valérie Déom (**), mevrouw Özlem Özen, de heer Rachid Madrane (**), nr. 212/1 van 24 september 2010.

Rapporteur(s) : de heer Christian Brotcorne

9. Wetsvoorstel tot wijziging van het Strafwetboek om aanzetting tot gevaarlijke spelen strafbaar te stellen.

Ingediend door mevrouw Corinne De Permentier, mevrouw Katrin Jadin, mevrouw Jacqueline Galant, nr. 216/1 van 28 september 2010.

10. Voorstel van resolutie betreffende het sluiten van een samenwerkingsakkoord over de integratie en de stroomlijning van het slachtofferbeleid.

Ingediend door de heer Daniel Bacquellaine, mevrouw Corinne De Permentier, mevrouw Katrin Jadin, nr. 217/1 van 28 september 2010.

11. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 17 mei 2006 betreffende de externe rechtspositie van de veroordeelden tot een vrijheidsstraf en de aan het slachtoffer toegekende rechten in het raam van de strafuitvoeringsmodaliteiten, in verband met de toegang tot de voorwaardelijke invrijheidstelling voor een gedetineerde die is ontvlucht of een poging daartoe heeft ondernomen.

Ingediend door mevrouw Marie-Christine Marghem nr. 277/1 van 5 oktober 2010.

Amendementen van mevrouw Marie-Christine Marghem, mevrouw Sabien Lahaye-Battheu, de heer Philippe Goffin, nr. 277/2 van 4 juli 2012.

Rapporteur(s) : mevrouw Sophie De Wit, de heer Koenraad Degroote

12. Wetsvoorstel tot wijziging van het Strafwetboek betreffende de kennisgeving aan het slachtoffer van de tenuitvoerlegging van de aan de veroordeelde opgelegde werkstraf.

Ingediend door de heer Thierry Giet (**), mevrouw Özlem Özen, mevrouw Valérie Déom (**), mevrouw Karine Lalieux, nr. 278/1 van 5 oktober 2010.

13. Wetsvoorstel tot wijziging van het Strafwetboek, teneinde de jegens recidiverende seksuele delinquenten uitgesproken straffen te verzwaren.

Ingediend door de heer Daniel Bacquellaine, de heer Denis Ducarme, de heer Charles Michel, nr. 289/1 van 5 oktober 2010.

Addendum, nr. 289/2 van 26 juli 2011.

14. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 417bis van het Strafwetboek.

Ingediend door de heer Olivier Maingain, mevrouw Marie-Christine Marghem, de heer Damien Thiéry, mevrouw Katrin Jadin, nr. 391/1 van 13 oktober 2010.

15. Wetsvoorstel ter bestraffing van happy slapping.

Ingediend door de heer Denis Ducarme, mevrouw Katrin Jadin, nr. 417/1 van 19 oktober 2010.

16. Wetsvoorstel teneinde de schorsing van de politieke rechten automatisch uit te spreken als bijkomende straf bij een veroordeling op grond van de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden, van de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd en van de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie.

Ingediend door de heer Olivier Maingain, mevrouw Kattrin Jadin, de heer Damien Thiéry, nr. 478/1 van 27 oktober 2010.

17. Wetsvoorstel tot wijziging van het Strafwetboek wat betreft het commercieel draagmoederschap.

Ingediend door mevrouw Myriam Vanlerberghe (**), de heer Renaat Landuyt, mevrouw Maya Detiège, nr. 497/1 van 28 oktober 2010.

18. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 85 van het Strafwetboek.

Ingediend door mevrouw Nathalie Muylle, de heer Servais Verherstraeten, de heer Stefaan De Clerck (**), de heer Raf Terwingen, mevrouw Liesbeth Van der Auwera, nr. 579/1 van 17 november 2010.

19. Wetsvoorstel tot instelling van commissarissen-generaal voor de slachtofferrechten.

Ingediend door de heer Daniel Bacquelaïne, de heer François-Xavier de Donnea, de heer Denis Ducarme, mevrouw Marie-Christine Marghem, mevrouw Jacqueline Galant, mevrouw Corinne De Permentier, de heer Charles Michel, nr. 603/1 van 18 november 2010.

Addendum, nr. 603/2 van 28 juli 2011.

20. Wetsvoorstel teneinde elektronisch toezicht op en hormonale farmacologische behandeling van in vrijheid gestelde seksuele delinquenten mogelijk te maken.

Ingediend door de heer Daniel Bacquelaïne, mevrouw Corinne De Permentier, mevrouw Jacqueline Galant, mevrouw Marie-Christine Marghem, de heer Philippe Collard, de heer Denis Ducarme, de heer Charles Michel, nr. 609/1 van 18 november 2010.

Addendum, nr. 609/2 van 28 juli 2011.

21. Wetsvoorstel tot wijziging van het Strafwetboek, teneinde onherkenbaarmaking met de bedoeling misdrijven te plegen, strafbaar te stellen.

Ingediend door de heer Daniel Bacquelaïne, mevrouw Corinne De Permentier, mevrouw Jacqueline Galant, de heer Denis Ducarme, de heer Charles Michel, nr. 616/1 van 18 november 2010.

Addendum, nr. 616/2 van 28 juli 2011.

22. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 3 mei 1880 op het parlementair onderzoek.

Ingediend door mevrouw Barbara Pas, de heer Gerolf Annemans, de heer Bert Schoofs, de heer Hagen Goyvaerts, de heer Peter Logghe, nr. 629/1 van 19 november 2010.

23. Wetsvoorstel tot aanvulling van het Strafwetboek wat de ontvluchting van gevangenen betreft.
Ingediend door mevrouw Corinne De Permentier, de heer Daniel Bacquelaïne, nr. 639/1 van 19 november 2010.

Rapporteur(s) : mevrouw Sophie De Wit, de heer Koenraad Degroote

24. Voorstel van resolutie betreffende de uitwisseling van informatie uit het strafregister.
Ingediend door mevrouw Corinne De Permentier, mevrouw Jacqueline Galant, nr. 640/1 van 19 november 2010.

25. Wetsvoorstel tot instelling van strafsancities jegens personen die opzettelijk en herhaaldelijk verzuimen hun huurgeld te betalen.
Ingediend door de heer David Clarinval, de heer Denis Ducarme, nr. 647/1 van 19 november 2010.

26. Wetsvoorstel tot invoeging van een artikel 556 in het Strafwetboek, teneinde intimidatie door middel van honden te verbieden.
Ingediend door de heer Daniel Bacquelaïne, de heer Denis Ducarme, nr. 657/1 van 22 november 2010.

27. Wetsvoorstel tot regeling van de voorlichting bij een openbare omroep tot sociale solidariteit.
Ingediend door de heer David Clarinval, mevrouw Valérie De Bue, nr. 662/1 van 22 november 2010.

28. Wetsvoorstel tot wijziging van het Strafwetboek wat betreft de bestraffing van de omzeiling van de strafwet door de overheid.
Ingediend door mevrouw Alexandra Colen, de heer Bert Schoofs, de heer Gerolf Annemans, de heer Peter Logghe, nr. 711/1 van 26 november 2010.

29. Wetsvoorstel tot wijziging van het Strafwetboek wat de terbeschikkingstelling van de strafuitvoeringsrechtbank betreft.
Ingediend door mevrouw Sophie De Wit, mevrouw Sarah Smeyers, de heer Siegfried Bracke, mevrouw Kristien Van Vaerenbergh, nr. 758/1 van 2 december 2010.

30. Wetsvoorstel tot wijziging van het Strafwetboek om het bedrieglijke gebruik van vrijgevigheid te beteugelen.
Ingediend door de heer Peter Vanvelthoven nr. 788/1 van 7 december 2010.

31. Wetsvoorstel houdende reglementering van de prostitutie.
Ingediend door de heer Peter Vanvelthoven nr. 789/1 van 7 december 2010.

32. Wetsvoorstel ter beteugeling van het familiaal geweld en tot wijziging van het Strafwetboek inzake het beroepsgeheim.

Ingediend door de heer Peter Vanvelthoven nr. 790/1 van 7 december 2010.

33. Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 398, 399 en 400 van het Strafwetboek, in verband met opzettelijke slagen en verwondingen.

Ingediend door de heer Joseph George, de heer Gerald Kindermans, nr. 815/1 van 14 december 2010.

34. Wetsvoorstel tot invoering in het Strafwetboek van een beveiligingsperiode bij veroordelingen voor bijzonder zware misdrijven.

Ingediend door de heer Daniel Bacquelaïne, de heer Philippe Collard, de heer François-Xavier de Donnea, mevrouw Corinne De Permentier, mevrouw Marie-Christine Marghem, de heer Denis Ducarme, de heer Charles Michel, nr. 871/1 van 22 december 2010.

Addendum, nr. 871/2 van 26 juli 2011.

35. Wetsvoorstel tot aanvulling van het Strafwetboek met het oog op de strafbaarstelling van de verkoop van kinderen.

Ingediend door mevrouw Nahima Lanjri, mevrouw Sonja Becq, de heer Raf Terwingen, nr. 874/1 van 22 december 2010.

36. Wetsvoorstel tot uitbreiding van de categorieën van personen en van de schadeposten die in aanmerking komen voor een vergoeding door de commissie voor financiële hulp aan slachtoffers van opzettelijke gewelddaden.

Ingediend door de heer Peter Logghe, de heer Hagen Goyvaerts, de heer Bert Schoofs, de heer Filip De Man, de heer Gerolf Annemans, mevrouw Rita De Bont, nr. 893/1 van 22 december 2010.

37. Wetsvoorstel tot invoeging van het misdrijf van kraken van gebouwen in het Strafwetboek.

Ingediend door de heer Filip De Man, de heer Hagen Goyvaerts, de heer Bert Schoofs, de heer Gerolf Annemans, de heer Peter Logghe, nr. 932/1 van 15 december 2010.

38. Wetsvoorstel tot het strenger bestraffen van geweldsdelicten op het openbaar vervoer.

Ingediend door de heer Bert Schoofs, de heer Gerolf Annemans, de heer Peter Logghe, nr. 979/1 van 4 januari 2011.

39. Wetsvoorstel tot invoeging in het Strafwetboek van het strafbaar stellen van de verhindering van dringende medische zorgen.

Ingediend door mevrouw Rita De Bont, de heer Bert Schoofs, de heer Gerolf Annemans, de heer Peter Logghe, nr. 1021/1 van 13 januari 2011.

40. Wetsvoorstel tot wijziging van het Strafwetboek wat de verjaring van politiestraffen betreft.
Ingediend door de heer Raf Terwingen, de heer Jef Van den Bergh, mevrouw Leen Dierick, nr. 1024/1 van 13 januari 2011.

41. Wetsvoorstel tot wijziging van de basiswet van 12 januari 2005 betreffende het gevangeniswezen en de rechtspositie van de gedetineerden teneinde de beschikbaarheid van het personeel van de gevangenen te garanderen.

Ingediend door mevrouw Carina Van Cauter, mevrouw Sabien Lahaye-Battheu, de heer Patrick Dewael, de heer Daniel Bacquellaine, de heer Charles Michel, nr. 1046/1 van 17 januari 2011.

Addendum, nr. 1046/2 van 14 februari 2011.

Addendum, nr. 1046/3 van 5 juli 2011.

Rapporteur(s) : de heer Christian Brotcorne

42. Wetsvoorstel tot wijziging van het Strafwetboek wat betreft verduistering gepleegd door personen die een openbaar ambt uitoefenen.

Ingediend door mevrouw Kristien Van Vaerenbergh, de heer Siegfried Bracke, mevrouw Sophie De Wit, nr. 1056/1 van 18 januari 2011.

43. Wetsvoorstel betreffende daderherkenning en het recht van slachtoffers van misdrijven om foto's van daders die op heterdaad gefilmd of gefotografeerd werden openbaar te maken.

Ingediend door de heer Filip De Man, de heer Bert Schoofs, de heer Gerolf Annemans, de heer Peter Logghe, nr. 1069/1 van 18 januari 2011.

44. Wetsvoorstel tot wijziging van het Strafwetboek wat de oorlogspropaganda in vreedstijd betreft.

Ingediend door de heer Filip De Man, de heer Guy D'haeseleer, de heer Bert Schoofs, de heer Peter Logghe, de heer Gerolf Annemans, nr. 1155/1 van 2 februari 2011.

45. Wetsvoorstel betreffende het strafbaar stellen van commerciële orgaanhandel en orgaantoerisme.

Ingediend door de heer Manu Beuselinck (**), de heer Bert Wollants, de heer Flor Van Noppen, mevrouw Reinilde Van Moer, nr. 1202/1 van 10 februari 2011.

46. Wetsvoorstel tot wijziging van het Strafwetboek wat betreft het verbod op vechtsport voor personen die veroordeeld zijn wegens bepaalde misdrijven tegen personen.

Ingediend door de heer Filip De Man, de heer Bert Schoofs, de heer Peter Logghe, de heer Gerolf Annemans, nr. 1205/1 van 10 februari 2011.

47. Wetsvoorstel tot wijziging van het Strafwetboek met betrekking tot onopzettelijke misdrijven in verkeerszaken.

Ingediend door mevrouw Sabien Lahaye-Battheu, mevrouw Carina Van Cauter, de heer Patrick Dewael, nr. 1213/1 van 11 februari 2011.

48. Wetsvoorstel tot invoeging van een artikel 446/1 in het Strafwetboek, tot bestraffing van de vernietiging, de beschadiging of het ontierend gebruik van bepaalde vlaggen.

Ingediend door de heer Laurent Louis nr. 1220/1 van 16 februari 2011.

49. Wetsvoorstel tot verstrenging van de straffen zoals bepaald in de wet van 24 februari 1921 betreffende het verhandelen van gifstoffen, slaapmiddelen en verdovende middelen, psychotrope stoffen, ontsmettingstoffen en antiseptica en van de stoffen die kunnen gebruikt worden voor de illegale vervaardiging van verdovende en psychotrope stoffen.

Ingediend door de heer Gerolf Annemans, de heer Filip De Man, nr. 1253/1 van 24 februari 2011.

50. Wetsvoorstel tot strafbaarstelling van het kraken van gebouwen en tot uitbreiding van de strafbaarstelling van woonstschennis.

Ingediend door de heer Stefaan Vercamer, mevrouw Leen Dierick, de heer Raf Terwingen, mevrouw Liesbeth Van der Auwera, nr. 1266/1 van 1 maart 2011.

51. Wetsvoorstel tot invoeging in het Strafwetboek van een artikel 458ter betreffende het beroepsgeheim van de OCMW's ten aanzien van met valse documenten gepleegde sociale fraude.

Ingediend door de heer Laurent Louis nr. 1291/1 van 15 maart 2011.

52. Wetsvoorstel tot wijziging van het Strafwetboek wat het bedelen met minderjarigen betreft.

Ingediend door de heer Bert Schoofs, de heer Gerolf Annemans, de heer Peter Logghe, nr. 1319/1 van 24 maart 2011.

53. Wetsvoorstel betreffende het strafbaar stellen van ontvluchting.

Ingediend door mevrouw Sabien Lahaye-Battheu, mevrouw Carina Van Cauter, de heer Patrick Dewael, nr. 1325/1 van 25 maart 2011.

Rapporteur(s) : mevrouw Sophie De Wit, de heer Koenraad Degroote

54. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, het ten laste nemen van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd en het herstel van de door dit feit veroorzaakte schade, wat de principiële strafrechtelijke meerderjarigheid op zestien jaar betreft.

Ingediend door de heer Laurent Louis nr. 1359/1 van 5 april 2011.

55. Wetsvoorstel tot invoering van een beveiligingsperiode in het strafrecht.

Ingediend door de heer Laurent Louis nr. 1360/1 van 5 april 2011.

Advies van de Raad van State , nr. 1360/2 van 6 december 2012.

Rapporteur(s) : mevrouw Sophie De Wit, de heer Stefaan Van Hecke, mevrouw Sarah Smeyers

56. Wetsvoorstel tot wijziging van het Strafwetboek met betrekking tot het gebruik van vuurwapens door politiebeamten.

Ingediend door de heer Filip De Man, de heer Bert Schoofs, nr. 1362/1 van 5 april 2011.

57. Wetsvoorstel tot aanvulling van het Strafwetboek met bepalingen betreffende de commercialisering van en de bemiddeling inzake draagmoederschap.

Ingediend door mevrouw Nahima Lanjri, mevrouw Sonja Becq, mevrouw Leen Dierick, mevrouw Nathalie Muylle, de heer Jef Van den Bergh, mevrouw Liesbeth Van der Auwera, nr. 1429/1 van 4 mei 2011.

58. Wetsvoorstel tot invoering in het Strafwetboek van de verwijdering van het grondgebied als autonome straf.

Ingediend door mevrouw Sabien Lahaye-Battheu, mevrouw Carina Van Cauter, de heer Herman De Croo, de heer Patrick Dewael, nr. 1434/1 van 5 mei 2011.

59. Wetsvoorstel tot invoeging van een artikel 331ter in het Strafwetboek, wat de ontvluchting van gedetineerden betreft.

Ingediend door de heer Laurent Louis nr. 1466/1 van 17 mei 2011.

60. Wetsvoorstel tot wijziging van het Strafwetboek wat de ontvluchting van gevangenen betreft.

Ingediend door de heer Bert Schoofs, de heer Peter Logghe, de heer Gerolf Annemans, nr. 1526/1 van 30 mei 2011.

Rapporteur(s) : mevrouw Sophie De Wit, de heer Koenraad Degroote

61. Wetsvoorstel tot wijziging van het Strafwetboek, teneinde de herhaling van misdaad na wanbedrijf in te voeren, en tot wijziging van de bepalingen betreffende de voorwaardelijke invrijheidstelling, de voorlopige invrijheidstelling met het oog op de verwijdering van het grondgebied of met het oog op overlevering, en de terbeschikkingstelling van de strafuitvoeringsrechtbank.

Ingediend door mevrouw Marie-Christine Marghem, de heer Olivier Maingain, de heer Daniel Bacquelaine, de heer Denis Ducarme, mevrouw Corinne De Permentier, mevrouw Carina Van Cauter, de heer Charles Michel, nr. 1563/1 van 8 juni 2011.

Addendum, nr. 1563/2 van 26 juli 2011.

62. Wetsvoorstel tot wijziging van het Strafwetboek met het oog op het garanderen van het recht op arbeid tijdens stakingsacties.

Ingediend door mevrouw Sabien Lahaye-Battheu, de heer Willem-Frederik Schiltz, mevrouw Carina Van Cauter, de heer Daniel Bacquelaine, nr. 1565/1 van 9 juni 2011.

63. Wetsvoorstel tot invoering in het Strafwetboek van een beveiligingsperiode bij veroordelingen voor bijzonder zware misdrijven.

Ingediend door mevrouw Marie-Christine Marghem, de heer Olivier Maingain, de heer Daniel Bacquelaine, de heer Denis Ducarme, nr. 1595/1 van 15 juni 2011.

Advies van de Raad van State , nr. 1595/2 van 6 december 2012.

Rapporteur(s) : mevrouw Sophie De Wit, de heer Stefaan Van Hecke, mevrouw Sarah Smeyers

64. Wetsvoorstel tot wijziging van de wetgeving met het oog op de invoering van het huisarrest als autonome straf.

Ingediend door de heer Renaat Landuyt nr. 1610/1 van 21 juni 2011.

65. Wetsvoorstel tot instelling van een spijtoptantenregeling.

Ingediend door de heer Servais Verherstraeten, de heer Raf Terwingen, mevrouw Liesbeth Van der Auwera, mevrouw Sonja Becq, nr. 1631/1 van 27 juni 2011.

66. Wetsvoorstel tot wijziging van het Strafwetboek teneinde het slachtoffer te informeren over de tenuitvoerlegging van een werkstraf.

Ingediend door mevrouw Sabien Lahaye-Battheu, mevrouw Carina Van Cauter, nr. 1717/1 van 31 augustus 2011.

67. Wetsvoorstel tot wijziging van het Strafwetboek wat de strafrechtelijke aansprakelijkheid van bepaalde publiekrechtelijke rechtspersonen betreft.

Ingediend door de heer Koenraad Degroote, de heer Siegfried Bracke, mevrouw Sophie De Wit, mevrouw Sarah Smeyers, de heer Jan Van Esbroeck, mevrouw Kristien Van Vaerenbergh, de heer Ben Weyts, nr. 1767/1 van 30 september 2011.

68. Wetsvoorstel tot wijziging van het Strafwetboek, het Wetboek van strafvordering en de wet van 17 mei 2006 betreffende de externe rechtspositie van de veroordeelden tot een vrijheidsstraf en de aan het slachtoffer toegekende rechten in het raam van de strafuitvoeringsmodaliteiten, teneinde een beveiligingsperiode in te voeren.

Ingediend door de heer Christian Brotcorne, de heer Joseph George, nr. 1779/1 van 5 oktober 2011.

Advies van de Raad van State , nr. 1779/2 van 6 december 2012.

Rapporteur(s) : mevrouw Sophie De Wit, de heer Stefaan Van Hecke, mevrouw Sarah Smeyers

69. Wetsvoorstel tot wijziging van het Strafwetboek wat de invoering van de straf van ontzetting van het recht op het besturen van een motorvoertuig betreft.

Ingediend door de heer Servais Verherstraeten, de heer Raf Terwingen, mevrouw Sonja Becq, de heer Jef Van den Bergh, nr. 1827/1 van 19 oktober 2011.

70. Wetsvoorstel tot wijziging van het Strafwetboek wat betreft de tijdelijke en de blijvende ongeschiktheid.

Ingediend door de heer Raf Terwingen, mevrouw Sonja Becq, nr. 1874/1 van 9 november 2011.

71. Wetsvoorstel tot wijziging van het Strafwetboek teneinde ontgroeningen, studentendopen en integratieweekends te verbieden.

Ingediend door de heer Laurent Louis nr. 1905/1 van 24 november 2011.

72. Wetsvoorstel tot wijziging van het Strafwetboek wat de aanranding van de eerbaarheid en de verkrachting betreft.

Ingediend door mevrouw Carina Van Cauter, mevrouw Sabien Lahaye-Battheu, nr. 1912/1 van 24 november 2011.

73. Wetsvoorstel tot wijziging van het Strafwetboek met het oog op het invoeren van het bijzonder opzet "gedwongen huwelijk" inzake mensenhandel.

Ingediend door mevrouw Karin Temmerman nr. 1958/1 van 15 december 2011.

74. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 8 juni 2006 houdende regeling van economische en individuele activiteiten met wapens wat betreft de legalisering in bepaalde gevallen van spuitbussen met weerloos makende stoffen.

Ingediend door de heer Filip De Man, de heer Peter Logghe, de heer Bert Schoofs, nr. 2030/1 van 1 februari 2012.

75. Wetsvoorstel tot verstrenging van de regels betreffende de samenloop van misdrijven.

Ingediend door de heer Bert Schoofs, de heer Filip De Man, de heer Peter Logghe, de heer Gerolf Annemans, nr. 2090/1 van 29 februari 2012.

76. Wetsvoorstel tot wijziging van het Strafwetboek wat de strafrechtelijke verantwoordelijkheid van rechtspersonen betreft.

Ingediend door de heer Michel Doomst (**), de heer Herman De Croo, de heer Bruno Tuybens, mevrouw Sabien Lahaye-Battheu, nr. 2147/1 van 13 april 2012.

Overgenomen door de heer Raf Terwingen, op 13 maart 2013 ter vervanging van de heer Michel Doomst (**).

Addendum, nr. 2147/2 van 11 mei 2012.

Addendum, nr. 2147/3 van 13 maart 2013.

77. Voorstel van resolutie over het creëren van een veilige omgeving voor internetdaten door de burger de mogelijkheid te geven bepaalde inlichtingen te krijgen uit het strafregister van de persoon die hij op het internet heeft ontmoet, met inachtneming van de regels inzake de bescherming van de eer en goede naam en van de persoonlijke levenssfeer, alsook inzake het verbod op laster en eerroof.

Ingediend door de heer Laurent Louis nr. 2148/1 van 16 april 2012.

78. Wetsvoorstel tot wijziging van het Strafwetboek wat het misdrijf smaad betreft.

Ingediend door de heer Bert Schoofs, de heer Gerolf Annemans, de heer Peter Logghe, nr. 2152/1 van 17 april 2012.

79. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 17 mei 2006 betreffende de externe rechtspositie van de veroordeelden tot een vrijheidsstraf en de aan het slachtoffer toegekende rechten in het raam van de strafuitvoeringsmodaliteiten inzake de ontvluchting van gevangenen.

Ingediend door mevrouw Sonja Becq, de heer Raf Terwingen, de heer Roel Deseyn, de heer Michel Doomst (**), de heer Jenne De Potter, nr. 2176/1 van 4 mei 2012.

Addendum, nr. 2176/2 van 11 mei 2012.

Rapporteur(s) : mevrouw Sophie De Wit, de heer Koenraad Degroote

80. Wetsvoorstel tot wijziging van het Strafwetboek wat het weerlegbaar vermoeden van wettige verdediging voor politieagenten betreft.

Ingediend door de heer Bert Schoofs, de heer Gerolf Annemans, de heer Peter Logghe, nr. 2297/1 van 26 juni 2012.

81. Wetsvoorstel tot wijziging van het Strafwetboek wat diefstal tussen familieleden betreft.

Ingediend door de heer Bert Schoofs, de heer Gerolf Annemans, de heer Peter Logghe, nr. 2382/1 van 19 juli 2012.

82. Wetsvoorstel betreffende de terbeschikkingstelling van noodmobieltjes aan de slachtoffers van partnergeweld.

Ingediend door mevrouw Valérie Déom (**), mevrouw Colette Burgeon, mevrouw Özlem Özen, de heer André Perpète, mevrouw Laurence Meire, nr. 2474/1 van 6 november 2012.

Overgenomen door de heer Eric Thiébaut, op 20 november 2013 ter vervanging van mevrouw Valérie Déom (**).

Addendum, nr. 2474/2 van 20 november 2013.

Addendum, nr. 2474/3 van 21 januari 2014.

83. Wetsvoorstel tot wijziging van het Strafwetboek wat betreft de strafbaarstelling van pesterijen.

Ingediend door mevrouw Carina Van Cauter nr. 2622/1 van 30 januari 2013.

84. Wetsvoorstel tot wijziging van het Strafwetboek teneinde pesten strafbaar te stellen.

Ingediend door de heer Renaat Landuyt nr. 2646/1 van 19 februari 2013.

85. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 1 augustus 1985 houdende fiscale en andere bepalingen, wat de hulp aan slachtoffers van opzettelijke gewelddaden betreft.

Ingediend door de heer Charles Michel, de heer Daniel Bacquelaïne, de heer Philippe Goffin, mevrouw Marie-Christine Marghem, mevrouw Valérie De Bue, de heer Denis Ducarme, mevrouw Jacqueline Galant, nr. 2708/1 van 18 maart 2013.

Addendum, nr. 2708/2 van 21 maart 2013.

86. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de Tweede Wereldoorlog door het Duitse nationaalsocialistische regime is gepleegd, wat het gebruik van nazisymbolen betreft. Ingediend door mevrouw Catherine Fonck nr. 2725/1 van 26 maart 2013.

87. Wetsvoorstel betreffende de onafhankelijkheid en de werking van de organen van toezicht op het gevangeniswezen (I).

Ingediend door mevrouw Sophie De Wit, de heer Koenraad Degroote, mevrouw Sarah Smeyers, mevrouw Kristien Van Vaerenbergh, nr. 2730/1 van 28 maart 2013.

Rapporteur(s) : mevrouw Marie-Christine Marghem

88. Wetsvoorstel betreffende de onafhankelijkheid en de werking van de organen van toezicht op het gevangeniswezen (II).

Ingediend door mevrouw Sophie De Wit, de heer Koenraad Degroote, mevrouw Sarah Smeyers, mevrouw Kristien Van Vaerenbergh, nr. 2731/1 van 28 maart 2013.

Rapporteur(s) : mevrouw Marie-Christine Marghem

89. Wetsvoorstel tot wijziging van de basiswet van 12 januari 2005 betreffende het gevangeniswezen en de rechtspositie van de gedetineerden, inzake de uithaling onder begeleiding.

Ingediend door de heer Fouad Lahssaini, mevrouw Eva Brems, de heer Eric Jadot, nr. 2813/1 van 15 mei 2013.

90. Wetsvoorstel houdende strengere bestraffing van personen die oproepen tot haat of geweld met de bedoeling afbreuk te doen aan de door de Staat gewaarborgde rechten en vrijheden.

Ingediend door de heer Daniel Bacquellaine, de heer Charles Michel, de heer Denis Ducarme, mevrouw Jacqueline Galant, mevrouw Corinne De Permentier, nr. 2832/1 van 24 mei 2013.

91. Wetsvoorstel tot wijziging van het Strafwetboek wat betreft het zonder toestemming van de eigenaar in gebruik nemen van een onroerend goed.

Ingediend door de heer Mathias De Clercq, de heer Herman De Croo, nr. 2869/1 van 6 juni 2013.

92. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 29 juni 1964 betreffende de opschorting, het uitstel en de probatie wat betreft de afwezigheid van voorafgaande veroordelingen.

Ingediend door mevrouw Sonja Becq, de heer Stefaan De Clerck (**), de heer Raf Terwingen, nr. 2870/1 van 6 juni 2013.

Rapporteur(s) : de heer Christian Brotcorne

93. Voorstel van resolutie betreffende de herziening van het Strafwetboek.

Ingediend door de heer Stefaan De Clerck (**), mevrouw Sonja Becq, de heer Raf Terwingen, mevrouw Özlem Özen, de heer Christian Brotcorne, de heer Joseph George, de heer Philippe Goffin, mevrouw Catherine Fonck, mevrouw Marie-Christine Marghem, nr. 2888/1 van 17 juni 2013.

Addendum, nr. 2888/2 van 2 juli 2013.

94. Wetsvoorstel tot wijziging van het Strafwetboek wat de strafbaarstelling van de aanranding van de eerbaarheid betreft.

Ingediend door de heer Patrick Dewael, mevrouw Sabien Lahaye-Battheu, nr. 2993/1 van 5 augustus 2013.

Addendum, nr. 2993/2 van 26 september 2013.

STRAFRECHTSPRAAK

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wetgeving wat het hof van assisen betreft.

Ingediend door de heer Renaat Landuyt nr. 249/1 van 1 oktober 2010.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek wat betreft de hoven van assisen (I).

Ingediend door de heer Raf Terwingen, de heer Servais Verherstraeten, mevrouw Liesbeth Van der Auwera, mevrouw Nathalie Muylle, de heer Hendrik Bogaert, mevrouw Sonja Becq, nr. 252/1 van 1 oktober 2010.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek wat betreft de hoven van assisen (II).

Ingediend door de heer Raf Terwingen, de heer Servais Verherstraeten, mevrouw Liesbeth Van der Auwera, de heer Hendrik Bogaert, mevrouw Sonja Becq, nr. 253/1 van 1 oktober 2010.

Amendement van de heer Raf Terwingen, mevrouw Sonja Becq, nr. 253/2 van 13 oktober 2010.

Amendement van de heer Raf Terwingen, nr. 253/3 van 6 september 2011.

4. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 76 van het Gerechtelijk Wetboek teneinde de terechtzittingen van de strafuitvoeringsrechtbanken uitsluitend in de gerechtsgebouwen te organiseren.

Ingediend door de heer Daniel Bacquellaine, mevrouw Corinne De Permentier, nr. 617/1 van 18 november 2010.

VAKBOND

1. Wetsvoorstel betreffende het verlenen van rechtspersoonlijkheid aan organisaties van werknemers en overheidspersoneel.

Ingediend door de heer Guy D'haeseleer, mevrouw Rita De Bont, mevrouw Barbara Pas, nr. 1998/1 van 17 januari 2012.

VERENIGING

1. Voorstel van resolutie teneinde beter rekening te houden met de Belgische verenigingssector.
Ingediend door de heer Daniel Bacquelaine, de heer Olivier Maingain, de heer Denis Ducarme, mevrouw Marie-Christine Marghem, mevrouw Corinne De Permentier, mevrouw Jacqueline Galant, de heer Charles Michel, nr. 613/1 van 18 november 2010.
Addendum, nr. 613/2 van 28 juli 2011.

VERJARING VAN DE VORDERING

1. Voorstel van resolutie betreffende de beperking van het aantal verjaringstermijnen.
Ingediend door mevrouw Kristien Van Vaerenbergh, mevrouw Sophie De Wit, mevrouw Sarah Smeyers, de heer Koenraad Degroote, de heer Stefaan Van Hecke, nr. 2211/1 van 23 mei 2012.
2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 17 april 1878 houdende de Voorafgaande titel van het Wetboek van strafvordering met het oog op betere verjaardagstermijnen bij seksueel misbruik van minderjarige personen in geval van eenheid van opzet.
Ingediend door mevrouw Sophie De Wit, de heer Koenraad Degroote, mevrouw Sarah Smeyers, mevrouw Kristien Van Vaerenbergh, nr. 3033/1 van 1 oktober 2013.

VERVOER OVER ZEE

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 5 juni 1928 houdende herziening van het Tucht- en Strafwetboek voor de koopvaardij en de zeevisserij.
Ingediend door de heer Kristof Waterschoot, de heer Jenne De Potter, de heer Roel Deseyn, mevrouw Bercy Slegers, de heer Jef Van den Bergh, nr. 2354/1 van 12 juli 2012.

VOLKSGEZONDHEID

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 26 juni 1990 betreffende de bescherming van de persoon van de geesteszieke.
Ingediend door de heer Gerolf Annemans, de heer Filip De Man, de heer Guy D'haeseleer, de heer Bert Schoofs, mevrouw Rita De Bont, mevrouw Annick Ponthier, nr. 1376/1 van 6 april 2011.
2. Wetsvoorstel tot invoeging van een artikel 1383/1 in het Burgerlijk Wetboek, over de objectieve aansprakelijkheid van de overheid voor alle schade berokkend door inenting die zij de burger heeft opgelegd.
Ingediend door de heer Laurent Louis nr. 1456/1 van 13 mei 2011.

VOOGDIJSCHAP

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wetgeving voor wat betreft de rechten en plichten van pleegouders.
Ingediend door de heer Servais Verherstraeten, mevrouw Sonja Becq, de heer Raf Terwingen, mevrouw Liesbeth Van der Auwera, de heer Stefaan Vercamer, nr. 117/1 van 9 september 2010.
Addendum, nr. 117/2 van 16 november 2010.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek en de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, teneinde de beslissing tot aanwijzing van een voorlopig bewindvoerder ruimer bekend te maken.

Ingediend door de heer Thierry Giet (**), de heer André Frédéric, de heer Yvan Mayeur, nr. 279/1 van 5 oktober 2010.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van de wetgeving betreffende het statuut van pleegouders.

Ingediend door mevrouw Sabien Lahaye-Battheu, mevrouw Maggie De Block, de heer Herman De Croo, mevrouw Carina Van Cauter, nr. 941/1 van 21 december 2010.

4. Wetsvoorstel tot wijziging van de wetgeving inzake de gerechtelijke onbekwaamverklaring en de toevoeging van een gerechtelijk raadsman.

Ingediend door mevrouw Sabien Lahaye-Battheu, mevrouw Carina Van Cauter, de heer Patrick Dewael, nr. 942/1 van 21 december 2010.

5. Wetsvoorstel tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek en van het Gerechtelijk Wetboek, met betrekking tot de bescherming van goederen van personen die wegens hun lichaams- of geestelijke toestand geheel of gedeeltelijk onbekwaam zijn die te beheren.

Ingediend door mevrouw Sabien Lahaye-Battheu, mevrouw Carina Van Cauter, de heer Patrick Dewael, nr. 945/1 van 21 december 2010.

6. Wetsvoorstel tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek teneinde de geestesgestoorde onder voorlopig bewind met machtiging van de vrederechter te laten testen.

Ingediend door mevrouw Sabien Lahaye-Battheu, mevrouw Carina Van Cauter, de heer Patrick Dewael, nr. 1031/1 van 11 januari 2011.

WAPENHANDEL

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 8 juni 2006 houdende regeling van economische en individuele activiteiten met wapens.

Ingediend door de heer Renaat Landuyt nr. 45/1 van 29 juli 2010.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 8 juni 2006 houdende regeling van economische en individuele activiteiten met wapens en tot invoering van een door de procureur des Konings opgelegd bevel tot betaling aan de jagers of sportschutters die hebben verzuimd hun wapen(s) vóór 31 oktober 2008 aan te geven.

Ingediend door mevrouw Jacqueline Galant nr. 281/1 van 5 oktober 2010.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 24 april 1997 tot bepaling van de veiligheidsvoorwaarden bij het opslaan, het voorhanden hebben en het verzamelen van vuurwapens of munitie wat de invoering van het uitstalverbod voor wapens betreft.

Ingediend door de heer Renaat Landuyt, mevrouw Nahima Lanjri, de heer Bart Somers, de heer Bruno Tuybens, de heer Stefaan Van Hecke, mevrouw Maya Detiège, nr. 1648/1 van 1 juli 2011.
Addendum, nr. 1648/2 van 14 juli 2011.

WEGVERKEER

1. Wetsvoorstel tot wijziging, wat betreft de onmiddellijke inning van een geldsom, van de wet van 24 februari 1921 betreffende het verhandelen van gifstoffen, slaapmiddelen en verdovende middelen, psychotrope stoffen, ontsmettingsstoffen en antiseptica en van de stoffen die kunnen gebruikt worden voor de illegale vervaardiging van verdovende middelen en psychotrope stoffen.

Ingediend door de heer Raf Terwingen, de heer Jef Van den Bergh, mevrouw Leen Dierick, nr. 526/1 van 8 november 2010.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek wat betreft geschillen over parkeerretributies.

Ingediend door de heer Koenraad Degroote, mevrouw Sophie De Wit, mevrouw Sarah Smeyers, mevrouw Kristien Van Vaerenbergh, nr. 1842/1 van 25 oktober 2011.

WETGEVING

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 10 juli 2006 betreffende de elektronische procesvoering, teneinde artikel 863 van het Gerechtelijk Wetboek in werking te doen treden.

Ingediend door de heer Christian Brotcorne nr. 1494/1 van 24 mei 2011.

Advies, nr. 1494/2 van 5 december 2011.

Rapporteur(s) : mevrouw Valérie Déom (**)

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wetgeving inzake het gebruik van het Duits in regelgeving.

Ingediend door de heer Bert Schoofs, de heer Gerolf Annemans, de heer Peter Logghe, de heer Bruno Valkeniers, nr. 1533/1 van 31 mei 2011.

3. Wetsvoorstel tot aanbrenging van verscheidene technische correcties in een aantal wetboeken en wetten.

Ingediend door mevrouw Özlem Özen, mevrouw Valérie Déom (**), mevrouw Carina Van Cauter, nr. 1993/1 van 13 januari 2012.

Overgenomen door mevrouw Manuella Senecaut, op 21 januari 2014 ter vervanging van mevrouw Valérie Déom (**).

Addendum, nr. 1993/2 van 23 januari 2012.

4. Voorstel van resolutie met het oog op het finaliseren van de officiële vertalingen van bestaande Franstalige wetteksten naar het Nederlands.

Ingediend door de heer Bert Schoofs, de heer Gerolf Annemans, de heer Peter Logghe, nr. 2016/1 van 23 januari 2012.

Commissie voor de Landsverdediging

BUITENLANDS BELEID

1. Voorstel van resolutie over de Belgische militaire operaties.

Ingediend door de heer Georges Dallemagne nr. 2844/1 van 30 mei 2013.

EERSTE WERELDOORLOG

1. Voorstel van resolutie voor excuses aan de families van geëxecuteerde soldaten tijdens de Eerste Wereldoorlog.

Ingediend door mevrouw Kristien Van Vaerenbergh, mevrouw Sarah Smeyers, de heer Koenraad Degroote, mevrouw Sophie De Wit, nr. 3246/1 van 12 december 2013.

HANDHAVING VAN DE VREDE

1. Voorstel van resolutie inzake nucleaire ontwapening en non-proliferatie en de Defence en Deterrence Posture Review binnen de NAVO.

Ingediend door de heer Dirk Van der Maelen, de heer David Geerts, mevrouw Eva Brems, de heer Daniel Bacquelaïne, nr. 1798/1 van 12 oktober 2011.

2. Voorstel van resolutie inzake de terugtrekking van tactische kernwapens van het Belgische grondgebied.

Ingediend door de heer Dirk Van der Maelen nr. 2846/1 van 30 mei 2013.

KRIJGSMACHT

1. Voorstel van resolutie inzake de opvolging van gezondheidsrisico's voor militairen die gewerkt hebben met het luchtafweersysteem HAWK.

Ingediend door de heer David Geerts, de heer Anthony Dufrane (**), nr. 258/1 van 4 oktober 2010.

Addendum, nr. 258/2 van 12 oktober 2010.

Addendum, nr. 258/3 van 12 oktober 2010.

Addendum, nr. 258/4 van 31 januari 2012.

Rapporteur(s) : de heer Philippe Blanchart

2. Voorstel van resolutie over het verbeteren van het sportbeleid bij Defensie en de fitheid van de militairen.

Ingediend door de heer Theo Francken, de heer Jean Marie Dedecker, de heer Laurent Louis, nr. 1663/1 van 7 juli 2011.

Intrekking handtekening, nr. 1663/2 van 14 juli 2011.

Rapporteur(s) : mevrouw Annick Ponthier

3. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger.

Ingediend door de heer Patrick Moriau (**), de heer Philippe Blanchart, de heer David Geerts, de heer Christophe Lacroix, de heer Denis Ducarme, nr. 1706/1 van 29 juli 2011.

Addendum, nr. 1706/2 van 12 maart 2012.

Addendum,nr. 1706/3 van 19 november 2012.

Amendement van de heer Filip De Man, mevrouw Annick Ponthier, nr. 1706/4 van 14 december 2012.

Amendement van de heer Bert Maertens, mevrouw Karolien Grosemans, de heer Theo Francken, nr. 1706/5 van 17 december 2012.

Addendum,nr. 1706/6 van 18 december 2012.

Rapporteur(s) : de heer Kristof Waterschoot

4. Voorstel van resolutie betreffende de procedure van aanstelling van de Chief of Defence (Chod).
Ingediend door de heer David Geerts, de heer Dirk Van der Maelen, nr. 2149/1 van 16 april 2012.

5. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger.

Ingediend door de heer Damien Thiéry, de heer Olivier Maingain, de heer Bernard Clerfayt, nr. 2168/1 van 24 april 2012.

6. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 27 maart 2003 betreffende de werving van de militairen en het statuut van de militaire muzikanten en tot wijziging van verschillende wetten van toepassing op het personeel van Landsverdediging.

Ingediend door de heer Georges Dallemagne, de heer Christophe Bastin, de heer Christian Brotcorne, nr. 2569/1 van 13 december 2012.

Amendementen van de heer Gerald Kindermans, de heer David Geerts, de heer Luk Van Biesen, de heer Georges Dallemagne, de heer Christophe Lacroix, de heer Denis Ducarme, mevrouw Karolien Grosemans, de heer Bert Maertens, de heer Theo Francken, nr. 2569/2 van 6 maart 2013.

Rapporteur(s) : mevrouw Karolien Grosemans

7. Voorstel van resolutie over een verscherpte screening van de civiele en militaire (kandidaat)-leden van Defensie en over een uitbreiding van de middelen van de Algemene Dienst Inlichting en Veiligheid (ADIV).

Ingediend door de heer Denis Ducarme, mevrouw Corinne De Permentier, nr. 2641/1 van 18 februari 2013.

Rapporteur(s) : mevrouw Karolien Grosemans

8. Voorstel van resolutie betreffende de hulp aan de natie, voor een burgergericht leger.

Ingediend door de heer Christophe Lacroix, de heer Vincent Sampaoli, de heer Philippe Blanchart, de heer Eric Thiébaud, nr. 3051/1 van 8 oktober 2013.

Rapporteur(s) : mevrouw Karolien Grosemans

MINISTERIE

1. Voorstel van resolutie over de wijziging van de Nederlandstalige benaming van het departement ministerie van Landsverdediging en de Nederlandstalige benaming van de functie minister van Landsverdediging.

Ingediend door mevrouw Karolien Grosemans, de heer Jan Jambon, de heer Theo Francken, de heer Bert Maertens, nr. 3334/1 van 30 januari 2014.

NAVO

1. Voorstel van resolutie betreffende de herziening van het Strategisch Concept van de NAVO
Ingediend door de heer Dirk Van der Maelen, de heer David Geerts, nr. 530/1 van 8 november 2010.

ORLOG

1. Wetsvoorstel tot oprichting van het Nationaal Gedenkteken van het Fort van Hoei.
Ingediend door de heer Daniel Bacquellaine nr. 1309/1 van 23 maart 2011.

Commissie voor de Sociale Zaken

ADOPTIE

1. Wetsvoorstel betreffende de verlenging van het adoptieverlof.
Ingediend door mevrouw Catherine Fonck nr. 90/1 van 6 september 2010.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wetgeving betreffende het adoptieverlof.
Ingediend door de heer Peter Vanvelthoven, mevrouw Meryame Kitir, mevrouw Karin Temmerman, nr. 584/1 van 17 november 2010.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van de regelgeving met het oog op de versterking van het adoptieverlof.
Ingediend door mevrouw Nahima Lanjri, mevrouw Sonja Becq, de heer Stefaan Vercamer, nr. 805/1 van 10 december 2010.

ARBEID

1. Wetsvoorstel betreffende het collectief ontslag.
Ingediend door de heer Yvan Mayeur, de heer Alain Mathot, de heer Guy Coëme (**), de heer Thierry Giet (**), mevrouw Christiane Vienne, de heer Franco Seminara, mevrouw Julie Fernandez Fernandez, nr. 58/1 van 9 augustus 2010.

Overgenomen door de heer Christophe Lacroix, op 6 februari 2013 ter vervanging van de heer Guy Coëme (**).

Addendum, nr. 58/2 van 6 februari 2013.

2. Wetsvoorstel tot bescherming van de rechten van de werknemers bij overgang van onderneming krachtens overeenkomst.

Ingediend door mevrouw Christiane Vienne, de heer Yvan Mayeur, mevrouw Valérie Déom (**), nr. 113/1 van 9 september 2010.

3. Wetsvoorstel tot verbetering van de regeling inzake verlof voor bijstand of verzorging van een zwaar ziek gezins- of familielid en inzake palliatief verlof.

Ingediend door mevrouw Catherine Fonck, mevrouw Annick Van Den Ende (**), nr. 131/1 van 10 september 2010.

Overgenomen door mevrouw Marie-Martine Schyns (**), op 16 februari 2012 ter vervanging van mevrouw Annick Van Den Ende (**).

Rapporteur(s) : mevrouw Christiane Vienne

4. Wetsvoorstel tot verlenging van het rouwverlof tot tien dagen bij overlijden van een naast familielid.

Ingediend door mevrouw Catherine Fonck, mevrouw Annick Van Den Ende (**), nr. 136/1 van 10 september 2010.

Overgenomen door mevrouw Marie-Martine Schyns (**), op 16 februari 2012 ter vervanging van mevrouw Annick Van Den Ende (**).

Rapporteur(s) : de heer Jean-Marc Delizée

5. Wetsvoorstel ter bestrijding van de loonkloof tussen vrouwen en mannen.

Ingediend door mevrouw Sonja Becq, mevrouw Leen Dierick, de heer Stefaan Vercamer, mevrouw Nahima Lanjri, mevrouw Catherine Fonck, nr. 237/1 van 30 september 2010.

Addendum, nr. 237/2 van 2 december 2010.

Addendum, nr. 237/3 van 15 december 2010.

Verslag van mevrouw Marie-Martine Schyns (**), nr. 237/4 van 27 februari 2012.

6. Wetsvoorstel tot verbetering van de rechten van de uitzendkrachten.

Ingediend door mevrouw Christiane Vienne, de heer Yvan Mayeur, mevrouw Linda Musin, nr. 247/1 van 1 oktober 2010.

Rapporteur(s) : mevrouw Catherine Fonck, mevrouw Miranda Van Eetvelde

7. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, teneinde de bescherming tegen willekeurige afdanking ook te doen gelden voor de bedienden ouder dan vijftig jaar.

Ingediend door mevrouw Christiane Vienne, mevrouw Valérie Déom (**), de heer Guy Coëme (**), nr. 248/1 van 1 oktober 2010.

8. Wetsvoorstel tot regeling van de mogelijkheid een beroep te doen op uitzendarbeid met het oog op vaste indienstneming.

Ingediend door mevrouw Valérie De Bue, de heer David Clarinval, nr. 352/1 van 12 oktober 2010.

Rapporteur(s) : mevrouw Catherine Fonck, mevrouw Miranda Van Eetvelde

9. Wetsvoorstel ertoe strekkende het rouwverlof te verlengen bij verlies van een naaste verwant.

Ingediend door mevrouw Valérie De Bue, de heer David Clarinval, mevrouw Jacqueline Galant, de heer Denis Ducarme, nr. 356/1 van 12 oktober 2010.

Rapporteur(s) : de heer Jean-Marc Delizée

10. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, wat het scholingsbeding betreft.

Ingediend door mevrouw Julie Fernandez Fernandez, mevrouw Christiane Vienne, de heer Franco Seminara, nr. 358/1 van 12 oktober 2010.

11. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 20 juli 2001 tot bevordering van buurtdiensten en -banen.

Ingediend door mevrouw Valérie De Bue, de heer David Clarinval, mevrouw Jacqueline Galant, de heer Daniel Bacquelaine, nr. 365/1 van 12 oktober 2010.

12. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 28 augustus 1963 betreffende het behoud van het normaal loon van de werklieden, de dienstboden, de bedienden en de werknemers aangeworven voor de dienst op binnenschepen, voor afwezigheidsdagen ter gelegenheid van familiegebeurtenissen of voor de vervulling van staatsburgerlijke verplichtingen of van burgerlijke opdrachten.

Ingediend door de heer David Geerts, mevrouw Myriam Vanlerberghe (**), nr. 374/1 van 12 oktober 2010.

Rapporteur(s) : de heer Jean-Marc Delizée

13. Wetsvoorstel tot wedertewerkstelling van mensen die invalide werden als gevolg van een ernstige aandoening.

Ingediend door mevrouw Valérie De Bue, de heer Daniel Bacquelaine, mevrouw Jacqueline Galant, de heer David Clarinval, nr. 413/1 van 19 oktober 2010.

14. Wetsvoorstel ter verbetering van het statuut van de uitzendkrachten.

Ingediend door de heer Hans Bonte, mevrouw Meryame Kitir, de heer Peter Vanvelthoven, nr. 448/1 van 26 oktober 2010.

Rapporteur(s) : mevrouw Catherine Fonck, mevrouw Miranda Van Eetvelde

15. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk wat de stress en de werkdruk betreft.

Ingediend door de heer Peter Vanvelthoven, mevrouw Meryame Kitir, de heer Hans Bonte, mevrouw Ann Vanheste, mevrouw Karin Temmerman, nr. 449/1 van 26 oktober 2010.

16. Wetsvoorstel tot invoering van een hoofdelijke aansprakelijkheid tussen de opdrachtgever en de onderaannemer voor de betaling van de sociale schulden.

Ingediend door de heer Hans Bonte, mevrouw Meryame Kitir, mevrouw Ann Vanheste, mevrouw Karin Temmerman, nr. 450/1 van 26 oktober 2010.

17. Wetsvoorstel tot vaststelling van het onderscheid tussen werknemers en zelfstandigen.
Ingediend door mevrouw Meryame Kitir, de heer Hans Bonte, de heer Peter Vanvelthoven, mevrouw Karin Temmerman, nr. 452/1 van 26 oktober 2010.
Addendum, nr. 452/2 van 8 maart 2011.
18. Voorstel van resolutie over persoonlijke dienstverlening.
Ingediend door mevrouw Valérie De Bue, de heer David Clarinval, nr. 508/1 van 28 oktober 2010.
19. Voorstel van resolutie betreffende het wegwerken van de loonkloof tussen vrouwen en mannen door middel van genderneutrale analytische functieclassificatiesystemen.
Ingediend door mevrouw Valérie Déom (**), mevrouw Colette Burgeon, mevrouw Özlem Özen, de heer Olivier Henry, nr. 512/1 van 29 oktober 2010.
20. Wetsvoorstel tot wijziging van de arbeidswet van 16 maart 1971, wat het maken van overuren betreft.
Ingediend door de heer François-Xavier de Donnea, mevrouw Valérie De Bue, de heer David Clarinval, mevrouw Marie-Christine Marghem, de heer Denis Ducarme, nr. 534/1 van 9 november 2010.
21. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 10 augustus 1998 tot invoering van een recht op loopbaanonderbreking voor bijstand of verzorging van een zwaar ziek gezins- of familielid voor wat betreft de toekenning van het recht op vermindering van arbeidsprestaties aan werknemers van kmo's.
Ingediend door de heer Hans Bonte, mevrouw Meryame Kitir, de heer Peter Vanvelthoven, mevrouw Myriam Vanlerberghe (**), mevrouw Maya Detiège, nr. 559/1 van 16 november 2010.
22. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 26 juni 2002 betreffende de sluiting van de ondernemingen met het oog op de toekenning van de sluitingsvergoeding aan werknemers in kleine ondernemingen.
Ingediend door de heer Hans Bonte, de heer Peter Vanvelthoven, mevrouw Meryame Kitir, mevrouw Maya Detiège, nr. 560/1 van 16 november 2010.
23. Wetsvoorstel tot invoering van een stelsel van tijdskrediet, loopbaanvermindering en vermindering van de arbeidsprestaties tot een halftijdse betrekking.
Ingediend door de heer Hans Bonte, mevrouw Meryame Kitir, mevrouw Myriam Vanlerberghe (**), mevrouw Maya Detiège, nr. 561/1 van 16 november 2010.
24. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten met het oog op de invoering van een schorsing van de opzeggingstermijn tijdens een staking.
Ingediend door de heer Hans Bonte, mevrouw Meryame Kitir, mevrouw Maya Detiège, nr. 563/1 van 16 november 2010.

25. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten voor wat betreft de opzeggingstermijn voor werklieden.

Ingediend door de heer Hans Bonte, mevrouw Meryame Kitir, mevrouw Maya Detiège, nr. 564/1 van 16 november 2010.

26. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk, met het oog op de instelling van de vertegenwoordiging van de werknemers in de kleine en middelgrote ondernemingen.

Ingediend door mevrouw Meryame Kitir, de heer Hans Bonte, mevrouw Maya Detiège, mevrouw Myriam Vanlerberghe (**), nr. 583/1 van 17 november 2010.

27. Wetsvoorstel tot wijziging van de regelgeving wat betreft het waarborgen aan werknemers met een arbeidsongeschiktheid die het werk hervatten in het kader van "progressieve tewerkstelling" van het dubbel vakantiegeld en van de eindejaarpremie.

Ingediend door mevrouw Meryame Kitir, de heer Hans Bonte, de heer David Geerts, mevrouw Maya Detiège, mevrouw Myriam Vanlerberghe (**), nr. 586/1 van 17 november 2010.

28. Voorstel van resolutie over het dichten van de loonkloof tussen mannen en vrouwen.

Ingediend door mevrouw Valérie De Bue, de heer David Clarinval, mevrouw Corinne De Permentier, mevrouw Katrin Jadin, mevrouw Jacqueline Galant, de heer Denis Ducarme, nr. 621/1 van 18 november 2010.

29. Wetsvoorstel strekkende tot gelijkstelling van de lonen tussen mannen en vrouwen, allochtone en autochtone werknemers en werknemers met en zonder handicap.

Ingediend door mevrouw Maya Detiège, de heer Hans Bonte, mevrouw Meryame Kitir, de heer Bruno Tuybens, de heer Renaat Landuyt, mevrouw Myriam Vanlerberghe (**), mevrouw Ann Vanhese, de heer Dirk Van der Maelen, de heer Peter Vanvelthoven, nr. 626/1 van 18 november 2010.

Verslag van mevrouw Marie-Martine Schyns (**), nr. 626/2 van 27 februari 2012.

30. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, met het oog op de erkenning van de representatieve vakbondsorganisaties van het kaderpersoneel.

Ingediend door de heer Daniel Bacquelaïne, mevrouw Valérie De Bue, de heer David Clarinval, mevrouw Corinne De Permentier, mevrouw Maggie De Block, nr. 637/1 van 19 november 2010.

Addendum, nr. 637/2 van 28 december 2010.

31. Wetsvoorstel betreffende telewerk.

Ingediend door de heer Philippe Blanchart, de heer Eric Thiébaud, mevrouw Julie Fernandez Fernandez, mevrouw Colette Burgeon, mevrouw Christiane Vienne, de heer Yvan Mayeur, de heer Anthony Dufrane (**), nr. 697/1 van 25 november 2010.

Addendum, nr. 697/2 van 31 maart 2011.

32. Voorstel van resolutie tot het geheel of gedeeltelijk omvormen van de opname van het verlof om dwingende redenen in uren in plaats van in dagen.

Ingediend door mevrouw Maggie De Block, de heer Mathias De Clercq, de heer Herman De Croo, mevrouw Gwendolyn Rutten, nr. 703/1 van 25 november 2010.

33. Wetsvoorstel betreffende de toekenning van dienstencheques door werkgevers.

Ingediend door de heer Mathias De Clercq, mevrouw Maggie De Block, mevrouw Gwendolyn Rutten, nr. 714/1 van 26 november 2010.

34. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten wat het willekeurig ontslag van werknemers betreft.

Ingediend door mevrouw Nahima Lanjri, mevrouw Sonja Becq, de heer Stefaan Vercamer, nr. 717/1 van 26 november 2010.

35. Wetsvoorstel houdende de invoering van een volwaardig specifiek werknemersstatuut voor aangesloten onthaalouders.

Ingediend door mevrouw Sonja Becq, de heer Stefaan Vercamer, mevrouw Nahima Lanjri, nr. 751/1 van 1 december 2010.

Rapporteur(s) : mevrouw Catherine Fonck, de heer Georges Gilkinet

36. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 24 juli 1987 betreffende de tijdelijke arbeid, de uitzendarbeid en het ter beschikking stellen van werknemers ten behoeve van gebruikers wat de arbeidsovereenkomst voor uitzendarbeid betreft.

Ingediend door mevrouw Maggie De Block, de heer Mathias De Clercq, mevrouw Gwendolyn Rutten, nr. 764/1 van 2 december 2010.

Rapporteur(s) : mevrouw Catherine Fonck, mevrouw Miranda Van Eetvelde

37. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten met het oog op de invoering van een schorsing van de opzeggingstermijn tijdens een staking.

Ingediend door mevrouw Nahima Lanjri, mevrouw Sonja Becq, de heer Stefaan Vercamer, nr. 804/1 van 10 december 2010.

38. Voorstel van resolutie tot het toelaten van het tewerkstellen van uitzendkrachten in ondernemingen die ressorteren onder de bevoegdheid van het Paritaire Comité 139 voor de binnenscheepvaart.

Ingediend door de heer Willem-Frederik Schiltz, de heer Mathias De Clercq, mevrouw Maggie De Block, mevrouw Gwendolyn Rutten, mevrouw Carina Van Cauter, nr. 906/1 van 21 december 2010.

39. Wetsvoorstel tot wijziging, wat betreft het palliatief verlof, van het koninklijk besluit van 2 januari 1991 betreffende de toekenning van onderbrekingsuitkeringen.

Ingediend door de heer Stefaan Vercamer, mevrouw Nahima Lanjri, mevrouw Sonja Becq, nr. 950/1 van 28 december 2010.

40. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 10 augustus 1998 tot invoering van een recht op loopbaanonderbreking voor bijstand of verzorging van een zwaar ziek gezins- of familielid voor wat betreft de uitbreiding van het verlof.

Ingediend door de heer Stefaan Vercamer, mevrouw Sonja Becq, mevrouw Nahima Lanjri, nr. 952/1 van 28 december 2010.

Rapporteur(s) : mevrouw Christiane Vienne

41. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 31 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

Ingediend door de heer Stefaan Vercamer, mevrouw Sonja Becq, mevrouw Nahima Lanjri, nr. 954/1 van 28 december 2010.

42. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 24 juli 1987 betreffende de tijdelijke arbeid, de uitzendarbeid en het ter beschikking stellen van werknemers ten behoeve van gebruikers inzake de terbeschikkingstelling van oudere werknemers.

Ingediend door mevrouw Maggie De Block, de heer Mathias De Clercq, mevrouw Sabien Lahaye-Battheu, mevrouw Gwendolyn Rutten, nr. 964/1 van 29 december 2010.

43. Wetsvoorstel tot wijziging van de programmawet (I) van 24 december 2002 om de opleiding of omscholing van oudere werknemers aan te moedigen.

Ingediend door mevrouw Maggie De Block, mevrouw Sabien Lahaye-Battheu, de heer Herman De Croo, mevrouw Carina Van Cauter, mevrouw Gwendolyn Rutten, de heer Mathias De Clercq, nr. 965/1 van 29 december 2010.

Rapporteur(s) : mevrouw Miranda Van Eetvelde

44. Wetsvoorstel betreffende het telehuiswerk.

Ingediend door mevrouw Maggie De Block, de heer Herman De Croo, mevrouw Sabien Lahaye-Battheu, mevrouw Carina Van Cauter, de heer Mathias De Clercq, mevrouw Gwendolyn Rutten, nr. 974/1 van 29 december 2010.

45. Wetsvoorstel tot uitbreiding van het rouwverlof bij het overlijden van een partner of een inwonend kind.

Ingediend door mevrouw Nahima Lanjri, de heer Stefaan Vercamer, mevrouw Sonja Becq, nr. 1036/1 van 18 januari 2011.

Rapporteur(s) : de heer Jean-Marc Delizée

46. Wetsvoorstel tot invoering van een eenheidsstatuut voor werknemers.

Ingediend door de heer Guy D'haeseleer, mevrouw Rita De Bont, mevrouw Barbara Pas, nr. 1074/1 van 19 januari 2011.

47. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 1 april 1936 op de arbeidsovereenkomst wegens dienst op binnenschepen en van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

Ingediend door mevrouw Catherine Fonck, de heer Christophe Bastin, mevrouw Annick Van Den Ende (**), nr. 1101/1 van 21 januari 2011.

48. Wetsvoorstel tot de oprichting van een meldpunt "pesten op het werk".

Ingediend door mevrouw Zuhail Demir, de heer Karel Uyttersprot, mevrouw Karolien Grosemans, mevrouw Nadia Sminate, mevrouw Miranda Van Eetvelde, nr. 1114/1 van 25 januari 2011.

49. Wetsvoorstel tot wijziging van de wetgeving inzake het overurenkrediet en de fiscale en parafiscale behandeling van overwerk.

Ingediend door de heer Guy D'haeseleer, de heer Hagen Goyvaerts, mevrouw Rita De Bont, mevrouw Barbara Pas, nr. 1128/1 van 27 januari 2011.

50. Wetsvoorstel tot opheffing van het verbod op de uitvoering van bouwwerken op zaterdag.

Ingediend door de heer Guy D'haeseleer, mevrouw Rita De Bont, mevrouw Barbara Pas, nr. 1129/1 van 27 januari 2011.

51. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van discriminatie tussen vrouwen en mannen, met het oog op de instelling van het rapport over en het plan voor de gelijkheid van kansen van vrouwen en mannen.

Ingediend door mevrouw Catherine Fonck, mevrouw Sonja Becq, nr. 1168/1 van 3 februari 2011.

Verslag van mevrouw Marie-Martine Schyns (**), nr. 1168/2 van 27 februari 2012.

52. Wetsvoorstel tot wijziging van de regeling betreffende het rouwverlof.

Ingediend door de heer Wouter De Vriendt, de heer Georges Gilkinet, mevrouw Zoé Genot, de heer Kristof Calvo, nr. 1225/1 van 17 februari 2011.

Rapporteur(s) : de heer Jean-Marc Delizée

53. Voorstel van resolutie tot opheffing van het verbod op de tewerkstelling van uitzendkrachten in de verhuissector.

Ingediend door mevrouw Karolien Grosemans, mevrouw Zuhail Demir, mevrouw Miranda Van Eetvelde, mevrouw Nadia Sminate, nr. 1243/1 van 22 februari 2011.

Rapporteur(s) : mevrouw Catherine Fonck, mevrouw Miranda Van Eetvelde

54. Wetsvoorstel tot wijziging van de arbeidswet van 16 maart 1971 en van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten en tot instelling van een bescherming voor de werknemers

en de werknemers die met het oog op het diagnosticeren en het behandelen van onvruchtbaarheid van het werk afwezig zijn.

Ingediend door mevrouw Catherine Fonck nr. 1268/1 van 1 maart 2011.

55. Wetsvoorstel tot wijziging van de arbeidswet van 16 maart 1971, teneinde de werknemers en werkneemsters te beschermen die een vruchtbaarheidsbehandeling volgen.

Ingediend door de heer Yvan Mayeur, de heer David Clarinval, mevrouw Valérie Déom (**), mevrouw Colette Burgeon, mevrouw Marie-Claire Lambert, mevrouw Christiane Vienne, mevrouw Julie Fernandez Fernandez, nr. 1269/1 van 1 maart 2011.

56. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 24 juli 1987 betreffende de tijdelijke arbeid, de uitzendarbeid en het ter beschikking stellen van werknemers ten behoeve van gebruikers wat de instroom van medewerkers betreft.

Ingediend door mevrouw Maggie De Block, de heer Mathias De Clercq, mevrouw Gwendolyn Rutten, nr. 1271/1 van 2 maart 2011.

57. Wetsvoorstel betreffende de verplichte aanwijzing van vertrouwenspersonen en tot vaststelling van de vereiste bekwaamheden van deze vertrouwenspersonen.

Ingediend door mevrouw Myriam Vanlerberghe (**), mevrouw Meryame Kitir, nr. 1305/1 van 17 maart 2011.

58. Voorstel van resolutie waarbij wordt gevraagd de ondernemingen in staat te stellen hun genderloonbeleid te beoordelen door hun het Zwitserse programma LOGIB voor zelfcontrole van de loongelijkheid ter beschikking te stellen.

Ingediend door mevrouw Valérie Déom (**), mevrouw Colette Burgeon, nr. 1313/1 van 23 maart 2011.

59. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 24 juli 1987 betreffende de tijdelijke arbeid, de uitzendarbeid en het ter beschikking stellen van werknemers ten behoeve van gebruikers, wat de verboden en beperkingen inzake uitzendarbeid betreft.

Ingediend door mevrouw Maggie De Block, de heer Bart Somers, de heer Mathias De Clercq, de heer Patrick Dewael, nr. 1326/1 van 28 maart 2011.

60. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 24 juli 1987 betreffende de tijdelijke arbeid, de uitzendarbeid en het ter beschikking stellen van werknemers ten behoeve van gebruikers wat de uitbreiding van de mogelijkheden voor uitzendarbeid in de openbare sector betreft.

Ingediend door mevrouw Maggie De Block, de heer Bart Somers, de heer Mathias De Clercq, de heer Patrick Dewael, nr. 1328/1 van 29 maart 2011.

61. Voorstel van resolutie over de invoering van bij- en nascholingsconto's.

Ingediend door mevrouw Catherine Fonck nr. 1400/1 van 27 april 2011.

62. Wetsvoorstel strekkende tot het wegwerken van de lage lonenval in de werkbonus.
Ingediend door mevrouw Meryame Kitir nr. 1401/1 van 27 april 2011.

63. Wetsvoorstel tot invoering van een koppeling werk-leefmilieu in het sociaal overleg.
Ingediend door de heer Olivier Deleuze (**), de heer Georges Gilkinet, de heer Kristof Calvo, mevrouw Meyrem Almaci, mevrouw Zoé Genot, de heer Wouter De Vriendt, de heer Eric Jadot, de heer Stefaan Van Hecke, mevrouw Eva Brems, mevrouw Thérèse Snoy et d'Oppuers, nr. 1438/1 van 5 mei 2011.

64. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk, teneinde de strijd tegen psychosociale druk en pesten op het werk op te voeren.
Ingediend door mevrouw Catherine Fonck, mevrouw Nahima Lanjri, nr. 1461/1 van 17 mei 2011.

65. Voorstel van resolutie over de opvoering van de strijd tegen psychosociale druk en pesten op het werk.
Ingediend door mevrouw Catherine Fonck, mevrouw Nahima Lanjri, nr. 1462/1 van 17 mei 2011.

66. Wetsvoorstel tot wijziging van de programmawet (I) van 24 december 2002 en tot instelling van de automatische indexering van de lageloongrens.
Ingediend door mevrouw Catherine Fonck nr. 1470/1 van 18 mei 2011.

67. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk wat de tarieven en de tussenkomsten van de externe Diensten voor Preventie en Bescherming betreft.
Ingediend door mevrouw Miranda Van Eetvelde, mevrouw Zuhel Demir, mevrouw Karolien Grosemans, mevrouw Nadia Sminate, de heer Karel Uyttersprot, nr. 1477/1 van 18 mei 2011.

68. Wetsvoorstel betreffende de bescherming van de rechten van de werknemers bij de luchtvervoerondernemingen.
Ingediend door de heer Georges Gilkinet, mevrouw Zoé Genot, de heer Kristof Calvo, nr. 1503/1 van 26 mei 2011.

69. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, teneinde bij de berekening van de anciënniteit van de werknemers ook de periodes van uitzendarbeid in aanmerking te nemen.
Ingediend door mevrouw Zoé Genot, de heer Kristof Calvo, de heer Georges Gilkinet, de heer Wouter De Vriendt, nr. 1550/1 van 8 juni 2011.

70. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 10 augustus 1998 tot invoering van een recht op loopbaanonderbreking voor bijstand of verzorging van een zwaar ziek gezins- of familielid,

teneinde verlof voor bijstand aan of verzorging van een in een ziekenhuis opgenomen kind in te stellen.

Ingediend door mevrouw Catherine Fonck, mevrouw Myriam Vanlerberghe (**), mevrouw Nahima Lanjri, mevrouw Christiane Vienne, mevrouw Zoé Genot, de heer Kristof Calvo, de heer David Clarinval, de heer Mathias De Clercq, nr. 1559/1 van 8 juni 2011.

Addendum, nr. 1559/2 van 16 juni 2011.

Addendum, nr. 1559/3 van 29 juni 2011.

Addendum, nr. 1559/4 van 10 juli 2012.

Rapporteur(s) : mevrouw Miranda Van Eetvelde

71. Wetsvoorstel houdende bijsturing van de toegangsvoorwaarden tot de economische-werkloosheidsregeling voor bedienden.

Ingediend door de heer Georges Gilkinet, de heer Kristof Calvo, mevrouw Zoé Genot, mevrouw Muriel Gerkens, de heer Wouter De Vriendt, nr. 1608/1 van 20 juni 2011.

72. Wetsvoorstel tot wijziging van de arbeidswet wat betreft de annualisering van de arbeidsduur.

Ingediend door mevrouw Zuhail Demir, de heer David Clarinval, mevrouw Maggie De Block, de heer Mathias De Clercq, de heer Karel Uyttersprot, nr. 1630/1 van 27 juni 2011.

Rapporteur(s) : mevrouw Miranda Van Eetvelde

73. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, teneinde de carensdag bij de arbeiders af te schaffen.

Ingediend door mevrouw Zoé Genot, de heer Kristof Calvo, de heer Georges Gilkinet, nr. 1641/1 van 30 juni 2011.

74. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 20 juli 2001 tot bevordering van buurtdiensten en -banen, teneinde de kwaliteit van de werkgelegenheid in de dienstenchequeregeling te verbeteren.

Ingediend door mevrouw Julie Fernandez Fernandez, de heer Yvan Mayeur, mevrouw Christiane Vienne, mevrouw Colette Burgeon, nr. 1647/1 van 1 juli 2011.

75. Voorstel van resolutie over de loonongelijkheid tussen vrouwen en mannen.

Ingediend door mevrouw Annick Van Den Ende (**), mevrouw Catherine Fonck, nr. 1654/1 van 4 juli 2011.

76. Voorstel van resolutie betreffende de invoering van een tijdsspaarrekening.

Ingediend door mevrouw Miranda Van Eetvelde, mevrouw Zuhail Demir, mevrouw Karolien Grosemans, mevrouw Nadia Sminate, nr. 1660/1 van 5 juli 2011.

77. Wetsvoorstel tot wijziging van de regelgeving wat het statuut voor de huishoudhulp betreft.

Ingediend door mevrouw Nahima Lanjri, mevrouw Sonja Becq, mevrouw Nathalie Muylle, de heer Stefaan Vercamer, de heer Jef Van den Bergh, mevrouw Meryame Kitir, nr. 1673/1 van 12 juli 2011.

Addendum, nr. 1673/2 van 23 november 2011.

78. Wetsvoorstel tot verhoging van het minimummaandinkomen en tot afschaffing van het verschil tussen werknemers ouder dan 21 jaar en werknemers jonger dan 21 jaar.

Ingediend door de heer Kristof Calvo, mevrouw Zoé Genot, de heer Georges Gilkinet, mevrouw Muriel Gerkens, de heer Wouter De Vriendt, nr. 1682/1 van 15 juli 2011.

79. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten wat betreft het sollicitatieverlof.

Ingediend door mevrouw Zuhail Demir, de heer Karel Uyttendaele, nr. 1738/1 van 16 september 2011.

80. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 20 september 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven wat betreft de sociale verkiezingen.

Ingediend door mevrouw Zuhail Demir, de heer Karel Uyttendaele, nr. 1739/1 van 16 september 2011.

81. Voorstel van resolutie over een verbetering van de dienstenchequeregeling, wat de kwaliteit en de duurzaamheid van de werkgelegenheid betreft.

Ingediend door de heer Georges Gilkinet, mevrouw Muriel Gerkens, mevrouw Zoé Genot, de heer Wouter De Vriendt, de heer Kristof Calvo, nr. 1749/1 van 20 september 2011.

82. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk.

Ingediend door mevrouw Miranda Van Eetvelde, mevrouw Karolien Grosemans, mevrouw Nadia Sminate, nr. 1757/1 van 23 september 2011.

83. Wetsvoorstel tot wijziging, wat betreft de schijndetacheringen, van de wet van 24 juli 1987 betreffende de tijdelijke arbeid, de uitzendarbeid en het ter beschikking stellen van werknemers ten behoeve van gebruikers.

Ingediend door de heer Gerolf Annemans, de heer Guy D'haeseleer, mevrouw Rita De Bont, mevrouw Barbara Pas, nr. 1867/1 van 8 november 2011.

84. Wetsvoorstel tot wijziging, wat betreft de schijndetacheringen, van de wet van 24 juli 1987 betreffende de tijdelijke arbeid, de uitzendarbeid en het ter beschikking stellen van werknemers ten behoeve van gebruikers.

Ingediend door mevrouw Karin Temmerman, de heer Hans Bonte, nr. 1924/1 van 1 december 2011.

85. Wetsvoorstel tot verbetering van de arbeidsomstandigheden in de nucleaire sector.

Ingediend door de heer Olivier Deleuze (**), de heer Kristof Calvo, de heer Georges Gilkinet, de heer Wouter De Vriendt, mevrouw Eva Brems, mevrouw Thérèse Snoy et d'Oppuers, mevrouw Meyrem Almaci, mevrouw Zoé Genot, nr. 1938/1 van 6 december 2011.

86. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 30 april 1999 betreffende de tewerkstelling van buitenlandse werknemers wat de nationaliteitsvereisten betreft.

Ingediend door mevrouw Daphné Dumery, de heer Theo Francken, mevrouw Sarah Smeyers, nr. 1977/1 van 23 december 2011.

87. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 24 juli 1987 betreffende de tijdelijke arbeid, de uitzendarbeid en het ter beschikking stellen van werknemers ten behoeve van gebruikers.

Ingediend door de heer Stefaan Vercamer, mevrouw Nahima Lanjri, mevrouw Sonja Becq, mevrouw Leen Dierick, mevrouw Nathalie Muylle, de heer Jef Van den Bergh, nr. 1984/1 van 10 januari 2012.

Rapporteur(s) : mevrouw Catherine Fonck, mevrouw Miranda Van Eetvelde

88. Wetsvoorstel tot invoering van een procedure die het mogelijk maakt de toegekende overheidssteun terug te vorderen van de begunstigde ondernemingen ingeval deze overgaan tot een sociaal ongerechtvaardigde inkrimping van de bedrijfsactiviteit.

Ingediend door de heer Georges Gilkinet, de heer Kristof Calvo, mevrouw Muriel Gerkens, mevrouw Zoé Genot, de heer Wouter De Vriendt, mevrouw Juliette Boulet, de heer Stefaan Van Hecke, de heer Olivier Deleuze (**), nr. 2003/1 van 18 januari 2012.

89. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 24 juli 1987 betreffende de tijdelijke arbeid, de uitzendarbeid en het ter beschikking stellen van werknemers ten behoeve van gebruikers en van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, teneinde het uitzendarbeidsstelsel te verbeteren.

Ingediend door mevrouw Catherine Fonck nr. 2036/1 van 6 februari 2012.

90. Voorstel van resolutie tot invoering van de loopbaanrekening en het flexibel gebruik van tijdscrediet, loopbaanonderbreking en themaverloven.

Ingediend door de heer Mathias De Clercq, mevrouw Lieve Wierinck, de heer Patrick Dewael, de heer Herman De Croo, nr. 2124/1 van 22 maart 2012.

Rapporteur(s) : de heer David Clarinval

91. Voorstel van resolutie over de toekenning van een volwaardig statuut aan de bij een dienst aangesloten onthaalouders.

Ingediend door mevrouw Marie-Martine Schyns (**) nr. 2164/1 van 24 april 2012.

Overgenomen door mevrouw Catherine Fonck, op 10 juli 2013 ter vervanging van mevrouw Marie-Martine Schyns (**).

Rapporteur(s) : mevrouw Catherine Fonck, de heer Georges Gilkinet

92. Wetsvoorstel teneinde de verschuldigde werkgeversbijdragen voor de eerste drie in dienst genomen werknemers te verminderen.

Ingediend door mevrouw Muriel Gerkens, de heer Kristof Calvo, de heer Georges Gilkinet, mevrouw Meyrem Almaci, nr. 2193/1 van 15 mei 2012.

93. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 12 april 1965 betreffende de bescherming van het loon der werknemers wat de uitbetaling van het loon betreft.

Ingediend door de heer Jenne De Potter, de heer Stefaan Vercamer, de heer Yvan Mayeur, mevrouw Catherine Fonck, mevrouw Nahima Lanjri, mevrouw Bercy Slegers, nr. 2265/1 van 15 juni 2012.

94. Wetsvoorstel teneinde jobaanpassingen te vergemakkelijken voor werknemers van 55 jaar en ouder in de ondernemingen met doorgaans een gemiddelde van ten minste 50 werknemers.

Ingediend door de heer Georges Gilkinet, de heer Wouter De Vriendt, mevrouw Zoé Genot, de heer Kristof Calvo, mevrouw Muriel Gerkens, nr. 2306/1 van 28 juni 2012.

95. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 23 december 2005 betreffende het generatiepact, om de ondernemingen ertoe aan te zetten meer inspanningen te leveren voor de opleiding van hun werknemers en bij die opleidingsinspanningen de leeftijdspiramide van hun personeel in acht te nemen.

Ingediend door de heer Wouter De Vriendt, de heer Georges Gilkinet, mevrouw Zoé Genot, de heer Kristof Calvo, mevrouw Muriel Gerkens, nr. 2307/1 van 28 juni 2012.

96. Wetsvoorstel tot wijziging van de programmawet (I) van 29 maart 2012 om het werkgelegenheidsplan voor oudere werknemers tot uitvoering te brengen.

Ingediend door de heer Wouter De Vriendt, mevrouw Zoé Genot, de heer Georges Gilkinet, de heer Kristof Calvo, mevrouw Muriel Gerkens, nr. 2308/1 van 28 juni 2012.

97. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 20 september 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven alsmede van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, teneinde de opleiding van de werknemers uit te bouwen.

Ingediend door mevrouw Zoé Genot, de heer Wouter De Vriendt, de heer Georges Gilkinet, de heer Kristof Calvo, mevrouw Muriel Gerkens, nr. 2317/1 van 2 juli 2012.

98. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 13 februari 1998 houdende bepalingen tot bevordering van de tewerkstelling wat betreft de antwoordplicht bij sollicitaties.

Ingediend door de heer Filip De Man, de heer Guy D'haeseleer, mevrouw Rita De Bont, mevrouw Barbara Pas, nr. 2470/1 van 25 oktober 2012.

99. Wetsvoorstel betreffende de ontslagbescherming van werknemers die orgaandonoren zijn.

Ingediend door mevrouw Catherine Fonck, de heer Benoît Lutgen, nr. 2515/1 van 22 november 2012. Advies, nr. 2515/2 van 22 juli 2013.

Rapporteur(s) : de heer Mathias De Clercq

100. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 30 van de wet van 23 december 2005 betreffende het generatiepact, teneinde de toegang tot opleiding vrij van discriminatie te maken.

Ingediend door mevrouw Zoé Genot, de heer Wouter De Vriendt, de heer Georges Gilkinet, nr. 2551/1 van 7 december 2012.

101.Voorstel van resolutie betreffende de kwantitatieve en kwalitatieve versterking van de middelen van de inspectiediensten, met het oog op de bevordering van het welzijn op het werk.

Ingediend door mevrouw Zoé Genot, de heer Georges Gilkinet, de heer Kristof Calvo, de heer Wouter De Vriendt, nr. 2597/1 van 9 januari 2013.

102.Voorstel van resolutie betreffende het opstarten van overleg met de sociale partners om de arbeidsduur aan de activiteit van de ondernemingen te kunnen aanpassen.

Ingediend door de heer Olivier Maingain, de heer Damien Thiéry, de heer Bernard Clerfayt, nr. 2663/1 van 21 februari 2013.

103.Wetsvoorstel tot wijziging van sommige koninklijke besluiten betreffende de onderbrekingsuitkeringen.

Ingediend door mevrouw Miranda Van Eetvelde, de heer Siegfried Bracke, mevrouw Zuhail Demir, de heer Bert Maertens, mevrouw Nadia Sminate, nr. 2842/1 van 29 mei 2013.

104.Wetsvoorstel tot instelling van een "Tandemplan voor de Werkgelegenheid".

Ingediend door de heer Georges Gilkinet, de heer Wouter De Vriendt, de heer Kristof Calvo, mevrouw Zoé Genot, mevrouw Muriel Gerkens, mevrouw Juliette Boulet, mevrouw Meyrem Almaci, nr. 2845/1 van 30 mei 2013.

105.Wetsvoorstel tot wijziging van de wetgeving wat de ontslagbescherming in het kader van het vaderschapsverlof betreft.

Ingediend door mevrouw Miranda Van Eetvelde, de heer Siegfried Bracke, mevrouw Zuhail Demir, de heer Bert Maertens, mevrouw Nadia Sminate, nr. 2896/1 van 20 juni 2013.

106.Voorstel van resolutie betreffende het wegwerken van de koppeling van het loon aan de anciënniteit teneinde de verloning beter af te stemmen op de productiviteit en de competenties van de werknemers.

Ingediend door de heer Mathias De Clercq, mevrouw Gwendolyn Rutten, nr. 2956/1 van 9 juli 2013.

107.Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 12 december 2001 betreffende de dienstencheques wat de "60 procentregel" betreft.

Ingediend door de heer Mathias De Clercq, de heer Frank Wilrycx, nr. 3014/1 van 20 september 2013.

108.Wetsontwerp tot opheffing van sommige bepalingen van de programmawet van 27 december 2012 en tot wijziging van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

Ingediend door de regering nr. 3559/1 van 18 april 2014.

ARBEIDSVEILIGHEID

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971.
Ingediend door mevrouw Sabien Lahaye-Battheu nr. 3494/1 van 27 maart 2014.

ARMOEDE

1. Voorstel van resolutie betreffende de strijd tegen de armoede.
Ingediend door de heer Wouter De Vriendt, mevrouw Maya Detiège, mevrouw Zoé Genot, de heer Georges Gilkinet, de heer Bruno Tuybens, de heer Hans Bonte, nr. 532/1 van 9 november 2010.

BEMIDDELAAR

1. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 27 april 1997 tot instelling van een Ombudsdienst Pensioenen met toepassing van artikel 15, 5°, van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels
Ingediend door mevrouw Carina Van Cauter, mevrouw Sonja Becq, mevrouw Catherine Fonck, nr. 2401/1 van 10 augustus 2012.
Addendum, nr. 2401/2 van 9 november 2012.

BEROEPSZIEKTE

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de op 3 juni 1970 gecoördineerde wetten betreffende de preventie van beroepsziekten en de vergoeding van de schade die uit die ziekten voortvloeit wat de afschaffing van de decumulregeling tussen rustpensioenen en uitkeringen ten gevolge van een beroepsziekte betreft.
Ingediend door de heer Bert Schoofs, de heer Guy D'haeseleer, mevrouw Rita De Bont, mevrouw Barbara Pas, de heer Hagen Goyvaerts, nr. 1869/1 van 8 november 2011.
2. Voorstel van resolutie betreffende de invoering van genderanalyse als onderdeel van de identificatie en erkenning van beroepsziekten.
Ingediend door mevrouw Muriel Gerkens, mevrouw Meyrem Almaci, mevrouw Zoé Genot, mevrouw Thérèse Snoy et d'Oppuers, nr. 2118/1 van 21 maart 2012.
3. Wetsvoorstel tot wijziging van de wetten betreffende de preventie van beroepsziekten en de vergoeding van de schade die uit die ziekten voortvloeit, gecoördineerd op 3 juni 1970.
Ingediend door mevrouw Nadia Sminate, de heer Manu Beuselinck (**), mevrouw Miranda Van Eetvelde, mevrouw Karolien Grosemans, mevrouw Zuhail Demir, de heer Bert Maertens, nr. 2302/1 van 28 juni 2012.

BUITENLANDSE STAATSBURGER

1. Voorstel van resolutie betreffende de monitoring van de werkgelegenheid van werknemers van buitenlandse origine.
Ingediend door mevrouw Nahima Lanjri, de heer Stefaan Vercamer, mevrouw Sonja Becq, nr. 707/1 van 25 november 2010.

2. Voorstel van resolutie betreffende de noodzaak om de strijd op te voeren tegen het misbruik of oneigenlijke gebruik van onze sociale zekerheid, inzonderheid door vreemdelingen.

Ingediend door de heer Gerolf Annemans, de heer Filip De Man, mevrouw Annick Ponthier, de heer Tanguy Veys, nr. 1815/1 van 17 oktober 2011.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering wat betreft de afschaffing van de mogelijkheid voor vreemdelingen om na één dag arbeid te genieten van een uitkering in het kader van tijdelijke werkloosheid.

Ingediend door de heer Gerolf Annemans, de heer Guy D'haeseleer, mevrouw Rita De Bont, mevrouw Barbara Pas, nr. 1864/1 van 8 november 2011.

BURGERLIJK RECHT

1. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 12 december 2001 betreffende de dienstencheques wat het schoonmaken van de gemene delen in geval van een mede-eigendom betreft.

Ingediend door de heer Raf Terwingen, de heer Stefaan Vercamer, nr. 1530/1 van 8 juni 2011.

CONCURRENTIEVERMOGEN

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen, wat betreft de niet-recurrente resultaatsgebonden voordelen.

Ingediend door mevrouw Meryame Kitir, de heer Dirk Van der Maelen, nr. 1545/1 van 6 juni 2011.

DIENSTENSECTOR

1. Wetsvoorstel tot toekenning van gratis dienstencheques aan eenoudergezinnen met een bescheiden inkomen.

Ingediend door de heer Hans Bonte, mevrouw Meryame Kitir, mevrouw Maya Detiège, mevrouw Ann Vanheste, mevrouw Myriam Vanlerberghe (**), nr. 565/1 van 16 november 2010.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 3, § 2, van het koninklijk besluit van 12 december 2001 betreffende de dienstencheques, teneinde het minimumaantal te bestellen dienstencheques te verlagen.

Ingediend door mevrouw Catherine Fonck nr. 2936/1 van 9 juli 2013.

DIENSTPERSONEEL

1. Voorstel van resolutie betreffende het zo snel mogelijk ratificeren van de IAO-conventie betreffende waardig werk voor huispersoneel.

Ingediend door de heer Stefaan Vercamer, mevrouw Nahima Lanjri, mevrouw Zuhail Demir, de heer Dirk Van der Maelen, mevrouw Eva Brems, de heer Christian Brotcorne, de heer Roel Deseyn, de heer Georges Dallemagne, de heer Patrick Moriau (**), nr. 1805/1 van 12 oktober 2011.

Addendum, nr. 1805/2 van 24 januari 2012.

Addendum, nr. 1805/3 van 8 juni 2012.

Amendement van mevrouw Christiane Vienne, de heer Patrick Moriau (**), mevrouw Corinne De Permentier, de heer Georges Dallemagne, de heer Roel Deseyn, de heer Herman De Croo, de heer Bruno Tuybens, mevrouw Isabelle Emmery, nr. 1805/4 van 13 juni 2012.
Addendum, nr. 1805/5 van 19 juni 2012.

DIRECTE BELASTING

1. Wetsvoorstel houdende vrijstelling van de bezoldiging van leerlingen voor de toekenning van kinderbijslagen en tot definitie van persoon ten laste.
Ingediend door de heer Christian Brotcorne, de heer Josy Arens, nr. 157/1 van 14 september 2010.
Addendum, nr. 157/2 van 28 september 2010.

ECHTSCHIEDING

1. Wetsvoorstel ter verdeling van pensioenrechten tussen partners.
Ingediend door mevrouw Sonja Becq nr. 3129/1 van 13 november 2013.

FEESTDAG

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de regelgeving betreffende de feestdagen met het oog op de invoering van 8 maart als extra feestdag.
Ingediend door mevrouw Maya Detiège, mevrouw Meryame Kitir, nr. 625/1 van 18 november 2010.

2. Voorstel van resolutie teneinde de wettelijke betaalde feestdag van 21 juli te schrappen en te vervangen door 11 juli voor de Vlaamse gemeenschap, 27 september voor de Franse gemeenschap en 15 november voor de Duitstalige Gemeenschap.
Ingediend door de heer Gerolf Annemans, de heer Guy D'haeseleer, mevrouw Rita De Bont, mevrouw Barbara Pas, nr. 918/1 van 21 december 2010.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 18 april 1974 tot bepaling van de algemene wijze van uitvoering van de wet van 4 januari 1974 betreffende de feestdagen, voor wat betreft de vervanging van 21 juli als wettelijke feestdag.
Ingediend door de heer Gerolf Annemans, de heer Guy D'haeseleer, mevrouw Rita De Bont, mevrouw Barbara Pas, nr. 994/1 van 5 januari 2011.

4. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 4 januari 1974 betreffende de feestdagen en van het koninklijk besluit van 18 april 1974 tot bepaling van de algemene wijze van uitvoering van de wet van 4 januari 1974 betreffende de feestdagen.
Ingediend door de heer Laurent Louis nr. 1707/1 van 2 augustus 2011.

5. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 4 januari 1974 betreffende de feestdagen teneinde voor de werknemers een betaalde feestdag in te richten op het feest van hun gemeenschap.
Ingediend door de heer Ben Weyts, de heer Jan Jambon, mevrouw Zuhail Demir, nr. 2324/1 van 4 juli 2012.

GEHANDICAPTE

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 23 juni 1976 tot invoering van een vakantiegeld voor bepaalde groepen van personen en tot instelling van een vakantiegeld voor invaliden.

Ingediend door mevrouw Catherine Fonck, mevrouw Annick Van Den Ende (**), nr. 134/1 van 10 september 2010.

Overgenomen door mevrouw Marie-Martine Schyns (**), op 16 februari 2012 ter vervanging van mevrouw Annick Van Den Ende (**).

2. Wetsvoorstel tot invoering van een universele toegangkaart voor gehandicapten.

Ingediend door de heer Franco Seminara, de heer Yvan Mayeur, mevrouw Christiane Vienne, mevrouw Julie Fernandez Fernandez, nr. 135/1 van 10 september 2010.

3. Voorstel van resolutie over het garanderen van een redelijke levensstandaard voor invaliden.

Ingediend door mevrouw Catherine Fonck, mevrouw Annick Van Den Ende (**), nr. 138/1 van 10 september 2010.

Overgenomen door mevrouw Marie-Martine Schyns (**), op 16 februari 2012 ter vervanging van mevrouw Annick Van Den Ende (**).

4. Voorstel van resolutie betreffende het affectieve en seksuele leven van gehandicapten.

Ingediend door de heer Franco Seminara, mevrouw Christiane Vienne, mevrouw Julie Fernandez Fernandez, mevrouw Marie-Claire Lambert, de heer Yvan Mayeur, mevrouw Colette Burgeon, mevrouw Maya Detiège, nr. 207/1 van 24 september 2010.

Addendum, nr. 207/2 van 30 september 2010.

5. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 7 van de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan personen met een handicap, teneinde alle beperkingen op de cumulatie tussen tegemoetkomingen en beroepsinkomsten weg te werken.

Ingediend door de heer David Clarinval, de heer Denis Ducarme, mevrouw Valérie De Bue, nr. 295/1 van 6 oktober 2010.

6. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 7 van de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan personen met een handicap tot afschaffing van de vermindering van de tegemoetkomingen op basis van de inkomsten van de echtgenoot of samenwonende.

Ingediend door de heer David Clarinval, de heer Denis Ducarme, mevrouw Valérie De Bue, mevrouw Jacqueline Galant, de heer Daniel Bacquelaine, nr. 296/1 van 6 oktober 2010.

7. Wetsvoorstel tot wijziging van het ministerieel besluit van 7 mei 1999 betreffende de parkeerkaart voor mensen met een handicap.

Ingediend door mevrouw Muriel Gerkens, mevrouw Zoé Genot, de heer Wouter De Vriendt, nr. 432/1 van 21 oktober 2010.

8. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan personen met een handicap, teneinde de zelfredzaamheid van de bejaarden te steunen.

Ingediend door de heer Georges Gilkinet, de heer Wouter De Vriendt, de heer Kristof Calvo, mevrouw Zoé Genot, mevrouw Muriel Gerken, nr. 447/1 van 26 oktober 2010.

9. Voorstel van resolutie tot het neutraliseren van het inkomen van de partner van de persoon met een handicap bij de berekening van de integratietegemoetkoming.

Ingediend door mevrouw Maggie De Block, de heer Mathias De Clercq, mevrouw Gwendolyn Rutten, nr. 482/1 van 27 oktober 2010.

10. Wetsvoorstel tot opwaardering van de tegemoetkomingen voor personen met een handicap.

Ingediend door mevrouw Muriel Gerken, mevrouw Meyrem Almaci, mevrouw Zoé Genot, de heer Wouter De Vriendt, nr. 488/1 van 27 oktober 2010.

11. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan personen met een handicap met betrekking tot de uitwerkingsdatum van een nieuwe beslissing.

Ingediend door de heer Peter Vanvelthoven, mevrouw Sonja Becq, de heer David Clarinval, de heer Wouter De Vriendt, mevrouw Catherine Fonck, mevrouw Muriel Gerken, mevrouw Nahima Lanjri, de heer Franco Seminara, de heer Stefaan Vercamer, de heer Mathias De Clercq, nr. 558/1 van 16 november 2010.

Addendum, nr. 558/2 van 21 januari 2011.

Rapporteur(s) : mevrouw Nadia Sminate

12. Wetsvoorstel tot aanpassing van de wetgeving betreffende de tegemoetkomingen aan personen met een handicap en betreffende de kinderbijslag aan de burgerlijke meerderjarigheid van achttien jaar.

Ingediend door mevrouw Meryame Kitir, mevrouw Maya Detiège, de heer Hans Bonte, mevrouw Ann Vanheste, mevrouw Myriam Vanlerberghe (**), nr. 589/1 van 17 november 2010.

13. Voorstel van resolutie met het oog op het aanleggen van een globaal kadaster van personen met een handicap.

Ingediend door mevrouw Valérie De Bue, de heer David Clarinval, nr. 749/1 van 1 december 2010.

14. Voorstel van resolutie om de regering te vragen jaarlijks bij het Parlement een verslag in te dienen met betrekking tot de evaluatie van de doelstellingen inzake werkgelegenheid voor gehandicapten in de overheidsdiensten.

Ingediend door mevrouw Valérie De Bue, de heer David Clarinval, nr. 750/1 van 1 december 2010.

15. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan personen met een handicap, teneinde te voorzien in een slapende tegemoetkomingsregeling.

Ingediend door mevrouw Valérie De Bue, de heer David Clarinval, de heer Daniel Bacquelaine, de heer Damien Thiéry, nr. 875/1 van 22 december 2010.

Rapporteur(s) : de heer Frank Wilrycx

16. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan personen met een handicap en het koninklijk besluit van 5 maart 1990 betreffende de tegemoetkoming voor hulp aan bejaarden, teneinde de ouderen met een verminderde zelfredzaamheid te steunen.

Ingediend door mevrouw Catherine Fonck nr. 902/1 van 23 december 2010.

17. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen wat de invoering van een vakantiegeld voor invaliden betreft.

Ingediend door mevrouw Nahima Lanjri, mevrouw Sonja Becq, de heer Stefaan Vercamer, nr. 911/1 van 28 december 2010.

18. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 tot uitvoering van de op 14 juli 1994 gecoördineerde wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen wat de verhoging van de minimumuitkering voor invalide gezinshoofden betreft.

Ingediend door mevrouw Nahima Lanjri, de heer Stefaan Vercamer, mevrouw Sonja Becq, nr. 912/1 van 28 december 2010.

19. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 12, § 1, van de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan personen met een handicap, teneinde de inhouding op de integratietegemoetkoming van een persoon met een handicap die in een instelling wordt opgenomen, op te heffen.

Ingediend door de heer David Clarinval, mevrouw Valérie De Bue, nr. 989/1 van 5 januari 2011.

20. Wetsvoorstel tot aanvulling van de programmawet (I) van 24 december 2002 teneinde een nieuwe doelgroepvermindering in te voeren voor werkgevers die personen met een handicap in dienst nemen.

Ingediend door mevrouw Valérie De Bue, de heer David Clarinval, nr. 1080/1 van 19 januari 2011.

21. Wetsvoorstel teneinde de behandeling van de aanvragen tot tegemoetkomingen aan personen met een handicap te versnellen.

Ingediend door de heer Josy Arens, mevrouw Catherine Fonck, nr. 1262/1 van 28 februari 2011.

22. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan personen met een handicap.

Ingediend door mevrouw Catherine Fonck nr. 1636/1 van 28 juni 2011.

23. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkoming aan personen met een handicap.

Ingediend door mevrouw Nadia Sminate, de heer Manu Beuselinck (**), mevrouw Miranda Van Eetvelde, mevrouw Karolien Grosemans, mevrouw Zuhail Demir, de heer Bert Maertens, nr. 2303/1 van 28 juni 2012.

24. Voorstel van resolutie waarbij wordt gevraagd de wetgeving in verband met personen met een handicap aan te passen.

Ingediend door mevrouw Valérie De Bue, de heer Frank Wilrycx, de heer Jean-Marc Delizée, mevrouw Nahima Lanjri, mevrouw Catherine Fonck, mevrouw Myriam Vanlerberghe (**), mevrouw Valérie Warzée-Caverenne, nr. 2363/1 van 13 juli 2012.

25. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan personen met een handicap, teneinde de inhouding van de integratietegemoetkoming bij verblijf in een instelling af te schaffen.

Ingediend door mevrouw Catherine Fonck nr. 2654/1 van 20 februari 2013.

GELIJKE BEHANDELING VAN MAN EN VROUW

1. Voorstel van resolutie over de instelling van een meestbegunstigingsclausule ten voordele van de Europese vrouw.

Ingediend door mevrouw Colette Burgeon, de heer Philippe Blanchart, mevrouw Özlem Özen, mevrouw Marie-Claire Lambert, nr. 109/1 van 9 september 2010.

2. Voorstel van resolutie betreffende de invoering van de meestbegunstigingsclausule ten voordele van de Europese vrouw.

Ingediend door mevrouw Muriel Gerkens, mevrouw Meyrem Almaci, nr. 397/1 van 14 oktober 2010.

3. Voorstel van resolutie betreffende de gelijke verloning van vrouwen en mannen.

Ingediend door de heer Mathias De Clercq, mevrouw Maggie De Block, mevrouw Gwendolyn Rutten, de heer Herman De Croo, nr. 1158/1 van 2 februari 2011.

GEMEENSCHAP EN GEWEST

1. Wetsvoorstel betreffende algemeen verbindend verklaring van collectieve arbeidsovereenkomsten die betrekking hebben op aangelegenheden die behoren tot de bevoegdheid van de Gemeenschappen of de Gewesten.

Ingediend door de heer Guy D'haeseleer, mevrouw Rita De Bont, mevrouw Barbara Pas, nr. 1058/1 van 18 januari 2011.

GEZIN

1. Voorstel van resolutie over de toekenning van een opvoedingsloon aan de thuisblijvende ouders.

Ingediend door de heer Laurent Louis nr. 2215/1 van 25 mei 2012.

GEZINSUITKERING

1. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 56bis van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders.

Ingediend door mevrouw Valérie De Bue, de heer David Clarinval, mevrouw Jacqueline Galant, nr. 357/1 van 12 oktober 2010.

2. Wetsvoorstel tot bescherming van de sociaal verzekerden tegen de terugvordering van kinderbijslag als hun geen fout kan worden ten laste gelegd.

Ingediend door mevrouw Muriel Gerkens, de heer Georges Gilkinet, de heer Wouter De Vriendt, nr. 486/1 van 27 oktober 2010.

3. Wetsvoorstel betreffende automatische aanpassing van de kinderbijslag aan de evolutie van de inkomensgrenzen.

Ingediend door mevrouw Meryame Kitir, de heer Hans Bonte, mevrouw Myriam Vanlerberghe (**), nr. 592/1 van 17 november 2010.

4. Wetsvoorstel tot wijziging van de samengeordende wetten van 19 december 1939 betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders en van het koninklijk besluit van 8 april 1976 houdende regeling van de gezinsbijslag ten voordele van zelfstandigen.

Ingediend door mevrouw Carina Van Cauter, mevrouw Sabien Lahaye-Battheu, mevrouw Maggie De Block, de heer Mathias De Clercq, mevrouw Gwendolyn Rutten, nr. 737/1 van 30 november 2010.

5. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 10 augustus 2005 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder kinderbijslag wordt verleend ten behoeve van het kind dat onderwijs volgt of een vorming doorloopt.

Ingediend door mevrouw Meryame Kitir nr. 877/1 van 22 december 2010.

6. Wetsvoorstel tot aanvulling van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders.

Ingediend door mevrouw Meryame Kitir nr. 878/1 van 22 december 2010.

7. Wetsvoorstel tot wijziging van de samengeordende wetten van 19 december 1939 wat de verhoging van de kinderbijslag betreft.

Ingediend door de heer Guy D'haeseleer, de heer Gerolf Annemans, mevrouw Rita De Bont, de heer Filip De Man, de heer Hagen Goyvaerts, mevrouw Barbara Pas, nr. 1073/1 van 19 januari 2011.

8. Wetsvoorstel tot wijziging van de samengeordende wetten van 19 december 1939 betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders voor wat betreft de intrekking van gezinsbijslag in geval van spijbelen.

Ingediend door de heer Filip De Man, de heer Guy D'haeseleer, mevrouw Rita De Bont, mevrouw Barbara Pas, nr. 1099/1 van 20 januari 2011.

9. Wetsvoorstel tot wijziging van de samengeordende wetten van 19 december 1939 betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders, wat de toekenning van de forfaitaire toelage betreft.

Ingediend door de heer Georges Gilkinet, de heer Kristof Calvo, mevrouw Zoé Genot, mevrouw Muriel Gerkens, de heer Wouter De Vriendt, nr. 1607/1 van 20 juni 2011.

10. Wetsvoorstel tot wijziging van de samengeordende wetten van 19 december 1939 betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders.

Ingediend door mevrouw Miranda Van Eetvelde, mevrouw Zuhail Demir, mevrouw Karolien Grosemans, mevrouw Nadia Sminate, nr. 1666/1 van 7 juli 2011.

11. Wetsvoorstel tot wijziging van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders, gecoördineerd op 19 december 1939, inzake de afschaffing van het Fonds voor collectieve uitrustingen en diensten.

Ingediend door de heer Guy D'haeseleer, de heer Hagen Goyvaerts, mevrouw Rita De Bont, mevrouw Barbara Pas, nr. 1980/1 van 10 januari 2012.

12. Wetsvoorstel tot wijziging van de wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders, samengeordend op 19 december 1939.

Ingediend door mevrouw Miranda Van Eetvelde, mevrouw Nadia Sminate, de heer Manu Beuselinck (**), mevrouw Karolien Grosemans, mevrouw Zuhail Demir, de heer Bert Maertens, nr. 2304/1 van 28 juni 2012.

13. Voorstel van resolutie over de afschaffing van de rangen in de kinderbijslagregeling.

Ingediend door mevrouw Catherine Fonck nr. 2325/1 van 4 juli 2012.

HORECABEDRIJF

1. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders en tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, met het oog op de aanpassing van de regeling van de Gelegenheidsarbeid in de horecasector.

Ingediend door mevrouw Liesbeth Van der Auwera, mevrouw Leen Dierick, de heer Jef Van den Bergh, nr. 2219/1 van 29 mei 2012.

Addendum, nr. 2219/2 van 8 juni 2012.

2. Wetsvoorstel tot invoering van een forfaitair bevrijdende heffing voor Gelegenheidsarbeid in de horeca.

Ingediend door de heer Mathias De Clercq, mevrouw Ine Somers, mevrouw Sabien Lahaye-Battheu, nr. 2300/1 van 26 juni 2012.

LANDBOUWSECTOR

1. Wetsvoorstel tot invoering van een forfaitair bevrijdende heffing voor gelegenheidsarbeid in het tuinbouwbedrijf en de landbouw.

Ingediend door de heer Frank Wilrycx, mevrouw Lieve Wierinck, de heer Mathias De Clercq, de heer Herman De Croo, nr. 2392/1 van 24 juli 2012.

LOON

1. Wetsvoorstel tot aanpassing van het systeem van maaltijdcheques.

Ingediend door de heer Stefaan Vercamer, mevrouw Nahima Lanjri, nr. 3282/1 van 9 januari 2014.

MOEDERSCHAP

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de Arbeidswet van 16 maart 1971 voor een betere bescherming van de zwangere werkneemster.

Ingediend door de heer Guy D'haeseleer, de heer Hagen Goyvaerts, de heer Peter Logghe, mevrouw Rita De Bont, mevrouw Barbara Pas, nr. 1063/1 van 18 januari 2011.

OCMW

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wetgeving met het oog op de invoering van de verplichting voor OCMW-uitkeringstrekkers tot het verrichten van onbezoldigde werkzaamheden van maatschappelijk nut.

Ingediend door de heer Tanguy Veys, de heer Guy D'haeseleer, mevrouw Rita De Bont, mevrouw Barbara Pas, nr. 2867/1 van 6 juni 2013.

OUDERVERLOF

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de herstellwet houdende sociale bepalingen van 22 januari 1985 wat de uitbreiding van het recht op ouderschapsverlof betreft.

Ingediend door mevrouw Nahima Lanjri, mevrouw Sonja Becq, de heer Stefaan Vercamer, nr. 531/1 van 8 november 2010.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wetgeving wat de uitbreiding van het recht op vaderschapsverlof betreft.

Ingediend door mevrouw Nahima Lanjri, mevrouw Sonja Becq, de heer Stefaan Vercamer, nr. 631/1 van 19 november 2010.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van de regelgeving wat de uitbreiding van het recht op ouderschapsverlof voor alleenstaande ouders betreft.

Ingediend door mevrouw Nahima Lanjri, mevrouw Sonja Becq, de heer Stefaan Vercamer, nr. 691/1 van 25 november 2010.

4. Wetsvoorstel tot wijziging van de wetgeving inzake het vaderschapsverlof wat de duur van het verlof betreft.

Ingediend door mevrouw Nahima Lanjri, mevrouw Sonja Becq, de heer Stefaan Vercamer, nr. 956/1 van 7 december 2010.

5. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 30 van de wet van 3 juli 1978 teneinde de discriminatie jegens homoparen inzake het recht op verlof bij de geboorte van een kind weg te werken.

Ingediend door mevrouw Valérie Déom (**), mevrouw Karine Lalieux, mevrouw Marie-Claire Lambert, de heer Franco Seminara, mevrouw Julie Fernandez Fernandez, nr. 1079/1 van 19 januari 2011.

6. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 29 oktober 1997 tot invoering van een recht op ouderschapsverlof in het kader van de onderbreking van de beroepsloopbaan, wat het ouderschapsverlof voor de pleeggezinnen betreft.

Ingediend door mevrouw Catherine Fonck, mevrouw Nahima Lanjri, nr. 1514/1 van 27 mei 2011.
Addendum, nr. 1514/2 van 13 september 2011.

7. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen wat het ouderschapsverlof betreft.

Ingediend door mevrouw Nahima Lanjri, mevrouw Sonja Becq, de heer Mathias De Clercq, de heer Jenne De Potter, de heer Roel Deseyn, mevrouw Leen Dierick, mevrouw Catherine Fonck, mevrouw Bercy Slegers, de heer Stefaan Vercamer, mevrouw Inge Vervotte (**), nr. 2298/1 van 26 juni 2012.
Advies van de Raad van State , nr. 2298/2 van 16 januari 2013.

OVERHEIDSAPPARAAT

1. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 7 mei 1999 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan van het personeel van de besturen.

Ingediend door mevrouw Miranda Van Eetvelde nr. 1722/1 van 1 september 2011.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 3 juli 1967 betreffende de preventie van of de schadevergoeding voor arbeidsongevallen, voor ongevallen op de weg naar en van het werk en voor beroepsziekten in de overheidssector, wat betreft de betaling van de uitkeringen in geval van verblijf in de gevangenis of een instelling van sociaal verweer.

Ingediend door mevrouw Carina Van Cauter, de heer Stefaan Vercamer, nr. 1910/1 van 24 november 2011.

Addendum, nr. 1910/2 van 1 december 2011.

Rapporteur(s) : mevrouw Zoé Genot

PENSIOENEN

1. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers, teneinde de cumulatie toe te staan van het werknemerspensioen met de uitkeringen in geval van loopbaanonderbreking of vermindering van de arbeidsprestaties teneinde palliatieve zorg te verstrekken, voor ouderschapsverlof of voor het bijstaan of verzorgen van een familielid.

Ingediend door de heer Christian Brotcorne nr. 51/1 van 9 augustus 2010.

2. Wetsvoorstel tot aanvulling van de wet van 22 maart 2001 tot instelling van een inkomensgarantie voor ouderen en de wet van 1 april 1969 tot instelling van een gewaarborgd inkomen voor bejaarden. Ingediend door mevrouw Catherine Fonck, mevrouw Annick Van Den Ende (**), nr. 91/1 van 6 september 2010.

Overgenomen door mevrouw Marie-Martine Schyns (**), op 16 februari 2012 ter vervanging van mevrouw Annick Van Den Ende (**).

3. Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 14 van de wet van 28 april 2003 betreffende de aanvullende pensioenen en het belastingstelsel van die pensioenen en van sommige aanvullende voordelen inzake sociale zekerheid.

Ingediend door de heer Daniel Bacquellaine, de heer David Clarinval, mevrouw Valérie De Bue, de heer Denis Ducarme, nr. 283/1 van 5 oktober 2010.

4. Wetsvoorstel betreffende de verdeling van de pensioenrechten tussen echtgenoten en tussen wettelijk samenwonenden.

Ingediend door de heer Daniel Bacquellaine, de heer David Clarinval, mevrouw Valérie De Bue, de heer Denis Ducarme, nr. 285/1 van 5 oktober 2010.

5. Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 7 en 9 van het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers.

Ingediend door de heer Daniel Bacquellaine, de heer David Clarinval, mevrouw Valérie De Bue, nr. 286/1 van 5 oktober 2010.

6. Wetsvoorstel tot invoering van een nieuw wettelijk pensioenstelsel.

Ingediend door de heer Daniel Bacquellaine, mevrouw Valérie De Bue, de heer David Clarinval, de heer Denis Ducarme, de heer Charles Michel, nr. 292/1 van 5 oktober 2010.

Addendum, nr. 292/2 van 26 juli 2011.

7. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 15 mei 1984 houdende maatregelen tot harmonisering in de pensioenregelingen.

Ingediend door de heer David Clarinval, mevrouw Valérie De Bue, mevrouw Jacqueline Galant, de heer Denis Ducarme, nr. 297/1 van 6 oktober 2010.

8. Wetsvoorstel betreffende de loopbaanonderbreking.

Ingediend door de heer David Clarinval, mevrouw Valérie De Bue, mevrouw Jacqueline Galant, nr. 299/1 van 6 oktober 2010.

9. Wetsvoorstel tot wijziging van de reglementering voor de gelijkgestelde periodes bij de pensioenberekening in het kader van de opvoeding van de kinderen.

Ingediend door mevrouw Kattrin Jadin, mevrouw Valérie De Bue, de heer David Clarinval, nr. 300/1 van 6 oktober 2010.

10. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 131bis van de wet van 15 mei 1984 houdende maatregelen tot harmonisering in de pensioenregelingen.

Ingediend door de heer Daniel Bacquelaine, de heer David Clarinval, mevrouw Valérie De Bue, de heer Denis Ducarme, nr. 309/1 van 6 oktober 2010.

11. Wetsvoorstel tot wijziging van koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers, teneinde het loon van het jaar tijdens hetwelk de uitkering ingaat en het loon van het jaar tijdens hetwelk het pensioen ingaat in aanmerking te nemen voor de berekening van het werknemerspensioen.

Ingediend door mevrouw Catherine Fonck, mevrouw Annick Van Den Ende (**), mevrouw Myriam Delacroix-Rolin (**), de heer Benoît Drèze, nr. 313/1 van 6 oktober 2010.

Addendum, nr. 313/2 van 9 oktober 2013.

12. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 8 augustus 1980 betreffende de budgettaire voorstellen 1979-1980 en van de wet van 15 mei 1984 houdende maatregelen tot harmonisering in de pensioenregelingen.

Ingediend door mevrouw Catherine Fonck nr. 324/1 van 8 oktober 2010.

13. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 7, § 2, van het decreet van 28 juni 1957 houdende statuut van de koloniale verzekeringskas, inzake de overlevingspensioenen van de uit de echt gescheiden weduwen van oud-kolonialen.

Ingediend door de heer Daniel Bacquelaine, de heer David Clarinval, mevrouw Valérie De Bue, de heer Denis Ducarme, nr. 335/1 van 8 oktober 2010.

14. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen, in verband met de fictieve rente die in aanmerking wordt genomen bij de berekening van het pensioenbedrag waarop de solidariteitsbijdrage wordt geheven.

Ingediend door mevrouw Valérie De Bue, de heer David Clarinval, nr. 370/1 van 12 oktober 2010.

15. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers, het koninklijk besluit nr. 72 van 10 november 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen en de wet van 5 april 1994 houdende regeling van de cumulatie van pensioenen van de openbare sector met inkomsten voortvloeiend uit de uitoefening van een beroepsactiviteit of met een vervangingsinkomen, teneinde de beperkingen inzake toegestane arbeid voor de gepensioneerden af te schaffen.

Ingediend door de heer Daniel Bacquelaine, mevrouw Valérie De Bue, de heer David Clarinval, de heer Denis Ducarme, nr. 408/1 van 19 oktober 2010.

16. Wetsvoorstel ertoe strekkende IGO-gerechtigden toe te staan 90 dagen in het buitenland te verblijven.

Ingediend door mevrouw Zoé Genot, mevrouw Muriel Gerkens, de heer Stefaan Van Hecke, de heer Georges Gilkinet, de heer Wouter De Vriendt, mevrouw Meyrem Almaci, nr. 458/1 van 26 oktober 2010.

17. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 20 juli 1990 tot instelling van een flexibele pensioenleeftijd voor werknemers en tot aanpassing van de werknemerspensioenen aan de evolutie van het algemeen welzijn, teneinde gehandicapte werknemers de mogelijkheid te bieden vervroegd met pensioen te gaan.

Ingediend door mevrouw Muriel Gerkens, mevrouw Zoé Genot, mevrouw Meyrem Almaci, nr. 489/1 van 27 oktober 2010.

18. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 8 van de wet van 23 december 2005 betreffende het generatiepact op het vlak van de pensioenvoorlichting.

Ingediend door mevrouw Catherine Fonck nr. 492/1 van 28 oktober 2010.

19. Voorstel van resolutie betreffende de doelstellingen van het generatiepact inzake de voorlichting van de beroepsbevolking over haar toekomstige pensioenrechten.

Ingediend door mevrouw Catherine Fonck nr. 507/1 van 28 oktober 2010.

20. Wetsvoorstel tot opheffing van de artikelen 68 tot 68*quinquies* van de wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen en tot invoering van de geleidelijke afschaffing van de bij die artikelen bepaalde afhouding op de pensioenen.

Ingediend door de heer Daniel Bacquelaine, mevrouw Valérie De Bue, de heer Denis Ducarme, de heer David Clarinval, de heer Charles Michel, nr. 521/1 van 5 november 2010.

Addendum, nr. 521/2 van 28 juli 2011.

21. Wetsvoorstel betreffende de berekening van het rustpensioen van werknemers, teneinde de oudere werknemers langer aan het werk te houden.

Ingediend door mevrouw Julie Fernandez Fernandez nr. 529/1 van 8 november 2010.

22. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 21 december 1967 tot vaststelling van het algemeen reglement betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers wat de betalingsvoorwaarden betreft.

Ingediend door de heer Peter Vanvelthoven, de heer Bruno Tobback, nr. 585/1 van 17 november 2010.

23. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 2 januari 1991 betreffende de toekenning van onderbrekingsuitkeringen.

Ingediend door mevrouw Meryame Kitir, de heer Hans Bonte, mevrouw Maya Detiège, mevrouw Myriam Vanlerberghe (**), nr. 588/1 van 17 november 2010.

24. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 26 juni 1992 houdende sociale en diverse bepalingen wat de pensioenuitkering van lichamelijk ongeschikt verklaarde ambtenaren betreft.
Ingediend door mevrouw Meryame Kitir nr. 678/1 van 23 november 2010.

25. Wetsvoorstel betreffende het rustpensioen in de openbare sector bij feitelijke scheiding en echtscheiding.
Ingediend door mevrouw Nahima Lanjri, mevrouw Sonja Becq, de heer Stefaan Vercamer, nr. 690/1 van 25 november 2010.

26. Voorstel van resolutie betreffende het voeren van een bewustmakingscampagne voor jonge vrouwen.
Ingediend door mevrouw Maggie De Block, mevrouw Sabien Lahaye-Battheu, de heer Herman De Croo, de heer Mathias De Clercq, mevrouw Gwendolyn Rutten, nr. 702/1 van 25 november 2010.

27. Wetsvoorstel tot afschaffing van het plafond van het minimumpensioen ingeval van een gemengde loopbaan.
Ingediend door mevrouw Maggie De Block, de heer Mathias De Clercq, mevrouw Gwendolyn Rutten, nr. 726/1 van 30 november 2010.

28. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers wat de verdeling van pensioenrechten tussen partners betreft.
Ingediend door mevrouw Maggie De Block, de heer Mathias De Clercq, mevrouw Gwendolyn Rutten, nr. 727/1 van 30 november 2010.

29. Wetsvoorstel tot wijziging van de regelgeving wat de opheffing van het cumulverbod tussen pensioen en inkomen betreft.
Ingediend door mevrouw Maggie De Block, de heer Mathias De Clercq, mevrouw Gwendolyn Rutten, nr. 778/1 van 6 december 2010.

30. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 20 juli 1991 houdende sociale en diverse bepalingen teneinde de ten laste van de Schatkist zijnde pensioenen van de personeelsleden van de psycho-medisch-sociale centra en van de centra voor leerlingenbegeleiding gelijk te stellen met de pensioenen van de personeelsleden van de onderwijsinstellingen.
Ingediend door de heer Stefaan Vercamer, mevrouw Nahima Lanjri, mevrouw Sonja Becq, de heer Wouter De Vriendt, de heer Georges Gilkinet, mevrouw Catherine Fonck, mevrouw Christiane Vienne, nr. 867/1 van 21 december 2010.
Addendum, nr. 867/2 van 7 februari 2011.
Advies, nr. 867/3 van 26 maart 2012.

31. Wetsvoorstel tot wijziging van koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers, wat de plafonds van de werkelijke lonen betreft.

Ingediend door mevrouw Valérie De Bue, de heer David Clarinval, de heer Daniel Bacquelaine, nr. 876/1 van 22 december 2010.

32. Voorstel van resolutie tot invoering van de jaarlijkse mededeling van de pensioenportefeuille.

Ingediend door mevrouw Maggie De Block, de heer Mathias De Clercq, mevrouw Gwendolyn Rutten, mevrouw Sabien Lahaye-Battheu, nr. 908/1 van 21 december 2010.

33. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen, wat betreft de berekening van de solidariteitsbijdrage voor de pensioenen.

Ingediend door mevrouw Sonja Becq, de heer Stefaan Vercamer, mevrouw Nahima Lanjri, nr. 914/1 van 28 december 2010.

34. Wetsvoorstel tot wijziging van de regelgeving wat het pensioen van een uit de echt gescheiden echtgenoot van een werknemer betreft.

Ingediend door mevrouw Sonja Becq, de heer Stefaan Vercamer, mevrouw Nahima Lanjri, nr. 915/1 van 28 december 2010.

35. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen wat de afschaffing van de solidariteitsbijdragen op de pensioenen betreft.

Ingediend door de heer Guy D'haeseleer, de heer Hagen Goyvaerts, de heer Peter Logghe, mevrouw Rita De Bont, mevrouw Barbara Pas, nr. 925/1 van 16 december 2010.

36. Wetsvoorstel tot verhoging van de forfaitaire bedragen die worden uitgekeerd aan de slachtoffers van een arbeidsongeval of een beroepsziekte, alsook tot herstel van de sociaaleconomische percentages als parameter bij de berekening van het percentage blijvende arbeidsongeschiktheid van de slachtoffers van een beroepsziekte die de leeftijd van 65 jaar hebben bereikt.

Ingediend door de heer Stefaan Vercamer, mevrouw Nahima Lanjri, mevrouw Sonja Becq, nr. 951/1 van 28 december 2010.

37. Wetsvoorstel betreffende de cumul van het overlevings- en rustpensioen met een beroepsinkomen.

Ingediend door mevrouw Sonja Becq, mevrouw Nahima Lanjri, de heer Stefaan Vercamer, nr. 953/1 van 28 december 2010.

38. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen voor wat betreft de afschaffing van de solidariteitsbijdragen op de pensioenen.

Ingediend door de heer Hagen Goyvaerts, de heer Peter Logghe, de heer Guy D'haeseleer, mevrouw Rita De Bont, mevrouw Barbara Pas, nr. 1092/1 van 20 januari 2011.

39. Voorstel van resolutie over een betere toegankelijkheid van de inkomensgarantie voor ouderen (IGO).

Ingediend door de heer Christian Brotcorne, mevrouw Catherine Fonck, nr. 1103/1 van 21 januari 2011.

40. Wetsvoorstel tot aanpassing van de sanctie bij overschrijding van de toegestane maximuminkomsten uit arbeid in de rustpensioenstelsels voor werknemers, zelfstandigen en ambtenaren, teneinde die sanctie evenrediger te maken.

Ingediend door mevrouw Catherine Fonck nr. 1134/1 van 27 januari 2011.

41. Wetsvoorstel tot wijziging, wat cumulatie betreft, van diverse bepalingen betreffende het overlevingspensioen voor werknemers, zelfstandigen en ambtenaren, alsmede tot instelling van een variabel overlevingspensioenbedrag naar gelang van de beroepsinkomsten.

Ingediend door mevrouw Catherine Fonck, de heer Benoît Drèze, nr. 1175/1 van 7 februari 2011.

Addendum, nr. 1175/2 van 9 oktober 2013.

42. Wetsvoorstel tot wijziging, wat betreft het overlevingspensioen, van de wet van 15 mei 1984 houdende maatregelen tot harmonisering in de pensioenregelingen.

Ingediend door mevrouw Maggie De Block, de heer Herman De Croo, de heer Mathias De Clercq, nr. 1569/1 van 9 juni 2011.

43. Wetsvoorstel betreffende de koppeling van pensioenleeftijd, de leeftijd waarop men vervroegd op pensioen kan gaan, de loopbaanvoorwaarde voor vervroegd pensioen en de pensioenbreuk aan de evolutie van de levensverwachting.

Ingediend door mevrouw Maggie De Block, de heer Mathias De Clercq, mevrouw Gwendolyn Rutten, nr. 1668/1 van 8 juli 2011.

44. Wetsvoorstel betreffende de afschaffing van het conventioneel brugpensioen.

Ingediend door de heer Laurent Louis nr. 1711/1 van 9 augustus 2011.

45. Wetsvoorstel betreffende de loopbaanvoorwaarde in geval van vervroegd pensioen.

Ingediend door mevrouw Maggie De Block, mevrouw Gwendolyn Rutten, de heer Mathias De Clercq, nr. 1716/1 van 31 augustus 2011.

46. Wetsvoorstel betreffende de invoering van een vrij aanvullend pensioen voor werknemers.

Ingediend door mevrouw Maggie De Block, mevrouw Gwendolyn Rutten, de heer Mathias De Clercq, de heer Daniel Bacquellaine, nr. 1731/1 van 8 september 2011.

Addendum, nr. 1731/2 van 11 oktober 2011.

47. Wetsvoorstel teneinde het rustpensioen te kunnen cumuleren met een uitkering voor beroepsziekte of arbeidsongeval.

Ingediend door mevrouw Catherine Fonck nr. 1733/1 van 9 september 2011.

48. Wetsvoorstel tot afschaffing van de decumulregeling tussen pensioenen en arbeidsongevallenuitkeringen.

Ingediend door de heer Bert Schoofs, de heer Guy D'haeseleer, mevrouw Rita De Bont, mevrouw Barbara Pas, nr. 1743/1 van 19 september 2011.

49. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 12 mei 1927 betreffende de ouderdom van de oppensioenstelling van de ambtenaren, de beambten en het dienstpersoneel van de Staat wat de opheffing van de van ambtswege oppensioenstelling van ambtenaren op de leeftijd van 65 jaar betreft. Ingediend door mevrouw Karolien Grosemans, mevrouw Nadia Sminate, mevrouw Miranda Van Eetvelde, mevrouw Zuhail Demir, nr. 1773/1 van 5 oktober 2011.

50. Wetsvoorstel tot wijziging van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971 en van de wetten betreffende de preventie van beroepsziekten en de vergoeding van de schade die uit die ziekten voortvloeit, gecoördineerd op 3 juni 1970.

Ingediend door mevrouw Christiane Vienne, de heer Yvan Mayeur, mevrouw Colette Burgeon, mevrouw Julie Fernandez Fernandez, nr. 1809/1 van 14 oktober 2011.

51. Wetsvoorstel tot opheffing van het cumulverbod tussen een rust- of overlevingspensioen en een inkomen uit arbeid.

Ingediend door mevrouw Karolien Grosemans nr. 1883/1 van 16 november 2011.

52. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 28 december 2011 houdende diverse bepalingen, aangaande het behoud van het recht op vervroegd pensioen in het kader van de nieuwe reglementering.

Ingediend door de heer Georges Gilkinet, de heer Wouter De Vriendt, mevrouw Zoé Genot, de heer Ronny Balcaen, mevrouw Muriel Gerkens, mevrouw Eva Brems, mevrouw Juliette Boulet, de heer Kristof Calvo, nr. 2039/1 van 6 februari 2012.

53. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 28 december 2011 houdende diverse bepalingen, betreffende de handhaving van de gunstige pensioenregelingen voor de brandweerlieden en betreffende de belastende functies.

Ingediend door de heer Georges Gilkinet, de heer Wouter De Vriendt, de heer Ronny Balcaen, de heer Stefaan Van Hecke, mevrouw Zoé Genot, nr. 2044/1 van 7 februari 2012.

54. Wetsvoorstel tot toelating van de onbeperkte cumulatie van de uit de uitoefening van het mandaat van gemeenteraadslid, provincieraadslid of van lid van de raad van een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn voortvloeiende inkomsten met een rust- of overlevingspensioen.

Ingediend door de heer Guy D'haeseleer, de heer Filip De Man, de heer Peter Logghe, de heer Tanguy Veys, nr. 2088/1 van 29 februari 2012.

55. Wetsvoorstel tot wijziging van de wetgeving betreffende het pensioen wat de cumulatie met andere inkomsten betreft.

Ingediend door de heer Guy D'haeseleer, mevrouw Rita De Bont, de heer Hagen Goyvaerts, de heer Peter Logghe, mevrouw Barbara Pas, nr. 2089/1 van 29 februari 2012.

56. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 22 maart 2001 tot instelling van een inkomensgarantie voor ouderen wat betreft de loopbaanvereiste.

Ingediend door mevrouw Rita De Bont, de heer Guy D'haeseleer, mevrouw Barbara Pas, nr. 2153/1 van 17 april 2012.

57. Wetsvoorstel tot behoud van de opgebouwde rechten in het kader van de pensioenbonus.

Ingediend door mevrouw Sonja Becq, mevrouw Meryame Kitir, mevrouw Catherine Fonck, mevrouw Nahima Lanjri, nr. 2375/1 van 18 juli 2012.

58. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 21 december 1967 tot vaststelling van het algemeen reglement betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers, wat de studieperioden betreft.

Ingediend door de heer Daniel Bacquelaine, de heer David Clarinval, mevrouw Valérie De Bue, nr. 2593/1 van 28 december 2012.

59. Wetsvoorstel tot hervorming van het pensioenstelsel voor de leden van de bestendige deputatie van een provincie, van het provinciecollege of van de deputatie van een provincieraad.

Ingediend door de heer Mathias De Clercq, de heer Jean-Marc Delizée, mevrouw Meryame Kitir, de heer Stefaan Vercamer, mevrouw Leen Dierick, mevrouw Nathalie Muylle, mevrouw Carina Van Cauter, de heer Josy Arens, de heer Daniel Bacquelaine, de heer Jenne De Potter, nr. 2942/1 van 10 juli 2013.

Addendum, nr. 2942/2 van 17 juli 2013.

Advies van de Raad van State, nr. 2942/3 van 4 september 2013.

Intrekking handtekening (de heren Jean-Marc Delizée, Josy Arens en Daniel Bacquelaine), nr. 2942/4 van 21 oktober 2013.

60. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 december 1967 houdende algemeen reglement betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen, wat de termijn van vier maanden betreft om over het pensioen te beslissen.

Ingediend door de heer Daniel Bacquelaine, mevrouw Valérie Warzée-Caverenne, mevrouw Katrin Jadin, mevrouw Valérie De Bue, de heer David Clarinval, nr. 2954/1 van 16 juli 2013.

PERSONEELSVERTEGENWOORDIGING

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 20 september 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven, wat de rechten van de personeelsafgevaardigden in de ondernemingsraden betreft.

Ingediend door de heer Yvan Mayeur, mevrouw Valérie Déom (**), mevrouw Colette Burgeon, mevrouw Christiane Vienne, mevrouw Julie Fernandez Fernandez, nr. 224/1 van 29 september 2010.

Advies, nr. 224/2 van 6 juni 2013.

Amendementen van mevrouw Julie Fernandez Fernandez, de heer Jean-Marc Delizée, mevrouw Meryame Kitir, nr. 224/3 van 1 april 2014.

Rapporteur(s) : mevrouw Karolien Grosemans, mevrouw Meryame Kitir

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wetgeving inzake sociale verkiezingen voor wat betreft de kandidatenlijsten.

Ingediend door mevrouw Maggie De Block, mevrouw Gwendolyn Rutten, de heer Mathias De Clercq, nr. 963/1 van 29 december 2010.

SOCIALE DUMPING

1. Voorstel van resolutie over de aanpak van sociale dumping.

Ingediend door mevrouw Zoé Genot, de heer Georges Gilkinet, de heer Kristof Calvo, de heer Stefaan Van Hecke, mevrouw Muriel Gerkens, de heer Wouter De Vriendt, mevrouw Juliette Boulet, nr. 3222/1 van 4 december 2013.

SOCIALE ZEKERHEID

1. Voorstel van resolutie betreffende de invoering van een Carrière Planning Systeem (CPS).

Ingediend door mevrouw Sonja Becq, mevrouw Nahima Lanjri, mevrouw Nathalie Muylle, mevrouw Liesbeth Van der Auwera, mevrouw Leen Dierick, de heer Stefaan Vercamer, de heer Jef Van den Bergh, nr. 87/1 van 2 september 2010.

Addendum, nr. 87/2 van 19 oktober 2010.

2. Voorstel van resolutie betreffende de algemene verspreiding door de verzekeringsinstellingen van de Europese verzekeringskaart in België.

3. Wetsvoorstel houdende wijziging van artikel 64 van de wet van 28 december 1983 houdende fiscale en begrotingsbepalingen, wat de verjaringstermijn van de vordering tot invordering van de bijzondere bijdragen voor sociale zekerheid betreft.

Ingediend door de heer Daniel Bacquellaine, mevrouw Valérie De Bue, de heer David Clarinval, nr. 209/1 van 24 september 2010.

4. Wetsvoorstel ertoe strekkende sommige sociale minima op te trekken en de rechten in de sociale zekerheid te individualiseren.

Ingediend door mevrouw Zoé Genot, de heer Wouter De Vriendt, de heer Georges Gilkinet, de heer Kristof Calvo, mevrouw Muriel Gerkens, mevrouw Eva Brems, mevrouw Thérèse Snoy et d'Oppuers, mevrouw Juliette Boulet, nr. 319/1 van 7 oktober 2010.

Advies, nr. 319/2 van 2 oktober 2012.
Rapporteur(s) : de heer David Clarinval

5. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 5 maart 1990 betreffende de tegemoetkoming voor hulp aan bejaarden.
Ingediend door mevrouw Valérie De Bue, de heer David Clarinval, de heer Denis Ducarme, nr. 351/1 van 12 oktober 2010.

6. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 42bis van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971.
Ingediend door de heer Olivier Maingain, de heer Daniel Bacquellaine, de heer David Clarinval, mevrouw Valérie De Bue, nr. 522/1 van 5 november 2010.

7. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 17^{quater} van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, teneinde de vrijwillige brandweerlieden vrij te stellen van sociale bijdragen.
Ingediend door de heer Josy Arens nr. 542/1 van 10 november 2010.

8. Wetsvoorstel tot wijziging van de wetgeving inzake gewaarborgd loon en tot afschaffing van de carensdag.
Ingediend door de heer Hans Bonte, mevrouw Meryame Kitir, mevrouw Maya Detiège, nr. 562/1 van 16 november 2010.

9. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen gecoördineerd op 14 juli 1994 wat betreft de carensdagen.
Ingediend door mevrouw Meryame Kitir, de heer Hans Bonte, mevrouw Myriam Vanlerberghe (**), nr. 590/1 van 7 november 2010.

10. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders.
Ingediend door mevrouw Meryame Kitir, de heer Hans Bonte, mevrouw Maya Detiège, mevrouw Myriam Vanlerberghe (**), nr. 591/1 van 17 november 2010.

11. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders wat de bijkomende tewerkstelling bij open dagen of openingen betreft.
Ingediend door mevrouw Nadia Sminate, mevrouw Karolien Grosemans, mevrouw Zuhail Demir, de heer Jan Jambon, mevrouw Sarah Smeyers, mevrouw Miranda Van Eetvelde, nr. 600/1 van 18 november 2010.

12. Wetsvoorstel tot invoering van een opvoedersvergoeding voor en tot toekenning van een sociaal statuut aan de thuiswerkende ouder.

Ingediend door de heer Gerolf Annemans, de heer Hagen Goyvaerts, de heer Guy D'haeseleer, mevrouw Alexandra Colen, mevrouw Rita De Bont, mevrouw Barbara Pas, nr. 722/1 van 30 november 2010.

13. Wetsvoorstel tot afschaffing van de sociale zekerheidsbijdragen op premies toegekend voor ploegenarbeid, nachtarbeid en onregelmatige arbeid.

Ingediend door mevrouw Nahima Lanjri, mevrouw Sonja Becq, de heer Stefaan Vercamer, nr. 803/1 van 10 december 2010.

14. Wetsvoorstel tot invoering van de welvaartsvastheid van de uitkeringen.

Ingediend door mevrouw Nahima Lanjri, mevrouw Sonja Becq, de heer Stefaan Vercamer, nr. 910/1 van 28 december 2010.

15. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders wat betreft de seizoens- en gelegenheidsarbeid.

Ingediend door de heer Guy D'haeseleer, de heer Peter Logghe, de heer Hagen Goyvaerts, mevrouw Rita De Bont, mevrouw Barbara Pas, nr. 922/1 van 16 december 2010.

16. Wetsvoorstel tot verbetering van de inkomenssituatie van arbeidsongeschikte personen.

Ingediend door mevrouw Nahima Lanjri, de heer Stefaan Vercamer, mevrouw Sonja Becq, nr. 973/1 van 29 december 2010.

17. Voorstel van resolutie strekkende tot de splitsing van de sociale zekerheid.

Ingediend door de heer Guy D'haeseleer, de heer Hagen Goyvaerts, mevrouw Rita De Bont, mevrouw Barbara Pas, de heer Bruno Valkeniers, nr. 1127/1 van 27 januari 2011.

18. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 14 juli 1994 betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen teneinde de bijzondere verzorging als gevolg van zelfredzaamheidsverlies te waarborgen.

Ingediend door de heer Olivier Maingain, de heer Damien Thiéry, de heer Daniel Bacquelaine, mevrouw Valérie De Bue, de heer David Clarinval, de heer Denis Ducarme, mevrouw Jacqueline Galant, mevrouw Corinne De Permentier, de heer Charles Michel, nr. 1318/1 van 24 maart 2011.

Addendum, nr. 1318/2 van 26 juli 2011.

19. Wetsvoorstel tot toekenning van de doelgroepkortingen in het kader van "herstructurerings" voor slachtoffers van een faillissement, sluiting of vereffening.

Ingediend door mevrouw Meryame Kitir nr. 1380/1 van 7 april 2011.

20. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 316 van de programmawet van 27 december 2006, met het oog op de bestrijding van uitkeringsfraude.

Ingediend door de heer Mathias De Clercq, de heer Bart Somers, mevrouw Sabien Lahaye-Battheu, nr. 1571/1 van 9 juni 2011.

Addendum, nr. 1571/2 van 10 februari 2012.

21. Wetsvoorstel betreffende de schorsing van het recht op uitkeringen wegens arbeidsongeschiktheid in geval van voorlopige hechtenis of vrijheidsberoving.

Ingediend door mevrouw Nadia Sminate, mevrouw Miranda Van Eetvelde, mevrouw Karolien Grosemans, nr. 1678/1 van 13 juli 2011.

Amendementen van mevrouw Nadia Sminate, nr. 1678/2 van 27 maart 2012.

Rapporteur(s) : mevrouw Zoé Genot

22. Wetsvoorstel tot bevordering van de collectieve afhankelijkheidsverzekering.

Ingediend door mevrouw Maggie De Block, mevrouw Ine Somers, nr. 1679/1 van 13 juli 2011.

Overgenomen door de heer Mathias De Clercq, op 22 december 2011 ter vervanging van mevrouw Maggie De Block.

Addendum, nr. 1679/2 van 22 december 2011.

23. Wetsvoorstel tot opschorting van de betaling van socialezekerheidsuitkeringen van werknemers en zelfstandigen die verblijven in de gevangenis of een instelling van sociaal verweer.

Ingediend door mevrouw Carina Van Cauter, mevrouw Sabien Lahaye-Battheu, de heer Stefaan Vercamer, nr. 1911/1 van 24 november 2011.

Addendum, nr. 1911/2 van 1 december 2011.

Rapporteur(s) : mevrouw Zoé Genot

24. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid van de arbeiders met het oog op de vrijstelling van sociale lasten van de ploegenpremie.

Ingediend door de heer Guy D'haeseleer, de heer Hagen Goyvaerts, mevrouw Rita De Bont, mevrouw Barbara Pas, de heer Bert Schoofs, nr. 1981/1 van 10 januari 2012.

25. Wetsvoorstel tot aanpassing van het handvest van de sociaal verzekerde wat betreft de uitbetaling van nalatigheidsinteressen.

Ingediend door de heer Siegfried Bracke, mevrouw Zuhail Demir, de heer Bert Maertens, mevrouw Nadia Sminate, mevrouw Miranda Van Eetvelde, nr. 2913/1 van 27 juni 2013.

STRAFRECHT

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk.

Ingediend door mevrouw Muriel Gerkens, mevrouw Meyrem Almaci, mevrouw Zoé Genot, de heer Georges Gilkinet, nr. 485/1 van 27 oktober 2010.

2. Wetsvoorstel tot invoering van een periodieke evaluatie van de wet van 11 juni 2002 betreffende de bescherming van de werknemers tegen geweld, pesterijen en ongewenst seksueel gedrag op het werk. Ingediend door mevrouw Maggie De Block, de heer Mathias De Clercq, mevrouw Gwendolyn Rutten, de heer Herman De Croo, mevrouw Sabien Lahaye-Battheu, mevrouw Carina Van Cauter, nr. 962/1 van 29 december 2010.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk en de wet van 6 juni 2010 tot invoering van het Sociaal Strafwetboek, om de verjaringstermijn in geval van geweld, pesterijen en ongewenst seksueel gedrag op het werk tot tien jaar te verlengen.

Ingediend door mevrouw Catherine Fonck nr. 1100/1 van 21 januari 2011.

4. Wetsvoorstel houdende de bestraffing van geweld, pesterijen of ongewenst seksueel gedrag op het werk.

Ingediend door mevrouw Zuhail Demir, de heer Karel Uyttersprot, mevrouw Karolien Grosemans, mevrouw Nadia Sminate, mevrouw Miranda Van Eetvelde, nr. 1115/1 van 25 januari 2011.

VERLOF OM SOCIALE REDENEN

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten wat betreft het pleegzorgverlof.

Ingediend door mevrouw Nahima Lanjri, de heer Stefaan Vercamer, mevrouw Sonja Becq, mevrouw Liesbeth Van der Auwera, de heer Roel Deseyn, mevrouw Catherine Fonck, nr. 1985/1 van 11 januari 2012.

Addendum, nr. 1985/2 van 20 januari 2012.

Addendum, nr. 1985/3 van 31 januari 2012.

VERVOERBELEID

1. Wetsvoorstel tot instelling van een mobiliteitsplan in de ondernemingen.

Ingediend door mevrouw Catherine Fonck, de heer Christophe Bastin, nr. 93/1 van 6 september 2010.

2. Wetsvoorstel betreffende het mobiliteitsbudget.

Ingediend door de heer Jef Van den Bergh nr. 3309/1 van 22 januari 2014.

VOLKSGEZONDHEID

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de programmawet (I) van 27 december 2006, wat het Asbestfonds betreft.

Ingediend door mevrouw Muriel Gerkens, de heer Kristof Calvo, mevrouw Thérèse Snoy et d'Oppuers, nr. 1926/1 van 1 december 2011.

Amendementen van mevrouw Thérèse Snoy et d'Oppuers, mevrouw Muriel Gerkens, de heer Stefaan Van Hecke, nr. 1926/2 van 19 juli 2012.

VOORLICHTING VAN DE WERKNEMERS

1. Voorstel van resolutie betreffende het informatie- en expertisegerecht voor personeelsafgevaardigden in ondernemingsraden.

Ingediend door mevrouw Nahima Lanjri, de heer Stefaan Vercamer, nr. 3328/1 van 29 januari 2014.

VRIJ VERKEER VAN WERKNEMERS

1. Voorstel van resolutie betreffende de detacheringsfraude.

Ingediend door de heer Bert Schoofs, de heer Guy D'haeseleer, mevrouw Rita De Bont, mevrouw Barbara Pas, nr. 3436/1 van 11 maart 2014.

2. Voorstel van resolutie over de gedetacheerde werknemers.

Ingediend door de heer David Clarinval nr. 3443/1 van 13 maart 2014.

VRIJWILLIGERSWERK

1. Wetsvoorstel tot instelling van een sociaal statuut voor vrijwillige burgerdienst.

Ingediend door de heer Christian Brotcorne, mevrouw Myriam Delacroix-Rolin (**), nr. 73/1 van 9 augustus 2010.

Addendum, nr. 73/2 van 29 oktober 2010.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de regelgeving wat het vrijwilligerswerk van personen met een arbeidsongeschiktheid betreft.

Ingediend door mevrouw Nadia Sminate, mevrouw Karolien Grosemans, mevrouw Zuhail Demir, mevrouw Miranda Van Eetvelde, nr. 606/1 van 18 november 2010.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 3 juli 2005 betreffende de rechten van vrijwilligers wat de onkostenvergoeding en het vrijwilligersverlof betreft.

Ingediend door mevrouw Sonja Becq, mevrouw Nahima Lanjri, de heer Stefaan Vercamer, nr. 822/1 van 15 december 2010.

4. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 3 juli 2005 betreffende de rechten van vrijwilligers.

Ingediend door mevrouw Sonja Becq, mevrouw Nahima Lanjri, de heer Stefaan Vercamer, nr. 823/1 van 15 december 2010.

5. Wetsvoorstel betreffende de sociale erkenning van mantelzorgers.

Ingediend door mevrouw Julie Fernandez Fernandez, mevrouw Christiane Vienne, mevrouw Colette Burgeon, de heer Yvan Mayeur, nr. 1192/1 van 10 februari 2011.

6. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 3 juli 2005 betreffende de rechten van vrijwilligers, wat de vrijstelling van de kostenvergoeding betreft.

Ingediend door mevrouw Sonja Becq, mevrouw Nahima Lanjri, de heer Stefaan Vercamer, nr. 1622/1 van 23 juni 2011.

7. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 3 juli 2005 betreffende de rechten van vrijwilligers.

Ingediend door de heer Siegfried Bracke, mevrouw Zuhail Demir, mevrouw Veerle Wouters, nr. 2412/1 van 13 september 2012.

WERKGELEGENHEIDSBELEID

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders.

Ingediend door mevrouw Miranda Van Eetvelde, de heer Theo Francken, nr. 3257/1 van 18 december 2013.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 23 december 2005 betreffende het generatiepact, om de ondernemingen aan te zetten tot grotere inspanningen voor de opleiding van hun werknemers.

Ingediend door de heer Georges Gilkinet, de heer Kristof Calvo, nr. 3560/1 van 22 april 2014.

WERKLOOSHEID

1. Voorstel van resolutie betreffende de hervorming van de werkloosheidsverzekering.

Ingediend door de heer Daniel Bacquellaine, mevrouw Valérie De Bue, de heer David Clarinval, de heer Denis Ducarme, de heer Charles Michel, nr. 353/1 van 12 oktober 2010.

Addendum, nr. 353/2 van 28 juli 2011.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 13 februari 1998 houdende bepalingen tot bevordering van de tewerkstelling voor wat betreft de invoering van de antwoordplicht ten aanzien van sollicitanten.

Ingediend door de heer Hans Bonte, mevrouw Meryame Kitir, mevrouw Ann Vanheste, mevrouw Karin Temmerman, nr. 453/1 van 26 oktober 2010.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 7 van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, teneinde de werkloze te beschermen tegen een willekeurige sanctie.

Ingediend door mevrouw Zoé Genot, de heer Wouter De Vriendt, de heer Georges Gilkinet, de heer Kristof Calvo, mevrouw Muriel Gerkens, mevrouw Eva Brems, de heer Eric Jadot, nr. 459/1 van 26 oktober 2010.

4. Voorstel van resolutie betreffende de instelling van fiscale en sociale maatregelen als steun voor de werkzoekenden die zich vrijwillig heroriënteren naar een knelpuntberoep of een zelfstandigenactiviteit.

Ingediend door mevrouw Valérie De Bue, de heer David Clarinval, mevrouw Jacqueline Galant, de heer Daniel Bacquelaine, de heer Charles Michel, nr. 536/1 van 9 november 2010.
Addendum, nr. 536/2 van 28 juli 2011.

5. Wetsvoorstel tot wijziging, wat de kunstenaars betreft, van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering.

Ingediend door de heer David Clarinval, mevrouw Valérie De Bue, de heer Denis Ducarme, de heer Philippe Goffin, de heer Damien Thiéry, nr. 666/1 van 29 november 2010.

6. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering, teneinde aan de geconventioneerde kinderonthaalsters het voordeel van de werkloosheidsverzekering te bieden.

Ingediend door de heer David Clarinval, mevrouw Valérie De Bue, de heer Denis Ducarme, de heer Philippe Goffin, de heer Damien Thiéry, nr. 720/1 van 29 november 2010.

7. Voorstel van resolutie over discriminatie inzake werkloosheid naargelang de samenwonende loontrekkende of zelfstandige is.

Ingediend door mevrouw Valérie De Bue, de heer David Clarinval, nr. 753/1 van 1 december 2010.

8. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering.

Ingediend door mevrouw Maggie De Block, mevrouw Sabien Lahaye-Battheu, de heer Herman De Croo, mevrouw Carina Van Cauter, mevrouw Gwendolyn Rutten, de heer Mathias De Clercq, nr. 959/1 van 29 december 2010.

9. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers.

Ingediend door de heer Laurent Louis nr. 1341/1 van 31 maart 2011.

10. Voorstel van resolutie over de herintegratie van langdurig werklozen via gemeenschapsdienst.

Ingediend door de heer David Clarinval, mevrouw Maggie De Block, mevrouw Valérie De Bue, de heer Denis Ducarme, de heer Bart Somers, nr. 1596/1 van 15 juni 2011.

11. Voorstel van resolutie over het sociaal statuut en de werkloosheid van de kunstenaars.

Ingediend door mevrouw Özlem Özen, mevrouw Christiane Vienne, mevrouw Karine Lalieux, de heer Yvan Mayeur, de heer Patrick Moriau (**), nr. 1903/1 van 24 november 2011.

12. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering, met het oog op de verbetering van het kunstenaarsstatuut.

Ingediend door mevrouw Muriel Gerkens, mevrouw Zoé Genot, mevrouw Meyrem Almaci, de heer Olivier Deleuze (**), de heer Eric Jadot, nr. 2008/1 van 19 januari 2012.

13. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering, betreffende de PWA-prestaties voor de begeleiding van kinderen.

Ingediend door mevrouw Valérie Warzée-Caverenne, de heer David Clarinval, mevrouw Valérie De Bue, de heer Olivier Destrebecq, nr. 2667/1 van 22 februari 2013.

14. Wetsvoorstel tot handhaving van bepaalde vormen van steun voor indienstneming ten voordele van bepaalde werkzoekenden die niet langer volledig uitkeringsgerechtigd zijn.

Ingediend door de heer Jean-Marc Delizée, de heer Yvan Mayeur, de heer Bruno Van Grootenbrulle, nr. 2686/1 van 5 maart 2013.

15. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering wat de federale mobiliteitspremie betreft.

Ingediend door mevrouw Miranda Van Eetvelde, de heer Siegfried Bracke, mevrouw Zuhail Demir, de heer Bert Maertens, mevrouw Nadia Sminate, nr. 2895/1 van 20 juni 2013.

16. Voorstel van kaderwet tot re-integratie van de werklozen in het sociaal en beroepsleven door hen plaatselijke dienstverlening te laten verrichten.

Ingediend door de heer David Clarinval, de heer Daniel Bacquelaine, de heer Charles Michel, nr. 3470/1 van 20 maart 2014.

WERKLOOSHEIDSVZERKERING

1. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering wat betreft de werkhervattingstoeslagen.

Ingediend door mevrouw Miranda Van Eetvelde, de heer Siegfried Bracke, mevrouw Nadia Sminate, mevrouw Zuhail Demir, nr. 3298/1 van 17 januari 2014.

ZELFSTANDIG BEROEP

1. Wetsvoorstel tot versoepeling van de voorwaarden om aanspraak te maken op moederschapshulp en tot uitbreiding van de desbetreffende prestaties tot bepaalde zelfstandigen die momenteel niet voor moederschapshulp in aanmerking komen.

Ingediend door de heer Christian Brotcorne nr. 155/1 van 14 september 2010.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 17 januari 2006 tot invoering van een stelsel van uitkeringen voor moederschapshulp ten gunste van vrouwelijke zelfstandigen en tot wijziging van het koninklijk besluit van 12 december 2001 betreffende de dienstencheques.

Ingediend door de heer Christian Brotcorne nr. 180/1 van 20 september 2010.

3. Wetsvoorstel tot toekenning van een vaderschapsverzekering aan de zelfstandigen en de meewerkende echtgenoten.

Ingediend door de heer Christian Brotcorne nr. 186/1 van 20 september 2010.

4. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 december 1967 houdende algemeen reglement betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen, wat de cumulatie van een toegestane activiteit en het pensioen betreft.

Ingediend door de heer Daniel Bacquellaine, de heer David Clarinval, mevrouw Kattrin Jadin, mevrouw Valérie Warzée-Caverenne, mevrouw Valérie De Bue, mevrouw Corinne De Permentier, de heer Luc Gustin, de heer Charles Michel, nr. 3140/1 van 21 november 2013.

Addendum, nr. 3140/2 van 26 november 2013.

ZIEKTEVERZEKERING

1. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 115 van de wet van 14 juli 1994 betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, teneinde tijdens het moederschapverlof de uitoefening van bepaalde activiteiten toe te staan.

Ingediend door mevrouw Kattrin Jadin, de heer Daniel Bacquellaine, de heer Denis Ducarme, de heer David Clarinval, mevrouw Jacqueline Galant, de heer Damien Thiéry, mevrouw Corinne De Permentier, mevrouw Valérie Warzée-Caverenne, nr. 294/1 van 6 oktober 2010.

Addendum, nr. 294/2 van 25 maart 2013.

Amendement van mevrouw Annick Ponthier, nr. 294/3 van 12 juni 2013.

Amendement van mevrouw Lieve Wierinck, nr. 294/4 van 25 juni 2013.

Advies, nr. 294/5 van 28 november 2013.

2. Wetsvoorstel tot toekenning van een vergoeding aan de ouders van een gehospitaliseerd kind.

Ingediend door mevrouw Myriam Vanlerberghe (**), mevrouw Meryame Kitir, nr. 510/1 van 29 oktober 2010.

Rapporteur(s) : mevrouw Christiane Vienne

3. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, wat betreft de verscheidene hoedanigheden als persoon ten laste.

Ingediend door mevrouw Nahima Lanjri, mevrouw Sonja Becq, mevrouw Nathalie Muylle, de heer Stefaan Vercamer, nr. 568/1 van 16 november 2010.

4. Wetsvoorstel tot wijziging van de regelgeving met het oog op de uitbreiding van de derdebetalersregeling.

Ingediend door mevrouw Maggie De Block, de heer Mathias De Clercq, mevrouw Gwendolyn Rutten, nr. 728/1 van 30 november 2010.

5. Wetsvoorstel ter veralgemening van de derdebetalersregeling.

Ingediend door mevrouw Maya Detiège, mevrouw Myriam Vanlerberghe (**), de heer Hans Bonte, mevrouw Ann Vanheste, de heer Bruno Tobback, nr. 746/1 van 1 december 2010.

6. Wetsvoorstel tot wijziging van de wetgeving betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, wat betreft de verscheidene hoedanigheden als persoon ten laste.

Ingediend door de heer Stefaan Vercamer, mevrouw Nahima Lanjri, mevrouw Sonja Becq, mevrouw Nathalie Muylle, mevrouw Catherine Fonck, mevrouw Karolien Grosemans, mevrouw Christiane Vienne, nr. 1119/1 van 26 januari 2011.

Addendum, nr. 1119/2 van 9 februari 2011.

Addendum, nr. 1119/3 van 2 maart 2011.

Rapporteur(s) : mevrouw Maggie De Block

7. Wetsvoorstel tot wijziging van de regelgeving wat betreft het supplement toegekend in geval van pensioen wegens een zware handicap.

Ingediend door mevrouw Meryame Kitir nr. 1259/1 van 25 februari 2011.

8. Wetsvoorstel tot wijziging van de regelgeving wat de uitbreiding van het systeem van de sociale derde betaler betreft.

Ingediend door mevrouw Nahima Lanjri, mevrouw Nathalie Muylle, mevrouw Maggie De Block, de heer Stefaan Vercamer, nr. 1377/1 van 6 april 2011.

Addendum, nr. 1377/2 van 15 april 2011.

9. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen gecoördineerd op 14 juli 1994, wat betreft de keuze van verzekeringsinstelling.

Ingediend door de heer Manu Beuselinck (**), mevrouw Zuhail Demir, mevrouw Nadia Sminate, nr. 1613/1 van 21 juni 2011.

10. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994.

Ingediend door mevrouw Nadia Sminate, mevrouw Miranda Van Eetvelde, de heer Manu Beuselinck (**), mevrouw Karolien Grosemans, nr. 1646/1 van 1 juli 2011.

11. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994.

Ingediend door mevrouw Nadia Sminate, de heer Manu Beuselinck (**), nr. 1745/1 van 20 september 2011.

12. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen gecoördineerd op 14 juli 1994 wat de sensibilisering van de sociaal verzekerde betreft.

Ingediend door de heer Manu Beuselinck (**), mevrouw Reinilde Van Moer, mevrouw Nadia Sminate, nr. 2253/1 van 12 juni 2012.

13. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 14 juli 1994 betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, teneinde tijdens het moederschapverlof de uitoefening van bepaalde activiteiten toe te staan.

Ingediend door mevrouw Catherine Fonck, mevrouw Marie-Martine Schyns (**), nr. 2536/1 van 3 december 2012.

Advies, nr. 2536/2 van 28 november 2013.

ZWANGERSCHAPSVERLOF

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wetgeving wat de flexibele opname van zwangerschapsverlof bij arbeidsongeschiktheid betreft.

Ingediend door de heer Stefaan Vercamer, mevrouw Nahima Lanjri, mevrouw Sonja Becq, nr. 955/1 van 28 december 2010.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 39 van de Arbeidswet van 16 maart 1971 en van artikel 114 van de gecoördineerde wet van 14 juli 1994 betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, met het oog op de verlenging van het moederschapverlof.

Ingediend door mevrouw Nahima Lanjri, mevrouw Sonja Becq, de heer Stefaan Vercamer, nr. 987/1 van 4 januari 2011.

Commissie voor de Volksgezondheid, het Leefmilieu en de Maatschappelijke Hernieuwing ALCOHOLISME

1. Voorstel van resolutie betreffende het alcoholgebruik.

Ingediend door mevrouw Valérie De Bue, mevrouw Kattrin Jadin, de heer Daniel Bacquellaine, de heer Damien Thiéry, nr. 354/1 van 12 oktober 2010.

2. Voorstel van resolutie betreffende het invoeren van een aangepast beleid in het raam van de strijd tegen alcoholmisbruik.

Ingediend door mevrouw Valérie De Bue, de heer Damien Thiéry, nr. 1902/1 van 23 november 2011.

3. Voorstel van resolutie over de bestrijding van alcoholrexia en alcoholisme, waarbij de regering wordt verzocht enerzijds de minimumleeftijd voor de verkoop van alcohol aan jongeren en de minimumleeftijd voor de consumptie van alcohol door jongeren op te trekken en anderzijds de voorwaarden inzake marketingstrategie voor de alcoholproducenten te verstrengen.

Ingediend door de heer Laurent Louis nr. 1908/1 van 24 november 2011.

APOTHEKER

1. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 13 april 1977 tot vaststelling van de regels die toelaten de waarde van de overdracht der apotheken vast te stellen en toezicht uit te oefenen op deze overdracht, ter voorkoming van misbruiken bij de dubbele verkoop van vastgoed waarin een apotheek gevestigd is.

Ingediend door de heer Daniel Bacquelaine, de heer Denis Ducarme, mevrouw Jacqueline Galant, nr. 305/1 van 6 oktober 2010.

2. Wetsvoorstel tot oprichting van een Nederlandstalige en een Franstalige Orde van apothekers.

Ingediend door de heer Guy D'haeseleer, de heer Hagen Goyvaerts, mevrouw Rita De Bont, mevrouw Annick Ponthier, nr. 1062/1 van 18 januari 2011.

ARBEIDSVEILIGHEID

1. Voorstel van resolutie betreffende de preventie van prikongevallen op het werk.

Ingediend door mevrouw Maggie De Block nr. 1008/1 van 11 januari 2011.

ARMOEDE

1. Voorstel van resolutie betreffende de armoedebestrijding.

Ingediend door mevrouw Nahima Lanjri, mevrouw Sonja Becq, de heer Jef Van den Bergh, de heer Stefaan Vercamer, nr. 515/1 van 29 oktober 2010.

BEROEP IN DE GEZONDHEIDSZORG

1. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen met het oog op de reglementering van de uitoefening van de klinische psychologie, van de klinische seksuologie en van de klinische orthopedagogiek.

Ingediend door mevrouw Nahima Lanjri, mevrouw Nathalie Muylle, mevrouw Catherine Fonck, de heer Raf Terwingen, mevrouw Liesbeth Van der Auwera, nr. 372/1 van 12 oktober 2010.

Addendum, nr. 372/2 van 18 november 2010.

Addendum, nr. 372/3 van 2 december 2010.

Addendum, nr. 372/4 van 21 januari 2011.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen, wat betreft de taalkennis als vereiste voor beroepsuitoefening.

Ingediend door de heer Ben Weyts, de heer Flor Van Noppen, mevrouw Reinilde Van Moer, de heer Manu Beuselinck (**), de heer Bert Wollants, nr. 968/1 van 13 december 2010.

3. Wetsvoorstel tot invoering van accreditering van verpleegkundigen voor thuisverpleging.

Ingediend door de heer Manu Beuselinck (**), de heer Flor Van Noppen, de heer Bert Wollants, mevrouw Reinilde Van Moer, mevrouw Ingeborg De Meulemeester, nr. 1529/1 van 31 mei 2011.

Rapporteur(s) : mevrouw Maya Detiège, de heer Franco Seminara

4. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen met het oog op de reglementering van de uitoefening van de klinische psychologie en van de klinische orthopedagogiek.

Ingediend door mevrouw Nathalie Muylle, mevrouw Nahima Lanjri, mevrouw Myriam Vanlerberghe (**), de heer Manu Beuselinck (**), mevrouw Annick Van Den Ende (**), nr. 1598/1 van 16 juni 2011.

Overgenomen door mevrouw Marie-Martine Schyns (**), op 16 februari 2012 ter vervanging van mevrouw Annick Van Den Ende (**).

Addendum, nr. 1598/2 van 24 juni 2011.

5. Wetsvoorstel tot reglementering van de uitoefening van de beroepen uit de sector van de geestelijke gezondheidszorg, in het raam van de gezondheidszorgberoepen.

Ingediend door mevrouw Muriel Gerkens, de heer Stefaan Van Hecke, mevrouw Thérèse Snoy et d'Oppuers, mevrouw Eva Brems, nr. 2239/1 van 6 juni 2012.

BEROEPSORGANISATIE

1. Wetsvoorstel tot oprichting van een Orde van kinesitherapeuten.

Ingediend door mevrouw Kattrin Jadin, de heer Daniel Bacquelaine, de heer Damien Thiéry, nr. 304/1 van 6 oktober 2010.

2. Wetsvoorstel tot oprichting van een Nederlandstalige en een Franstalige Orde van geneeskundigen.

Ingediend door de heer Gerolf Annemans, de heer Guy D'haeseleer, de heer Hagen Goyvaerts, mevrouw Alexandra Colen, mevrouw Rita De Bont, mevrouw Annick Ponthier, nr. 1172/1 van 4 februari 2011.

3. Wetsvoorstel tot oprichting van een Hoge Raad voor deontologie van de gezondheidszorgberoepen en tot vaststelling van de algemene beginselen voor de oprichting en de werking van de Orden van de gezondheidsberoepen.

Ingediend door mevrouw Maya Detiège, de heer Hans Bonte, nr. 2481/1 van 8 november 2012.

4. Wetsvoorstel tot oprichting van een Nederlandstalige Orde van artsen en een Franstalige en Duitstalige Orde van artsen.

Ingediend door mevrouw Maya Detiège, de heer Hans Bonte, nr. 2482/1 van 8 november 2012.

5. Wetsvoorstel tot oprichting van een Nederlandstalige Orde van apothekers en een Franstalige en Duitstalige Orde van apothekers.

Ingediend door mevrouw Maya Detiège nr. 2483/1 van 8 november 2012.

6. Wetsvoorstel tot oprichting van een Hoge Raad voor Beroepsethiek van de Gezondheidszorgberoepen en tot vaststelling van de algemene beginselen voor de oprichting en de

werking van de ordes van de gezondheidszorgberoepen, alsook tot oprichting van een Orde van geneesheren.

Ingediend door mevrouw Muriel Gerkens, mevrouw Meyrem Almaci, mevrouw Thérèse Snoy et d'Oppuers, nr. 2544/1 van 6 december 2012.

BESCHERMING VAN DE CONSUMENT

1. Voorstel van resolutie betreffende de koopvernietigende gebreken bij de verkoop of ruiling van paardachtigen.

Ingediend door de heer Daniel Bacquelaine, de heer Damien Thiéry, nr. 332/1 van 8 oktober 2010.

2. Wetsvoorstel voor een vrijwillige etikettering van levensmiddelen afkomstig van dieren die zonder genetisch gemodificeerde organismen gevoederd zijn.

Ingediend door mevrouw Thérèse Snoy et d'Oppuers, de heer Kristof Calvo, nr. 505/1 van 28 oktober 2010.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 24 januari 1977 betreffende de bescherming van de gezondheid van de verbruikers op het stuk van de voedingsmiddelen en andere producten met het oog op het beperken van de reclame voor alcohol en alcoholhoudende dranken.

Ingediend door de heer Damien Thiéry, mevrouw Valérie De Bue, nr. 1901/1 van 23 november 2011.

4. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 24 januari 1977 betreffende de bescherming van de gezondheid van de gebruikers op het stuk van de voedingsmiddelen en andere produkten ten einde de verkoop van alcohol via drankenautomaten te verbieden.

Ingediend door de heer Laurent Louis nr. 1906/1 van 24 november 2011.

5. Voorstel van resolutie over het recht voor de consument om over een gezonde en kwaliteitsvolle voeding te beschikken, via de instelling van een "Belgian Food"-label.

Ingediend door mevrouw Laurence Meire, de heer Mohammed Jabour, mevrouw Karine Lalieux, mevrouw Isabelle Emmery, nr. 2681/1 van 4 maart 2013.

BIO-ETHIEK

1. Wetsvoorstel betreffende therapeutische experimenten op zwangere en lacterende vrouwen.

Ingediend door de heer Daniel Bacquelaine, de heer Damien Thiéry, nr. 784/1 van 8 december 2010.

2. Wetsvoorstel houdende organisatie van centra voor draagmoederschap.

Ingediend door mevrouw Myriam Vanlerberghe (**), de heer Renaat Landuyt, mevrouw Maya Detiège, nr. 1453/1 van 12 mei 2011.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 6 juli 2007 betreffende de medisch begeleide voortplanting en de bestemming van de overtallige embryo's en de gameten, wat betreft de anonimiteit bij donatie van gameten.

Ingediend door mevrouw Sabien Lahaye-Battheu nr. 3407/1 van 27 februari 2014.

BIOTECHNOLOGIE

1. Wetsvoorstel over de sociaaleconomische evaluatie van genetisch gemodificeerde organismen.
Ingediend door mevrouw Thérèse Snoy et d'Oppuers, mevrouw Meyrem Almaci, mevrouw Muriel Gerkens, de heer Georges Gilkinet, de heer Olivier Deleuze (**), mevrouw Zoé Genot, de heer Wouter De Vriendt, nr. 56/1 van 9 augustus 2010.

BUITENLANDSE STAATSBURGER

1. Wetsvoorstel tot wijziging, wat de dwangsommen betreft, van de wet van 12 januari 2007 betreffende de opvang van asielzoekers en van bepaalde andere categorieën van vreemdelingen.
Ingediend door de heer Thierry Giet (**), mevrouw Nahima Lanjri, mevrouw Catherine Fonck, mevrouw Özlem Özen, de heer Rachid Madrane (**), mevrouw Valérie Déom (**), de heer Yvan Mayeur, nr. 755/1 van 2 december 2010.

Amendementen van mevrouw Sarah Smeyers, nr. 755/2 van 15 december 2010.

Amendement van mevrouw Zoé Genot, mevrouw Eva Brems, nr. 755/3 van 14 januari 2011.

Amendementen van mevrouw Sarah Smeyers, de heer Manu Beuselinck (**), mevrouw Nahima Lanjri, de heer Thierry Giet (**), nr. 755/4 van 16 februari 2011.

Rapporteur(s) : de heer Franco Seminara, mevrouw Karin Temmerman

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie wat betreft de uitsluiting van het recht op sociale bijstand in bepaalde gevallen, van burgers van de Europese Unie.

Ingediend door mevrouw Rita De Bont, de heer Filip De Man, de heer Guy D'haeseleer, mevrouw Annick Ponthier, nr. 1756/1 van 23 september 2011.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van de wetgeving wat de voorwaardelijke maatschappelijke dienstverlening en het voorwaardelijke recht op maatschappelijke integratie betreft.

Ingediend door mevrouw Daphné Dumery, de heer Theo Francken, mevrouw Sarah Smeyers, nr. 1975/1 van 23 december 2011.

4. Wetsvoorstel tot wijziging van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, teneinde dringende medische hulp te verlenen aan de in België verblijvende EU-onderdanen die geen aanspraak kunnen maken op maatschappelijke dienstverlening.

Ingediend door mevrouw Zoé Genot, mevrouw Meyrem Almaci, nr. 2187/1 van 10 mei 2012.

DIERENBESCHERMING

1. Voorstel van resolutie betreffende het houden van "nieuwe" gezelschapsdieren.

Ingediend door mevrouw Valérie De Bue, de heer Daniel Bacquelaine, de heer Damien Thiéry, nr. 368/1 van 12 oktober 2010.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren met als doel het onverdoofd ritueel slachten te verbieden.

Ingediend door de heer Flor Van Noppen, de heer Jan Jambon, nr. 437/1 van 21 oktober 2010.

3. Wetsvoorstel strekkende tot een verbod op het onverdoofd ritueel slachten van dieren.

Ingediend door mevrouw Rita De Bont, de heer Peter Logghe, mevrouw Barbara Pas, de heer Guy D'haeseleer, mevrouw Annick Ponthier, nr. 581/1 van 17 november 2010.

4. Wetsvoorstel tot wijziging van de bijlage van het koninklijk besluit van 17 mei 2001 betreffende de toegestane ingrepen bij gewervelde dieren, met het oog op het nutsgebruik van de dieren of op de beperking van de voortplanting van de soort.

Ingediend door de heer Herman De Croo, mevrouw Ine Somers, mevrouw Carina Van Cauter, mevrouw Gwendolyn Rutten, nr. 736/1 van 30 november 2010.

5. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 14 augustus 1996 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren voor wat betreft de leefomstandigheden in openlucht.

Ingediend door de heer Peter Vanvelthoven nr. 791/1 van 7 december 2010.

6. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren voor wat betreft de biggencastratie.

Ingediend door de heer Peter Vanvelthoven nr. 792/1 van 7 december 2010.

7. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren wat betreft de sterilisatie van zwervkatten.

Ingediend door de heer Peter Vanvelthoven nr. 797/1 van 7 december 2010.

8. Wetsvoorstel tot instelling van een verbod op pelsdierfokkerijen.

Ingediend door de heer Peter Vanvelthoven, mevrouw Maya Detiège, de heer Anthony Dufrane (**), mevrouw Kattrin Jadin, de heer Franco Seminara, nr. 798/1 van 7 december 2010.

Addendum, nr. 798/2 van 18 november 2011.

Addendum, nr. 798/3 van 27 maart 2012.

Addendum, nr. 798/4 van 15 mei 2012.

Addendum, nr. 798/5 van 16 april 2013.

Verslag van mevrouw Valérie Warzée-Caverenne, nr. 798/6 van 15 juli 2013.

9. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren, teneinde een algemeen verbod in te stellen op het slachten van dieren zonder voorafgaande bedwelming.

Ingediend door mevrouw Kattrin Jadin, de heer Daniel Bacquellaine, nr. 870/1 van 22 december 2010.

Addendum, nr. 870/2 van 15 februari 2012.

10. Voorstel van resolutie over de commercialisering van nieuwe gezelschapsdieren (NGD's).
Ingediend door de heer Anthony Dufrane (**), de heer Laurent Devin, mevrouw Marie-Claire Lambert, de heer Philippe Blanchart, de heer Franco Seminara, nr. 1558/1 van 8 juni 2011.

11. Voorstel van resolutie over de oprichting van een dierenpolitie.
Ingediend door de heer Laurent Louis nr. 1821/1 van 18 oktober 2011.

12. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren, teneinde een verbod in te stellen op het doden van dieren omwille van hun pels.
Ingediend door mevrouw Meyrem Almaci, mevrouw Thérèse Snoy et d'Oppuers, nr. 1834/1 van 21 oktober 2011.
Verslag van mevrouw Valérie Warzée-Caverenne, nr. 1834/2 van 15 juli 2013.

13. Voorstel van resolutie over de instelling van een verbod op dierproeven in zowel het farmaceutisch als het academisch onderzoek.
Ingediend door de heer Laurent Louis nr. 1872/1 van 9 november 2011.

14. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren wat het verbieden van niet op medisch wetenschappelijk onderzoek gerichte proeven op gewervelde dieren en op eender welke proeven op primaten betreft.
Ingediend door mevrouw Rita De Bont, mevrouw Annick Ponthier, de heer Guy D'haeseleer, nr. 2045/1 van 8 februari 2012.

15. Voorstel van resolutie betreffende het beperken van het leed van levend vee tijdens transporten.
Ingediend door de heer Guy D'haeseleer, mevrouw Rita De Bont, mevrouw Annick Ponthier, nr. 2059/1 van 14 februari 2012.

16. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren, teneinde een verbod in te stellen op de pelsdierenkweek in België.
Ingediend door mevrouw Marie-Martine Schyns (**), mevrouw Catherine Fonck, de heer Benoît Lutgen, nr. 2197/1 van 15 mei 2012.
Verslag van mevrouw Valérie Warzée-Caverenne, nr. 2197/2 van 15 juli 2013.

17. Voorstel van resolutie over de identificatie en de registratie van honden.
Ingediend door mevrouw Valérie Warzée-Caverenne, mevrouw Marie-Martine Schyns (**), nr. 2657/1 van 20 februari 2013.

18. Wetsvoorstel om het fokken van dieren met het oog op de commercialisering van hun pels te verbieden en de consument te informeren over de herkomst van bont.

Ingediend door de heer Damien Thiéry, de heer Olivier Maingain, de heer Bernard Clerfayt, nr. 3063/1 van 11 oktober 2013.

DOKTER

1. Wetsvoorstel betreffende de overname van de medische wachtdiensten.

Ingediend door mevrouw Marie-Christine Marghem, mevrouw Jacqueline Galant, de heer Daniel Bacquelaine, de heer David Clarinval, mevrouw Kattrin Jadin, mevrouw Valérie Warzée-Caverenne, mevrouw Valérie De Bue, de heer Luc Gustin, de heer Denis Ducarme, de heer Charles Michel, nr. 3141/1 van 21 november 2013.

Addendum, nr. 3141/2 van 26 november 2013.

DUURZAME ONTWIKKELING

1. Voorstel van resolutie tot instelling van een ombudspersoon voor de toekomstige generaties.

Ingediend door de heer Kristof Calvo, mevrouw Thérèse Snoy et d'Oppuers, nr. 1806/1 van 6 oktober 2011.

ELEKTRONISCHE OVERHEID

1. Voorstel van resolutie betreffende het elektronisch sociaal dossier.

Ingediend door mevrouw Sarah Smeyers, mevrouw Karolien Grosemans, mevrouw Nadia Sminate, mevrouw Reinilde Van Moer, mevrouw Ingeborg De Meulemeester, de heer Bert Maertens, nr. 3312/1 van 23 januari 2014.

ETIKETTEREN

1. Voorstel van resolutie over betere milieuetikettering op de producten, ten behoeve van de consumenten, teneinde de milieueffecten van die producten maximaal te beperken.

Ingediend door de heer Franco Seminara, mevrouw Véronique Bonni, mevrouw Marie-Claire Lambert, mevrouw Colette Burgeon, nr. 3028/1 van 24 september 2013.

EUTHANASIE

1. Wetsvoorstel tot invoering van een verplichte palliatieve filter in de wet van 28 mei 2002 betreffende de euthanasie.

Ingediend door mevrouw Rita De Bont, de heer Guy D'haeseleer, de heer Hagen Goyvaerts, mevrouw Alexandra Colen, mevrouw Annick Ponthier, nr. 847/1 van 16 december 2010.

GELIJKE BEHANDELING VAN MAN EN VROUW

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet betreffende de ziekenhuizen en andere verzorgingsinrichtingen, gecoördineerd op 10 juli 2008 met als doel in de gebruikte terminologie de geslachtsgelijkheid tot uitdrukking te brengen.

Ingediend door mevrouw Nahima Lanjri, mevrouw Nathalie Muylle, nr. 287/1 van 5 oktober 2010.

GENEESKUNDE

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 14 juni 2002 betreffende de palliatieve zorg.
Ingediend door mevrouw Catherine Fonck, mevrouw Annick Van Den Ende (**), nr. 201/1 van 22 september 2010.
Overgenomen door mevrouw Marie-Martine Schyns (**), op 16 februari 2012 ter vervanging van mevrouw Annick Van Den Ende (**).
Addendum, nr. 201/2 van 7 juni 2011.
Advies, nr. 201/3 van 1 juli 2011.
Verslag van de heer Manu Beuselinck (**), nr. 201/4 van 12 september 2011.
2. Voorstel van resolutie betreffende de terugbetaling van telecardiologie.
Ingediend door mevrouw Ine Somers, mevrouw Carina Van Cauter, mevrouw Gwendolyn Rutten, mevrouw Maggie De Block, nr. 706/1 van 25 november 2010.
Rapporteur(s) : mevrouw Véronique Bonni
3. Voorstel van resolutie waarbij wordt gevraagd de reglementering in verband met de erkenningsvoorwaarden voor de huisartsen te wijzigen, teneinde ze af te stemmen op de ontwikkelingen in de uitoefening van de huisartsgeneeskunde.
Ingediend door mevrouw Catherine Fonck, mevrouw Marie-Martine Schyns (**), nr. 2185/1 van 10 mei 2012.
Addendum, nr. 2185/2 van 23 mei 2012.

GEZONDHEIDSBELEID

1. Voorstel van resolutie tot terugbetaling van fitnessbeoefening onder begeleiding in erkende fitnesscentra op doktersvoorschrift.
Ingediend door mevrouw Rita De Bont, de heer Guy D'haeseleer, mevrouw Annick Ponthier, nr. 342/1 van 12 oktober 2010.

HUISDIER

1. Voorstel van resolutie betreffende een betere socialisering van honden.
Ingediend door de heer Patrick Moriau (**), mevrouw Linda Musin, de heer Philippe Blanchart, de heer Rachid Madrane (**), de heer Eric Thiébaud, de heer André Frédéric, nr. 174/1 van 20 september 2010.
2. Voorstel van resolutie betreffende de opvoeding van honden en de erkenning van hondenscholen, teneinde het aantal bijtincidenten te beperken.
Ingediend door de heer Daniel Bacquelaïne, mevrouw Katrin Jadin, de heer Damien Thiéry, nr. 284/1 van 5 oktober 2010.

INTERNET

1. Voorstel van resolutie teneinde de strijd tegen de digitale kloof op te voeren.
Ingediend door mevrouw Annick Van Den Ende (**) nr. 1299/1 van 16 maart 2011.
Overgenomen door mevrouw Marie-Martine Schyns (**), op 16 februari 2012 ter vervanging van mevrouw Annick Van Den Ende (**).

KLIMAATSVERANDERING

1. Voorstel van resolutie tot een duidelijk nationaal en internationaal bindend engagement van België en Europa inzake de klimaatverandering.

Ingediend door de heer Kristof Calvo, mevrouw Thérèse Snoy et d'Oppuers, de heer Eric Jadot, de heer Wouter De Vriendt, mevrouw Juliette Boulet, de heer Stefaan Van Hecke, nr. 3107/1 van 5 november 2013.

KRIJGSMACHT

1. Wetsvoorstel tot toekenning van sociale voordelen voor de veteranen.

Ingediend door de heer Denis Ducarme nr. 3411/1 van 27 februari 2014.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 8 augustus 1981 houdende de oprichting van het Nationaal Instituut voor oorlogsinvaliden, oud-strijders en oorlogsslachtoffers en van de Hoge Raad voor oorlogsinvaliden, oud-strijders en oorlogsslachtoffers en tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 juni 1983 houdende statuut van Nationale erkentelijkheid ten gunste van de leden van het Expeditiekorps voor Korea.

Ingediend door de heer Denis Ducarme nr. 3412/1 van 27 februari 2014.

LUCHTVERVOER

1. Voorstel van resolutie tot invoering van een medische reispas voor chronisch zieken op Europees niveau.

Ingediend door mevrouw Maggie De Block, mevrouw Ine Somers, mevrouw Carina Van Cauter, mevrouw Gwendolyn Rutten, nr. 733/1 van 30 november 2010.

2. Wetsvoorstel tot invoering van een medische reispas.

Ingediend door mevrouw Maggie De Block, mevrouw Ine Somers, mevrouw Maya Detiège, mevrouw Carina Van Cauter, mevrouw Gwendolyn Rutten, nr. 1169/1 van 3 februari 2011.

Addendum, nr. 1169/2 van 20 december 2011.

MEDISCHE RESEARCH

1. Voorstel van resolutie betreffende de problematiek van het chronisch vermoeidheidssyndroom.

Ingediend door de heer Guy D'haeseleer, de heer Hagen Goyvaerts, mevrouw Rita De Bont, mevrouw Annick Ponthier, nr. 479/1 van 27 oktober 2010.

Amendement van mevrouw Rita De Bont, nr. 479/2 van 15 juni 2011.

Amendementen van mevrouw Rita De Bont, nr. 479/3 van 12 februari 2014.

Rapporteur(s) : de heer Franco Seminara, mevrouw Maya Detiège

2. Voorstel van resolutie ter verbetering van de diagnosestelling en de opvang van mensen met het chronisch vermoeidheidssyndroom.

Ingediend door mevrouw Nik Van Gool, mevrouw Nathalie Muylle, mevrouw Marie-Martine Schyns (**), mevrouw Catherine Fonck, nr. 2824/1 van 8 mei 2013.

Addendum, nr. 2824/2 van 29 mei 2013.

Addendum, nr. 2824/3 van 16 oktober 2013.

Rapporteur(s) : de heer Franco Seminara

MIGRATIEBELEID

1. Voorstel van resolutie betreffende de crisis in de opvang van de asielzoekers.

Ingediend door mevrouw Zoé Genot, mevrouw Eva Brems, mevrouw Muriel Gerkens, de heer Wouter De Vriendt, nr. 57/1 van 9 augustus 2010.

Rapporteur(s) : de heer Franco Seminara

MILIEUBESCHERMING

1. Voorstel van resolutie betreffende het federaal verpakkings- en recyclingbeleid.

Ingediend door mevrouw Karine Lalieux, de heer Philippe Blanchart, de heer Olivier Henry, mevrouw Linda Musin, nr. 114/1 van 9 september 2010.

2. Voorstel van resolutie betreffende de opstelling van een gids met de CO₂-uitstoot van motorfietsen en de instelling van een belastingvermindering voor de aankoop van een motorfiets met lage CO₂-uitstoot.

Ingediend door mevrouw Catherine Fonck, mevrouw Maya Detiège, nr. 133/1 van 10 september 2010.

Addendum, nr. 133/2 van 1 december 2010.

3. Voorstel van resolutie betreffende een raamwerk voor en de promotie van het koolstofcompensatiemechanisme.

Ingediend door mevrouw Annick Van Den Ende (**), de heer Christophe Bastin, nr. 436/1 van 21 oktober 2010.

Overgenomen door mevrouw Marie-Martine Schyns (**), op 16 februari 2012 ter vervanging van mevrouw Annick Van Den Ende (**).

4. Voorstel van resolutie betreffende de vrijwillige compensatie van de CO₂-uitstoot van de burgerluchtvaart, teneinde regelingen terzake te veralgemenen en te vergemakkelijken.

Ingediend door de heer Philippe Blanchart, mevrouw Karine Lalieux, de heer Yvan Mayeur, de heer Olivier Henry, mevrouw Julie Fernandez Fernandez, nr. 1141/1 van 28 januari 2011.

5. Voorstel van resolutie ter ondersteuning van de samenwerking tussen de federale en de Vlaamse overheid met het oog op een langetermijnplan voor een veilige, natuurlijke en aantrekkelijke kust.

Ingediend door de heer Wouter De Vriendt, mevrouw Thérèse Snoy et d'Oppuers, mevrouw Ann Vanheste, de heer Renaat Landuyt, nr. 1525/1 van 27 mei 2011.

6. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 21 december 1998 betreffende de productnormen ter bevordering van duurzame productie- en consumptiepatronen en ter bescherming van het leefmilieu en de volksgezondheid, teneinde blikjes als verpakking te verbieden.

Ingediend door de heer Josy Arens nr. 1712/1 van 11 augustus 2011.

7. Voorstel van resolutie waarbij de regering wordt gevraagd de nodige maatregelen te treffen om, ter wille van het milieu en een goed budgettair beheer, te voorzien in een forse beperking van de publicatie en de verspreiding van de jaarverslagen op papier van de overheidsdiensten en instellingen van openbaar nut, in ruime zin.

Ingediend door mevrouw Véronique Bonni, mevrouw Isabelle Emmery, mevrouw Karine Lalieux, mevrouw Linda Musin, nr. 2932/1 van 9 juli 2013.

MOTIE VAN HET PARLEMENT

1. Voorstel van resolutie ter verbetering van de aanpak van CVS/ME/OLK.

Ingediend door mevrouw Maya Detiège, mevrouw Colette Burgeon, mevrouw Karin Temmerman, nr. 3080/1 van 22 oktober 2013.

Addendum, nr. 3080/2 van 11 februari 2014.

Verslag van mevrouw Nik Van Gool, nr. 3080/3 van 4 april 2014.

2. Voorstel van resolutie betreffende een ambitieus en duidelijk engagement van België in het kader van de lopende klimaatonderhandelingen.

Ingediend door mevrouw Karin Temmerman, mevrouw Véronique Bonni, de heer Dirk Van der Maelen, nr. 3150/1 van 26 november 2013.

OCMW

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie wat betreft de sancties ten gevolge van het niet naleven van een contract betreffende een geïndividualiseerd project.

Ingediend door mevrouw Ine Somers, mevrouw Carina Van Cauter, mevrouw Gwendolyn Rutten, nr. 724/1 van 30 november 2010.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn met betrekking tot budgetbegeleiding en budgetbeheer.

Ingediend door mevrouw Sabien Lahaye-Battheu, mevrouw Maggie De Block, mevrouw Ine Somers, mevrouw Carina Van Cauter, mevrouw Gwendolyn Rutten, nr. 729/1 van 30 november 2010.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn wat het sluiten en overdragen van diensten en inrichtingen betreft.

Ingediend door mevrouw Ine Somers, mevrouw Carina Van Cauter, mevrouw Gwendolyn Rutten, nr. 765/1 van 2 december 2010.

4. Wetsvoorstel tot principiële afschaffing van de terugvorderingsmogelijkheid door het OCMW van de kosten gemaakt voor maatschappelijke dienstverlening in het kader van de opname van ouderen in een rusthuis.

Ingediend door de heer Guy D'haeseleer, de heer Hagen Goyvaerts, mevrouw Rita De Bont, mevrouw Annick Ponthier, nr. 913/1 van 16 december 2010.

5. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 98 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

Ingediend door de heer Damien Thiéry, de heer Olivier Maingain, nr. 1314/1 van 23 maart 2011.

ONDERWIJS

1. Wetsvoorstel tot opheffing van het koninklijk besluit van 20 juni 2005 tot vaststelling van de criteria en de regels voor de selectie van de erkende kinesitherapeuten die het recht bekomen om verstrekkingen te verrichten die voorwerp kunnen zijn van een tussenkomst van de verplichte verzekering geneeskundige verzorging en uitkeringen.

Ingediend door mevrouw Catherine Fonck, de heer David Clarinval, mevrouw Katrin Jadin, nr. 429/1 van 21 oktober 2010.

Addendum, nr. 429/2 van 22 oktober 2010.

Addendum, nr. 429/3 van 26 oktober 2010.

Amendementen van mevrouw Marie-Claire Lambert, mevrouw Colette Burgeon, de heer Manu Beuselinck (**), mevrouw Reinilde Van Moer, de heer Flor Van Noppen, de heer Peter Luykx, nr. 429/4 van 1 maart 2011.

Rapporteur(s) : mevrouw Katrin Jadin

2. Wetsvoorstel tot opheffing van het koninklijk besluit van 20 juni 2005 tot vaststelling van de criteria en de regels voor de selectie van de erkende kinesitherapeuten die het recht bekomen om verstrekkingen te verrichten die voorwerp kunnen zijn van een tussenkomst van de verplichte verzekering geneeskundige verzorging en uitkeringen.

Ingediend door mevrouw Marie-Claire Lambert, mevrouw Colette Burgeon, de heer Franco Seminara, de heer Yvan Mayeur, nr. 446/1 van 26 oktober 2010.

Rapporteur(s) : mevrouw Katrin Jadin

3. Wetsvoorstel tot opheffing van het koninklijk besluit van 20 juni 2005 tot vaststelling van de criteria en de regels voor de selectie van de erkende kinesitherapeuten die het recht bekomen om verstrekkingen te verrichten die voorwerp kunnen zijn van een tussenkomst van de verplichte verzekering geneeskundige verzorging en uitkeringen.

Ingediend door mevrouw Muriel Gerkens, mevrouw Zoé Genot, mevrouw Thérèse Snoy et d'Oppuers, nr. 466/1 van 26 oktober 2010.

Rapporteur(s) : mevrouw Katrin Jadin

4. Voorstel van resolutie betreffende de afschaffing van het vergelijkend examen voor kinesitherapeuten.

Ingediend door mevrouw Rita De Bont, de heer Peter Logghe, de heer Hagen Goyvaerts, de heer Guy D'haeseleer, mevrouw Annick Ponthier, nr. 1135/1 van 27 januari 2011.

5. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 20 juni 2005 tot vaststelling van de criteria en de regels voor de selectie van de erkende kinesitherapeuten die het recht bekomen om verstrekkingen te verrichten die voorwerp kunnen zijn van een tussenkomst van de verplichte verzekering geneeskundige verzorging en uitkeringen.

Ingediend door de heer Manu Beuselinck (**), de heer Flor Van Noppen, mevrouw Reinilde Van Moer, mevrouw Nadia Sminate, nr. 2066/1 van 15 februari 2012.

OOORLOG

1. Wetsvoorstel tot verruiming van het toepassingsveld van de wet van 15 maart 1954 betreffende de herstellpensioenen voor de burgerlijke slachtoffers van de oorlog 1940-1945 en hun rechthebbenden.

Ingediend door mevrouw Catherine Fonck, de heer Christian Brotcorne, nr. 269/1 van 5 oktober 2010. Advies, nr. 269/2 van 9 december 2010.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 1 juli 1969 tot vaststelling van het recht van de oorlogsinvaliden en oorlogswezen op geneeskundige verzorging op kosten van de Staat.

Ingediend door de heer Daniel Bacquellaine, mevrouw Jacqueline Galant, de heer Damien Thiéry, nr. 362/1 van 12 oktober 2010.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 11 april 2003 houdende nieuwe maatregelen ten gunste van de oorlogsslachtoffers.

Ingediend door de heer Olivier Maingain, de heer Damien Thiéry, nr. 366/1 van 12 oktober 2010. Advies, nr. 366/2 van 9 december 2010.

4. Wetsvoorstel betreffende de harmonisatie van de pensioenen van burgerlijke en militaire oorlogsslachtoffers.

Ingediend door de heer Mathias De Clercq, mevrouw Ine Somers, mevrouw Carina Van Cauter, mevrouw Gwendolyn Rutten, nr. 763/1 van 2 december 2010. Advies, nr. 763/2 van 17 februari 2011.

5. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 15 maart 1954 betreffende de herstellpensioenen voor de burgerlijke slachtoffers van de oorlog 1940-1945 en hun rechthebbenden.

Ingediend door mevrouw Colette Burgeon, mevrouw Marie-Claire Lambert, de heer Yvan Mayeur, de heer Franco Seminara, de heer Thierry Giet (**), nr. 1017/1 van 13 januari 2011.

6. Voorstel van resolutie over de herinvulling van het Instituut voor Veteranen - Nationaal Instituut voor Oorlogsinvaliden, Oud-Strijders en Oorlogsslachtoffers (IV-NIOOO).

Ingediend door mevrouw Karolien Grosemans, de heer Jan Jambon, de heer Theo Francken, de heer Bert Maertens, nr. 2699/1 van 14 maart 2013.

7. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 8 augustus 1981 houdende de oprichting van het Nationaal Instituut voor oorlogsinvaliden, oud-strijders en oorlogsslachtoffers en van de Hoge Raad voor oorlogsinvaliden, oud-strijders en oorlogsslachtoffers en tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 juni 1983 houdende statuut van Nationale erkentelijkheid ten gunste van de leden van het Expeditiekorps voor Korea.

Ingediend door de heer Vincent Sampaoli, de heer Philippe Blanchart, de heer Christophe Lacroix, de heer Eric Thiébaud, nr. 3455/1 van 14 maart 2014.

ORGANISATIE VAN VERKIEZINGEN

1. Wetsvoorstel houdende wijziging van de organieke wet betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

Ingediend door de heer Christian Brotcorne, mevrouw Myriam Delacroix-Rolin (**), nr. 162/1 van 14 september 2010.

Addendum, nr. 162/2 van 29 oktober 2010.

OVERBEVOLKING

1. Voorstel van resolutie over het intern Belgisch beleid jegens de overbevolking op aarde.

Ingediend door de heer Laurent Louis nr. 1742/1 van 19 september 2011.

PALLIATIEVE ZORG

1. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 juli 1997 waarbij sommige bepalingen van de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987, toepasselijk worden verklaard op de functie van palliatieve zorg.

Ingediend door mevrouw Catherine Fonck nr. 2327/1 van 4 juli 2012.

PARAMEDISCH BEROEP

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen gecoördineerd op 14 juli 1994, wat betreft de accreditatie van kinesitherapeuten.

Ingediend door de heer Manu Beuselinck (**), mevrouw Reinilde Van Moer, de heer Flor Van Noppen, mevrouw Nadia Sminate, nr. 1983/1 van 10 januari 2012.

RECHTEN VAN DE MENS

1. Voorstel van resolutie over de ratificatie van het Verdrag van Oviedo van 4 april 1997 inzake de rechten van de mens en de biogeneeskunde.

Ingediend door mevrouw Catherine Fonck, mevrouw Maggie De Block, mevrouw Thérèse Snoy et d'Oppuers, nr. 1544/1 van 6 juni 2011.

Addendum, nr. 1544/2 van 7 juni 2011.

RECHTEN VAN DE VROUW

1. Voorstel van resolutie betreffende hulp aan vrouwen, jongvolwassen meisjes en jonge meisjes die het slachtoffer zijn geworden van genitale verminking en betreffende de terugbetaling door het RIZIV van de hersteloperaties.

Ingediend door mevrouw Muriel Gerkens, mevrouw Eva Brems, mevrouw Zoé Genot, mevrouw Meyrem Almaci, nr. 1254/1 van 24 februari 2011.

RECHTEN VAN DE ZIEKE

1. Wetsvoorstel tot oprichting van een patiëntenfederatie.

Ingediend door mevrouw Maggie De Block, de heer Herman De Croo, mevrouw Ine Somers, mevrouw Carina Van Cauter, mevrouw Gwendolyn Rutten, nr. 948/1 van 28 december 2010.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 22 augustus 2002 betreffende de rechten van de patiënt, ter bepaling van het begin van de verjaringstermijn waarover de patiënt beschikt om een rechtsvordering in te stellen.

Ingediend door mevrouw Muriel Gerkens, de heer Christian Brotcorne, de heer Stefaan Van Hecke, mevrouw Thérèse Snoy et d'Oppuers, nr. 1769/1 van 3 oktober 2011.

Advies, nr. 1769/2 van 3 april 2014.

Rapporteur(s) : mevrouw Ingeborg De Meulemeester

SOCIAAL BELEID

1. Voorstel van resolutie waarbij een hervorming van de sociaalprofessioneleintegratievrijstelling wordt gevraagd.

Ingediend door mevrouw Marie-Martine Schyns (**) nr. 2318/1 van 2 juli 2012.

Overgenomen door mevrouw Catherine Fonck, op 10 juli 2013 ter vervanging van mevrouw Marie-Martine Schyns (**).

SOCIALE BIJSTAND

1. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 57 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

Ingediend door de heer Christian Brotcorne nr. 72/1 van 9 augustus 2010.

2. Voorstel van resolutie betreffende de oprichting van een signaal- en verwijzingslijn voor sociale noodgevallen door het telefoonnummer 115 in te stellen.

Ingediend door de heer Yvan Mayeur, mevrouw Marie-Claire Lambert, de heer André Frédéric, nr. 225/1 van 29 september 2010.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie wat de professionele integratiepremie voor deeltijds werkende leefloongerechtigden betreft.

Ingediend door mevrouw Meryame Kitir nr. 1083/1 van 19 januari 2011.

4. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie, teneinde de financiële bijdrage van de Staat in het leefloon te verhogen.

Ingediend door mevrouw Zoé Genot, de heer Wouter De Vriendt, mevrouw Muriel Gerkens, mevrouw Eva Brems, de heer Georges Gilkinet, mevrouw Meyrem Almaci, nr. 1164/1 van 3 februari 2011.

5. Wetsvoorstel tot wijziging van de wetgeving ter voorkoming van misbruiken inzake leefloon.

Ingediend door mevrouw Sabien Lahaye-Battheu nr. 1261/1 van 25 februari 2011.

6. Wetsvoorstel tot invoering van een integratiebarometer in de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie.

Ingediend door de heer Mathias De Clercq, mevrouw Sabien Lahaye-Battheu, mevrouw Maggie De Block, nr. 1310/1 van 23 maart 2011.

7. Voorstel van resolutie ter aanmaning van de regering om dringend werk te maken van nationale en internationale wettelijke initiatieven en maatregelen om de OCMW-diensten in de mogelijkheid te stellen om een echt vermogensonderzoek te voeren naar eigendommen in het buitenland van aanvragers van een leefloon.

Ingediend door de heer Bert Schoofs, de heer Filip De Man, mevrouw Rita De Bont, de heer Guy D'haeseleer, mevrouw Annick Ponthier, nr. 1535/1 van 27 mei 2011.

8. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie wat de vereiste van taalkennis voor het recht op maatschappelijke integratie betreft.

Ingediend door mevrouw Rita De Bont, de heer Guy D'haeseleer, mevrouw Annick Ponthier, nr. 1560/1 van 8 juni 2011.

9. Voorstel van resolutie tot oprichting van regionale inspectiediensten voor de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

Ingediend door de heer Gerolf Annemans, de heer Guy D'haeseleer, mevrouw Rita De Bont, mevrouw Barbara Pas, nr. 1845/1 van 25 oktober 2011.

10. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie.

Ingediend door de heer Yvan Mayeur nr. 2637/1 van 8 februari 2013.

SOCIALE ZEKERHEID

1. Wetsvoorstel tot invoering van een verbod om supplementen aan te rekenen bij de ziekenhuisopname van een persoon voor wie om medische of psychosociale redenen de permanente bijstand van een familielid of derde persoon noodzakelijk is.

Ingediend door mevrouw Nahima Lanjri, mevrouw Nathalie Muylle, nr. 1082/1 van 19 januari 2011.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet op de ziekenhuizen en andere verzorgingsinrichtingen, gecoördineerd op 10 juli 2008, wat de ereloonsupplementen betreft.

Ingediend door mevrouw Nathalie Muylle, mevrouw Nik Van Gool, nr. 2843/1 van 29 mei 2013.

STRAFRECHT

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren, door middel van de invoering van maatregelen inzake de gevaarlijke honden.

Ingediend door de heer Christian Brotcorne, mevrouw Myriam Delacroix-Rolin (**), nr. 176/1 van 20 september 2010.

Addendum, nr. 176/2 van 29 oktober 2010.

2. Wetsvoorstel tot wijziging, wat betreft de handel van hormonale substanties voor menselijk gebruik, van de wet van 24 februari 1921 betreffende het verhandelen van de giftstoffen, slaapmiddelen en verdovende middelen, ontsmettingsstoffen en antiseptica.

Ingediend door mevrouw Sabien Lahaye-Battheu, mevrouw Ine Somers, mevrouw Carina Van Cauter, mevrouw Gwendolyn Rutten, nr. 1897/1 van 23 november 2011.

TANDHEELKUNDE

1. Voorstel van resolutie over mondzorg voor ouderen.

Ingediend door mevrouw Maya Detiège, mevrouw Maggie De Block, nr. 1932/1 van 2 december 2011.

VOEDING

1. Voorstel van kaderwet tot instelling van de verplichting voor België om het recht op voedsel daadwerkelijk ten uitvoer te leggen.

Ingediend door mevrouw Thérèse Snoy et d'Oppuers, mevrouw Muriel Gerkens, de heer Wouter De Vriendt, nr. 3317/1 van 28 januari 2014.

VOLKSGEZONDHEID

1. Voorstel van resolutie betreffende de erkenning van de thalidomideslachtoffers.

Ingediend door mevrouw Catherine Fonck nr. 89/1 van 6 september 2010.

2. Wetsvoorstel tot schadeloosstelling van hepatitis C-slachtoffers en tot instelling van een federaal plan ter bestrijding van hepatitis C.

Ingediend door mevrouw Catherine Fonck, mevrouw Annick Van Den Ende (**), de heer Georges Dallemagne, nr. 92/1 van 6 september 2010.

Overgenomen door mevrouw Marie-Martine Schyns (**), op 16 februari 2012 ter vervanging van mevrouw Annick Van Den Ende (**).

Amendementen van mevrouw Nahima Lanjri, nr. 92/2 van 30 november 2011.

Addendum, nr. 92/4 van 18 mei 2012.

Rapporteur(s) : de heer Flor Van Noppen, mevrouw Nadia Sminate

3. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet tot wijziging van de wet van 22 december 2009 betreffende een algemene regeling van rookvrije gesloten plaatsen toegankelijk voor het publiek en ter bescherming voor werknemers tegen tabaksrook.

Ingediend door mevrouw Nathalie Muylle, de heer Jef Van den Bergh, mevrouw Catherine Fonck, mevrouw Nahima Lanjri, nr. 195/1 van 5 oktober 2010.

Addendum, nr. 195/2 van 16 november 2010.

Rapporteur(s) : mevrouw Thérèse Snoy et d'Oppuers

4. Voorstel van resolutie betreffende de optimalisering van de behandeling en van de levenskwaliteit van psoriasispatiënten.

Ingediend door de heer Josy Arens, mevrouw Catherine Fonck, de heer Georges Dallemagne, nr. 199/1 van 22 september 2010.

Addendum, nr. 199/2 van 18 mei 2012.

5. Voorstel van resolutie betreffende de opvoering van de aidsbestrijding.

Ingediend door mevrouw Jacqueline Galant, mevrouw Kattrin Jadin, de heer Daniel Bacquelaine, mevrouw Corinne De Permentier, de heer Denis Ducarme, de heer Damien Thiéry, nr. 274/1 van 5 oktober 2010.

6. Voorstel van resolutie betreffende permanente make-up.

Ingediend door de heer Daniel Bacquelaine, de heer Damien Thiéry, nr. 306/1 van 6 oktober 2010.

7. Wetsvoorstel tot regeling van de reclame voor cosmetische ingrepen.

Ingediend door de heer Daniel Bacquelaine, de heer Damien Thiéry, mevrouw Jacqueline Galant, nr. 307/1 van 6 oktober 2010.

8. Voorstel van resolutie betreffende het nemen van maatregelen inzake de etikettering van geneesmiddelen met het oog op de voorkoming van het onopzettelijk gebruik van verboden middelen door sporters.

Ingediend door mevrouw Rita De Bont, de heer Guy D'haeseleer, mevrouw Annick Ponthier, nr. 341/1 van 12 oktober 2010.

9. Voorstel van resolutie betreffende het oneigenlijk gebruik van medicatie door studenten.

Ingediend door mevrouw Maya Detiège, mevrouw Myriam Vanlerberghe (**), nr. 377/1 van 13 oktober 2010.

10. Wetsvoorstel betreffende de reclame voor, de informatie over, en de verkoop van pesticiden en biociden aan amateurgebruikers.

Ingediend door mevrouw Thérèse Snoy et d'Oppuers, de heer Kristof Calvo, mevrouw Muriel Gerkens, de heer Olivier Deleuze (**), nr. 451/1 van 26 oktober 2010.

Advies van de Raad van State , nr. 451/2 van 4 maart 2011.

Amendementen van mevrouw Thérèse Snoy et d'Oppuers, nr. 451/3 van 23 maart 2011.
Amendementen van mevrouw Annick Van Den Ende (**), nr. 451/4 van 29 maart 2011.
Amendementen van mevrouw Thérèse Snoy et d'Oppuers, nr. 451/5 van 15 mei 2012.
Rapporteur(s) : mevrouw Colette Burgeon

11. Voorstel van resolutie tot systematische bestrijding van ziekenhuisinfecties.
Ingediend door de heer Guy D'haeseleer, de heer Hagen Goyvaerts, mevrouw Rita De Bont, mevrouw Annick Ponthier, nr. 480/1 van 27 oktober 2010.

12. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 22 december 2009 betreffende een algemene regeling van rookvrije gesloten plaatsen toegankelijk voor het publiek en ter bescherming voor werknemers tegen tabaksrook wat de opheffing van bepaalde uitzonderingen betreft.
Ingediend door mevrouw Sarah Smeyers, de heer Manu Beuselinck (**), de heer Peter Dedecker, mevrouw Reinilde Van Moer, de heer Flor Van Noppen, de heer Bert Wollants, nr. 495/1 van 28 oktober 2010.
Rapporteur(s) : mevrouw Thérèse Snoy et d'Oppuers

13. Voorstel van resolutie betreffende de toepassing van de WGO-gedragsregels voor het internationaal aantrekken van gezondheidswerkers.
Ingediend door mevrouw Muriel Gerkens, de heer Wouter De Vriendt, mevrouw Zoé Genot, mevrouw Thérèse Snoy et d'Oppuers, nr. 511/1 van 29 oktober 2010.

14. Voorstel van resolutie betreffende de uitdagingen die gepaard gaan met de opkomst van de geneesmiddelen voor geavanceerde therapie.
Ingediend door de heer Josy Arens nr. 633/1 van 19 november 2010.

15. Wetsvoorstel tot regulering van het medisch aanbod.
Ingediend door mevrouw Muriel Gerkens, mevrouw Zoé Genot, mevrouw Thérèse Snoy et d'Oppuers, nr. 704/1 van 25 november 2010.

16. Voorstel van resolutie betreffende een informatiecampagne tegen coeliakie.
Ingediend door mevrouw Ine Somers, mevrouw Maggie De Block, mevrouw Gwendolyn Rutten, mevrouw Carina Van Cauter, de heer Herman De Croo, nr. 705/1 van 25 november 2010.

17. Voorstel van resolutie waarbij wordt gevraagd de mensen die aan genetische hemochromatose lijden, toe te staan bloed te geven.
Ingediend door de heer Josy Arens nr. 752/1 van 1 december 2010.

18. Wetsvoorstel tot reglementering van laser- of lichttherapie in functie van het epilieren omwille van louter esthetische redenen.

Ingediend door mevrouw Maggie De Block, mevrouw Ine Somers, mevrouw Carina Van Cauter, mevrouw Gwendolyn Rutten, nr. 947/1 van 28 december 2010.

19. Wetsvoorstel tot wijziging van de regeling betreffende een algemene regeling voor rookvrije gesloten plaatsen toegankelijk voor het publiek en ter bescherming van werknemers tegen tabaksrook. Ingediend door mevrouw Rita De Bont, de heer Hagen Goyvaerts, de heer Peter Logghe, de heer Guy D'haeseleer, mevrouw Annick Ponthier, nr. 1026/1 van 13 januari 2011.
Rapporteur(s) : mevrouw Thérèse Snoy et d'Oppuers

20. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 13 september 1999 betreffende de etikettering van voorverpakte voedingsmiddelen, wat de etikettering betreft van oliën en vetten in voorverpakte producten. Ingediend door mevrouw Karine Lalieux, mevrouw Colette Burgeon, de heer Franco Seminara, mevrouw Marie-Claire Lambert, de heer Yvan Mayeur, nr. 1143/1 van 1 februari 2011.

21. Voorstel van resolutie waarbij de regering wordt verzocht een "Plan ziekte van Alzheimer, dementie en aanverwante ziekten" uit te werken. Ingediend door mevrouw Catherine Fonck nr. 1154/1 van 2 februari 2011.
Rapporteur(s) : mevrouw Maya Detiège

22. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 13 september 1999 betreffende de etikettering van voorverpakte voedingsmiddelen, wat de alcoholhoudende dranken betreft. Ingediend door de heer Josy Arens nr. 1162/1 van 3 februari 2011.

23. Wetsvoorstel tot invoering van een vergoedingsregeling voor personen die als gevolg van een bloedtransfusie met het hepatitisvirus of met hiv zijn besmet. Ingediend door de heer Daniel Bacquellaine, de heer Damien Thiéry, nr. 1163/1 van 3 februari 2011.
Rapporteur(s) : mevrouw Nadia Sminate

24. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 13 juni 1986 betreffende het wegnemen en transplanteren van organen, wat betreft het gebruik van het eHealth-platform voor het registreren van orgaandonatie. Ingediend door de heer Manu Beuselinck (**), de heer Bert Wollants, de heer Flor Van Noppen, mevrouw Reinilde Van Moer, nr. 1201/1 van 10 februari 2011.

25. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet betreffende de ziekenhuizen en andere verzorgingsinrichtingen, gecoördineerd op 10 juli 2008, wat betreft de oprichting van een transplantatienetwerk in België. Ingediend door de heer Manu Beuselinck (**), de heer Bert Wollants, de heer Flor Van Noppen, mevrouw Reinilde Van Moer, nr. 1203/1 van 10 februari 2011.

26. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 22 december 2009 betreffende een algemene regeling voor rookvrije gesloten plaatsen toegankelijk voor het publiek en ter bescherming van werknemers tegen tabaksrook, om een uitzondering op het rookverbod in te voeren voor drankgelegenheden waarvan de oppervlakte niet groter is dan 75 vierkante meter.

Ingediend door de heer Jean Marie Dedecker nr. 1338/1 van 30 maart 2011.

27. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 24 januari 1977 betreffende de bescherming van de gezondheid van de gebruikers op het stuk van de voedingsmiddelen en andere producten, teneinde op dranken met een hoog cafeïnegehalte de vermelding aan te brengen dat die schadelijk zijn voor de gezondheid, alsook dat het gevaarlijk is die dranken tegelijk met alcohol te nuttigen, inzonderheid voor zwangere vrouwen en jongeren.

Ingediend door mevrouw Catherine Fonck, de heer Josy Arens, mevrouw Annick Van Den Ende (**), nr. 1355/1 van 1 april 2011.

Overgenomen door mevrouw Marie-Martine Schyns (**), op 16 februari 2012 ter vervanging van mevrouw Annick Van Den Ende (**).

28. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 24 januari 1977 betreffende de bescherming van de gezondheid van de gebruikers op het stuk van de voedingsmiddelen en andere producten en tot instelling van het "neutrale" sigarettenpakje.

Ingediend door mevrouw Catherine Fonck, mevrouw Colette Burgeon, mevrouw Thérèse Snoy et d'Oppuers, de heer Damien Thiéry, nr. 1424/1 van 3 mei 2011.

Rapporteur(s) : de heer Franco Seminara

29. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 22 december 2009 betreffende een algemene regeling voor rookvrije gesloten plaatsen toegankelijk voor het publiek en ter bescherming van werknemers tegen tabaksrook.

Ingediend door mevrouw Rita De Bont, mevrouw Alexandra Colen, de heer Filip De Man, de heer Guy D'haeseleer, de heer Hagen Goyvaerts, de heer Peter Logghe, mevrouw Barbara Pas, mevrouw Annick Ponthier, de heer Bert Schoofs, de heer Tanguy Veys, nr. 1510/1 van 26 mei 2011.

30. Voorstel van resolutie voor het uitwerken van een strategisch plan voor de bestrijding en behandeling van de obesitasproblematiek.

Ingediend door mevrouw Sonja Becq, mevrouw Nathalie Muylle, nr. 1515/1 van 27 mei 2011.

31. Wetsvoorstel betreffende de vrijwillige etikettering van levensmiddelen afkomstig van niet-gekloonde dieren, teneinde de consument beter te informeren.

Ingediend door mevrouw Annick Van Den Ende (**) nr. 1587/1 van 14 juni 2011.

32. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 24 januari 1977 betreffende de bescherming van de gezondheid van de gebruikers op het stuk van de voedingsmiddelen en andere producten teneinde de regels inzake handels- en reclamepraktijken voor alcoholhoudende dranken te versterken.

Ingediend door mevrouw Annick Van Den Ende (**), mevrouw Catherine Fonck, nr. 1593/1 van 15 juni 2011.

Overgenomen door mevrouw Marie-Martine Schyns (**), op 16 februari 2012 ter vervanging van mevrouw Annick Van Den Ende (**).

33. Voorstel van resolutie om te komen tot strengere regels inzake handels- en reclamepraktijken voor alcoholhoudende dranken.

Ingediend door mevrouw Annick Van Den Ende (**), mevrouw Catherine Fonck, nr. 1594/1 van 15 juni 2011.

Overgenomen door mevrouw Marie-Martine Schyns (**), op 16 februari 2012 ter vervanging van mevrouw Annick Van Den Ende (**).

34. Voorstel van resolutie over een betere aanpak van ondervoeding bij ouderen.

Ingediend door mevrouw Muriel Gerken, mevrouw Maya Detiège, mevrouw Colette Burgeon, mevrouw Maggie De Block, mevrouw Meyrem Almaci, nr. 1629/1 van 24 juni 2011.

35. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 13 juni 1986 over het wegnemen en transplanteren van organen om kandidaat-bestuurders hun wil te laten uitdrukken op de aanvraag om een rijbewijs.

Ingediend door mevrouw Nathalie Muylle, de heer Jef Van den Bergh, nr. 1843/1 van 25 oktober 2011.

36. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 24 januari 1977 betreffende de bescherming van de gezondheid van de gebruikers op het stuk van de voedingsmiddelen en andere produkten, teneinde een verbod in te stellen op de verkoop van alcohol op de snelwegparkeerplaatsen, inclusief in de wegrestaurants.

Ingediend door de heer Laurent Louis nr. 1907/1 van 24 november 2011.

37. Wetsvoorstel tot instelling van een verbod op sterilisatie door ethyleenoxide voor de hulpmiddelen die in contact komen met levensmiddelen.

Ingediend door mevrouw Catherine Fonck nr. 1948/1 van 9 december 2011.

38. Voorstel van resolutie met het oog op het instellen van een centrale pool van bemiddelaars in de gezondheidszorg die zowel in ziekenhuizen als bij huisartsen kunnen worden ingeschakeld.

Ingediend door mevrouw Reinilde Van Moer nr. 2069/1 van 7 februari 2012.

39. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet betreffende de ziekenhuizen en andere verzorgingsinrichtingen, gecoördineerd op 10 juli 2008 wat betreft de bemiddelaars in de gezondheidszorg.

Ingediend door mevrouw Reinilde Van Moer, de heer Flor Van Noppen, mevrouw Nadia Sminate, de heer Manu Beuselinck (**), nr. 2070/1 van 16 februari 2012.

40. Wetsvoorstel betreffende de uitwerking van eenvormige oproepstelsels voor de wachtdiensten van huisartsen.

Ingediend door mevrouw Muriel Gerkens, mevrouw Thérèse Snoy et d'Oppuers, mevrouw Meyrem Almaci, nr. 2075/1 van 17 februari 2012.

41. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 juli 2004 houdende vaststelling van de normen waaraan de zorgprogramma's "cardiale pathologie" moeten voldoen om erkend te worden.

Ingediend door mevrouw Nathalie Muylle nr. 2107/1 van 14 maart 2012.

42. Wetsvoorstel betreffende de uitoefening van de psychotherapie.

Ingediend door mevrouw Marie-Claire Lambert, de heer Yvan Mayeur, mevrouw Colette Burgeon, de heer Franco Seminara, nr. 2130/1 van 28 maart 2012.

43. Voorstel van resolutie over een evenwichtigere geneesmiddelenvoorlichting aan de artsen.

Ingediend door mevrouw Marie-Claire Lambert, mevrouw Colette Burgeon, de heer Franco Seminara, de heer Yvan Mayeur, mevrouw Véronique Bonni, nr. 2133/1 van 29 maart 2012.

Addendum, nr. 2133/2 van 2 oktober 2013.

44. Wetsvoorstel tot oprichting van een Fonds tot schadeloosstelling van slachtoffers van bestrijdingsmiddelen.

Ingediend door mevrouw Marie-Martine Schyns (**), de heer Georges Dallemagne, nr. 2243/1 van 7 juni 2012.

Overgenomen door mevrouw Catherine Fonck, op 10 juli 2013 ter vervanging van mevrouw Marie-Martine Schyns (**).

45. Voorstel van resolutie betreffende verder onderzoek naar de gezondheidsrisico's in de omgeving van nucleaire sites.

Ingediend door mevrouw Thérèse Snoy et d'Oppuers, de heer Kristof Calvo, mevrouw Muriel Gerkens, de heer Georges Gilkinet, de heer Stefaan Van Hecke, nr. 2268/1 van 18 juni 2012.

46. Voorstel van resolutie waarin de wegwerking wordt gevraagd van de belemmeringen voor orgaandonaties door levende donoren, door te zorgen voor de vergoeding van alle ten laste van de donor komende medische kosten en te voorzien in een compensatie voor het inkomensverlies.

Ingediend door mevrouw Catherine Fonck, mevrouw Ine Somers, de heer Benoît Lutgen, nr. 2349/1 van 9 juli 2012.

47. Wetsvoorstel tot regeling van het hergebruik van medische hulpmiddelen bestemd voor éénmalig gebruik.

Ingediend door mevrouw Nathalie Muylle, mevrouw Sonja Becq, de heer Roel Deseyn, mevrouw Nahima Lanjri, mevrouw Bercy Slegers, mevrouw Liesbeth Van der Auwera, mevrouw Inge Vervotte

(**), de heer Kristof Waterschoot, mevrouw Ine Somers, mevrouw Lieve Wierinck, nr. 2369/1 van 17 juli 2012.

Addendum, nr. 2369/2 van 23 juli 2012.

Errata nr. 2369/3 van 24 juli 2012.

48. Voorstel van resolutie betreffende de voorkoming van anorexia en de aanpak van de ophemeling van het slankheidsideaal via media en reclame.

Ingediend door de heer Laurent Louis nr. 2453/1 van 19 oktober 2012.

49. Voorstel van resolutie over de beoordeling van de volksgezondheidsrisico's van genetisch gemodificeerde organismen.

Ingediend door mevrouw Julie Fernandez Fernandez, de heer Franco Seminara, mevrouw Colette Burgeon, de heer Yvan Mayeur, mevrouw Marie-Claire Lambert, nr. 2590/1 van 24 december 2012.

50. Voorstel van resolutie over een betere wettelijke regeling voor het gebruik van zonnebanken.

Ingediend door mevrouw Marie-Martine Schyns (**), de heer Joseph George, mevrouw Catherine Fonck, nr. 2676/1 van 28 februari 2013.

Addendum, nr. 2676/2 van 5 maart 2013.

51. Voorstel van resolutie waarbij structurele maatregelen voor een betere voedselveiligheid worden gevraagd.

Ingediend door mevrouw Thérèse Snoy et d'Oppuers, mevrouw Meyrem Almaci, mevrouw Muriel Gerkens, nr. 2715/1 van 20 maart 2013.

52. Voorstel van resolutie over een betere controle en een aangescherpte regulering van de voedselketen.

Ingediend door mevrouw Thérèse Snoy et d'Oppuers, mevrouw Muriel Gerkens, de heer Georges Gilkinet, nr. 2716/1 van 20 maart 2013.

53. Voorstel van resolutie over de opschorting van de verkoop van elektronische sigaretten in apotheken.

Ingediend door mevrouw Colette Burgeon, de heer Franco Seminara, mevrouw Marie-Claire Lambert, de heer Yvan Mayeur, nr. 2753/1 van 17 april 2013.

54. Wetsvoorstel ter verbetering van de toegankelijkheid van de gezondheidszorg.

Ingediend door mevrouw Maya Detiège, mevrouw Karin Temmerman, de heer Hans Bonte, nr. 2951/1 van 15 juli 2013.

55. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 24 januari 1977 betreffende de bescherming van de gezondheid van de gebruikers op het stuk van de voedingsmiddelen en andere producten, wat de voor kinderen bestemde producten betreft die lijken op producten op basis van tabak.

Ingediend door mevrouw Catherine Fonck, mevrouw Jeanne Nyanga-Lumbala, nr. 3025/1 van 24 september 2013.

56. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 24 januari 1977 betreffende de bescherming van de gezondheid van de gebruikers op het stuk van de voedingsmiddelen en andere producten, wat de reclame voor producten op basis van tabak betreft.

Ingediend door mevrouw Catherine Fonck, mevrouw Jeanne Nyanga-Lumbala, nr. 3026/1 van 24 september 2013.

57. Wetsvoorstel wat het geneesmiddelenverbruik in de veeteelt betreft.

Ingediend door de heer Flor Van Noppen nr. 3289/1 van 14 januari 2014.

WELZIJN VAN DIEREN

1. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 27 april 2007 houdende erkenningsvoorwaarden voor inrichtingen voor dieren en de voorwaarden inzake de verhandeling van dieren.

Ingediend door mevrouw Rita De Bont, de heer Guy D'haeseleer, mevrouw Annick Ponthier, nr. 580/1 van 17 november 2010.

2. Voorstel van resolutie betreffende het dierenwelzijn.

Ingediend door de heer Laurent Louis nr. 1557/1 van 8 juni 2011.

3. Voorstel van resolutie voor een betere controle op het dierenwelzijn.

Ingediend door mevrouw Rita De Bont, mevrouw Annick Ponthier, nr. 1893/1 van 22 november 2011.

4. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 27 april 2007 houdende erkenningsvoorwaarden voor inrichtingen voor dieren en de voorwaarden inzake de verhandeling van dieren.

Ingediend door mevrouw Maya Detiège nr. 2679/1 van 1 maart 2013.

5. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren wat de beslagregeling betreft.

Ingediend door mevrouw Rita De Bont, de heer Guy D'haeseleer, mevrouw Annick Ponthier, de heer Bert Schoofs, nr. 3013/1 van 20 september 2013.

6. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 27 april 2007 houdende erkenningsvoorwaarden voor inrichtingen voor dieren en de voorwaarden inzake de verhandeling van dieren.

Ingediend door mevrouw Rita De Bont, de heer Guy D'haeseleer, mevrouw Annick Ponthier, nr. 3447/1 van 13 maart 2014.

ZIEKENHUIS

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987.

Ingediend door de heer Daniel Bacquelaine, de heer Damien Thiéry, de heer Denis Ducarme, mevrouw Valérie Warzée-Caverenne, nr. 360/1 van 12 oktober 2010.

Addendum, nr. 360/2 van 2 mei 2013.

2. Voorstel van resolutie betreffende de religieuze, filosofische en morele bijstand binnen de murale zorg.

Ingediend door mevrouw Maya Detiège, mevrouw Myriam Vanlerberghe (**), nr. 378/1 van 13 oktober 2010.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987, om de verplichting tot naleving van de taalwetgeving in te schrijven in de algemene normen.

Ingediend door de heer Hagen Goyvaerts, de heer Guy D'haeseleer, mevrouw Rita De Bont, mevrouw Annick Ponthier, nr. 985/1 van 4 januari 2011.

ZIEKTEVERZEKERING

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994.

Ingediend door de heer Daniel Bacquelaine, de heer Damien Thiéry, nr. 337/1 van 8 oktober 2010.

2. Voorstel van resolutie over een betere tegemoetkoming voor de orthodontische zorg.

Ingediend door mevrouw Jacqueline Galant, de heer Daniel Bacquelaine, de heer Damien Thiéry, nr. 361/1 van 12 oktober 2010.

3. Wetsvoorstel wat de vertegenwoordiging van de rustoorden, rust- en verzorgingstehuizen en de verzekeringsinstellingen in de Overeenkomstencommissie betreft.

Ingediend door mevrouw Ine Somers, mevrouw Carina Van Cauter, mevrouw Gwendolyn Rutten, de heer Herman De Croo, nr. 730/1 van 30 november 2010.

4. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 14 juli 1994 betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, teneinde de gezondheidszorg toegankelijker te maken.

Ingediend door mevrouw Muriel Gerken, de heer Wouter De Vriendt, de heer Georges Gilkinet, nr. 997/1 van 10 januari 2011.

5. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 1 april 2007 tot vaststelling van de voorwaarden voor de toekenning van de verhoogde verzekeringstegemoetkoming, bedoeld in artikel 37, §§ 1 en 19, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, en tot invoering van het OMNIO-statuuut.

Ingediend door mevrouw Meryame Kitir nr. 1067/1 van 18 januari 2011.

6. Wetsvoorstel tot wijziging van de gecoördineerde wet van 14 juli 1994 betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen wat de bestrijding van obesitas betreft.

Ingediend door mevrouw Maggie De Block, de heer Mathias De Clercq, mevrouw Gwendolyn Rutten, nr. 1803/1 van 13 oktober 2011.

Overgenomen door mevrouw Ine Somers, op 22 december 2011 ter vervanging van mevrouw Maggie De Block.

Addendum, nr. 1803/2 van 22 december 2011.

7. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen gecoördineerd op 14 juli 1994, wat betreft de verkoop van goedkope geneesmiddelen.

Ingediend door de heer Manu Beuselinck (**) nr. 1968/1 van 21 december 2011.

Bijzondere commissie voor het Reglement en voor de Hervorming van de parlementaire werkzaamheden

REGLEMENT VAN DE KAMER

1. Voorstel tot wijziging van artikel 40 van het Reglement van de Kamer van volksvertegenwoordigers, met het oog op de beperking van het parlementair zomerreces tot vier weken.

Ingediend door de heer Gerolf Annemans, mevrouw Rita De Bont, de heer Bert Schoofs, de heer Filip De Man, nr. 571/1 van 16 november 2010.

2. Voorstel tot wijziging van het Reglement van de Kamer van volksvertegenwoordigers wat de bijzondere functies betreft.

Ingediend door mevrouw Catherine Fonck nr. 774/1 van 6 december 2010.

3. Voorstel tot wijziging van het Reglement van de Kamer van volksvertegenwoordigers wat het vergelijkend examen voor de functie bij de diensten betreft.

Ingediend door de heer Guy D'haeseleer, de heer Gerolf Annemans, de heer Bert Schoofs, de heer Filip De Man, nr. 924/1 van 16 december 2010.

4. Voorstel tot wijziging van het Reglement van de Kamer van volksvertegenwoordigers inzake de orde op de tribunes.

Ingediend door de heer Hagen Goyvaerts, de heer Bert Schoofs, de heer Filip De Man, de heer Gerolf Annemans, nr. 936/1 van 14 december 2010.

5. Voorstel tot wijziging van het Reglement van de Kamer van volksvertegenwoordigers, teneinde het Beknopt Verslag af te schaffen.

Ingediend door de heer Filip De Man, de heer Gerolf Annemans, de heer Bert Schoofs, nr. 984/1 van 4 januari 2011.

6. Voorstel tot wijziging van het Reglement van de Kamer van volksvertegenwoordigers inzake de afschaffing van de eenvoudige motie.

Ingediend door de heer Guy D'haeseleer, de heer Bert Schoofs, de heer Gerolf Annemans, de heer Filip De Man, nr. 1057/1 van 18 januari 2011.

7. Voorstel tot herziening van het Reglement van de Kamer, wat het verbod voor Kamerleden betreft om tijdens de parlementaire werkzaamheden duidelijk zichtbaar religieuze symbolen te dragen.

Ingediend door de heer Denis Ducarme nr. 1144/1 van 1 februari 2011.

8. Voorstel tot herziening van het Reglement van de Kamer, wat het verbod voor Kamerleden betreft om tijdens de vertegenwoordigende taken van de Kamer duidelijk zichtbaar religieuze symbolen te dragen.

Ingediend door de heer Denis Ducarme nr. 1145/1 van 1 februari 2011.

9. Voorstel tot wijziging van het Reglement van de Kamer van volksvertegenwoordigers wat betreft de orde in de Kamer en op de tribunes.

Ingediend door de heer Gerolf Annemans, mevrouw Alexandra Colen, mevrouw Annick Ponthier, mevrouw Rita De Bont, mevrouw Barbara Pas, de heer Filip De Man, de heer Bert Schoofs, de heer Tanguy Veys, de heer Peter Logghe, de heer Bruno Valkeniers, nr. 1295/1 van 16 maart 2011.

10. Voorstel tot wijziging van het Reglement van de Kamer van volksvertegenwoordigers wat de samenstelling van de commissies die belast zijn met het onderzoek van de geloofsbrieven betreft.

Ingediend door de heer Bert Schoofs, de heer Filip De Man, de heer Gerolf Annemans, nr. 1523/1 van 27 mei 2011.

11. Voorstel tot wijziging van het Reglement van de Kamer van volksvertegenwoordigers inzake de afschaffing van het in overweging nemen van wetsvoorstellen.

Ingediend door de heer Bert Schoofs, mevrouw Alexandra Colen, nr. 1524/1 van 27 mei 2011.

12. Voorstel tot wijziging van het Reglement voor wat betreft het mededelen van voorontwerpen van wet.

Ingediend door de heer Bert Schoofs, de heer Filip De Man, de heer Gerolf Annemans, nr. 1532/1 van 31 mei 2011.

13. Voorstel tot wijziging van het Reglement van de Kamer van volksvertegenwoordigers, teneinde strengere regels in te voeren voor parlementaire zendingen naar het buitenland.

Ingediend door de heer Olivier Deleuze (**), mevrouw Meyrem Almaci, nr. 1700/1 van 25 juli 2011.

14. Voorstel tot wijziging van het Reglement van de Kamer van volksvertegenwoordigers wat de afschaffing van het beknopt verslag betreft.

Ingediend door de heer Karel Uyttersprot, de heer Jan Jambon, nr. 1766/1 van 30 september 2011.

15. Voorstel tot wijziging van het Reglement van de Kamer van volksvertegenwoordigers, wat de samenstelling van het Bureau van de Kamer betreft.

Ingediend door de heer Stefaan Van Hecke, de heer Olivier Deleuze (**), nr. 1997/1 van 17 januari 2012.

16. Voorstel tot wijziging van het Reglement van de Kamer van volksvertegenwoordigers wat de invoering van een werkverslag betreft.

Ingediend door de heer Peter Dedecker, de heer Karel Uyttersprot, de heer Jan Jambon, nr. 2011/1 van 20 januari 2012.

17. Voorstel tot wijziging van het reglement van de Kamer van volksvertegenwoordigers inzake de Commissie voor de Bescherming van de Persoonlijke Levenssfeer.

Ingediend door de heer Patrick Dewael, de heer Herman De Croo, de heer Luk Van Biesen, nr. 2178/1 van 8 mei 2012.

18. Voorstel tot wijziging van het Reglement van de Kamer van volksvertegenwoordigers aangaande de deelname van de volksvertegenwoordigers aan de commissiewerkzaamheden.

Ingediend door de heer André Frédéric, mevrouw Karin Temmerman, mevrouw Catherine Fonck, mevrouw Marie-Christine Marghem, de heer Anthony Dufrane (**), nr. 2208/1 van 23 mei 2012.

19. Voorstel tot wijziging van het Reglement van de Kamer van volksvertegenwoordigers, teneinde de schending van de geheimhouding bij een vergadering met gesloten deuren te bestraffen.

Ingediend door de heer Daniel Bacquelaire, mevrouw Marie-Christine Marghem, nr. 2240/1 van 6 juni 2012.

20. Voorstel tot wijziging van het Reglement van de Kamer, wat de samenstelling betreft van de Bijzondere commissie belast met de parlementaire begeleiding van het Vast Comité van Toezicht op de politiediensten.

Ingediend door de heer Stefaan Van Hecke, de heer Eric Jadot, nr. 2332/1 van 5 juli 2012.

21. Voorstel tot wijziging van het Reglement wat de federale regeringsformatie betreft.

Ingediend door de heer Theo Francken, de heer Jan Jambon, nr. 2929/1 van 3 juli 2013.

Adviescomité voor de Maatschappelijke Emancipatie**ALIMENTATIEPLICHT**

1. Voorstel van resolutie over de verbetering van de werking van de Dienst voor alimentatievorderingen (DAVO).

Ingediend door de heer Christian Brotcorne, mevrouw Catherine Fonck, mevrouw Annick Van Den Ende (**), de heer Josy Arens, nr. 215/1 van 28 september 2010.

Overgenomen door mevrouw Marie-Martine Schyns (**), op 16 februari 2012 ter vervanging van mevrouw Annick Van Den Ende (**).

Addendum, nr. 215/2 van 18 november 2010.

Addendum, nr. 215/3 van 6 juni 2011.

Rapporteur(s) : mevrouw Colette Burgeon

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 21 februari 2003 tot oprichting van een Dienst voor alimentatievorderingen bij de FOD Financiën.

Ingediend door mevrouw Maya Detiège, de heer Bruno Tobback, de heer Dirk Van der Maelen, de heer Peter Vanvelthoven, nr. 1381/1 van 7 april 2011.

Addendum, nr. 1381/2 van 9 mei 2011.

Rapporteur(s) : mevrouw Colette Burgeon

ARBEID

1. Wetsvoorstel ter bestrijding van de loonkloof tussen vrouwen en mannen.

Ingediend door mevrouw Sonja Becq, mevrouw Leen Dierick, de heer Stefaan Vercamer, mevrouw Nahima Lanjri, mevrouw Catherine Fonck, nr. 237/1 van 30 september 2010.

Addendum, nr. 237/2 van 2 december 2010.

Addendum, nr. 237/3 van 15 december 2010.

Verslag van mevrouw Marie-Martine Schyns (**), nr. 237/4 van 27 februari 2012.

2. Wetsvoorstel strekkende tot gelijkstelling van de lonen tussen mannen en vrouwen, allochtone en autochtone werknemers en werknemers met en zonder handicap.

Ingediend door mevrouw Maya Detiège, de heer Hans Bonte, mevrouw Meryame Kitir, de heer Bruno Tuybens, de heer Renaat Landuyt, mevrouw Myriam Vanlerberghe (**), mevrouw Ann Vanheste, de heer Dirk Van der Maelen, de heer Peter Vanvelthoven, nr. 626/1 van 18 november 2010.

Verslag van mevrouw Marie-Martine Schyns (**), nr. 626/2 van 27 februari 2012.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van discriminatie tussen vrouwen en mannen, met het oog op de instelling van het rapport over en het plan voor de gelijkheid van kansen van vrouwen en mannen.

Ingediend door mevrouw Catherine Fonck, mevrouw Sonja Becq, nr. 1168/1 van 3 februari 2011.

Verslag van mevrouw Marie-Martine Schyns (**), nr. 1168/2 van 27 februari 2012.

GELIJKE BEHANDELING VAN MAN EN VROUW

1. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 30 januari 2001 tot uitvoering van het Wetboek van vennootschappen.

Ingediend door mevrouw Valérie Déom (**), mevrouw Özlem Özen, de heer Olivier Henry, de heer Guy Coëme (**), nr. 740/1 van 30 november 2010.

Verslag van mevrouw Marie-Martine Schyns (**), nr. 740/2 van 27 februari 2012.

III. Voorstellen die niet naar commissie werden verzonden.

AANSPRAKELIJKHEID

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 16 maart 1968 betreffende de politie over het wegverkeer.

Ingediend door mevrouw Carina Van Cauter nr. 3514/1 van 1 april 2014.

ARBEID

1. Voorstel van resolutie over de opvoering van de controle op de toepassing van de wetgeving inzake het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk, in het bijzonder met betrekking tot geweld, pesterijen en ongewenst seksueel gedrag op het werk.

Ingediend door de heer Yvan Mayeur, mevrouw Christiane Vienne, mevrouw Colette Burgeon, mevrouw Julie Fernandez Fernandez, nr. 1227/1 van 17 februari 2011.

AUTEURSRECHT

1. Wetsvoorstel tot instelling van een uitzondering op het auteursrecht, ten behoeve van de jeugdverenigingen.

Ingediend door de heer Benoît Lutgen nr. 3574/1 van 24 april 2014.

BUITENLANDS BELEID

1. Voorstel van resolutie betreffende de relaties met Taiwan.

Ingediend door de heer Georges Dallemagne nr. 3519/1 van 3 april 2014.

ECHTSCHIEDING

1. Wetsvoorstel tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek en het Gerechtelijk Wetboek, wat het gebruik van de naam van de echtgenoot betreft.

Ingediend door mevrouw Nahima Lanjri nr. 1174/1 van 7 februari 2011.

GEMEENTE

1. Voorstel van resolutie over een belangenconflict.

Ingediend door de heer Olivier Maingain, de heer Damien Thiéry, de heer Bernard Clerfayt, nr. 2260/1 van 14 juni 2012.

HERZIENING VAN DE GRONDWET

1. Herziening van de Grondwet tot wijziging van artikel 7bis inzake duurzame ontwikkeling.
Voorstel ingediend door mevrouw Thérèse Snoy et d'Oppuers, de heer Stefaan Van Hecke, de heer Georges Gilkinet, de heer Philippe Henry (**), mevrouw Zoé Genot, mevrouw Muriel Gerkens, de heer Wouter De Vriendt, nr. 97/1 van 7 september 2010.
2. Herziening van de Grondwet. Herziening van artikel 10, tweede lid, tweede zinsdeel, van de Grondwet.
Voorstel ingediend door mevrouw Nahima Lanjri, mevrouw Sonja Becq, mevrouw Leen Dierick, nr. 344/1 van 12 oktober 2010.
3. Herziening van de Grondwet. Voorstel tot herziening van artikel 44, eerste lid, van de Grondwet, teneinde de datum waarop de Kamers van rechtswege bijeenkomen, met één maand te vervroegen.
Voorstel ingediend door mevrouw Catherine Fonck nr. 1836/1 van 21 oktober 2011.
4. Voorstel van verklaring tot herziening van artikel 167, § 1 van de Grondwet.
Ingediend door de heer Wouter De Vriendt, mevrouw Juliette Boulet, nr. 3525/1 van 3 april 2014.

KOLONIALISME

1. Voorstel van resolutie betreffende de herinneringsplicht van de Belgische Staat ten aanzien van zijn koloniaal verleden in Congo, Rwanda en Burundi.
Ingediend door mevrouw Zoé Genot, mevrouw Eva Brems, nr. 3570/1 van 23 april 2014.

MOTIE VAN HET PARLEMENT

1. Voorstel van resolutie voor het opmaken van een energiepact.
Ingediend door de heer Kristof Calvo, mevrouw Muriel Gerkens, nr. 3498/1 van 27 maart 2014.

NATIONALITEIT

1. Wetsvoorstel betreffende de vervallenverklaring van de nationaliteit ingevolge de discretionaire bevoegdheid van de minister.
Ingediend door de heer Theo Francken, mevrouw Sarah Smeyers, mevrouw Daphné Dumery, nr. 3571/1 van 23 april 2014.

STAATSHOOFD

1. Wetsvoorstel betreffende de titulatuur van het staatshoofd en zijn of haar partner bij troonsafstand en overlijden.
Ingediend door de heer Theo Francken nr. 3516/1 van 2 april 2014.

STRAFPROCEDURE

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wetgeving wat de bescherming van bedreigde getuigen betreft.
Ingediend door de heer Servais Verherstraeten, mevrouw Sonja Becq, mevrouw Sabien Lahaye-Battheu, de heer Raf Terwingen, mevrouw Carina Van Cauter, nr. 1223/1 van 16 februari 2011.

VERKEERSVEILIGHEID

1. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs, tot afschaffing van een vrijstelling van rijbewijs voor bepaalde bestuurders van sommige voertuigen.
Ingediend door mevrouw Valérie De Bue, mevrouw Valérie Warzée-Caverenne, de heer Olivier Destrebecq, de heer Denis Ducarme, de heer David Clarinval, de heer Luc Gustin, nr. 3568/1 van 22 april 2014.

VERKEERSVOORSCHRIFTEN

1. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg betreffende de invoering van de Lage Emissie Zone (LEZ).
Ingediend door de heer Willem-Frederik Schiltz, de heer Mathias De Clercq, nr. 3572/1 van 23 april 2014.

VUURWAPEN

1. Wetsvoorstel betreffende de vergoeding van slachtoffers van oorlogsmunitie.
Ingediend door de heer Wouter De Vriendt, mevrouw Juliette Boulet, mevrouw Meyrem Almaci, nr. 3569/1 van 23 april 2014.

ZELFSTANDIG BEROEP

1. Wetsvoorstel betreffende de niet-vatbaarheid voor beslag van de woning van de zelfstandige.
Ingediend door mevrouw Carina Van Cauter, de heer Mathias De Clercq, nr. 3515/1 van 1 april 2014.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de programmawet van 10 februari 1998 tot bevordering van het zelfstandig ondernemerschap, wat de verplichte kennis bedrijfsbeheer betreft.
Ingediend door de heer Vincent Van Quickenborne nr. 3517/1 van 2 april 2014.

B. Wetsontwerpen die voor de ontbinding van de kamers op 28 april 2014 werden aangenomen en overgezonden door de Senaat.

I. Wetsontwerpen waarvan de behandeling in commissie beëindigd is :

II. Wetsontwerpen aanhangig bij de commissies.

Commissie voor de Justitie

ORGANISATIE ZONDER WINSTOOGMERK

1. Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen met het oog op het invoeren van nieuwe regels van openbaarmaking, informatieverstrekking en transparantie voor vzw's.

Overgezonden door de Senaat, nr. 3533/1 van 4 april 2014.

STRAFRECHT

1. Wetsontwerp tot wijziging van artikel 2bis van de uitleveringswet van 15 maart 1874, teneinde de uitlevering te weigeren van een persoon die ter dood is veroordeeld of kan worden veroordeeld.

Overgezonden door de Senaat, nr. 3509/1 van 28 maart 2014.

Commissie voor de Herziening van de Grondwet en de Hervorming van de Instellingen

HERZIENING VAN DE GRONDWET

1. Herziening van de Grondwet Ontwerp tot herziening van de Grondwet teneinde in titel II van de Grondwet een artikel 22ter in te voegen dat het recht waarborgt van personen met een handicap op aangepaste maatregelen die hun zelfstandigheid en culturele, maatschappelijke en professionele integratie garanderen.

Overgezonden door de Senaat, nr. 2680/1 van 1 maart 2013.

MINISTERIE

1. Ontwerp van bijzondere wet tot wijziging van de bijzondere wetgeving inzake de verplichting om een lijst van mandaten, ambten en beroepen, alsmede een vermogensaangifte in te dienen, met het oog op de uitbreiding van het toepassingsgebied ervan tot de vaste experts, kabinetsleden en leden van de beleidscellen van de ministeriële kabinetten.

Overgezonden door de Senaat, nr. 2704/1 van 18 maart 2013.

Advies, nr. 2704/2 van 14 oktober 2013.

2. Wetsontwerp tot wijziging van de wetgeving inzake de verplichting om een lijst van mandaten, ambten en beroepen, alsmede een vermogensaangifte in te dienen, met het oog op de uitbreiding van het toepassingsgebied ervan tot de vaste experts, kabinetsleden en leden van de beleidscellen van de ministeriële kabinetten.

Overgezonden door de Senaat, nr. 2705/1 van 18 maart 2013.

Advies, nr. 2705/2 van 14 oktober 2013.

Amendementen van de heer Renaat Landuyt, de heer Bruno Van Grootenbrulle, nr. 2705/3 van 5 februari 2014.

NATIONAAL PARLEMENT

1. Wetsontwerp tot wijziging van de wetgeving met betrekking tot de elektronische mandaten aangifte en de bekendmaking van de mandatenlijsten op de webstek van het Rekenhof.

Overgezonden door de Senaat, nr. 2707/1 van 18 maart 2013.

Advies, nr. 2707/2 van 14 oktober 2013.

REGIONAAL PARLEMENT

1. Ontwerp van bijzondere wet tot wijziging van de bijzondere wetgeving met betrekking tot de elektronische mandaten aangifte en de bekendmaking van de mandatenlijsten op de webstek van het Rekenhof.

Overgezonden door de Senaat, nr. 2706/1 van 18 maart 2013.

Advies, nr. 2706/2 van 14 oktober 2013.

Commissie voor de Binnenlandse Zaken, de Algemene Zaken en het Openbaar Ambt

STRAFRECHT

1. Wetsontwerp tot aanvulling van de wet van 11 januari 1993 tot voorkoming van het gebruik van het financiële stelsel voor het witwassen van geld en de financiering van terrorisme, met het oog op de uitbreiding van de controlebevoegdheid van de Cel Financiële Informatieverwerking wat betreft het extremisme.

Overgezonden door de Senaat, nr. 2817/1 van 17 mei 2013.

Advies, nr. 2817/2 van 23 juli 2013.

Advies van de Raad van State, nr. 2817/3 van 1 augustus 2013.

Rapporteur(s) : de heer Jenne De Potter
(Verzonden voor advies)

Commissie voor het Bedrijfsleven, het Wetenschapsbeleid, het Onderwijs, de Nationale Wetenschappelijke en Culturele Instellingen, de Middenstand en de Landbouw

BESCHERMING VAN DE CONSUMENT

1. Wetsontwerp tot wijziging van artikel 1649^{quater}, § 4, van het Burgerlijk Wetboek, betreffende de bescherming van de consumenten bij verkoop van consumptiegoederen wat het gebrek aan overeenstemming betreft.

Overgezonden door de Senaat, nr. 3528/1 van 4 april 2014.

CONSUMPTIEGOEDEREN

1. Wetsontwerp tot wijziging van artikel 1649^{septies} van het Burgerlijk Wetboek inzake de documenten betreffende de verkoop van consumptiegoederen.

Overgezonden door de Senaat, nr. 3529/1 van 4 april 2014.

Commissie voor de Financiën en de Begroting**STRAFRECHT**

1. Wetsontwerp tot aanvulling van de wet van 11 januari 1993 tot voorkoming van het gebruik van het financiële stelsel voor het witwassen van geld en de financiering van terrorisme, met het oog op de uitbreiding van de controlebevoegdheid van de Cel Financiële Informatieverwerking wat betreft het extremisme.

Overgezonden door de Senaat, nr. 2817/1 van 17 mei 2013.

Advies, nr. 2817/2 van 23 juli 2013.

Advies van de Raad van State , nr. 2817/3 van 1 augustus 2013.

Rapporteur(s) : mevrouw Veerle Wouters

Commissie voor de Volksgezondheid, het Leefmilieu en de Maatschappelijke Hernieuwing**VOLKSGEZONDHEID**

1. Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 13 juni 1986 betreffende het wegnemen en transplanteren van organen tot invoering van de donorkaart in afwachting van de volledige digitalisering van het donorschap via de e-ID.

Overgezonden door de Senaat, nr. 2294/1 van 22 juni 2012.

Rapporteur(s) : mevrouw Colette Burgeon